















HISTOIRE  
DE L'ÉGLISE.

BIBLIOTHECA

FF. PRÆDICATORUM

CONVENTUS

**CIVIT. BENITIÆ**

Lit. ....

270

R

Pl. ....

BR  
145  
R43  
1840  
v. 6  
1845  
GTU  
storage

*PROPRIÉTÉ DE L'ÉDITEUR.*

# HISTOIRE DE L'ÉGLISE

DEPUIS SON ÉTABLISSEMENT

JUSQU'AU PONTIFICAT DE GRÉGOIRE XVI,

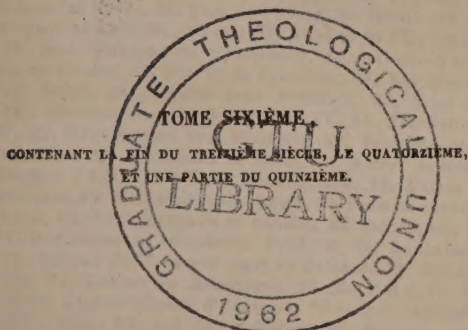
CONTENANT

L'EXPOSITION SUIVIE ET DÉTAILLÉE DE TOUS LES FAITS IMPORTANS,  
AVEC LES RÉFLEXIONS ET LES ÉCLAIRCISSEMENTS NÉCESSAIRES  
POUR EN FACILITER L'INTELLIGENCE.

PAR

M. L'ABBÉ RECEVEUR,

PROFESSEUR A LA SORBONNE.



A PARIS,

CHEZ MÉQUIGNON JUNIOR ET J. LEROUX,

LIBRAIRES DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE,

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 9.

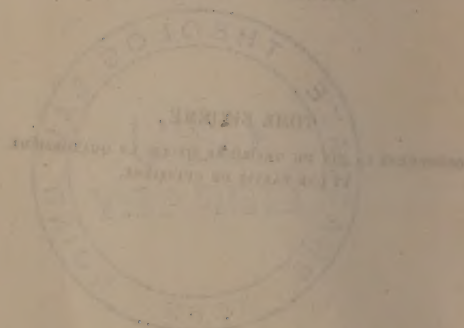
—  
1845

# HISTOIRE DE L'ÉGLISE

DE L'ÉGLISE  
DE L'ÉGLISE

DE L'ÉGLISE  
DE L'ÉGLISE

DE L'ÉGLISE  
DE L'ÉGLISE



DE L'ÉGLISE  
DE L'ÉGLISE



# TABLE DES PRINCIPALES MATIÈRES.

## LIVRE TRENTE-DEUXIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU RÈGNE DE SAINT LOUIS JUSQU'À LA  
MORT D'ALEXANDRE IV.

Guerre et ordonnances contre les Albigeois, page 1 et suiv. Ab-  
juration du comte de Toulouse, 3. Troubles dans l'université de  
Paris, 4. Progrès des dominicains, 6. Saint Raimond de Pegnafort, 7.  
Poursuites contre les Albigeois, 8. Université de Toulouse, 9. Rè-  
glemens pour l'inquisition, 10. Divisions parmi les franciscains, 11.  
Saint Antoine de Padoue, 13. Excommunication contre l'empereur  
Frédéric, 15. Passage de ce prince en Palestine, 17. Trêve avec  
le sultan, 18. Guerre en Italie, 19. Paix entre le pape et l'empereur,  
20. Établissement de l'ordre Teutonique en Prusse, 22. Progrès  
du christianisme dans le Nord, 23. Hérétiques nommés stading-  
s, 24. Sainte Elisabeth de Hongrie, 25. Sainte Hedwige, 26.  
Sainte Agnès de Bohême, 26. Troubles en Angleterre, 28. Le Juif  
errant, 29. Guerre contre les Maures d'Espagne, 30 et suiv. Vio-  
lences contre les Juifs, 32. Affaires de l'Église de France, 33. Con-  
férence avec les Grecs, 35. État de l'Italie, 36. Nouveaux démêlés  
entre le pape et Frédéric, 38 et suiv. Affaires de l'Église d'Angle-  
terre, 42. Saint Edmond de Cantorbéry, 44. La sainte couronne  
apportée en France, 47. État de la Palestine, 48. Ravages des Tar-  
tars, 49. Suites des démêlés avec Frédéric, 50. Mort de Gré-  
goire IX; élection et mort de Célestin IV, 51. Élection d'Inno-  
cent IV, 52. Négociations avec Frédéric, 52. Divisions parmi les  
frères mineurs, 54. Alexandre de Hales, 57. Albert le Grand, 57.  
Saint Thomas d'Aquin, 58. Saint Bonaventure, 59. Autres auteurs  
ecclésiastiques, 60. Maladie de saint Louis, 62. Premier concile gé-  
néral de Lyon, 63. Règlemens de ce concile, 67. Décret sur la croi-  
sade, 68. Déposition de l'empereur Frédéric, 70. Réflexions à ce  
sujet, 71. Lettres de Frédéric pour sa défense, 72. Suites de sa  
déposition, 74. Guerre en Allemagne, 76. En Italie, 77. Mort de  
Frédéric, 79. État de l'Église d'Espagne, 79 et suiv. Affaires d'An-  
gleterre, 81. Saint Richard de Chichester, 82. Missions en Tartar-  
ie, 83. Église russe, 84. Église grecque, 85. Progrès du christia-  
nisme en Prusse et en Livonie, 86. Règlemens pour l'inquisition,  
89. Condamnation du Talmud, 90. Première croisade de saint  
Louis, 92. Église de Chypre, 94. Ambassades en Tartarie, 95.  
Captivité de saint Louis en Égypte, 98. Il passe en Palestine, 100.  
Ambassade du Vieux de la montagne, 101. Mouvement des pas-  
toureux, 102. Retour de saint Louis, 104. Saint Pierre de Vé-  
rone, 106. Mort de sainte Claire, 107. Mort d'Innocent IV, 108.

Alexandre IV, 109. Inquisition établie en France, 110. Fondation de la Sorbonne, 111. Différends de l'université de Paris avec les dominicains, 112 et suiv. Apologie des religieux mendiants, par saint Thomas, 114. Livre de l'Évangile éternel, 116. Divers conciles en France, 118. Religieux augustins, 120. Les carmes en France, 120. Processions de flagellans, 121. Ravages des Tartares, 121. Fin de l'empire latin de Constantinople, 123.

### LIVRE TRENTE-TROISIÈME.

#### DEPUIS LA MORT D'ALEXANDRE IV JUSQU'À LA FIN DU TREIZIÈME SIÈCLE.

Élection d'Urbain IV, 124. Affaires de Sicile, 125. État de l'empire et de l'Église de Constantinople, 127 et suiv. Ordonnances de saint Louis, 131. Institution de la fête du Saint-Sacrement, 131. Élection de Clément IV, 133. Troubles en Angleterre, 133. Affaires de Sicile et d'Allemagne, 135 et suiv. Affaires de Danemarck, 139. Croisade en Espagne contre les Maures, 141. État de la Terre sainte, 142. Pragmatique de saint Louis, 144. Longue vacance du saint-siège, 145. Testament et seconde croisade de saint Louis, 147 et suiv. Sa mort et ses vertus, 149 et suiv. Election de Grégoire X, 154. État de l'Italie, 155. État de l'Angleterre, 156. Abus en Allemagne, 157. Affaires de Norvège, 158. Démarche de l'empereur Paléologue pour la réunion de l'Église grecque, 159. Saint Pierre Célestin, 161. Second concile général de Lyon, 162. Réunion des Grecs au saint-siège, 164. Établissement du conclave, 165. Ordre des servites, 167. Mort de saint Bonaventure ; ses écrits, 167. Mort de saint Thomas d'Aquin, 169. Affaires d'Espagne, 170. Rodolphe empereur d'Allemagne, 171. Election d'Innocent V, 172. Église de Constantinople, 173 et suiv. Divers conciles en France, 177. Erreurs enseignées par quelques docteurs de Paris, 178. Entreprise sur les droits du clergé en Espagne, 179. Église de Hongrie, 181. Bulle en interprétation de la règle des frères mineurs, 183. La bienheureuse Marie de Cortone, 184. Élection de Martin IV, 185. Vêpres siciliennes, 186. Croisade contre le roi d'Aragon, 187 et suiv. Église de Castille, 190. Plaintes des évêques de France contre les religieux mendiants, 191. Divers conciles sur la discipline, 193. Élection d'Honorius IV, 194. Affaires de Sicile, 195. Rétablissement du schisme à Constantinople, 196. Divisions parmi les schismatiques, 197. Auteurs ecclésiastiques, 199. Inquisition, 201. Entreprises en Portugal contre la juridiction de l'Église, 202. Accusations d'infanticide contre les Juifs, 203. Divisions parmi les frères mineurs, 205. Sectaires nommés apostoliques, 206. État de la Terre sainte, 207. Publication d'une croisade, 210. Election de Célestin V, 212. Son abdication ; élection de Boniface VIII, 214 ; démêlés de Boniface avec Philippe le Bel, 216. Bulle *Clericis laicos*, 216. Saint Louis de Toulouse, 219. Chanoines réguliers de Saint-Antoine, 220. Fratricelles, 220. Guerre

de Boniface contre la famille Colonne, 221. Prétentions de Boniface sur l'Écosse, 223. Sexte des Décrétales, 225. Le bienheureux Augustin de Sicile, 226. Institution du jubilé, 228.

## LIVRE TRENTE-QUATRIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU QUATORZIÈME SIÈCLE JUSQU'À LA MORT DE JEAN XXII.

Nouveaux démêlés de Boniface VIII avec Philippe le Bel, 230. Lettres des prélats et des seigneurs au pape, 234. Explications données par le pape, 235. Bulle *Unam sanctam*, 238. Prétentions du pape, 240. Réponse du roi, 241. Excommunication de Philippe le Bel, 243. Albert roi des Romains, 243. Affaires de Sicile, 244. Prétention de Boniface sur la Hongrie, 244 et suiv. Appel de Philippe le Bel au futur concile, 246 et suiv. Écrits contre les prétentions de Boniface, 248. Mesures de Boniface contre la France, 249. Arrestation et mort de Boniface, 250 et suiv. Élection de Benoît XI, 252. Révocation des bulles de Boniface contre la France, 253. Divers conciles, 253 et suiv. Saint Yves de Tréguier, 254. Église grecque, 255. Élection de Clément V, 257. Primatie d'Aquitaine, 259. Subsidés exigés par Clément V, 260. Juifs expulsés de France, 262. Bulle pour la suppression des commendes, 262. Missions en Tartarie, 263. Ouvrage de Haïton sur la Terre sainte, 266. Église grecque, 267. Poursuites contre la mémoire de Boniface, 268. Bulle pour la justification de Philippe le Bel, 269. Affaire de Hongrie et d'Allemagne, 270. Erreurs des apostoliques, 271. Croisade contre les Vénitiens, 272. Croisade contre les Maures, 273. Établissement des papes à Avignon, 274. Plaintes et accusations contre les templiers, 275. Leur arrestation en France, 278. Interrogatoire à Paris, 280. Autres poursuites et procédures contre les templiers, 283 et suiv. Divers conciles en Allemagne et en Italie. 291. Concile général de Vienne, 293. Abolition de l'ordre des templiers, 294. Condamnation des fraticelles et des bégards, 297. Secte des spirituels, 300. Bulles concernant les divisions des frères mineurs, 301. Décrets concernant les moines et les religieux, 302. Mémoires présentés au concile touchant les abus à réformer, 305. Divers réglemens du concile de Vienne, 309. Raimond Lulle, 310. Jean Duns Scot, 311. Prétention du pape sur l'empire, 313. Supplice du grand-maître des templiers, 314. Mort de Clément V, 315. Mort de Philippe le Bel, 316. Divers conciles, 317. Erreurs d'Arnauld de Villeneuve, 319. Hérétiques en Allemagne, 319. Election de Jean XXII, 321. Érection de plusieurs évêchés, 321. Missions d'Orient, 323. Suite des divisions parmi les frères mineurs, 325. Bulles de Jean XXIII contre les prétendus spirituels, 326. Congrégation du mont Olivet, 327. Mouvements des pasteurs en France et en Angleterre, 328. Conspiration contre le pape, 330. Divers conciles, 332. Troubles en Italie, 334. Mémoire de Sanuto sur la Terre sainte, 337. Suite des divisions parmi les frères mi-

neurs ; nouvelles bulles de Jean XXII, 338. Réflexions à ce sujet, 342. Condamnation des écrits de Jean d'Olive, 343. Missions en Orient, 344 et suiv. Saint Elzéar de Sabran, 347. Saint Roch, 349. Sainte Elisabeth de Portugal, 349. Suites des troubles en Italie, 350. Démêlés de Jean XXII avec l'empereur Louis de Bavière, 351. Bulles contre ce prince, 353. Accusations contre le pape, 354. Louis de Bavière en Italie, 355. Erreurs de Marsile de Padoue, 357. Exagérations d'Augustin Triomphe et d'Alvar Pelage sur la puissance pontificale, 358. Louis de Bavière entreprend de déposer Jean XXII, 361. Pierre de Corbario antipape, 364. Son abjuration et sa pénitence, 368. Démarches de l'empereur pour se réconcilier avec le pape, 369. Michel de Césène et Guillaume Occam schismatiques, 370. Divers conciles en France, 373. Plaintes contre la juridiction temporelle du clergé ; conférence de Paris à ce sujet, 374. Église de Constantinople, 381. Projet de croisade pour la Terre sainte, 384. Opinion de Jean XXII sur la vision béatifique, 386. Mort de ce pape, 388.

### LIVRE TRENTE-CINQUIÈME.

#### DEPUIS LA MORT DE JEAN XXII JUSQU'AU SCHISME D'OCCIDENT.

Élection de Benoît XII, 390. Mesure pour la réforme des abus, 391. Décret sur la vision béatifique, 393. Bulle pour le rétablissement de la discipline dans les monastères, 395. Négociations pour la paix entre le saint-siège et l'empire, 397. Diète sur l'indépendance de l'empire, 399. Violences contre les Juifs, 400. Divers conciles en France, 401. Excommunication contre les chevaliers teutoniques, 403. Missions en Tartarie, 404. Ambassade des Grecs touchant la réunion, 404 et suiv. Quiétistes du mont Athos, 407. Réconciliation des villes de Lombardie avec le saint-siège, 410. Croisade en Espagne contre les Maures, 412. Erreurs des Arméniens, 413. Élection de Clément VI, 414. Plaintes du roi d'Angleterre contre la collation des bénéfices par le pape, 416 et suiv. Croisade contre les Turcs, 418. Négociations entre le pape et Louis de Bavière ; déposition de ce prince, 419 et suiv. Charles VI élu empereur, 422. Mort de Louis de Bavière, 423. Affaires de Naples, 425. Église d'Arménie, 426. Divers conciles, 427. Inquisition à Florence, 428. Troubles excités à Rome par le tribun Rienzi, 429. Procédures usitées pour la canonisation, 430. Ravages de la peste en Europe, 431. Violences contre les Juifs, 432. Nouveaux flagellans, 433. Prodigeux concours à Rome pour le jubilé, 433. Privilèges accordés au roi de France, 435. Prisons monastiques, 435. Lettre au nom du diable, 436. Erreurs condamnées, 438 et suiv. Division à Constantinople, 440. Martyrs à Damas, 441. Mort de Clément VI, 442. Règlement sur l'autorité du pape, 443. Élection d'Innocent VI, 444. Guerre en Italie, 445. Bulle d'or, 446. Affaires de Constantinople, 447. Démarches pour la réunion des Grecs, 448. Le bienheureux Pierre Thomas, 449. Réclamations

contre les privilèges des religieux mendiants, 451. Pierre d'Aragon embrasse l'ordre des frères mineurs, 453. Décimes refusées au pape en Allemagne, 454. Ravages des compagnies blanches, 455. Jean Taulère, 457. Jean Rusbrok, 457. Élection d'Urbain V, 458. Démêlés du pape avec le duc de Milan, 459. Croisade pour la Terre sainte, 460. Prise d'Alexandrie, 462. Vertus de Charles de Blois, 463. Pierre le Cruel roi de Castille, 464. Mesure pour la réforme des abus, 465. Divers conciles à ce sujet, 466 et suiv. Urbain V quitte Avignon pour rétablir le saint-siège à Rome, 469 et suiv. Pétrarque, 470. Congrégation des jésuites, 471. Reliques des apôtres saint Pierre et saint Paul, 472. L'empereur Jean Paléologue à Rome, 473. Conversions dans la Bulgarie, 475. Réforme du mont Cassin, 476. Sainte Brigitte, 476. Le pape retourne à Avignon, 477. Élection de Grégoire XI. 478. Erreurs condamnées, 479. Secte des turlupins, 480. Affaires de Pologne, 482. Poursuites contre les Vaudois, 483. Sainte Catherine de Sienne, 485. Saint André Corsini, 485. Grégoire XI quitte Avignon pour aller à Rome, 486 et suiv. Erreurs de Wiclef, 488 et suiv. Mort de Grégoire XI, 493.

## LIVRE TRENTE-SIXIÈME.

## DEPUIS LE COMMENCEMENT DU SCHISME D'OCCIDENT JUSQU'AU CONCILE DE CONSTANCE.

Dispositions des Romains et leurs violences pendant la tenue du conclave, 495 et suiv. Election d'Urbain VI, 497. Les cardinaux sortent de Rome et protestent contre cette élection, 499 et suiv. Election d'un autre pape sous le nom de Clément VII, 501. Clément VII reconnu en France, 502. Lettres de sainte Catherine de Sienne en faveur d'Urbain, 504. Clément VII reconnu en Castille et en Aragon, 505 et suiv. Effets déplorables du schisme, 507. Affaires de Naples, 508 et suiv. Croisades publiées par Urbain contre la France et la Castille, 511. Mouvemens séditieux des wicléfistes en Angleterre, 512. Concile où leurs erreurs sont condamnées, 514. Mort de Wiclef, 515. Démêlés d'Urbain avec le roi de Naples, 516. Cardinaux accusés de conspiration contre Urbain, 517. Tortures auxquelles on les soumet, 518. Urbain assiégé dans Nocera; son évasion, 519. Supplice des cardinaux prisonniers, 521. Le bienheureux Pierre de Luxembourg, 521. Affaires de Hongrie, 522. Ladislas Jagellon roi de Pologne, 523. Conversion des Lithuaniens, 524. Mouvemens séditieux des wicléfistes, 525. Erreurs de Montson, 526. Les dominicains exclus de l'université de Paris, 528. Mort d'Urbain VI, et élection de Boniface IX, 529. Faux patriarche de Constantinople, 530. Simonie reprochée à Boniface IX, 531. Lois en Angleterre contre la collation des bénéfices par le pape, 533. Affaire de Naples, 533. Démarches de l'université de Paris pour l'extinction du schisme, 535 et suiv. Moyens qu'elle propose, 538. Mort de Clément VII, 539. Élection de Benoît XIII, 540. Saint Vincent Ferrier, 541. Concile national à



Paris, 542. Députation auprès de Benoît pour l'engager à la cession, 543. Négociations avec les souverains pour l'extinction du schisme, 545. L'université de Paris appelle au futur concile, 546. Ambassade de Benoît vers Boniface, 547. Conquêtes des Turcs, 548. Pierre d'Ailly envoyé à Rome au nom du roi de France et de l'empereur Wenceslas, 550. Dégradation et supplice de deux religieux calomniateurs, 551. Concile national de Paris où l'on prononce la soustraction d'obédience, 552. Benoît XIII assiégé et prisonnier dans son palais, 554. Imposteurs écossais en Italie; processions de pénitens blancs, 556. Wenceslas déposé de l'empire, 557. Lois contre les wicléristes, 558. Commencemens de Jean Huss, 559. Benoît XIII délivré et rétabli, 560. Mort de Boniface, 562. Élection d'Innocent VII, 563. Démarches de Benoît XIII pour obtenir une conférence avec le pape, 564. Mort d'Innocent VII. 566. Élection de Grégoire XII, 567. Vaines négociations entre les deux papes, 567. Assassinat du duc d'Orléans, 568. On proclame de nouveau en France la soustraction d'obédience, 569. Convocation du concile de Pise, 570. Concile tenu à Perpignan par Benoît XIII, 571. Ouverture du concile de Pise; réflexions sur ce concile, 572. Procédure contre les deux papes, 574. Leur déposition, 575. Élection d'Alexandre V, 571. Concile tenu par Grégoire XII, 577 et suiv. Progrès des erreurs de Jean Huss, 579. Mort d'Alexandre V; Election de Jean XIII, 581. Affaires de Naples, 582. Nouvelles déclamations de Jean Huss, 583. Hérétiques nommés frères de la croix, 584. Mouvements séditieux des wicléristes en Angleterre, 585. Condamnation de la doctrine du tyrannicide, 586.

### LIVRE TRENTE-SEPTIÈME.

#### DEPUIS LE CONCILE DE CONSTANCE JUSQU'À LA FIN DU CONCILE DE FLORENCE.

Ouverture du concile, 588. Propositions concernant l'extinction du schisme, 589. Règlemens pour les délibérations, 590. Jean XXIII promet de renoncer au pontificat, 591. Il quitte le concile, 593. Il proteste contre sa promesse, 594. Décrets sur l'autorité des conciles généraux, 595. Jean XXIII cité à comparaître, 597. Condamnation des erreurs de Wiclef, 597. Procédures contre Jean XXIII, 598. Sa déposition, 600. Renonciation de Grégoire XII, 601. Décret touchant la communion sous les deux espèces, 602. Sauf-conduit accordé à Jean Huss; réflexions à ce sujet, 603. Procès de Jean Huss, 604. Sa condamnation, 606. Décret contre la doctrine du tyrannicide, 606. Procès et condamnation de Jérôme de Prague, 608 et suiv. Conférence de l'empereur avec Benoît XIII, 609. Arrivée des prélats d'Aragon au concile, 611. Procédures contre Benoît XIII; sa déposition, 612 et suiv. Mémoires touchant la réformation, 613 et suiv. Contestations et décrets à ce sujet, 615 et suiv. Élection de Martin V, 617. Révolte des hussites en Bohême, 618. Bulle de Martin V contre Wiclef et



Jean Huss, 619. Décrets de réformation, 620. Déclaration du pape touchant la confirmation du concile, 621. Plaintes des ambassadeurs polonais, 622. Fin du concile, 622. Mort de Gerson et de Pierre d'Ailly, 623. Mort de Jean XXIII, 624. Démarches des Grecs pour la réunion, 624. Mort de Wenceslas, 625. Saint Jean Népomucène, 625. Ziska général des hussites, 625. Ravages et cruautés de ces sectaires, 626 et suiv. Croisade publiée contre eux, 627. Divisions parmi les hussites, 628. Concile de Pavie, 629. Concile de Salzbourg, 629. Conciles de Cologne et de Copenhague, 630. Réforme de plusieurs ordres religieux, 630. La bienheureuse Colette, 630. Saint Bernardin de Sienne, 631. Affaires de Naples, 631. Mort de Pierre de Lune, 632. Extinction du schisme, 633. Conciles de Tortose et de Paris, 633. État déplorable de la France, 634. Jeanne d'Arc, ou la Pucelle d'Orléans, 634. Sa mort, 635. Mort du pape Martin V; élection d'Eugène IV, 638. Commencemens du concile de Bâle, 635. Divisions entre ce concile et le pape Eugène, 639. Tentative d'accommodement, 638. Procédures contre le pape, 639. Négociations du concile de Bâle avec les Bohémiens, 640. Soumission des hussites, 641. Suite des procédures contre le pape, 641. Décret pour maintenir les élections canoniques, 642. Bulle du pape qui approuve la continuation du concile de Bâle, 642. Conditions imposées par le concile aux légats du pape, 643. Négociations avec les Grecs pour la réunion, 643. Révolte des Romains contre le pape, 644. Décrets du concile de Bâle pour la réformation, 644. Abolition des annates, 645. Autres réglemens du concile; abolition des réserves et des expectatives, 646. Nouveaux démêlés entre le pape et le concile de Bâle, 647. Divisions dans le concile, 648. Procédures contre le pape, 649. Commencement du concile de Ferrare, 650. Arrivée des Grecs, 650. Nouvelles procédures à Bâle contre le pape, 651. Négociations des princes d'Allemagne pour terminer ces divisions, 652. Assemblée de Bourges, pragmatique sanction, 652. Conférences à Ferrare avec les Grecs, 653. Le concile transféré à Florence, 654. Suite des conférences avec les Grecs, 655. Mort du patriarche de Constantinople, 656. Décret d'union, 656. Dernières sessions du concile de Florence, 657. Décret pour l'union des Arméniens, 657.



# HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

---

## LIVRE TRENTE-DEUXIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU RÈGNE DE SAINT LOUIS JUSQU'À  
LA MORT D'ALEXANDRE IV.

DE 1226 A 1261.

Saint Louis n'avait que douze ans lorsqu'il parvint à la couronne, sous la régence de la reine Blanche de Castille, sa mère. Cette princesse, devenue célèbre par l'habileté qu'elle déploya dans des circonstances difficiles, s'appliqua surtout à donner au jeune roi une éducation solide et chrétienne, dont les résultats ne furent pas moins glorieux pour la monarchie que pour la religion. Elle avait eu soin de lui inspirer dès l'enfance l'amour de la vertu, et dans les entretiens de sa pieuse tendresse elle lui répétait souvent ces paroles mémorables : Mon fils, j'aimerais mieux vous voir privé du trône et de la vie, que souillé d'un seul péché mortel. La plupart des grands vassaux se liguèrent pour la dépouiller de la régence, mais par d'habiles négociations elle parvint à détacher de cette ligue le comte de Champagne, et avec les secours de ce prince elle réduisit les autres par la force des armes.

La guerre contre les Albigeois se poursuivait en même temps par les soins de la reine, et pour en soutenir les frais, le cardinal Romain, en sa qualité de légat, obligea le clergé, par des censures, à payer la décime qui avait été promise pour cinq ans au roi Louis VIII, et fit saisir

par les officiers du roi les biens de ceux qui refusaient de payer volontairement. Les chapitres des quatre provinces de Reims, de Sens, de Tours et de Rouen, adressèrent à ce sujet un appel au pape, qui enjoignit d'abord au légat de révoquer son ordonnance. Mais ensuite, sur les représentations du légat et d'après l'assentiment donné à cette mesure au concile de Bourges, il en ordonna l'exécution, et écrivit au jeune roi, le 13 novembre 1227, pour l'en informer. Au printemps de cette même année, l'archevêque de Narbonne avait tenu dans cette ville un concile provincial où l'on publia plusieurs réglemens contre les hérétiques. On confirma une ordonnance du roi Louis VIII, portant que quiconque se serait laissé excommunier après trois monitions payerait une amende de neuf livres, et que les biens de celui qui demeurerait un an dans l'excommunication seraient confisqués. On ordonna de dénoncer publiquement excommuniés les comtes de Toulouse et de Foix, le vicomte de Béziers, et tous les hérétiques et leurs fauteurs, et de déclarer leurs personnes et leurs biens exposés au premier occupant. Il fut statué en outre que les évêques établiraient dans chaque paroisse des inquisiteurs pour la recherche des hérétiques, et que tout individu noté ou suspect serait privé de toute fonction publique. On obligea les juifs à porter sur la poitrine la figure d'une roue pour marque de distinction, et à se conformer extérieurement aux lois de l'Église sur l'abstinence et l'observation des fêtes. On ordonna que tous les testamens devaient être faits en présence du curé ou d'un autre prêtre, pour s'assurer de la foi du testateur, sous peine pour celui-ci d'être privé de la sépulture ecclésiastique. Enfin on publia quelques autres réglemens sur divers points de discipline, notamment pour faire exécuter le décret du concile de Latran touchant la confession annuelle.

L'armée catholique marcha peu de temps après contre

Toulouse, et fit un tel dégât dans les environs, que les Toulousains consentirent enfin à des propositions de paix. Les conditions en furent discutées dans une conférence tenue à Meaux au printemps de l'an 1229, après quoi le roi les confirma par des lettres patentes portant que le comte Raimond ayant pris enfin le parti de se soumettre, est venu demander grâce et non pas justice, avec promesse de demeurer fidèle à l'Église et au roi; qu'il s'oblige à rechercher les hérétiques et à les bannir de ses terres; qu'il restituera aux églises tous leurs immeubles, et leur fera payer les dîmes; qu'il payera en outre une indemnité pour les dommages occasionnés par la guerre; qu'il donnera quatre mille marcs d'argent pour établir une université à Toulouse et y entretenir pendant dix ans deux professeurs en théologie, deux en droit canonique, six maîtres pour les arts libéraux et deux pour la grammaire, et qu'enfin pour pénitence il sera tenu de prendre la croix pour faire la guerre durant cinq ans dans la Palestine. Moyennant ces conditions, il conservera le comté de Toulouse, et après sa mort toutes ses terres appartiendront à sa fille, qui devra épouser un des frères du roi, et dans le cas où il ne resterait point d'enfans de ce mariage, elles reviendront à la couronne. Le roi publia en même temps une ordonnance pour assurer dans ces provinces, depuis si longtemps infectées par l'hérésie et désolées par la guerre, le respect des privilèges ou immunités de l'Église, la restitution des dîmes et l'exécution des lois portées par les canons contre les hérétiques. Elle enjoint aux seigneurs et aux officiers royaux d'en faire une recherche exacte, de punir sans délai ceux qui seront condamnés par l'autorité ecclésiastique, et accorde une récompense de deux marcs d'argent à quiconque aura pris et livré un hérétique à la justice.

Le comte de Toulouse se présenta le vendredi saint nu-pieds et en chemise, selon la coutume, à la porte de l'é-

glise, pour faire amende honorable et recevoir l'absolution solennelle des censures ecclésiastiques. Le légat s'étant rendu ensuite à Toulouse, y tint un concile au mois de septembre, dans lequel on confirma les réglemens publiés par celui de Narbonne, avec plusieurs autres dispositions concernant les immunités de l'Église et la recherche des hérétiques. On ordonna que tous les fidèles promettaient par serment de les poursuivre et de les dénoncer, sous peine d'être notés eux-mêmes comme suspects ; qu'on ne permettrait point aux laïques d'avoir des livres de l'Ancien ou du Nouveau Testament, si ce n'est un Psautier ou un Bréviaire, ou les Heures de la Vierge, avec défense expresse de les avoir traduits en langue vulgaire ; que tous les chefs de famille seront tenus d'assister tous les dimanches et fêtes à la messe et aux instructions, sous peine d'une amende de douze deniers ; que tous ceux qui auraient donné asile à des hérétiques seraient punis par la confiscation ; que les hérétiques convertis d'eux-mêmes seront tenus de porter deux croix sur leurs habits, et que l'évêque fera enfermer, par précaution, ceux que la crainte seule aura portés à se convertir. On prescrivit aussi quelques mesures pour assurer le maintien de la paix et de la sûreté publique (1).

Les étudiants de l'université de Paris se livraient depuis longtemps à des désordres que l'autorité s'efforçait vainement de réprimer. L'official du diocèse avait prononcé en 1219 l'excommunication contre ceux qui marcheraient avec des armes dans la ville, qui forceraient les maisons, ou violeraient les femmes et les filles. Quelque temps après, Guillaume de Seignelai, évêque de Paris, fit emprisonner plusieurs écoliers coupables de ces crimes, et chassa les plus séditeux. Mais l'effet de ces mesures ne fut pas de longue durée. Le légat Romain fut

(1) Guill. de Pod. Laur. — Guill. Nang. — Vit. S. Lud.



lui-même attaqué dans sa maison en 1225 par les étudiants, pour avoir défendu à l'université d'employer pour ses actes un autre sceau que celui du chapitre, et il fallut l'intervention de la force armée pour le garantir de leurs insultes. Enfin, l'an 1229, à la suite d'une querelle dans un cabaret avec des bourgeois, un grand nombre d'étudiants se jetèrent dans les rues sur tous ceux qu'ils rencontrèrent, hommes et femmes, et en blessèrent plusieurs. La reine, sur les plaintes de l'évêque et du légat, ordonna au prévôt de Paris de châtier les coupables, et en conséquence les archers du prévôt attaquèrent une troupe d'écoliers qui jouaient hors des murs et dont plusieurs furent tués ou blessés. Comme ceux-ci n'avaient point pris part aux désordres, les professeurs suspendirent leurs leçons, vinrent en corps trouver la reine et le légat pour demander justice, et représentèrent qu'il n'était pas juste que l'université souffrît pour la faute de quelques écoliers turbulens. Mais n'ayant pas obtenu satisfaction, tous les maîtres et les écoliers sortirent de Paris et se dispersèrent en divers endroits, notamment à Angers et à Orléans; et l'on croit que ce fut l'origine de ces deux universités. Le pape, instruit de ces faits, nomma trois commissaires pour interposer leur médiation entre le roi et l'université, et après avoir écrit pour ce sujet au roi, à la reine et à l'évêque de Paris, voyant que l'affaire n'avancait point, il ordonna aux professeurs de lui envoyer quelques-uns d'entre eux pour travailler à un accommodement. Cependant le légat Romain et l'évêque de Paris publièrent des censures contre les maîtres absens; l'archevêque de Sens, dans un concile provincial, ordonna qu'ils seraient privés pendant deux ans des fruits de leurs bénéfices, et le roi publia aussi des ordonnances contre eux. Mais les docteurs députés auprès du pape négocièrent si heureusement qu'ils en obtinrent une bulle en date du 13 avril 1231, portant confirmation des privilèges de l'université, avec

quelques réglemens pour prévenir les abus. Elle défend aux écoliers de marcher avec des armes dans la ville, et à l'université de soutenir ceux qui commettent des désordres ; mais l'évêque de Paris en les réprimant devra prendre soin de ne pas confondre les innocents avec les coupables. Comme les maîtres traitaient souvent par vanité des questions oisives ou dangereuses, elle leur défend de s'écarter des principes fondés sur l'Écriture ou la tradition, et de se servir des livres de physique d'Aristote, jusqu'à ce qu'ils soient examinés et corrigés. Le pape adressa en même temps une lettre au roi pour l'exhorter à maintenir les privilèges accordés à l'université par Philippe-Auguste (1).

L'évêque de Paris était alors Guillaume d'Auvergne, docteur célèbre, qui fut élu en 1228 et qui tint le siège vingt et un ans. Il souffrait impatiemment l'espèce d'indépendance que l'université voulait s'attribuer, et pendant ces démêlés il autorisa les frères prêcheurs à établir chez eux une école de théologie, car le bienheureux Jourdain, élu maître général après saint Dominique, avait attiré dans l'ordre un grand nombre de docteurs et d'étudiants. Il passait ordinairement le Carême une année à Paris et l'autre à Bologne, et comme les écoliers se portaient en foule à ses sermons et à ses conférences, les efforts de son zèle, soutenus par une éloquence forte et persuasive, obtenaient toujours les plus grands succès, en sorte qu'il envoyait de là des religieux dans toutes les provinces. La ferveur de ces novices était si grande, qu'il était souvent nécessaire de la modérer, et de les chercher dans les lieux où ils étaient en prières, pour les obliger à prendre le repos de la nuit. Ils se donnaient la discipline après complies, et la plupart après matines passaient le reste de la nuit en prières. Plusieurs, par mortification, passaient des semaines entières sans boire ;

(1) Matth. Paris. — Gregor. *Epist.*

d'autres portaient sous leurs habits grossiers des cilices ou des ceintures de fer. Quelques-uns poussaient le zèle jusqu'à ne pas manger avant d'avoir annoncé la parole de Dieu, au moins à une personne. Lorsqu'il était question dans un chapitre général d'envoyer des frères outre mer ou chez les barbares, il y en avait toujours un grand nombre qui s'offraient avec empressement pour ces missions par le désir du martyre. Tous les jours un docteur leur faisait une leçon sur l'Écriture sainte. Saint Dominique lui-même, pendant qu'il poursuivait à Rome l'approbation de son institut, avait été chargé par le pape Honorius d'expliquer l'Écriture sainte aux clercs domestiques des cardinaux, et c'est de là qu'a pris naissance l'office de maître du sacré palais, toujours occupé depuis par un frère prêcheur. On a du bienheureux Jourdain une histoire des commencemens de l'ordre de saint Dominique.

Le successeur de Jourdain et le troisième général de l'ordre fut saint Raimond de Pegnafort. Il était né d'une famille noble à Barcelone, où il enseigna d'abord les arts libéraux, et s'étant rendu ensuite à Bologne pour y étudier le droit, il fut reçu docteur et professa pendant quelques années le droit canonique avec beaucoup d'éclat. L'évêque de Barcelone, instruit de son mérite, le nomma chanoine et archidiacre de son église; mais ayant fait connaissance avec les frères prêcheurs nouvellement établis dans cette ville, Raimond renonça à tout pour embrasser leur institut, dont il prit l'habit en 1222, âgé d'environ quarante-cinq ans. Il devint plus tard chapelain et pénitencier du pape Grégoire IX, et composa par son ordre un recueil de décrétales pour faire suite à la compilation de Gratien. Il existait déjà plusieurs collections analogues; mais celle-ci offrait l'avantage d'être en même temps plus complète et plus méthodique; car elle réunissait toutes les autres avec plusieurs additions, et les décrétales y sont citées par extraits sous différens

titres, suivant l'ordre des matières et des temps. Le pape Grégoire IX adressa cette collection aux universités de Bologne et de Paris, avec des lettres où il ordonnait de s'en servir exclusivement à toute autre dans les écoles et les tribunaux, de sorte qu'elle forma ainsi une partie du droit canonique. Elle est divisée en cinq livres, auxquels Boniface VIII en fit depuis ajouter un sixième, qui a été cité pour cette raison sous le titre de *Sexte des décrétales*. Saint Raimond de Pegnafort composa aussi pour l'instruction des confesseurs une somme de cas de conscience, qui passe pour le plus ancien ouvrage de ce genre. Il fut élu général de l'ordre en 1237, mais il se démit au bout de deux ans et se retira à Barcelone, où il vécut encore trente-cinq ans, respecté des rois et des peuples et consulté comme l'oracle de l'Espagne. Il était âgé de près de cent ans lorsqu'il mourut en 1275.

Les frères prêcheurs s'étaient signalés dès le commencement par leur zèle contre les Albigeois. Raimond, provincial de Languedoc, devenu évêque de Toulouse en 1232, mit beaucoup d'ardeur à poursuivre ces hérétiques; et comme il se plaignait de n'être pas toujours efficacement secondé par le comte de cette ville, le légat du pape, de concert avec l'archevêque de Narbonne, eut recours à l'autorité du roi pour obtenir l'exécution rigoureuse du traité conclu en 1229. Le comte de Toulouse pour faire droit à ces plaintes publia, au commencement de l'an 1233, une ordonnance qui enjoignait à tous ses vassaux de rechercher et de punir les hérétiques, principalement les meurtriers des inquisiteurs. Elle condamnait à l'amende les villes et les villages où l'on trouverait des hérétiques, et prononçait la confiscation des biens contre ceux qui leur donneraient asile, avec la démolition de toutes les maisons où ils seraient trouvés, ou dans lesquelles ils auraient prêché. Elle prescrivait en outre de boucher toutes les cavernes et les autres lieux suspects. Enfin elle confirmait la confiscation et les autres

mesures qu'on a déjà vues ordonnées par les conciles contre les hérétiques et les excommuniés.

Gauthier, évêque de Tournai, légat du pape, publia des réglemens analogues dans un concile tenu à Béziers vers le même temps, et y joignit divers statuts pour rétablir la discipline dans le clergé et dans les monastères. On prescrivit aux clercs pourvus de bénéfices à charge d'âmes de se faire ordonner prêtres au plus tôt, sous peine de déposition. On défendit à tous les clercs de porter des armes, excepté en temps de guerre, et aux évêques d'admettre aux ordres soit des sujets indignes ou incapables, soit d'autres qui ne seraient pas pourvus d'un bénéfice ou d'un titre patrimonial d'au moins cent sous tournois. Un concile d'Arles, tenu l'année suivante, publia aussi contre les hérétiques, et sur divers objets de discipline, plusieurs canons qui ne font guère que reproduire des réglemens que nous avons déjà remarqués dans les conciles antérieurs.

Le pape Grégoire IX confirma, l'an 1233, l'université de Toulouse, avec des privilèges semblables à ceux de l'université de Paris. Il ordonna entre autres choses que les bourgeois seraient tenus de louer des maisons aux écoliers, suivant la taxe qui serait réglée par deux clercs et deux laïques. Une autre bulle adressée à l'université porte que les maîtres et les docteurs qui y seront approuvés auront le droit d'enseigner partout sans autre examen. Le pape confia la même année aux dominicains les fonctions d'inquisiteurs dans le Languedoc et les provinces voisines; mais le procès qu'ils firent à quelques hérétiques de Toulouse les rendit tellement odieux qu'ils furent contraints de sortir de la ville, et dans plusieurs autres lieux les habitans se concertèrent pour rendre inutiles toutes les recherches de l'inquisition. Deux ans plus tard, les archevêques d'Arles, d'Aix et de Narbonne tinrent avec leurs suffragans un concile dans cette dernière ville, et rédigèrent, d'après le vœu des

frères prêcheurs, un règlement en vingt-neuf articles, sur la conduite à tenir envers les hérétiques et leurs auteurs. On impose pour pénitence à ceux qui sont venus se présenter d'eux-mêmes dans le temps marqué, de venir tous les dimanches à l'église avec des croix sur leurs habits, et de se présenter au curé après l'épître avec des verges à la main pour recevoir la discipline, d'observer la même chose dans toutes les processions, d'assister aux vêpres et au sermon, enfin de porter les armes à leurs dépens, selon l'ordre du pape, pour la défense de la foi et de l'église. Ceux qui se sont présentés plus tard ou se sont rendus autrement indignes d'indulgence doivent être enfermés pour toujours; mais à cause de leur grand nombre et de l'impossibilité de bâtir les prisons nécessaires, on pourra différer jusqu'à ce qu'on ait consulté le pape. Quant à ceux qui refuseront de se soumettre à la pénitence ou à la prison, ou qui seront retombés après leur abjuration, ils devront être abandonnés au juge séculier. Personne ne devra être condamné que sur des preuves certaines ou sur son propre aveu; mais celui qui étant convaincu juridiquement s'obstine à nier, doit être traité comme hérétique, quoiqu'il fasse d'ailleurs pour montrer qu'il est converti. Du reste, on recommande aux frères prêcheurs, pour l'honneur de leur ordre, de ne point imposer d'amendes pécuniaires. C'est à cette mission confiée aux dominicains par Grégoire IX qu'on peut rapporter le commencement de l'inquisition proprement dite; car, bien que des mesures eussent été prescrites longtemps auparavant par les conciles de Vérone et de Latran pour la recherche et la répression des hérétiques, on a vu par la teneur de ces réglemens que leur exécution devait avoir lieu sous les ordres et par les soins des évêques.

Comme l'accroissement de l'ordre forçait les frères prêcheurs d'agrandir la maison et l'église de Bologne, ils en prirent occasion de transférer, l'an 1233, dans un



lieu plus honorable le corps de saint Dominique, qui fut trouvé sans corruption, et le pape Grégoire, après les informations ordinaires, le canonisa l'année suivante. On remarque que les Bolonais assistèrent en armes à cette translation pour empêcher qu'on ne leur enlevât ces reliques, déjà célèbres par un grand nombre de guérisons miraculeuses. Des précautions analogues avaient été prises en 1230, par les habitans d'Assises au sujet des reliques de saint François, que les frères mineurs avaient alors transférées dans une église magnifique. Frère Élie, déposé en 1220, avait été rétabli l'année suivante dans son titre de vicaire général par le saint fondateur, et il lui succéda plus tard comme ministre général. La construction de cette église lui fournit une occasion et un prétexte pour revenir à ses habitudes si contraires à l'esprit de saint François. Il fit mettre à l'entrée de la nouvelle église un tronc pour les offrandes, au mépris de la règle qui défendait de recevoir de l'argent, et divertit une partie des aumônes pour son usage particulier; car il se donna un cheval et des domestiques, et prit l'habitude de manger dans sa chambre, où il faisait bonne chère. Il ne craignait pas de dire que la manière de vivre adoptée et recommandée par saint François ne pouvait convenir à une si grande multitude de religieux. Cette conduite excita contre lui de grandes plaintes au chapitre général de l'an 1230; mais son habileté et plusieurs privilèges obtenus du pape en interprétation de la règle, avaient attiré à ses sentimens le plus grand nombre des frères, et il contenait les autres par la crainte de son despotisme. Saint Antoine de Padoue et un autre frère, nommé Adam du Marais, qui osèrent lui résister en face, furent en butte à toutes sortes de mauvais traitemens. Peu s'en fallut même qu'ils ne fussent emprisonnés comme des schismatiques qui tendaient à diviser l'ordre. Cependant, après avoir appelé au saint-siège des sentences rendues contre eux, ils parvinrent à s'échapper pour aller

à Rome, et malgré les courriers envoyés pour les arrêter en route, ils arrivèrent heureusement par des chemins détournés. Le pape, qui connaissait leur mérite, les accueillit avec bienveillance, fit citer Élie à comparaître en sa présence, et s'étant convaincu de la justice des plaintes portées contre lui, il le déclara déchu de ses fonctions. On élut aussitôt d'un commun consentement pour ministre général, Jean Parent, provincial d'Espagne, et recommandable par une grande vertu (1).

Ces dissensions des frères mineurs furent apparemment l'occasion d'une bulle en date du 29 septembre 1230, par laquelle le pape Grégoire expliquait divers points de la règle, touchant la réception des novices, l'élection du général, le droit d'imposer des pénitences aux frères et de les approuver pour la prédication; elle porte en particulier touchant le testament de saint François, qui défendait toute interprétation de la règle, que ce testament n'était pas obligatoire; et quant à la pauvreté, le pape déclare que ne pouvant avoir aucune propriété ni en commun ni en particulier, ils ont seulement l'usage de leurs meubles, et que la propriété des immeubles ne leur appartient pas davantage. C'est en conséquence de cette prescription fondamentale de la règle, que les frères mineurs ayant reçu en 1230, pour s'établir à Paris, un local et des maisons appartenant à l'abbaye de Saint-Germain des Prés, il fut exprimé dans l'acte de concession que l'abbé et les moines leur avaient prêté ces logemens pour y demeurer comme des hôtes. Le pape expédia l'année suivante, sur les plaintes des frères mineurs et des frères prêcheurs, deux bulles pour confirmer leurs privilèges et réprimer les vexations de plusieurs évêques qui prétendaient les assujettir entièrement à leur juridiction, et les obliger à venir à leurs synodes, à recevoir d'eux les sacremens, à payer les droits de sé-

(1) Vit. S. Anton. Patav. — Gregor. *Epist.*

pulture et la dîme de leurs jardins et de leurs maisons, enfin à leur remettre les offrandes qui leur étaient faites ; quelques-uns leur défendaient de garder l'eucharistie dans leurs chapelles , d'avoir des cloches ni des cimetières, de s'établir dans les villes, et excommuniaient ceux qui les y appelaient ou les y recevaient.

Saint Antoine de Padoue, le plus illustre des disciples de saint François, était né à Lisbonne en 1193, et avait reçu au baptême le nom de Ferdinand. A l'âge de quinze ans il entra dans l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Augustin, où il se fit bientôt remarquer par son mérite précoce. Quelques années plus tard, quand on rapporta en Espagne les corps des cinq frères mineurs martyrisés à Maroc, il conçut un ardent désir de mourir comme eux pour la foi, et résolut d'embrasser leur genre de vie. Ayant fait connaître son intention à quelques-uns des frères qui étaient venus demander l'aumône à son couvent, il reçut d'eux l'habit de leur ordre et les accompagna dans leur maison, où pour se tenir caché il prit le nom d'Antoine. Ensuite il demanda et obtint la permission de passer en Afrique ; mais à peine arrivé il fut attaqué d'une grave et longue maladie qui l'obligea de repasser en Espagne ; puis s'étant embarqué une seconde fois, il fut porté par les vents contraires en Sicile, d'où il se rendit à Assises au chapitre général de l'an 1221, après lequel il se fit recevoir dans un couvent d'Italie. Élevé bientôt après aux ordres, il prêcha avec un zèle et un succès extraordinaire, convertit un grand nombre d'hérétiques, fonda plusieurs monastères en diverses provinces, et fut chargé de professer dans plusieurs maisons. Ses talens servirent à relever les études et la considération des frères mineurs, regardés auparavant comme des ignorans. Il était provincial de la Romagne, lorsqu'il s'opposa avec tant de zèle au relâchement introduit par frère Élie. Mais il se démit de cette fonction pour se livrer tout entier aux travaux du saint ministère, et se

fixa à Padoue, où il acquit tant de célébrité par ses succès, qu'on lui en a donné le nom. Il prêchait tous les jours, et ses sermons attiraient de tous les pays voisins une foule immense de peuple. L'affluence était si considérable, que les boutiques demeuraient fermées pendant ses sermons et qu'il était obligé souvent de prêcher en plein air. Son zèle opéra une multitude de conversions éclatantes. On voyait des ennemis implacables se réconcilier, des usuriers restituer leur gain sordide, relâcher leurs débiteurs prisonniers, faire quelquefois la remise de la dette, et des femmes d'une vie scandaleuse embrasser les austérités de la pénitence. Tant de travaux épuisèrent bientôt la santé d'Antoine. Il mourut le 13 juin 1231, et les miracles opérés à son tombeau le firent canoniser l'année suivante. On a de lui des sermons et un traité de morale tiré de l'Écriture sainte.

Le pape Grégoire IX, dès son avènement au pontificat, poursuivit avec zèle les démarches d'Honorius, son prédécesseur, pour procurer des secours à la Terre sainte. L'empereur Frédéric, après avoir obtenu plusieurs délais pour l'accomplissement de son vœu, avait enfin, par une convention de l'an 1225, pris l'engagement de partir dans deux ans pour la croisade, se soumettant à être excommunié et ses terres mises en interdit, s'il ne remplissait pas sa promesse. L'alliance qu'il contracta vers le même temps avec Jean de Brienne, roi de Jérusalem, dont il épousa la fille, faisait espérer de sa part un secours efficace. Mais elle ne servit qu'à faire éclater son ambition. Il obligea ce prince à lui céder son titre, après quoi il prit des mesures pour se faire prêter le serment d'hommage par les vassaux du royaume ; et la division qui survint entre lui et Jean de Brienne après cette cession forcée, ralentit beaucoup le zèle des peuples pour la croisade. D'un autre côté, les chrétiens d'Orient s'affaiblissaient eux-mêmes par leurs dissensions. Le comte de Tripoli avait enlevé plusieurs places aux

hospitaliers, et tué deux de ces chevaliers dans leur maison, ce qui le fit excommunier par le légat ; mais il méprisa cette censure ; et comme il ne voulut ni satisfaire ni donner des garanties, le pape Honorius fit réitérer l'excommunication et mettre l'interdit sur ses terres. L'Italie était déchirée elle-même par des troubles politiques qui servaient de motifs ou de prétexte à l'empereur pour différer son départ. Plusieurs villes de Lombardie, fatiguées de la domination allemande, avaient fait une ligue pour défendre leur liberté ; d'autres, pour se soustraire à la domination du pape, embrassaient au contraire avec ardeur les intérêts de l'empire ; enfin presque toutes étaient en proie à des dissensions intestines, soit par la lutte des bourgeois contre les nobles, soit par la rivalité des deux partis qui devinrent si célèbres à cette époque sous le nom de Guelfes et de Gibelins (1).

Cependant l'empereur Frédéric, pour exécuter sa promesse, se disposa à passer en Palestine au mois d'août 1227, et se rendit à Brindes, où l'attendait une nombreuse armée de croisés. Mais les maladies occasionnées par la chaleur en firent mourir une grande partie, entre autres Louis, landgrave de Thuringe, le plus considérable des croisés allemands. L'empereur lui-même, après quelques délais, tomba malade, et prit le parti de remettre son départ à un autre temps. Le pape Grégoire crut avec assez de fondement que cette maladie était feinte pour servir de prétexte à ce nouvel ajournement d'une promesse demeurée tant de fois sans effet. En conséquence il déclara, le 29 septembre, Frédéric excommunié, pour n'avoir pas rempli son engagement suivant les termes de la convention précédente, et environ deux mois plus tard il réitéra cette excommunication, et la notifia à tous les évêques par une lettre circulaire où il en exposait les motifs. L'empereur, de son côté, adressa

(1) Matth. Paris. — Albert. Stad. — Chron. Ursperg.

des lettres à tous les princes pour justifier sa conduite, et exposer les sujets de plaintes qu'il prétendait avoir contre les papes.

Des troupes nombreuses de croisés, formant plus de quarante mille hommes, étaient déjà arrivées en Palestine; mais sur la nouvelle que l'empereur ne viendrait pas, ils revinrent presque tous sur les mêmes vaisseaux qui les avaient amenés. Ceux qui restèrent, au nombre d'environ huit cents chevaliers, proposèrent de rompre la trêve avec les Sarrasins, et prétendirent que le pape ayant pressé le départ, on devait croire que son intention n'était point qu'elle fût gardée. Leur avis ayant prévalu, le patriarche de Jérusalem et les grands maîtres du Temple et de l'Hôpital écrivirent au pape pour lui faire connaître ces circonstances et solliciter de prompts secours. Cependant comme Frédéric, au lieu de se soumettre à la censure prononcée contre lui, avait dépouillé les templiers et les hospitaliers de leurs terres dans le royaume de Sicile et commis plusieurs autres vexations, le pape, dans un concile tenu à Rome, l'excommunia le jeudi saint de l'an 1228, avec interdit sur tous les lieux où il se trouverait, menaçant en outre, s'il osait assister à l'office divin, de le traiter comme hérétique et d'absoudre ses sujets du serment de fidélité. Mais Frédéric ne tint pas plus compte de cette censure que des précédentes. Il avait gagné les Frangipanes et d'autres familles puissantes de Rome, dont il acheta les propriétés pour les leur rendre à titre de fiefs; et devenus ainsi ses vassaux, ils excitèrent une émeute contre le pape et vinrent l'insulter à Saint-Pierre pendant la célébration des saints mystères, avec des clameurs et des menaces si violentes que le pontife se vit obligé de sortir de Rome.

Frédéric s'occupa ensuite de pourvoir aux affaires du royaume de Sicile, dont il laissa la régence à Rainald, duc de Spolète; puis ayant écrit au pape qu'il avait donné à ce duc plein pouvoir de traiter de la paix



avec l'Église, il s'embarqua pour la Palestine, où il aborda au mois de septembre 1228, avec une suite peu nombreuse. Le pape lui avait fait défense d'y passer tant qu'il ne serait pas absous des censures, et après son départ, il envoya deux frères mineurs avec des lettres pour ordonner au patriarche de Jérusalem de dénoncer ce prince excommunié et défendre aux chevaliers du Temple, de l'Hôpital et de l'ordre Teutonique de lui obéir. Frédéric se voyant donc hors d'état de tenter des conquêtes avec le peu de forces dont il pouvait disposer, eut recours à la voie des négociations. Il envoya au sultan d'Égypte, alors en Palestine, des ambassadeurs avec des présens, pour lui proposer la paix et lui offrir son amitié s'il voulait rendre le royaume de Jérusalem. Le sultan consentit à lui remettre cette ville avec son territoire jusqu'à Bethléhem, et en outre Nazareth, Sidon, et quelques autres lieux dans le voisinage d'Acre; mais il stipula plusieurs conditions en faveur des musulmans, entre autres qu'ils conserveraient l'église bâtie sur le temple de Salomon et convertie en mosquée; qu'ils auraient la liberté d'aller en pèlerinage à Bethléhem, et qu'à Jérusalem ils seraient jugés selon leurs lois et par des juges de leur religion. Une trêve de dix ans fut conclue à ces conditions au mois de février 1229, et l'empereur s'obligea pendant cette trêve à ne point faire la guerre aux musulmans, à ne point permettre à ses sujets d'attaquer le sultan, et même à le défendre contre les chrétiens qui violeraient les articles de ce traité. Il fit ensuite son entrée à Jérusalem, se rendit en grande pompe à l'église du Saint-Sépulcre, accompagné des chevaliers teutoniques et d'une grande multitude de noblesse et de peuple, et comme il ne se trouva point d'évêque pour lui donner la couronne, il la prit lui-même sur l'autel. Il prit quelques mesures insignifiantes pour la sûreté de la place, et partit au bout de deux jours pour retourner à Acre. Il écrivit en Europe des lettres triomphantes sur

le succès de son expédition. Mais elle fut présentée sous des couleurs bien différentes par le patriarche de Jérusalem. Ce prélat, de concert avec les templiers et les hospitaliers, refusa de prendre part à la trêve, et défendit même de réconcilier les lieux saints à Jérusalem, d'y célébrer l'office divin, et aux pèlerins de les visiter. Ensuite il écrivit deux lettres, l'une adressée au pape, l'autre à tous les fidèles, où il exposait les inconvénients de la trêve et plusieurs griefs contre l'empereur. Il se plaignait que dans la cession de Jérusalem faite à ce prince il n'y eût aucune mention de l'Église ni des pèlerins; car les patriarches de Jérusalem élevaient, comme on l'a vu, des prétentions sur cette ville, et ce prélat faisait remarquer d'ailleurs qu'elle était revendiquée par le sultan de Damas, qui n'avait pas voulu souscrire au traité. Il ajoutait d'autres plaintes sur la clause qui défendait aux templiers, aux hospitaliers et aux croisés de secourir Antioche, Tripoli et quelques autres places, et sur les violences employées par Frédéric pour les contraindre à l'observation de la trêve. Les dissensions furent portées si loin, que ce prince ordonna de chasser du royaume tous les chevaliers étrangers, et que de son côté le patriarche mit la ville d'Acre en interdit. On prétend même que les templiers et les hospitaliers cherchant à faire tomber Frédéric entre les mains du sultan, donnèrent avis à celui-ci d'un voyage de dévotion que l'empereur voulait faire à pied et avec peu de suite au fleuve du Jourdain, et que le sultan indigné de cette perfidie en fit connaître les auteurs à Frédéric. Mais il n'est guère possible de compter sur le témoignage de Matthieu Paris, qui rapporte ce fait.

Frédéric partit d'Acre au commencement de mai de cette année 1229 pour revenir en Europe, où l'état de ses affaires le rappelait. Le pape avait refusé toute négociation avec Rainald, duc de Spolète, ennemi déclaré de l'Église, et celui-ci ayant alors fait irruption dans les



terres du saint-siège, les Sarrasins de Sicile qu'il avait dans ses troupes mutilèrent des prêtres, leur crevèrent les yeux, en pendirent même plusieurs, et commirent toutes sortes d'impiétés et de cruautés. Thomas d'Aquin, comte d'Acerra, autre lieutenant de l'empereur, permettait de son côté aux Sarrasins, fort nombreux dans le royaume de Sicile, de ravager les terres des templiers et des hospitaliers, et employait lui-même tous les moyens pour dépouiller ces religieux de leurs biens ou de leurs privilèges. Le pape Grégoire écrivit au cardinal Romain, son légat en France, de dénoncer partout ces odieuses violences pour exciter le zèle des peuples à la défense de l'Église. Il s'adressa en même temps de tous côtés aux évêques pour demander des secours. Ensuite, après avoir employé inutilement les censures, il fit assembler des troupes nombreuses et en donna le commandement à Jean de Brienne, roi de Jérusalem, que le pape Honorius avait nommé gouverneur d'une partie de l'état ecclésiastique. Ces troupes se nommaient l'armée de l'Église, et prétendaient servir la religion comme les croisés; mais au lieu de croix elles portaient sur leurs habits les clefs, symbole de la puissance pontificale. Comme elles n'exerçaient guère moins de ravages et de cruautés que les Sarrasins eux-mêmes, le pape écrivit au cardinal Pélage, son légat à l'armée, pour défendre sévèrement à tous les chefs de tuer ou mutiler les prisonniers. Jean de Brienne quitta bientôt après l'Italie pour se rendre en France et passer ensuite à Constantinople; car l'empereur Robert de Courtenai étant mort en 1228, laissant pour successeur son frère Baudouin II, âgé seulement de dix ans, les seigneurs avaient appelé au trône Jean de Brienne, à la condition de marier sa fille au jeune Baudouin, qui à l'âge de vingt ans serait investi de tout ce que les Latins possédaient en Asie (1).

(1) Matth. Paris. — Ric. S. Germ. — Albert. Stad.

L'armée du pape avait conquis un grand nombre de places dans la Campanie, dans la Pouille et les autres provinces du royaume de Sicile ; mais Frédéric après son retour ne tarda pas à les reprendre. Le pape crut devoir alors recourir aux mesures dont il l'avait menacé. Il réitéra contre lui l'excommunication au mois d'août 1229, et déclara ses sujets absous de leur serment de fidélité. Cependant Frédéric lui envoya pour traiter de la paix les archevêques de Rège et de Bari et le grand maître des chevaliers teutoniques. Les négociations durèrent près d'un an ; mais enfin la paix fut conclue au mois d'août de l'année suivante. L'empereur fit serment de se soumettre aux ordres de l'Église touchant la satisfaction et la croisade, promit de laisser libres les élections aux évêchés et aux abbayes, de réparer les torts faits aux templiers, aux hospitaliers et à d'autres personnes, d'indemniser le pape des frais de la guerre, et donna des places de sûreté pour garantie de ses promesses, après quoi il fut absous de l'excommunication, sous la condition toutefois qu'il y retomberait par le fait, s'il n'exécutait pas les clauses de ce traité.

Le pape était rentré à Rome au mois de février de cette même année 1230, rappelé par les Romains à la suite d'une inondation du Tibre qui avait causé de grands désastres et fait périr plusieurs personnes. Mais quelque temps après une nouvelle révolte l'obligea d'en sortir. Comme l'empereur différât d'accomplir les conditions du traité de paix, le pape lui écrivit en 1231 pour l'exhorter à remplir ses promesses et notamment à rendre les biens enlevés aux templiers et aux hospitaliers. Il s'efforça en même temps de réconcilier ce prince avec les Lombards. Le cardinal Otton, qui était légat en Allemagne, voulut tenir cette année un concile à Wurzburg, et disposer de quelques prébendes ; mais Albert, duc de Saxe, au nom de toute la noblesse du pays, écrivit aux évêques pour leur représenter qu'ils étaient non-seulement pré-

lats, mais princes et seigneurs, qu'à ce titre ils devaient défendre leurs droits consacrés par les anciennes constitutions; et les évêques ayant tenu conseil avec le jeune roi Henri, firent en sorte que le concile n'eût pas lieu. Le pape travailla aussi à faire cesser les divisions entre les chrétiens d'Orient et à ramener la ville d'Acre et la noblesse du pays à l'obéissance de l'empereur. Pour cet effet, il rappela l'année suivante le patriarche de Jérusalem, qui s'était si fort opposé à la trêve avec le sultan, et donna la légation d'Orient au patriarche d'Antioche, qu'il exhorta à ne rien négliger, de concert avec les grands maîtres du Temple et de l'Hôpital, pour soumettre le seigneur de Béryte, qui avait battu les troupes de Frédéric et s'était emparé de la ville d'Acre (1).

Il restait encore un grand nombre de Sarrasins dans le royaume de Sicile, principalement à Nocera, dont ils firent leur principal établissement, et qui pour cette raison fut appelée Nocera des païens. Le pape ayant appris qu'ils avaient démoli l'église d'un monastère pour en employer les matériaux à la construction de leurs bâtimens dans cette ville, s'en plaignit à l'empereur, et quelque temps après, par une lettre du 27 août 1233, il l'exhorta à leur donner un ordre positif de recevoir et d'écouter tranquillement les frères prêcheurs qu'il leur envoyait pour les instruire et travailler à leur conversion. L'empereur favorisa cette mission, et fit savoir ensuite au pape que plusieurs avaient embrassé le christianisme. Le pape envoya la même année des frères mineurs en mission chez les infidèles, en Orient et en Afrique, avec des lettres pour le sultan de Damas, pour le calife de Bagdad et pour le roi de Maroc, dans lesquelles il montrait la divinité du christianisme et exhortait ces princes à l'embrasser. Mais ces lettres n'eurent aucun effet. Il érigea quelque temps après un siège épiscopal à Maroc,

(1) Ric. S. Germ. *Chron.* — Greg. *Epist.*

où les chrétiens se trouvaient en grand nombre parmi les infidèles.

Depuis plusieurs années les frères prêcheurs travaillaient à la conversion des Cumains, nation barbare qui habitait vers l'embouchure du Danube, et leur zèle obtint de grands succès. Plusieurs nobles se firent baptiser, et un seigneur voulant se faire chrétien avec tous ses sujets, envoya son fils unique à l'archevêque de Strigonie, pour le prier de venir lui donner la connaissance du vrai Dieu. Ce prélat, qui était en route pour la Terre sainte, fit demander au pape la dispense de son vœu et le titre de légat, avec le pouvoir de fonder des églises, d'ériger des évêchés, d'ordonner des clercs et de faire généralement tout ce qui serait nécessaire à la propagation de la foi. Le pape lui accorda ce titre et ces pouvoirs par une bulle de la fin de juillet 1227,

Le christianisme se propageait aussi dans la Prusse par les travaux apostoliques des frères prêcheurs. Mais les idolâtres attaquèrent les nouveaux chrétiens, et pénétrèrent dans la province de Mazovie et ensuite plus avant dans la Pologne, où ils exercèrent d'affreux ravages. Ils massacraient les prêtres, foulaient aux pieds les saints mystères, brûlaient les villages, passaient les hommes au fil de l'épée, et réduisaient en esclavage les femmes et les enfans. Le duc Conrad, qui commandait dans la Mazovie, institua, pour réprimer ces barbares, un ordre militaire sur le modèle des chevaliers du Christ; ensuite il appela dans le pays les chevaliers teutoniques, et fit avec eux un traité par lequel il leur accordait le territoire de Culm pour le posséder à perpétuité, avec toutes les terres qu'ils pourraient reprendre sur les infidèles. Le pape Grégoire approuva ce traité, et exhorta par ses lettres les chrétiens des provinces voisines à prendre les armes contre les païens pour seconder les entreprises de ces chevaliers. C'est ainsi que commença l'établissement de l'ordre teutonique dans la Prusse, où

il prit bientôt des accroissemens considérables. Mais ce moyen fut encore insuffisant pour arrêter les barbares. Ils brûlèrent plus de dix mille villages avec quantité d'églises et de monastères, massacrèrent plus de vingt mille hommes, sans excepter les enfans ni les vieillards, et firent une multitude d'esclaves qui succombèrent à des travaux excessifs. Le pape, informé de ces horreurs, ordonna, par une lettre de l'an 1232, d'envoyer contre eux les croisés du voisinage, dispensés d'aller à la Terre sainte pour cause d'infirmités ou de pauvreté.

Cependant un fervent missionnaire, nommé Baudouin de Laune, eut tant de succès en Livonie, que le pape le fit évêque de Semgalle, dans cette province, et lui conféra le titre de légat, non-seulement en Livonie, mais en Courlande, en Finlande, en Estonie et dans les pays voisins. Mais quelque temps après il confia cette légation à Guillaume, évêque de Modène, qui avait déjà reçu les mêmes pouvoirs du pape Honorius. Parmi les peuples qui se convertirent à cette époque, on remarque les Courlandais avec leur roi Lammechin. Ils firent l'an 1230, avec le pénitencier du cardinal Otton, légat dans le Nord, un traité par lequel ils s'obligeaient à recevoir tous incessamment le baptême, à obéir en tout aux ordres du pape, à suivre les instructions et respecter l'autorité de l'évêque et des prêtres qui leur seraient envoyés, à leur payer les droits ordinaires et à les défendre contre leurs ennemis, enfin à marcher aux entreprises qui se feraient contre les païens pour la défense et la propagation de la foi. Du reste, ce traité portait qu'ils seraient indépendans de la Suède et du Danemark, tant qu'ils demeureraient fidèles à la religion. Six ans plus tard les chevaliers du Christ en Livonie furent défaits dans une bataille contre les infidèles, et comme ils avaient demandé d'être unis à l'ordre Teutonique, le pape, par une bulle de l'an 1237, autorisa cette union et les déclara soumis aux évêques diocésains. Mais deux ou trois ans

après l'évêque de Prusse fut obligé de porter contre les chevaliers teutoniques des plaintes au saint-siège ; car ils lui contestaient ses droits, usurpaient ses revenus, et cherchant plus leurs intérêts que ceux de la religion, ils traitaient si durement les nouveaux chrétiens, que plusieurs retournaient à leur ancienne superstition (1).

On avait découvert dans la Saxe et sur les frontières de la Belgique un grand nombre d'hérétiques manichéens, que l'on désigne sous le nom de Stadings. Ils méprisaient la doctrine et les cérémonies de l'Église, rendaient un culte au démon, pratiquaient la magie, et se livraient dans leurs assemblées nocturnes à toutes sortes de débauches. Leurs adeptes étaient reçus avec les cérémonies les plus bizarres et promettaient obéissance aux chefs de la secte. Ils étaient excommuniés depuis plusieurs années pour le refus de payer la dime, quand ils se soulevèrent et commirent toutes sortes d'excès, n'épargnant ni l'âge ni le sexe, et exerçant surtout d'horribles cruautés contre les clercs et les religieux. Conrad de Marpourg, dominicain, nommé inquisiteur et chargé en 1233 de prêcher contre eux la croisade, mit un zèle ardent à les poursuivre et en fit brûler un grand nombre. Mais ils trouvèrent le moyen de le surprendre et de l'assassiner. Enfin l'année suivante ils furent défaits dans un combat où plus de six mille perdirent la vie, et beaucoup d'autres en fuyant se noyèrent dans le Weser. Ceux qui échappèrent ne tardèrent pas à se soumettre et à demander l'absolution.

Le pape Grégoire, informé depuis longtemps des abus qui régnaient en Hongrie, où les Sarrasins abusaient de leurs richesses et de leur crédit pour séduire les chrétiens ou empêcher les Cumains idolâtres de se convertir, chargea l'archevêque de Strigonie de remédier à ces désordres. Vers la fin de l'an 1232, l'archevêque ayant employé vai-

(1) Alb. Stad. *Chron.* — Greg. *Epist.* — Chron. Pruss.



nement les exhortations, excommunia quelques-uns des conseillers du roi, et mit le royaume en interdit. Alors le roi André donna une charte par laquelle il s'obligeait avec serment à ne plus confier aux Juifs ou aux Sarrasins l'intendance de la monnaie, du sel ou des impôts, ni aucune autre charge publique, à avoir soin qu'ils fussent distingués des fidèles par des marques extérieures, et à ne point souffrir qu'ils eussent des esclaves chrétiens; il promettait aussi de respecter les privilèges des clercs, de ne leur imposer aucune taxe, de ne point les laisser poursuivre devant les juges laïques, de laisser aux juges ecclésiastiques les causes concernant les mariages et les dots; enfin de consulter le pape touchant les impositions sur ses autres sujets. Cette charte fut souscrite aussi par les principaux seigneurs; mais elle fut mal exécutée, et le pape, obligé dès l'année suivante d'en porter des plaintes, menaça en 1235 d'employer les censures contre le roi Bela, fils et successeur d'André, s'il ne rendait les biens enlevés aux églises et à différens ordres religieux.

Sainte Élisabeth de Hongrie, fille du roi André, et mariée fort jeune à Louis, landgrave de Thuringe, avait montré au milieu du monde et ensuite dans la retraite des vertus éclatantes qui la firent canoniser cette même année 1235, quatre ans seulement après sa mort. Dès son enfance elle s'habitua aux exercices d'une haute piété, et sa ferveur ne se relâcha point au milieu des affaires de la cour et des soins du mariage. Elle témoigna surtout une vive et tendre charité pour les pauvres; elle en nourrissait ordinairement neuf cents par jour, et dans une famine qui affligea l'Allemagne en 1225, elle leur fit distribuer tout le blé qu'on avait recueilli dans ses terres. Elle fit bâtir pour les vieillards et les infirmes, au bas de la montagne sur laquelle était situé son château, un hôpital où elle descendait pour les servir de ses propres mains. Ayant perdu le landgrave son époux, qui mourut au moment de s'embarquer pour la croisade, elle vit ses états

usurpés par Henri, frère du défunt, et dépouillée de tout, chassée même du château, réduite à se retirer avec ses trois enfants, un fils et deux filles, dans une misérable hôtellerie, elle supporta cette infortune avec une admirable patience; puis le landgrave Henri l'ayant rappelée au château, elle ne tarda pas à en sortir volontairement pour se consacrer tout entière aux œuvres de charité. Elle embrassa la règle du tiers ordre de Saint-François et se retira à Marpourg, où elle mourut en 1231, âgée seulement de vingt-quatre ans.

Sainte Hedwige, duchesse de Pologne et tante de sainte Élisabeth, fut aussi pendant toute sa vie un modèle des plus éminentes vertus; elle se donnait souvent la discipline jusqu'au sang, portait un cilice de crin, s'abstenait de viande, et jeûnait les mercredis et vendredis au pain et à l'eau. Mariée dès l'âge de treize ans, elle ne laissait pas dans cet état de garder la continence autant qu'il était possible, et au bout de quelques années, se voyant mère de six enfans, elle fit consentir Henri, duc de Pologne, son époux, à s'engager par un vœu à la continence perpétuelle. Ils firent ce vœu en présence de l'évêque, après quoi le duc vécut en religieux, sans faire profession, laissant croître sa barbe, comme les frères convers, d'où lui vint le surnom de Henri le Barbu. La duchesse l'engagea à fonder près de Breslau, en Silésie, le monastère de Trebnitz, pour des religieuses de l'ordre de Cîteaux, et quelque temps après elle vint s'établir dans le même lieu, en dehors de l'abbaye, et prit aussi l'habit, mais sans faire profession, afin de pouvoir disposer de ses biens en faveur des pauvres. Elle y offrit à Dieu sa fille sainte Gertrude, qui par la suite en fut abbesse, et qui devint célèbre par les faveurs extraordinaires dont le ciel l'honora.

La bienheureuse Agnès de Bohême, fille du roi Primislas, renonça vers le même temps à toutes les grandeurs humaines pour se consacrer à Dieu, dans l'ordre

de Sainte-Claire. Elle était née en 1205, et dès l'âge de trois ans elle fut promise en mariage à un fils d'Henri le Barbu ; puis, ce jeune prince étant mort, elle fut fiancée à l'âge de neuf ans à Henri, fils aîné de l'empereur Frédéric ; mais elle forma bientôt après la résolution de garder la virginité, et pour l'accomplir elle se mit sous la protection de la reine des vierges. Ces fiançailles furent rompues, et plus tard Frédéric, devenu veuf par la mort d'Yolande, fille de Jean de Brienne, demanda lui-même Agnès en mariage ; la pieuse princesse, toujours dans la même résolution, éprouvait d'ailleurs un redoublement de répugnance à cause de la vie désordonnée et scandaleuse de l'empereur. Toutefois le mariage fut conclu par le roi Primislas, et Frédéric envoya l'an 1233 des ambassadeurs à Prague pour amener la princesse. Mais comme son père était mort dans l'intervalle, elle envoya secrètement vers le pape Grégoire, et réclama l'intervention de son autorité contre l'accomplissement de ce mariage auquel on voulait l'engager contre son gré. Elle obtint une bulle conforme à ses vœux ; après quoi elle pria le roi Venceslas, son frère, d'appuyer sa résolution. L'empereur, quoique d'abord fort irrité, consentit néanmoins à la dégager des promesses faites en son nom. Si elle m'eût quitté, dit-il, pour un homme mortel, j'en aurais tiré vengeance par les armes ; mais je ne puis trouver mauvais qu'elle me préfère l'époux céleste. Agnès menait à la cour la vie austère d'une religieuse. Elle jeûnait souvent au pain et à l'eau, passait les matinées à entendre des messes, demeurait à genoux des heures entières, couchait sur un lit fort dur, et portait sous ses vêtemens un cilice et une ceinture de fer. Enfin se voyant libre, elle fonda un monastère à Prague, sous le nom de Saint-Sauveur, pour des filles de Sainte-Claire, et y fit profession en 1236, avec sept autres vierges de naissance illustre. Elle devint abbesse de ce monastère, où elle vécut quarante-cinq ans, et inviolablement attachée à la

règle, elle ne voulut jamais qu'il eût des revenus assurés. Nous avons quatre lettres que lui écrivit sainte Claire (1).

Henri III, roi d'Angleterre, avait promis au pape, à l'occasion de la guerre contre Frédéric, la dîme de tous les meubles de son royaume, espérant par ce moyen réussir plus aisément à faire casser l'élection du docteur Gaultier pour le siège de Cantorbéry; car il ne lui pardonnait pas de s'être déclaré contre le roi Jean pendant l'interdit. On reprochait d'ailleurs à Gaultier des désordres scandaleux, et les cardinaux chargés de l'examiner l'ayant déclaré trop ignorant, le pape cassa l'élection et nomma pour archevêque le docteur Richard, chancelier de l'église de Lincoln. Ensuite, il envoya en qualité de nonce, pour recueillir la décime promise, Étienne, son chapelain, qui exposa l'objet de sa mission dans une assemblée que le roi avait convoquée pour ce sujet au mois d'avril 1229. Les seigneurs et tous les laïques refusèrent nettement cette décime; mais le clergé, après quelques murmures, voyant qu'il n'était point soutenu par le roi, offrit d'abord un subside moins considérable, et se vit enfin contraint au paiement de la décime entière. On obligea même les évêques à en faire l'avance, de sorte que plusieurs eurent recours à des usuriers italiens, qui leur prêtèrent les sommes nécessaires à gros intérêts et sous la condition de recueillir eux-mêmes la décime pour se payer. Mais deux ans plus tard les Anglais, irrités de ces exactions, se jetèrent sur les magasins de blé que les Romains avaient formés en divers endroits du royaume, en vendirent une partie à vil prix et distribuèrent le reste aux pauvres gratuitement. On fit aussi courir des lettres par lesquelles on défendait à ceux qui tenaient à ferme les bénéfices des Romains, de leur en payer les revenus à l'avenir, sous peine de voir leurs biens brûlés, et d'autres contenant des menaces sem-

(1) Albert. Stad. Chron. — Vit. Agn.

blables contre tous ceux qui prendraient part aux affaires des Romains. On y joignit en même temps des plaintes amères au sujet de la défense faite par les légats de conférer des bénéfices aux ecclésiastiques du pays jusqu'à ce que les Romains fussent pourvus de cinq prébendes en chaque église. Le pape, informé de ces violences, reprocha vivement au roi et aux évêques la négligence qu'on avait mise à les réprimer, et ordonna sous peine d'interdit d'en rechercher les auteurs, de les dénoncer excommuniés et de les punir sévèrement. On trouva parmi les coupables, soit comme auteurs soit comme complices, des seigneurs, des officiers du roi, le grand justicier lui-même, un grand nombre d'ecclésiastiques et jusqu'à des évêques (1).

Quelque temps auparavant, un archevêque d'Arménie était venu en Angleterre pour en visiter les monastères et les lieux de pèlerinage; et comme il fit quelque séjour dans le monastère de Saint-Alban, les moines lui firent diverses questions relatives à la religion, et lui demandèrent entre autres choses ce qu'il savait d'un juif nommé Joseph, qu'on disait demeurer vivant depuis la passion de Jésus-Christ, comme une preuve de la religion chrétienne. Un chevalier qui servait d'interprète à l'archevêque répondit que ce juif avait été portier de Pilate, et que comme on menait Jésus-Christ hors du prétoire, il l'avait insulté et poussé rudement; que Jésus le regardant alors d'un visage sévère lui avait dit : Je m'en vais, et tu attendras jusqu'à ce que je vienne; qu'après la résurrection il avait reçu le baptême, et que tous les cent ans il rajeunissait et paraissait revenir à l'âge de trente ans qu'il avait au temps de la passion. Il ajouta que l'archevêque connaissait beaucoup ce juif et l'avait reçu souvent à sa table. On voit ici l'origine de la fable du juif errant (2).

(1) Matth. Paris. — Gregor. *Epist.*

(2) Matth. Paris.

Les chrétiens d'Espagne firent à cette époque plusieurs conquêtes importantes sur les Maures, affaiblis par leurs divisions. Alphonse, roi de Léon, remporta sur eux une grande victoire, et leur enleva les villes de Mérida, de Badajoz et plusieurs autres places. Le pape Grégoire, informé de ces succès, exhorta les croisés à profiter de leurs avantages, leur accorda des indulgences, et donna pouvoir à l'archevêque de Compostelle d'ordonner des évêques dans les villes conquises. En même temps le cardinal Jean d'Abbeville, légat du pape, faisait prêcher dans toute l'Espagne la croisade contre les Sarrasins. Alphonse mourut peu de temps après, vers la fin de septembre de l'an 1230, laissant le trône de Léon à son fils saint Ferdinand, qui était déjà roi de Castille en vertu des droits de sa mère, et qui réunit ainsi les deux couronnes. Ferdinand poursuivit les conquêtes de son père, et après s'être emparé de plusieurs villes ou châteaux, il vint en 1235 mettre le siège devant Cordoue. Le roi Abenhout en était sorti pour aller au secours de Valence, attaquée par le roi d'Aragon. Il périt dans cette expédition par la trahison d'un de ses officiers, et la division se mit parmi ses sujets, qui ne voulaient plus obéir à un seul maître. Ferdinand, dont l'armée grossissait de jour en jour par l'arrivée de nouveaux croisés, pressa si vivement le siège de Cordoue, que les habitants se voyant réduits à la famine et sans espoir de secours, demandèrent à capituler. On leur accorda pour toute condition de sortir la vie sauve sans rien emporter. Cette ville, une des plus grandes du monde après Rome et Constantinople, fut rendue le 28 juin 1236, après avoir été pendant cinq cent vingt-trois ans au pouvoir des musulmans, qui en avaient fait leur capitale. Dès le lendemain on purifia la grande mosquée et on y célébra solennellement l'office divin. La situation de cette ville dans un pays fertile et agréable y attira de toutes parts une multitude d'habitants, de sorte qu'elle fut bientôt repeuplée. Le siège épi-



scopal fut rétabli sous la métropole de Tolède. Le pape Grégoire ayant appris cette conquête, engagea de nouveau les fidèles à poursuivre leurs succès, accorda les mêmes indulgences que pour le voyage de la Terre sainte à ceux qui aideraient le roi de leurs personnes ou de leurs biens, et ordonna de lui payer pendant trois ans pour les frais de la guerre un subside de mille pièces d'or sur les revenus ecclésiastiques. Vers le même temps, Ferdinand ayant découvert des hérétiques à Palentia, les fit marquer d'un fer chaud sur le visage, ce qui les détermina à rentrer dans le sein de l'Eglise. Il transféra deux ou trois ans plus tard l'école de cette ville à Salamanque, et cette université devint la plus fameuse de l'Espagne.

Le roi Jacques d'Aragon, de son côté, n'obtint pas moins de succès contre les musulmans. Ayant reçu la croix en 1229, de la main du légat Jean d'Abbeville, il passa aussitôt avec une flotte dans l'île de Majorque, et en fit la conquête en quelques mois. Il écrivit ensuite au pape pour le prier d'ériger dans cette île un évêché dont il promettait de faire la dotation; mais le pape crut devoir attendre que cette dotation fût faite, et l'érection n'eut lieu qu'en 1237. Comme les églises de Majorque étaient soumises à celle de Barcelone, en vertu d'une concession des princes musulmans, confirmée par le souverain pontife, l'évêque et le chapitre de cette ville, en donnant leur consentement, se réservèrent le droit d'élire l'évêque de ce nouveau siège. Le roi d'Aragon, aussitôt après cette conquête, entreprit celle du royaume de Valence, s'empara pendant plusieurs années d'un grand nombre de places, et avec les renforts qui lui vinrent de la France et de l'Angleterre, il s'avança en 1238 jusqu'à la capitale. Le roi légitime Abouzeid avait été détrôné par Zaen et s'était réfugié en Aragon, où il embrassa le christianisme. On remarque à ce sujet que deux frères mineurs qu'il avait martyrisés en 1231 s'étaient mis à ge-

noux avant l'exécution pour demander à Dieu que ce prince, en récompense de la couronne qu'il leur procurait, obtînt un jour la grâce de se convertir. Zaen, après six mois de siège, fut contraint de rendre Valence, moyennant que les habitans auraient la vie sauve et la sûreté pour sortir de la ville avec tout ce qu'ils pourraient emporter sur eux. On purifia les mosquées pour en faire des églises, après quoi le roi distribua les maisons et les terres, et publia ensuite des lois pour ce nouveau royaume. Le siège épiscopal fut rétabli et soumis par le pape, selon le vœu du roi, à la métropole de Tarragone, parce que la ville de Tolède, dont Valence dépendait autrefois, était du royaume de Castille. Abouzeid, qui avait reçu au baptême le nom de Vincent, revint à Valence, et donna sa maison aux frères mineurs pour y établir un couvent (1).

On commit vers le même temps contre les juifs en France et en Espagne les plus odieuses violences. Non contents de piller leurs biens, les croisés en tuèrent un grand nombre, sans épargner ni les enfans ni les femmes enceintes, sans autre prétexte que le refus de recevoir le baptême. Les juifs portèrent leurs plaintes au pape Grégoire, qui écrivit, en 1236, à saint Louis et aux évêques d'Aquitaine, pour faire réprimer cette fureur si contraire à l'Évangile. On trouve aussi une ordonnance à ce sujet dans un concile tenu à Tours la même année. On y défend aux croisés et à tous les chrétiens de tuer ou de frapper les juifs, de leur ôter leurs biens ou de leur faire aucun autre tort, et le concile ajoute qu'on arrêtera les croisés chargés de cette accusation, sans aucun égard à leurs privilèges, et qu'on leur ôtera même la croix si on les trouve coupables d'homicide ou d'autres crimes capitaux. Un autre règlement ordonne de présenter les testamens à l'évêque dans les dix jours après la mort du

(1) Luc. Tudens. *Chron.* — Ric. S. Germ.

testateur, pour qu'il ait soin de veiller à leur exécution. Un concile tenu cinq ans auparavant à Château-Gonthier par l'archevêque de Tours, avait publié trente-sept canons de discipline, parmi lesquels on remarque la même disposition contre les croisés coupables d'homicides. Les autres canons contiennent pour la plupart des réglemens contre les mariages clandestins, contre la simonie dans la collation des bénéfices, contre les dérèglemens des clercs et le relâchement des moines.

Le roi de France ou plutôt son conseil avait eu depuis quelques années des différends avec l'archevêque de Rouen pour des affaires temporelles, et l'ayant cité à comparaître devant sa cour au sujet de l'excommunication prononcée à cette occasion contre un de ses officiers et pour répondre sur quelques autres plaintes semblables, comme ce prélat refusa de se présenter et répondit qu'il ne devait compte qu'à Dieu et au pape de l'exercice de son autorité, le roi fit saisir tous les biens de l'église de Rouen. L'archevêque mit l'interdit sur les domaines du roi, puis sur tout le diocèse, et porta ses plaintes au pape, qui donna commission aux évêques de Paris et de Senlis de contraindre par des censures les officiers royaux à lever la saisie. Enfin au mois d'octobre 1233, après que l'interdit eut duré plus d'un an, on rendit à l'archevêque ses biens avec tous les fruits qui avaient été perçus. Le roi eut aussi des contestations avec Milon, évêque de Beauvais, relativement à ses droits temporels, et fit saisir également les biens de l'évêché; ce qui donna lieu à un interdit sur toute la province; car les autres évêques, sur les plaintes que Milon fit porter devant un concile tenu à Noyon en 1233, crurent devoir prendre cette mesure pour conserver les droits de leurs églises. Mais l'année suivante les chapitres obtinrent la levée de cet interdit prononcé sans leur participation, et quelque temps après le successeur de Milon fit sa paix avec le roi. Pendant ces divisions, les bourgeois de Reims ayant pris

parti pour le roi, voulurent profiter de ces circonstances pour contester à l'archevêque les droits de sa juridiction temporelle. La querelle vint à tel point qu'ils se soulevèrent et forcèrent les chanoines et l'archevêque lui-même à sortir de la ville. Les évêques de la province, dans un concile tenu à Saint-Quentin en 1235, résolurent d'aller en corps trouver le roi pour lui faire des remontrances sur divers griefs, et en particulier sur la protection qu'il accordait aux bourgeois de Reims, et sur l'obligation qu'il imposait aux ecclésiastiques de plaider devant les tribunaux laïques et même d'y défendre leur cause par le combat judiciaire. L'archevêque porta en même temps des plaintes au pape, qui confirma l'excommunication prononcée contre les bourgeois, avec ordre de faire saisir leurs biens partout s'ils refusaient de se soumettre. D'un autre côté, les principaux seigneurs de France écrivirent au pape pour se plaindre des prétentions du clergé, et le roi publia une ordonnance portant que pour toutes les affaires civiles, les clercs et même les prélats seraient tenus de répondre devant la justice séculière, et que s'ils entreprenaient d'excommunier pour refus de comparaître dans les causes de ce genre devant le tribunal ecclésiastique, ils seraient contraints par la saisie du temporel à lever l'excommunication. Le pape s'éleva fortement contre cette ordonnance, qu'il représenta comme attentatoire à la liberté de l'Église et contraire aux privilèges sanctionnés par les lois de Théodose et de Charlemagne. Mais il ne put en obtenir la révocation. Cependant comme les évêques, après plusieurs monitions, avaient jeté l'interdit sur tous les domaines du roi dans la province de Reims, ce prince, par un jugement rendu au commencement de l'an 1236, condamna les bourgeois à donner satisfaction à l'archevêque, et notamment à démolir les forteresses qu'ils avaient élevées. Le saint roi travaillait en même temps à réprimer l'hérésie dans le Languedoc, et pour le faire plus

efficacement il avait demandé en mariage Marguerite, fille du comte de Provence, qu'il épousa en 1234 (1).

L'empereur Jean Vatace et Germain, patriarche grec de Constantinople, craignant les attaques de Jean de Brienne, avaient écrit au pape pour proposer des conférences où l'on discuterait les questions qui servaient de prétexte au schisme d'Orient. Le patriarche, dans sa lettre, reconnaissait expressément la primauté du saint-siège; mais il accusait l'Église romaine d'opprimer par des exactions injustes et par une domination tyrannique les églises qui lui étaient soumises, et représentait ces prétendus griefs comme un des principaux obstacles à la réunion. Le pape répondit par une longue lettre où il relevait les erreurs de l'Église grecque, et faisait voir qu'en voulant se soustraire à l'obéissance légitime du saint-siège, elle s'était rendue esclave de la puissance séculière; puis il envoya quatre religieux mendiants pour discuter avec le patriarche les prétextes du schisme. Ces nonces arrivèrent au printemps de l'an 1234 et furent reçus avec de grands honneurs; mais leur mission demeura sans effet. Ils eurent d'abord plusieurs conférences à Nicée au sujet de la procession du Saint-Esprit; ensuite le patriarche ayant réuni son concile, on y traita de nouveau cette question, ainsi que celle du pain azyme dans l'eucharistie, et après de longues discussions qui ne servirent qu'à montrer l'entêtement et la mauvaise foi des Grecs, les nonces voyant l'inutilité de leurs efforts, prirent le parti de s'en revenir.

Le pape Grégoire adressa vers le même temps une bulle à tous les évêques pour procurer la réforme dans les monastères, et il nomma lui-même des visiteurs de l'ordre de Cîteaux ou de l'ordre de Prémontré pour réformer ceux qui dépendaient immédiatement du saint-siège. Il écrivit aussi de tous côtés aux évêques et aux

(1) Alberic. *Chron.* — Vit. S. Ludov.

princes pour réclamer des secours contre les Romains, qui persistaient dans leur révolte et méprisaient les censures ecclésiastiques. Il les obligea enfin à se soumettre en 1235 et à lui donner satisfaction sur divers articles, notamment sur le pillage de son palais; on remarque en outre dans ce traité une clause portant que les clercs, les pèlerins et les domestiques du pape et des cardinaux ne pourraient être poursuivis devant des juges laïques, ce qui montre que le sénat conservait à Rome une partie de la juridiction temporelle. Comme le pape avait obtenu des secours de l'empereur Frédéric contre les Romains, il l'aida de son côté à réduire le roi Henri, son fils aîné, qui s'était révolté en Allemagne.

La division continuait parmi les peuples de la Lombardie, et le pape craignant que l'empereur n'en profitât pour étendre sa domination, mit tous ses soins à les réconcilier. Il avait donné pour cet effet le titre de légat à Jean de Vicence, dominicain célèbre par le succès de ses prédications, et qui jouissait d'une influence extraordinaire à Bologne et dans les villes voisines. Ensuite ayant reçu des plaintes de l'empereur contre les Lombards, le pape nomma plusieurs autres légats pour terminer ces différends, qui mettaient obstacle à la croisade, mais il ne put empêcher la guerre, et ce fut une source de nouveaux démêlés entre ce pontife et l'empereur.

Les Tartares, sous la conduite de Gengis-khan, avaient fondé au commencement du treizième siècle un empire immense dans la haute Asie, et les fils de ce prince, poursuivant ses conquêtes, menaçaient la Palestine et l'Asie-Mineure. Le pape, informé de leurs progrès, adressa des lettres aux évêques en 1231 pour exhorter les fidèles au secours de la Terre sainte, puis trois ans plus tard il eut à Spolète une conférence avec l'empereur où la croisade fut résolue, après quoi il la fit prêcher par les dominicains et les frères mineurs, et publia une bulle pour exciter le zèle des chrétiens par les indulgences ordi-



naires. Il écrivit une autre lettre aux évêques en 1235, pour ordonner à tous les fidèles de l'un et de l'autre sexe de contribuer par une aumône d'un denier chaque semaine à l'entretien des troupes qui devaient être employées à cette guerre. Enfin il ordonna que tous ceux qui auraient des différends seraient contraints, pour ne pas nuire à la croisade, de les terminer par un accord ou au moins par une trêve.

Cependant il apprit que l'empereur se disposait à porter la guerre en Lombardie, et voulant le détourner de cette entreprise, il lui écrivit au mois de mars 1236 pour lui représenter qu'il manquait à ses engagements et l'exhorter à remettre au saint-siège la décision de ses différends avec les Lombards. Ensuite il envoya en qualité de légat l'évêque de Palestrine, pour négocier la paix dans une assemblée générale que l'empereur avait convoquée à Parme pour le mois de juillet de la même année. Mais Frédéric ayant passé les Alpes avec une armée, fit du dégât autour des villes rebelles, et n'eut aucun égard aux remontrances du légat. Car il l'accusait de trahir les intérêts de l'empire et de favoriser les Lombards. Il fit les mêmes plaintes contre le pape lui-même, qui y répondit par une lettre où il exposait les motifs de sa conduite et reprochait à l'empereur d'entreprendre sur les droits de l'Église dans le royaume de Sicile, et de violer, par ses intrigues à Rome, la fidélité qu'il devait au saint-siège, comme tenant de lui l'empire et la couronne d'Italie. L'année suivante Frédéric parut accepter la médiation du pape, et lui envoya des ambassadeurs pour le prier de faire sa paix avec les Lombards et de les obliger à reconnaître les droits de l'empire. Mais ensuite ayant remporté sur eux plusieurs avantages, il ne voulut plus entendre à aucune négociation (1).

(1) Matth. Paris. — Ricard. S. Germ. — Godefr. Mon. Chron. — Vit. Greg. IX.

Les entreprises de Frédéric sur la Sardaigne achevèrent de le brouiller avec le pape. Cette île était considérée comme un fief du saint-siège, en vertu de la donation de Louis le Débonnaire, et depuis longtemps les seigneurs étaient dans l'usage de prêter serment de fidélité au pape et de lui payer une redevance annuelle. Mais Frédéric prétendait avoir le droit de la revendiquer comme une ancienne dépendance de l'empire. Il y envoya donc avec le titre de roi son fils naturel Hentz ou Entius, qui avait épousé la veuve d'un des principaux seigneurs, et qui s'empara de la plus grande partie de l'île. Le pape en fut vivement irrité, et comme il avait d'ailleurs beaucoup d'autres sujets de plaintes contre l'empereur, il lui fit plusieurs monitions dans les formes, et prononça enfin contre lui, au printemps de l'an 1239, une sentence d'excommunication; elle était motivée sur des griefs nombreux, notamment sur l'inexécution du dernier traité de paix, concernant la restitution des biens enlevés aux templiers et aux hospitaliers; sur les intrigues de l'empereur pour soulever les Romains contre le pape; sur la violation des droits de l'Église dans le royaume de Sicile, relativement à la liberté des élections et aux immunités des clercs et des biens ecclésiastiques; sur l'envahissement de plusieurs terres du saint-siège, et spécialement de la Sardaigne; enfin sur les obstacles que l'empereur apportait à la croisade. La sentence déclarait tous les sujets de l'empereur absous de leur serment de fidélité, avec défense de lui obéir tant qu'il demeurerait excommunié; et le pape menaçait en outre de procéder contre lui juridiquement comme étant diffamé partout au sujet de ses opinions suspectes en matière de foi. Cette bulle d'excommunication fut adressée à tous les princes et à tous les évêques, avec ordre de la publier tous les dimanches et les fêtes au son des cloches.

L'empereur Frédéric, de son côté, adressa aux rois et aux princes une lettre où il exposait à son avantage tou-

tes les circonstances de ses démêlés avec le pape. Il énumérait les services qu'il lui avait rendus pour soumettre les Romains, et l'accusait d'avoir mis obstacle par tous les moyens au rétablissement de l'autorité impériale dans la Lombardie ; il ajoutait qu'il ne pouvait le reconnaître pour juge ni pour vicaire de Jésus-Christ, non par mépris de l'autorité pontificale, mais à cause de son indignité personnelle, et que du reste il était prêt à se justifier pleinement dans un concile général dont il demandait la convocation. Enfin il conjurait tous les souverains, dans l'intérêt de leur propre sûreté, de lui prêter secours pour repousser une injure qui les menaçait tous. Il joignit à cette lettre un mémoire qu'il avait adressé au pape dès l'année précédente en réponse aux griefs proposés contre lui. Le fond de cette réponse consistait à nier quelques-uns des faits qui lui étaient imputés, à justifier les autres par les droits de sa couronne ou à les excuser par diverses circonstances. Ainsi il soutenait que les vexations des églises avaient eu lieu à son insu et qu'il avait donné ordre de les réparer ; qu'il levait des impôts sur le clergé à raison des biens patrimoniaux, selon l'usage observé partout, mais non sur des biens ecclésiastiques ; que si des clercs avaient été bannis de son royaume, c'était pour crime de lèse-majesté ; que d'autres, arrêtés par ses officiers, avaient été renvoyés au jugement des prélats ; et il ajoutait que plusieurs, quoique coupables de meurtre, n'avaient subi aucune punition canonique ; il niait les intrigues qu'on lui imputait contre l'autorité pontificale, et rejetait sur la mauvaise volonté du pape la prolongation de ses différends avec les Lombards. Quant aux templiers et aux hospitaliers, il prétendait leur avoir tout restitué, à l'exception de quelques biens qu'il était en droit de retenir d'après les lois du royaume. Enfin, comme le pape l'accusait d'avoir empêché le neveu du roi de Tunis de venir à Rome pour recevoir le baptême, il affirmait que ce prince avait déclaré

positivement qu'il ne voulait point se faire baptiser (1).

Le pape répondit au manifeste de Frédéric par une longue lettre où il s'attachait à prouver les griefs énumérés dans la sentence d'excommunication, après quoi il déclarait l'empereur convaincu d'hérésie, pour avoir soutenu que le pape n'avait pas le pouvoir de l'excommunier. « Nous avons, ajoutait-il, des preuves encore plus fortes contre sa foi ; c'est qu'il a osé dire que le monde a été trompé par trois imposteurs, Jésus-Christ, Moïse et Mahomet ; qu'il n'y a que des insensés qui puissent croire que Dieu est né d'une vierge, et qu'enfin on ne doit croire que ce qui peut être démontré par la raison. » On attribuait en effet ces impiétés à l'empereur Frédéric, et on prétendait qu'il les avait puisées dans son commerce avec les Sarrasins. Il repoussa ces imputations comme des calomnies, par une lettre adressée aux cardinaux, où il traitait le pape d'antechrist, et soutenait qu'il avait perdu son pouvoir à raison de son indignité. Il fit publier en outre, au mois de juin 1239, une ordonnance ayant pour objet de bannir du royaume de Sicile tous les religieux étrangers, de soumettre les autres à une exacte surveillance, et d'empêcher que personne, homme ou femme, ne répandit les bulles d'excommunication et d'interdit, ni d'autres lettres du pape contre l'empereur, sous peine d'être pendu ou condamné au feu. En même temps Frédéric, poussant vivement la guerre, envoya son fils Entius avec une armée dans la marche d'Ancône, et s'avancant lui-même dans la Toscane, il se rendit maître de presque toutes les villes jusqu'à Viterbe. Le cardinal Jean Colonne quitta bientôt après le parti du pape, et soumit plusieurs villes à l'empereur.

Le pape, de son côté, ne négligea rien pour tenir tête à l'orage. Il envoya des légats pleins de fermeté et de

(1) Matth. Par. — Monach. Paduan. *Chron.* — Petr. de Vin. *Epist.* — Vit. Greg.

prudence pour encourager les peuples de Milan, de Ravenne et des autres villes de Lombardie soulevées contre Frédéric. Il publia une croisade contre ce prince, défendit aux évêques et aux seigneurs d'Allemagne, sous peine d'excommunication, de lui donner aucun secours, et demanda des subsides en Angleterre et en France sur les biens ecclésiastiques pour les frais de cette guerre. Il exhorta ensuite les électeurs à élire un autre empereur; mais il ne put les gagner, et quelques-uns lui représentèrent qu'il n'avait pas le droit de disposer de l'empire. Les évêques d'Allemagne eux-mêmes le prièrent de ne pas les contraindre à publier sa bulle d'excommunication et de négocier au contraire un accommodement. Les chevaliers teutoniques prirent aussi le parti de l'empereur, et le pape les menaça, s'ils y persistaient, de révoquer leurs privilèges. Il envoya en France pour faire publier la sentence d'excommunication, l'évêque de Palestrine, avec une lettre pour le roi, dans laquelle il réclamait son secours, ajoutant qu'il y avait plus de mérite à combattre Frédéric qu'à retirer la Terre sainte d'entre les mains des infidèles. Ce légat tint plusieurs conciles, et réunit notamment à Senlis les évêques de la province de Reims, dont il obtint pour le secours du pape le vingtième des revenus ecclésiastiques. Mais le roi ne permit pas la levée de ce subside. Le pape, si l'on en croit le témoignage de Matthieu Paris, adressa quelque temps après une autre lettre à saint Louis, dans laquelle il lui offrait la couronne impériale pour Robert, comte d'Artois, l'aîné de ses trois frères, et cet historien ajoute que le roi, dans une assemblée des seigneurs, après plusieurs réflexions injurieuses sur la conduite du pape, résolut d'envoyer des ambassadeurs à Frédéric pour s'informer de ses sentimens touchant la foi, et que l'ayant reconnu catholique, il refusa de se déclarer contre lui. Mais en admettant les offres du pape et le refus du roi, il est naturel d'attribuer les réflexions dont il s'agit

à un historien porté à la satire contre le saint-siège, plutôt qu'à un prince également distingué par sa prudence et par sa piété.

Le pape, sur la demande du roi d'Angleterre, avait envoyé en 1237, comme légat dans ce royaume, le cardinal Otton, dont les pouvoirs s'étendaient aussi sur l'Écosse et l'Irlande. L'archevêque de Cantorbéry fit quelques réclamations fondées sur les prérogatives de son siège ; mais le roi, qui espérait trouver dans cette mesure un appui contre l'opposition des seigneurs, ne voulut point se désister de sa résolution. Le légat réconcilia d'abord plusieurs seigneurs, et convoqua un concile à Londres pour la réforme des abus dans l'Église d'Angleterre. Il y publia trente et un réglemens de discipline dont plusieurs avaient pour objet de condamner la pluralité des bénéfices. Cette défense excita de vives réclamations, et comme on fit entendre au légat qu'elle ne serait pas observée après son départ, il fit lire un décret du pape portant que ses ordonnances devraient être perpétuellement obligatoires. Cependant plusieurs prélats ayant adressé leurs réclamations au pape, il écrivit au légat qu'attendu la puissance et l'opiniâtreté de ceux qui possédaient plusieurs bénéfices, on pouvait tolérer cet abus, dans la crainte d'un plus grand mal. Guillaume, évêque de Paris, fit résoudre vers le même temps cette question par l'université de Paris, et tous les docteurs, excepté deux, prononcèrent contre la pluralité des bénéfices. On a du même évêque un traité où il expose les raisons qui servent à établir ce sentiment. D'autres réglemens du concile de Londres condamnent les clercs mariés à la perte de leurs bénéfices, déclarent leurs enfans incapables d'en posséder, proscrivent l'usage où étaient quelques prêtres d'exiger une rétribution avant d'entendre les confessions ou d'administrer d'autres sacremens, ordonnent aux archidiacres d'assister aux conférences ecclésiastiques pour s'assurer que les prêtres ont



la science indispensable, défendent à tous les juges ecclésiastiques d'empêcher les parties de s'accorder à l'amiable, et contiennent plusieurs dispositions concernant les jugemens. Enfin le légat prit aussi des mesures pour la réforme des monastères. Il fit venir à Londres tous les abbés de l'ordre de Saint-Benoît, et publia dans cette assemblée générale des ordonnances pour obliger les moines à l'observation de la règle, notamment pour ce qui regardait l'abstinence de la viande, la réception gratuite des novices, la clôture et la vie commune. On trouve des réglemens analogues dans un concile tenu à Cognac en 1238, par l'archevêque de Bordeaux. Ils défendent aux moines de sortir sans permission, de rien posséder en propre, de manger de la viande, de recevoir leur nourriture ou leur vestiaire en argent, de posséder des cures et d'exercer les fonctions d'avocats ou de procureurs. Les mêmes fonctions sont également interdites aux prêtres, et on condamne, sous peine d'excommunication, diverses procédures imaginées par l'esprit de chicane pour multiplier ou prolonger les procès. Un concile tenu à Tours l'année suivante fit aussi plusieurs réglemens de discipline, parmi lesquels on peut remarquer la défense faite aux curés d'excommunier leurs paroissiens de leur propre autorité.

Le légat Otton s'étant rendu à Oxford y fut reçu avec de grands honneurs. Mais une querelle s'éleva entre les gens de sa suite et les écoliers, et bientôt l'irritation vint à tel point que son frère fut tué, et lui-même obligé de se soustraire par la fuite aux menaces furieuses de la multitude. Le roi fit arrêter trente écoliers coupables, et le légat de son côté mit en interdit la ville d'Oxford et suspendit tous les exercices de l'université; mais ensuite ayant obtenu satisfaction, il consentit à lever cette suspension. Il convoqua quelque temps après une assemblée des évêques et des principaux abbés pour leur demander, à l'occasion de la guerre contre Frédéric, le cin-

quième de leurs revenus. Cette demande excita des réclamations presque universelles. On représenta que les revenus des églises suffisaient à peine pour la subsistance du clergé; que la cour de Rome avait déjà obtenu la contribution d'un dixième, moyennant la promesse de ne plus en exiger de semblable, que d'ailleurs il n'était pas prudent d'appauvrir le royaume pour faire la guerre à un prince allié qui pouvait faire arrêter et maltraiter les ecclésiastiques obligés de se rendre à Rome pour leurs affaires, et qu'enfin toutes les églises avaient la propriété de leurs biens dont la destination était réglée par les canons, et que l'autorité du pape ne s'étendait pas jusqu'à les rendre tributaires de l'Église romaine. Mais le légat, soutenu par le roi, gagna ou intimida quelques-uns des prélats, et leur exemple entraîna successivement tous les autres. Le mécontentement du clergé fut encore augmenté par un ordre du pape, adressé aux évêques de Lincoln et de Sarisbury, portant qu'ils eussent à pourvoir trois cents Romains des premiers bénéfices vacans, sous peine d'être privés de leurs droits de collation, jusqu'à ce que ce nombre fût rempli (1).

Saint Edmond, archevêque de Cantorbéry, fut le premier qui consentit à la levée du subside imposé par le légat; espérant par là se faire soutenir dans ses réclamations en faveur de la liberté de l'Église, opprimée par le roi d'Angleterre; car ce prince empêchait les élections par des chicanes, pour jouir des revenus des églises vacantes, ou abusait de son pouvoir pour faire nommer des sujets de son choix, ou faire casser les élections des chapitres. Le saint prélat avait porté à ce sujet des plaintes au pape Grégoire, mais le roi, de son côté, prétextait la dignité de sa couronne, et les réclamations de l'archevêque demeurèrent sans effet. Saint Edmond était né près d'Oxford, d'une famille peu distinguée mais ver-

(1) Matth. Paris. — Matth. Westm.

tueuse. Sa mère l'accoutuma dès l'enfance à jeûner tous les vendredis au pain et à l'eau, et l'envoyant à Paris pour y faire ses études, elle lui recommanda de porter le cilice au moins deux ou trois fois la semaine, et de réciter le Psautier tous les dimanches et les fêtes. Il fit vœu de virginité devant une image de la sainte Vierge et l'observa fidèlement. Ayant été reçu maître ès-arts, il entendait tous les jours la messe, récitait l'office canonical, contre la coutume des autres professeurs, et il persuada à ses disciples d'assister à la messe avec lui. Après avoir enseigné pendant six ans les arts libéraux, il se fit recevoir docteur en théologie et professa avec un grand succès. Lorsqu'il fut ordonné prêtre, il augmenta ses austerités, ne mangeant qu'une fois le jour, et ajoutant à l'office ordinaire celui de la sainte Vierge et celui des morts. Enfin, pour s'appliquer plus librement à la prédication, il accepta un canonicat dans l'église de Sarisbury, et le pape instruit de son mérite le chargea de prêcher la croisade; il le fit élire ensuite, l'an 1234, à l'archevêché de Cantorbéry. Saint Edmond n'accepta que malgré lui cette éminente dignité, et voyant l'oppression de l'Eglise d'Angleterre, il se retira en France, l'an 1240, dans l'abbaye de Pontigny, à l'exemple de saint Thomas son prédécesseur; puis étant tombé malade, il se fit transporter, par le conseil des médecins, au monastère de Soissy, près de Provins, où il mourut le 16 novembre de la même année. Il reste de lui un ouvrage de piété, intitulé le Miroir de l'Eglise, qu'il composa pendant sa retraite, à la prière des moines de Pontigny. Les miracles opérés à son tombeau le firent canoniser six ans après sa mort. On trouve dans les statuts synodaux publiés vers le même temps par l'évêque de Worchester, plusieurs dispositions qui servent à faire connaître l'état des mœurs et la discipline de l'époque. On y voit que le baptême se donnait encore par immersion, qu'il y avait au moins deux parrains pour les garçons et deux mar-

raines pour les filles, et il est ordonné aux parrains de présenter les enfans à l'évêque pour la confirmation, dans l'année de leur naissance. On peut y remarquer aussi la défense faite aux prêtres de célébrer deux messes en un jour, si ce n'est à Noël, à Pâques, ou pour un enterrement ou pour une grande nécessité.

Jean de Brienne, empereur de Constantinople, était mort en 1237, et le jeune Baudouin, son successeur, était venu en France pour solliciter des secours contre les Grecs. Le pape Grégoire ne négligea rien pour le succès de cette affaire. Il envoya un nonce en Romanie pour obliger les ecclésiastiques des provinces de Patras, de Corinthe, de Thèbes et d'Athènes, à fournir une contribution d'un tiers de leurs revenus; il écrivit au roi saint Louis et au roi d'Angleterre de faire consentir les prélats de leurs royaumes à un subside du trentième des revenus du clergé pendant trois ans, il exhorta les seigneurs à se croiser pour cette guerre, et nomma chef de la croisade, Pierre Mauclerc, ancien duc de Bretagne, qui se vit bientôt à la tête d'une armée de douze mille hommes. Comme le roi de Bulgarie avait quitté l'alliance des Latins pour se joindre aux Grecs et embrasser leur schisme, le pape fit prêcher contre lui la croisade en Hongrie, et écrivit au roi Béla de se mettre à la tête de cette entreprise. Le roi demanda entre autres conditions d'être nommé lui-même légat pour la Bulgarie; parce que autrement les habitans se persuaderaient qu'on voulait les soumettre pour le temporel à l'Église romaine; ce qu'ils ont tellement en horreur, ajoutait-il, que plusieurs qui se rendraient à nous sans combat, se défendraient jusqu'à la mort pour l'éviter. Le pape lui permit seulement de choisir pour légat celui qu'il voudrait des évêques de son royaume. Ayant appris que les chevaliers de l'Hôpital avaient aussi donné des secours aux Grecs, et qu'ils s'abandonnaient à toutes sortes de désordres, il écrivit au grand-maître pour se plaindre de leur con-

duite, et lui enjoindre de mettre ordre à ces dérèglements.

L'empereur Baudouin, pour subvenir aux frais de la guerre, engagea son comté de Namur à saint Louis pour une somme de cinquante mille livres, et soit par reconnaissance, soit pour un autre motif, il lui donna la couronne d'épines de Notre-Seigneur. Je sais, lui dit-il, que les seigneurs enfermés dans Constantinople sont réduits à une telle extrémité qu'ils seront obligés de vendre la sainte couronne ou du moins de la mettre en gage. C'est pourquoi désirant faire passer ce précieux trésor à la France, ma patrie, je vous prie de vouloir bien la recevoir en pur don. Baudouin parlait ainsi sachant bien que le saint roi ne voudrait pas acheter une relique à prix d'argent. Saint Louis accepta la proposition avec joie, et fit partir aussitôt pour Constantinople deux frères prêcheurs, dont l'un était prieur du couvent de son ordre dans cette capitale. Ils étaient accompagnés d'un envoyé de l'empereur, portant des lettres patentes pour ordonner aux barons de délivrer la sainte couronne aux envoyés du roi. Mais elle était déjà engagée aux Vénitiens pour une grande somme d'argent, sous la condition qu'elle leur appartiendrait si elle n'était pas retirée dans un an. Elle fut donc transportée à Venise dans une caisse scellée du sceau des barons de l'empire. Le roi, informé de ces circonstances, envoya des ambassadeurs à Venise avec l'argent nécessaire pour retirer la sainte relique, et l'empereur Frédéric, à la prière de saint Louis, donna les ordres nécessaires pour la sûreté de leur voyage. On remarque qu'à leur retour ils eurent toujours un très-beau temps pendant la marche, quoiqu'il tombât souvent de la pluie lorsqu'ils étaient arrivés au gîte. Le roi vint à leur rencontre avec toute sa cour, jusque au-delà de Sens, et voulut porter lui-même la sainte couronne sur ses épaules à l'église métropolitaine. Il fit la même chose à l'entrée de Paris, où la réception de la sainte couronne

se fit le 20 août 1239, au milieu d'un concours immense de peuple. Elle fut déposée d'abord dans la chapelle du palais; mais quelques années plus tard le roi ayant encore reçu de Constantinople une partie considérable de la vraie croix et plusieurs autres reliques, il fit bâtir la Sainte-Chapelle pour les y placer, et y fonda un chapitre avec une dotation considérable.

On brûla vers le même temps cent quatre-vingt-trois manichéens dans un bourg du diocèse de Châlons. Cette exécution se fit en présence du comte de Champagne et des autres seigneurs du pays, de dix-sept évêques et d'une foule d'autres ecclésiastiques. Le peuple qui vint de tous côtés à ce spectacle était estimé à plus de cent mille âmes. L'inquisiteur qui poursuivit la condamnation de ces hérétiques était un jacobin nommé Robert, qui avait été pendant plus de vingt ans attaché à cette même secte, et qui s'étant converti entra dans l'ordre des frères prêcheurs et s'y fit une grande réputation. Il fit brûler en Flandre et ailleurs un grand nombre de manichéens, qu'il prétendait reconnaître à leurs gestes; puis ayant été nommé inquisiteur, il abusa tellement de son pouvoir que le pape lui retira sa commission, et qu'après avoir été convaincu de plusieurs crimes il fut condamné à une prison perpétuelle (1).

Thibaut, comte de Champagne, et plusieurs autres seigneurs français qui avaient pris la croix passèrent en Palestine dans le cours de cette année 1239 ou au commencement de l'année suivante; mais ils essuyèrent une défaite près de Gaza, et plusieurs furent tués ou faits prisonniers; après quoi les autres ne tardèrent pas à partir pour retourner chez eux. Richard, frère du roi d'Angleterre, arriva sur ces entrefaites, et reçut bientôt après un envoyé du sultan d'Égypte qui lui proposait une trêve. Les principaux seigneurs ayant été d'avis de l'accepter,

(1) Alberic. *Chron.* — Matth. Paris.



elle fut conclue vers la fin de novembre de l'an 1240, à la condition de rendre aux chrétiens plusieurs places avec la liberté de les fortifier. Peu de temps auparavant, le patriarche des jacobites et celui des nestoriens avaient promis de se réunir avec leurs peuples à l'Église romaine, dans l'espoir d'obtenir le secours des Latins contre les Tartares; le premier avait même pris l'habit des frères prêcheurs, qui voyant ainsi une nouvelle carrière ouverte à leur zèle, établirent des écoles dans leurs couvens de la Palestine pour l'enseignement des langues orientales; mais quand le péril fut passé, les jacobites forcèrent leur patriarche à quitter la communion de l'Église romaine.

Une partie de l'Europe fut ravagée à la même époque par les Tartares. Ils entrèrent dans la Russie, prirent et ruinèrent Kiovie, qui en était la capitale, et passèrent les habitans au fil de l'épée. Ensuite ils envahirent la Pologne et la Hongrie au commencement de l'an 1241, et ravagèrent pendant trois ans tout le pays au delà du Danube, jusqu'aux frontières de l'Autriche et de la Bohême. Ils brûlaient les villages, massacraient les habitans sans distinction d'âge ni de sexe, violaient les femmes, et commettaient dans les églises toutes sortes de profanations. Béla, roi de Hongrie, marcha contre eux avec tout ce qu'il put rassembler de troupes; mais il fut vaincu et obligé de se sauver en Dalmatie, d'où il ne revint qu'en 1243. Plusieurs prélats, entre autres les archevêques de Strigonie et de Colocza, furent tués en combattant contre les barbares. Le roi s'adressa au pape et à l'empereur Frédéric pour obtenir du secours, mais ses démarches furent sans effet. Le pape lui envoya seulement des lettres de condoléance, où il se bornait à quelques promesses générales, en exprimant le regret de ne pouvoir le secourir plus efficacement, à cause de l'obstination de Frédéric. Celui-ci de son côté répondit au roi que malgré toute sa bonne volonté il ne pouvait marcher contre les

Tartares avant d'avoir rétabli l'autorité impériale en Italie, parce qu'autrement le pape ne manquerait pas de profiter de son absence pour attaquer le royaume de Sicile et favoriser la révolte des Lombards. Il écrivit dans le même sens au roi de France et aux autres princes chrétiens.

Quelques-uns des cardinaux avaient essayé de procurer une trêve entre le pape et l'empereur pour négocier la paix. Mais comme le pape voulait y comprendre les Lombards, Frédéric, enflé de ses succès, refusa d'y consentir. Cependant le pape expédia des lettres aux princes et aux évêques, pour la convocation d'un concile, dont il fixa l'ouverture à Pâques de l'an 1241. Dès que Frédéric fut instruit de cette convocation, il écrivit aux rois de France et d'Angleterre, qu'il ne pouvait consentir à soumettre au jugement d'un concile les droits temporels de sa couronne, et que les prélats qui voudraient s'y rendre ne devaient pas s'attendre à passer en sûreté dans les terres de son obéissance. Il ajoutait qu'en se décidant alors à convoquer un concile après l'avoir refusé si longtemps, le pape ne cherchait visiblement qu'à fortifier la révolte en Italie et à le perdre lui-même par la réunion des ennemis qu'il lui avait suscités de toutes parts. L'empereur fit en même temps répandre une lettre anonyme où il exagérait à dessein les dangers auxquels seraient exposés les prélats qui se mettraient en route pour venir au concile. Le pape de son côté adressa une lettre circulaire aux évêques pour leur ordonner de se rendre à Rome au terme fixé, et leur promettre de pourvoir à la sûreté de leur voyage. Il traita en effet avec la république de Gênes, qui se chargea de les conduire par mer avec une escorte, et en conséquence un grand nombre d'évêques et d'autres prélats d'Angleterre, de France et d'Espagne, se rendirent dans cette ville pour s'y embarquer. L'empereur les invita à venir le trouver pour entendre de vive voix sa défense, promettant après cela de

soumettre sa cause au jugement du concile. Mais ne se fiant pas à sa parole, ils s'embarquèrent sur les vaisseaux génois, qui furent bientôt poursuivis par la flotte de l'empereur, réunie à celle des Pisans; et après un rude combat les Génois succombèrent et la plupart des prélats furent faits prisonniers. De ce nombre étaient les deux cardinaux Jacques de Palestrine, légat en France, et Otton, légat en Angleterre. Saint Louis députa vers l'empereur Frédéric pour demander la délivrance des prélats français; et comme ce prince lui répondit qu'il les retenait parce qu'en venant à un concile convoqué pour le perdre ils s'étaient déclarés ses ennemis, le saint roi répliqua qu'étant obligés par leur serment à l'obéissance envers le saint-siège, ils avaient dû se rendre aux ordres du pape, mais que leur dessein n'était pas de nuire aux droits de l'empereur. «Pensez-y sérieusement, ajouta-t-il, car le royaume de France n'est pas si faible qu'il voulût souffrir impunément vos injures.» Cette lettre obligea l'empereur à relâcher tous les Français (1).

Le pape Grégoire IX mourut sur ces entrefaites, le 20 août 1241, âgé de près de cent ans. On élut pour lui succéder le cardinal Geoffroi, évêque de Sabine, qui prit le nom de Célestin IV; mais il mourut au mois de novembre, après seize jours seulement de pontificat. Ensuite les cardinaux furent tellement divisés, que le saint-siège vqua près de deux ans. L'empereur, alors maître des environs de Rome, avait permis à tous les cardinaux d'y venir pour l'élection, et il accorda même la liberté provisoire aux deux qu'il retenait prisonniers. Il envoya en même temps des députés à Rome pour négocier la paix; mais n'ayant pu la conclure, il fit le dégât dans les campagnes voisines, et quelque temps après il écrivit aux cardinaux plusieurs lettres où il leur reprochait en termes amers de n'écouter que leurs pas-

(1) Matth. Par. — Guill. Nang. *Gest. Ludov.*

sions égoïstes, et de retarder l'élection par leurs menées ambitieuses. Enfin au printemps de l'an 1243, sous prétexte de les contraindre à ne pas différer plus longtemps, il fit ravager par son armée leurs terres et celles de l'Église. Alors les cardinaux, pour l'engager à retirer ses troupes, promirent de faire promptement l'élection du pape, et le 24 juin de la même année ils élurent à Anagni le cardinal Sinibalde de Fiesque, qui prit le nom d'Innocent IV. Il était d'une illustre famille de Gênes, et on l'avait élu comme le plus agréable à l'empereur. Toutefois quand on en porta la nouvelle à ce prince, il en parut affligé, parce qu'il prévoyait, disait-il, que ce cardinal ami deviendrait un pape ennemi.

Il ne laissa pas de lui envoyer des ambassadeurs avec une lettre où il témoignait son dévouement au saint-siège, et le pape de son côté envoya pour négocier la paix Guillaume, ancien évêque de Modène et légat en Livonie, Pierre de Colmieu, archevêque de Rouen, et Guillaume, abbé de Saint-Fagon en Galice, qui se trouvait alors à Rome pour les affaires du roi de Castille. Ils étaient chargés de demander la liberté de tous les prélats que l'empereur retenait en prison, de recevoir ses offres de satisfaction et de lui protester que le pape était prêt à s'en rapporter, pour les différends du saint-siège avec l'empire, au jugement d'un concile où seraient convoqués les princes et les prélats. Mais l'empereur montra des prétentions exorbitantes qui firent échouer la négociation. Cependant plusieurs villes d'Italie revinrent à l'obéissance du pape, qui se rendit bientôt après d'Anagni à Rome, où il fut reçu avec de grands honneurs; et au commencement de l'année suivante, Raimond, comte de Toulouse, vint l'y trouver pour traiter de la paix au nom de l'empereur.

Le comte Raimond était entré dans une ligue formée contre le roi de France par le roi d'Angleterre et le comte de la Marche pour recouvrer le Poitou; mais deux vic-

toires remportées par saint Louis en 1242 forcèrent les ennemis à demander la paix. Cette révolte du comte de Toulouse encouragea les hérétiques du Languedoc, et ils tuèrent cette même année jusqu'à onze inquisiteurs dans la petite ville d'Avignonet. Le comte, après la conclusion de la paix, fit arrêter et pendre les coupables, et comme il avait été excommunié par les frères prêcheurs, il vint à Rome solliciter son absolution et l'obtint. L'archevêque de Narbonne, l'évêque d'Albi et le sénéchal de Carcassonne assiégèrent et prirent vers le même temps le château de Montségur, où l'on trouva deux cents hérétiques qui furent condamnés au feu. Ce fut le dernier exploit de guerre contre les Albigeois (1).

Le comte de Toulouse, rentré en grâce avec le saint-siège, fut envoyé auprès du pape comme négociateur, par Frédéric, avec Pierre des Vignes et Thadée de Suesse, juges de la cour impériale. Le pape de son côté nomma pour commissaires l'évêque d'Ostie avec trois autres cardinaux, et ils convinrent d'un traité dont les principales conditions furent que l'empereur rendrait toutes les terres qu'il avait conquises sur le pape ou sur ses alliés, qu'il mettrait en liberté tous les prélats prisonniers, qu'il se soumettrait jusqu'à son absolution aux censures prononcées contre lui, qu'il obéirait en tout aux ordres du pape, sans préjudice de la possession de l'empire et de ses autres domaines, et qu'enfin pour les torts qu'il prétendait avoir soufferts, il s'en rapporterait au jugement du pape et des cardinaux. L'empereur devait en outre déclarer par des lettres adressées aux princes chrétiens, que s'il n'avait pas tenu compte de la sentence prononcée contre lui par Grégoire IX, ce n'était point par mépris de l'autorité pontificale, mais parce que, de l'avis des prélats et des seigneurs, il avait cru n'être pas obligé de se soumettre à cette sentence avant qu'elle lui fût signi-

(1) Guill. Pod. Laur. *Chron.* — Albert. Stad.

fiée ; ajoutant que du reste il faisait profession de croire que le pape, quand même il serait pécheur, a néanmoins quant au spirituel la plénitude de puissance sur tous les chrétiens, clercs ou laïques, et par conséquent sur les souverains. Ces articles furent jurés publiquement le jeudi saint de l'an 1244 par les commissaires de l'empereur. Mais Frédéric refusa d'exécuter aucune des clauses de ce traité à moins d'avoir reçu auparavant ses lettres d'absolution, et on découvrit bientôt qu'il tendait des pièges au pape pour s'emparer de sa personne. Alors le pape s'enfuit secrètement à Civita-Vecchia, où il trouva une flotte qui le conduisit à Gênes, sa patrie. Frédéric l'ayant appris, fit garder étroitement les avenues de Gênes, et comme le pape avait envoyé un nonce en Angleterre pour lever un nouveau subside sur les biens ecclésiastiques, l'empereur adressa au roi et au clergé une lettre dans laquelle il les priait instamment de ne pas y consentir, se plaignant de ce que le pape, avant de l'absoudre des censures, exigeait d'être mis en possession de plusieurs villes ou terres sur lesquelles son droit n'était pas encore éclairci, après quoi il ajoutait : « Si votre roi veut suivre mes conseils, je délivrerai l'Angleterre du tribut dont elle est chargée et des autres vexations de la cour de Rome ; mais s'il refuse de me croire, je m'en vengerai rigoureusement sur tous ses sujets qui se trouveront dans mes états. »

Le pape Innocent étant à Gênes y convoqua le chapitre général des frères mineurs pour réunir l'ordre, divisé en deux partis. Jean Parent, cédant au parti le plus fort, avait été obligé de se démettre en 1236, et frère Élie, rétabli dans le généralat, continua de favoriser le relâchement et de persécuter ceux qui lui résistaient. Il les représenta au pape Grégoire comme des séditeux, puis ayant obtenu l'autorisation de les réprimer, il en exila plusieurs et mit en prison leur chef, nommé Césaire. Mais en 1239 le pape Grégoire, mieux informé, fit dépo-



ser Élie pour la seconde fois. Alors celui-ci outré de dépit se retira auprès de l'empereur Frédéric, et ne cessa de décrier la cour de Rome et d'invectiver contre le pape, qui prit enfin le parti de l'excommunier. Toutefois, quatre ou cinq ans plus tard, le général de l'ordre étant mort, Élie, soutenu par un nombreux parti, prétendit rentrer dans cette place comme ayant été déposé injustement. Le parti contraire, à la tête duquel se trouvaient quelques-uns des premiers disciples de saint François, eut recours au saint-siège, et le pape Innocent, dans le chapitre convoqué à Gênes, réduisit Élie au rang de simple frère, avec injonction d'obéir au général nommé par ce chapitre ; ensuite comme Élie, ne pouvant se résoudre à obéir, quitta l'ordre pour s'attacher de nouveau à Frédéric, le pape l'excommunia, lui défendit de porter l'habit religieux, et le dépouilla de tout privilège clérical. Quelques années auparavant Adolphe, comte d'Holsace, avait renoncé au monde pour embrasser l'institut des frères mineurs, et comme il avait porté les armes, le pape lui accorda une dispense pour être promu aux ordres. Adolphe vécut encore quatorze ans depuis son entrée en religion.

Il s'éleva vers le même temps une dispute de préférence entre l'ordre des frères mineurs et celui des frères prêcheurs. Les premiers regardaient leur observance comme plus étroite, et prétendaient en conséquence qu'il était permis de passer de l'autre institut dans le leur, parce qu'ils allaient nu-pieds, et qu'ils portaient un costume pauvre avec une ceinture de cordes. Les frères prêcheurs soutenaient le contraire, en se fondant sur ce qu'ils étaient obligés par leur règle à l'abstinence de la viande. Le crédit dont jouissaient ces deux ordres et les privilèges qu'ils avaient obtenus, excitaient la jalousie des anciens moines et du clergé séculier. On leur reprochait de s'insinuer dans les conseils des princes et des grands, de se mêler à une foule d'affaires temporelles,

de décrier le ministère des pasteurs ordinaires, de s'attribuer la prédication, les baptêmes, la confession et les sépultures, d'attirer les fidèles à leurs églises et de les affilier à leur institut par le moyen des tiers ordres, où presque tout le monde se faisait recevoir, de sorte que les curés se plaignaient de ne plus voir leurs paroissiens à leurs offices, et que personne, pour ainsi dire, ne croyait pouvoir se sauver s'il n'était sous la conduite des frères prêcheurs ou des frères mineurs. De leur côté, ils accusaient le clergé séculier d'ignorance, et faisaient le même reproche aux anciens moines, principalement à ceux de Cîteaux (1). C'est pourquoi l'abbé de Clairvaux sollicita et obtint du pape Innocent la permission de bâtir à Paris un collège pour les jeunes moines de son ordre, et telle fut l'origine du collège des Bernardins, le plus ancien de l'université de Paris. Il s'était élevé aussi une sorte de rivalité entre les frères mineurs et les ermites de Saint-Augustin, disciples du bienheureux Jean le Bon. Comme ces ermites vivaient aussi d'aumônes, qu'ils recevaient quelquefois de l'argent et que leur costume les faisait souvent confondre avec les frères mineurs, ceux-ci voyant diminuer les charités des fidèles, portèrent des plaintes à Rome, et le pape Grégoire, par une bulle de l'an 1240, ordonna aux ermites de choisir un habit noir ou blanc, avec de larges manches et de larges ceintures de cuir, de porter à la main des bâtons, de n'avoir jamais un vêtement si long qu'on ne pût voir leur chaussure, et enfin de dire expressément, en demandant l'aumône, de quel ordre ils étaient. Il y avait deux autres congrégations d'ermites qui suivaient la règle de saint Augustin et qui furent réunies quelques années plus tard en un seul ordre par le pape Alexandre IV.

L'école des frères mineurs à Paris était illustrée par plusieurs docteurs célèbres, entre lesquels on remarque

(1) Matth. Paris. — Petr. de Vin. *Epist.* 37.

Alexandre de Hales, ainsi nommé du lieu de sa naissance, dans le comté de Glocester en Angleterre. Il avait étudié la théologie dans l'université de Paris, et était déjà docteur et en grande réputation lorsqu'il embrassa en 1222 l'institut des frères mineurs. Il mourut en 1245. On a de lui des commentaires sur toute l'Écriture sainte, sur le Maître des sentences, et une Somme théologique qui fut reçue avec grand applaudissement dans les écoles. C'est le plus grand ouvrage qui eût encore paru sur la théologie; mais il renferme, selon le goût du temps, beaucoup de questions inutiles. On doit en dire autant des écrits d'Albert le Grand, docteur fameux de l'ordre des frères prêcheurs. Il était né en Allemagne d'une famille noble l'an 1205, et après avoir fait ses études et embrassé l'institut de saint Dominique à l'âge d'environ vingt-neuf ans, il enseigna en plusieurs endroits, mais principalement à Cologne, devint provincial d'Allemagne, et fut envoyé comme nonce en Pologne pour y faire abolir la barbare coutume de mettre à mort les enfans qui naissaient difformes et les vieillards invalides. Son éclatante réputation le fit appeler à Rome par le pape Alexandre IV, qui le fit maître du sacré palais, et le nomma ensuite à l'évêché de Ratisbonne. Mais Albert ne garda ce siège que trois ans et revint à Cologne, où il reprit ses leçons. C'est là qu'il mourut en 1280. Il joignait à un vaste savoir des vertus éminentes qui lui ont fait décerner le titre de bienheureux. Ses écrits forment un recueil considérable et embrassent presque toutes les parties des sciences. Ce sont des commentaires sur les ouvrages philosophiques et sur la physique d'Aristote, sur les livres attribués à saint Denis l'Aréopagite, sur l'Écriture sainte et sur le Maître des sentences, une Somme théologique, un grand nombre de sermons, et divers traités de doctrine et de piété.

Albert le Grand eut pour disciple saint Thomas d'Aquin, dont le génie et les écrits jetèrent bientôt un si vif

éclat sur l'ordre des frères prêcheurs. Ce saint docteur était né vers l'an 1225, d'une famille noble dans le royaume de Naples. Landolfe, son père, comte d'Aquin, le mit dès l'âge de cinq ans dans l'abbaye du Mont-Cassin, et l'envoya ensuite à Naples pour y faire ses études dans l'université qui venait d'y être fondée par l'empereur Frédéric. Le jeune Thomas commençait à s'y distinguer par ses talens autant que par sa piété, lorsqu'il se fit recevoir en 1243 au couvent de Saint-Dominique. Comme ses parens montraient un vif mécontentement de cette résolution, le supérieur, pour le soustraire à leurs poursuites, prit le parti de l'envoyer à Rome et ensuite à Paris. Mais ses frères, qui le faisaient guetter, le surprirent en route et le conduisirent dans un château de leur père, où ils le tinrent enfermé pendant un an. Là ils mirent tout en œuvre pour le détourner de sa vocation, usqu'à introduire dans sa chambre une jeune fille dont la beauté, l'enjouement et la parure semblaient également propres à le séduire ; mais il ne l'eut pas plus tôt aperçue qu'il prit un tison enflammé et la mit en fuite ; puis ayant fait une croix sur la muraille avec la pointe du tison, il se prosterna pour demander à Dieu le don de virginité. Il continua ses études pendant sa prison, et préféra se couvrir avec les morceaux de son habit religieux déchiré par ses frères plutôt que de prendre un autre vêtement. Ses exhortations et son exemple inspirèrent le désir de quitter le monde à une de ses sœurs, qui se fit religieuse et devint abbesse d'un couvent de bénédictines à Capoue. Enfin sa mère le voyant inébranlable, favorisa son évasion, et on le descendit pendant la nuit par une fenêtre. Le général des frères prêcheurs l'emmena aussitôt à Paris, d'où il fut envoyé à Cologne pour étudier la théologie sous Albert le Grand, et ce dernier étant venu à Paris en 1245 pour s'y faire recevoir docteur, saint Thomas l'y suivit, et au bout de trois ans il retourna avec lui à Cologne. Son extérieur grave

et l'habitude du silence et de la réflexion excitaient les plaisanteries de ses condisciples, qui l'appelaient le bœuf muet; mais Albert ayant bientôt reconnu sa profonde capacité, leur dit qu'un jour les doctes mugissemens de ce bœuf retentiraient dans toute l'Église. Saint Thomas revint à Paris pour y prendre ses grades, et commença en 1253 à expliquer comme bachelier le Maître des sentences. Les différends survenus depuis quelque temps entre l'université et les religieux mendiants retardèrent son doctorat; mais il fut enfin reçu au commencement de l'an 1257 par l'ordre du pape Alexandre IV, et le reste de sa vie fut consacré à l'enseignement, à la prédication et à la composition de ce grand nombre d'ouvrages admirables qui lui ont fait décerner le titre de Docteur angélique.

Saint Bonaventure, qui obtint de son côté le titre de Docteur séraphique, entra la même année 1243 dans l'ordre des frères mineurs, dont il devint le plus grand ornement. Il était né en Toscane l'an 1221, et comme il tomba dangereusement malade à l'âge de quatre ans, sa mère le recommanda aux prières de saint François, qui vivait encore, et promit s'il guérissait de le mettre sous sa conduite. Le saint pria pour l'enfant, et le voyant aussitôt guéri, il s'écria : O bonne aventure ! ce qui fut cause qu'on lui donna ce surnom. Ayant atteint l'âge de vingt-deux ans, Bonaventure accomplit le vœu de sa mère en embrassant l'institut de saint François. On l'envoya étudier à Paris sous le célèbre docteur Alexandre de Hales, et après avoir professé lui-même quelque temps avec beaucoup d'éclat, il fut élu général de l'ordre en 1256, à l'âge d'environ trente-cinq ans. Sa réputation et son mérite le firent nommer dans la suite cardinal évêque d'Albane.

Guillaume, surnommé d'Auvergne, qui était alors évêque de Paris et qui tint ce siège jusqu'à l'an 1249, s'était rendu également célèbre par l'éclat de son enseignement

dans l'université et par un grand nombre d'écrits comprenant des commentaires sur plusieurs livres de l'Écriture sainte, des sermons et divers traités sur des sujets de discipline et de morale. Il avait eu pour prédécesseur sur le siège de Paris, de l'an 1220 à 1223, Guillaume de Seignelai, auparavant évêque d'Auxerre, à qui on attribue une Somme théologique fort estimée dans les écoles ; mais selon plusieurs auteurs elle serait d'un autre docteur de Paris, nommé aussi Guillaume d'Auxerre et qui mourut en 1230, archidiacre de Beauvais. Quelques années plus tard, c'est-à-dire vers l'an 1240, mourut Jacques de Vitry, d'abord curé d'Argenteuil, puis évêque d'Acre en Palestine, et nommé en 1229 cardinal évêque de Tusculum par le pape Grégoire IX, dont il était l'ami particulier. On a de lui plusieurs ouvrages, entre autres des sermons sur les épîtres et les évangiles de toute l'année, une Histoire orientale depuis Mahomet jusqu'en 1229, et une Histoire occidentale où il dépeint l'état de l'Église latine de son temps. Matthieu Paris, bénédictin anglais de la même époque, a laissé une histoire divisée en deux parties, dont la première s'étend depuis le commencement du monde à Guillaume le Conquérant, et la seconde depuis le règne de ce prince jusqu'en 1259. Quelques-uns croient cependant qu'il n'est auteur que de cette seconde partie, trop souvent défigurée par l'esprit satirique, principalement envers la cour de Rome, mais précieuse d'ailleurs à cause des pièces originales qu'elle renferme.

L'ordre des frères prêcheurs, outre Albert le Grand, saint Thomas d'Aquin et saint Raymond de Pegnafort, comptait vers le milieu du treizième siècle plusieurs autres docteurs célèbres, dont nous devons indiquer les principaux. Hugues de Saint-Cher, provincial de France et nommé cardinal par le pape Innocent IV, se rendit fameux par des commentaires sur l'Écriture sainte, et surtout par une concordance de la Bible, genre de tra-



vail dont on lui doit la première exécution. Humbert de Romans, élu en 1254 cinquième général de l'ordre, composa plusieurs traités spirituels pour l'instruction de ses religieux et un traité sur la prédication. Thomas de Cantimpré, d'abord chanoine régulier dans l'abbaye de ce nom, ayant embrassé l'ordre des frères prêcheurs, fut le condisciple de saint Thomas d'Aquin sous Albert le Grand, et publia entre autres ouvrages deux livres intitulés : *Des abeilles ou le bien universel*, recueil d'histoires édifiantes et de miracles arrivés de son temps. Il mourut en 1263. Vincent de Beauvais, dominicain de Paris, mort vers le même temps, a laissé une immense compilation, sous le titre de *Speculum*, formant comme un répertoire de toutes les sciences et divisée en quatre parties, dont l'une embrasse les divers objets de l'enseignement scholastique, depuis la grammaire jusqu'à la théologie, et les trois autres renferment les sciences naturelles, l'histoire et la morale. Enfin Raymond Martin, dominicain espagnol, professeur des langues arabe et hébraïque au couvent de Barcelone, publia, sous le titre de *Pugio fidei*, un excellent livre de controverse contre les juifs. Ayant été chargé en 1264 avec saint Raymond de Pegnafort, par le roi d'Aragon, d'examiner les livres rabbiniques pour en retrancher toutes les impiétés, il en recueillit les passages favorables à son dessein, et composa ainsi cet ouvrage, où il combat les juifs avec leurs propres armes (1).

Le pape Innocent ne se croyant pas encore suffisamment en sûreté à Gênes contre les violences de Frédéric, forma le projet de se retirer en France, et en fit demander la permission à saint Louis par le chapitre général de Cîteaux. Mais le saint roi après en avoir délibéré avec les seigneurs ne jugea pas à propos d'y consentir. Les

(1) Trithem. *De Script. eccles.* — Nicol. Trivet. *Chron.* — Henric. Gandav. *De Script. eccles.*

rois d'Angleterre et d'Aragon, à qui des demandes semblables furent adressées, se déterminèrent aussi par des considérations d'état à faire le même refus. Alors le pape prit le parti de se rendre à Lyon, ville impériale, mais libre et appartenant à son archevêque. Il y arriva au mois de décembre de l'an 1244, et peu de jours après il y convoqua pour la Saint-Jean prochaine un concile général ayant pour objet de remédier aux maux de l'Église, de secourir la Terre sainte et l'empire latin de Constantinople, de réprimer les Tartares et les autres infidèles, et enfin de terminer les divisions entre l'Église et l'empereur Frédéric, qui fut cité à y comparaître en personne ou par procureur. Comme le siège de Lyon était vacant, le pape conféra cet archevêché à Philippe de Savoie, avec permission de conserver en même temps l'évêché de Valence et plusieurs autres bénéfices dont il était déjà pourvu, et qu'il conserva plus de vingt ans sans se faire sacrer ni même s'engager dans les ordres.

Vers la fin de cette même année 1244 le roi saint Louis tomba malade à Pontoise, et en quelques jours il fut réduit à une telle extrémité qu'on le crut mort, et qu'on fut sur le point de l'ensevelir. On ordonna partout des prières et des aumônes pour la guérison de ce prince, qui, à peine âgé de trente ans, faisait déjà la gloire du royaume et de la religion. L'abbé de Saint-Denis, accompagné de plusieurs évêques et d'une foule immense de peuple, fit une procession avec les reliques des saints martyrs, et dès ce moment le saint roi commença à se trouver un peu mieux. Ayant recouvré la parole, il demanda aussitôt l'évêque de Paris et le pria de lui donner la croix de pèlerin pour le voyage de la Terre sainte. La reine Blanche sa mère, et Marguerite de Provence son épouse, lui conseillèrent d'attendre au moins qu'il fût entièrement guéri; mais il déclara qu'il ne prendrait aucune nourriture avant d'avoir reçu la croix, qui lui fut donnée aussitôt par l'évêque. Il prit toutefois le terme

de deux ans pour faire les préparatifs nécessaires au succès de son expédition. Les affaires de la Palestine étaient alors dans un état déplorable. Les Coresmiens, peuple des environs de la mer Caspienne, chassés de leur pays par les invasions des Tartares, avaient obtenu du sultan d'Égypte la permission de s'établir dans la Terre sainte, et s'étaient emparés de Jérusalem, où ils avaient commis d'affreuses cruautés et des profanations de tout genre. Six mille chrétiens qui étaient sortis de cette ville à leur approche, avaient été surpris et massacrés par ces barbares ou vendus comme esclaves par les Sarrasins du pays. Enfin, le 17 octobre 1244, les chrétiens ayant livré bataille à ces infidèles furent complètement défaits, et la plupart des seigneurs et des chevaliers militaires furent tués ou faits prisonniers. Le patriarche de Jérusalem s'empessa de solliciter des secours en France et en Angleterre, par une lettre où il racontait ces désastres et qui fut portée par l'évêque de Béryte au concile de Lyon (1).

Il y eut à ce concile, avec le pape et les cardinaux, trois patriarches latins, savoir, ceux de Constantinople et d'Antioche, et celui d'Aquilée ou de Venise, environ cent quarante archevêques ou évêques d'Italie, de France, d'Espagne et d'Angleterre, avec les députés de plusieurs autres, et un grand nombre d'abbés ou d'autres prélats. Il s'en trouva peu d'Allemagne et aucun de la Hongrie, de la Grèce, ni des contrées du Nord, soit à cause des guerres qui désolaient ces pays, soit parce que l'empereur Frédéric ne laissait pas la liberté des chemins. Baudouin, empereur de Constantinople, y vint en personne avec Raymond, comte de Toulouse, et il s'y trouva des ambassadeurs de plusieurs autres princes, notamment des rois de France et d'Angleterre. L'empereur Frédéric

(1) Matth. Paris. — Matth. Westm. — Guill. Naug. — Joinville. — Alberic.

y députa plusieurs ministres chargés de ses pouvoirs, et dont le chef était Thadée de Suesse, juge de la cour impériale. Dans une congrégation préliminaire qui eut lieu le 26 juin, ce mandataire offrit au nom de l'empereur de rendre à l'Église romaine tout ce qu'il lui avait enlevé et de satisfaire pour tous les dommages dont elle avait à se plaindre, et en outre de ramener l'empire de Constantinople à l'obéissance du saint-siège, d'aller en personne à la Terre sainte, et de repousser les Coresmiens, les Tartares, les Sarrasins et autres ennemis de l'Église. Mais le pape répondit que la conduite passée de Frédéric ne permettait pas de compter sur ces magnifiques promesses, qu'elles n'étaient qu'un moyen d'amuser le concile, et que si l'empereur voulait la paix, il n'avait qu'à remplir, comme il l'avait juré, les conditions du traité précédent. Ensuite, comme Thadée offrait pour caution les rois de France et d'Angleterre, Nous n'en voulons point, reprit le pape, car si Frédéric venait à violer ses promesses, nous ne pourrions nous en prendre à eux sans compromettre l'Église avec trois ennemis qui surpassent en puissance tous les autres princes.

La première session solennelle du concile se tint le 28 juin 1245, et après les prières accoutumées le pape fit un sermon sur les maux qui affligeaient l'Église, savoir le dérèglement des prélats et des peuples, le schisme des Grecs, l'insolence des Sarrasins, les invasions des Tartares et la persécution de Frédéric. Il s'étendit principalement sur ce dernier point, rappelant toutes les attaques de ce prince contre le saint-siège, après quoi il l'accusa d'hérésie et de sacrilège, lui reprocha d'avoir contracté amitié avec le sultan d'Égypte et d'autres princes infidèles, d'avoir bâti dans ses états une ville peuplée de Sarrasins, et d'entretenir des concubines de la même nation, enfin d'avoir violé plusieurs fois les promesses qu'il avait faites, soit comme empereur, soit comme roi de Sicile et feudataire du saint-siège, et il fit

lire à ce sujet plusieurs pièces authentiques où Frédéric s'engageait à laisser aux églises de Sicile la liberté des élections avec l'exemption de toute redevance, et donnait ou confirmait à l'Église romaine la marche d'Ancône, le duché de Spolète et plusieurs autres terres, entre autres celles de la comtesse Mathilde. Thadée de Suesse s'efforça de répondre à ces griefs en produisant des bulles et des lettres du pape qui semblaient en opposition avec les pièces précédentes, ou qui contenaient des engagements demeurés aussi sans exécution ; mais la comparaison de ces pièces fit voir que les engagements du pape étaient conditionnels, au lieu que ceux de l'empereur étaient absolus, en sorte qu'il demeura convaincu d'avoir violé ses sermens. Quant à l'accusation d'hérésie, Thadée représenta qu'elle ne pouvait être discutée à moins que l'empereur ne fût présent pour manifester ses sentimens intérieurs. Mais je puis du moins, ajouta-t-il, donner un argument probable en sa faveur ; c'est qu'il ne souffre point d'usuriers dans ses états. Par là, Thadée rappelait malignement les plaintes qui s'élevaient à cet égard contre les officiers de la cour de Rome. Il justifia par des raisons politiques les relations de Frédéric avec les Sarrasins, et quant aux femmes de cette nation, dont les jeux servaient aux divertissemens de la cour, il soutint que ce prince n'avait eu aucun commerce avec elles, et que pour dissiper tout soupçon il les avait renvoyées. Enfin il demanda au concile un délai pour écrire à l'empereur et le presser de venir en personne ou de lui envoyer des pouvoirs plus étendus. Mais le pape répondit : S'il venait, je me retirerais aussitôt ; je sais ce qu'il m'en a coûté pour éviter ses pièges, et je ne veux m'exposer ni au martyre ni à la prison.

Dans la seconde session, qui fut tenue le 5 juillet, l'évêque de Calvi et plusieurs autres prélats, principalement ceux d'Espagne, relevèrent fortement les crimes de Frédéric, son immoralité scandaleuse, ses entreprises contre

l'Église, l'intention qu'il manifestait hautement de réduire le clergé à la pauvreté des premiers siècles, et exhortèrent le pape à procéder contre lui, promettant de l'assister de leurs personnes et de leurs biens. On insista particulièrement sur l'attentat commis envers les prélats qui se rendaient à Rome pour le concile convoqué par Grégoire IX. Les parens ou les amis de ceux qui avaient été noyés ou emprisonnés en cette circonstance élevèrent des plaintes multipliées ; et Thadée de Suesse, pour justifier l'empereur, répondit que ces prélats avaient été victimes de leur imprudence, ayant persisté, malgré les avis qu'ils avaient reçus, à se joindre aux ennemis déclarés de l'empire, tels que le comte de Provence et d'autres laïques qui venaient à main armée ; que par là même ils avaient montré suffisamment leurs mauvaises intentions ; mais que cependant l'empereur avait été vivement affligé de leur sort, et qu'il se serait empressé de les mettre en liberté sans l'insolence de quelques-uns qui dans leur prison avaient encore eu l'audace de le menacer et de l'excommunier. Le pape répliqua : Si quelques-uns lui semblaient indignes de grâce, devait-il punir de même les innocens ? Il n'a que trop mérité d'être déposé. Thadée pria instamment le concile de différer la troisième session pour attendre la réponse de l'empereur, et ses instances étant appuyées par les ambassadeurs de France et d'Angleterre, on consentit à un délai de douze jours. Mais Frédéric après s'être avancé jusqu'à Turin, apprenant la tournure que prenaient les délibérations du concile, déclara qu'il ne convenait point à un empereur de se soumettre au jugement d'une telle assemblée, surtout quand elle était composée de ses ennemis. La nouvelle de cette détermination détacha de son parti plusieurs des prélats qui jusque alors l'avaient favorisé. Il envoya cependant trois autres négociateurs, l'évêque de Frisingue, le grand-maître de l'ordre Teutonique et le célèbre Pierre des Vignes. Mais ils arrivèrent trop tard.



La troisième et dernière session du concile se tint le 17 juillet. Comme pendant la longue vacance du saint-siège les cardinaux s'étaient mis sous la protection de la sainte Vierge, et avaient fait vœu de s'employer tous à augmenter la solennité de son culte, le pape, avec l'approbation du concile, ordonna qu'à l'avenir la fête de la Nativité, célébrée depuis plus de deux siècles, serait suivie d'une octave. Il fit lire ensuite plusieurs réglemens de discipline, dont plusieurs concernent les formalités judiciaires et ont pour objet de déterminer la compétence des juges ordinaires ou délégués, et de remédier aux chicanes, à la multiplicité et à la longueur des procès par des réglemens sur les citations, sur la contumace, sur la possession, sur l'aveu des parties, sur les appels, sur les récusations, sur les privilèges, sur la forme et la signification des jugemens et sur d'autres points analogues. Tous ces réglemens ont été insérés dans le Sexte des décrétales. On peut y remarquer une constitution portant que les évêques et autres prélats sont exceptés de l'interdit et de la suspense, quand il n'est pas fait d'eux une mention expresse. L'excommunication mineure encourue pour la conversation et les autres relations civiles avec les excommuniés, se trouve formellement distinguée de l'excommunication majeure, et le règlement qui marque cette distinction fait voir qu'elle était depuis longtemps établie. Un autre décret porte que quiconque serait connu pour avoir procuré la mort d'autrui par des assassins, ou seulement pour en avoir donné l'ordre, ou bien encore pour leur avoir donné retraite et protection, serait par le fait et de plein droit excommunié, avec déposition de toute dignité et de tout bénéfice, et mis au ban de toutes les puissances chrétiennes. Enfin il y a un règlement pour obliger les prélats et les autres administrateurs des biens ecclésiastiques à éteindre les dettes dont ces biens étaient grevés et les empêcher d'en contracter de nouvelles.

Des mesures furent prises en même temps pour le secours de la Terre sainte et de l'empire de Constantinople. Le pape recommanda aux prélats d'exhorter les peuples, soit dans leurs sermons, soit dans l'administration de la pénitence, à laisser par leurs testamens quelque somme pour cet objet, et de veiller avec soin au recouvrement de ces dons. Il accorda les indulgences et les privilèges ordinaires à ceux qui contribueraient soit en personne, soit par des aumônes, à l'une ou à l'autre de ces deux croisades. De plus il ordonna par un décret, avec l'approbation du concile, que la moitié des revenus de tous les bénéfices où les titulaires ne résidaient pas au moins la moitié de l'année, serait appliquée pendant trois ans au secours de l'empire de Constantinople ; on fit une exception en faveur des bénéficiers dispensés de la résidence pour des causes légitimes, mais ceux dont le revenu excédait cent marcs d'argent étaient obligés toutefois d'en donner le tiers, et le décret prononçait l'excommunication contre tout bénéficié qui userait de fraude pour se faire décharger. Le pape s'obligea lui-même avec les cardinaux à la contribution d'un dixième et autant pour la Terre sainte. Il promit aussi de contribuer largement et de faire contribuer tous les pays chrétiens aux dépenses nécessaires pour arrêter les progrès des Tartares, et il ordonna en conséquence de l'informer exactement de leurs marches et de garantir autant que possible par des forts, des murailles, des fossés et d'autres travaux de défense, les lieux exposés à leurs incursions.

Quant à la Terre sainte, le concile ordonna que tous les clercs, prélats ou autres bénéficiers, contribueraient pendant trois ans, du vingtième de leurs revenus, pour les frais de la croisade, excepté ceux qui prendraient eux-mêmes la croix pour donner des secours spirituels à l'armée chrétienne. Du reste, on renouvela les réglemens adoptés pour les croisades précédentes, relative-

ment aux privilèges et aux immunités des croisés. On les déchargea notamment des tailles, des impôts, des usures, et on ordonna que les juifs seraient contraints de leur en faire la remise par la puissance séculière. On confirma l'anathème porté par les canons contre les pirates et leurs fauteurs, et contre ceux qui fourniraient des navires aux Sarrasins ou qui leur vendraient des armes ou des munitions, ou leur donneraient des secours contre les chrétiens. On obligea tous les princes à une trêve générale de quatre ans, sous peine d'excommunication et d'interdit, avec menace d'employer le secours de la puissance séculière contre ceux qui mépriseraient les censures et persisteraient à troubler la paix. On défendit les tournois pendant trois ans sous les mêmes peines. Enfin le pape ordonna que les croisés se tiendraient prêts pour se rendre aux lieux convenables dans le temps qui leur serait marqué de sa part.

Après la lecture de ces décrets, le pape déclara qu'il avait fait faire des copies de tous les privilèges accordés à l'Église romaine par les empereurs et les autres souverains, et qu'il y avait fait mettre les sceaux de tous les prélats présens au concile, afin qu'elles eussent la même autorité que les originaux. A cette occasion, les envoyés d'Angleterre réclamèrent contre les concessions faites au saint-siège par le roi Jean, et prétendirent qu'elles étaient nulles, comme ayant été faites sans le consentement des seigneurs. Ils se plaignirent aussi des subsides fréquens levés dans le royaume, et de la collation des bénéfices en faveur des Italiens, qui par ce moyen enlevaient chaque année à l'Angleterre des sommes énormes. Mais le pape se contenta de répondre que ces réclamations demandaient un mûr examen. Thadée de Suesse éleva de son côté au nom de l'empire quelques réclamations ; puis voyant que le pape se disposait à procéder contre Frédéric, il déclara qu'il en appelait à un concile plus général. Le pape répondit que ce concile

était aussi général qu'on pouvait le désirer, puisqu'il réunissait des patriarches, des évêques et des princes ou des ambassadeurs de divers pays, que tous les autres y avaient été convoqués, et que si plusieurs n'avaient pu s'y rendre, la cause en était dans les obstacles suscités par Frédéric, de sorte qu'il ne pouvait tirer avantage de sa mauvaise volonté pour faire différer sa condamnation. Il exposa ensuite les ménagemens dont il avait usé envers Frédéric, et ajoutant qu'il ne pouvait sans trahir ses devoirs tolérer plus longtemps les crimes de ce prince, il prononça contre lui la déposition, et fit lire la sentence avec l'appareil usité dans ces circonstances solennelles.

Le pape y rapportait d'abord les démarches qu'il avait faites pour traiter de la paix, et les promesses jurées l'année précédente au nom de Frédéric; puis il exposait les crimes de ce prince et les réduisait à quatre chefs principaux, savoir : le parjure, le sacrilège, l'hérésie et la félonie. Il prouvait le parjure par la violation des traités confirmés par serment; le sacrilège, par l'arrestation et l'emprisonnement des cardinaux et des évêques qui se rendaient à Rome sur les galères génoises; l'hérésie, par le mépris des censures, par ses liaisons avec les Sarrasins, par son alliance avec l'empereur schismatique Jean Vatace et par d'autres conjectures propres à fonder un soupçon légitime; enfin la félonie, par l'oppression tyrannique du royaume de Sicile, par la guerre qu'il faisait à l'Église romaine dont il était feudataire, et par la cessation du paiement du tribut pendant neuf ans. Le pape ajoutait à ces quatre chefs d'accusation les obstacles mis à la liberté des élections, en sorte qu'un grand nombre de sièges restaient vacans; la violation des privilèges du clergé, forcé de comparaître devant les tribunaux laïques et de se soumettre à la loi du combat judiciaire, et le crime de lèse-majesté pour les lettres diffamatoires publiées contre Grégoire IX. « Par ces motifs, poursuivait-il, et pour d'autres excès, après en avoir

soigneusement délibéré avec nos frères et avec le saint concile, en notre qualité de vicaire de Jésus-Christ sur la terre, et en vertu du pouvoir de lier et de délier qui nous a été donné en la personne de saint Pierre, nous déclarons le susdit prince déchu de tout honneur et de toute dignité, et l'en privons par cette sentence, absolvant pour toujours de leur serment ceux qui lui ont juré fidélité, défendant rigoureusement à toute personne de le tenir désormais pour empereur ou roi et de lui obéir à ce titre, et déclarant excommunié par le seul fait quiconque lui donnerait conseil ou aide en cette qualité. Les électeurs pourront dès ce moment lui donner un successeur pour l'empire, et quant au royaume de Sicile, nous y pourvoirons avec le conseil de nos frères, comme nous le jugerons à propos.» Pendant la lecture de cette sentence le pape et les évêques tenaient des cierges allumés. Les députés de l'empereur se frappaient la poitrine, gémissant amèrement, et aussitôt après ils sortirent consternés. Tous les prélats répétèrent l'anathème contre Frédéric; ensuite on chanta le *Te Deum*, et le concile se sépara (1).

On a vivement disputé sur la question de savoir si la déposition de Frédéric devait être considérée comme l'œuvre de cette assemblée, ou comme un acte particulier du pape, qui dans la sentence rendue en son nom ne fait pas mention de l'approbation du concile. Mais cette controverse nous paraît sans fondement comme sans importance; car d'une part l'approbation du concile est assez évidente sans qu'il soit nécessaire de la mentionner en termes exprès, puisque la sentence est portée comme une suite des délibérations tenues en concile, et qu'il ne réclame pas; et d'autre part nous ne voyons pas qu'on en puisse tirer aucune conséquence relativement au droit qu'on voudrait attribuer à l'Église et au pape

(1) Matth. Paris. — Albert. Stad. *Chron.*

sur le temporel des rois. Le pouvoir que le pape exerçait alors avait eu son origine dans une sorte de droit public dont nous avons précédemment montré les fondemens, et il était en outre sanctionné par l'assentiment général des peuples chrétiens. On était d'ailleurs persuadé que l'empire relevait du saint-siège; que les électeurs tenaient leur pouvoir du pape, qui, dans l'origine, avait nommé lui-même l'empereur d'Occident; que leur choix était par conséquent subordonné à l'approbation pontificale; et que le pape ayant le droit de confirmer et de couronner l'empereur, il pouvait aussi le déposer quand celui-ci violait le serment fait à son couronnement de protéger l'Église romaine et de respecter ses droits. Enfin les papes étaient en possession d'exercer ce pouvoir depuis près de deux siècles; et la prescription, à défaut même d'autre titre, aurait pu paraître suffisante pour le rendre légitime. Le concile pouvait donc croire que le pape exerçait un droit, et s'associer en quelque sorte à cet acte par son approbation tacite, sans qu'on ait lieu d'en rien conclure en faveur d'une opinion qui prétendrait mettre d'une manière absolue, et en vertu de l'institution divine, l'autorité des princes et leurs droits temporels sous la dépendance de l'autorité pontificale.

Frédéric ayant appris à Turin la nouvelle de sa déposition, fut transporté de la plus violente colère. Il se fit apporter ses cassettes, et prenant une couronne, il la mit sur sa tête et dit avec un accent de fureur : Je n'ai pas encore perdu ma couronne, et le pape ni son concile ne m'en dépouilleront pas sans qu'il y ait bien du sang répandu. J'étais contraint de lui obéir ou au moins de le ménager; maintenant je ne lui dois plus rien. Il prit aussitôt quelques mesures pour régler les affaires de l'empire; après quoi il envoya son fils Conrad en Allemagne et passa lui-même dans la Pouille. Comme il sentait l'importance de mettre les princes dans ses intérêts, il s'empressa de leur adresser deux lettres où il leur re-



présentait vivement que sa cause devenait celle de tous les souverains, et qu'ils devaient tous, pour leur propre sûreté et celle de leurs successeurs, le soutenir par tous les moyens dans sa résistance aux entreprises du clergé. La première de ces lettres contenait de violentes déclamations contre les désordres et l'ambition de la cour de Rome, et Frédéric y déclarait expressément que son intention avait toujours été de réduire le clergé et principalement les prélats à l'état de la primitive Église, et de les contraindre à imiter la vie humble de Jésus-Christ et des apôtres. « L'excès de leurs richesses, ajoutait-il, étouffe en eux toute religion; c'est une œuvre de zèle et de charité que d'ôter cet aliment à leurs vices, et vous devez tous y travailler avec moi. » Dans sa seconde lettre il s'attachait surtout à montrer les nullités de la sentence pontificale, soit à raison de plusieurs vices dans les procédures, soit à cause de son injustice manifeste quant au fond, ce qu'il laissait à expliquer plus en détail par ses envoyés, soit surtout pour cause d'incompétence; « car, dit-il, aucune loi divine ou humaine ne lui donne le droit de transférer l'empire à son gré, de juger les rois et les princes pour le temporel, et de les punir par la privation de leurs états. Il est vrai que par le droit et l'usage il lui appartient de nous sacrer; mais il ne lui appartient pas plus pour cela de nous déposer, qu'aux prélats des autres royaumes d'en destituer les souverains dont ils font le sacre. » Du reste, Frédéric ajoutait que pour les peines spirituelles, c'est-à-dire quant aux pénitences pour ses péchés, il se reconnaissait soumis non-seulement au pouvoir du pape, chef de l'Église, mais encore à celui du simple prêtre.

Peu de temps après il envoya Pierre des Vignes et un autre député vers saint Louis, avec une troisième lettre, où il insistait de nouveau sur les suites pernicieuses des prétentions du pape relativement aux droits temporels des souverains, et déclarait s'en rapporter entièrement

pour ses différends avec le saint-siège au jugement du roi assisté de ses barons. Il le pria en même temps, s'il ne voulait pas accepter cet arbitrage et employer sa médiation, de ne pas du moins prendre parti contre lui. Saint Louis, en conséquence de ces sollicitations, se rendit à Cluni au mois de novembre, et une seconde fois après Pâques de l'année suivante, pour conférer avec le pape et négocier la réconciliation de Frédéric, qui offrait de passer le reste de ses jours à la Terre sainte, pourvu qu'il fût absous de toute censure et son fils couronné empereur à sa place. Mais le pape se montra inflexible, opposant à toutes les instances l'intérêt de l'Église, les excès toujours croissans de Frédéric, son refus opiniâtre de comparaître devant le concile, à quoi il ajouta qu'on ne pouvait avoir aucune confiance aux promesses d'un prince qui avait violé tant de fois sa parole. Cependant Frédéric voulant se purger du soupçon d'hérésie, se fit examiner par deux évêques assistés de quelques abbés et autres docteurs qui l'interrogèrent, et devant lesquels il fit une profession de foi qu'il confirma par serment; puis en ayant fait dresser un acte authentique, il envoya auprès du pape les examinateurs munis de sa procuration pour renouveler ce serment en son nom. Mais le souverain pontife répondit qu'il ne pouvait tenir aucun compte de cet examen, comme n'étant fait ni devant les personnes ni sur les matières convenables, et il publia ses motifs par une bulle datée de Lyon le 26 mai 1246. Quelque temps auparavant Frédéric avait découvert une conspiration contre sa vie, et ce fut l'objet d'une nouvelle lettre adressée aux rois et aux princes, où il alléguait les déclarations des conjurés arrêtés et quelques autres circonstances pour rejeter sur la cour de Rome tout l'odieux de ce complot (1).

(1) Matth. Paris. — Alb. Stadens. — Monach. Paduan. *Chron.*  
— Petr. de Vin. *Epist.*

Pendant que Frédéric cherchait ainsi tous les moyens de se soutenir, le pape Innocent de son côté poursuivait avec ardeur l'exécution de sa sentence. Il chargea les frères prêcheurs de la publier partout dans leurs prédications, et employa aussi pour gagner l'esprit des peuples le zèle et l'influence des frères mineurs et des moines de Cîteaux. Comme on l'accusait d'avoir agi avec trop de précipitation, il écrivit au chapitre général de Cîteaux de ne pas se laisser ébranler par ces discours téméraires, attendu que jamais cause n'avait été examinée avec tant de soin, ni par des personnes plus habiles et plus vertueuses. Il adressa des lettres pressantes aux électeurs d'Allemagne pour les engager à élire un autre empereur, et leur proposa Henri, landgrave de Thuringe, promettant de les appuyer de tout son pouvoir et de leur fournir d'abord quinze mille marcs d'argent. Il envoya en même temps comme légat l'évêque de Ferrare, avec pouvoir de contraindre par des censures et même par des peines temporelles les seigneurs laïques à reconnaître le roi qui serait élu. Ensuite il écrivit aux frères prêcheurs et aux frères mineurs de se déclarer, aussitôt après l'élection, pour le nouveau roi, et d'attirer les peuples à son obéissance par des exhortations publiques et particulières et par des promesses d'indulgences. La plupart des électeurs laïques, notamment le roi de Bohême et les ducs de Bavière, de Saxe, d'Autriche et de Brabant, refusèrent de procéder à une élection, et le landgrave lui-même hésitait à y consentir; mais enfin il fut élu le 17 mai 1246 par les archevêques de Mayence et de Cologne et par quelques seigneurs laïques; après quoi l'archevêque de Mayence prêcha la croisade contre les infidèles, entre lesquels on comptait Frédéric, et tous les seigneurs présents à cette assemblée prirent la croix. Les évêques embrassèrent presque tous le parti du nouveau roi, ce qui le fit nommer le roi des prêtres. Toutefois l'archevêque de Magdebourg et les évêques de Passau et

de Frisingue demeurèrent attachés à Frédéric. Vers le même temps, le pape envoya deux cardinaux en qualité de légats dans le royaume de Sicile, avec une lettre adressée au clergé et aux fidèles, où il déclarait avoir déposé Frédéric avec l'approbation du concile de Lyon, et leur enjoignait d'abandonner ce prince et de revenir à l'obéissance de l'Église romaine. Il écrivit même au sultan d'Égypte pour l'engager à renoncer à l'alliance de Frédéric ; mais il n'en reçut qu'une réponse hautaine, où le sultan finissait par dire qu'il se déterminerait sur le rapport de son ambassadeur à la cour d'Allemagne.

- Le roi Henri obtint d'abord quelques succès. Comme il avait indiqué une diète à Francfort pour le mois de juillet, Conrad, fils de Frédéric, s'étant approché avec des troupes pour s'y opposer, fut complètement défait et plusieurs nobles de son parti faits prisonniers. Henri le poursuivit en Bavière et mit le siège devant plusieurs villes. Mais il perdit une seconde bataille et mourut de ses blessures, ou selon quelques-uns de chagrin, pendant le Carême de l'an 1247. Alors le pape envoya un nouveau légat en Allemagne, et d'autres en Italie, en Espagne et dans les royaumes du Nord, pour exciter les peuples contre Frédéric et lever des subsides pour les frais de cette guerre. Quelque temps après il écrivit au cardinal Pierre Capocce, légat d'Allemagne, de faire publier des censures contre tous ceux qui auraient abandonné le parti de l'Église pour retourner au service de Frédéric ou de Conrad, et de les déclarer incapables de rendre témoignage en justice et exclus du droit d'asile dans les églises. On trouve aussi une lettre du pape adressée la même année à tous les évêques d'Allemagne pour leur recommander de s'opposer aux injustes poursuites contre les juifs, qui s'étaient plaints que, pour avoir un prétexte de piller leurs biens, on les accusait de tuer un enfant à Pâque pour en manger le cœur, et que si l'on trouvait le corps d'un homme mort, on les ac-

cusait de l'avoir assassiné, et on les condamnait sans preuve et même sans forme de procès. On découvrit vers le même temps à Lyon plusieurs conjurations contre la vie du pape, et deux Italiens qu'on arrêta pour ce sujet déclarèrent qu'environ quarante autres chevaliers avaient aussi formé le complot de l'assassiner, en sorte que le pape se tint dès lors renfermé dans sa chambre, sans oser sortir de son palais, où il se faisait garder jour et nuit par cinquante hommes armés.

Sur ces entrefaites, Frédéric, maître de l'Italie, se mit en marche pour venir à Lyon, sous prétexte de plaider sa cause en présence du pape, et s'avança à la tête de ses troupes jusqu'à Turin. Saint Louis offrit alors au pape de venir à son secours avec les trois princes ses frères et une puissante armée. Mais une révolte qui éclata dans la ville de Parme força Frédéric de revenir sur ses pas. Il mit le siège devant cette ville et y passa l'hiver, se tenant si assuré de la réduire qu'il refusa de la recevoir à discrétion. Toutefois, le 18 février 1248, les assiégés firent une sortie si vigoureuse, qu'ils s'emparèrent de son camp et de ses bagages, et le contraignirent ainsi à se retirer. Thadée de Suesse, à qui il avait laissé la garde de ses bagages et de son trésor, fut mis en pièces par les Parmesans. Depuis plusieurs mois Frédéric tenait en prison l'évêque d'Arezzo, que le pape avait mis à la tête des troupes de l'Église dans la Marche d'Ancône. Ce prélat, vivement pressé de jurer fidélité à l'empereur, et refusant d'y consentir, fut enfin condamné par ce prince à être pendu, et la sentence fut exécutée par des Sarrasins, qui laissèrent plusieurs jours son corps attaché au gibet.

Cependant le cardinal Capocce avait réuni près de Cologne, au mois d'octobre 1247, les évêques et les seigneurs opposés à Frédéric, et cette assemblée avait élu roi des Romains Guillaume, frère du comte de Hollande. Mais les troupes de Conrad lui fermèrent l'entrée d'Aix-la-Chapelle, où devait se faire le couronnement, de sorte

qu'il fut obligé d'en former le siège. Il parvint enfin à s'en rendre maître, et fut couronné au mois de novembre 1248 par l'archevêque de Cologne. Dans l'intervalle, comme Frédéric avait publié une ordonnance prononçant la peine de bannissement avec privation des bénéfices et même des biens patrimoniaux, contre tout ecclésiastique ou religieux qui aurait observé l'interdit et refusé d'administrer les sacremens, le pape fit prêcher de nouveau la croisade contre lui en Allemagne et en Italie, et permit même au légat Pierre Capocche de dispenser du vœu pour la Terre sainte les Frisons qui serviraient dans l'armée du roi Guillaume. Cette mesure produisit de grands mouvemens en Allemagne. Les troupes du nouveau roi se recrutèrent d'un grand nombre de croisés ; mais d'autre part les peuples se soulevèrent en plusieurs endroits contre leurs évêques, et le mépris des censures fut porté jusqu'à l'hérésie ; car on soutenait que nulle autorité ne pouvait interdire l'office divin ni l'administration des sacremens, que le pape et les évêques étant hérétiques et simoniaques, avaient perdu tout pouvoir de lier et de délier, et que leurs indulgences étaient sans effet. Cette doctrine fut même prêchée publiquement dans la ville de Halle en Souabe. Une partie des seigneurs de Bohême se révoltèrent contre leur roi, qui avait embrassé le parti du pape, et engagèrent même dans leur révolte Primislas, fils aîné du roi. Enfin le peuple de Ratisbonne, après s'être soulevé contre son évêque, à l'occasion des censures qu'il avait publiées, commit plusieurs violences contre un prêtre qui voulait s'y soumettre, et alla jusqu'à faire une ordonnance portant défense à toute personne de paraître en costume de croisé, sous peine de la vie. Le pape ordonna contre ces excès diverses peines, entre lesquelles on remarque la défense de contracter avec les rebelles et de leur répondre en justice touchant les dettes ou les dépôts qu'ils pourraient demander, avec absolution des sermens faits à ce sujet.



La puissance de Frédéric se maintenait toujours en Italie; mais il essuya les deux années suivantes plusieurs échecs qui le déterminèrent à faire auprès du pape de nouvelles tentatives pour obtenir la paix. Cette démarche n'ayant eu aucun succès, il passa dans la Pouille, où il fit venir d'Afrique pour recruter son armée dix-sept compagnies de Sarrasins, et chargea le peuple d'une imposition extraordinaire, avec ordre de la payer avant la fin de l'année, sous peine des galères. Il mourut au milieu de ces embarras, le 13 décembre 1250, après avoir reçu l'absolution de l'archevêque de Palerme, et ordonné par son testament de réparer les torts qu'il pourrait avoir faits aux églises, et d'employer cent mille onces d'or pour le recouvrement de la Terre sainte. On soupçonna Mainfroi, un de ses fils naturels, de l'avoir empoisonné ou étouffé pour s'emparer de ses trésors et du royaume de Sicile. Conrad fut reconnu pour roi par les princes de son parti, et conserva une partie de l'Allemagne et de l'Italie jusqu'à sa mort, arrivée quatre ans plus tard. Telles furent les suites de la déposition de Frédéric (1).

Depuis longtemps le pape avait reçu des plaintes contre Sanche II, roi de Portugal, accusé de violer les privilèges de l'Église et les droits des seigneurs, d'employer des violences odieuses contre les laboureurs et les marchands pour en tirer de l'argent; de laisser dépérir les terres et les châteaux de son domaine, et d'abandonner le gouvernement du royaume à des hommes de basse naissance qui trafiquaient des dignités et des grâces, et qui laissaient commettre impunément toutes sortes de crimes. Une sentence d'excommunication et d'interdit avait été prononcée pour ce sujet par le pape Grégoire IX, et en conséquence le roi avait promis so-

(1) Matth. Paris. — Alb. Stad. — Mart. Polon. — Malesp. — Monach. Paduan. — Guill. Pod. Laur.

lennellement de remédier à ces abus et de réparer tous les dommages. Mais il ne tint pas sa promesse, en sorte que les prélats et les seigneurs adressèrent de nouveau leurs plaintes au pape Innocent. Comme ce royaume était un fief tributaire du saint-siège, le pape, après des avertissemens inutiles, nomma régent Alphonse, frère du roi, et fit expédier une bulle en date du 24 juillet 1245 par laquelle il ordonnait à tous les Portugais de recevoir ce régent et de lui obéir, sous peine d'y être contraint par les censures ecclésiastiques. Sanche, après quelque résistance, fut vaincu et obligé de se retirer en Castille, où il mourut en 1248 sans postérité. Alphonse fut alors proclamé roi, et donna lieu lui-même dans la suite à des plaintes nombreuses par son despotisme et par ses entreprises sur la juridiction ecclésiastique.

Jacques, roi d'Aragon, avait fait couper la langue à Bérenger, évêque de Girone, qu'il soupçonnait d'avoir révélé sa confession. Le pape Innocent l'ayant appris, excommunia ce prince et mit son royaume en interdit. Ensuite, comme le roi demandait l'absolution de ces censures, il lui répondit : Vous ne deviez pas croire un crime aussi difficile à prouver, et quand même cet évêque vous aurait offensé, il ne vous était pas permis d'en tirer vengeance, mais vous deviez en demander justice à celui qui est son maître et son juge. Le roi, reconnaissant sa faute, en fit une confession publique dans un concile tenu à Lérida en 1246, et promit d'exécuter pour pénitence plusieurs fondations pieuses, après quoi deux légats envoyés à ce sujet lui donnèrent l'absolution.

Ferdinand, roi de Castille, poursuivait ses conquêtes sur les Maures. Il força la même année 1246 le roi de Grenade à lui prêter serment d'obéissance et à lui remettre la ville de Jaen, que l'armée chrétienne tenait assiégée. Deux ans plus tard, après un siège de seize mois, il se rendit maître de Séville, capitale de l'Andalousie. Les habitans, forcés de se rendre, ayant obtenu la vie

saue avec la permission de se retirer ailleurs, sortirent au nombre d'environ trois cent mille et se dispersèrent dans les autres lieux encore occupés par les Sarrasins. Ferdinand s'empessa de rétablir, par l'autorité du pape, l'évêché de Jaen et le siège métropolitain de Séville, avec des dotations considérables. Ce prince mourut après un règne de trente-cinq ans, le 30 mai 1252, et ses vertus l'ont fait canoniser dans le dix-septième siècle par le pape Clément X. Il eut pour successeur son fils Alphonse X, que son goût pour les sciences, particulièrement pour l'astronomie, fit surnommer le Sage.

Les envoyés du roi d'Angleterre poursuivirent, après le concile de Lyon, leurs réclamations auprès du pape, et obtinrent que les provisions des bénéfices en faveur des Italiens n'auraient lieu à l'avenir qu'avec l'agrément du roi. Mais avant de connaître ce résultat, le roi avait convoqué à Londres au mois de mars 1246 une assemblée des prélats et des seigneurs, où l'on résolut d'envoyer au pape une nouvelle ambassade avec des lettres dans lesquelles on représentait vivement l'indignation des Anglais, jusqu'à faire entendre qu'un refus pourrait occasionner un soulèvement contre l'Église romaine. En même temps le roi défendit la levée de tout subside jusqu'au retour des ambassadeurs, et empêcha aussi l'exécution d'un décret que le pape fit alors publier en Angleterre, et portant que la succession des clercs décédés sans testament appartiendrait au saint-siège. Le pape fit ensuite demander aux prélats d'Angleterre un subside considérable sur les revenus de tous les bénéfices. Mais l'évêque de Londres, chargé de l'exécution de cet ordre, ayant réuni les prélats pour ce sujet, rencontra dans l'assemblée une opposition unanime, et le roi fit défendre de consentir à cette contribution (1). Ces fréquens sub-

(1) Le roi d'Angleterre prétendit, vers cette époque, avoir reçu de Jérusalem une portion du sang de Jésus-Christ dans un vase de cristal

sides et la provision des bénéfices en faveur des étrangers devinrent surtout l'objet d'une vive résistance et de plaintes amères de la part de Robert Grossetête, évêque de Lincoln, qui jouissait d'une grande réputation de science et de vertu. Il avait étudié à Oxford, puis à Paris, où il fut reçu docteur, et étant revenu en Angleterre, il fut appelé en 1235 au siège de Lincoln, qu'il occupa environ dix-huit ans. Il était attaché à ses devoirs et zélé pour la pureté des mœurs et de la discipline. Mais il n'avait aucune modération dans ses discours. On a de lui un commentaire sur la Théologie mystique de saint Denis l'Aréopagite, quelques autres écrits sur divers sujets, et plusieurs lettres où l'on trouve des invectives inexcusables contre la cour de Rome et en particulier contre le pape Innocent.

Dans le même temps, saint Richard, évêque de Chichester, illustrait l'Église d'Angleterre par des vertus plus accomplies. Ayant étudié les arts à Paris et le droit canonique à Bologne, il devint chancelier de l'université d'Oxford, puis de l'église de Cantorbéry, et suivit l'archevêque saint Edmond dans sa retraite à Pontigny. Son mérite le fit élire en 1244 pour le siège de Chichester ; mais le roi refusa de consentir à cette élection et fit saisir tous les biens de l'évêché. Il ne les rendit qu'environ trois ans après, par la crainte des censures dont le pape le menaçait, en sorte que le saint prélat n'avait pour subsister que les dons des fidèles. Il ne laissait pas de faire ses visites et de remplir toutes ses fonctions pastorales avec un zèle infatigable. Ayant été chargé par le

très-ancien, qui lui fut envoyé par les maîtres du Temple et de l'Hôpital, avec attestation du patriarche, des évêques et des seigneurs du pays. On disait que ce sang avait été recueilli par Joseph d'Arimathie, lorsqu'il détacha le corps de la croix. Le roi convoqua une assemblée de tous les seigneurs de son royaume pour la réception solennelle de cette relique, dont plusieurs toutefois suspectèrent avec raison l'authenticité.

pape de prêcher la croisade pour la Terre sainte, il mourut dans le cours de cette mission, le 3 avril 1253, âgé d'environ cinquante-six ans. Les miracles opérés à son tombeau le firent canoniser neuf ans après par le pape Urbain IV (1).

Dès l'année 1245 le pape Innocent avait envoyé plusieurs missionnaires franciscains chez les Tartares, pour essayer de les convertir et d'arrêter leurs ravages. Ces religieux, ayant à leur tête Jean de Plan-Carpin, provincial d'Allemagne, prirent leur route par la Russie, où ils furent très-bien reçus par le duc Vasilico, qui leur donna une escorte. Ils arrivèrent au commencement de février 1246 sur les terres des Tartares, et quelques jours plus tard près d'un corps d'armée qui gardait la frontière sur le Dniéper. Ayant exposé l'objet de leur mission, ils furent conduits auprès du chef, dont ils obtinrent une audience. Ils furent reçus en présence de ses principaux officiers et obligés de lui parler à genoux. Ce général les fit conduire ensuite auprès d'un autre chef nommé Batou, campé sur les bords du Volga, et le plus puissant des princes tartares après l'empereur. Ils en eurent audience avec les mêmes cérémonies, et lui remirent les lettres du pape traduites en tartare. Après en avoir pris lecture, Batou fit dire aux missionnaires qu'on les conduirait vers l'empereur. C'était Caïouk-khan, qui avait succédé depuis un an à son père Octaï, fils de Genghis-khan. Mais il n'était pas encore couronné, et sa mère avait été chargée de la régence. Elle était assez favorable aux chrétiens, et ses dispositions bienveillantes étaient d'ailleurs entretenues par ses deux principaux ministres, dont l'un, nommé Cadac, était baptisé. Il y avait en outre à la cour de Caïouk plusieurs autres chrétiens, et même des ecclésiastiques qu'il entretenait à ses dépens et qui faisaient l'office dans une chapelle voisine de sa tente; ce qui fai-

(1) Matth. Paris. — Vit. S. Rich.



sait espérer qu'il embrasserait lui-même le christianisme. Les missionnaires arrivèrent à sa cour après bien des fatigues, vers la fin de juillet, et y restèrent plusieurs mois. Ils furent admis à la cérémonie du couronnement; mais on eut l'attention de les faire sortir au moment où l'empereur, agitant un étendard, faisait serment de poursuivre les conquêtes des Tartares vers l'Occident, et de ravager les pays qui refuseraient de se soumettre. Quelque temps après on leur remit des lettres de l'empereur pour le pape, écrites en arabe, puis ayant reçu leur congé, ils partirent le 13 novembre 1246, et n'arrivèrent à Kiovie qu'au mois de juin de l'année suivante.

— Là ils eurent la joie de trouver le duc Vasilico et son frère Daniel disposés à reconnaître l'autorité du pape et de l'Église romaine. En effet, quelque temps auparavant le duc Daniel s'était adressé au légat du pape en Pologne pour demander le titre de roi avec promesse de se soumettre au saint-siège, et l'ayant obtenu, il avait envoyé une ambassade pour demander au pape d'être réuni à l'Église avec son peuple; car les Russes étaient engagés dans le schisme des Grecs. Le pape permit aux prêtres russes de consacrer avec du pain levé et de garder leurs autres rites qui n'étaient point contraires à la foi catholique. Mais cette conversion intéressée ne dura pas longtemps, et dix ans plus tard le pape Alexandre IV fit des reproches à Daniel sur la violation de ses promesses, et donna ordre aux évêques d'Olmütz et de Breslau d'employer contre lui les censures ecclésiastiques et le secours des puissances temporelles.

Comme il était à craindre que les frères mineurs envoyés chez les Tartares ne fussent arrêtés en chemin par différens obstacles, le pape Innocent fit partir quelque temps après, par une autre route, une députation de frères prêcheurs avec des lettres pour le sultan d'Égypte, par lesquelles il exhortait ce prince à se faire chrétien et le priait de faciliter le passage de ces religieux. Ils



arrivèrent au mois de mai 1247 à une armée de Tartares, commandée en Perse par un prince nommé Boiothnoï, qui était un des principaux lieutenans de l'empereur. Ce général les reçut fort mal, et ordonna même de les faire mourir. Toutefois, sur les représentations d'une de ses femmes, il révoqua cet ordre, par la crainte de soulever contre lui toutes les nations chrétiennes. Il voulut ensuite faire conduire les missionnaires près de l'empereur ; mais ils répondirent que leurs lettres n'étaient pas adressées à l'empereur, et qu'ils étaient envoyés seulement à la première armée qu'ils rencontreraient. Enfin Boiothnoï ayant fait traduire les lettres du pape, renvoya les missionnaires avec des ambassadeurs chargés d'une réponse insolente où il déclarait que la soumission au khan des Tartares pouvait seule amener la fin des ravages dont le pape se plaignait. On a conservé la relation de ces deux ambassades.

Le pape avait aussi envoyé des frères mineurs en Orient, pour travailler à la conversion des schismatiques grecs, des Arméniens et des autres populations chrétiennes engagées dans l'hérésie, et l'an 1247 il donna pour cet objet à frère Laurent, son pénitencier, le titre de légat dans la Grèce, l'Asie-Mineure, l'Arménie, l'Égypte et les autres contrées orientales. Cette mission ne fut pas sans résultat. Le patriarche des jacobites, celui des Arméniens, l'archevêque de Nisibe et d'autres évêques nestoriens, adressèrent au pape des professions de foi entièrement catholiques, avec des lettres contenant des témoignages de leur soumission au saint-siège. Mais on peut croire que le motif de ces démarches était le désir d'obtenir des secours contre les Tartares et les musulmans, ou de se mettre à l'abri des vexations dont ils se plaignaient de la part des Latins. On a déjà vu plusieurs démarches semblables qui furent oubliées aussitôt qu'ils crurent n'avoir plus besoin de secours ou qu'ils eurent perdu l'espérance d'en obtenir. Deux ans plus

tard, le pape, instruit par le légat Laurent des dispositions de l'empereur Vatace et du patriarche Manuel, députa vers eux Jean de Parme, général des frères mineurs, pour travailler à la réunion de l'Église grecque. L'empereur et le patriarche promirent de reconnaître l'autorité du pape à condition qu'il n'enverrait point de secours aux Latins de Constantinople. Ils envoyèrent même à ce sujet des ambassadeurs au pape; mais divers obstacles vinrent rompre cette négociation. Il y avait un grand nombre de chrétiens sur les côtes d'Afrique, et le pape avait prié le roi de Maroc, qui était fort bien disposé pour eux, de leur accorder des places de sûreté contre leurs ennemis. Ayant appris ensuite que ce prince n'avait point eu égard à sa demande, il fit de nouvelles instances, avec menace de rappeler tous les chrétiens qui étaient à son service ou dans ses états, et de défendre aux autres d'y passer (1).

Le christianisme faisait continuellement des progrès dans la Prusse par les conquêtes des chevaliers teutoniques; en conséquence, Guillaume de Modène, légat du pape, divisa le pays en quatre évêchés, dont il fixa la circonscription, et en même temps il assigna aux évêques le droit de seigneurie sur le tiers des terres et les deux autres tiers aux chevaliers. Les sièges de ces évêchés furent établis à Culm, à Marienverd, à Brunsberg, et un quatrième, plus aunord, comprenait les pays maritimes qui n'étaient pas encore convertis. Le pape confirma cette division par une bulle de l'an 1243. Cependant le duc de Poméranie, irrité contre les chevaliers teutoniques, souleva les nouveaux chrétiens, et leur persuada de prendre les armes et de s'unir aux païens pour recouvrer leur liberté. Mais le pape fit prêcher la croisade contre ce duc apostat, qui après plusieurs défaites se vit obligé de demander la paix. Toutefois, comme les

(1) Vincent. Bellov. *Spec. hist.* — Innoc. *Epist.*

nouveaux chrétiens avaient à se plaindre des chevaliers teutoniques, qui voulaient les réduire à une espèce de servitude, Jacques Pantaléon, archidiacre de Liège, fut envoyé quelque temps après en qualité de légat pour terminer ces différends. Il avait aussi mission de demander un subside au clergé de Pologne pour la guerre contre Frédéric, et tint à ce sujet, en 1248, un concile à Breslau, en Silésie, où les évêques accordèrent le cinquième des revenus ecclésiastiques pendant trois ans. Ensuite s'étant rendu en Prusse, il fit un règlement fort étendu pour l'administration des pays conquis. Il y défend les superstitions païennes, la polygamie, l'infanticide, et ordonne de bâtir un certain nombre d'églises, de payer les dîmes, et à ceux qui n'avaient pas encore reçu le baptême, de se faire baptiser avec leurs enfans dans le délai d'un mois, sous peine de bannissement et de confiscation. Trois ans plus tard, Mindof, prince de Lithuanie, pour obtenir du pape le titre de roi, se rendit vassal du saint-siège et embrassa le christianisme, avec une grande partie de ses sujets. Mais ayant obtenu ce qu'il désirait, ce prince oublia bientôt ses engagemens. Dès l'année 1255 il tourna ses armes contre les chrétiens de Pologne, brûla la ville de Lublin, et emmena une multitude d'esclaves. Ses successeurs demeurèrent païens encore plus d'un siècle. La même année, comme la religion avait fait des progrès solides dans la Livonie, le pape Alexandre IV, successeur d'Innocent, érigea en archevêché le siège de Riga, qui devint dès lors la métropole de la Livonie, de l'Estonie et de la Prusse. Vers le même temps, Ottocar, roi de Bohême, les marquis de Brandebourg et de Moravie, le duc d'Autriche, l'archevêque de Cologne et l'évêque d'Olmütz, conduisirent au secours des chevaliers teutoniques et des chrétiens de la Prusse une armée formidable de croisés, qui montait à plus de soixante mille hommes. Après avoir brûlé et ravagé les terres des païens, ils remportèrent sur eux une

grande victoire, firent une multitude de prisonniers, et passèrent au fil de l'épée tous ceux qui refusèrent d'embrasser le christianisme. Les deux chefs principaux des idolâtres, manquant de provisions dans une ville où ils s'étaient renfermés, se rendirent à discrétion et reçurent aussitôt le baptême. Ensuite les païens, dans toute la Prusse, s'empressèrent à suivre cet exemple. Les croisés poursuivirent leurs conquêtes jusqu'à la mer Baltique, et le roi de Bohême donna des ordres pour y faire bâtir une ville qui fut nommée Kœnigsberg, ou Mont royal. Mais ces conversions produites par la crainte furent peu durables, en sorte que les chrétiens eurent à combattre longtemps encore contre une partie des Prussiens, contre les Lithuaniens et autres païens du voisinage (1).

Le pape Innocent, occupé de tant d'affaires diverses, ne perdait pas de vue les besoins de la Terre sainte. Aussitôt après le concile de Lyon, il envoya en France, en qualité de légat pour la croisade, le cardinal Eudes de Châteauroux, évêque de Tusculum, et saint Louis convoqua pour le mois d'octobre un parlement où se croisèrent un grand nombre de seigneurs et plusieurs prélats, entre autres les archevêques de Tours et de Bourges, et les évêques de Beauvais, de Laon et d'Orléans. Cependant, l'année suivante 1246, les principaux seigneurs de France, excités sans doute par les lettres de Frédéric, firent une ligue pour restreindre la juridiction temporelle du clergé, et dressèrent un décret en commun, portant défense à toute personne d'en appeler une autre devant un juge ecclésiastique, si ce n'est pour les causes d'hérésie, de mariage ou d'usure, sous peine de confiscation de tous ses biens et de mutilation d'un membre, avec promesse de fournir le centième de leurs revenus pour soutenir tout membre de l'association qui serait en querelle avec le clergé, et dont la cause serait reconnue juste par quatre commissaires choisis à cet

(1) Chron. Pruss. — Rainald. — Innoc. *Epist.*

effet. C'étaient le duc de Bourgogne et les comtes de Bretagne, d'Angoulême et de Saint-Paul. Mais le pape, sur les plaintes des évêques, ayant ordonné au légat Eudes de Châteauroux de prononcer l'excommunication contre tous ceux qui étaient entrés ou qui entreraient dans cette ligue, et l'exclusion des bénéfices contre leurs enfans, cette entreprise des seigneurs n'eut pas de suites.

L'archevêque de Narbonne tint la même année un concile à Béziers, où l'on publia pour le maintien de la foi et le rétablissement de la discipline quarante-six articles de réglemens, extraits presque tous des conciles antérieurs : on y remarque, notamment touchant la recherche des hérétiques, trente-sept articles adressés par ordre du pape aux inquisiteurs dans le Languedoc, la Provence et le Dauphiné, et reproduisant les règles tracées par le concile de Narbonne de l'an 1235. Ces statuts, qui ont servi de base aux procédures suivies depuis dans les tribunaux de l'inquisition, portent en substance : qu'après avoir dans une assemblée publique exposé leur commission, les inquisiteurs ordonneront aux hérétiques et à toute personne qui en connaîtrait, de comparaître dans un certain délai pour déclarer la vérité. Ceux qui obéiront à ce mandement éviteront ainsi la peine de mort, la prison perpétuelle, la confiscation et l'exil ; mais après avoir fait leur abjuration avec promesse de faire connaître et de poursuivre les hérétiques, ils devront porter deux croix sur leurs habits, et subir diverses pénitences que nous avons marquées précédemment. Ceux qui ne comparaitraient pas dans le délai fixé, seront cités nommément, on leur exposera les crimes qui leur sont imputés, en leur accordant la liberté de se défendre avec les délais nécessaires, après quoi, si leurs défenses ne sont pas valables et qu'ils ne confessent pas leurs fautes, on les condamnera sans miséricorde, quand même ils déclareraient se soumettre aux ordres de l'Eglise. Leur peine sera la prison perpétuelle dans des cellules parti-



culières, et cette même peine sera appliquée à ceux qui auront pris la fuite, à ceux qui auront supprimé la vérité, ou qui seront retombés après leur condamnation. On pourra toutefois, au bout de quelque temps, commuer la peine avec le conseil de l'évêque diocésain, en prenant des coupables les sûretés nécessaires pour l'accomplissement de leur pénitence. Quant aux hérétiques nommés parfaits ou vêtus, comme ayant un grade plus avancé dans la secte, s'ils demeurent opiniâtres, ils seront après leur condamnation livrés au juge séculier ; c'est-à-dire que les inquisiteurs les déclareront coupables d'hérésie, et qu'ensuite le juge séculier les condamnera au feu. Les inquisiteurs confisqueront leurs biens et ceux des hérétiques condamnés à la prison, et ils feront payer le salaire de ceux qui les auront pris. Enfin ils auront soin que les laïques n'aient point de livres de théologie, même en latin, et que les clercs n'en aient point en langue vulgaire.

Deux ans plus tard, un concile tenu à Valence et présidé par deux cardinaux fit aussi plusieurs réglemens, dont quelques-uns ont pour objet d'assurer l'exécution des sentences rendues par les inquisiteurs. On y remarque surtout un article portant que dans les affaires soumises à leur tribunal on n'admettra point l'intervention des avocats. Les autres articles confirment les anciens canons sur divers objets, notamment concernant les guerres privées, les violences contre les clercs, le pillage des biens ecclésiastiques, les entreprises contre la juridiction du clergé, et l'interdiction des fonctions publiques pour les excommuniés. Enfin on confirma l'excommunication contre Frédéric et ses fauteurs, spécialement contre ceux qui l'avaient appelé ou qui l'appelleraient dans la Provence.

La même année 1248, le légat Eudes de Châteauroux, par une sentence en date du 15 mai, condamna le Talmud comme renfermant un grand nombre d'erreurs et



de blasphèmes. Ce recueil des traditions rabbiniques est composé de deux parties, dont la première, appelée *Misna*, fut rédigée vers la fin du deuxième siècle de l'ère chrétienne. La seconde partie, appelée *Ghémara*, est un commentaire de la première. Elle est divisée elle-même en deux parties, la *Ghémara* de Jérusalem, rédigée vers la fin du troisième siècle par les rabbins de la Palestine ; et la *Ghémara* de Babylone, composée pendant les deux siècles suivans par les rabbins de la Babylonie. Ces deux commentaires sont aussi désignés fréquemment sous les noms de Talmud de Babylone, et Talmud de Jérusalem. Selon les rabbins, le Talmud offre le complément de la loi écrite, c'est-à-dire, un recueil de préceptes donnés de vive voix à Moïse par Dieu lui-même, et conservés par la tradition jusqu'au moment où l'on jugea convenable de les mettre en écrit pour en conserver la mémoire parmi les Juifs dispersés. Cette compilation est remplie de puérilités, de superstitions, et de fables absurdes. On y voit entre autres impiétés, que chaque nuit Dieu se maudit trois fois pour avoir abandonné son peuple et son temple, et qu'aucun Juif ne sentira plus d'un an les peines de l'autre monde. Ces impiétés et plusieurs autres ayant été dénoncées au pape Grégoire IX par un rabbin converti, il écrivit l'an 1239 aux archevêques et aux rois de France, d'Angleterre, d'Espagne et de Portugal, de faire saisir tous les livres des Juifs pour les examiner ; et en conséquence, après un examen fait à Paris en présence des rabbins eux-mêmes, on fit rechercher ces livres dans toute la France, et on en brûla une quantité prodigieuse. Le pape Innocent écrivit ensuite à saint Louis de continuer ces poursuites, et ce fut l'occasion de la sentence prononcée par le légat Eudes de Châteauroux.

Cependant saint Louis continuait avec un zèle actif et éclairé ses préparatifs pour la croisade. Ayant assemblé au printemps de l'an 1247 un grand parlement, il

fit serment de partir à la Saint-Jean de l'année suivante, et fit faire le même serment aux autres croisés, sous peine aux contrevenans d'être réputés ennemis publics. Comme la croisade contre Frédéric nuisait à celle de la Terre sainte, il engagea le pape à ne point permettre que l'on commuât les vœux pour le voyage d'outremer. Voulant empêcher aussi que les privilèges des croisés ne devinssent un moyen d'impunité, il obtint des lettres pontificales excluant de la protection de l'Église ceux qui commettraient des vols, des meurtres, des rapt et d'autres crimes semblables. Il ordonna des informations dans tout le royaume concernant les dommages qui pourraient avoir été causés en son nom par ses officiers, et tous ceux qui avaient à se plaindre obtinrent une entière restitution. Cet exemple fut suivi par les seigneurs, comme nous l'apprend de lui-même le sire de Joinville, qui fit venir ses vassaux et leur dit : Je m'en vais outremer, et j'ignore si je reviendrai. C'est pourquoi, s'il y a quelqu'un à qui j'aie fait tort, qu'il me le fasse connaître, car je veux le réparer, comme j'ai coutume de le faire. Et il s'en rapporta au jugement des gens du pays.

Saint Louis ayant appris que le roi de Norwége s'était croisé, conçut le désir de faire avec lui le voyage et de joindre leurs forces. Il lui écrivit à ce sujet une lettre pleine d'amitié, et la fit porter par l'historien Matthieu Paris, qui réunissait toutes les qualités propres à faire réussir cette négociation. Mais le roi de Norwége après avoir lu la lettre de saint Louis, et témoigné combien il y était sensible, ajouta : Je connais le caractère hautain des Français, et d'un autre côté, mes sujets ne sont guère disposés à la patience. S'ils venaient à prendre querelle ensemble ; nous en souffririons l'un et l'autre un dommage irréparable. Il demanda seulement la permission de relâcher dans les ports de la France et d'y prendre des vivres, ce qu'il obtint sans difficulté. On ne voit pas cependant qu'il soit parti pour la croisade. Ce

prince, nommé Haquin, était fils du roi son prédécesseur; mais comme il n'était pas légitime, il avait eu recours au pape, dont il obtint une dispense pour être élevé à la dignité royale et la transmettre à ses enfans. Haquin fut couronné en 1247 par Guillaume de Modène, devenu cardinal-évêque de Sabine, qui venait d'être envoyé comme légat dans les royaumes du Nord pour obtenir des secours pour la guerre contre Frédéric. Les évêques de Suède se plaignirent à ce légat que la nomination aux évêchés se faisait par des clameurs populaires sous l'influence du roi ou des seigneurs, et pour obvier à cet abus, il ordonna de nommer dans toutes les cathédrales qui n'avaient point encore de chapitre, au moins cinq chanoines, à qui appartiendrait l'élection; ce qui fut confirmé par le pape, avec défense de pourvoir autrement aucun évêque, ni de les obliger à aucun hommage ou serment de fidélité, attendu qu'ils soutenaient ne tenir aucun fiefs ni droits régaliens (1).

Comme le terme du départ de saint Louis approchait, la reine Blanche sa mère et les seigneurs du royaume le pressaient instamment de faire commuer son vœu. On lui représentait la faiblesse de sa santé, les périls auxquels l'état serait exposé pendant son absence, et Guillaume, évêque de Paris, s'efforçait surtout de le convaincre qu'il n'était pas obligé par un vœu de cette importance, fait sans réflexion, sans conseil, et même sans la liberté d'esprit nécessaire, et que dans tous les cas il ne lui serait pas difficile d'en obtenir dispense. Le saint roi parut céder à ces représentations, et arrachant la croix de son habit, il la remit à l'évêque. Tous les assistants furent transportés de joie; mais le roi prenant un air grave et sérieux leur dit : Assurément je n'ai plus l'esprit troublé par la maladie; or je redemande ma croix, et Dieu m'est témoin que je ne prendrai aucune

(1) Matth. Paris. — Innoc. *Epist.*

nourriture qu'elle ne me soit rendue. Personne alors n'osa plus combattre sa résolution. Enfin, le 12 juin 1248, saint Louis se rendit à Saint-Denis pour y prendre l'oriflamme, la gibecière et le bourdon ; puis il revint à Paris pour entendre la messe, après quoi il se mit en route, accompagné de la reine Marguerite son épouse, des comtes d'Artois et d'Anjou, ses frères, du légat Eudes de Châteauroux, et d'un grand nombre de seigneurs et d'évêques. En passant par Lyon, il fit sa confession au pape, lui recommanda les intérêts de son royaume, et continuant son voyage, il s'embarqua le 25 du mois d'août à Aigues-mortes, et aborda le 17 septembre à l'île de Chypre, où il résolut de passer l'hiver, car une partie des troupes et des munitions n'était pas encore arrivée. Le roi de Chypre était Henri de Lusignan, à qui le pape avait aussi conféré le royaume de Jérusalem, comme vacant par la condamnation de Frédéric. Il s'empressa donc de prendre la croix avec presque toute la noblesse et les prélats du pays. L'archevêque latin de Nicosie, capitale de l'île, était en contestation avec les seigneurs, dont la plupart se trouvaient excommuniés à ce sujet ; mais le légat ayant employé sa médiation, termina ce différend, et les fit absoudre. Depuis plusieurs années les évêques grecs avaient abandonné l'île avec une partie de leur clergé et des moines, pour n'être pas obligés de se soumettre à l'autorité du saint-siège, et quelque temps après le pape avait ordonné de remettre leurs églises à des prêtres latins. Toutefois, ces prélats venaient d'être rappelés par le légat Laurent, qu'on a vu chargé précédemment de travailler à la réunion des schismatiques, et ils firent entre les mains du cardinal Eudes de Châteauroux l'abjuration de leurs erreurs, promirent obéissance à l'Église romaine, et furent absous de l'excommunication. Le pape fit pour eux, quelque temps après, un règlement de discipline où il leur permettait de conserver plusieurs de leurs coutumes ;

mais il leur ordonnait de se conformer sur d'autres points à l'usage de l'Église romaine, notamment de conférer les quatre ordres mineurs ; car ils ne connaissaient point ceux d'acolyte, d'exorciste et de portier ; de ne point laisser administrer la confirmation par les prêtres ; de ne point condamner les secondes ni les troisièmes nocés, et enfin, puisqu'ils admettaient un lieu où les âmes peuvent être purifiées après la mort et soulagées par les suffrages de l'Église, de donner à ce lieu, comme les Latins, le nom de purgatoire. Ils avaient demandé de n'être aucunement soumis à la juridiction des prélats latins, d'avoir leur métropolitain, et de ne dépendre, comme les Latins, que du pape et de ses légats ; mais comme des contestations s'élevèrent à ce sujet avec l'archevêque latin de Nicosie, le pape Alexandre IV ordonna plus tard que le nombre des évêques grecs serait réduit à quatre, qu'après la mort de leur archevêque on ne lui donnerait pas de successeur, et que les évêques latins auraient sur eux une autorité analogue à celle des métropolitains. Il ordonna aussi que les dîmes appartiendraient aux Latins et que personne n'en serait exempt, attendu qu'elles sont de droit divin.

Pendant son séjour en Chypre, saint Louis reçut une lettre du connétable d'Arménie, qui avait été en ambassade vers l'empereur ou le khan des Tartares, et qui rapportait plusieurs détails intéressans sur leur religion. Il disait avoir rencontré dans la vaste étendue de leur empire des nations entièrement chrétiennes, et avoir vu dans leurs églises des tableaux de nos saints mystères. Il ajoutait que le khan lui-même venait de se faire baptiser avec tous les siens, qu'il y avait devant sa tente une église, où tous ceux qui venaient le voir, soit chrétiens, soit musulmans, étaient obligés d'entrer d'abord pour adorer Jésus-Christ, et qu'enfin il y avait dans les Indes un roi chrétien qui s'était rendu leur vassal pour se défendre contre les Sarrasins, et qui depuis lors, aidé de



leurs secours, avait obtenu de grands avantages sur ces infidèles. Peu de temps après arrivèrent en Chypre des ambassadeurs d'un prince tartare nommé Ercaltaï, avec une lettre pour saint Louis dans laquelle, après des complimens ampoulés, on lisait ce qui suit : « Je prie Dieu qu'il donne la victoire aux armées des rois chrétiens sur les ennemis de la croix. L'ordre de Caïouk, roi de la terre, est que tous les chrétiens soient libres et jouissent de leurs biens en toute sécurité, sans distinction entre le Latin, le Grec, l'Arménien, le jacobite et le nestorien, et nous vous prions de les favoriser tous également. » Ces ambassadeurs, interrogés par saint Louis, confirmèrent le rapport du connétable d'Arménie sur la conversion du khan et de plusieurs princes tartares. Mais ce récit paraît démenti par d'autres relations. Ils ajoutèrent qu'ils étaient envoyés par Ercaltaï pour informer le roi que les Tartares se proposaient d'assiéger l'été la ville de Bagdad, et le prier d'attaquer l'Égypte afin que le calife ne pût en recevoir aucun secours. Saint Louis les fit accompagner à leur retour par trois frères prêcheurs à qui il remit des lettres avec des présens pour le khan des Tartares. Ils marchèrent près d'un an avant d'arriver à la résidence de ce prince. Dans l'intervalle, Caïouk était mort, et ils se trouvèrent à l'élection de Mangou-khan, son successeur, qui les accueillit honorablement et leur montra beaucoup de bienveillance pour les chrétiens. Mais ils n'apprirent rien d'Ercaltaï. Quelques années après, saint Louis fit partir encore pour la Tartarie deux frères mineurs, dont l'un, nommé Guillaume de Rubruquis, a laissé une relation de ce voyage. Ils étaient envoyés pour travailler dans le pays comme missionnaires, avec des lettres pour un prince nommé Sartach, que l'on disait être chrétien, ce qui leur parut plus que douteux. Toutefois, ce prince les reçut fort bien, et les envoya vers Batou, son père, qui de son côté les fit conduire auprès de l'empereur. Ils rencontrèrent sur leur



route un grand nombre de chrétiens, les uns catholiques, les autres attachés à différentes sectes. Les nestoriens affectaient de publier que le khan lui-même était chrétien, mais les missionnaires eurent occasion de se convaincre du contraire. On voit par leur relation que les Tartares, malgré leurs superstitions païennes, n'admettaient qu'un seul Dieu, et que d'ailleurs ils avaient l'usage de la polygamie, ce qui contribua sans doute à propager parmi eux le mahométisme. Les missionnaires eurent des conférences avec les musulmans et avec des idolâtres du Kathay ou de la Chine par ordre de l'empereur, qui voulait connaître les preuves dont chacun appuyait sa religion. Il y fit assister comme arbitres trois de ses secrétaires, un de chaque religion ; mais ces conférences n'eurent aucun résultat. Rubruquis témoigne que les nestoriens étaient fort ignorans et fort corrompus, que leur évêque, dont le siège était dans le Kathay, venait rarement, à peine tous les cinquante ans une fois dans la Tartarie, et qu'alors on s'empressait de faire ordonner jusqu'aux enfans, de sorte que les hommes étaient presque tous prêtres. C'est peut-être de là qu'est venu ce nom de prêtre Jean donné à un prince nestorien qui régnait précédemment dans la Tartarie ; quelques-uns toutefois croient qu'il se nommait Perest-Gani, et que de là par corruption on aura fait le prêtre Jean. Du reste, on savait si peu de chose à son sujet, qu'on le plaçait tantôt dans la Tartarie, tantôt dans les Indes, tantôt dans l'Éthiopie.

Quand le printemps fut venu, saint Louis résolut de porter la guerre en Égypte contre le sultan, maître de la Terre sainte ; et la flotte des croisés arriva le 4 juin 1249 à la vue de Damiette. Le roi fit alors aux seigneurs qui l'entouraient un discours vif et plein de foi, pour les animer par l'espérance de la victoire ou du martyre ; après quoi, l'eau n'étant pas assez profonde pour aborder avec des chaloupes, il se jeta le premier à la mer, et

tous les croisés, suivant aussitôt son exemple, s'avancèrent le sabre à la main contre le rivage, bordé d'ennemis qui ne tardèrent pas à prendre la fuite. Pendant la nuit suivante, les infidèles se voyant hors d'état de se défendre, abandonnèrent Damiette, où l'armée chrétienne entra le lendemain. On y passa l'été à cause de l'inondation du Nil, et vers la fin d'octobre le comte de Poitiers, frère du roi, arriva de France avec un renfort considérable. Ensuite le 20 novembre les croisés partirent pour aller attaquer le grand Caire, capitale de l'Égypte. Ils surprirent, au mois de février suivant, les ennemis campés près d'une ville nommée la Massoure, et leur tuèrent beaucoup de monde, entre autres le général qui les commandait. Mais le comte d'Artois, malgré toutes les représentations, ayant voulu s'obstiner à la poursuite des fuyards et s'emparer de la ville, dont il trouva les portes ouvertes, les Sarrasins, qui s'aperçurent du petit nombre des chrétiens, revinrent sur leurs pas, envoyèrent un corps de troupes pour empêcher le roi de secourir son frère, et enveloppèrent la place, où le jeune prince périt, après des prodiges de valeur, avec plus de cinq cents chevaliers. Le roi eut à soutenir un combat sanglant pendant deux jours contre les troupes qu'on lui avait opposées, et demeura maître du champ de bataille. Bientôt après la disette des vivres et les maladies mirent les croisés hors d'état de tenir la campagne. Comme ils étaient en marche le 5 avril pour retourner à Damiette, les Sarrasins, animés par la présence du sultan, arrivé depuis peu à la Massoure, vinrent fondre sur eux, et après une vive résistance les mirent en déroute. Le roi, souffrant et épuisé de fatigue, parvint avec peine à gagner une petite ville, où il se trouva si mal qu'on ne croyait pas qu'il pût passer la journée. Il fut bientôt entouré d'ennemis et obligé de se rendre prisonnier avec ses deux frères et ce qui restait de l'armée. Le légat se sauva par le Nil à Damiette, et porta ces

tristes nouvelles à la reine. Le roi fut conduit à la Massoure et mis en prison. Mais le soudan lui envoya des médecins qui le guérèrent en peu de jours. On lui remit aussi, comme le plus agréable présent, son bréviaire et son missel, qu'on avait pris parmi le butin, et pendant sa détention, qui dura un mois, il ne manqua pas de réciter tous les jours l'office ordinaire et celui de la sainte Vierge, même en présence des Sarrasins, dont il faisait l'admiration par sa piété, sa grandeur d'âme et la fermeté de son caractère ; car malgré leurs insultes et leurs menaces il se montra toujours au-dessus de sa mauvaise fortune, et rejeta toutes leurs propositions qu'il ne jugeait pas raisonnables. Les émirs disaient hautement que c'était le plus fier chrétien qu'ils eussent jamais connu (1).

Le soudan lui fit proposer une trêve, en lui demandant de l'indemniser des frais de la guerre et de faire rendre Damiette avec toutes les places qui restaient aux chrétiens dans la Palestine. Saint Louis consentit pour Damiette, qui n'était pas en état de se défendre ; mais quant aux places de la Terre sainte, il répondit qu'elles ne lui appartenaient pas ; et comme on le menaçait d'un genre de torture où il aurait les os écrasés entre deux pièces de bois, il se contenta de dire qu'il était leur prisonnier, et qu'ils pouvaient faire de lui ce qu'ils voudraient. Le voyant inaccessible à la crainte, le soudan lui fit demander avec la restitution de Damiette un million de besans d'or, valant cinq cent mille livres. Le roi répondit qu'il les accordait pour la rançon de ses sujets, et Damiette pour sa personne, ajoutant qu'il n'était pas de condition à mettre sa délivrance à prix d'argent. Cette générosité et cette grandeur excitèrent l'admiration du sultan, qui, pour ne pas rester trop au-dessous, déclara qu'il remettait une partie de la somme, et se contenterait de quatre cent mille livres. Le traité fut

(1) Matth. Paris. — Joinville. — *Gesta Ludov.*

conclu d'après ces conventions, avec une trêve de dix ans, dont les conditions étaient qu'on rendrait réciproquement tous les prisonniers tombés en captivité depuis la trêve conclue vingt ans auparavant avec l'empereur Frédéric, que les Français conserveraient tous les meubles qu'ils avaient laissés à Damiette, que le sultan donnerait toute sûreté à ceux qui resteraient pour cause de maladie ou pour leurs affaires, et qu'enfin les chrétiens garderaient en paix toutes les terres qu'ils possédaient en Palestine avant l'arrivée de saint Louis.

Le soudan marcha ensuite vers Damiette pour en prendre possession ; mais il fut assassiné en route par ses généraux, mécontents de ce qu'il avait fait ce traité sans les consulter. En lui finit la dynastie des Ayoubites, fondée par Saladin, et qui régnait depuis quatre-vingt-deux ans. Elle fut remplacée par celle des Mameluks, soldats turcs au service d'Égypte, qui élurent pour sultan Azeddin, un de leurs chefs. Saint Louis se vit exposé lui-même à leur brutalité. Les généraux vinrent à sa tente d'un air furieux aussitôt après l'assassinat du sultan, et l'un d'eux levant sur lui son épée encore ensanglantée, menaça de le tuer. Enfin, ils s'apaisèrent et offrirent de ratifier le traité. Quand on leur délivra l'argent promis, ils se mécomptèrent de dix mille livres, mais le roi ordonna de leur reporter cette somme. Ayant ainsi recouvré sa liberté, il partit pour la Palestine avec ses deux frères et plusieurs seigneurs, laissant des commissaires pour retirer le reste des prisonniers, et lorsqu'il fut arrivé à Acre, il envoya des vaisseaux pour les ramener avec le matériel qu'il avait laissé en Égypte. Mais les Sarrasins furent loin de tenir leurs engagements. Ils égorgèrent à Damiette tous les malades, brûlèrent ou enlevèrent les machines, les tentes et autres effets des chrétiens, ne rendirent que quatre cents prisonniers sur plus de douze mille, et choisirent les plus jeunes pour les contraindre, le poignard à la main,

d'embrasser le mahométisme. Quelques-uns apostasièrent, les autres souffrirent le martyre.

Cette mauvaise foi des infidèles empêcha saint Louis de repasser en France aussitôt qu'il l'avait résolu, et il se contenta d'y renvoyer ses deux frères, Alphonse, comte de Poitiers, et Charles, comte d'Anjou. Il n'eut point de repos qu'il n'eût retiré tous les captifs faits en Égypte depuis vingt ans. Les musulmans lui en renvoyèrent successivement plusieurs troupes, et il en délivra de son argent un bien plus grand nombre, jusqu'à six ou sept cents à la fois. Il fit réparer et fortifier à ses dépens toutes les places qui restaient aux chrétiens dans la Palestine, savoir Acre ou Ptolémaïde, le château d'Hiffa, Césarée, Joppé et Sidon. Avant que cette dernière ville fût en état de défense, les Sarrasins du voisinage vinrent tomber sur les fidèles et en tuèrent environ trois mille, qui restèrent plusieurs jours sans sépulture. Le saint roi arrivant alors à Sidon, prit aussitôt des mesures pour l'inhumation de ces morts, qu'il regardait comme des martyrs, et durant cinq jours il travailla lui-même à les ensevelir, sans être rebuté par l'infection, devenue presque insupportable.

Pendant qu'il séjournait à Acre, il reçut des ambassadeurs du prince des assassins, nommé vulgairement le Vieux de la montagne. Dès l'année 1236, sur un faux bruit que le saint roi s'était croisé, ce prince mahométan avait envoyé deux de ses sujets en France pour l'assassiner. Mais ensuite, mieux informé et craignant la vengeance de cette mort, il en avait fait partir promptement deux autres pour avertir le roi de se tenir en garde contre les premiers. Quant aux ambassadeurs venus à Acre, ils dirent au roi, après lui avoir demandé s'il connaissait leur maître : On doit s'étonner que vous ne lui ayez pas envoyé des présents pour gagner son amitié, à l'exemple de l'empereur d'Allemagne, du roi de Hongrie, du sultan d'Égypte et de plusieurs autres princes,

qui savent bien que leur vie est entre ses mains. Il vous avertit donc de lui en envoyer, ou du moins de le faire décharger du tribut qu'il paye aux chevaliers du Temple et de l'Hôpital. Saint Louis leur fit rendre réponse par les grands-maîtres de ces deux ordres, qui leur dirent, que si l'on n'avait égard à leur qualité d'ambassadeurs, on les ferait jeter dans la mer; qu'ils eussent donc à se retirer au plus tôt, et à revenir dans quinze jours avec des lettres pour faire satisfaction au nom de leur maître. Ils revinrent en effet apportant des présens au roi, qui alors leur en remit de son côté pour leur maître. Peu de temps après, la dynastie de ces princes assassins fut détruite par les Tartares.

4 Saint Louis adressa plusieurs lettres en France pour exciter le zèle de ses sujets à l'égard de la Terre sainte, et demander un secours d'hommes et d'argent. Le pape, de son côté, écrivit au roi d'Angleterre pour l'exhorter à venir au secours de saint Louis, et fit prêcher de nouveau la croisade en France, avec concession de plusieurs grâces en faveur de ceux qui prendraient la croix; mais comme on la prêchait en même temps contre Conrad avec une indulgence plus grande que pour la Terre sainte, car elle s'étendait, selon Matthieu Paris, au père et à la mère du croisé, la reine Blanche, de l'avis des seigneurs, voulant avant tout pourvoir aux besoins du roi, ordonna de saisir les biens de tous ceux qui se croisaient pour l'Allemagne, et fit ainsi tomber cette croisade, qui nuisait à la première. La captivité de saint Louis avait d'ailleurs occasionné en France un mouvement extraordinaire, dont l'auteur fut un Hongrois nommé Jacob, apostat de l'ordre de Citeaux, et qui avait déjà excité, dit-on, quarante ans auparavant, cette croisade d'enfans dont l'issue fut si malheureuse. S'étant mis à faire le prophète, il publia que la sainte Vierge lui avait commandé de prêcher la croisade, mais seulement aux gens du peuple, parce que Dieu, rejetant l'orgueil



de la noblesse, leur avait réservé la délivrance du roi et de la Terre sainte. Il eut bientôt à sa suite une multitude de bergers et de laboureurs à qui il donna la croix, et leur état les fit désigner sous le nom de pastoureaux. Mais aux gens de la campagne qui le suivaient par simplicité, se joignirent bientôt des vagabonds, des voleurs, des excommuniés, des bannis, et tous ceux que l'on nommait *ribauds* ; en sorte qu'ils formèrent bientôt une armée de cent mille hommes, partagés en plusieurs troupes, et armés d'épées, de poignards, de massues, de haches ou d'autres instrumens. Ces attroupemens se formèrent d'abord dans la Flandre et la Picardie, et s'avancèrent dans le centre de la France, en passant à Paris, et ensuite à Orléans, où ils commirent toutes sortes de violences contre les ecclésiastiques, dont un grand nombre furent blessés, et jusqu'à vingt-cinq massacrés ou jetés dans la Loire. La reine Blanche, trompée par leur simplicité apparente, les toléra quelque temps, dans l'espoir que le roi son fils pourrait en tirer du secours. Mais après de tels excès, apprenant d'ailleurs qu'ils déclamaient contre le pape, le clergé et les religieux, qu'ils s'ingéraient à prêcher quoique laïques, et débitaient quantité d'extravagances souvent contraires à la foi, elle les fit excommunier par les évêques et prit des mesures pour les dissiper. Ils furent atteints près de Bourges par le peuple de cette ville, et comme Jacob, leur chef, prêchait avec son impudence ordinaire, un boucher lui porta un coup de hache dont il lui fendit la tête. Ils se dispersèrent aussitôt, et le bruit s'étant répandu qu'ils étaient excommuniés, on se mit partout à les poursuivre et à les assommer comme des bêtes dangereuses. Plusieurs ayant ensuite pris la croix en règle, par esprit de pénitence, passèrent en Palestine au service de saint Louis.

La reine Blanche mourut au mois de décembre de l'année suivante 1252, et fut enterrée à l'abbaye de

Maubuisson, qu'elle avait fondée près de Pontoise pour des religieuses de l'ordre de Cîteaux. Pendant sa maladie elle avait appelé l'abbesse et fait profession entre ses mains. Saint Louis ayant reçu la nouvelle de cette mort, se jeta à genoux fondant en larmes, pour remercier Dieu de lui avoir donné une si bonne mère, et fit ensuite distribuer une prodigieuse quantité de pierreries pour faire dire des messes et prier pour elle dans les églises et les maisons religieuses. Il demeura encore un an dans la Palestine, où il procura par ses exhortations, et surtout par l'exemple de ses vertus, la conversion d'un grand nombre de Sarrasins. Il en ramena plusieurs en France avec leurs femmes et leurs enfans, et pourvut à leur subsistance par des pensions viagères. Il fit acheter aussi plusieurs esclaves mahométans ou païens dont il prit le même soin. Telle est, dit-on, l'origine de cette multitude de familles qui portent en France le nom de Sarrasin. Rappelé enfin par les besoins de son royaume, il partit d'Acre le 24 avril 1254, et fut en mer deux mois et demi, pendant lesquels il donna de nouvelles preuves de son zèle et de sa piété. Il ordonna qu'il y eût sermon dans le vaisseau trois fois la semaine, et quand la mer serait calme, une instruction particulière pour les matelots. Il prit soin en outre de les faire confesser, et leur fit, à ce sujet, une exhortation où il leur dit entre autres choses, que si pendant leur confession le vaisseau avait besoin de leur service, il y mettrait lui-même la main, soit pour tirer un câble, soit pour toute autre manœuvre. Le saint roi aborda en Provence au mois de juillet, et visita par dévotion la Sainte-Baume, où l'on croyait avoir le corps de sainte Magdeleine, que l'on disait y avoir vécu longtemps en solitude. C'est le premier vestige que l'on trouve de cette opinion. Du reste, on croyait dans le même temps avoir les reliques de cette sainte à Vézelay en Bourgogne (1).

(1) Matth. Paris. — Joinv. — Guill. Nang. *Chron.* — *Gest. Lud.*

Comme il restait encore des Albigeois dans le Languedoc, saint Louis ordonna la tenue d'un concile qui fut convoqué peu de temps après par l'évêque d'Avignon, légat du saint-siège. On y confirma les mesures ordonnées par les conciles antérieurs au sujet de ces hérétiques. On prescrivit l'exécution du décret de Latran touchant la confession annuelle, et la communion à Pâques, et on ordonna à tous les chefs de famille d'assister à la messe, au sermon et à l'office tous les dimanches sous peine d'amende ; enfin, on publia plusieurs autres réglemens concernant les censures, la visite des évêques, et le rétablissement de la discipline cléricale et monastique. Un concile tenu près de Saumur l'année précédente par l'archevêque de Tours, et un autre tenu en 1255 par l'archevêque de Bordeaux, publièrent aussi divers réglemens dont plusieurs ont de même pour objet de rétablir ou de maintenir la discipline dans les monastères et parmi le clergé. On peut remarquer en particulier dans le concile de Saumur la défense faite aux évêques de donner des expectatives pour les bénéfices, d'imposer de nouveaux droits sur les cures, et d'exiger des subsides de leur clergé sans une évidente nécessité. Plusieurs réglemens du concile de Bordeaux concernent la possession des dîmes par les laïques, et renouvellent les défenses déjà tant de fois publiées à ce sujet. On y défend aussi l'établissement des confréries sans la permission des curés ou des supérieurs ecclésiastiques.

Le pape Innocent, après la mort de Frédéric, employa tous les moyens pour empêcher le couronnement de son fils Conrad. Il fit prêcher la croisade contre ce prince, chargea le légat Jacques Pantaléon d'aller trouver les ducs et les principaux seigneurs de l'empire, pour les engager à reconnaître Guillaume d'Orange, et écrivit au peuple de la Souabe, ancien patrimoine de Conrad, que celui-ci ne posséderait jamais du consentement du saint-siège, ni l'empire, ni cette province.

Comme l'archevêque de Mayence, nouvellement élu, ne se montrait pas disposé à prendre les armes en faveur de Guillaume, on le déposa pour mettre à sa place un jeune homme qui n'était encore que sous-diacre. Plusieurs villes de la Lombardie et du royaume de Naples refusèrent de se soumettre à Conrad, et le pape l'ayant appris, partit de Lyon au mois d'avril 1251 pour retourner en Italie. Mais Conrad s'y rendit vers le même temps, passa dans la Pouille et y fit de grands progrès.

La lettre de Frédéric contre le saint-siège avait accru l'audace des hérétiques, fort nombreux dans la Lombardie. C'est pourquoi le pape, aussitôt après son retour en Italie, voulut fortifier l'inquisition, et écrivit à Pierre de Vérone de se transporter à Crémone pour y extirper l'hérésie, avec menace de faire prêcher la croisade contre les villes ou les seigneurs qui lui susciteraient des obstacles. Pierre de Vérone, ainsi nommé du lieu de sa naissance, était né vers l'an 1206 de parens hérétiques. Mais ayant été instruit des principes de la foi catholique dans les écoles où il fut mis encore enfant, il y demeura fermement attaché, et dès l'âge de quinze ou seize ans il entra dans l'ordre des frères prêcheurs. Il se rendit célèbre par ses prédications dans toute la Lombardie, en sorte que le pape Grégoire IX, instruit de son zèle et de ses talens, le nomma inquisiteur à Milan et dans les villes voisines. Il prêcha aussi à Florence contre les hérétiques avec tant de force, qu'il engagea plusieurs seigneurs à prendre les armes pour les chasser de la ville, ce qui eut lieu en effet après un grand combat où les catholiques remportèrent la victoire. Mais son zèle lui fit de nombreux ennemis, dont plusieurs formèrent le complot de le faire assassiner. Ils soudoyèrent en conséquence un scélérat, qui le joignit dans un bois sur la route de Côme à Milan, lui fendit le crâne d'un coup de serpe, et l'acheva en lui perçant le cœur avec un couteau. Cet assassinat eut lieu au mois d'avril 1252, et dès

l'année suivante, Pierre de Vérone, après une information sur les miracles qu'il avait faits de son vivant et après sa mort, fut canonisé solennellement par le pape Innocent.

Sainte Claire mourut au mois d'août de la même année 1253. Elle avait donné pendant quarante-deux ans à sa communauté l'exemple d'un inviolable attachement aux maximes de saint François. Elle portait sous un habit grossier un cilice de crin, couchait sur la terre nue ou sur des sarmens, et n'avait qu'un morceau de bois pour chevet. Elle jeûnait au pain et à l'eau pendant le Carême, et passait quelquefois plusieurs jours de la semaine sans prendre aucune nourriture. Ses prières étaient continuelles, et si ferventes et si efficaces, qu'elles obtinrent la délivrance miraculeuse de la ville d'Assise, attaquée par les troupes de Frédéric. Comme les Sarrasins qui en faisaient partie escaladaient déjà les murs du monastère, la sainte abbesse, toute malade qu'elle était, se fit conduire à la porte avec la sainte Eucharistie, et là, se prosternant, elle dit avec larmes : Seigneur, souffrirez-vous que vos humbles servantes, nourries dans votre amour, soient livrées aux infidèles ? On vit aussitôt les Sarrasins se précipiter des murailles et prendre la fuite. Sainte Claire, par suite de ses austérités, contracta une maladie de langueur qui la retint au lit pendant vingt-huit ans. Quelques jours avant sa mort, le pape Innocent vint la visiter, et il assista ensuite à ses funérailles avec tous les cardinaux. Vers le même temps, mourut frère Élie, ancien général des frères mineurs, dont il avait abandonné l'institut. Il promit pendant sa maladie d'expiar sa faute, et reçut l'absolution des censures qu'il avait encourues.

Cependant Conrad poursuivait ses succès dans la Pouille, et venait d'envoyer des fondés de pouvoirs en cour de Rome pour répondre à une citation du pape, lorsqu'il mourut au mois de mai 1254, laissant un fils encore en-

fant sous la tutelle d'un seigneur allemand à qui il recommanda de mettre ce jeune prince, nommé Conradin, sous la protection du saint-siège. Le pape ayant reçu des ambassadeurs à ce sujet, promit de garantir les droits de Conradin sur la Souabe et sur la Sicile, mais à la condition d'être mis en possession de ce royaume pour le garder jusqu'à la majorité du prince. Le tuteur refusa d'y consentir, et se retira auprès de Mainfroi, à qui il remit la tutelle. Celui-ci voyant les peuples disposés à se soumettre au pape, qui avait envoyé des troupes dans le royaume, accepta la condition proposée, mais il s'en repentit bientôt, s'unit aux Sarrasins de Nocera, défit l'armée du pape et s'empara de plusieurs villes (1).

Le pape Innocent mourut à Naples sur ces entrefaites, le 7 décembre 1254. Il avait publié peu de jours avant sa mort, d'après les plaintes du clergé séculier, une bulle pour restreindre ou interpréter les privilèges des religieux mendiants, et leur défendre de confesser les paroissiens d'autrui sans la permission du curé, de prêcher dans une église étrangère sans y être invités ou en avoir demandé la permission, et de faire des sermons dans leurs églises aux heures où les fidèles devaient assister à la paroisse. Comme les clercs abandonnaient la philosophie et la théologie pour se livrer à l'étude des lois civiles, et que dans plusieurs pays les bénéfices étaient presque tous donnés à des légistes, le pape Innocent, par une bulle de la même année 1254, défendit qu'à l'avenir aucun professeur de droit, ni aucun avocat ne fût nommé à des bénéfices, s'il n'était instruit dans les arts libéraux. Enfin nous devons signaler une bulle adressée l'an 1252 au clergé de France pour abolir l'ancienne et barbare coutume d'obliger les ecclésiastiques à prouver par le duel, en cas de contestation, le droit qu'ils avaient sur les serfs des églises, et deux autres bulles de la même année, pour défendre aux frères prêcheurs et aux

(1) Matth. Spinell. *Chron.* — Rainald. *Annal. eccles.*



frères mineurs d'accepter des évêchés sans la permission du général ou du provincial, ou sans un ordre spécial du saint-siège.

Le successeur du pape Innocent fut Rainald, cardinal évêque d'Ostie, qui prit le nom d'Alexandre IV. Il fut élu après quelques jours seulement de vacance, et prit aussitôt des mesures pour arrêter les progrès de Mainfroi. Mais celui-ci, après des négociations infructueuses pour faire révoquer la condition du traité précédent, poursuivit ses avantages, soumit de gré ou de force la terre de Labour, la Pouille, et l'île de Sicile, et se fit couronner roi en 1258. Cependant le pape offrit le royaume de Sicile au roi d'Angleterre pour Edmond, son second fils, qui en reçut l'investiture de la main d'un légat au mois d'octobre 1255, et le roi prit l'engagement d'envoyer l'année suivante une armée en Italie. Le légat fit ensuite prêcher la croisade contre Mainfroi, et demanda une décime au clergé pour les frais de la guerre. Toutefois ces mesures produisirent peu d'effet, en sorte que le roi se vit obligé de demander au pape un délai. Enfin, l'an 1258, il assembla son parlement pour obtenir les subsides nécessaires ; mais les seigneurs lui représentèrent les difficultés et les dangers de cette expédition lointaine, et refusèrent de contribuer pour cette entreprise, résolue sans leur consentement. Ils élevèrent en même temps des plaintes vives et nombreuses contre l'administration du roi, qui promit avec serment de réformer les abus. On tint en conséquence un nouveau parlement à Oxford, où l'on nomma des commissaires pour y travailler, avec promesse de la part du roi de se conformer à ce qui serait réglé par eux. Mais il se fit absoudre de son serment, et le mécontentement des seigneurs aboutit bientôt à une révolte ouverte.

Un traité fut conclu cette année 1258 entre la France et l'Angleterre pour terminer les différends qui divisaient depuis si longtemps les deux royaumes. Par ce

traité, le roi Henri III renonçait à ses prétentions sur la Normandie, le Maine, l'Anjou, la Touraine et le Poitou, et saint Louis de son côté lui laissait tout le duché d'Aquitaine, à condition de lui en faire hommage comme vassal. Il y avait aussi entre la France et l'Aragon d'anciennes contestations que saint Louis termina également cette même année par un traité conclu à la suite d'un arbitrage. Le saint roi avait la conscience si délicate sur l'article de la justice, qu'il avait établi des commissaires dans les différentes provinces pour rechercher ce qui pourrait avoir été usurpé par ses prédécesseurs. Il montra depuis son retour de la Terre sainte un redoublement de ferveur, de modestie, de charité et de zèle pour la religion. Ayant appris, pendant son voyage, qu'un prince musulman avait fait transcrire à ses dépens une multitude de livres pour les rassembler dans son palais, et les communiquer aux gens de lettres, il résolut de l'imiter, et de faire tirer des copies de tous les ouvrages ecclésiastiques qu'il pourrait découvrir dans les monastères. Il forma ainsi près de sa chapelle une nombreuse bibliothèque dont il permettait l'usage à tous ceux qui désiraient s'instruire. Le pape Alexandre IV, plein d'admiration pour ses vertus, lui accorda par une bulle de l'an 1255 que ni lui, ni la reine son épouse, ni les rois ses successeurs, ne pussent être frappés d'excommunication ou d'interdit sans un ordre particulier du saint-siège. Par une autre bulle de la même année, le pape, sur la demande du saint roi, confia au provincial des frères prêcheurs, et au gardien des frères mineurs de Paris, l'office de l'inquisition dans tout le royaume, avec pouvoir de se faire délivrer toutes les informations et procédures déjà commencées par d'autres, et de prendre à l'égard des hérétiques toutes les mesures déterminées par les conciles. Mais il ordonne que pour les juger et les condamner ils prennent le conseil des évêques diocésains. Toutefois, malgré cette

restriction, l'inquisition n'a pu subsister en France.

Saint Louis et la reine Blanche, sa mère, contribuèrent à l'établissement de la Sorbonne, ainsi nommée à cause de son fondateur Robert de Sorbon, qui lui-même avait tiré ce nom du lieu de sa naissance, près de Rhetel dans le diocèse de Reims. Il fut d'abord chanoine de Cambrai, puis de Paris; et sur la réputation de ses talens et de ses vertus, le roi saint Louis voulut l'attacher à sa personne, et le nomma son chapelain. Comme Robert avait conçu le projet de fonder un collège pour de pauvres étudiants en théologie, la reine Blanche lui donna pour cet effet, vers l'an 1250, une maison à Paris près du palais des Thermes, ancien palais de l'empereur Julien. Ensuite, le roi à son retour d'Orient lui donna les maisons qu'il possédait dans le même quartier, en échange de quelques autres que Robert céda dans la rue de la Bretonnerie, pour y établir des chanoines réguliers de la congrégation de Sainte-Croix, instituée depuis quelques années dans la Belgique. Tels furent les commencemens de cette école, qui dans la suite acquit une si grande célébrité. Ce fut un des premiers collèges établis pour les élèves séculiers. Plusieurs évêques en fondèrent ensuite pour les étudiants de leur diocèse, et telle est l'origine de plusieurs collèges qui portaient, à Paris, des noms de villes ou de provinces.

Guillaume de Hollande, roi des Romains, fut tué l'an 1256, en faisant la guerre aux Frisons, et le pape, craignant qu'on ne voulût élire le jeune Conradin, en fit la défense aux électeurs sous peine d'excommunication, parce que ce prince, encore enfant, ne pouvait ni consentir à son élection, ni exercer l'autorité royale, et que d'ailleurs il était à craindre qu'il ne suivît plus tard les mauvais exemples de ses ancêtres. L'année suivante, une partie des électeurs, entre autres les archevêques de Mayence et de Cologne, nommèrent roi des Romains, Richard comte de Cornouailles, frère du roi d'Angle-

terre. Les autres, à la tête desquels était l'archevêque de Trêves, ayant refusé de concourir à cette élection, la regardèrent comme nulle, et élurent de leur côté Alphonse, roi de Castille. Les deux élus envoyèrent des ambassadeurs au pape pour faire confirmer leur élection. Mais il crut devoir différer son jugement, pour ne pas troubler la paix de l'Église. Toutefois, il sembla se déclarer tacitement en faveur de Richard, qui se rendit promptement en Allemagne, où il fut couronné à Aix-la-Chapelle par l'archevêque de Cologne (1).

Le pape Alexandre, dès les premiers jours de son pontificat, s'était empressé de révoquer la bulle d'Innocent IV, qui restreignait les privilèges des religieux mendiants. Quelques mois plus tard, c'est-à-dire le 14 avril 1255, il publia une bulle en faveur des frères prêcheurs au sujet de leurs différends avec l'université de Paris. Cette université renfermait alors douze chaires de théologie. Deux étaient occupées par les frères prêcheurs, qui avaient obtenu la première de l'évêque de Paris pendant les querelles de l'an 1229, et ensuite érigé la seconde d'eux-mêmes. D'autres étaient demandées ou déjà occupées soit par des congrégations religieuses ayant des collèges à Paris, savoir les bernardins, les trinitaires, les frères mineurs, les chanoines réguliers de Prémontré, et la congrégation du Val des écoliers, fondée depuis un demi-siècle dans le diocèse de Langres, soit par des religieux n'ayant point de collèges. Enfin trois étaient remplies par des chanoines de Paris, et le reste par d'autres docteurs séculiers. Dans cet état de choses, l'université fit un statut l'an 1252, portant qu'à l'avenir on n'admettrait point à en faire partie les religieux qui n'avaient point de collège, qu'il ne pourrait y avoir plus d'une chaire pour chaque collège de religieux, et que nul ne serait reçu docteur s'il ne déclarait se soumettre à ce règle-

(1) Matth. Paris. — *Chron. Paduan.* — Henr. Steron. *Chron.*

ment. L'année suivante, les frères prêcheurs ayant continué leurs leçons pendant une suspension que l'université avait ordonnée, elle fit un autre décret portant que nul ne serait reçu docteur dans aucune faculté, s'il ne jurait auparavant d'observer les constitutions de l'université, et comme les frères prêcheurs refusèrent de souscrire à ce décret, elle les déclara exclus de son sein. Alors ceux-ci, de concert avec les frères mineurs, eurent recours au pape Innocent, qui mourut avant d'avoir terminé cette affaire. Mais le pape Alexandre IV, par sa bulle dont nous venons de parler, cassa le statut qui limitait le nombre des docteurs, et ordonna de rétablir les frères prêcheurs dans leurs chaires. Les évêques d'Auxerre et d'Orléans, chargés de faire exécuter cette bulle, n'ayant pu vaincre la résistance de l'université, prononcèrent l'excommunication contre les maîtres et les écoliers. Quelques-uns alors quittèrent Paris; les autres écrivirent au pape que pour éviter l'union avec les religieux sans contrevenir à son ordonnance, ils avaient pris le parti de renoncer aux privilèges de l'université et de s'en séparer. Ils menaçaient en même temps de transférer leur école dans un autre royaume, car saint Louis appuyait de tout son pouvoir les frères prêcheurs. Le pape, sans avoir égard à cette prétendue séparation, écrivit au chancelier de Sainte-Geneviève de n'accorder la licence pour professer à Paris en aucune faculté à ceux qui refuseraient d'observer la bulle. L'année suivante, les archevêques de Sens, de Reims, de Bourges et de Rouen, procurèrent, comme arbitres, un accommodement par lequel les frères prêcheurs consentaient à ne plus faire partie du corps de l'université, à la condition de conserver deux chaires dans leur collège et de pouvoir admettre toute sorte d'écoliers. Mais le pape déclara nul cet accommodement, et prononça l'interdit des fonctions de docteur avec privation de toutes dignités et bénéfices contre les principaux auteurs de la résistance à son décret.

Un d'entre eux était Guillaume de Saint-Amour, qui se signala par ses déclamations et ses écrits contre les religieux mendiants. Il publia notamment cette année 1256 un livre intitulé : Des périls des derniers temps, où il soutenait que nul ne pouvait prêcher ou confesser sans la permission des évêques et des curés, et que le pape en accordant à quelques religieux le pouvoir de prêcher partout, l'entendait naturellement des lieux où ils seraient invités, puisque autrement ce serait troubler la hiérarchie et créer une infinité d'évêques universaux. Il s'élevait en même temps contre la mendicité des ordres religieux, ne craignait pas de dire que l'Église s'était trompée en la tolérant, et conseillait, pour arrêter leurs entreprises, de leur refuser l'aumône. Saint Louis envoya ce livre au pape pour le faire examiner, et l'université députa de son côté plusieurs docteurs, entre autres Guillaume de Saint-Amour pour soutenir sa cause, et poursuivre la condamnation d'un écrit sous le titre d'Évangile éternel, où se trouvaient un grand nombre d'erreurs dont on voulait rendre responsables les religieux mendiants ; car on l'attribuait à Jean de Parme, général des frères mineurs, et on l'avait expliqué publiquement dans leur école de Paris. Le pape condamna et fit brûler en sa présence l'écrit de Guillaume de Saint-Amour, avec ordre à quiconque posséderait cet écrit de le jeter au feu, sous peine d'excommunication.

Saint Thomas d'Aquin, saint Bonaventure et Albert le Grand s'étaient rendus auprès du pape pour défendre la cause des religieux contre l'université. Le premier publia bientôt après une solide apologie des ordres mendiants contre les téméraires attaques de Guillaume de Saint-Amour. Il y montre que rien n'interdit aux religieux qui en sont capables les fonctions de l'enseignement, ni par conséquent l'agrégation aux universités établies pour cette fin ; qu'ils peuvent prêcher et confesser sans avoir charge d'âme, parce que s'ils n'ont pas comme les pasteurs la



juridiction ordinaire, ils ont la juridiction déléguée, qui peut être donnée par le pape dans toute l'Eglise, comme par les évêques dans leur diocèse et par les curés dans leur paroisse; car ces derniers avaient alors le droit d'approuver pour la confession, et quelques-uns même prétendaient que les évêques ne pouvaient donner aux religieux le pouvoir de confesser sans le consentement des curés; ce que saint Thomas réfute aisément, et il ajoute que cette délégation est souvent utile et même nécessaire pour le bien des fidèles. Comme on voulait excepter au moins la confession annuelle, qui, d'après le concile de Latran, doit se faire au propre prêtre, il fait voir que ce canon, en excluant le prêtre étranger, ne s'applique point au pasteur commun, c'est-à-dire à l'évêque et au pape; d'où il conclut qu'on doit dire la même chose de ceux qui ont reçu des pouvoirs de l'un ou de l'autre. Mais cette opinion sur la confession annuelle faite aux religieux fut longtemps encore controversée, du moins à l'égard de ceux qui n'avaient qu'une approbation générale, sans mention expresse de pouvoirs particuliers pour cette confession. Quant à la mendicité, saint Thomas établit que le renoncement à toute propriété, même en commun, n'était autre chose que la pratique exacte des conseils de l'Evangile; que le travail des mains pouvait être remplacé par d'autres occupations plus utiles, et que les religieux employés au service de l'Eglise avaient droit à leur subsistance, et pouvaient par conséquent la demander, ou, en d'autres termes, exercer la mendicité suivant les règles de leur état, c'est-à-dire en se bornant au seul nécessaire. Enfin il répond aux autres reproches que l'on faisait aux religieux mendiants sur leur costume ou sur leur conduite, comme de se mêler d'une multitude d'affaires, de chercher la faveur du monde et principalement des grands, de n'estimer que leur institut, et de vanter les grandes choses qui se faisaient par leur ministère. Saint Bonaventure publia

de son côté plusieurs écrits en faveur de son ordre, dans lesquels il emploie les mêmes preuves que saint Thomas. Mais comme les reproches contre les religieux mendiants n'étaient pas tous sans fondement, il adressa quelque temps après, comme général de l'ordre, une lettre aux provinciaux et gardiens, où il se plaint entre autres choses du luxe des bâtimens, de l'oisiveté et de la vie vagabonde de plusieurs frères, des affaires multipliées dont quelques autres se chargeaient, des sollicitations importunes qui faisaient redouter la rencontre de ces religieux, enfin de l'avidité des sépultures et des testamens. Il exhortait en même temps les supérieurs à ne confier la prédication et la confession qu'après un examen suffisant ; car les religieux mendiants pour prêcher et confesser devaient recevoir l'approbation de leurs supérieurs.

La dispute entre l'université et les frères prêcheurs se prolongea encore quelques années. Les docteurs en théologie se montraient disposés à les recevoir ; mais les maîtres ès-arts et les facultés de droit et de médecine prétendaient n'y être point obligés par les bulles adressées à la faculté de théologie. Enfin le pape adressa une bulle à l'évêque de Paris pour leur enjoindre de recevoir les frères prêcheurs et les frères mineurs dans leur société, sous peine d'une excommunication réservée au saint-siège, et en conséquence les frères prêcheurs furent rétablis l'an 1260 dans l'université, mais à la condition d'occuper le dernier rang lorsqu'ils seront appelés ou admis aux actes publics (1).

Le pape, à la poursuite des députés de l'université, avait aussi condamné le livre de l'Évangile éternel, où l'on enseignait, entre autres erreurs, que le Nouveau Testament ne conduisait point à la perfection, qu'il devait être remplacé comme l'Ancien et ne durer que jusqu'à l'an 1260 ; qu'alors commencerait l'état de perfec-

(1) Matth. Par. — Guill. Naug. *Chron.* — Alex. *Epist.* — Vading, *Annal. FF. Minor.*

tion et l'intelligence complète de la vérité avec un nouveau sacerdoce, et que ce troisième état du monde serait le temps du règne ou de l'opération du Saint-Esprit, comme le temps de l'Ancien Testament avait été le règne du Père, et la durée du Nouveau, le règne du Fils; que la doctrine de l'abbé Joachim était au-dessus de celle de Jésus-Christ, et par conséquent de l'Ancien et du Nouveau Testament; que Jésus-Christ et ses apôtres n'avaient pas atteint la perfection de la vie contemplative, qu'elle avait commencé seulement depuis l'abbé Joachim et devait fructifier dans ses disciples; que jusque alors la vie active avait été utile, mais qu'elle cesserait de l'être; qu'ainsi l'ordre clérical devait finir, et qu'entre les religieux il s'élèverait un ordre plus parfait que tous les autres, c'est-à-dire pratiquant les maximes de l'Évangile éternel qui devait remplacer l'Évangile de Jésus-Christ; que ces nouveaux religieux persécutés par le clergé passeraient chez les infidèles, et qu'il était à craindre que ce ne fût pour les engager à faire la guerre à l'Église romaine. On approuvait dans cet écrit le schisme des Grecs et on les préférait aux Latins, comme se conformant davantage à l'esprit du Nouveau Testament, dont le pape ne comprenait que le sens littéral sans avoir l'intelligence du sens spirituel. Enfin on soutenait que nul n'était capable d'instruire les hommes dans les matières spirituelles, s'il n'allait nu-pieds; ce qui fait assez voir de quel ordre était l'auteur de ce livre.

Jean de Parme, à qui on l'attribuait, avait été élu en 1247, d'une voix presque unanime, septième général de l'ordre des frères mineurs. Sa nomination fut surtout applaudie par ceux qui voulaient maintenir la rigoureuse observation de la règle, sans interprétation et sans commentaire; car il avait beaucoup de vertu et un grand zèle pour la discipline. Il visita toutes les maisons de l'ordre et prit partout des mesures contre le relâchement. Mais ensuite des plaintes nombreuses s'élevèrent

contre lui. On l'accusait de vouloir faire observer le testament de saint François, et de blâmer en conséquence ceux qui donnaient des explications de la règle ou qui s'appuyaient sur les déclarations données par les papes ou par les docteurs, et surtout de soutenir les erreurs de l'abbé Joachim. Enfin le pape l'obligea, en 1256, à donner sa démission, et bientôt après ses adversaires l'ayant accusé auprès de saint Bonaventure, son successeur, on le trouva en effet coupable d'attachement aux rêveries de l'abbé Joachim, et il fut condamné à la prison. Mais comme il se montra soumis et se rétracta, la sentence ne fut pas exécutée (1). Quelques frères mineurs s'obstinèrent toutefois à soutenir et à propager par toutes sortes de moyens les erreurs de l'Évangile éternel. C'est ce qu'on voit dans un concile d'Arles tenu en 1260, et qui par ce motif condamne les commentaires de l'abbé Joachim, d'où ces rêveries étaient tirées.

Ce concile d'Arles fit aussi quelques réglemens de discipline où l'on remarque un article qui ordonne d'administrer et de recevoir à jeun le sacrement de confirmation, excepté pour les enfans à la mamelle, ce qui fait voir qu'on le donnait encore aux petits enfans, et l'usage s'en est conservé dans quelques églises. Comme la plupart des paroisses de la province appartenaient à des congrégations religieuses qui en négligeaient le service, on leur ordonna d'y mettre des curés en résidence, tirés de la communauté, ou des vicaires perpétuels avec un revenu suffisant. Une mesure semblable fut prise dans un concile tenu la même année à Cognac par l'archevêque de Bordeaux, et on y trouve entre autres articles contre divers abus, la défense de veiller dans les églises et les cimetières; d'où l'on peut conclure que les fidèles assistaient encore aux offices de la nuit. De nombreux réglemens furent publiés dans le même temps par un con-

(1) S. Antonin. *Chron.* — Ptolom. Luc. *Hist. ecc.* — Rainald. — Vading.

cile de Cologne pour le rétablissement de la discipline cléricale et monastique, fort relâchée dans cette province. On y remarque notamment un article contre le concubinage public des clercs; et le pape avait écrit lui-même à ce sujet l'année précédente une lettre aux archevêques de Rouen et de Salzbourg, et probablement à d'autres, ce qui peut faire croire que ce scandale était assez commun. On trouve aussi plusieurs réglemens de discipline publiés par deux conciles tenus en 1258, l'un à Ruffec, par l'archevêque de Bordeaux, l'autre à Montpellier, par l'archevêque de Narbonne. Mais ces réglemens n'ont guère d'autre objet que de réprimer des abus déjà signalés plusieurs fois, notamment les entreprises des laïques contre la juridiction du clergé et l'usurpation des biens ecclésiastiques. Toutefois, comme il s'élevait de tous côtés des plaintes contre l'extension presque illimitée de la juridiction ecclésiastique, soit à cause du grand nombre d'affaires qui lui étaient réservées par les canons, soit à cause de la multitude des clercs, le concile de Montpellier ordonna de ne pas conférer la tonsure avant l'âge de vingt ans, et de prendre les plus grandes précautions pour ne la donner qu'à ceux qui la demandaient par dévotion et non par fraude, et en même temps il déclare exclus des privilèges de la cléricature les clercs qui tiennent boutique, qui font le commerce, qui exercent des métiers, qui travaillent à la journée ou qui ne portent pas l'habit cléricale. On peut juger d'après cela de l'empressement que montrait le peuple à recevoir la tonsure pour faire partie du clergé. Du reste on ne s'en étonnera pas, si l'on réfléchit que c'était alors un moyen et le seul possible d'échapper aux taxes et aux corvées arbitraires imposées par les seigneurs. Quant au grand nombre des affaires réservées aux tribunaux ecclésiastiques, on en comprend aussi la raison quand on sait que tout s'y jugeait d'après des lois écrites, tandis que dans les tribunaux séculiers les procédures et les

jugemens étaient réglés par des coutumes incertaines, variables et quelquefois barbares. Ainsi l'usage du combat judiciaire était déjà seul une raison suffisante pour que l'Église prît soin de soustraire le plus de causes possible à cette absurde jurisprudence.

Il existait depuis longtemps en Europe diverses congrégations d'ermites dont les unes suivaient la règle de saint Benoît, les autres celle de saint Augustin. Les premières étaient deux congrégations de l'ordre des guillelmites, l'une qui gardait le nom de saint Guillaume de Malaval, son fondateur, l'autre qui avait pris celui du mont Fabal, où elle avait son principal monastère. Les dernières étaient au nombre de trois : la congrégation du bienheureux Jean le Bon, dont nous avons parlé précédemment ; celle de Bricline, ainsi nommée du désert où elle était établie dans la Marche d'Ancône ; enfin la troisième comprenait les monastères d'ermites établis en divers diocèses, sous le nom d'ermites de saint Augustin. Le pape Alexandre IV, par une bulle du 9 avril 1256, réunit les cinq congrégations en un seul corps sous le même général et la même observance, c'est-à-dire sous la règle de saint Augustin, avec le vœu de pauvreté absolue, et les dispensa de l'obligation qu'on leur avait imposée de porter des bâtons. Ainsi se forma l'ordre mendiant des ermites ou augustins. Mais bientôt après les guillelmites demandèrent et obtinrent de retourner à la règle de saint Benoît sous leur général particulier. Les augustins établirent trois ans plus tard un couvent de l'ordre à Paris, et la célébrité des écoles de cette ville y attira aussi les chartreux, à qui saint Louis donna une maison. Les ermites du mont Carmel, troublés par les incursions des Sarrasins, avaient commencé depuis environ vingt ans à chercher un asile en Europe, où ils firent approuver leur ordre par Innocent IV, et établirent la confrérie ou le tiers ordre du Scapulaire. Saint Louis, à son retour de la Terre sainte, en amena plu-



sieurs avec lui, et leur donna une maison à Paris, où se forma ainsi le premier établissement des carmes dans le royaume.

On vit se produire vers ce temps un enthousiasme et un mouvement de pénitence jusque alors sans exemple. Des troupes d'hommes de tout âge et de toute condition, souvent au nombre de plusieurs milliers, parcouraient en procession les rues des villes et des villages, le corps découvert jusqu'à la ceinture, et tenant à la main des courroies, dont ils se frappaient jusqu'au sang, ce qui leur fit donner le nom de Flagellans. Ils marchaient ainsi par les froids les plus rigoureux et même pendant la nuit, en versant des larmes et poussant de grands gémissemens. Leur pénitence durait trente-trois jours, et ils devaient se flageller deux fois par jour. Les femmes pratiquaient la même pénitence, enfermées dans leur chambre. Ce mouvement avait commencé à Pérouse, vers l'an 1259, et se propagea en Italie, en Allemagne et jusqu'en Pologne. Mais la superstition s'y mêla bientôt; les flagellans disaient que personne ne pouvait être absous de ses péchés s'il ne faisait cette pénitence; ils se confessaient les uns aux autres et prétendaient donner l'absolution quoique laïques. Ils la donnaient aux morts, et même à ceux qu'ils croyaient en paradis ou en enfer. Ces extravagances attirèrent l'attention des évêques et des magistrats, et l'on défendit sous des peines sévères de suivre cette secte, qui fut ainsi bientôt abandonnée et méprisée (1).

Les Tartares continuaient leurs conquêtes et leurs ravages. Ils prirent et saccagèrent en 1258 la ville de Bagdad, et firent périr dans les tourmens le calife Mostazem. En lui finit la dynastie des Abassides, et depuis ce temps les musulmans n'ont point eu de chef légitime de leur religion, puisque c'est un des points fondamentaux de leur doctrine qu'il doit être de la famille de Mahomet.

(1) Steron. *Annal.* — *Chron. Pad.* — Siffrid. *Epit. hist.*

Les Tartares s'avancèrent ensuite dans la Syrie, prirent Alep et Damas, et attaquèrent la Palestine, alors désolée par une guerre sanglante entre les templiers et les hospitaliers. Ils recommencèrent en même temps leurs invasions du côté de la Pologne et de la Hongrie. Le pape, alarmé de ces progrès, écrivit aux princes chrétiens, aux prélats et aux communautés, pour exciter leur zèle et réclamer des secours contre ces barbares. On tint en conséquence, au commencement de l'an 1261, plusieurs conciles en France, en Allemagne et en Angleterre, dans lesquels on ordonna des jeûnes et des prières publiques. Quelques-uns de ces conciles firent aussi divers réglemens de discipline. Ainsi l'archevêque de Cantorbéry, dans son concile provincial tenu à Lambeth, près de Londres, publia une ordonnance pour réprimer par des censures les entreprises de la puissance séculière contre la liberté de l'Église et contre la juridiction du clergé, notamment les poursuites contre les ecclésiastiques à l'occasion de leurs fonctions; car ils étaient quelquefois cités devant les tribunaux laïques pour avoir prononcé des censures, pour n'avoir pas conféré des bénéfices, ou pour avoir fait des procédures ou rendu des jugemens sur des affaires soumises à leur juridiction par les canons. L'archevêque de Mayence, dans son concile, fit plusieurs statuts pour l'augmentation du service divin et la réformation du clergé. Les princes et les évêques envoyèrent ensuite des députés pour assister au concile que le pape se proposait de tenir lui-même au mois de juillet de cette même année 1261; mais il mourut le 25 mai à Viterbe, où il s'était retiré depuis quelques années, à cause des séditions du peuple romain.

L'empereur grec Jean Vatace était mort en 1254, et avait eu pour successeur son fils Théodore Lascaris. Celui-ci mourut quatre ans plus tard, laissant un fils nommé Jean, qui n'avait qu'environ dix ans. Michel Paléologue ayant trouvé moyen d'obtenir la régence, se fit

bientôt après proclamer empereur et fut couronné par le patriarche Arsène, qui lui fit promettre par un serment solennel de quitter le trône et toutes les marques de l'empire aussitôt que Jean Lascaris serait en âge de gouverner. Mais Paléologue, au mépris de ce serment, ne songea qu'à dépouiller le jeune prince, et au bout de deux ou trois ans, ayant repris Constantinople, il le fit aveugler pour le mettre hors d'état de régner, après quoi il l'enferma dans une forteresse sur le bord de la mer. Ayant résolu de soumettre le prince d'Épire, il avait envoyé pour cet effet une armée commandée par le César Alexis, avec ordre de faire en passant quelques démonstrations pour effrayer les Latins de Constantinople. Dans l'état de faiblesse où était l'empire, il s'était formé des corps de troupes grecques qui couraient le pays sous des chefs particuliers. Le César Alexis apprit par quelques-uns de ces chefs que les troupes des Latins étaient parties pour une expédition éloignée, et qu'ainsi la ville était sans garnison et d'ailleurs dépourvue de tout; ils ajoutèrent que dans cet état il ne serait pas difficile de s'en emparer, et joignant leurs troupes à celles d'Alexis, ils le servirent si bien qu'en effet il s'en rendit maître dans la nuit du 25 juillet 1261. Ainsi finit l'empire latin de Constantinople, qui avait duré cinquante-sept ans. L'empereur Baudouin et le patriarche se sauvèrent dans des barques à Négrepont et de là en Italie. Michel Paléologue, trois semaines après, fit son entrée solennelle dans cette capitale, marchant à pied et faisant porter devant lui l'image de la Vierge que l'on prétendait avoir été peinte par saint Luc.

---

---

---

## LIVRE TRENTE-TROISIÈME.

DEPUIS LA MORT D'ALEXANDRE IV JUSQU'À LA FIN DU TREIZIÈME  
SIÈCLE.

DE 1261 ▲ 1200.

Il n'y avait à Viterbe que huit cardinaux à la mort du pape Alexandre, et ils se trouvèrent tellement divisés pour le choix de son successeur, que le saint-siège vaqua plus de trois mois. Enfin, le 29 août, ils élurent Jacques Pantaléon, patriarche de Jérusalem, qui était venu en Italie pour les affaires de son Église. Il était né à Troyes, en Champagne, d'une famille obscure, et s'était élevé par son mérite. Il avait été archidiacre de Liège, puis évêque de Verdun, et chargé de plusieurs légations qu'il remplissait avec habileté. Le nouveau pape prit le nom d'Urbain IV, et tint le saint-siège trois ans. Comme les cardinaux étaient réduits à un petit nombre, il en créa sept au mois de décembre 1261, et sept autres au mois de mai de l'année suivante. On remarque dans cette promotion Henri de Suse, d'abord évêque de Sisteron, puis archevêque d'Embrun, qui fut fait cardinal évêque d'Ostie. Il était fort habile dans la jurisprudence, et avait composé par ordre du pape Alexandre des Commentaires sur les décrétales et une Somme de droit civil et canonique, appelée communément la Somme dorée et devenue célèbre dans les écoles, où il est cité sous le nom d'*Ostiensis*.

Deux sujets élus par des factions rivales se disputaient le siège de Milan, qui restait ainsi vacant depuis quatre ans. Le pape Urbain rejeta les deux élections et donna l'archevêché à Otton Visconti, d'une famille noble et

puissante de cette ville. Mais le parti-populaire, qui dominait à Milan, refusa de le recevoir, confisqua les biens de l'archevêché, et montra tant d'opiniâtreté dans sa résistance, que malgré les secours de la noblesse et du pape, et l'interdit jeté sur la ville, Otton demeura plus de quatorze ans sans pouvoir prendre possession. Les Milanais s'adressèrent au pape Clément IV, successeur d'Urbain, pour obtenir la levée de l'interdit. Ils se plaignirent vivement de la noblesse et en particulier de Visconti, leur archevêque, et firent valoir l'attachement qu'ils avaient toujours montré pour les papes contre les empereurs. Mais leur démarche demeura sans résultat. Enfin, l'an 1277, Otton Visconti, avec le secours de la noblesse bannie, défit les Milanais et se rendit maître de la ville, où il jeta les fondemens de la domination temporelle de sa famille.

Mainfroi se maintenait dans le royaume de Sicile, et pour se fortifier par une puissante alliance, il offrit de marier sa fille Constance à Pierre, fils aîné du roi d'Aragon. Ce dernier ayant accepté la proposition, travailla en conséquence à le réconcilier avec le saint-siège. Mais le pape Urbain, dans une lettre du 26 avril 1262, lui rappela les crimes de Mainfroi, sa révolte contre le pape Innocent, son alliance avec les Sarrasins de Nocera, l'usurpation du trône au mépris des droits de son neveu, le pillage des églises et le mépris de l'excommunication, et il finissait en lui représentant qu'il ne convenait point à sa dignité de se charger d'une telle négociation et de s'unir si étroitement avec un ennemi de l'Eglise. Toutefois ces représentations et celles que saint Louis adressa de son côté au même prince ne purent empêcher le mariage projeté, et le roi d'Aragon, déterminé par l'espérance du royaume de Sicile, se contenta de déclarer solennellement qu'en adhérant à ce mariage il ne prétendait s'engager à rien de contraire aux intérêts de l'Eglise romaine. L'année suivante, comme Mainfroi avait

attiré à son parti la plupart des villes de Toscane et qu'il se disposait à entrer dans les états du saint-siège, le pape Urbain le cita à comparaître pour répondre et satisfaire sur les crimes qu'on lui imputait, et quelque temps après il jeta l'interdit sur le royaume de Sicile ; mais ces mesures n'eurent d'autre suite que des négociations infructueuses. Cependant le pape Urbain avait offert le royaume de Sicile à saint Louis pour un de ses enfants, et sur son refus, il l'offrit de nouveau à Charles d'Anjou, et pressa vivement le roi de lui donner des secours pour en faire la conquête. Il lui représenta pour cet effet tout ce que l'Église avait à souffrir de la part de Mainfroi, les bénéfices occupés par des intrus, les lieux saints convertis à des usages profanes ; les églises et les monastères dépouillés de leurs biens, les clercs et les prélats jetés en prison, mutilés ou mis à mort, et enfin les plus odieuses violences employées pour les contraindre à célébrer les offices malgré l'interdit, ou à conférer les sacrements à des excommuniés. Il fit demander en même temps un subside au clergé pour les frais de cette guerre, et ne pouvant attendre aucun secours du roi d'Angleterre, trop occupé dans ses états, il l'exhorta du moins à renoncer en faveur de Charles aux prétentions qu'il pouvait élever sur la Sicile en vertu de la concession qui en avait été faite à son fils Edmond. On verra plus tard les suites de cette affaire, qui se termina par la défaite et la mort de Mainfroi (1).

L'empire d'Allemagne restait vacant depuis la mort de Frédéric, et les deux prétendants, Alphonse, roi de Castille, et Richard, frère du roi d'Angleterre, pressaient le pape de prononcer sur la validité de leur élection. Il essaya longtemps de les amener à un accommodement ; puis ayant ouï leurs raisons, il fixa successivement

(1) Trivet. *Chron.* — Martin Polon. — *Chron. Paduan.* — S. Anton. *Chron.* — Matth. Spinell. *Chron.*



plusieurs délais pour porter son jugement, et mourut avant d'avoir rien décidé. L'archevêque de Mayence avait, de son côté, indiqué une diète pour procéder à une nouvelle élection, et quelques seigneurs proposaient d'élire le jeune Conradin, petit-fils de l'empereur Frédéric. Mais le pape réitéra la défense d'élire ce jeune prince, sous peine de nullité et d'excommunication contre les électeurs.

Les affaires de Constantinople et l'état de la Terre sainte excitèrent surtout la sollicitude particulière du souverain pontife. Il écrivit à saint Louis et lui envoya un légat pour l'exhorter à secourir l'empereur Baudouin et demander pour cet objet un subside au clergé. Il chargea en même temps les frères mineurs de prêcher en France la croisade contre les Grecs, avec la même indulgence que pour la Terre sainte. Il envoya aussi des légats en Angleterre pour presser le clergé de contribuer aux frais de cette entreprise. Mais les évêques répondirent que les besoins du royaume, affligé par la disette et par les guerres civiles, ne leur permettaient pas de donner des secours à un prince étranger; le clergé de France et celui d'Espagne firent le même refus. Cependant Paléologue n'était pas sans de vives inquiétudes. Le patriarche Arsène ayant appris que malgré ses sermens il avait fait aveugler le jeune empereur, rassembla les prélats qui se trouvaient à Constantinople, et prononça l'excommunication contre Paléologue, en permettant toutefois, pour ne pas le pousser à bout, de chanter pour lui les prières ordinaires. Il persista ensuite à refuser de l'absoudre, malgré les instances réitérées de ce prince et de ses partisans, jointes à toutes les marques de la soumission et d'un repentir au moins apparent. D'un autre côté, craignant les attaques des Latins, Paléologue envoya plusieurs ambassades au pape et lui écrivit des lettres fort soumises, où il témoignait un grand désir de mettre fin aux divisions passées, et le pria d'envoyer

des nonces pour négocier la paix et travailler à l'extinction du schisme. Le pape lui répondit que s'il rentrait dans le sein de l'Église, le saint-siège ne négligerait rien pour le protéger efficacement contre toutes les attaques; mais que la paix ne pouvait avoir de fondement solide sans l'unité de la foi, et qu'ainsi tant qu'il serait séparé de l'Église romaine, il ne devait pas s'étonner de la défense faite aux Latins de lui porter des secours; puis ayant reçu une autre lettre où Paléologue déclarait qu'après s'être fait expliquer la doctrine de l'Église romaine il l'avait trouvée conforme à celle des pères grecs et latins, et qu'il désirait sincèrement procurer la réunion, le pape s'empressa de le féliciter de ses bonnes dispositions et de lui envoyer des légats. Mais les circonstances et l'obstination des Grecs retardèrent longtemps l'effet de cette négociation (1).

Paléologue ayant employé inutilement pendant deux ans tous les moyens pour se faire absoudre par le patriarche Arsène, résolut de le faire déposer, et convoqua pour cet effet une réunion d'évêques, auxquels il se plaignit de l'obstination du patriarche, qui voulait le contraindre à abdiquer l'empire; après quoi il ajouta que s'il ne pouvait obtenir d'eux la pénitence, il la demanderait à d'autres, c'est-à-dire qu'il s'adresserait au pape. Les évêques, déterminés par cette menace indirecte, résolurent de se prêter aux vues de l'empereur. On lui remit un libelle d'accusation, contenant divers griefs contre le patriarche, notamment d'avoir permis au sultan d'Icone, retiré alors à Constantinople, d'assister aux offices le jour de Pâques avec ses officiers et d'avoir donné l'eucharistie à ses enfans. Le patriarche répondit à ces griefs, et dit qu'il avait traité comme chrétiens le sultan et ses enfans sur le témoignage de l'évêque de Pisidie, à qui seul on devait imputer la faute, s'il y en avait une.

(1) Matth. Westm. — Pachym. — Gregor.

Mais l'empereur ne laissa pas de réunir un nombreux concile où le patriarche fut cité à comparaître pour se justifier, et après les trois citations canoniques, comme il ne se présenta point, on crut pouvoir le condamner par contumace. La sentence de déposition fut signifiée au patriarche vers la fin de mai 1264, et l'empereur le fit enlever aussitôt et conduire dans un monastère de l'île de Proconèse. On lui donna ensuite pour successeur Germain, évêque d'Andrinople, qui était en grand crédit auprès de l'empereur ; mais ce choix devint l'occasion d'un schisme, car plusieurs reconnaissaient toujours Arsène pour patriarche, et d'autres condamnaient la translation de Germain comme contraire aux règles canoniques.

Cependant Arsène fut accusé d'avoir pris part à une conspiration contre l'empereur, et l'affaire ayant été déferée à un concile, on députa des commissaires pour l'interroger. Mais il protesta si énergiquement de son innocence, et fit tellement ressortir l'indignité des persécutions dont il était l'objet, que l'empereur mit fin aux poursuites, et lui assigna même une pension annuelle, dans l'espoir de l'adoucir et d'en obtenir enfin l'absolution ; car il craignait qu'on ne regardât pas comme valable celle qu'il pourrait recevoir de Germain, dont la translation était jugée irrégulière. Cette considération lui fit même prendre, au bout de deux ans, le parti de lui ôter le siège patriarcal. Il engagea dans ce but plusieurs personnes à lui donner le conseil de se retirer volontairement, pour n'y être pas forcé plus tard, et quand le patriarche fit connaître ces démarches à l'empereur, dans la persuasion qu'il serait soutenu, celui-ci répondit qu'il était trop occupé des affaires de l'état pour intervenir dans des contestations particulières dont le jugement appartenait aux évêques. Germain se voyant ainsi abandonné de l'empereur, résolut de se retirer, et donna sa démission par écrit. On choisit pour le remplacer Jo-

seph, abbé du monastère de Galésion, qui avait refusé de reconnaître Germain, et qui le premier avait reçu la commission de l'engager à se démettre. Il obtint toutes sortes de faveurs de Paléologue, et ne tarda pas à l'absoudre solennellement de l'excommunication. Mais cette mesure contribua encore à augmenter le schisme. On accusait le nouveau patriarche de s'être élevé par intrigue; on prétendait qu'il avait encouru l'excommunication pour avoir confessé l'empereur, et qu'ainsi étant lui-même excommunié et intrus, il n'avait eu aucun droit de l'absoudre. Un grand nombre de moines surtout se séparèrent de sa communion, et les violences qui furent employées contre eux ne servirent qu'à augmenter le nombre de ses ennemis.

Le sultan d'Égypte, irrité contre les templiers et les hospitaliers, qui retenaient quelques prisonniers contre les traités, entra en Palestine avec une nombreuse armée, détruisit le monastère de Bethléhem, l'église de Nazareth et celle du mont Thabor, ravagea le pays et s'avança jusqu'aux portes de la ville d'Acre. Le pape Urbain, sur cette nouvelle, écrivit à saint Louis pour l'exhorter à secourir promptement la Terre sainte, et envoya en France l'archevêque de Tyr en qualité de légat pour lever à cette occasion un subside d'un centième sur les revenus ecclésiastiques. Il y eut pour cet objet une assemblée tenue à Paris, au mois d'octobre 1263, où le clergé consentit à payer ce subside pendant cinq ans, mais seulement comme don volontaire, et à condition que le légat ne se servirait point des ordres du pape, que nul ne serait contraint par la puissance séculière, et que les bénéficiers dont le revenu n'excéderait pas douze livres parisis seraient exempts de contribuer. Ce fut probablement dans cette assemblée que le clergé de France, se plaignant du mépris de l'excommunication, pria le roi d'ordonner à ses officiers de justice de contraindre par la saisie des biens quiconque aurait été ex-

communiqué plus d'un an, à se faire absoudre. Mais le roi répondit qu'il ne pouvait donner cet ordre qu'à l'égard de ceux que les juges trouveraient coupables, parce que autrement il s'exposerait à blesser la justice, et il cita l'exemple du comte de Bretagne, qui après avoir été sept ans excommunié pour des contestations avec les évêques de la province, avait enfin gagné sa cause auprès du pape. Cependant un concile de Bordeaux, tenu l'année précédente, avait ordonné qu'on obligerait par des censures les barons et autres ayant juridiction à saisir les biens des excommuniés, pour les contraindre à rentrer dans le sein de l'Église. Un autre de l'an 1263 ordonna que celui qui demeurerait pendant un an dans l'excommunication serait tenu pour hérétique et dénoncé comme tel. Saint Louis fit assembler l'année suivante un concile à Paris, où l'on s'occupa entre autres choses de réprimer les juremens et les blasphèmes. Il rendit à ce sujet une ordonnance très-sévère qui fut publiée dans tout le royaume, et il eut soin de tenir la main à l'exécution. Un bourgeois de Paris ayant blasphémé avec des paroles infâmes, il lui fit marquer les lèvres d'un fer chaud, pour servir d'exemple; et comme plusieurs personnes en murmuraient : Je voudrais, dit le saint roi, être marqué de même et porter cette difformité toute ma vie, pourvu que ce vice fût entièrement banni de mon royaume. Toutefois, quatre ans plus tard, d'après les avis du pape Clément IV, il publia un autre édit pour substituer à cette peine des amendes pécuniaires (1).

Le pape Urbain IV mourut à Pérouse, au mois d'octobre de l'an 1264. Il venait de se faire porter dans cette ville, après avoir été forcé par une révolte de quitter Orviêto, où il avait demeuré deux ans. Son pontificat est remarquable par l'institution de la fête du Saint-Sacrement, déjà établie depuis quelques années à Liège, par

(1) Guill. Nang. — Joinv. — Gaufred. *Vit. S. Lud.*

suite des révélations d'une sainte fille nommée Julienne, religieuse hospitalière à Montcornillon, près de cette ville. Elle avait eu toute sa vie une grande dévotion au Saint-Sacrement, et dès l'âge de seize ans, toutes les fois qu'elle s'appliquait à l'oraison, il lui semblait voir la lune pleine, mais avec une brèche, et pendant longtemps elle fit de vains efforts pour éloigner cette image de son esprit. Ensuite s'étant adressée à Dieu pour en connaître la signification, il lui fut dit intérieurement que cette brèche marquait le défaut d'une fête pour honorer plus solennellement l'Eucharistie, et en même temps elle reçut ordre d'en provoquer l'institution. Jacques Pantaléon, alors archidiacre de Liège, et plusieurs autres personnages distingués par leur science et leur vertu, consultés à ce sujet, furent tous d'avis d'établir cette fête, et l'évêque de Liège ordonna, en 1246, de la célébrer dans son diocèse. Six ans plus tard, Hugues de Saint-Cher, provincial des frères prêcheurs et légat en Allemagne, fit une semblable ordonnance dans toute l'étendue de sa légation. Toutefois cette institution ne laissa pas d'être combattue d'abord par un certain nombre d'ecclésiastiques qui regardaient comme des rêveries les révélations de Julienne. Enfin Jacques Pantaléon étant devenu pape, jugea opportun d'établir cette fête pour confondre les hérétiques qui blasphémaient contre l'Eucharistie, et il publia pour cet effet, l'an 1264, une bulle où il ordonna de la célébrer tous les ans le jeudi après l'octave de la Pentecôte, avec concession de plusieurs indulgences à ceux qui assisteraient aux diverses parties de l'office. Mais après sa mort la célébration de cette fête fut interrompue pendant plus de quarante ans. Il avait fait composer l'office du Saint-Sacrement par saint Thomas d'Aquin, et c'est le même que nous disons encore (1).

(1) Vit. S. Julien. — Vit. Urban.



Le successeur d'Urbain IV fut le cardinal Gui Fucoldi, qui fut intronisé le 18 février 1265, et prit le nom de Clément IV. Il était né à Saint-Gilles en Provence et avait été d'abord marié ; puis ayant embrassé l'état ecclésiastique, il fut successivement archidiacre et évêque du Puy, archevêque de Narbonne, et enfin cardinal évêque de Sabine. Son mérite lui avait attiré l'estime et la confiance particulière de saint Louis, et l'on voit une preuve de ses vertus dans une lettre qu'il écrivit après son élection pour recommander à sa famille de ne lui adresser aucune demande et de ne former aucun projet de fortune ou d'agrandissement. Il était absent lorsqu'il fut élu, car le pape Urbain l'avait envoyé comme légat en Angleterre, à l'occasion de la guerre entre le roi et les seigneurs ; mais les rebelles ne lui permirent pas d'y aborder, et après avoir séjourné quelque temps à Boulogne-sur-mer, il y tint un concile où il prononça contre eux l'excommunication et jeta l'interdit sur la ville de Londres et sur les cinq ports dont on lui avait refusé l'entrée.

Saint Louis avait employé sa médiation pour rétablir la paix entre le roi et les seigneurs d'Angleterre, et ils s'accordèrent à le choisir pour arbitre de leurs différends. Ayant entendu les parties et mûrement examiné l'affaire, il rendit au mois de janvier 1264, une sentence par laquelle il cassait le règlement d'Oxford, comme dérogeant aux droits de la couronne et comme étant une cause de troubles et de désordres. Mais les seigneurs refusèrent de se soumettre à ce jugement, et continuant la guerre, ils gagnèrent au mois de mai une bataille où le roi Henri fut fait prisonnier avec son frère Richard. Le pape Clément, qui était alors légat pour l'Angleterre, ne fut pas plus tôt élevé sur le saint-siège, qu'il envoya le cardinal Ottobon de Fiesque pour travailler au rétablissement de la paix, avec pouvoir d'employer les censures et au besoin de faire prêcher la croisade contre

les rebelles. Ces mesures servirent à rétablir les affaires du roi. Les seigneurs livrèrent une seconde bataille au mois d'août 1265 ; mais ils la perdirent, et leur chef, Simon de Montfort, y fut tué ; après quoi le légat tint un concile où il prononça l'excommunication contre plusieurs évêques qui avaient suivi leur parti. Il accorda en même temps une décime au roi pour sept ans. Ensuite, pour remédier aux désordres occasionnés par la guerre civile, le légat, dans un concile national tenu à Londres trois ans plus tard, publia une ordonnance contenant des réglemens sur divers objets de discipline, notamment pour la réforme du clergé et des moines. Elle défend aux clercs de porter les armes sous aucun prétexte, et leur ordonne de porter des habits longs, c'est-à-dire qui descendent au moins jusqu'à mi-jambe. Elle prononce l'excommunication contre quiconque violera le droit d'asile dans les églises et les cimetières, ou qui enlèvera quelque chose, soit dans les lieux saints, soit dans les maisons appartenant aux ecclésiastiques. Elle ordonne de refuser aux concubines des clercs la communion pascalle, et même l'entrée de l'église. Elle défend aux prélats de s'attribuer pour un an les revenus des églises vacantes, à moins qu'ils ne soient fondés sur la coutume, ou sur un privilège ; ce qui est à remarquer comme un des premiers vestiges du droit d'annate. Enfin, elle confirme la défense de tenir plusieurs bénéfices à charge d'âme, soit en titre, soit en commende, sans une dispense du pape (1).

Le siège d'York était devenu vacant l'an 1264, et comme l'élection faite par le chapitre n'était pas canonique, le pape Clément la déclara nulle, et conféra cet archevêché à saint Bonaventure, ministre général des frères mineurs, avec ordre de l'accepter en vertu de la sainte obéissance ; car il ne trouvait personne qui lui

(1) Matth. Paris. — Matth. West. — Trivet. *Chron.*

parût plus propre à rétablir la discipline ; mais l'humilité du saint docteur fut si ingénieuse à trouver des excuses, qu'il parvint à faire agréer son refus. Saint Thomas d'Aquin refusa aussi plusieurs dignités que le pape Clément lui offrit comme une récompense de son mérite ; entre autres, l'archevêché de Naples avec les revenus d'une abbaye. Ce fut pendant ce pontificat que saint Thomas composa sa Somme théologique, ouvrage admirable qui, malgré quelques défauts tenant au goût de l'époque, n'en est pas moins regardé avec raison comme le corps de théologie le plus parfait, tant pour le fond que pour la méthode.

Les affaires de Sicile attirèrent surtout les premiers soins du pape Clément. Il publia, dès le 26 février 1265, deux bulles, dont l'une révoquait pour défaut d'acceptation la concession faite de ce royaume au fils du roi d'Angleterre, et l'autre contenait une donation du même royaume en faveur de Charles d'Anjou, moyennant certaines conditions, tant pour le temporel que pour le maintien des droits de l'Eglise. Ainsi, elle porte que tous les biens meubles ou immeubles enlevés aux églises leur seront restitués ; que les élections aux évêchés ou aux autres bénéfices seront entièrement libres, sans devoir être soumises, ni avant, ni après, à l'agrément du roi ; que les appels au saint-siège n'éprouveront aucun obstacle, enfin que le clergé ne sera point poursuivi devant les tribunaux séculiers, ni chargé de tailles ou d'impôts, et que le roi ne pourra prétendre aucun droit de régale sur les revenus des églises vacantes. Le cardinal Simon de Brie, chargé de conclure le traité, fit prêcher en même temps la croisade contre Mainfroi, et obtint pour cette guerre une décime du clergé de France. Charles d'Anjou se rendit aussitôt en Italie, où de nombreuses troupes de croisés ne tardèrent pas à le suivre. Les Romains l'avaient élu, dès l'année précédente, pour leur premier magistrat en qualité de sénateur à vie ;

mais comme ce titre portait ombrage au pape, on en réduisit le terme à trois ans. Charles reçut d'abord l'investiture du royaume de Sicile par l'étendard, le 29 mai 1265 ; puis au commencement de l'année suivante il fut couronné solennellement dans l'église de Saint-Pierre, et entrant bientôt après en campagne, il rencontra l'armée ennemie près de Bénévent, et gagna une bataille où Mainfroi perdit la vie. Cette victoire abattit le parti gibelin, et fit revenir la plus grande partie de l'Italie à l'obéissance du pape.

Cependant le jeune Conradin, soutenu par quelques princes allemands, prétendait toujours à l'empire, et après la mort de Mainfroi, excité par la faction gibeline, il prit le titre de roi de Sicile, et vint en Italie, où il fit reconnaître et exerça son autorité dans plusieurs villes. Le pape Clément n'en fut pas plus tôt instruit, qu'il lui fit défense de poursuivre son entreprise, sous peine d'excommunication contre lui et ses fauteurs et d'interdit sur les villes ; ensuite, voyant qu'il n'en tenait aucun compte, il le cita l'année suivante à comparaître en personne ou par procureur, pour répondre sur ces griefs, et comme le prince n'obéit point, il le déclara excommunié avec ses complices, lui ordonna de sortir d'Italie, et lui réitéra la défense de se mêler en aucune façon des affaires de l'empire ou de la Sicile. Enfin, par une bulle en date du 5 avril 1268, il le déclara déchu de ses droits au royaume de Jérusalem, incapable d'en posséder aucun autre, ses vassaux absous du serment de fidélité, et ses terres mises en interdit. Par une autre bulle du même jour, le pape prononça l'excommunication contre Henri de Castille, qui étant venu avec plusieurs chevaliers espagnols combattre pour Charles d'Anjou, avait eu l'habileté de se faire élire à sa place sénateur de Rome, après quoi, se mettant à la tête de quelques mécontents, il avait reconnu l'autorité et reçu dans la ville les officiers de Conradin. La même peine

était prononcée contre tous les Romains qui avaient contribué ou pris part volontairement à cette défection. Henri de Castille, devenu maître de Rome, fit piller les églises et enlever les trésors qu'on y gardait. Car c'était une ancienne coutume que les Romains et les étrangers mettaient en dépôt dans les églises et les monastères leur argent et leurs effets précieux, comme dans des lieux de sûreté contre les voleurs ou le pillage des ennemis. Conradin, dont l'autorité était reconnue dans la plupart des villes de la Lombardie et de la Toscane, s'avança bientôt après jusqu'à Rome, où il fut reçu comme empereur par le peuple, et de là il passa dans la Pouille, pour combattre Charles d'Anjou, mais son armée fut complètement défaite dans une sanglante bataille, et lui-même ayant été arrêté dans sa fuite, fut conduit à Naples, où Charles le fit juger et mettre à mort au mois d'octobre 1268, avec le duc d'Autriche et plusieurs autres seigneurs. Cette exécution rendit Charles odieux, et lui attira de vifs reproches de la part du pape et des cardinaux (1).

L'entreprise de Conradin empêcha de terminer les contestations depuis si longtemps pendantes au sujet de l'empire. Le pape Clément avait prorogé jusqu'au mois de janvier 1266 le délai notifié à Richard d'Angleterre et au roi de Castille, et ils envoyèrent alors des députés pour plaider leur cause. Ceux du roi Alphonse demandèrent et obtinrent une enquête pour entendre des témoins dans plusieurs villes; ce qui nécessita un nouvel ajournement; et quand le terme fut expiré, comme l'évêque de Silve, chargé de cette affaire, avait été tué par les gibelins, et ses papiers perdus, et que le principal envoyé du roi avait été retenu malade et enfermé dans une ville assiégée, ces motifs firent encore remettre l'affaire,

(1) Steron. *Annal.* — *Chron. Paduan.* — Ptolom. Luc. — Malesp. — Mart. Polon.

en sorte que le pape Clément mourut sans avoir rien prononcé. Cependant quelques électeurs, fatigués de ces délais, résolurent d'élire un autre empereur, et fixèrent une convocation à cet effet. Mais le pape Clément leur en fit défense expresse par une lettre où il leur représentait qu'après avoir donné lieu à cet état de choses par leurs divisions, il serait honteux pour eux de procéder à une troisième élection avant le jugement des deux premières.

Cette longue vacance laissait l'empire exposé à de nombreux désordres, dont on peut se faire une idée par les décrets publiés dans un synode de Cologne tenu en 1266. Ils contiennent diverses peines contre les auteurs de violences envers des clercs, contre ceux qui les frappent, qui les retiennent en prison, qui les traduisent devant des juges séculiers; contre ceux qui brûlent ou abattent les églises, les monastères ou les bâtimens qui en dépendent; contre ceux qui pillent ou usurpent les biens ecclésiastiques, particulièrement les dîmes, ou qui en faisant la guerre logent des troupes dans les fermes ou les terres des églises; contre ceux qui obligent les clercs à payer des droits pour le passage par terre ou par eau; enfin, contre ceux qui empêchent l'exécution des jugemens ecclésiastiques. On prononce dans tous ces cas l'excommunication, suivie, après un temps plus ou moins long, d'un interdit sur les terres des coupables ou de ceux qui négligent de les punir, et il est ordonné aux chapelains des seigneurs excommuniés pour une de ces causes de les quitter dans le délai d'un mois, s'ils ne peuvent leur persuader de se faire absoudre. Des ordonnances à peu près semblables furent publiées l'année suivante dans un concile tenu à Vienne en Autriche, où l'on prit en outre des mesures contre le concubinage des clercs et le relâchement des moines, dont plusieurs menaient une vie scandaleuse. On peut y remarquer aussi un décret qui obligeait les Juifs à payer



les dîmes, et à porter un bonnet à cornes pour se distinguer des chrétiens. Ce concile fut présidé par le cardinal Gui, que le pape avait envoyé depuis deux ans comme légat dans les contrées du Nord pour diverses affaires, et notamment pour la prédication de la croisade en faveur de la Terre sainte. On prêchait en même temps une autre croisade en Allemagne contre les Tartares, qui menaçaient la Hongrie, et une troisième contre les païens de la Prusse, de la Livonie et des provinces voisines.

La plupart des évêques d'Allemagne étaient beaucoup plus occupés de la guerre et d'affaires temporelles que du soin de leurs diocèses. Un chanoine de Hambourg, dénoncé à l'archevêque de Brême comme ayant prêché publiquement que le corps de Jésus-Christ n'est pas proprement dans l'Eucharistie, mais seulement d'une manière figurative, refusa de répondre à cette accusation, et n'en demeura pas moins à l'abri de toute procédure canonique. Le pape Clément fit à l'archevêque des reproches de sa négligence, et lui ordonna d'obliger ce docteur à une rétractation, et s'il persistait, ou retombait dans ses erreurs, de le faire arrêter et conduire à Rome sous bonne garde, pour y être puni selon les lois. Philippe, archevêque de Salzbourg, bien que déposé depuis l'an 1257, s'était maintenu à main armée dans son siège jusqu'à l'an 1264, après quoi Ulric, son successeur, parvint à se mettre en possession; mais peu de mois après il fut obligé de se démettre à cause de l'opposition du peuple, et le pape Clément conféra cet archevêché, en 1265, à Vladislav, de la famille ducal de Pologne, qui avait été élu pour le siège de Passau (1).

L'Eglise de Danemarck était troublée depuis dix ans par des divisions entre le roi et le clergé. Elles avaient eu pour première cause la translation de Jacques Er-

(1) Steron. *Ann.* — Siffrid. *Epitom. hist.*

land du siège de Roschild à l'archevêché de Lunden sans l'agrément du roi, puis diverses mesures prises également sans sa participation, et surtout la tenue d'un concile à Vedel, où cet archevêque fit publier un décret portant qu'on punirait par un interdit les violences contre les évêques. Le roi proposa donc contre lui plusieurs chefs d'accusation dans une assemblée des états du royaume, et après une réconciliation apparente, il le cita à comparaître devant sa cour au sujet d'une excommunication qu'il avait prononcée contre une dame. Mais l'archevêque, tout en se présentant, déclara publiquement qu'il ne reconnaissait pas le roi pour juge en matière spirituelle. Le roi rendit alors un décret qui révoquait tous les privilèges accordés sous les règnes précédens à l'église de Lunden, et bientôt après il fit arrêter et mettre en prison l'archevêque, avec plusieurs de ses partisans, entre autres l'évêque de Ripen. Ceux de Roschild et d'Odensée ayant pris la fuite, déclarèrent le royaume en interdit, suivant les décrets du concile de Vedel, et cet interdit fut confirmé par le pape Alexandre IV. C'était au commencement de l'an 1259. Le roi Christofle mourut sur ces entrefaites, laissant la couronne à son fils Éric, âgé seulement de dix ans, sous la conduite de la reine Marguerite sa mère. Cependant le peuple s'était déclaré presque partout pour les évêques, et le prince de Rugen s'étant mis à la tête des rebelles, remporta une grande victoire sur les troupes du roi, et se rendit maître de Copenhague, après quoi l'évêque de Roschild publia de nouveau l'interdit. Ensuite, la reine ayant assemblé une diète générale au commencement de l'an 1260 pour le couronnement du jeune roi, les seigneurs l'obligèrent à tirer de prison l'archevêque ; mais il ne voulut point rentrer dans son diocèse que sa cause n'eût été jugée par le pape, et il passa en Suède, dont il était primate. Le roi sollicita plusieurs fois auprès du pape Urbain la déposition de l'archevêque, qu'il repré-

sentia comme l'auteur de la guerre civile, et comme il vint à tomber lui-même avec sa mère entre les mains des rebelles, le pape Urbain ne négligea rien pour procurer sa délivrance ; il écrivit même, peu de temps avant sa mort, à Jacques Erland de renoncer à l'archevêché de Lundén. Le pape Clément, dès la première année de son pontificat, chargea le cardinal Gui, nommé légat pour les contrées du Nord, de travailler au rétablissement de la paix en Danemarck. Ce cardinal marqua un jour pour entendre les parties ; mais le roi ne se présenta point, et en appela au pape en personne. Alors le légat le déclara excommunié, ainsi que la reine sa mère et leurs adhérens, notamment les évêques d'Arrhus et de Burglave. Le pape, de son côté, rejeta l'appel du roi, et lui écrivit une lettre où il lui reprochait de violer la liberté de l'Eglise, et menaçait de mettre son royaume en interdit, et d'absoudre ses sujets de leur serment de fidélité. Ces menaces eurent leur effet. Le roi, par une lettre du mois d'avril 1269, déclara soumettre à l'arbitrage du pape ou de telle personne qu'il voudrait commettre, ses différends avec l'archevêque. Mais la longue vacance du saint-siège après la mort de Clément IV éloigna la décision de cette affaire. Enfin, après l'élection de Grégoire X, l'archevêque déclara s'en remettre aussi à des arbitres, avec promesse d'user d'indulgence envers ceux qui s'étaient emparés des bénéfices de sa collation, et ainsi se terminèrent, l'an 1273, ces contestations, qui avaient duré près de dix-huit ans.

Les petits rois maures d'Espagne, pour se soustraire à la dépendance du roi de Castille dont ils étaient tributaires, avaient appelé à leur secours les Maures d'Afrique, qui abordèrent avec une flotte nombreuse et firent de grands ravages. Le pape Clément chargea les archevêques de Séville et de Tarragone, et l'évêque de Valence, de faire prêcher contre eux la croisade en Espagne, avec les indulgences ordinaires ; et comme le roi d'Aragon

demandait pour les frais de la guerre une levée de deniers sur les biens ecclésiastiques, il lui écrivit que les vexations dont les églises avaient à se plaindre devraient être un motif pour ne point lui accorder cette demande, mais qu'il espérait par cette concession l'engager à leur laisser la liberté dont elles avaient joui précédemment, selon les canons. Le roi de Castille avait obtenu aussi pour cette guerre un centième des revenus ecclésiastiques ; mais il prenait en outre le tiers destiné aux réparations des églises, et le pape lui adressa des reproches à ce sujet par l'archevêque de Séville. Jacques, roi d'Aragon, demandait en même temps la dissolution de son mariage avec la reine Thérèse, pour épouser Bérengère, qu'il entretenait depuis longtemps. Son prétexte était qu'il ne pouvait habiter avec la reine, parce qu'elle était infectée de la lèpre. Mais le pape lui répondit qu'une semblable cause ne pouvait autoriser la rupture de son mariage, et que dans aucun cas il ne lui accorderait dispense pour épouser sa concubine. Il l'exhorta ensuite plusieurs fois à rompre ce commerce adultère, et le menaça des censures ecclésiastiques.

Les affaires de la Terre sainte dépérissaient chaque jour davantage par suite des incursions continuelles du sultan d'Égypte. Il avait pris et ruiné la ville de Césarée et plusieurs châteaux, d'où il emmena un grand nombre de captifs. Le château de Sephet s'était rendu à composition ; mais le sultan, contre la foi des traités, fit sommer les habitans d'embrasser le mahométisme, sans quoi il les ferait tous mourir. Deux frères mineurs, Jacques du Puy et Jérémie, les exhortèrent au martyre avec tant de succès, qu'il n'y en eut que huit qui apostasièrent. Tous les autres furent égorgés, au nombre de plus de six cents. Le pape Clément ayant appris ces tristes nouvelles par les lettres des chrétiens, leur écrivit pour les consoler et les encourager par l'espérance d'un prompt secours, et donna de nouveaux ordres pour la prédication de la

croisade. Il en chargea les frères mineurs et les frères prêcheurs en France, le légat Ottobon en Angleterre, et le cardinal Richard dans le royaume de Naples et de Sicile. Il écrivit des lettres pressantes à saint Louis, au comte de Poitiers, à Thibaut comte de Champagne et roi de Navarre, et fit surtout agir auprès de Charles d'Anjou, comme étant le plus voisin de la Terre sainte, et le plus à portée de la secourir promptement. Saint Louis avait conçu lui-même depuis quelque temps le projet d'une nouvelle croisade, dont il faisait en secret les préparatifs. Ayant reçu la lettre du pape, il convoqua pour la mi-carême de l'an 1267 un parlement ou assemblée générale, où il fit connaître son dessein et prit la croix avec un grand nombre de seigneurs : le pape lui accorda pour cette expédition une décime de tous les revenus ecclésiastiques pendant trois ans, excepté ceux des templiers, des hospitaliers, des chevaliers teutoniques, et ceux des clercs croisés qui partiraient au premier passage. Plusieurs chapitres, et notamment ceux de la province de Reims, réclamèrent fortement contre cette décime, et surtout contre les censures employées par le légat pour la faire payer. Ils se plaignirent qu'on réduisait l'Église gallicane en servitude par ces taxes multipliées, et déclarèrent que pour y mettre fin ils étaient décidés à souffrir l'excommunication plutôt que d'obéir à cet ordre du pape. Ils attribuaient le mauvais succès des croisades à la malédiction attachée aux décimes, et le schisme des Grecs aux exactions de la cour de Rome. Le pape répondit à ces plaintes par une lettre où il en montrait l'injustice, et menaçait de déposition ceux qui méprisaient insolemment les censures (1).

Saint Louis eut aussi quelques différends avec le pape Clément au sujet de la collation des bénéfices. Ce pape, confirmant l'usage établi dès le temps d'Innocent III,

(1) Siffrid. — Joinv. — Guill, Nang. — Gaufred. *Vit. S. Lud.*

avait fait une constitution portant que les bénéfices vacans en cour de Rome ne pourraient être conférés que par le souverain pontife, et il voulut en conséquence disposer d'un canonicat devenu vacant dans l'église de Reims par la promotion de Jean de Courtenai au siège archiépiscopal, et ensuite d'un archidiaconé de l'église de Sens, devenu vacant par une cause semblable. Le roi, de son côté, prétendait à la nomination en vertu du droit de régale. Il céda néanmoins pour le canonicat de Reims, dont le pape avait disposé; mais ayant conféré lui-même l'archidiaconé de Sens à Girard de Rampillon, il crut pouvoir, malgré les réclamations du pape, maintenir cette nomination, qui fut plus tard ratifiée par Grégoire X. Comme le saint roi avait pour maxime de ne point souffrir la pluralité des bénéfices, il voulut que Girard, avant de prendre possession, se démit de l'archidiaconé de Melun, dont il était pourvu. C'était alors un abus assez commun que les cadets des grandes maisons possédassent en même temps des bénéfices dans plusieurs églises, soit pour jouir ainsi de revenus plus considérables, soit pour être élus plus facilement à des évêchés, et l'on remarque que Jean de Courtenai, avant d'être promu au siège de Reims, était chanoine dans cinq cathédrales.

Ce furent peut-être ces contestations avec le pape, jointes aux plaintes du clergé sur les décimes, qui déterminèrent saint Louis à publier, en 1269, une ordonnance fameuse, connue sous le nom de Pragmatique sanction. Elle est divisée en six articles, dont trois concernent la nomination aux bénéfices, et portent que les églises, les prélats et les collateurs ordinaires jouiront pleinement de leur droit, que les églises cathédrales auront une pleine liberté pour les élections, et que la collation de toutes les dignités et bénéfices se fera selon les dispositions canoniques. Un autre article est contre la simonie. Le cinquième confirme tous les privi-



lèges et immunités ecclésiastiques. Enfin, le sixième porte que les taxes pécuniaires imposées sur les biens ecclésiastiques par la cour de Rome ne pourront être levées que pour des causes urgentes et du consentement libre et exprès du roi et du clergé. Quelques auteurs ont révoqué en doute l'authenticité de cette ordonnance, qu'on voit citée pour la première fois dans le quinzième siècle, et spécialement du sixième article, qui, en effet, a été omis dans plusieurs éditions. Mais ils n'allèguent que des conjectures trop peu concluantes pour infirmer le témoignage du parlement et de l'université, qui ont produit cette ordonnance dans des actes publics sous le règne de Louis XI.

Le pape Clément IV mourut au mois de novembre de l'an 1268, et fut enterré à Viterbe, où il avait établi sa cour; car depuis longtemps les troubles politiques ne permettaient guère aux papes de résider à Rome. Il était habile canoniste, bon prédicateur, et joignait au zèle pontifical une grande piété et une vie austère. Il ne portait point de linge, il couchait sur un lit très-dur, et pendant longtemps il ne mangea point de viande. Comme la fréquentation des sacremens était fort négligée, il autorisa par une bulle, avec concession d'indulgences, la confrérie du Gonfanon, qui fut alors établie à Rome en l'honneur de la sainte Vierge, et dont les membres s'imposaient l'obligation de se confesser et de communier trois fois l'an. Elle prenait son nom de la bannière qu'on y portait, et passe pour la première et la plus ancienne des institutions de ce genre. Après la mort de Clément IV, les cardinaux qui se trouvaient à Viterbe, au nombre de quinze seulement, furent si divisés sur le choix de son successeur, que le saint-siège vaqua près de trois ans. Le magistrat de la ville, au bout de quelque temps, prit le parti de les tenir renfermés jusqu'à l'élection (1).

(1) Ptolom. Luc. — S. Antonin. *Chron.*

L'empereur Michel Paléologue, continuant les négociations commencées avec Urbain IV pour la réunion de l'Église grecque, avait envoyé au pape Clément une profession de foi qui fut jugée insuffisante, et le pape lui fit remettre une autre formule plus explicite sur les points contestés par les Grecs, spécialement sur la primauté du saint-siège et sa juridiction sur toutes les églises. Il déclara en la lui adressant qu'il n'entendait pas soumettre cette profession de foi à un nouvel examen ; mais il envoya des nonces habiles choisis parmi les frères prêcheurs, pour éclaircir les difficultés, et promit la convocation d'un concile général, si on le jugeait nécessaire pour affermir la réunion. L'empereur avait témoigné en même temps au pape qu'il marcherait volontiers au secours de la Terre sainte, s'il n'était retenu par la crainte de voir son empire attaqué par les Latins. En effet, Charles d'Anjou, roi de Sicile, avait fait en 1267 un traité avec l'empereur Baudouin par lequel il s'engageait à lui donner des secours, moyennant la concession d'une partie de l'Épire avec le droit de suzeraineté sur la principauté d'Achaïe, et deux ans plus tard, ayant terminé la guerre de Conradin et réduit les Sarrasins de Nocera, qui furent dispersés comme esclaves en divers endroits, il se disposa à tourner ses armes contre l'empire de Constantinople. Il était déjà maître de l'île de Corfou et de plusieurs villes sur les côtes d'Épire. Michel Paléologue, alarmé pour sa couronne, eut recours à la médiation de saint Louis, à qui il envoya des ambassadeurs pour lui témoigner le désir qu'il avait de revenir, avec son peuple, à l'obéissance du saint-siège, et le prier de se rendre arbitre de cette affaire, avec promesse de se soumettre à tout ce qu'il déciderait. Le saint roi répondit qu'il ne lui appartenait pas de prononcer sur des questions spirituelles, mais qu'il agirait volontiers auprès du saint-siège pour accélérer la fin de cette négociation. En conséquence, il envoya deux frères mineurs en cour de Rome,

avec des lettres pour les cardinaux qui gouvernaient l'Église pendant la vacance du siège pontifical. Les cardinaux lui répondirent, par une lettre datée du 15 mai 1270, qu'ils committaient le soin de cette affaire au cardinal évêque d'Albane, alors légat en France, et en même temps ils donnèrent pouvoir à ce cardinal de reprendre avec Paléologue les négociations commencées sous les deux papes précédens, mais sous la réserve de ne point s'écarter des conditions que ces papes avaient prescrites pour la réunion. Ils lui confirmèrent aussi la légation qu'il avait reçue du pape Clément pour la croisade (1).

Saint Louis avant de partir pour cette expédition fit son testament, composé principalement de legs pieux. Il donna ses livres aux frères prêcheurs et aux frères mineurs de Paris, à l'abbaye de Royaumont, et aux frères prêcheurs de Compiègne, et différentes sommes d'argent aux églises pauvres de ses domaines, et à plusieurs hôpitaux et monastères, entre autres à Paris à ceux des carmes, des guillemins, et des ermites de Saint-Augustin. Il fit aussi des legs aux écoliers pauvres de Saint-Thomas du Louvre, de Saint-Honoré et des Bons-Enfans, et ordonna de continuer les pensions aux infidèles dont il avait procuré la conversion. Il nomma pour régens du royaume, pendant son absence, Matthieu, abbé de Saint-Denis, et Simon de Clermont, seigneur de Nèle, et leur recommanda surtout d'empêcher les scandales, les blasphèmes, et les lieux de prostitution. Enfin, il chargea l'évêque de Paris de nommer aux bénéfices royaux par le conseil du chancelier de l'Église de Paris, du prieur des jacobins, et du gardien des frères mineurs ou cordeliers. Il perdit vers le même temps sa sœur unique, la bienheureuse Isabelle, qui mourut le 22 février 1270. Elle avait résolu dès sa jeunesse de se consacrer à Dieu,

(1) Guill. de Pod. Laur. *Chron.* — *Chron. Paduan.*

et refusa par ce motif le mariage qui lui fut proposé avec Conrad, fils de l'empereur Frédéric II. Son temps était partagé entre la prière, les saintes lectures, et d'autres bonnes œuvres. Elle menait une vie austère et retirée, jeûnait souvent, se donnait de rudes et fréquentes disciplines, et se confessait tous les jours. Elle nourrissait une quantité de pauvres qu'elle se plaisait à servir de ses propres mains. Elle fonda, en 1261, pour des religieuses clarisses, l'abbaye de Longchamps près de Paris, où elle se renferma elle-même, mais sans prendre l'habit, et c'est là qu'elle voulut être enterrée. Le pape Léon X permit de l'honorer dans ce monastère comme bienheureuse.

Ayant mis ordre aux affaires du royaume, saint Louis se rendit à Saint-Denis, le 14 mars 1270, pour y prendre l'oriflamme ; il y reçut la gibecière et le bourdon de pèlerin de la main du légat ; après quoi il se mit en route pour Aigues-mortes, où il s'embarqua le 1<sup>er</sup> juillet sur des vaisseaux génois, et huit jours après il toucha au port de Cagliari, en Sardaigne. Là se rassembla la flotte des croisés, dont les principaux étaient, après le roi, le comte de Poitou son frère, Thibaut, comte de Champagne et roi de Navarre, le comte de Flandre et le fils aîné du comte de Bretagne. On tint conseil en présence du roi et du légat, pour délibérer sur le plan de l'expédition, et la plupart étaient d'avis d'aller directement à la Terre sainte ou en Égypte ; mais saint Louis déclara que son intention était d'aller d'abord à Tunis ; car on lui avait fait espérer que le prince musulman qui régnait dans cette ville se convertirait, s'il n'avait pas à craindre le soulèvement de ses sujets ; la présence d'une armée chrétienne devait lui fournir une occasion favorable de recevoir le baptême, sous prétexte de sauver sa vie et son royaume. Saint Louis en avait reçu plusieurs fois des ambassadeurs, à qui il dit un jour dans l'ardeur de son zèle : Dites de ma part au roi votre maître que je

voudrais, tant je désire le salut de son âme, passer le reste de mes jours en prison chez les Sarrasins sans jamais voir la lumière du soleil, pourvu que lui et son peuple se fissent chrétiens de bonne foi. On faisait d'ailleurs entendre à saint Louis que si le roi de Tunis refusait de se faire chrétien, on pourrait aisément se rendre maître de la ville et du pays, et par cela même affaiblir le sultan d'Égypte, qui en tirait une quantité d'armes, d'hommes et de chevaux. Enfin, on faisait valoir l'intérêt du roi de Sicile, que l'on attendait de jour en jour ; car le roi de Tunis lui devait un tribut qu'il négligeait de lui payer.

L'entreprise étant résolue, l'armée partit de Cagliari le 15 juillet; et deux jours après elle aborda près de Tunis, où le débarquement se fit sans résistance. Bientôt après arrivèrent deux chevaliers catalans qui dirent à saint Louis que le prince musulman avait fait arrêter tous les chrétiens qui se trouvaient à sa solde ou dans ses états, et qu'il les ferait tous mourir, si les croisés entreprenaient d'attaquer la ville. Cependant les fièvres et la dyssenterie s'étaient déclarées dans l'armée française pendant la navigation, et augmentaient tous les jours par la chaleur de la saison et du climat. Le légat et un des fils du roi en moururent dans les premiers jours du mois d'août. Philippe, son fils aîné, était malade, et le roi lui-même fut attaqué d'une violente dysenterie, suivie bientôt d'une fièvre continue. Il reçut dans cet état des ambassadeurs envoyés par Michel Paléologue, pour le prier de ménager la paix entre ce prince et le roi de Sicile. Il promit, s'il vivait, d'y concourir de tout son pouvoir; mais il mourut le lendemain, et cette ambassade demeura ainsi sans succès (1).

Le saint roi se voyant à l'extrémité, donna à Philippe, son fils, ses instructions écrites de sa main, où il lui re-

(1) Joinv. — Guill. Nang. — Gaufred.

commandait surtout d'aimer Dieu de tout son cœur, de s'exposer à tout plutôt que de l'offenser, de se confesser souvent et de choisir des confesseurs éclairés et vertueux, d'assister aux offices avec dévotion, particulièrement à la messe, de rechercher les prières et les indulgences, d'employer son pouvoir à réprimer les scandales, les blasphèmes et les hérésies, de rendre exactement la justice, de protéger les pauvres, et de veiller avec soin sur la conduite de ses officiers, de respecter les ecclésiastiques et les religieux, et de ne donner les bénéfices qu'à des personnes dignes et capables; enfin, de faire dire dans tout le royaume des messes et des prières pour le repos de son âme. Il fit aussi des recommandations analogues à sa fille Isabelle, reine de Navarre.

Ces avis n'étaient que le résumé de ce qu'il avait pratiqué lui-même. Il assistait tous les jours à l'office cano- nial, ou le récitait avec son chapelain, et il y ajoutait l'office de la Vierge et celui des morts. Il entendait ordinairement deux messes et souvent trois ou quatre. Il eut pendant longtemps l'habitude de se lever à minuit pour assister aux matines de sa chapelle, après quoi il faisait encore de longues prières dans sa chambre; mais comme ces veilles, jointes à la multitude des affaires, pouvaient affaiblir sa santé, il céda aux conseils des personnes sages, et remit l'office de la nuit et ses autres prières au matin. Ayant remarqué chez quelques religieux l'usage de s'incliner profondément à ces paroles du Credo : *Et homo factus est*, il l'introduisit dans sa chapelle, et dans plusieurs autres églises, avec la gèneu- flexion au lieu de la simple inclination. Il imita égale- ment l'usage établi dans quelques monastères de se prosterner pendant la semaine sainte après les paroles de la passion exprimant la mort de Jésus Christ, et c'est de là que nous viennent ces deux pieuses coutumes. Les autres vertus du saint roi égalaient sa piété. Il jeû-



naît tous les vendredis, quelquefois au pain et à l'eau, et tous les mercredis il s'abstenait de viande. Il se confessait aussi tous les vendredis, et aussitôt après il recevait la discipline de la main de son confesseur. Il en avait deux, l'un de l'ordre des frères prêcheurs, et l'autre des frères mineurs. On a vu des preuves nombreuses de la profonde estime qu'il avait pour ces deux ordres. Tous les ans au commencement de l'hiver il leur faisait remettre une certaine somme pour l'entretien des écoliers pauvres ; car l'aumône, disait-il, ne pouvait être faite plus utilement qu'en faveur de tant de frères qui venaient étudier les saintes lettres dans ces couvens, pour travailler ensuite à la gloire de Dieu et au salut des âmes. Il disait quelquefois, que s'il pouvait se partager, il donnerait la moitié de son corps aux frères prêcheurs, et l'autre moitié aux frères mineurs. Il fonda plusieurs maisons de ces deux ordres en divers lieux du royaume, et plusieurs autres monastères, notamment l'abbaye de Royaumont, de l'ordre de Cîteaux. Il augmenta les revenus de l'Hôtel-Dieu de Paris, et fonda les hospices de Pontoise, de Compiègne, de Vernon, et à Paris celui des Quinze-vingt pour trois cents aveugles. Il nourrissait tous les jours plus de cent vingt pauvres qu'il servait souvent de sa main, et pendant ses repas il faisait manger près de lui trois pauvres vieillards à qui il envoyait des mets de sa table. Ses aumônes en faveur des hôpitaux et des maisons religieuses étaient si abondantes, qu'elles excitaient quelquefois les plaintes des officiers de sa maison, mais il répondait qu'on était souvent exposé à trop de dépense, et qu'il aimait mieux en faire pour Dieu, que pour le monde et pour la vanité. Il répliquait de même à ceux qui blâmaient la longueur de ses dévotions : Si je passais deux fois autant de temps au jeu ou à la chasse, personne ne songerait à en murmurer. Du reste, les exercices de sa piété ne prenaient rien sur les soins qu'il devait aux affaires du gouvernement, et

les sages réglemens qu'il publia, les nombreuses réformes qui furent opérées sous son règne, prouvent assez qu'il sut toujours concilier les devoirs de la royauté avec ceux de la religion. L'administration de la justice fut surtout l'objet de sa constante sollicitude. Outre les tribunaux ordinaires, il avait établi près de son palais ce que l'on appelait les plaids de la porte, sorte de tribunal composé de trois ou quatre seigneurs qui devaient lui rendre compte des affaires portées devant eux, et souvent, en été, après avoir entendu la messe, il allait se promener au bois de Vincennes, et les faisait asseoir avec lui au pied d'un chêne, où il donnait audience à tous ceux qui voulaient lui parler.

La mort du saint roi fut digne d'une telle vie. Il reçut les sacremens avec une dévotion extraordinaire et les témoignages de la foi la plus vive, répondant aux prières et aux litanies de l'extrême-onction, et dans ses derniers momens, quoique épuisé de forces et pouvant à peine parler, il ne cessait d'invoquer les saints et de s'occuper des choses du ciel et des moyens de propager la foi parmi les infidèles. Quand il se sentit près de sa fin, il se fit mettre sur un lit couvert de cendres, où, les bras croisés sur la poitrine et les yeux au ciel, il rendit l'esprit, le 25 août 1270, à l'âge de cinquante-cinq ans. Il venait à peine d'expirer, quand Charles, roi de Sicile, arriva au camp, et rassura, par sa présence et sa fermeté, l'armée désolée. On fit bouillir le corps du saint roi pour détacher les chairs et conserver les os, qui furent mis dans une caisse pour être rapportés en France. Le roi Charles demanda le cœur, les entrailles et les chairs, et les fit depuis inhumer dans l'abbaye de Mont-réal, près de Palerme. Il y eut encore quelques combats où les croisés eurent toujours l'avantage, mais comme l'armée continuait de s'affaiblir par les maladies, ils jugèrent à propos de faire une trêve de dix ans, qui fut conclue à la fin d'octobre aux conditions suivantes : Que

le roi de Tunis les indemniserait des frais de l'expédition, et paierait au roi de Sicile le tribut accoutumé; qu'il mettrait tous les chrétiens en liberté, leur permettrait de demeurer dans les principales villes de son royaume, d'y bâtir des églises où la foi serait prêchée publiquement, et qu'enfin il serait permis à qui le voudrait de recevoir le baptême.

Bientôt après arrivèrent les deux fils du roi d'Angleterre avec un grand nombre de seigneurs croisés pour la Terre sainte. Ils se montrèrent fort mécontents de la trêve et ne voulurent y prendre aucune part. Ils furent obligés néanmoins de revenir en Sicile avec les Français, et après y avoir passé l'hiver, ils s'embarquèrent pour la Palestine. Le nouveau roi de France, Philippe, surnommé le Hardi, était rappelé dans son royaume par des lettres pressantes des régens; mais il ne fit qu'ajourner la croisade, et avant son départ de la Sicile il y eut une assemblée générale où les princes et les seigneurs promirent avec serment de se réunir dans trois ans au même lieu pour l'expédition de la Terre sainte. Le roi de Navarre mourut pendant cette relâche en Sicile. Alphonse, comte de Poitiers et frère de saint Louis, mourut quelque temps après en Italie, et sa femme Jeanne ne lui survécut que peu de jours. Comme ils ne laissaient point d'enfans, le comté de Toulouse revint à la couronne. Le roi Philippe le Hardi continua son voyage par terre, traversa l'Italie, accompagné du roi de Sicile, son oncle, et en passant à Viterbe il visita les cardinaux, et les pressa vivement de mettre un terme à la vacance du saint-siège. Arrivé à Paris, au mois de mai, il fit célébrer avec pompe les funérailles du roi son père, dont les os furent déposés à Saint-Denis dans un tombeau magnifique. Il s'y fit bientôt un grand nombre de miracles, et le saint roi fut canonisé, environ trente ans plus tard, par Boniface VIII.

Bondochar, sultan d'Égypte, continuait ses conquêtes dans la Palestine et la Syrie. Il avait pris Jaffa par tra-

hison pendant la trêve, en 1268, et peu de temps après il se rendit maître d'Antioche, où il fit mourir dix-sept mille personnes, et en prit plus de cent mille qu'il emmena comme esclaves, en sorte que cette grande ville demeura déserte, et depuis elle n'a jamais pu se rétablir. Il enleva aussi les années suivantes plusieurs châteaux, après quoi il marcha contre la ville d'Acre. Édouard, fils du roi d'Angleterre, aborda au port de cette ville le 9 mai 1271, et fit, pendant un an et demi, quelques courses de peu d'effet, car il n'avait pas assez de troupes pour tenter une entreprise importante. Enfin, ayant attendu vainement les secours que les Tartares lui avaient promis aussi bien que les chrétiens, il fit une trêve de dix ans avec le sultan, et revint en Angleterre.

Les cardinaux assemblés à Viterbe n'ayant pu s'accorder sur le choix d'un pape, firent un compromis par lequel ils donnaient à six d'entre eux le pouvoir de procéder à l'élection, et ceux-ci nommèrent tout d'une voix, le 1<sup>er</sup> septembre 1271, Thibauld, né à Plaisance, de la famille de Visconti, précédemment chanoine de Lyon et alors archidiacre de Liège. Le nouveau pape prit le nom de Grégoire X. Il s'était rendu en pèlerinage à la Terre sainte, lorsqu'il reçut à Acre le decret de son élection, et s'embarquant bientôt après pour l'Italie, il arriva au mois de février à Viterbe, où il s'occupa immédiatement de procurer des secours aux chrétiens d'Orient. Il donna ordre au recouvrement des sommes destinées à cet effet ; il engagea les villes de Gènes, de Pise, de Venise et de Marseille, à fournir chacune trois galères armées ; il écrivit au roi de France, et autorisa les templiers à lui engager leurs terres pour la sûreté d'une somme de vingt-cinq mille marcs d'argent que ce prince consentit à leur prêter. Le pape nomma ensuite patriarche de Jérusalem, avec le titre de légat en Orient, Thomas, de l'ordre des frères prêcheurs, et lui recommanda de travailler surtout à corriger les mœurs des chrétiens.

« Car vous savez par vous-même, lui écrivait-il, les crimes énormes dont ils se rendent coupables, et par quel débordement de voluptés ils ont attiré la colère de Dieu sur Antioche et tant d'autres lieux (1). »

Après l'expédition des affaires les plus urgentes, le pape se rendit à Rome, où il fut sacré le 27 mars, et trois jours après il adressa une lettre à tous les évêques pour la convocation d'un concile général dont il indiquait trois objets principaux, le schisme des Grecs, les besoins de la Terre sainte, et les mesures à prendre pour remédier aux désordres et aux erreurs qui se multipliaient parmi les chrétiens. Il fixait l'ouverture de ce concile au mois de mai 1274. Comme les villes d'Italie étaient troublées par des guerres ou des factions, il mit tous ses soins à procurer la paix, ou du moins une trêve, et donna pour cet effet le titre de légat à l'archevêque d'Aix, avec ordre de réunir des députés de chaque parti, de leur faire des représentations, et d'employer au besoin les censures contre ceux qui s'opposeraient à un accommodement. La ville de Sienne avait été mise en interdit pour avoir suivi le parti de l'empereur contre le saint-siège. Ayant employé vainement, pour faire lever cette censure, la médiation de plusieurs princes, les Siennois s'adressèrent à Ambroise, de l'ordre des frères prêcheurs, qui était né dans cette ville d'une famille noble, et s'était rendu célèbre par son éloquence et ses vertus. Il commença par exhorter les habitans à éteindre leurs inimitiés, et ses sermons furent si efficaces, qu'il réconcilia toutes les familles divisées ; après quoi il se rendit à Viterbe, en 1273, auprès du pape Grégoire X, dont il obtint la levée de l'interdit. Il fut ensuite employé avec succès à pacifier plusieurs villes d'Italie, et mourut en 1287. Les miracles qui furent opérés bientôt après par son intercession lui ont fait décerner le titre de bienheureux.

(1) Matth. Paris. — Ptolom. Lucens.

Henri III, roi d'Angleterre, mourut au mois de novembre 1272, en revenant de Norwich, où il s'était rendu pour punir les habitants, qui, ayant pris querelle avec les moines, avaient brûlé la cathédrale et pillé les ornements et l'argenterie, sans excepter même les vases sacrés. Édouard son fils reçut en Sicile la nouvelle de cette mort, et, continuant son voyage par l'Italie, il vint avec le roi Charles trouver le pape Grégoire pour l'entretenir des affaires de la Terre sainte. En même temps, il demanda justice du meurtre de Henri, son cousin-germain, assassiné, en 1271, dans une église de Viterbe, par Gui de Montfort. Le pape, qui avait déclaré celui-ci excommunié, confirma cette sentence, avec ordre à tous les gouverneurs de le saisir, et défense à toute personne de le recevoir, de lui prêter secours, ni d'avoir aucun commerce avec lui. Gui de Montfort se présenta bientôt après nu-pieds, en chemise et la corde au cou pour demander l'absolution, se soumettant à la prison ou à toute autre pénitence, et le pape donna ordre de l'enfermer dans une forteresse de l'Église romaine. Thomas de Chanteloup, après la mort de Henri III, dont il était chancelier, quitta la cour et fut élevé quelque temps après sur le siège d'Hereford, où, pendant sept ans, il fit éclater des vertus éminentes qui l'ont fait mettre au nombre des saints (1).

Richard d'Angleterre était mort en 1271, et, l'année suivante, le pape avait déclaré non recevables les prétentions du roi de Castille à l'empire; en conséquence, les électeurs s'assemblèrent à Francfort, où ils élurent, au mois de septembre 1273, Rodolphe, comte de Habsbourg, dont la puissance leur semblait trop peu considérable pour les gêner dans l'espèce d'indépendance où ils espéraient se maintenir. On peut juger de leurs motifs et de l'état de l'Allemagne par le mémoire que l'évêque

(1) *Triv. Chron.* — *Matth. Westm.*



d'Olmütz adressa au pape Grégoire sur les abus dont le concile devait s'occuper. « Tous ont en aversion, dit-il, l'autorité impériale; ils veulent un empereur bon et sage, mais peu puissant. Les princes d'Allemagne sont tellement divisés qu'ils ne songent qu'à leur propre défense, sans pouvoir rien entreprendre pour le secours de la Terre sainte. La Hongrie offre un asile aux hérétiques et aux schismatiques qui s'y réfugient des autres pays. La reine est de la nation des Cumains, et ses plus proches parents sont païens. Deux filles du roi sont fiancées à des Russes schismatiques et soumis aux Tartares. Les Lithuaniens et les Prussiens, encore païens, ont déjà ruiné plusieurs évêchés en Pologne. Le roi de Bohême est le seul dont on puisse espérer quelque secours pour la religion, mais il est de nouveau menacé par les Tartares. » L'évêque ajoute que le nombre des bénéfices étant insuffisant pour la multitude de ceux qui veulent jouir du privilège clérical, plusieurs sont réduits à mendier ou se livrent au vol et à d'autres crimes, pour lesquels les laïques se permettent de les arrêter et de les punir; et comme de là résultent de fréquentes excommunications et des conflits entre les prélats et les laïques, il demande, à cause de la distance des évêchés, qui ne permet pas de tenir facilement des conciles, que chaque évêque puisse, dans son synode, dégrader les clercs incorrigibles. Quant aux laïques, il propose de faire tenir chaque année dans tous les diocèses plusieurs synodes où ils seraient appelés pour répondre aux accusations portées contre eux; « parce que autrement, dit-il, leurs crimes demeurent impunis, et si le curé veut les reprendre, c'est souvent au péril de sa vie. » Enfin, cet évêque se plaint qu'on abandonne les églises paroissiales pour celles des frères prêcheurs et des frères mineurs, et qu'un grand nombre de fidèles méprisent la prédication des curés, et ne veulent plus ni se confesser à eux ni recevoir les sacrements de leurs mains.

Henri de Gueldre, fils du duc de Brabant, élu, en 1247, à l'évêché de Liège par la protection du pape Innocent IV, avait occupé ce siège pendant onze ans sans être même prêtre, et depuis s'étant fait ordonner évêque, il avait continué de donner à son peuple le scandale d'une vie souillée par toutes sortes de dérèglements. Le pape, qui en était bien instruit, comme ayant été son archidiacre, s'efforça de le ramener à son devoir en lui écrivant une lettre où il lui reprochait d'entretenir publiquement plusieurs concubines, dont quelques-unes même étaient des religieuses, d'employer les biens de son église pour doter ses enfants, de charger d'exactions indues le clergé et les religieux, de laisser pour de l'argent les crimes impunis; enfin de ne point réciter l'office ecclésiastique, et de ne pouvoir pas même l'entendre, parce qu'il était sans instruction. Cet évêque, appelé au concile de Lyon et craignant d'être déposé, se vit forcé de renoncer à son siège. Comme le pape Grégoire avait engagé les évêques à lui envoyer des mémoires sur les abus qui devraient être réformés par le concile, l'archevêque de Drontheim en prit occasion de se plaindre au roi de Norwége des entreprises de l'autorité laïque sur les droits de l'Eglise. Il prétendait aussi qu'en vertu d'un ancien vœu, la couronne, après la mort du roi, devait être offerte au martyr saint Olaf, dans l'église métropolitaine, qu'en conséquence le royaume était devenu électif, et que les évêques devaient avoir la principale autorité dans l'élection. Il y eut à ce sujet un concordat par lequel l'archevêque renonça à ce droit d'offrande et d'élection, tant qu'il resterait dans la famille royale un héritier légitime, et le roi, de son côté, promit une entière liberté pour l'élection des évêques et des abbés, et de laisser à la juridiction ecclésiastique la connaissance des affaires qui lui étaient dévolues par les canons, notamment les causes des clercs entre eux, et les affaires concernant les mariages, l'état des personnes, les dîmes,

les vœux, les testaments, celles des pèlerins, et les crimes de sacrilège, de parjure, d'hérésie, de simonie, d'usure, d'adultère et autres semblables.

L'empereur Michel Paléologue ayant appris l'élection de Grégoire X, s'empressa de renouveler ses démarches au sujet de la réunion, et le pape lui envoya quatre frères mineurs, avec une formule de foi à souscrire et des lettres où il le priait de se trouver au concile ou d'y envoyer des ambassadeurs. Il écrivit aussi pour le même objet à Joseph, patriarche de Constantinople ; mais celui-ci était bien loin de vouloir abandonner le schisme. L'empereur, dans une assemblée du clergé, employa vainement les raisons et l'autorité pour le disposer à la réunion. Il représenta que, sous l'empereur Jean Vatace, le patriarche Manuel et les autres évêques n'accusaient pas les Latins d'hérésie, et promettaient de communiquer avec eux et de faire mention du pape dans la liturgie, pourvu qu'il n'envoyât pas de secours aux Latins de Constantinople, et qu'on retranchât du symbole l'addition *filioque*, sans la supprimer dans les autres écrits. Il ajouta que rien dans les canons ne s'opposait à ce qu'on reconnût la primauté du pape et qu'on fit mention de lui dans les prières. Le patriarche espérait que Jean Veccus, cartophylax ou garde des archives, répondrait à ce discours, et voyant qu'il était retenu par la crainte, il lui commanda sous peine d'excommunication de faire connaître son sentiment. Alors Veccus, à qui son savoir donnait une grande autorité, n'hésita pas à déclarer que les Latins étaient hérétiques. Quelques jours après, l'empereur fit mettre Veccus en prison, et cherchant ensuite à le gagner, il lui envoya tous les passages de l'Écriture et des Pères qui servaient à prouver la doctrine des Latins. Il fit aussi composer un écrit pour le même objet par quelques savants qui partageaient ses sentiments, et dont les principaux étaient l'archidiacre Méliténiate et George de Chypre, puis il le

fit remettre au patriarche, avec ordre d'alléguer incessamment ce qu'il aurait à y opposer. Le patriarche ayant réuni avec son concile les schismatiques les plus opiniâtres, fit rédiger une réponse par le moine Job Jasite et l'historien Pachymère ; après quoi il adressa à tous les fidèles, pour protester contre l'union, une déclaration confirmée par serment et souscrite par la plupart des évêques (1).

Cependant Veccus, après avoir examiné attentivement les passages que l'empereur lui avait envoyés, reconnut que la doctrine des Latins sur la procession du Saint-Esprit était conforme à celle des Pères grecs les plus illustres, notamment de saint Cyrille, de saint Maxime, de saint Athanase, et comme il avait beaucoup de droiture et ne cherchait que la vérité, il se prononça hautement pour la réunion. Il essaya même plusieurs fois de persuader les évêques, mais sans beaucoup de succès. Quelques-uns toutefois avaient embrassé le même parti, soit volontairement, soit par la crainte de l'empereur. Alors ce prince fit connaître au pape l'état des choses, et nomma dix ambassadeurs pour le concile, savoir : deux évêques, Germain, ancien patriarche de Constantinople, et Théophane, métropolitain de Nicée, avec plusieurs sénateurs, au nombre desquels se trouvait le grand référendaire Georges Acropolite, qui a écrit l'histoire des empereurs. Ensuite, voulant ménager le patriarche Joseph, ils convinrent que celui-ci se retirerait provisoirement dans un monastère en conservant son titre, à condition de reprendre son siège si la réunion ne s'opérait pas, et de se démettre absolument si elle avait lieu, puisqu'il ne voulait pas y consentir. L'empereur s'efforça en même temps de gagner les évêques opiniâtres. Il employa successivement les voies de la persuasion et de la contrainte ; il leur parla en commun et en particulier,

(1) Pachym. — Niceph. Gregor.

fit saisir leurs meubles, les menaça de l'exil, et en relégua plusieurs dans des villes éloignées. Enfin, il publia une déclaration solennelle dans laquelle il s'engageait avec serment à ne demander que la reconnaissance de la primauté du saint-siège, avec le droit d'appel et la nomination du pape dans les prières, sans exiger aucun changement au symbole. Après cette déclaration, tout le clergé donna peu à peu son adhésion.

Le pape Grégoire X, par une bulle du mois d'avril 1273, désigna la ville de Lyon pour la célébration du concile, et il y invita tous les princes chrétiens, même le roi d'Arménie, et jusqu'aux Tartares. Il se mit bientôt après en chemin pour s'y rendre, mais il s'arrêta quelque temps à Florence, où il s'efforça vainement de rétablir la paix entre les Guelfes et les Gibelins. Plusieurs de ceux-ci avaient été bannis par les Guelfes, et quand leurs syndics se présentèrent pour conclure la paix dont le pape avait fait convenir les deux partis, on leur fit entendre qu'ils couraient risque de la vie s'ils ne se retiraient, en sorte que l'accommodement fut rompu. Le pape, fort mécontent, mit la ville en interdit. Continuant ensuite sa route, il fut reçu à Milan avec les plus grands honneurs; mais il ne s'y arrêta que trois jours, ne reçut presque personne et ne donna point d'indulgences, car il était vivement blessé de ce que le peuple s'était soulevé pour repousser Otton Visconti, qui était de sa famille, et qui espérait profiter de la circonstance pour entrer dans cette ville, dont il était archevêque. Enfin, le pape arriva à Lyon au mois de novembre, et expédia avant l'ouverture du concile quelques affaires particulières (1).

Comme le bruit s'était répandu qu'on devait supprimer les nouveaux ordres religieux, Pierre Mouron, fondateur de l'ordre des célestins, vint trouver le souverain

(1) Ptolom. Luc. — Villan. — Malesp.

pontife, malgré les rigueurs de l'hiver, pour faire confirmer son institut. Ce saint religieux, qui devint pape plus tard sous le nom de Célestin V, était né dans la Pouille l'an 1215, d'une famille obscure, et dès son enfance il montra des inclinations si vertueuses que sa mère y crut voir les marques d'une vocation ecclésiastique et le fit étudier. Il n'avait que vingt ans lorsque, cédant à son attrait pour la solitude, il se retira dans une église de Saint-Nicolas, puis sur une montagne, dans une grotte fort étroite où il demeura trois ans. Il vint ensuite à Rome pour recevoir la prêtrise, après quoi il demeura cinq ans dans une grotte sur la montagne de Mouron, près de Sulmone, dans l'Abruzze ultérieure ; puis ne trouvant pas ce lieu assez solitaire, parce qu'on avait défriché les bois d'alentour, il se retira au mont de Magelle dans le voisinage, où la réputation de ses vertus lui attira bientôt un grand nombre de disciples. Ils observaient la règle de saint Benoît, et leur institut fut approuvé par le pape Urbain IV. Mais Pierre ajoutait aux observances de la règle plusieurs austérités. Il vivait reclus dans une cellule particulière si bien fermée, que celui qui lui répondait la messe le servait par la fenêtre. Il jeûnait tous les jours, à l'exception du dimanche, et les mardis et vendredis au pain et à l'eau. Il portait une chemise de mailles de fer, avec une ceinture chargée de chaînes, couchait sur la terre nue ou sur des planches, et passait souvent les nuits entières à réciter des psaumes. Le pape le reçut avec honneur, et par une bulle du mois de mars 1274, il lui accorda la confirmation de son ordre, et même plusieurs privilèges.

L'ouverture du concile de Lyon se fit le 7 mai de la même année 1274. Il s'y trouva cinq cents évêques, soixante-dix abbés, plus de mille autres prélats, le roi d'Aragon, et des ambassadeurs des rois de France, d'Angleterre, d'Allemagne, de Sicile, et de plusieurs autres princes. Les patriarches latins de Constantinople et



d'Antioche étaient assis au milieu sur des sièges élevés, et de chaque côté les cardinaux, les primats, les archevêques et les évêques, puis les autres dignitaires, sans aucune contestation de préséance, parce qu'il avait été réglé que l'ordre de la séance ne porterait point de préjudice à leurs églises. On remarquait parmi les cardinaux saint Bonaventure, nommé l'année précédente évêque d'Albane. Dans la première session, après la récitation de l'office et les autres prières marquées dans le Pontifical, le pape fit un sermon sur les objets dont on devait traiter dans le concile, savoir le secours de la Terre sainte, la réunion des Grecs et la réformation des mœurs, après quoi il fixa le jour de la seconde session, qui se tint le 18 mai. On y publia des constitutions touchant la foi, contre les hérésies de l'époque, et on congédia la plupart des prélats de moindre rang, entre autres les abbés et les prieurs non mitrés, à l'exception de ceux qui avaient été convoqués nommément. La troisième session fut tenue le 7 juin. Le roi d'Aragon n'y assista pas, et se retira du concile, parce que le pape avait refusé de le couronner, à moins qu'il ne payât le tribut auquel son père s'était engagé lorsqu'il fut couronné par Innocent III. On publia dans cette troisième session diverses constitutions touchant les élections des évêques et les ordinations des clercs. On ordonna que ceux qui s'opposeraient aux élections ou qui voudraient les faire annuler seraient tenus d'exposer leurs moyens dans l'acte d'appel ou dans une autre pièce authentique; on défendit aux élus de s'immiscer à aucun titre et d'aucune manière dans l'administration spirituelle de l'Eglise, avant que l'élection soit confirmée, et pour obvier aux longues vacances, on ajouta qu'ils seraient tenus de demander cette confirmation dans trois mois. On statua qu'en cas de partage, si l'élu avait obtenu les deux tiers des voix, l'opposition ne serait pas admise. On régla le salaire des avocats et des procureurs, et on ordonna

qu'ils feraient serment de ne soutenir que des causes justes, et seraient tenus de le renouveler tous les ans. Enfin on déclara suspendus pour un an de la collation des ordres, les évêques qui auraient ordonné des clercs d'un autre diocèse.

Le pape ajourna la session suivante jusqu'à nouvel ordre, parce qu'on attendait les ambassadeurs grecs, qui arrivèrent seulement le 24 juin. Le concile alla au-devant d'eux et les conduisit avec honneur au palais du pape, à qui ils remirent les lettres de l'empereur Paléologue, en déclarant qu'ils venaient rendre obéissance à l'Église romaine, et se conformer à sa croyance. Ensuite le jour de la fête de saint Pierre ils assistèrent à la messe pontificale, où l'épître, l'évangile et le symbole furent chantés successivement en latin et en grec, et ils répétèrent trois fois l'article concernant la procession du Saint-Esprit avec l'addition *filioque*. Le 4 juillet arrivèrent des ambassadeurs du khan des Tartares, avec des lettres de leur maître, pour proposer de faire alliance avec les chrétiens contre les musulmans.

La quatrième session se tint deux jours après, et le pape y fit lire les lettres de l'empereur Michel Paléologue, d'Andronic, son fils, associé depuis peu à l'empire, et celles du clergé grec. La lettre de l'empereur donnait au pape le titre de premier et souverain pontife, de pape œcuménique et de père commun de tous les fidèles, et contenait la profession de foi proposée par le pape Clément IV; après quoi l'empereur ajoutait qu'il embrassait de cœur et de bouche cette foi comme vraie, sainte et orthodoxe, avec promesse de la garder inviolablement, qu'il reconnaissait en particulier la primauté de l'Église romaine, telle qu'elle était exprimée dans cette pièce; mais qu'il priait seulement que l'Église grecque pût réciter le symbole tel qu'elle le disait précédemment, et conserver ses usages anciens qui n'étaient point contraires à l'Écriture sainte, ni à la tradition ap-

prouvée par l'Eglise romaine. La lettre du clergé était signée de vingt-six métropolitains et de neuf archevêques au nom de leurs suffragans, et par les dignitaires de l'église patriarcale de Constantinople. Elle exposait les démarches de l'empereur pour la réunion, l'obstination du patriarche Joseph, sa retraite dans un monastère, après quoi les prélats déclaraient que s'il demeurerait opiniâtre, ils étaient résolus à le déposer pour élire un autre patriarche qui reconnût la primauté du saint-siège. Un des sénateurs fit ensuite abjuration du schisme au nom de l'empereur, puis on chanta le *Te Deum*, et après une courte allocution du pape, on chanta le symbole en latin et en grec, et on répéta deux fois : Qui procède du Père et du Fils.

Le lendemain de cette quatrième session, le pape montra aux cardinaux une constitution qu'il avait faite touchant l'élection du souverain pontife, pour obvier aux longues vacances du saint-siège. Ils témoignèrent une forte opposition qui ne demeura pas longtemps secrète ; car ils tenaient tous les jours des consistoires sans le pape, et agissaient par tous les moyens auprès des évêques pour empêcher que cette constitution fût adoptée par le concile ; mais le pape de son côté fit venir en particulier les prélats, leur expliqua son intention et ses motifs, et détermina facilement leur adhésion. Cette constitution portait qu'après la mort du pape on attendrait pendant dix jours les cardinaux absens ; qu'au bout de ces dix jours les cardinaux présens se rassembleraient dans un conclave ou appartement commun, rigoureusement fermé, à l'exception d'une fenêtre, pour leur passer de la nourriture ; qu'ils ne pourront sortir, ni recevoir aucune visite, ni aucune lettre, ni parler à personne en particulier. S'ils tardent plus de trois jours à élire le pape, on ne leur servira pendant les cinq jours suivans qu'un seul plat tant à dîner qu'à souper ; après quoi on ne leur donnera plus que du pain, du vin et de l'eau jus-

qu'à ce que l'élection soit faite. Les magistrats de la ville où se tiendra le conclave feront observer ces réglemens, sans y rien ajouter, sous peine d'excommunication et d'interdit. Du reste il est absolument défendu aux cardinaux de faire entre eux aucune convention ni serment, sous peine de nullité. Telle est l'origine du conclave pour l'élection du pape.

Cette constitution fut lue et approuvée dans la cinquième session, qui se tint le 16 juillet. On y publia aussi plusieurs autres constitutions sur différens objets. On déclara excommuniés de plein droit ceux qui useraient de violences pour extorquer l'absolution des censures, ou qui se permettraient de molester d'aucune manière les juges ecclésiastiques pour avoir prononcé des censures contre les rois, les princes ou leurs officiers. On défendit sous la même peine à toute personne d'usurper à l'avenir le droit de régale sur les biens des églises vacantes, et quant à ceux qui jouissaient de ce droit par la coutume ou en vertu du titre de fondation, ils ne pourront percevoir que les fruits et devront prendre soin de ne pas détériorer les fonds. Un autre décret contient la défense de loger les usuriers manifestes, de leur donner l'absolution ou la sépulture ecclésiastique. Trois des ambassadeurs tartares furent baptisés au commencement de cette session par le cardinal d'Ostie, en présence de tous les prélats.

On tint le lendemain la sixième et dernière session, dans laquelle on publia une constitution pour supprimer les nouveaux ordres religieux établis depuis le dernier concile de Latran, principalement les ordres mendiants : « Mais nous ne prétendons pas, dit le concile, étendre cette constitution aux ordres des frères prêcheurs ou des frères mineurs, à cause de l'utilité évidente qu'en retire l'église universelle. Et quant aux carmes et aux ermites de Saint-Augustin, dont l'institution a précédé le concile de Latran, nous leur permettons de demeurer en leur

état jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement. » Le pape prenant ensuite la parole, représenta aux prélats que les mœurs et la religion du peuple étaient entre leurs mains, et que plusieurs d'entre eux étaient la cause principale des désordres et du relâchement. Il les exhorta fortement à se corriger, sans quoi il ne manquerait pas de le faire avec sévérité. Il promit aussi de remédier à divers abus particuliers dont le concile n'avait pas pu s'occuper, et après les prières accoutumées il donna sa bénédiction. Ainsi finit le second concile général de Lyon, dont les décrets en trente et un articles ont été insérés dans le *Sexte des décrétales*.

Nonobstant le règlement pour la suppression des nouveaux ordres religieux, le concile ne laissa pas de confirmer celui des serviteurs de la Vierge, connus sous le nom de servites; cet ordre avait eu pour fondateur Bonifilio Monaldi, marchand florentin, qui, en 1233, se retira près de la ville avec six compagnons, et leur fit embrasser la règle de saint Augustin. Leur nombre s'étant augmenté promptement, il fut dans la suite nommé général, et mourut l'an 1262 en odeur de sainteté. Philippe Benizi, cinquième général de l'ordre, vint à Lyon pour en solliciter la confirmation et l'obtint. Son zèle contribua singulièrement aux progrès de cet institut, non-seulement en Italie mais en Allemagne, de sorte qu'il en est regardé comme un second fondateur. Il mourut en 1285, et fut canonisé dans le dix-septième siècle par le pape Clément X.

Saint Bonaventure mourut pendant le concile de Lyon, le 15 juillet 1274. Il fut enterré le même jour dans le couvent des frères mineurs, et tous les prélats du concile, les cardinaux et le pape lui-même, assistèrent à ses funérailles. Son éloge funèbre fut prononcé par Pierre de Tarentaise, cardinal évêque d'Ostie, qui avait été archevêque de Lyon et précédemment provincial des frères prêcheurs. Saint Bonaventure ne fut canonisé qu'environ

deux cents ans après sa mort. Nous avons de lui un grand nombre d'ouvrages, des traités de philosophie et de théologie, des commentaires sur l'Écriture sainte, plusieurs écrits pour la défense de son ordre ou pour l'explication de la règle de saint François, des sermons et des ouvrages de piété. C'est dans ces derniers qu'il a surtout excellé, et l'onction touchante qu'on y trouve lui a fait donner le titre de Docteur séraphique. On remarque entre ses ouvrages de piété des méditations sur la vie de Jésus-Christ, dans lesquelles il ajoute aux narrations de l'Écriture plusieurs circonstances qu'il juge propres à son dessein. et qu'il tire quelquefois d'écrits apocryphes ou de révélations peu certaines. Parmi ses écrits pour la défense de son ordre, on distingue celui qui a pour titre *Apologie des pauvres*. C'est une réponse aux objections faites par un docteur de Paris, nommé Gérard d'Abbeville, contre les ordres mendiants. Saint Bonaventure y explique la nature et les règles de la perfection suivant les différens états, il montre que Jésus-Christ ayant voulu servir de modèle à tous, on peut tendre à la perfection sans l'imiter dans ce qui n'est qu'un exemple de condescendance pour l'instruction des faibles; et venant en particulier à ce qui regarde le vœu de pauvreté, il en fait voir les avantages pour le succès de la prédication, après quoi il explique par des exemples et des principes tirés du droit civil, comment la pauvreté absolue ou le renoncement à toute propriété peut se concilier avec le simple usage. « Car, dit-il, on ne peut acquérir la propriété sans en avoir l'intention, et comme tout ce qui est donné à un enfant de famille appartient à son père, de même tout ce que reçoivent les frères mineurs passe en propriété au pape et à l'Église romaine. Quant à l'argent qu'on leur donne pour leur subsistance, il demeure la propriété de celui qui le donne jusqu'à ce qu'il soit employé. » Il faut remarquer que quoique la règle leur défendit de recevoir de l'argent ni par eux-



mêmes, ni par une personne interposée, il leur était permis toutefois, d'après une bulle du pape Grégoire IX, de profiter de ce qu'on voudrait leur donner en argent pour leur subsistance, mais à condition que cet argent serait reçu et employé par une tierce personne ; c'est pourquoi saint Bonaventure ajoute : « Celui qui l'emploie pour eux ne le fait pas en leur nom, mais au nom du donateur. »

Saint Thomas d'Aquin avait été convoqué nommément au concile de Lyon, en considération de ses lumières. Il était alors à Naples, où il avait été envoyé en 1272, pour y enseigner la théologie, sur la demande du roi Charles, qui lui assigna une pension d'une once d'or par mois. L'université de Paris avait fait auprès du chapitre général de l'ordre, mais inutilement, les instances les plus pressantes pour conserver ce saint docteur, qu'elle regardait avec raison comme sa gloire. Il se mit en route suivant l'ordre du pape, et prit avec lui un traité qu'il avait composé par ordre d'Urbain IV contre les Grecs. Mais il tomba grièvement malade dans la Campanie, s'arrêta dans l'abbaye de Fosse-Neuve, de l'ordre de Cîteaux, et dit à son compagnon, comme par esprit de prophétie, ces paroles du psaume : C'est ici mon repos éternel. Quelques-uns des moines le prièrent de leur laisser un monument de sa doctrine, et quoiqu'il fût très-faible, il leur fit une courte explication du Cantique des cantiques. Se sentant près de sa fin, il demanda le viatique, se leva pour aller au-devant, se prosterna par terre, fit sa profession de foi, et déclara qu'il soumettait sans réserve sa doctrine et ses écrits au jugement de l'Église romaine. Le lendemain il reçut l'extrême-onction, et bientôt après il rendit l'esprit, le 7 mars 1274, âgé de quarante-neuf ans. On est étonné que dans une aussi courte vie il ait pu composer un aussi grand nombre d'ouvrages. Mais il ne perdait aucun moment, et telle était sa facilité, qu'il dictait en même temps à trois écrivains et

quelquefois à quatre, sur différentes matières. Son application à l'étude le suivait jusque dans les circonstances les plus propres à le distraire, en sorte que se trouvant un jour à un repas chez le roi saint Louis, il frappa sur la table en disant : Voilà qui est décisif contre les manichéens. Le prieur qui l'accompagnait l'ayant tiré fortement pour lui rappeler où il était, il demanda pardon au roi, qui fut édifié de le voir si peu occupé de l'honneur qu'il lui faisait, et pour ne pas perdre la pensée du saint docteur, il appela son secrétaire et la fit écrire en sa présence. Du reste, saint Thomas craignant que la subtilité des méditations abstraites ne lui desséchât le cœur, faisait tous les jours une lecture des Conférences de Cassien. Il dormait peu et passait une grande partie de la nuit en prière. Ses œuvres comprennent des commentaires sur la plupart des ouvrages d'Aristote, des commentaires sur le Maître des sentences et sur une partie de l'Écriture sainte ; la Somme théologique, la Somme contre les gentils, plusieurs questions de théologie et divers opuscules sur différentes matières. Mais on y trouve quelques écrits qu'on croit n'être pas de lui. La Somme théologique est divisée en trois parties, dont la première traite de Dieu et de la création ; la seconde, des principes généraux de la morale, puis des vices et des vertus en particulier ; enfin la troisième, de l'incarnation et des sacremens.

Les premiers soins du pape Grégoire, après la conclusion du concile, furent de hâter la croisade qu'on y avait ordonnée. Il écrivit aux évêques de la faire prêcher dans leurs diocèses, et envoya en France pour cet objet le cardinal Simon de Brie, avec le titre de légat. Comme il avait fait consentir les évêques, pour le secours de la Terre sainte, à la contribution d'une décime pendant six ans sur les revenus ecclésiastiques, il prit des mesures pour en assurer le paiement ; mais il en exempta les hospices, les léproseries, et les clercs dont les revenus n'excédaient pas sept livres tournois. Il s'appliqua en

même temps à terminer les contestations touchant l'empire d'Occident, et confirmant l'élection de Rodolphe, il exhorta le roi de Castille, d'abord par une lettre, et ensuite dans une entrevue, à se désister de ses prétentions ; après quoi, étant informé que ce prince, rentré dans ses états, avait repris les ornemens impériaux, il lui fit donner ordre par l'archevêque de Séville de les quitter, sous peine d'excommunication et d'interdit. Cette menace détermina enfin la renonciation du roi, qui obtint alors du pape la concession d'une décime sur les biens du clergé, pour les frais de la guerre contre les Maures. Le pape avait reçu depuis longtemps des plaintes contre Alphonse III, roi de Portugal, dont le despotisme accablait les peuples d'impôts arbitraires, et ne respectait ni les droits des églises ni les privilèges du clergé. Après lui avoir adressé des remontrances, voyant qu'elles demeuraient sans effet, il publia une bulle, en 1275, par laquelle il prononçait contre lui l'excommunication et l'interdit sur son royaume, avec absolution du serment de fidélité pour ses sujets, s'il ne se mettait en mesure d'exécuter les promesses qu'il avait faites en recevant la couronne. Le pape ordonna aussi la même année, sous peine de censures, au roi Jacques d'Aragon de renvoyer une femme mariée, qu'il entretenait publiquement comme concubine. Ce prince mourut l'année suivante, laissant le royaume d'Aragon à Pierre, son fils aîné, et les îles Majorque et Minorque à Jacques, son second fils.

Comme le pape était en route pour retourner en Italie, Rodolphe, roi des Romains, se rendit à Lausanne pour conférer avec lui, et prêta entre ses mains le serment ordinaire de défendre l'Église romaine, de respecter ses droits, et de ne rien entreprendre ni contre les terres ni contre les vassaux du saint-siège. Il confirma cette promesse par un édit où il s'engageait en outre à maintenir la liberté des élections et des appels au pape. Enfin il se

croisa pour la Terre sainte avec presque toute la noblesse de sa suite. Mais tous ces préparatifs furent sans résultat, et il n'y eut plus aucune croisade générale. Le pape Grégoire, arrivé en Toscane, tomba malade et fut obligé de s'arrêter à Arezzo, où il mourut le 10 janvier 1276. On rapporte plusieurs miracles opérés par son intercession, et qui l'ont fait honorer comme saint par le peuple de cette ville, dont la cathédrale lui a été dédiée. Toutefois il n'a pas été canonisé dans les formes (1).

On se conforma pour l'élection de son successeur au décret sur le conclave, et au bout de dix jours on élut le cardinal Pierre de Tarentaise, évêque d'Ostie, qui prit le nom d'Innocent V. Mais il mourut le 22 juin, après cinq mois de pontificat. Le cardinal Ottobon de Fiesque, qui lui succéda sous le nom d'Adrien V, ne survécut guère qu'un mois. Il était déjà malade au moment de son élection, et comme ses parents étaient venus le féliciter : J'aimerais bien mieux, leur dit-il, être un cardinal en santé qu'un pape moribond. Pendant la courte durée de son pontificat, il suspendit l'obligation du décret concernant le conclave, dans l'intention d'obvier aux longues vacances du saint-siège par un autre moyen ; mais il n'en eut pas le temps. Les habitants de Viterbe, excités par quelques officiers de la cour de Rome, tinrent néanmoins les cardinaux enfermés pour l'élection, et le 13 septembre, après un mois de vacance, on lui donna pour successeur le cardinal Pierre Julien, Portugais de naissance, et évêque de Tusculum, qui prit le nom de Jean XXI. Son premier soin fut de confirmer la suspension du conclave et de punir les auteurs des violences exercées contre les cardinaux. Il se promettait une longue vie, et ne craignait pas de le dire publiquement ; mais, comme il était dans un appartement qu'il venait de faire construire, la maison s'écroula, et

(1) Ptolom. Luc. — Trithem. *Chron.* *Hirsaug.* — Eberhard. *Annal.*

il fut tellement blessé qu'il mourut le 16 mai 1277. Après sa mort le saint-siège vaqua plus de six mois ; enfin, le 25 novembre, on élut le cardinal Gaëtan, de la famille des Ursins, qui prit le nom de Nicolas III, et tint le saint-siège près de trois ans (1).

Des ambassadeurs grecs venaient d'arriver à Rome, avec des lettres de l'empereur Paléologue et de son fils Andronic, pour annoncer au pape que les évêques orientaux, dans une assemblée tenue à Constantinople, avaient ratifié l'abjuration du schisme et souscrit à toutes les décisions du concile de Lyon. On avait aussi déposé le patriarche Joseph, qui persistait à rejeter l'union, et Jean Veccus, élu à sa place, envoyait par les mêmes ambassadeurs une lettre au pape, où il reconnaissait, dans les termes les plus formels, la primauté du saint-siège et sa juridiction sur toutes les églises. « Nous promettons, ajoutait-il, de lui être soumis et de lui conserver toutes les prérogatives que nos prédécesseurs lui attribuaient avant le schisme, et tous les privilèges qui lui ont été accordés par les empereurs. Nous confessons qu'en vertu de cette primauté, le pape a la plénitude de puissance, et que les questions de foi doivent être décidées par son jugement. Tous ceux qui se trouvent lésés dans les matières de juridiction ecclésiastique peuvent appeler à l'Église romaine ; toutes les églises lui sont soumises et tous les prélats lui doivent obéissance. C'est elle qui a confirmé les privilèges des autres églises, et particulièrement des patriarchales. » Ensuite, Jean Veccus donnait sa profession de foi, conforme à la croyance de l'Église latine, sur la procession du Saint-Esprit, sur la question du pain azyme dans l'Eucharistie, sur le purgatoire et les suffrages pour les morts, enfin sur chacun des sept sacrements. Quelque temps après, le nouveau patriarche promulgua par une bulle l'excommunication

(1) Martin. Polon. — Ptolom. Luc. — Bern. Guid. Chron.

prononcée en concile par les évêques présents à Constantinople contre les schismatiques, et spécialement contre ceux qui refusaient de reconnaître que l'Église romaine est la mère de toutes les autres églises, la maîtresse qui enseigne la foi orthodoxe, et son pontife, le premier pasteur et le chef de tous les chrétiens, en quel rang qu'ils soient, évêques, prêtres ou diacres.

L'année suivante, le pape Nicolas fit partir pour Constantinople quatre légats, de l'ordre des frères mineurs, avec des lettres pour l'empereur et pour le patriarche, et des instructions par écrit sur la conduite qu'ils devaient tenir. Il leur recommandait d'éviter avec soin tout ce qui pourrait fournir aux Grecs un prétexte de rupture, mais de traiter néanmoins l'affaire à fond et de s'assurer de leurs dispositions ; de les obliger à chanter le symbole comme les Latins, avec l'addition *filioque*, de demander au patriarche, à tous les prélats et au reste du clergé des professions de foi souscrites par chacun d'eux en particulier, et confirmées par serment, sans égard à la coutume alléguée pour s'en dispenser ; de leur représenter qu'ils doivent se faire absoudre des censures encourues à cause du schisme, et se faire confirmer par le saint-siège dans leurs dignités ; enfin, de s'informer avec précaution s'il y aurait moyen d'envoyer dans le pays un cardinal légat, et d'engager l'empereur à en faire lui-même la demande. Du reste, le pape leur donnait pouvoir d'employer les censures et de procéder spirituellement et temporellement, selon qu'ils jugeraient à propos, contre tous ceux qui troubleraient l'union. Mais les circonstances étaient loin d'être favorables au succès de ces négociations.

Les démarches de Paléologue pour la réunion avaient occasionné presque partout un mécontentement qui amena bientôt une révolte ouverte. Une foule de schismatiques, les uns attachés au patriarche Arsène, les autres à Joseph, s'étaient réfugiés dans les provinces où



L'autorité de l'empereur n'était pas reconnue, savoir : la Morée, la Thessalie, l'Achaïe et la Colchide, et parcouraient, revêtus de cilices, les villes et les campagnes, pour exciter le fanatisme par leurs déclamations, et quelquefois par de prétendues visions et de fausses prophéties. La plupart étaient des gens du peuple ou des moines ignorants. Mais on voyait aussi parmi les défenseurs du schisme des personnes instruites ou d'une condition élevée, et la séduction gagna jusqu'aux membres de la famille impériale, dont plusieurs, envoyés avec des troupes contre le duc de Patras, avaient eux-mêmes embrassé le parti des rebelles. Ce duc de Patras offrait un asile à tous les schismatiques, persécutait ceux qui avaient adhéré à l'union, et fit tenir un concile de quelques évêques, où l'on prononça anathème contre le pape, contre l'empereur, le patriarche et tous les catholiques. Les rebelles engagèrent le prince de Trébisonde à prendre le titre d'empereur, et la reine des Bulgares, nièce de Paléologue, poussa le fanatisme jusqu'à envoyer une ambassade au sultan d'Égypte pour l'engager à soutenir le parti des schismatiques par une attaque contre l'empire de Constantinople. La princesse Eulogie, sœur de l'empereur, et plusieurs autres de ses parentes, excitées par des moines, se séparèrent de sa communion et cabalèrent en faveur du schisme, en sorte qu'il les mit en prison et confisqua leurs biens. Il prit la même mesure contre les princes de sa famille qui avaient favorisé la révolte.

Les choses étaient dans cet état quand les légats du pape arrivèrent à Constantinople, et l'empereur, sachant quel était l'objet de leur légation, et craignant une opposition qui le jeterait dans de nouveaux embarras, crut devoir prendre des précautions pour la prévenir. Il assembla donc secrètement les évêques et le clergé, et leur dit que ses ennemis ayant répandu le bruit que l'union n'était qu'une feinte et une hypocrisie, les légats,

pour s'assurer de la foi et de la sincérité des Grecs , avaient ordre d'exiger des garanties plus complètes ; qu'il importait extrêmement de les ménager et de les satisfaire, qu'en conséquence, il les exhortait à écouter sans aucun signe d'opposition ni de mécontentement les propositions des légats ; mais que, du reste , il prenait l'engagement devant Dieu de ne jamais souffrir qu'il fût apporté le moindre changement au symbole et à la discipline de l'Église grecque. Cette confiance produisit un tel effet, que quand les légats firent leurs propositions personne ne témoigna la moindre répugnance, et, pour mieux éloigner encore toute défiance , l'empereur leur fit voir les princes de sa famille retenus en prison, et chargés de chaînes à cause de leur attachement au schisme. Ensuite on écrivit au pape une lettre artificieuse, portant des signatures d'un grand nombre d'évêques qui n'existaient pas, et dans laquelle on eut soin d'entasser, avec de pompeuses flatteries pour les Latins, diverses expressions des Pères relatives à la procession du Saint-Esprit, comme d'écouler, de rayonner, d'être montré et donné, mais sans employer le terme propre de procéder. Du reste, on affecta également de ne rien répondre sur les autres demandes des légats.

Cependant Paléologue employait les mesures les plus rigoureuses contre les schismatiques. Un des quatre princes qui étaient dans les fers mourut sur ces entre-faites, et l'empereur se fit amener les trois autres, les accabla d'injures et de reproches , et après des efforts réitérés plusieurs jours, il parvint à en gagner un, mais les deux autres demeurant opiniâtres, il les fit aveugler. Il fit aussi perdre la vue à plusieurs autres personnes sur le simple soupçon d'aspirer à l'empire au préjudice de ses enfants. Il était surtout irrité contre les moines, et leur fit souvent de terribles menaces, soit à cause de leur attachement au schisme, soit parce qu'ils se mêlaient de prédire sa mort prochaine ; car plusieurs étaient adon-

nés à la divination et à l'astrologie, sorte de superstition fort commune chez les Grecs. Le patriarche Veccus, de son côté, publia plusieurs écrits solides pour combattre les schismatiques et prouver la doctrine de l'Eglise romaine touchant la procession du Saint-Esprit; il tint aussi pour le même sujet plusieurs conciles, un entre autres à Constantinople, en 1280, où il fit voir que les schismatiques ne craignaient pas d'altérer dans les écrits des Pères les passages où leurs erreurs étaient condamnées. La doctrine catholique sur la procession du Saint-Esprit avait été soutenue aussi quelque temps auparavant par Nicétas, archevêque de Thessalonique, et par Nicéphore Blemmyde, abbé vertueux et savant, dont nous avons encore deux traités sur ce sujet (1).

Le cardinal Simon de Brie, légat en France, avait tenu, en 1276, un concile à Bourges, où furent publiés seize articles de réglemens pour défendre, sous peine d'interdit et d'excommunication de plein droit, les entreprises contre la juridiction et les privilèges du clergé, notamment les violences ou les menaces pour extorquer l'absolution des censures, les poursuites des juges séculiers contre les ecclésiastiques, la prétention de prendre connaissance de la justice des censures ou de toute autre matière spirituelle, la violation du droit d'asile dans les églises ou autres lieux, l'extension du droit de péage aux effets des ecclésiastiques, enfin les violences employées en plusieurs endroits pour empêcher la liberté des élections. On peut y remarquer aussi la défense de rejeter les testamens pour n'avoir pas été faits en présence des échevins ou autres officiers laïques. C'est que les ecclésiastiques étaient en possession de les recevoir et de prendre connaissance de l'exécution. Les canons de plusieurs conciles ordonnaient même que ces actes seraient faits en présence du curé, et qu'il lui en serait remis

(1) Georg. Acropol. — Pachym. — Niceph. Gregor.

une copie pour qu'il prît soin de faire exécuter les legs pieux. D'autres conciles, tenus, en 1279, à Pontaudemer pour la province de Rouen, à Angers pour celle de Tours, à Avignon par l'archevêque d'Arles, et à Béziers par celui de Narbonne, firent aussi des règlements pour réprimer par des censures les entreprises des juges et autres magistrats laïques sur les droits du clergé, l'usurpation des biens ecclésiastiques et les violences contre les clercs. On remarque dans le concile d'Avignon un article qui défend aux religieux de confesser sans avoir reçu des pouvoirs de l'évêque. L'archevêque de Reims avait tenu l'année précédente un concile à Compiègne, où l'on prit des mesures contre les entreprises des chapitres qui prétendaient avoir le droit de cesser l'office divin et de mettre la ville en interdit pour se faire rendre justice. Enfin, l'évêque de Poitiers, dans un synode de l'an 1280, publia des statuts où l'on voit que des diacres prétendaient absoudre au tribunal de la pénitence.

Depuis longtemps les ouvrages d'Aristote avaient introduit dans l'université de Paris des erreurs sur la Providence, sur l'immortalité de l'âme, sur la liberté et sur un grand nombre d'autres points. Quelques professeurs ne craignaient pas d'enseigner dans leurs écoles que la volonté humaine n'est point libre, qu'elle est soumise aux influences des corps célestes, ou nécessairement entraînée par les objets extérieurs ; que le monde est éternel, qu'il n'a point commencé et ne saurait finir, parce que la matière ne peut être anéantie et ne fait que changer de forme ; que l'âme se dissout avec le corps et ne peut souffrir après la mort l'action du feu matériel ; que Dieu ne connaît point les futurs contingents ni les choses particulières ; qu'il n'y a point en Dieu de trinité ; qu'il n'y a point de bonheur à attendre après cette vie ; que la résurrection est impossible ; qu'il est inutile de se confesser, de prier ou de se mettre en peine de la sépulture ecclésiastique, si ce n'est pour sauver les apparences ;

que l'on peut connaître l'avenir et les pensées des hommes par les signes ou les figures de l'astrologie ; que la simple fornication n'est pas un péché ; que la théologie n'est pas une science, et que l'autorité ne suffit pas pour donner la certitude sur aucune question. L'évêque de Paris avait déjà condamné, en 1270, quelques-unes de ces erreurs, et, l'an 1277, il proscrivit plus de deux cents propositions, dont celles qu'on vient de voir étaient les principales, avec ordre, sous peine d'excommunication, à ceux qui les avaient enseignées de venir le déclarer dans un délai de sept jours pour recevoir la pénitence convenable. On voit dans cette sentence que pour pallier ce qu'il y avait de révoltant dans ces propositions, leurs auteurs disaient qu'elles étaient vraies selon la philosophie, mais non selon la foi catholique, comme s'il y avait deux vérités contraires. Ce système, imaginé par les sophistes du moyen âge, s'est perpétué jusqu'à nos jours. L'évêque de Paris condamna en même temps plusieurs écrits de sorcellerie, de nécromancie, et d'autres contraires aux bonnes mœurs.

Le pape Nicolas s'efforça, comme l'avait déjà fait son prédécesseur, de terminer par la conciliation un différend qui existait entre les rois de France et de Castille, et qui mettait obstacle au secours de la Terre sainte. Il nomma pour cet effet des négociateurs, et exhorta les deux rois à nommer des ambassadeurs pour assister à une conférence et convenir de la paix ou au moins d'une trêve. Mais les députés du roi de Castille refusèrent tout accommodement, ce qui indisposa vivement le pape contre lui. Ce prince avait d'ailleurs excité les plaintes du clergé de son royaume par différentes causes, notamment par des entreprises sur la juridiction ecclésiastique, par des violences ou des menaces employées dans les élections ; par des subsides exigés des prélats, des clercs ou de leurs vassaux, et par le droit qu'il s'attribuait sur une partie des dîmes et sur les biens des

églises vacantes. Le pape ayant reçu ces plaintes, lui envoya un légat en 1279 avec une lettre où il le pressait fortement de cesser et de réparer toutes ces entreprises sur les droits de l'Église. Alphonse, roi de Portugal, avait donné lieu lui-même à de semblables plaintes ; car partout la puissance séculière cherchait à restreindre les privilèges et les droits du clergé, soit en faisant traduire les clercs devant les tribunaux laïques, soit en prenant connaissance des affaires réservées à la juridiction ecclésiastique, soit en s'arrogeant le droit de réviser et de casser les jugements des prélats, avec défense de les mettre à exécution, principalement en ce qui regardait les interdits. Mais ce prince, à ses derniers moments, ordonna de donner satisfaction à l'église et de restituer tous les biens dont il s'était emparé. Il mourut cette année 1279, et eut son fils Denis pour successeur.

Vers ce même temps, Philippe, roi de France, ayant révoqué la défense qu'il avait faite des tournois, le pape s'en plaignit vivement au légat Simon de Brie, et lui ordonna de dénoncer excommuniés tous les seigneurs qui avaient pris part à ces exercices, condamnés par les conciles. Comme le roi Philippe était croisé, des ambassadeurs envoyés à Rome par le khan de Tartarie s'étaient rendus en France pour lui promettre des secours s'il voulait passer en Syrie contre les Sarrasins. Mais l'expérience avait enfin dégoûté les peuples de ces expéditions presque toujours sans résultat, et les divisions qui se renouvelaient sans cesse entre les seigneurs établis en Palestine, contribuaient encore à refroidir le zèle déjà presque éteint. Cette ambassade fournit au pape l'occasion d'envoyer en Tartarie cinq frères mineurs, avec des lettres où il exhortait le khan à se faire chrétien. On ne voit pas que ces lettres aient produit aucun effet ; mais les frères mineurs convertirent un assez grand nombre de Tartares dans le voisinage de la Hongrie.

Le pape Nicolas, dès le commencement de son ponti-



ficat, voulant pourvoir à la conservation des droits temporels du saint-siège, fit confirmer par l'empereur Rodolphe toutes les donations des empereurs précédents. Il se fit prêter l'hommage ordinaire, comme suzerain, par Charles, roi de Sicile, et l'obligea en outre à renoncer au titre de sénateur de Rome. Il fit en même temps une constitution portant qu'à l'avenir aucun prince étranger ne pourrait obtenir le gouvernement de Rome à titre de sénateur, de capitaine, de patrice, ou sous toute autre dénomination, et que personne n'occuperait cette charge plus d'un an. Du reste, il montra constamment des dispositions peu favorables pour le roi de Sicile, ce que l'on attribue au refus que ce prince aurait fait de marier une de ses filles à un neveu du pape. On reproche, en effet, au pape Nicolas III une passion démesurée pour l'agrandissement de sa famille, qui devint par ses largesses la plus riche de Rome, en terres, en châteaux et en argent (1).

Comme la Hongrie était troublée par des dissensions et des révoltes dont l'Église avait beaucoup à souffrir, le pape envoya un légat pour travailler à la réforme des abus, fort nombreux dans ce royaume et dans les pays voisins. Le roi Ladislas, à la sollicitation du légat, publia une ordonnance où il promettait de lui prêter le secours de la puissance séculière pour l'expulsion des hérétiques, d'obliger les Comains à recevoir le baptême et à se conformer en tout aux lois de l'Église et aux usages des chrétiens, selon les conventions faites avec leurs chefs, enfin d'accepter et de faire observer tous les réglemens que le légat jugerait à propos de faire pour la liberté de l'Église et la tranquillité du royaume, dans une assemblée convoquée à cet effet. Cette assemblée se tint à Bude en 1279, et le légat y publia de nombreux réglemens semblables à ceux des autres conciles du

(1) Ricord. Malesp. — Villan. — S. Anton. *Chron.*

même temps. Ainsi, ils ont pour objet de rétablir la discipline cléricale, de faire restituer les églises, les monastères et autres biens ecclésiastiques usurpés par les seigneurs ; d'obliger les juges séculiers, sous peine de censures, à procurer par la saisie des biens et par les autres moyens coërcitifs l'exécution des sentences prononcées par les prélats et les tribunaux ecclésiastiques ; de maintenir les privilèges des clercs, et spécialement l'exemption des tailles, des corvées, des péages et autres tributs ; enfin de réprimer les violences contre les clercs et les entreprises sur la juridiction ecclésiastique : on y remarque aussi un article qui ordonne aux fidèles de se confesser à leurs curés et d'assister à la messe dans leurs paroisses, sans les quitter pour aller aux églises de quelques religieux que ce soit. Le roi Ladislas, malgré ses promesses, fit dissoudre cette assemblée, dans la persuasion qu'elle entreprenait sur ses droits, et défendit d'observer les ordonnances du légat. On doit reconnaître en effet que les privilèges du clergé donnaient lieu quelquefois à des abus ; car il était défendu aux juges laïques non-seulement de juger et de punir les clercs, mais encore de les faire arrêter, en sorte que les crimes demeuraient quelquefois impunis, et l'on se plaignait surtout qu'ils n'étaient pas assez efficacement réprimés par les seules peines canoniques. C'est pourquoi le pape Nicolas permit au roi de France de faire arrêter les clercs prévenus de grands crimes, sans encourir l'excommunication, non toutefois pour les faire juger par ses officiers, mais pour les remettre à leurs prélats. Un concile, tenu à Montpellier en 1258, avait déjà donné la même permission aux officiers royaux dans la province de Narbonne. Du reste, ces privilèges étaient en harmonie avec la constitution sociale de l'époque. Les évêques avaient naturellement, comme les seigneurs, leur juridiction indépendante du pouvoir royal : ils jugeaient leur clergé, comme les seigneurs jugeaient leurs vassaux ; et

cette juridiction temporelle, établie par la coutume, avait pris sa source dans le droit inhérent à l'autorité spirituelle de punir les clercs par la déposition ou par d'autres peines canoniques, et dans cette maxime de jurisprudence, que nul ne doit être puni deux fois pour la même faute.

Le pape Nicolas avait été le cardinal protecteur de l'ordre des frères mineurs, et conservait pour eux une grande affection. Voulant donc réprimer les censeurs téméraires qui se permettaient de condamner la règle de saint François comme impraticable ou même illicite, et mettre fin aux divisions qui s'étaient reproduites plusieurs fois parmi les religieux de cet ordre, il résolut de donner à ce sujet une décision propre à lever toutes les difficultés, et, après y avoir travaillé pendant deux mois avec le général et deux cardinaux tirés de l'ordre, il publia, en 1279, la bulle fameuse qui commence par ces mots : *Exiit qui seminat*. Il y répond d'abord à toutes les objections contre cet institut par des raisons dont la plupart avaient été déjà employées par saint Bonaventure dans son Apologie des pauvres ; ensuite, venant à l'explication de ce qui concerne la pauvreté absolue, après avoir dit que la renonciation à toute propriété n'exclut pas le simple usage de fait, et que la règle admet pour les frères trois moyens de subsister, savoir : le travail, les aumônes qu'on leur offre et celles qu'ils obtiennent en mendiant ; il déclare que la propriété des livres, des meubles et de tous les objets dont ils peuvent avoir l'usufruit, appartient à l'Église romaine, et qu'il en est de même pour les immeubles achetés avec des aumônes, ou cédés aux frères sans aucune réserve de la part des donateurs ; quant aux lieux et aux maisons qui leur sont donnés pour résidence, ils n'y demeureront qu'autant que le donateur persistera dans la même volonté, et s'il en change, ils devront les quitter sans que l'Église romaine y retienne aucun droit. Le pape expli-

que fort au long, et à peu près de la même manière que saint Bonaventure, l'article de la règle qui défend de recevoir de l'argent. Il confirme la défense de prêcher sans la permission des évêques, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par le saint-siège. Enfin, il déclare, comme l'avait déjà fait Grégoire IX, que les frères ne sont point obligés à l'observation du testament de saint François.

Vers le même temps, la bienheureuse Marie de Cortone embrassa le tiers-ordre de Saint-François, où elle répara les désordres de sa jeunesse par une longue et austère pénitence. Elle était née en Toscane, et avait abusé de sa beauté pour mener une vie licencieuse, particulièrement avec un seigneur qui l'entretint pendant neuf ans. Comme il était sorti un jour suivi d'une petite chienne, celle-ci revint seule après plusieurs jours, et tirant Marguerite par sa robe, elle la conduisit vers un tas de broussailles, où la jeune personne découvrit le corps de son amant sans vie et à demi rongé des vers. Ce hideux spectacle lui fit prendre sur-le-champ la résolution de se convertir. Elle retourna chez son père, qui refusa de la recevoir, et se voyant ainsi abandonnée, elle se rendit à Cortone pour se mettre sous la conduite des frères mineurs, et leur demanda l'habit du tiers-ordre, consacré à la pénitence. Ils l'éprouvèrent pendant trois ans, dans la crainte que sa conversion ne fût pas solide ; mais elle donna des preuves si éclatantes de son humilité et de sa ferveur, qu'ils l'admirent enfin, en 1277, à prendre l'habit, et pendant vingt ans qu'elle vécut encore, elle persévéra dans la pratique des plus rigoureuses austérités. Urbain VIII, par une bulle de l'an 1623, permit à l'ordre de Saint-François de l'honorer comme bienheureuse.

Le pape Nicolas mourut au mois d'août de l'an 1280, et le saint-siège demeura six mois vacant par la division des cardinaux et les intrigues de Charles, roi de Sicile,

qui voulait faire élire un pape mieux disposé pour lui que le défunt. Enfin le 22 février 1281 ils élurent le cardinal Simon de Brie, qui prit le nom de Martin IV. Comme la ville de Rome était divisée par les factions de deux familles rivales, dont l'une était celle des Ursins, parens du dernier pape, et l'autre celle des Annibaldi, le pape Martin IV, pour y rétablir l'ordre, se fit donner, par une élection du peuple et du sénat, le gouvernement de la ville et de son territoire, avec pouvoir d'exercer ce gouvernement par lui ou par d'autres, et l'acte qui en fut dressé porte que ce n'est point à raison de sa dignité pontificale, mais en considération de sa personne, et qu'après sa mort les droits respectifs du peuple et de l'Eglise romaine demeureront en leur entier. On voit par là combien depuis quelque temps les circonstances avaient modifié et restreint la puissance temporelle des papes dans la ville de Rome. Le pape Martin donna bientôt après le titre de sénateur ou de gouverneur à Charles, roi de Sicile.

L'empereur Michel Paléologue ayant appris l'élection du nouveau pontife, lui envoya deux métropolitains comme ambassadeurs, Léon d'Héraclée, et Théophane de Nicée. Mais ils furent fort mal reçus; car on était persuadé à Rome, et non sans fondement, que la réunion des Grecs n'était qu'une illusion et une hypocrisie, et qu'à l'exception du patriarche et de quelques-uns qui, à son exemple, s'étaient convertis de bonne foi, tous les autres persistaient dans leurs anciennes erreurs et n'avaient souscrit à la réunion que par nécessité ou par politique. Le pape fit donc attendre longtemps les ambassadeurs avant de leur donner audience, et le 18 novembre, il prononça une sentence d'excommunication contre Paléologue, comme fauteur du schisme et de l'hérésie, avec défense, sous la même peine, à tous rois, princes ou seigneurs, et à toutes communautés de faire avec lui aucune alliance. L'empereur, informé de cette excom-

munication, en fut tellement indigné, qu'il eut d'abord la pensée de rompre complètement avec les Latins ; mais il fut retenu par la crainte d'augmenter les troubles de l'empire et de paraître, en se rétractant, donner raison aux mécontents. Il réussit au moins à se venger du roi de Sicile, qu'on accusait d'avoir provoqué cette sentence contre lui (1).

Depuis longtemps le despotisme de ce prince, le poids exorbitant des impôts et la fierté des Français, rendaient son gouvernement insupportable aux Siciliens, dont plusieurs formèrent un complot pour le renverser et donner la couronne à Pierre, roi d'Aragon. Leur chef était Jean, seigneur de Procida, petite île près de Naples. Dès l'année 1279 il avait fait entrer dans ce complot l'empereur Paléologue, qui craignait les entreprises du roi Charles, et même le pape Nicolas, qui promit de laisser la Sicile au roi d'Aragon, s'il pouvait en faire la conquête. Paléologue envoya deux ans plus tard une somme de trente mille onces d'or à ce prince pour l'équipement d'une flotte, et le roi Pierre, afin de donner le change, publia qu'il se disposait à faire la guerre aux Sarrasins. Il alla en effet pour la forme mettre le siège devant une ville d'Afrique ; mais c'était seulement pour attendre des nouvelles de Sicile, où la conjuration contre les Français ne tarda pas à éclater. Tous les seigneurs et autres qui étaient du complot se rendirent à Palerme, comme pour y célébrer la fête de Pâques, qui, cette année 1282, était le 29 mars, et le lendemain, comme un Français entreprit de faire violence à une femme sicilienne, les cris qu'elle fit entendre pour appeler du secours occasionnèrent un nombreux rassemblement, et le peuple, déjà échauffé par les gens des seigneurs, courut aux armes en criant : Mort aux Français. On égorgea en effet tous ceux qui se trouvaient dans la ville, sans épargner

(1) Malespin. — Rainald. *Annal. eccl.* — Pachym. — *Vit. Mart.*



ni les vieillards, ni les enfans, ni les femmes enceintes; après quoi les seigneurs se rendirent dans leurs terres pour exciter le même soulèvement, en sorte que dans quelques jours le massacre devint général dans la Sicile. On rapporte que le premier coup des vêpres avait été donné pour signal de cette effroyable exécution, qui par ce motif a reçu le nom de *Vêpres siciliennes*.

Le roi Charles, informé de cette révolte, alla réclamer les conseils et l'appui du pape Martin, qui publia aussitôt une bulle pour ordonner aux Siciliens de rentrer dans la soumission, avec défense à toute personne, sous peine d'excommunication et d'interdit, de donner aucun secours à ceux qui voudraient envahir ce royaume. Les Siciliens de leur côté, comme vassaux de l'Église romaine, avaient invoqué sa protection et arboré l'étendard du saint-siège. Ensuite plusieurs offrirent de se soumettre au roi à condition qu'il se contenterait du tribut payé aux anciens rois normands, et qu'il leur donnerait des Italiens pour gouverneurs. Mais on ne tint pas compte de leurs réclamations. Cependant le roi d'Aragon arriva en Sicile au mois d'août et se rendit promptement à Palerme, où il fut proclamé roi et couronné le 2 septembre. En même temps il envoya des secours à la ville de Messine, attaquée par le roi Charles, qui se vit obligé de lever le siège et de repasser en Italie. Le pape crut devoir alors employer toutes les foudres de l'Église contre le roi d'Aragon. Il publia le 18 novembre 1282 une bulle par laquelle il le déclarait excommunié avec tous ses adhérens, et leurs terres soumises à l'interdit, ajoutant que s'il ne se retire de la Sicile avant le mois de février, sa personne et ses biens meubles demeureront exposés, en vertu de cette sentence, à quiconque voudra s'en saisir, et qu'après ce terme échu, il procédera contre lui plus rigoureusement et le privera même du royaume d'Aragon. Cette bulle étendait les mêmes censures à Paléologue, comme complice de cette invasion. Ensuite, au

mois de janvier 1283, le pape ordonna de prêcher la croisade contre le roi d'Aragon, avec les mêmes indulgences que pour la Terre sainte, et le 24 mars, il publia une nouvelle bulle qui le déclarait privé du royaume d'Aragon, de ses autres terres et de la dignité royale, et ses sujets absous de leur serment de fidélité, avec défense à toute personne de le reconnaître pour roi et de lui obéir. Enfin au mois d'août de la même année 1283, il envoya en France le cardinal Cholet, en qualité de légat, pour offrir le royaume d'Aragon avec les terres qui en dépendaient, au roi Philippe le Hardi, pour un de ses fils, à condition que ce royaume ne pourrait être uni à ceux de France, de Castille ou d'Angleterre, et que le nouveau roi et ses descendants prêteront serment de fidélité au pape comme vassaux, et lui payeront tous les ans un tribut à titre d'hommage. Le roi Philippe accepta la donation pour Charles, son second fils, après quoi le légat fit prêcher la croisade contre Pierre d'Aragon, et le pape accorda au roi de France, pour cette expédition, la décime des revenus ecclésiastiques pendant trois ans, dans ses états et dans plusieurs diocèses voisins (1).

Les censures contre le roi d'Aragon ne produisirent aucun effet, en sorte que non-seulement les seigneurs de son royaume, mais encore les évêques, le clergé et même les religieux de tous les ordres ne le tinrent point pour excommunié et n'observèrent pas l'interdit. Il se contenta d'appeler de ces sentences du pape Martin à un pape non suspect, et en dérision de la défense qui lui était faite de prendre le titre de roi, il se qualifiait chevalier aragonnais, père de deux rois et seigneur de la mer. Cependant comme il avait craint d'abord de ne pouvoir soutenir sa conquête contre les forces de son rival, il lui avait fait proposer de vider leur différend par un combat singulier de cent chevaliers de part et d'autre, y compris

(1) Guill. Nang. — Ptolom. Lucens. — Villan.

les deux rois ; marquant pour le jour du combat le 1<sup>er</sup> juin 1283, et pour champ de bataille la plaine de Bordeaux, terre neutre à leur égard, comme appartenant au roi d'Angleterre. Le roi Charles accepta ce défi, et le pape l'ayant appris, ne manqua point de s'y opposer, comme à un duel défendu par les lois de l'Église. Néanmoins, comme le roi Charles croyait son honneur engagé, il se présenta au rendez-vous, accompagné du roi Philippe, son neveu, et d'un grand nombre de seigneurs ; mais le roi d'Aragon ne parut point, et fit dire qu'il s'était retiré, parce qu'il ne se croyait pas en sûreté à cause de la suite nombreuse du roi de France. L'année suivante, Charles, prince de Salerne, qui commandait à Naples en l'absence de son père, se voyant insulté par la flotte du roi d'Aragon, s'engagea témérairement au combat, et fut fait prisonnier. Ces malheurs jetèrent le roi Charles dans un tel chagrin qu'il en mourut le 7 janvier 1285. Peu de temps après Philippe le Hardi se mit en marche avec une armée nombreuse pour faire la conquête du royaume d'Aragon ; mais ses troupes, quoique composées de croisés qui montraient le plus grand empressement à gagner l'indulgence, commirent néanmoins tant de désordres et de profanations, qu'on regarda comme une punition divine les maladies qui emportèrent bientôt une grande partie de l'armée. Le roi Philippe fut donc forcé d'abandonner son entreprise, après s'être emparé de la ville de Girone, et pendant cette retraite il fut attaqué lui-même de la contagion, et mourut à Perpignan le 6 octobre 1285, âgé seulement de quarante ans. Il eut pour successeur son fils Philippe le Bel, qui venait d'acquérir le royaume de Navarre par son mariage avec l'héritière de cette couronne. Le roi d'Aragon mourut lui-même quelques semaines après, d'une blessure qu'il avait reçue, laissant la couronne d'Aragon à Alphonse, son fils aîné, et le royaume de Sicile à Jacques, son second fils.

Alphonse X, roi de Castille, était mort l'année précédente, presque entièrement dépouillé de son royaume par la révolte de ses sujets. On a de ce prince un corps de lois, divisé en sept parties, dont la première concerne la religion, et renferme des documens intéressans sur la discipline de l'époque. On y voit que la pénitence publique existait encore et qu'elle était imposée le mercredi des Cendres par l'évêque, ou dans d'autres cas par le curé, qu'elle durait quelquefois plusieurs années, que les pénitens portaient un habit particulier ou d'autres marques de leur état; et que pour certains crimes on les enfermait dans des monastères pour toute la vie. Il était permis aux prêtres de dire deux messes par jour pour un enterrement, pour un anniversaire, pour un mariage ou pour d'autres raisons graves. Il fallait après la mort d'un évêque demander au roi la liberté de procéder à l'élection, et comme les rois de France, il s'attribuait les biens de l'église vacante; mais il n'exerçait pas ce droit sans contestation. Plusieurs ordonnances des conciles ou des papes avaient condamné ces prétentions des princes, à moins qu'elles ne fussent autorisées par la coutume, par le titre de fondation, ou par un privilège particulier, et l'empereur Rodolphe avait été obligé d'y renoncer. Un article de ces lois porte que ceux qui demeureront plus d'un an dans l'excommunication seront traités comme hérétiques, leurs vassaux dispensés de leur obéir et de leur payer aucun droit. Un autre défend aux laïques de se révolter contre les prélats qui les excommunient et de faire entre eux des ligues pour les excommunier à leur manière, c'est-à-dire par l'interdiction pour eux et leurs gens de l'entrée des marchés, et de l'usage des fours, des moulins, des fontaines et des forêts. On trouve dans plusieurs conciles tenus en France de semblables défenses avec excommunication contre les ligues des seigneurs. Alphonse X est le premier qui ait ordonné l'usage de la langue espagnole pour les actes

publics, et il fit aussi traduire l'Écriture sainte en la même langue. Il eut pour successeur Sanche, son second fils, que les révoltés avaient déjà placé sur le trône. Ce nouveau roi eut lui même une guerre civile à soutenir contre un fils de son frère aîné, et fut contraint de lui céder à titre de fief le royaume de Murcie.

Le clergé séculier ne cessait d'élever des plaintes et de protester contre les entreprises des religieux mendiants, de sorte qu'on voit dans presque tous les conciles du temps, des statuts qui imposent aux fidèles l'obligation d'assister aux offices de leurs paroisses et de se confesser à leurs curés. Les évêques de France, assemblés à Paris le 6 décembre 1287, au nombre de vingt-quatre, firent appeler à leur réunion tous les docteurs, les bacheliers et les étudiants de l'université, et leur représentèrent qu'ils avaient fait vainement toutes les démarches possibles pour engager les frères majeurs ou dominicains et les frères mineurs à ne plus empiéter sur les fonctions pastorales; que ces religieux continuaient de prêcher et de confesser malgré les évêques, en s'autorisant des privilèges des papes, et qu'ils avaient refusé de s'adresser au saint-siège pour en obtenir l'explication. C'est pourquoi, ajouta l'archevêque de Bourges, qui portait la parole, nous venons vous porter nos plaintes, au nom de tous les évêques du royaume, dont nous avons le pouvoir par écrit, et pour que vous jugiez de ce que contiennent ces privilèges, nous allons les faire lire. On les lut en effet, puis le décret du concile de Latran, touchant la confession annuelle, après quoi l'évêque d'Amiens soutint que ces privilèges n'avaient point dérogé au décret du concile, et que les religieux ne pouvaient administrer la pénitence sans la permission spéciale des évêques et des curés. Les frères mendiants qui étaient présens ne répliquèrent point; mais peu de jours après des prédicateurs franciscains et dominicains prêchant dans leurs couvens s'efforcèrent de soutenir leur droit

et de combattre les prétentions des prélats. Ceux-ci convoquèrent donc une seconde fois l'université, dans le cours du même mois, et l'évêque d'Amiens, reprenant la parole, réfuta ce qu'avaient avancé les prédicateurs, et ajouta que d'après les réclamations adressées à Rome le pape se disposait à révoquer bientôt les privilèges des religieux, ou du moins à les expliquer de manière à ne laisser aucun doute sur le droit des pasteurs. Son discours fut soutenu par frère Gilles Colonne, de l'ordre des augustins, qui passait pour le plus savant docteur de l'école de Paris. Le pape Martin publia en effet au commencement de l'année suivante une bulle où, confirmant aux frères mineurs le pouvoir de prêcher et de confesser, il ajoute cette clause : « Nous voulons que ceux qui se confesseront à ces frères soient tenus de se confesser à leurs curés au moins une fois l'an, suivant l'ordonnance du concile, et que les frères eux-mêmes les y exhortent avec soin et d'une manière efficace. » Mais on disputa sur la question de savoir si, d'après cette constitution, ceux qui se confessaient aux religieux devaient confesser encore les mêmes fautes à leurs curés. La plupart des docteurs de Paris enseignaient qu'on y était obligé ; les religieux soutenaient le contraire. D'un autre côté, les évêques prétendaient que les privilèges du pape, en autorisant les religieux à prêcher et à confesser, ne les dispensaient pas de demander et d'obtenir leur approbation, et quelques années plus tard ils adressèrent leurs réclamations au pape Nicolas IV, qui ne prit à ce sujet aucune décision ; mais le pape Benoît XI prononça sur les deux questions en faveur des religieux. Il réserva cependant à la juridiction des pasteurs l'absolution des excommuniés et des pécheurs publics (1).

Les mêmes contestations existaient dans les autres royaumes, et le concile de Lambeth, tenu en 1281 par

(1) Eberhard. *Annal.* — Extr. comm. cap. *Inter cunctas.*



l'archevêque de Cantorbéry, défendit expressément aux religieux d'entendre les confessions sans la permission de l'évêque. On y fit aussi plusieurs règlements pour le rétablissement de la discipline monastique et cléricale, et d'autres sur les sacremens, et sur divers objets moins importants. On défendit de donner l'Eucharistie à ceux qui auraient négligé de recevoir la confirmation. On ordonna d'imposer pour les crimes scandaleux la pénitence prescrite par les canons, et aux curés d'expliquer au peuple en langue vulgaire, quatre fois par an, le symbole, le décalogue, les sacremens, les péchés capitaux et les autres points de la morale chrétienne. Enfin on voit par un article de ces statuts que dans les moindres églises il n'était permis qu'au célébrant de prendre la communion avec le précieux sang, et qu'on donnait aux fidèles du vin non consacré, pour leur faire avaler plus aisément la sainte hostie. L'archevêque de Cantorbéry adressa peu de temps après au roi Édouard une lettre où il l'engageait par les représentations les plus fortes à respecter les libertés de l'Église et à s'abstenir de violer des privilèges établis par l'autorité souveraine des conciles et des papes, et sanctionnés en quelque sorte par le martyre de saint Thomas, qui avait souffert la mort pour leur défense. Nous devons citer encore plusieurs autres conciles du même temps qui publièrent aussi des réglemens pour la réforme du clergé, des moines et des religieuses ; savoir celui de Cologne, en 1280, dans lequel on fit en outre des statuts sur les sacremens, où l'on voit que le baptême se donnait encore par immersion ; deux de Salzbourg, l'un en 1274, qui ordonna en particulier la tenue des chapitres religieux, la correction des moines vagabonds, et défendit de faire dans les églises le jeu qu'on appelait l'épiscopat des enfans ; l'autre, de l'an 1281, qui, outre plusieurs ordonnances pour la réforme des moines, confirma les anciens canons contre la pluralité des bénéfices ; contre les dépenses immodérées des prélats

dans le cours de leurs visites, et contre les clercs qui recevraient des bénéfices de la main des laïques; un concile de Tours, en 1282, où l'on remarque la défense faite aux clercs et aux religieux de boire dans les tavernes, et plusieurs canons pour réprimer les entreprises de diverse nature contre les droits du clergé; un concile de Melfi, tenu en 1284 pour condamner les prêtres latins qui, sous prétexte d'embrasser le rit des Grecs, à qui il restait plusieurs églises dans le royaume de Naples, continuaient d'habiter avec les femmes qu'ils avaient épousées dans les ordres mineurs; deux conciles tenus en 1286, l'un à Bourges, où l'on fit trente-cinq canons, la plupart contre des abus déjà signalés plusieurs fois, l'autre à Ravenne, où l'on défendit aux clercs de recevoir les jongleurs et les bouffons, de leur donner quelque chose, et de porter les armes ou un costume qui ne serait pas conforme à leur état; enfin un concile de Wurzburg, de l'an 1287, présidé par un légat, et dont les nombreux réglemens, ayant presque tous pour objet de confirmer d'anciennes lois canoniques, peuvent faire juger des désordres qui régnaient en Allemagne parmi les peuples et le clergé.

Le pape Martin IV mourut le 28 mars 1285, et au bout de cinq jours on élut pour lui succéder le cardinal Jacques Savelli, qui prit le nom d'Honorius IV. Il publia peu de temps après une constitution pour remédier aux abus qui avaient occasionné la révolte des Siciliens, et leva les censures prononcées par son prédécesseur contre les Vénitiens pour avoir refusé des secours au roi Charles. Ensuite il déclara excommuniés Jacques d'Aragon et sa mère Constance, avec ordre de sortir de la Sicile; puis ayant appris le couronnement de ce prince, il réitéra l'excommunication, déclara nulle cette cérémonie, et prononça l'interdit contre tous les lieux où le roi Jacques se trouverait; mais ces mesures ne produisirent aucun effet. Cependant Charles, prince de Salerne, toujours

prisonnier, convint d'un traité avec Alphonse, roi d'Aragon, et Jacques son frère, par lequel il abandonnait à ce dernier la Sicile entière, avec l'archevêché de Reggio, en Italie, et se chargea d'obtenir du pape la confirmation de ce traité et la révocation des procédures contre les deux princes et leur mère Constance. Le pape Honorius rejeta cette convention comme injurieuse à l'Église romaine, attendu que les deux princes n'avaient fait aucun acte de soumission. Toutefois Charles ne laissa pas de la conclure quelque temps après, et recouvra ainsi sa liberté vers la fin de l'an 1288, laissant comme otages pour garantie de l'exécution trois de ses fils, Louis, Robert et Philippe. Deux ans plus tard il fit un autre traité avec Alphonse d'Aragon, par lequel celui-ci prenait l'engagement de lui remettre ses fils qu'il tenait en otage, et d'obliger Jacques, son frère, et sa mère Constance à renoncer à la Sicile, moyennant quoi Charles de Valois, frère du roi de France, renoncerait de son côté aux prétentions qu'il avait sur le royaume d'Aragon par la donation du pape Martin IV. Ce traité fut approuvé par deux légats au nom du saint-siège, à condition qu'Alphonse payerait comme vassal le tribut promis par son bisaïeul, et qu'il passerait avec une flotte considérable au secours de la Terre sainte. Mais le roi Jacques refusa d'y adhérer, et Alphonse étant mort au mois de juin 1291, il se fit couronner roi d'Aragon, malgré les défenses du pape, et laissa le gouvernement de la Sicile à Frédéric, son autre frère. Il fit néanmoins plus tard un traité à peu près semblable qui fut ratifié par le pape Célestin V, et ensuite par Boniface VIII. Alors les Siciliens prirent le parti de proclamer roi Frédéric, qui fut couronné à Palerme le jour de Pâques de l'an 1296 (1).

L'empereur Michel Paléologue était mort au mois de décembre de l'an 1282, laissant le trône à son fils An-

(1) Ptolom. Lucens. *Chron.* — Villan. — St. Antonin. *Chron.*

dronic, jeune prince de vingt-quatre ans, d'un esprit faible, crédule et superstitieux, jouet, par conséquent, des préjugés et des passions d'autrui, sans élévation, sans caractère, et dépourvu enfin de toute capacité, en sorte que son règne devint également funeste à l'empire et à la religion. Le premier usage qu'il fit de son autorité, ce fut de priver son père des honneurs de la sépulture ecclésiastique, à cause de l'union avec les Latins, et s'abandonnant aux conseils de la princesse Eulogie, sa tante, qui affectait de pleurer d'une manière inconsolable sur le sort de Michel Paléologue, comme étant mort dans l'hérésie et en état de damnation, il déclara qu'il était prêt à subir la pénitence qu'on voudrait lui imposer, pour avoir souscrit, quoique malgré lui, à la réunion. En même temps il fit quitter le siège patriarcal à Jean Veccus, qui se retira dans un monastère, après quoi on rétablit le vieux patriarche Joseph, tellement affaibli par l'âge de corps et d'esprit, qu'il était incapable de toute fonction; et les moines schismatiques abusant de son autorité et de son nom, se livrèrent à tous les excès d'un zèle aveugle et fanatique. Ils réconcilièrent les églises comme profanées par les actes de communion avec les Latins; ils prononcèrent une suspense de trois mois contre les évêques et les prêtres qui avaient adhéré à l'union; ils déposèrent les archidiacres Constantin Méliténiote et Georges Métochite, et imposèrent diverses pénitences aux laïques. Ensuite ayant assemblé un concile auquel présida le patriarche d'Alexandrie, ils citèrent Veccus à y comparaître, l'obligèrent à donner sa démission, et le firent exiler à Pruse, en Bithynie. Cependant les anciennes divisions éclatèrent bientôt parmi les schismatiques, dont plusieurs demeuraient toujours attachés au parti d'Arsène, et condamnaient le patriarche Joseph comme excommunié. L'empereur ne pouvait consentir à abandonner ce dernier, dans la crainte qu'on ne voulût lui disputer la couronne, si celui dont il l'avait reçue n'é-

taut pas un patriarche légitime ; car on a déjà vu par plusieurs exemples que le couronnement des empereurs était regardé par les Grecs comme la principale source ou du moins comme la sanction de leur autorité et de leur droit ; mais comme le nombre des arsénites était considérable et qu'il augmentait chaque jour, Andronic, croyant devoir les ménager, leur accorda une église, et mit en même temps tous ses soins à réunir les deux partis. Le patriarche Joseph étant mort au mois de mars 1283, il lui donna pour successeur Georges de Chypre, qu'il fit élire par quelques évêques dont il s'était assuré les suffrages, et parmi lesquels on comptait l'ancien métropolitain de Sardique, chef des arsénites. Néanmoins ceux-ci persistaient dans leur séparation et demandaient avec instance à prouver la justice de leur cause par un miracle. Enfin, l'année suivante, les deux partis convinrent de faire l'épreuve du feu, c'est-à-dire de jeter l'un et l'autre dans un brasier ardent un écrit contenant leurs raisons, sous la condition que celui des deux partis dont l'écrit brûlerait serait tenu de se réunir à l'autre, et que si les deux écrits brûlaient, les deux partis se réuniraient encore, jugeant que le feu aurait consumé le sujet de leur division. En conséquence, l'empereur fit fabriquer exprès un brasier d'argent et fixa l'épreuve au samedi saint ; chacun des deux partis s'y prépara par des prières, dans l'espoir que Dieu ferait un miracle en sa faveur. Cependant le feu fit son effet naturel ; les deux écrits furent consumés entièrement. Alors les arsénites déclarèrent qu'ils se soumettaient au patriarche, et ils reçurent en effet la communion de sa main. Mais dès le lendemain presque tous se rétractèrent (1). Un assez grand nombre d'ailleurs avaient refusé de consentir à cette épreuve, la regardant comme une superstition et une impiété, et ils rompirent toute communion avec les

(1) Pachym. — Niceph. Gregor.

autres, en sorte que ce parti se trouva lui-même divisé par un nouveau schisme.

Georges de Chypre, successeur de Joseph sur le siège de Constantinople, avait acquis une grande réputation par ses talens et surtout par l'élégance de son style. Comme il était né en Chypre sous la domination des Latins, il avait été instruit dès l'enfance dans la doctrine catholique, et sous le règne de Michel Paléologue il s'était montré un des plus zélés pour l'union; mais accommodant sa religion aux circonstances, il s'empressa sous le nouvel empereur de s'unir aux schismatiques. Étant nommé patriarche, il changea son nom de Georges pour celui de Grégoire, et l'empereur eut soin qu'il ne fût pas ordonné par des évêques ayant adhéré à l'union. Peu de jours après son ordination, c'est-à-dire pendant la semaine de Pâques de l'an 1283, il tint, par ordre d'Andronic, un concile où l'on déposa plusieurs évêques qui furent accablés d'outrages par les schismatiques, et traînés hors de l'assemblée pieds et mains liés comme des criminels. Ceux qui ne voulaient pas se présenter volontairement étaient amenés de force, et plusieurs qu'on ne put faire comparaître furent condamnés par contumace. Deux ans plus tard on tint un autre concile où l'on fit comparaître Veccus et les deux archidiacres Méliténite et Métochite, pour essayer de les gagner et de leur faire désavouer leur doctrine sur la procession du Saint-Esprit. Mais ils en démontrèrent si bien la conformité avec celle des pères, que les schismatiques n'ayant rien à répliquer, cherchèrent à dissimuler leur défaite par des injures. Ensuite l'empereur fit enfermer Veccus et ses deux archidiacres dans une forteresse de Bithynie, sans même pourvoir à leur subsistance. Cependant Grégoire entreprit de répondre par écrit à Veccus, et voulant expliquer un passage de saint Jean Damascène où il est dit que le Père produit le Saint-Esprit par le Verbe, il se jeta dans des subtilités et des erreurs qui furent victo-



rieusement combattues par Veccus et s'ouvrirent même contre lui une partie des schismatiques, en sorte qu'après de longues contestations, comme les divisions croissaient toujours, il se vit contraint par les attaques de ses ennemis, et par les instances de l'empereur lui-même, de donner sa démission et de se renfermer dans un monastère. On lui donna pour successeur un anachorète nommé Athanase, qui fut lui-même obligé de se démettre au bout de trois ou quatre ans; car son zèle pour la discipline lui avait d'abord attiré la haine du clergé et des moines, dont il condamnait le relâchement, et il devint ensuite tellement odieux au peuple, que plusieurs l'injuriaient jusqu' dans l'église, ou lui jetaient des pierres quand il se montrait dehors.

Jean Veccus mourut dans sa prison au commencement de l'an 1298. On a de lui un grand nombre d'écrits, la plupart sur la procession du Saint-Esprit et contre le schisme. Manuel Calécas, qui avait embrassé l'ordre des frères prêcheurs, publia aussi pendant cette persécution plusieurs ouvrages fort estimés contre les erreurs des Grecs. Un autre dominicain de la même époque, Jacques de Voragine, ainsi nommé du lieu de sa naissance, près de Gênes, se rendit célèbre par divers écrits, entre autres par un recueil de vies des saints, si estimé pendant plusieurs siècles qu'on le nomma la Légende dorée. Mais depuis que la critique a substitué l'amour de la vérité au goût du merveilleux, cette légende, quoique assez bien écrite, est tombée dans le mépris à cause des fables dont elle est remplie. Jacques de Voragine est le premier qui ait traduit la Bible en italien. Il devint archevêque de Gênes en 1292, et mourut six ans après. Nous devons citer aussi entre quelques autres écrivains dominicains du même temps, Martin Polonais, auteur d'une Somme de droit canon qu'on nomma la Perle du décret, et d'une Chronique des papes et des empereurs jusqu'à l'an 1278. Il fut nommé cette même année à l'archevêché

de Gnesne, mais il mourut avant d'en avoir pris possession. L'ordre des frères mineurs fut plus illustré encore par Roger Bacon, Anglais de naissance et docteur en théologie de l'université d'Oxford. La variété et l'étendue de ses connaissances lui acquirent le surnom de Docteur admirable, mais elles devinrent aussi pour lui une source de disgrâces : on l'accusa de magie, et ses supérieurs l'enfermèrent dans sa cellule, avec défense de recevoir aucune visite. Cette condamnation fut confirmée en 1278, par le cardinal Jérôme d'Ascoli, général de l'ordre. Il fut néanmoins quelque temps après remis en liberté, et mourut vers l'an 1292. On trouve dans ses écrits des idées remarquables sur divers points de physique. Il fit en chimie de nombreuses expériences qui l'amènèrent à plusieurs découvertes, et on lui attribue notamment celle de la poudre à canon. Mais ses écrits sur l'astrologie judiciaire et sur les sciences occultes semblaient justifier les accusations dont il fut l'objet. Vers le même temps, c'est-à-dire en 1293, mourut Henri de Gand, docteur de Paris et archidiacre de Tournai, célèbre par plusieurs ouvrages de théologie, et surtout par un traité des écrivains ecclésiastiques, pour faire suite à celui de Sigebert de Gemblours. Enfin l'an 1296 mourut un autre docteur fameux, Guillaume Durand, évêque de Mende, connu surtout par son traité des offices divins, et par un traité de droit, sous le titre de *Speculum juris*, ce qui lui fit donner dans les écoles le surnom de *Speculator*.

Le pape Honorius IV était mort le 3 avril 1287, et le saint-siège vaqua plus de dix mois, à cause d'une épidémie qui enleva plusieurs cardinaux et qui obligea les autres à se séparer. Enfin, le 15 février 1288, ils élurent tout d'une voix et au premier scrutin le cardinal Jérôme d'Ascoli, ancien général des frères mineurs. Mais il renonça deux fois à son élection, et n'y consentit qu'au bout de huit jours. Il prit le nom de Nicolas IV, en mémoire du pape Nicolas III, qui l'avait fait cardinal. Il

reçut bientôt après de la part du khair des Tartares des ambassadeurs avec des lettres, où ce prince témoignait l'intention de recevoir le baptême, d'étendre les progrès du christianisme, et d'enlever la Terre sainte aux musulmans. Mais on ne voit aucune suite de ces projets. Ce prince était Argou-kkan, qui avait succédé à son oncle Achmed, chassé du trône pour avoir embrassé le mahométisme; ce qui fit que le nouvel empereur enleva aux musulmans les emplois qu'ils occupaient, et se montra très-favorable aux chrétiens. Le pape Nicolas s'empressa de lui écrire pour le féliciter de ses dispositions, et l'année suivante il envoya comme missionnaire apostolique dans la Tartarie, Jean de Montcorvin, de l'ordre des frères mineurs, qui fut très-bien reçu de l'empereur, et obtint une entière liberté de prêcher la foi, mais qui ne put toutefois l'engager à quitter l'idolâtrie.

Dès la première année de son pontificat le pape Nicolas IV confirma la bulle *Exiit qui seminat*, de Nicolas III, sur la règle et les obligations des frères mineurs, et leur confia les fonctions d'inquisiteurs en plusieurs provinces, spécialement dans le comté Venaissin, qui appartenait à l'Église romaine. Il fit à cette occasion un règlement où il leur donne pouvoir d'employer les censures contre les juges ou autres magistrats qui négligeront de leur prêter main-forte pour l'exécution de leurs sentences, et contre les hérétiques et leurs cautions qui refuseront de payer l'amende en cas de rechute. Il ajoute que les constitutions d'Innocent IV qui ordonnent d'abattre les maisons des hérétiques doivent aussi s'appliquer aux tours; c'est que les riches étaient dans l'usage d'élever des tours dans leurs maisons pour s'y défendre. La république de Venise régla l'année suivante l'établissement de l'inquisition dans ses états, par un décret qui fut approuvé par le pape, et portant que le doge seul aurait le droit de prêter main-forte aux inquisiteurs sur leur demande, et qu'il y aurait un trésorier chargé de

fournir l'argent nécessaire pour l'exercice de leurs fonctions. Dans la même année 1289, le pape érigea en université l'école de Montpellier, depuis longtemps célèbre, principalement pour la médecine et la jurisprudence; mais bien qu'il y autorisât l'enseignement dans toutes les facultés, il ne permit toutefois de conférer la licence et le titre de docteur que pour les arts, le droit et la médecine (1).

Denis, roi de Portugal, malgré les recommandations de son père, n'avait pas encore remédié aux abus qui depuis si longtemps excitaient les réclamations du clergé, en sorte que le royaume était en interdit et le roi excommunié. On se plaignait notamment qu'il usurpait les dîmes et les biens des fabriques ou des hôpitaux; qu'il violait le droit d'asile dans les églises; qu'il imposait des taxes aux ecclésiastiques et des corvées à leurs vassaux pour les fortifications des villes; qu'il donnait des emplois à des juifs et ne les obligeait pas à payer les dîmes; qu'il employait toutes sortes de violences contre les prélats ou les curés qui prononçaient l'interdit ou l'excommunication pour refus de payer leurs droits; que pour les contraindre à révoquer leurs sentences, on ordonnait la saisie de leurs biens, on défendait sous des peines sévères de les recevoir et d'avoir avec eux aucune communication; qu'il faisait arrêter et exécuter des clercs et retenait même des évêques en prison; que ses officiers se faisaient entretenir par les églises; et qu'enfin si on prononçait contre eux des censures, les gens du lieu s'accordaient pour ne point payer les dîmes, pour ne rien laisser à l'Église par testament et ne point y porter d'offrandes. On peut juger par ces plaintes de la nature et de l'objet des conflits qui existaient partout plus ou moins entre le clergé et la puissance séculière. Un concordat entre le roi et les évêques de Portugal avait été

(1) Ptolom. Lucens. *Chron.* — Villani.

négocié dès l'année 1284, et envoyé au pape Martin IV pour en obtenir la confirmation ; mais il ne le jugea pas admissible ; enfin l'accommodement fut conclu en 1289 et confirmé par le pape Nicolas. On voit par des lettres du même pape adressées aux rois de France et d'Angleterre, que ces deux princes donnaient lieu aussi à des plaintes nombreuses de la part des évêques par des entreprises contre les privilèges du clergé et les droits de la juridiction ecclésiastique.

Depuis longtemps les conciles avaient défendu aux chrétiens de manger chez les juifs ou d'entrer à leur service, et aux juifs d'avoir des esclaves ou des domestiques chrétiens. Mais ces lois étaient mal observées, et de là résultaient des abus nombreux qui avaient obligé le pape Honorius IV d'écrire aux évêques d'Angleterre pour leur ordonner d'y remédier. C'est pourquoi on trouve ces défenses renouvelées dans les statuts synodaux de l'évêque d'Exeter, publiés en 1287, et qui contiennent des instructions fort détaillées sur l'administration des sacremens et sur les devoirs du clergé. On peut y remarquer, comme on l'a déjà vu pour d'autres pays, que le baptême se donnait encore par immersion ; que la pénitence publique était encore en vigueur, et qu'on fêtait huit jours à Noël, quatre à Pâques, et autant à la Pentecôte. Quelques années après, un concile tenu à Londres, en présence du roi Édouard, fit un décret pour ordonner l'expulsion des juifs, qui furent en effet chassés d'Angleterre.

Les accusations contre eux au sujet de meurtres commis sur des enfans pendant la semaine sainte, se perpétuaient toujours, et on rapporte que cette même année 1287 un jeune chrétien, nommé Verner, fut tué par les juifs à Vésel, dans le diocèse de Trèves. Comme il était obligé de travailler pour vivre, il s'était mis à la journée chez des juifs pour porter de la terre dans une cave, et le jeudi saint, après avoir communiqué, il se rendit à son

travail. Les juifs descendirent après lui dans la cave, lui mirent une balle de plomb dans la bouche pour l'empêcher de crier, et l'attachèrent à un poteau la tête en bas, pour lui faire rendre la sainte hostie; puis voyant qu'ils n'y pouvaient réussir, ils le déchirèrent à coups de fouet et lui ouvrirent les veines avec un couteau. Ils jetèrent ensuite le corps dans une grotte couverte d'épines et de broussailles; mais on le trouva au bout de quelques jours et on l'enterra dans une chapelle voisine, où il se fit un grand concours de peuple; car les circonstances de sa mort étaient devenues publiques par la déposition d'une servante chrétienne, qui s'étant aperçue de l'assassinat en instruisit le juge du lieu. On cite plusieurs autres exemples de meurtres semblables en Angleterre et en Allemagne dans le cours du même siècle; et quelques auteurs disent que les juifs commettaient ces cruautés pour employer le sang des chrétiens à des opérations magiques. Mais la plupart de ces imputations n'ont guère d'autre fondement que des bruits populaires (1).

Un attentat d'un autre genre, commis trois ans plus tard à Paris, devint l'occasion d'un miracle si éclatant et si célèbre, que Jean Villani, auteur du temps, l'a rapporté dans son Histoire de Florence. Une pauvre femme avait fait un emprunt chez un juif et lui avait donné en gage sa meilleure robe. Comme elle vint quelques jours avant Pâques le prier de la lui remettre pour cette fête, il répondit qu'il la lui rendrait pour toujours et sans argent, si elle voulait lui apporter l'hostie qu'on lui donnerait pour la communion. La femme y consentit, et quand le juif eut cette hostie, il la perça à coups de canif et en vit couler du sang. Il la jeta ensuite dans le feu, mais elle en sortit intacte et voltigea par la chambre; enfin il la mit dans une chaudière d'eau bouillante, qui

(1) Steron. *Annal.* — *Annal. Colmar.*



en un moment parut teinte de sang, et l'hostie s'élevant au-dessus, offrit alors la figure de Jésus-Christ crucifié. Une femme qui entra dans la maison du juif pour y prendre du feu, vit la sainte hostie encore en l'air, et l'ayant reçue dans le vase qu'elle tenait à la main, elle la porta au curé de la paroisse, c'est-à-dire à l'église de Saint-Jean de Grève, où cette hostie miraculeuse fut conservée dans une boîte d'argent. Le juif coupable fut arrêté par ordre de Simon de Bussi, évêque de Paris, avec toute sa famille. Ce misérable profanateur avoua son crime, et comme il persista dans l'endurcissement, on l'abandonna au prévôt de Paris, qui le fit brûler. Mais sa femme et ses enfans se convertirent et reçurent le baptême. La maison où fut opéré ce prodige était dans la rue nommée alors des Jardins, et actuellement des Billettes. Un bourgeois de Paris, nommé Régnier Flaming, y fit bâtir quatre ans plus tard une chapelle à ses dépens, et Philippe le Bel y établit bientôt après les frères hospitaliers de la Charité de Notre-Dame, qui furent remplacés dans la suite par des carmes réformés. Simon de Bussi succéda en 1289 à Renoul de Homblière, mort l'année précédente, et qui avait laissé à sa cathédrale trois cents livres parisis pour fonder l'office de la Conception de la sainte Vierge; ce qui fait croire que c'est lui qui a établi cette fête dans l'Eglise de Paris.

Les constitutions des souverains pontifes n'avaient pas éteint les dissensions dans l'ordre des frères mineurs, dont un certain nombre persistait toujours à rejeter, comme un relâchement, les interprétations de la règle, ou même à soutenir les rêveries de l'abbé Joachim et de l'Évangile éternel. Leur chef était Pierre Jean d'Olive, né en Languedoc, qui avait acquis une certaine réputation par ses talents et par son zèle pour la discipline; mais il s'était fait condamner plusieurs fois pour ses attaques contre l'observance commune de l'ordre, et pour des écrits où il soutenait les erreurs des joachimites. Le

pape Nicolas, pour réprimer les écarts de cette opposition turbulente, ordonna de procéder contre lui et contre ses partisans, assez nombreux dans la province de Narbonne. Pierre Jean d'Olive mourut en 1297, protestant de son attachement à la foi catholique. Toutefois sa mémoire et ses écrits furent condamnés, peu de temps après, par le général de l'ordre, et plusieurs frères mis en prison pour avoir gardé ses ouvrages. Les erreurs de ces joachimites devinrent funestes à l'observance régulière, car sitôt que quelqu'un parlait de la rétablir et de remédier aux abus, on l'accusait d'être de cette secte. D'un autre côté, le relâchement était devenu tel en plusieurs endroits, qu'on employait toutes sortes d'expédients pour se procurer de l'argent au mépris de la règle; ainsi on mettait des tronc dans les églises, on faisait offrir à ceux qui entraient des petites bougies à acheter pour être brûlées en l'honneur des saints; on recevait de l'argent pour assister à des offices de morts, pour des rétributions de messes, ou quelquefois même à l'offrande; et ces abus ne contribuaient pas peu à augmenter le nombre des dissidents, qui n'approuvaient pas même qu'on fit plaider pour des legs pieux ou des frais funéraires, que l'ordre eût de vastes bâtiments, des revenus et des provisions, et que les frères eussent un habit différent de celui des pauvres.

Le pape Nicolas confirma, vers le même temps, la condamnation déjà prononcée par Honorius IV contre de prétendus religieux qui avaient formé un nouvel ordre de mendiants avec un habit particulier, sous le nom de l'Ordre des apôtres, et qui couraient le monde en demandant l'aumône, et répandaient quelquefois des hérésies ou menaient une vie scandaleuse. La bulle du pape Nicolas, comme celle d'Honorius, ordonnait aux évêques de les contraindre à quitter leur habit, de leur défendre la prédication et la confession, et s'ils méprisaient les censures, de faire procéder contre eux par les inquisi-

teurs. Le concile de Wurzburg, en 1287, et un synode de Chichester, en 1289, condamnèrent aussi ces prétendus apostoliques. On regarde comme l'auteur de cette secte un homme du peuple, nommé Gérard Ségarel, natif de Parme, qui, n'ayant pu être reçu dans l'ordre des frères mineurs, vendit une petite maison qui faisait toute sa fortune, se revêtit d'un habit grossier, avec des sandales et un manteau semblable à celui qu'on voit dans les tableaux des apôtres, et se mit en tête d'imiter en tout la vie de Jésus-Christ, jusqu'à se faire circoncire et emmailloter dans un berceau. Il eut bientôt plusieurs disciples, dont quelques-uns toutefois le quittèrent pour se donner un autre chef. Ségarel enseignait, selon les erreurs des joachimites, que le règne de Jésus-Christ avait été remplacé par celui du Saint-Esprit ; que sous ce nouveau règne la charité était la seule loi obligatoire, et qu'elle ne comportait aucune exception ; en sorte que tout devait être commun, même les femmes, et qu'il n'était pas permis de rien refuser de ce qu'on demandait par charité. Ce fanatique fut retenu quelque temps en prison par l'évêque de Parme, puis relâché comme un insensé, et enfin condamné par l'inquisition, et brûlé en 1300. Mais sa mort ne mit pas fin à la secte, qui s'était déjà répandue par l'attrait de la licence dans un grand nombre de provinces (1).

Tout menaçait d'une ruine prochaine la puissance chrétienne dans la Palestine. Le système de la féodalité avait empêché d'y établir l'unité de gouvernement, et le pays, partagé entre les seigneurs, les évêques et les ordres militaires, formait en quelque sorte plusieurs petits états, plus ou moins indépendants, et qui, resserrés chaque jour par les conquêtes des musulmans, contribuaient encore à s'affaiblir eux-mêmes par leurs fréquentes divisions. D'un autre côté, les croisades ne leur

(1) Bernard. Guid. *Chron.* — S. Antonin. *Chron.* — Vading.

procuraient depuis longtemps que des secours rares, insuffisans et toujours passagers. Les troubles de la Sicile et d'autres guerres en Europe offraient d'ailleurs un obstacle à ces expéditions lointaines. On avait levé, pour le secours de la Terre sainte, les décimes ordonnées par le dernier concile de Lyon ; mais en plusieurs endroits elles avaient été détournées à d'autres usages par les princes, par les villes, et quelquefois par les évêques. Le pape lui-même en avait accordé une partie considérable à Charles, roi de Sicile, et à Philippe le Hardi pour la guerre contre le roi d'Aragon. Quelques princes, comme le roi de Norwége, avaient défendu d'en transporter l'argent hors de leurs états. Édouard, roi d'Angleterre, qui convoitait ardemment celles de son royaume, les avait fait saisir dans les endroits où elles étaient déposées, puis, ayant été contraint, par les ordres du pape, à les remettre, il envoya successivement plusieurs députations à Rome pour les obtenir, et promit à cet effet de se croiser pour la Terre sainte. Il prit effectivement la croix quelque temps après ; mais cette résolution n'eut point de suite.

Cependant le sultan d'Égypte vint assiéger, en 1288, la ville de Tripoli, et s'étant rendu maître de cette forte place, que Saladin lui-même n'avait osé attaquer, il la fit raser et brûler. Henri II, roi de Chypre et de Jérusalem, qui possédait encore la ville d'Acre et quelques autres places, parvint à conclure une trêve avec le sultan ; puis il envoya des ambassadeurs au pape pour solliciter des secours. Le pape s'empressa de faire partir vingt galères chargées de troupes et de munitions, fit prêcher partout la croisade, et écrivit au roi d'Angleterre, comme chef des croisés, qu'il fixait le passage pour la Terre sainte à l'an 1293. En même temps il pria le roi de France de prendre jusqu'à ce terme la Terre sainte sous sa protection, et d'y envoyer un secours suffisant ; mais ce prince, de l'avis de son conseil,

ne jugea pas à propos d'accepter cette proposition.

Sur ces entrefaites, quelques croisés, arrivant à Acre, prétendirent n'être point obligés à garder la trêve conclue par le roi Henri, et après avoir attaqué les musulmans qui se trouvaient dans la ville pour leur commerce, ils firent le ravage aux environs, et massacrèrent les habitants de plusieurs villages. Le sultan fit demander qu'on lui livrât quelques-uns de ces infracteurs de la trêve pour en faire justice ; mais on lui refusa cette satisfaction, par ce motif que les croisés étaient venus de la part du pape, et que, d'après une coutume immémoriale, la trêve cessait quand un des princes de l'Europe jugeait à propos de la rompre. En conséquence, les musulmans vinrent attaquer la ville d'Acre avec une armée de cent cinquante mille hommes, et, après cinq semaines de siège, ils la prirent d'assaut le 18 mai 1291, et égorgèrent ou firent esclaves environ soixante mille habitans, de tout âge et de tout sexe. Les autres, en très-grand nombre, se sauvèrent par la mer, qui restait libre, et se réfugièrent la plupart dans l'île de Chypre. Le roi Henri s'enfuit honteusement pendant la nuit avec plus de trois mille combattants. Le patriarche Nicolas, qui avait exhorté jusqu'au dernier moment les assiégés à la défense, fut entraîné malgré lui dans une chaloupe pour gagner un vaisseau, mais sa charité le porta à recevoir tant de monde, que la chaloupe coula à fond et qu'il se noya. La ville, remplie de richesses immenses, fut livrée au pillage, et ensuite rasée et brûlée. Il y avait à Acre un monastère de religieuses de Sainte-Claire, dont l'abbesse, apprenant que les Sarrasins étaient maîtres de la ville, rassembla toutes les sœurs et leur dit : Mes filles, méprisons tout et même la vie pour nous conserver pures à notre époux ; faites ce que je vais faire moi-même. Aussitôt, pour se défigurer, elle se coupa le nez avec un rasoir, et toutes les religieuses imitèrent son exemple. Les Sarrasins, entrant bientôt après, reculè-

rent d'horreur à ce spectacle ; puis, devenant furieux, ils les massacrèrent toutes. Les frères mineurs du couvent d'Acre furent aussi tous égorgés. On regarda la destruction de cette ville comme le juste châtimement de la corruption qui régnait parmi ses habitants, livrés à toutes sortes d'impuretés. Le jour même de la prise d'Acre, les chrétiens de Tyr abandonnèrent leur ville sans combat, et se sauvèrent par mer. Ceux de Béryte se rendirent sans résistance. Enfin, le sultan d'Égypte acheva en peu de temps la conquête de tout ce qui restait aux chrétiens latins dans la Palestine. Telle fut l'issue des croisades, qui pendant deux siècles avaient coûté tant d'or et tant de sang à l'Europe (1).

Quand le pape Nicolas eut reçu de si tristes nouvelles, il fit tous ses efforts pour exciter le zèle des chrétiens au recouvrement de la Terre sainte. Il adressa une bulle à tous les fidèles, écrivit aux princes et aux évêques, fit prêcher partout la croisade, donna des ordres pour le recouvrement des décimes levées à cette fin, et travailla à pacifier tous les différends en Europe, spécialement entre les Génois, les Vénitiens et les autres villes maritimes de l'Italie. Il écrivit même aux empereurs de Constantinople et de Trébisonde, aux rois d'Arménie, de Géorgie et d'Ibérie, enfin au khan des Tartares, qui continuait de favoriser les chrétiens, et qui avait même permis à un de ses fils de recevoir le baptême. Mais ce jeune prince, qui ne s'était fait baptiser que sur les instances de sa mère, chrétienne très-zélée, apostasia dès qu'elle fut morte, et se fit musulman. Le roi d'Arménie, attaqué par les Sarrasins, était lui-même obligé de solliciter les secours des princes chrétiens. On assembla partout, d'après les ordres du pape, des conciles provinciaux pour délibérer sur les moyens de secourir la Terre sainte ; et il est à remarquer que l'on conseilla au

(1) Guill. Nang. *Chron.* — S. Anton. *Chron.* — Villan.



pape de réunir les trois ordres militaires sous un seul grand maître, dont il se réserverait la nomination. Mais il aurait fallu avant tout indiquer le moyen de constituer dans la Palestine un véritable gouvernement, et de mettre le souverain en état de disposer des forces chrétiennes, paralysées le plus souvent par l'anarchie et les divisions. Or, c'est ce qui était impossible avec le système de la féodalité, avec l'indépendance des chevaliers militaires et celle des croisés; en sorte que la Terre sainte, incapable de se défendre avec ses propres ressources et ne pouvant tirer parti du petit nombre de croisés qui s'y rendaient journellement, devait être inévitablement perdue pour les chrétiens dès l'instant où l'Europe cessait d'y envoyer ces armées immenses dont le bruit autant que les exploits avait fait pendant quelque temps la terreur des infidèles.

Édouard, roi d'Angleterre, semblait persister dans la résolution de marcher au secours de la Terre sainte, et pria le pape de contraindre par des censures tous les croisés à faire le passage avec lui. Mais tous ces projets de croisade furent arrêtés par la mort du pape Nicolas et par la longue vacance qui la suivit. Ce pape mourut le 4 avril 1292, et le saint-siège vaqua plus de deux ans. Rodolphe, roi des Romains, était mort l'année précédente sans avoir accompli le vœu qu'il avait fait depuis plus de quinze ans, en prenant la croix avec un grand nombre de seigneurs d'Allemagne; ce qui montre assez combien les dispositions étaient changées au sujet des croisades, puisqu'un semblable délai avait fait excommunier Frédéric II. On élut quelques mois après pour roi des Romains, Adolphe, comte de Nassau, dont les entreprises injustes soulevèrent bientôt contre lui une opposition qui finit par le déposer (1).

Les cardinaux après la mort du pape Nicolas s'assem-

(1) Ptolom. Luc. — Villan. — Ster. *Annal.* — *Chron.* Colmar.

blèrent d'abord à Rome, au nombre de douze ; mais comme ils ne purent s'accorder pour l'élection, plusieurs, craignant les chaleurs de l'été, se retirèrent à Rieti, où d'autres vinrent les rejoindre plus tard, à cause des troubles survenus à Rome. Ensuite ils convinrent de se réunir tous à Pérouse, pour le 18 octobre 1293, et ils y restèrent jusqu'au mois de juillet de l'année suivante sans pouvoir tomber d'accord. Cependant comme le frère de l'un d'eux fut tué alors d'une chute de cheval, cet accident leur fit faire de sérieuses réflexions. L'évêque de Tusculum leur représenta vivement le scandale de leurs divisions et les suites funestes d'une si longue vacance. L'évêque d'Ostie ajouta : Il a été révélé à un saint homme que si nous ne nous pressons d'élire un pape, la colère du ciel éclatera dans quatre mois. Le cardinal Benoît Caietan dit en souriant : N'est-ce point frère Pierre de Mouron à qui le ciel a fait cette révélation ? C'est lui-même, répondit l'évêque d'Ostie, et il m'a écrit que Dieu lui avait ordonné de nous en avertir. Alors les cardinaux commencèrent à s'entretenir des vertus et des miracles du saint homme ; on proposa ensuite de le faire pape, et l'évêque d'Ostie lui donna le premier sa voix ; après quoi tous les suffrages ne tardèrent pas à se réunir en sa faveur. Le décret d'élection fut dressé le 5 juillet 1294 et envoyé aussitôt à Pierre de Mouron, qui vivait reclus dans une cellule près de Sulmone. Son humilité s'effraya d'abord à cette nouvelle surprenante, et il répandit un torrent de larmes ; mais ayant prié un instant, il déclara qu'il acceptait le pontificat, dans la crainte de résister à la volonté de Dieu, et de manquer à l'Église dans son besoin. Aussitôt les députés lui baisèrent les pieds, et l'on accourut de tous côtés pour voir le nouveau pape. Charles, roi de Naples, s'empressa lui-même de venir le visiter avec son fils Charles Martel, qui avait pris le titre de roi de Hongrie, en vertu des droits de sa mère, sœur de Ladislas, mort sans enfans. Ensuite ayant écrit aux

cardinaux de venir auprès de lui, parce que son grand âge et les chaleurs de l'été ne lui permettaient pas d'aller à Rome, Pierre de Mouron se rendit à Aquila, où il fit son entrée monté sur un âne dont la bride était tenue de chaque côté par les deux rois. Il fut sacré dans cette ville et prit le nom de Célestin V. Comme il n'avait aucune expérience du monde, et qu'il avait peu étudié dans sa jeunesse, au point qu'il était obligé de parler toujours en italien, faute de savoir assez le latin, il ne tarda pas à sentir qu'il s'était chargé d'un fardeau trop lourd. Se défiant également de lui-même et des autres, il était timide, irrésolu, et malgré la droiture de ses intentions, il commit plusieurs fautes inévitables dans une telle situation, et fit notamment plusieurs mauvais choix pour des évêchés ou des abbayes. Il donna plusieurs charges de la cour romaine à des officiers nouveaux, dont quelques-uns abusèrent tellement de sa simplicité, qu'on voyait quelquefois les mêmes bénéfices accordés à plusieurs personnes. Il ne consultait presque jamais les cardinaux, et ne prit pas même leur avis pour en créer douze nouveaux, dont sept étaient Français et quatre du royaume de Naples, en sorte qu'il paraissait visiblement que cette promotion avait été faite à la persuasion du roi Charles. La congrégation qu'il avait fondée devint naturellement l'objet de ses grâces particulières. Il l'exempta de la juridiction épiscopale, et lui accorda tous les privilèges dont jouissaient les différens ordres; particulièrement l'exemption des dîmes et des décimes, et le pouvoir de prêcher et d'entendre les confessions. Cette congrégation, fondée sous la règle de saint Benoît, reçut depuis, à cause de son fondateur, le nom de célestins. Ceux d'entre les frères mineurs qui désapprouvaient l'observance commune et voulaient suivre toute la rigueur de la règle, s'adressèrent au nouveau pape, qui leur permit de former des communautés particulières sous un supérieur qu'il leur désigna, et pour les soustraire en-

tièrement à l'autorité des supérieurs de l'ordre, il leur fit prendre le nom de pauvres ermites, et leur donna un cardinal pour protecteur. Enfin l'acte le plus remarquable de son pontificat fut le renouvellement de la loi du conclave, suspendue, comme on l'a vu, par les papes Adrien V et Jean XXI, mais dont la dernière vacance prouvait plus que jamais la nécessité.

Cependant l'embarras des affaires et les plaintes qui s'élevaient contre son administration lui faisaient regretter sa solitude, et quelques-uns des cardinaux lui insinuèrent qu'il ne pouvait demeurer pape en sûreté de conscience. Il ne songea donc plus qu'aux moyens de renoncer à une dignité dont les périls l'effrayaient. Après y avoir mûrement réfléchi, et consulté plusieurs personnes, il assembla les cardinaux, demanda leur avis, et le 13 décembre il tint un consistoire où il déclara qu'il renonçait volontairement à la papauté. Les cardinaux voyant sa résolution inébranlable, le prièrent de faire une constitution portant qu'un pape peut renoncer à sa dignité et que le collège des cardinaux peut accepter sa résignation. Il la fit aussitôt, après quoi il quitta les marques de sa dignité et reprit ses habits d'ermite. Il n'avait tenu le saint-siège qu'environ cinq mois. Dix jours après les cardinaux s'assemblèrent en conclave, et le 24 décembre 1294 ils élurent le cardinal Benoît Caïetan, qui prit le nom de Boniface VIII. Il révoqua, de l'avis des cardinaux, une partie des grâces accordées par son prédécesseur, et crut devoir le faire surveiller avec soin, de peur qu'on n'abusât de sa simplicité pour lui faire croire qu'il n'avait pu renoncer légitimement, comme en effet quelques-uns le prétendaient. Il résolut donc de le conduire à Rome, où il se rendit aussitôt après son élection. Mais Célestin parvint à s'échapper de nuit avec un religieux de son ordre, pour se retirer dans sa cellule, près de Sulmone. Boniface alarmé fit courir après lui, et quand on l'eut ramené, il le reçut avec tous les témoi-

gnages d'affection, et l'envoya néanmoins sous bonne garde au château de Fumone en Campanie, où Célestin mourut au bout de dix mois. L'éclat de ses vertus le fit mettre peu de temps après au nombre des saints (1).

Boniface fut reçu à Rome avec des honneurs extraordinaires. Il fit avant son sacre, selon la coutume, le serment de garder inviolablement la foi des huit conciles généraux, les décrets de ses prédécesseurs et en général tous les saints canons, de corriger, par le conseil des cardinaux, les abus contre la discipline, et de n'abandonner pour aucune cause l'Église dont le soin lui était confié. On a conservé la formule de ce serment, et l'on voit par le nombre des conciles généraux dont elle fait mention, qu'elle remonte au moins au dixième siècle. Dès le commencement de son pontificat, Boniface VIII s'efforça de rétablir la paix entre Philippe le Bel, roi de France, et Édouard, roi d'Angleterre, qui avait mis dans ses intérêts Adolphe, roi des Romains. Il leur envoya pour cet effet des légats, dont la mission fut sans résultat, et il prit le parti d'ordonner aux trois princes une trêve d'un an, sous peine d'excommunication. Mais ils ne tinrent pas compte de cet ordre, qui, du reste, ne fut signifié qu'au roi des Romains. Le pape écrivit cependant à Philippe le Bel, pour le prier de protéger l'abbaye de Saint-Antonin de Pamiers contre les entreprises du comte de Foix, et quelque temps après il érigea cette abbaye en évêché. C'était un monastère de chanoines réguliers, fondé environ quatre cents ans auparavant. Le nouveau diocèse fut formé par un démembrement de celui de Toulouse, et le premier évêque de Pamiers fut Bernard de Saisset, abbé de Saint-Antonin, qui fut nommé par le pape, et qui était loin d'être agréable au roi de France. Vers le même temps, le comte de Flandre porta des plaintes au pape contre Philippe le Bel, son suzerain,

(1) Ptolom. Luc. — Guill. Nang. — Vit. Celest.

qui, pour le punir de ses liaisons avec l'Angleterre, l'avait fait arrêter, et avant de le remettre en liberté, l'avait contraint de donner sa fille en otage. Boniface VIII ordonna à Philippe le Bel de donner satisfaction au comte, ou de soumettre l'affaire au jugement du saint-siège. Mais le roi répondit qu'il ne reconnaissait sur la terre aucun supérieur à qui il dût rendre compte du gouvernement de son royaume. Il fit la même réponse quand le pape prétendit, en 1296, renouveler la trêve qu'il avait ordonnée l'année précédente.

Cependant, comme les finances du royaume étaient épuisées, Philippe le Bel, pour subvenir aux frais de la guerre, après avoir cherché des ressources infâmes dans l'altération des monnaies, fut obligé de recourir à des subsides extraordinaires, et il en exigea non-seulement du peuple, mais du clergé. Le roi d'Angleterre levait aussi de son côté des impositions ou des décimes sur les ecclésiastiques de son royaume. En conséquence, Boniface VIII publia en 1296 la fameuse bulle commençant par ces mots, *Clericis laicos*, où, pour maintenir les privilèges et les immunités du clergé, il prononçait la peine d'excommunication encourue par le seul fait et réservée au souverain pontife, contre tous prélats ou autres ecclésiastiques séculiers ou réguliers, qui consentiraient à payer aux laïques, soit des tailles et des impositions, soit la décime ou toute autre partie de leurs revenus ou de ceux des églises, à titre de secours, de prêt, de subside, de don, ou à quelque autre titre et pour quelque raison que ce soit, sans l'autorisation du saint-siège, et contre tous les rois, princes, seigneurs, magistrats ou officiers de toute condition, qui établiraient de semblables impositions, qui les exigeraient, qui les recevraient, ou qui coopéreraient à ces exactions par leurs conseils ou de toute autre manière. Le roi d'Angleterre ne laissa pas de demander à la fin de la même année de nouveaux subsides au clergé, et comme il éprouva un refus, il fit



saisir et confisquer par ses officiers les biens meubles et immeubles des ecclésiastiques qui refusaient de lui payer le cinquième de leurs revenus, et en particulier les biens de l'archevêque de Cantorbéry. Ce prélat tint plusieurs conciles avec ses suffragans, où l'on résolut de dénoncer excommuniés les exécuteurs de cette mesure, et de faire publier l'excommunication dans toutes les églises au son des cloches et avec des cierges allumés. Enfin le roi se réconcilia avec l'archevêque, demanda pardon de ses fautes, et promit de rendre à ses sujets les impositions dont il les avait chargés (1).

Philippe le Bel, irrité de la bulle du pape, publia de son côté, en 1296, deux édits, dont l'un défendait aux étrangers de demeurer en France, ou d'y venir pour faire le commerce, et l'autre défendait à toute personne de transporter hors du royaume ni or ni argent, soit en monnaie, soit de toute autre espèce, ni pierreries, ni vivres, ni chevaux, ni armes, ni munitions de guerre, sans sa permission. Ces défenses blessèrent le pape, qui crut y voir une insulte faite à l'Église et au clergé, et il adressa une lettre au roi où il déclarait que les puissances séculières n'ayant point d'autorité sur les ecclésiastiques, la prétention de leur appliquer de telles défenses serait non-seulement imprudente mais insensée, et que si le roi avait eu ce dessein, il aurait encouru l'excommunication pour avoir violé la liberté de l'Église. Il ajoutait que par sa bulle il n'avait pas prétendu empêcher les ecclésiastiques de contribuer par des subsides pour les besoins du royaume, mais seulement de le faire sans la permission du saint-siège, et qu'on ne devait pas surtout lui supposer l'intention d'avoir voulu défendre le paiement des redevances auxquelles les ecclésiastiques pouvaient être tenus envers le roi et les seigneurs à raison des fiefs qu'ils possédaient. Le roi répondit qu'il n'avait pas voulu

(1) Trivet. *Chron.* — Matth. Westm. — Guill. Naug.

non plus de son côté défendre absolument le transport de l'argent et des autres effets hors de son royaume, surtout à l'égard du clergé, mais seulement se réserver d'en accorder la permission ; que la liberté procurée par Jésus-Christ à son Eglise consistait dans l'affranchissement de l'ancienne loi et la délivrance du péché ; qu'elle était pour les laïques aussi bien que pour le clergé ; que les libertés particulières accordées aux ministres de l'Eglise par les canons avec l'assentiment des souverains, ne pouvaient pas préjudicier aux droits du pouvoir temporel et enlever aux princes la faculté de pourvoir à la défense de leurs états par tous les moyens nécessaires ; que les ecclésiastiques étaient membres de l'état comme les laïques, et obligés par conséquent de contribuer de leurs biens à sa conservation et à sa défense, et qu'enfin il était contre l'équité de leur interdire cette contribution en faveur du pouvoir temporel qui les protégeait, tandis qu'on leur permettait de donner à des amis, à des parens, à des bouffons, et de faire tant d'autres dépenses superflues au préjudice des pauvres. L'archevêque de Reims, au nom de tout le clergé de sa province, envoya des députés à Rome pour appuyer ces représentations du roi et prier le pape d'y avoir égard. En conséquence, Boniface VIII expliqua sa bulle *Clericis laicos*, par une autre du 31 juillet 1297, où il répétait qu'il n'avait point prétendu s'opposer au paiement des redevances féodales, ni déroger aux coutumes du royaume ni aux droits acquis par le roi ou les seigneurs, et déclarait en outre que la défense portée par la bulle précédente ne s'étendait point aux dons ou prêts volontaires faits par le clergé, mais seulement aux exactions forcées, et qu'en conséquence le roi ou ses successeurs pourraient toujours demander et recevoir des subsides de la part du clergé pour la défense du royaume, et même, dans le cas d'une nécessité urgente, les ordonner à titre d'impôts, sans avoir besoin de recourir au souverain pontife. Le roi

se tint satisfait, et prit même l'année suivante le pape pour arbitre de ses différends avec le roi d'Angleterre et le comte de Flandre. Mais cette paix ne fut pas de longue durée.

Le pape Boniface termina dans le même temps la canonisation du roi saint Louis, pour laquelle des procédures se poursuivaient depuis vingt-quatre ans. On avait reçu la déposition de plus de trois cents témoins et vérifié jusqu'à soixante-trois miracles. On en trouve le récit, avec un abrégé de la vie de saint Louis, et l'exposition de ses vertus héroïques, dans la bulle de canonisation, datée du 11 août 1297. Peu de jours après mourut un autre saint du même nom, petit-neveu du saint roi, et qui fut canonisé au bout de vingt ans par le pape Jean XXII. C'était Louis, petit-fils de Charles d'Anjou, et second fils de Charles, dit le Boiteux, roi de Sicile. On avait remarqué en lui dès l'enfance une grande piété, le goût de la prière et des saintes lectures, la fréquentation des sacremens, et un grand amour pour la pureté. Ayant été livré en otage à l'âge de quatorze ans au roi d'Aragon, il s'appliqua fortement à l'étude dans sa prison sous la conduite de quelques frères mineurs, et fit vœu d'embrasser leur institut. Le pape Boniface VIII le nomma en 1296 à l'évêché de Toulouse. Mais avant de recevoir la consécration épiscopale, Louis voulut accomplir son vœu, et ne tarda pas à se montrer au milieu de Rome avec l'habit pauvre de Saint-François. Il se rendit ensuite dans son diocèse, où il se fit admirer par son zèle, son humilité et ses autres vertus. Il ne réserva pour sa maison qu'une modique partie de ses revenus, et consacra le reste à des bonnes œuvres. Il nourrissait tous les jours vingt-cinq pauvres, leur lavait les pieds et les servait de ses propres mains. Il tomba malade bientôt après à Brignoles, en Provence, où il s'était rendu pour des affaires pressantes, et mourut le 19 août 1297. Il fut enterré à Marseille, dans le couvent des frères mineurs,

ce qui l'a fait nommer quelquefois saint Louis de Marseille.

Les reliques de saint Antoine, apportées depuis environ deux cents ans dans le diocèse de Vienne, avaient donné occasion d'établir dans le lieu où elles étaient déposées, un prieuré de bénédictins et un hôpital pour les malades atteints du feu sacré. Il survint dans la suite des différends entre les moines et les hospitaliers au sujet des offrandes et sur quelques autres points, et les transactions essayées plusieurs fois pour terminer ces différends n'avaient pu y remédier. Enfin les contestations furent portées devant le pape Boniface VIII, qui, par une bulle de l'an 1297, ôta le prieuré aux bénédictins, l'érigea en abbaye chef d'ordre en faveur des hospitaliers, dont le pieux et charitable institut possédait un grand nombre d'établissements affiliés, et leur ordonna de suivre la règle de saint Augustin comme chanoines réguliers, tout en conservant leur ancien costume. Telle fut l'origine des chanoines réguliers de Saint-Antoine.

Vers le même temps, Boniface VIII condamna des mendiants vagabonds connus sous le nom de bizoques ou besaciers, de fratricelles, de tertiaires, qui semaient plusieurs erreurs et s'élevaient ouvertement contre l'Église romaine. Ils prêchaient partout sans mission, prétendaient avoir par leur état le pouvoir de remettre les péchés de ceux qui se confessaient à eux, et de donner le Saint-Esprit par l'imposition des mains, et faisaient profession, pour mieux pratiquer la pauvreté absolue, non-seulement de renoncer à toute propriété, mais encore de ne pas même chercher à se procurer de quoi vivre en travaillant. Les auteurs de la secte étaient des frères mineurs, la plupart joachimites, qui avaient profité de la permission du pape Célestin pour sortir de leurs couvens sous prétexte d'une observance plus étroite; ils eurent bientôt à leur suite plusieurs religieux mécontents et apostats de divers ordres, quelques autres prétendus re-

ligieux qui ne suivaient aucune règle approuvée, beaucoup de laïques du tiers-ordre de saint François, et une foule d'artisans et de laboureurs qui prirent l'habit de fratricelles, pour vivre sans travail dans une mendicité qu'ils jugeaient honorable. Ces sectaires, poursuivis par les inquisiteurs, se réfugièrent en Sicile et dans la Grèce, mais leurs principes se perpétuèrent en Italie, où l'on verra reparaitre quelques années plus tard d'autres associations de fratricelles.

Boniface VIII avait confirmé comme son prédécesseur les traités par lesquels le roi Jacques rentrait dans tous ses droits à la couronne d'Aragon et renonçait à la Sicile. Quelque temps après, il donna en fief à ce prince, pour lui et sa postérité, le royaume de Sardaigne et de Corse, moyennant un cens annuel, et l'ayant nommé capitaine-général des troupes de l'Eglise, soit pour le secours de la Terre sainte, soit pour toute autre expédition, il le fit venir en Italie pour l'employer contre les Colonne, avec qui il était en guerre ouverte. Cette famille puissante avait embrassé le parti gibelin et s'était déclarée pour l'empereur Frédéric contre les papes, et en dernier lieu pour les Siciliens révoltés. On la soupçonnait d'être encore actuellement d'intelligence avec eux, et de favoriser secrètement Frédéric d'Aragon, qui, malgré la défense de Boniface VIII, avait pris le titre de roi de Sicile. En conséquence, le pape enjoignit à Étienne Colonne de remettre à sa disposition plusieurs places dont il était seigneur, et au mois de mai 1297 il fit citer à comparaître devant lui deux cardinaux de cette famille qu'on accusait de ne pas le reconnaître comme pape. Mais au lieu d'obéir à la citation, ils firent répandre dans Rome et afficher dans les églises un écrit où ils déclaraient ne point reconnaître Boniface pour pape légitime, attendu qu'on doutait pour de graves raisons si le pape Célestin avait pu renoncer valablement, et que d'ailleurs on assurait qu'il était intervenu dans sa renoncia-

tion des fraudes et des artifices qui la rendaient nulle quand elle serait possible, après quoi ils demandaient la convocation d'un concile général pour prononcer sur ces questions, protestaient de nullité contre toutes les procédures de Boniface, et en appelaient au concile et au pape véritable. Alors Boniface prononça contre eux une sentence qui les dépouillait de leur titre et de leurs bénéfices, et les excommuniait avec tous leurs adhérens. Il étendit cette condamnation à cinq membres de leur famille, les déclara incapables de toutes dignités ecclésiastiques ou séculières, et ordonna aux inquisiteurs de les poursuivre comme hérétiques. Ensuite il fit abattre leurs palais dans Rome, et pour se rendre maître des places qu'ils occupaient, il fit prêcher la croisade contre eux avec les mêmes indulgences que pour la Terre sainte. Les Colonne furent obligés l'année suivante de venir faire leur soumission et de remettre à Boniface la ville de Palestrine. Il n'en fut pas plus tôt le maître qu'il la fit ruiner, et cette destruction amena une nouvelle révolte des Colonne. Mais se sentant trop faibles, ils prirent le parti de se retirer en France et en Sicile (1).

Depuis près de dix ans le roi de Danemarck était en différend avec l'archevêque de Lunden, Jean Grandt, qui avait pris possession de ce siège sans avoir obtenu la confirmation royale, et qui était d'ailleurs accusé de complicité avec les rebelles. On arrêta en 1294 le neveu de ce prélat, comme ayant été l'un des conjurés qui, en 1286, avaient assassiné le roi Éric VI, et après avoir été mis à la question, il avoua son crime et fut puni de mort. L'archevêque lui-même fut emprisonné peu de temps après sous prétexte d'intelligence avec les conjurés; mais il se sauva l'année suivante et alla porter ses plaintes au pape Boniface, qui obligea le roi à envoyer des ambassadeurs à Rome pour le jugement de cette affaire.

(1) Villan. — Platin. — Rainald.



Elle fut examinée longtemps en présence des parties. Enfin le pape donna sa sentence, par laquelle il condamnait le roi à payer une somme considérable à l'archevêque, et en attendant déclarait ce prince excommunié et le royaume en interdit. Il envoya en Danemarck, pour l'exécution de cette sentence, un nonce qui publia l'interdit, et qui menaça le roi de déposition, s'il tardait à satisfaire. Néanmoins les divisions continuèrent, et l'archevêque fut obligé quelque temps après de donner sa démission.

Edouard, roi d'Angleterre, prétendait avoir le droit de suzeraineté sur l'Écosse, et par ce motif il obligea Robert de Brus et Jean de Bailleul, qui se disputaient la couronne, à lui soumettre le jugement de leur différend. Il prononça en faveur de ce dernier, qui consentit à lui prêter hommage comme vassal. Mais une fois en possession du trône, il ne tarda pas à vouloir s'affranchir de cette dépendance, et le roi Edouard entrant en Ecosse avec une nombreuse armée, le fit prisonnier et s'empara du royaume. Alors le pape Boniface écrivit au roi Edouard une lettre en date du 27 juin 1299, où il lui signifiait que l'Écosse appartenait depuis longtemps à l'Eglise romaine, qu'elle n'avait jamais été soumise comme fief à l'Angleterre, et que si du reste ce prince élevait des prétentions à ce sujet, il pouvait les exposer devant le saint-siège, à qui le pape réservait le jugement de cette affaire. Il l'exhortait en même temps à retirer d'Ecosse ses officiers et à mettre en liberté l'évêque de Glasgow et d'autres ecclésiastiques qu'il retenait en prison. Le roi adressa au pape une longue lettre pour établir son droit, fondé sur des titres assez peu solides; mais il eut soin de déclarer qu'il n'entendait point la présenter comme une pièce judiciaire, et les seigneurs écrivirent de leur côté à Boniface VIII que le royaume d'Angleterre n'appartenait point à l'Eglise, et qu'il en était de même de celui d'Ecosse, que d'après leur avis unanime et les coutumes in-

violables du royaume, le roi n'était soumis à aucun juge ecclésiastique ou séculier ni pour ce qui regardait sa suzeraineté sur l'Ecosse, ni pour ses autres droits temporels, qu'il ne devait point à cet égard répondre judiciairement devant le saint-siège, et que quand le roi y consentirait, ils étaient eux-mêmes disposés à ne pas le permettre et à défendre de toutes leurs forces la dignité de la couronne et les droits du royaume. On ne voit pas que Boniface ait donné suite à ses réclamations. Mais quelques années après l'Ecosse fut enlevée à Edouard par Robert de Brus.

Les entreprises injustes d'Adolphe de Nassau, roi des Romains, avaient soulevé contre lui quelques électeurs qui le déposèrent en 1298, et élurent à sa place Albert, duc d'Autriche, fils de l'empereur Rodolphe. Il y eut entre ces deux princes une bataille où Adolphe fut tué, et ensuite Albert fut élu roi des Romains par tous les électeurs au mois d'août de la même année, et couronné à Aix-la-Chapelle. Mais Boniface refusa de le reconnaître, et lui fit donner l'ordre quelque temps après de comparaître devant lui par ses envoyés pour justifier de ses droits et répondre sur l'accusation de lèse-majesté pour sa révolte contre Adolphe. Ces troubles de l'empire augmentèrent le désordre dans la Toscane et la Lombardie, toujours divisées par les factions des Guelfes et des Gibelins. Le pape s'efforça d'y rétablir la paix, et fit venir pour cet effet Charles de Valois, frère du roi de France, et le nomma vicaire de l'empire en Italie, comte de la Romagne, et capitaine général de l'Eglise. Il lui accorda en même temps des décimes en France, en Italie, en Sardaigne, et en plusieurs autres provinces, pour soumettre la Sicile à l'obéissance de Charles, roi de Naples (1).

Les Tartares étaient depuis longtemps en guerre avec

(1) Steron. *Annal.* — Villan. — Rainald.

le sultan d'Égypte pour la possession de la Syrie, et vers la fin du treizième siècle ils envoyèrent des ambassadeurs au pape, au roi de France et à quelques autres princes, pour solliciter le secours et l'alliance des chrétiens, et les exhorter à reconquérir la Terre sainte. Le pape à cette occasion fit tous ses efforts pour exciter le zèle des princes et des peuples, et en particulier de Philippe le Bel ; mais d'autres affaires les occupaient chez eux. Néanmoins les Génois armèrent une flotte pour cette expédition. Ils y furent excités par la dévotion de plusieurs femmes des premières familles, qui contribuèrent de leurs biens pour l'équipement de cette flotte, jusqu'à vendre leurs bijoux et leurs pierreries. Le pape leur adressa des félicitations par une bulle de l'an 1301, et chargea l'archevêque de Gênes d'exhorter les peuples à cette croisade. Mais elle n'eut aucun succès remarquable. On rapporte à cette époque le commencement de l'empire des Turcs ottomans, dont la puissance par ses accroissemens rapides devint bientôt si fatale aux chrétiens. Ils étaient venus quelque temps auparavant, chassés par les Tartares, s'établir avec leur chef Ortogul dans l'Asie-Mineure, sous la protection d'Alaedin, sultan d'Icône, et avaient conquis plusieurs places importantes sur l'empire de Constantinople. Othman, fils d'Ortogul, ayant encore étendu ces conquêtes, prit, à la fin du treizième siècle, le titre de sultan, qu'il transmit à ses successeurs.

Le pape Boniface VIII avait fait travailler à un recueil des constitutions des papes depuis Grégoire IX, et il publia cette nouvelle collection au mois de mars de l'an 1299, par une bulle adressée aux universités de Bologne, de Padoue, de Paris et d'Orléans, avec ordre de l'adopter et de la suivre dans l'enseignement et dans les jugemens. Comme le recueil de Grégoire IX était divisé en cinq livres, celui de Boniface fut nommé le Sexte ou le sixième des décrétales. Il est néanmoins divisé de même

en cinq livres, où les bulles sont citées par extrait, suivant l'ordre des matières, et selon le même plan que dans le précédent. Ainsi le premier traite principalement de ce qui concerne les élections et les pouvoirs des prélats ou des ordinaires et ceux des juges délégués; le second, des jugemens et de tout ce qui s'y rapporte; le troisième, des devoirs du clergé et des religieux, de leurs privilèges et des bénéfices; le quatrième, des fiançailles et des mariages; enfin le cinquième renferme les décisions concernant l'inquisition, les hérétiques, les schismatiques, l'homicide, l'usure, les peines, les censures, et quelques autres matières.

Quelques mois après, le pape Boniface substitua des chanoines séculiers dans l'église patriarcale de Latran aux chanoines réguliers qui la desservaient depuis environ deux cent trente ans, mais qui étaient tombés dans un grand relâchement. Leur suppression entraîna celle des autres communautés établies en grand nombre dans l'Italie et qui dépendaient de celle de Latran. Un concile tenu la même année 1299 par l'archevêque de Rouen, fit plusieurs réglemens de discipline, dont le premier a pour objet de réprimer les désordres du clergé, et montre jusqu'où allait le dérèglement dans cette province. Des curés et d'autres bénéficiers paraissaient en public avec des habits courts et l'épée au côté, entretenaient chez eux des concubines ou des femmes suspectes, exerçaient des charges séculières, se livraient aux excès de table et à d'autres débauches. On prononce contre ceux qui étaient coupables de ces scandales la privation des revenus de leurs bénéfices pendant un an, et s'ils ne se corrigeaient pas, la privation des bénéfices mêmes.

L'année précédente, le chapitre général des ermites de Saint-Augustin avait nommé général de l'ordre le bienheureux Augustin de Sicile, dont le mérite extraordinaire s'était révélé par une sorte de hasard, en dépit de toutes les précautions qu'il avait prises pour le cacher.

Il était né en Sicile d'une famille noble, et se nommait dans le monde Matthieu de Thermes. Il fit ses études dans l'université de Bologne, où il devint professeur en droit civil et canonique; puis étant retourné en Sicile, sa réputation parvint bientôt à Mainfroi, qui le choisit pour son principal ministre. Matthieu l'avait suivi à la bataille de Bénévent, où ce prince fut tué, et craignant alors pour sa sûreté, il se cacha si bien qu'il passa lui-même pour mort. Il tomba peu de temps après dangereusement malade, et fit vœu, s'il revenait en santé, d'embrasser la vie religieuse. Il prit donc l'habit et fit profession chez les ermites de Saint-Augustin, changea de nom, et pour vivre mieux inconnu, il se retira dans un couvent fort solitaire de la Toscane. Cependant comme la maison avait un procès important qu'elle risquait de perdre, Augustin, voyant l'inquiétude des religieux et sachant que leur cause était juste, alla trouver secrètement leur procureur, lui demanda du papier, et rédigea un mémoire solide qu'on s'empressa de communiquer au procureur de la partie adverse. Celui-ci en fut si frappé qu'il voulut voir l'auteur. Il le reconnut aussitôt parce qu'il avait été son condisciple à Bologne, et ne put s'empêcher de le faire connaître aux religieux, en leur déclarant que leur cause était gagnée. Ces circonstances ayant été rapportées au bienheureux Clément d'Ossimo, alors général de l'ordre, il fit venir auprès de lui frère Augustin, le conduisit à Rome, l'y fit ordonner prêtre malgré sa résistance, et dressa avec lui les constitutions de l'ordre. Augustin fut ensuite nommé pénitencier du pape, et il exerçait cette charge depuis plusieurs années, lorsqu'il fut élu général tout d'une voix, malgré son absence, par le chapitre tenu à Milan. Il accepta cette dignité par l'ordre du pape Boniface, mais il s'en démit au bout de deux ans, et se retira dans son ancienne retraite, où il vécut jusqu'à sa mort, arrivée en 1309, dans la pratique de toutes les vertus.

Le bruit se répandit à Rome en 1299 que tous ceux qui visiteraient l'église de Saint-Pierre l'année suivante gagneraient l'indulgence plénière de leurs péchés, et qu'il en était ainsi pour la dernière année de chaque siècle. Boniface fit chercher dans les archives et les anciens livres quel pouvait être le fondement de cette persuasion ; mais on n'y trouva rien de positif qui pût l'autoriser. Cependant dès le premier jour de janvier, il se fit un prodigieux concours de peuple à l'église de Saint-Pierre, et le même empressement dura plus de deux mois. Le pape favorisait cette dévotion du peuple, et fit venir devant lui, en présence de plusieurs témoins, un vieillard qui disait avoir cent sept ans, et qui déclara qu'à la fin du siècle dernier son père était venu à Rome pour gagner l'indulgence, et lui avait recommandé d'y venir à la centième année prochaine s'il vivait encore. D'autres Italiens confirmèrent cette tradition orale, et on avait en France la même opinion, comme il paraissait par le témoignage de deux hommes du diocèse de Beauvais, âgés l'un et l'autre de plus de cent ans. Enfin, le pape ayant pris l'avis des cardinaux, publia une bulle en date du 22 février 1300, par laquelle il accordait une indulgence plénière à tous les fidèles qui s'étant confessés avec un sincère repentir de leurs fautes, visiteraient pendant trente jours, s'ils étaient de Rome, et pendant quinze jours, s'ils étaient étrangers, les églises des apôtres saint Pierre et saint Paul, durant le cours de la présente année, commencée à Noël, et à toutes les centièmes années. Cette bulle fut reçue avec une joie extrême des peuples. Il se rendit à Rome une multitude incroyable de pèlerins de l'Italie, de l'Espagne, de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, et des autres royaumes chrétiens. Les vieillards et les malades eux-mêmes s'y faisaient porter, et l'on remarqua entre autres un Savoyard âgé de plus de cent ans, qui était porté par ses enfans et qui se souvenait d'avoir assisté à la cérémonie



de l'autre centième année. L'historien Villani rapporte, comme témoin oculaire, qu'il y eut continuellement à Rome, pendant toute l'année, plus de deux cent mille pèlerins, ce qui procura des richesses immenses à la ville et aux églises. Les papes réglèrent dans la suite qu'on pourrait gagner la même indulgence sans quitter son pays, en y faisant les stations et les autres œuvres prescrites. Clément VI réduisit le terme de cent ans à cinquante, conformément au jubilé des Juifs; ensuite Urbain VI le réduisit à trente-trois, et enfin Paul II à vingt-cinq, ce qui s'observe encore actuellement.

---

---

## LIVRE TRENTE-QUATRIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU QUATORZIÈME SIÈCLE JUSQU'À LA  
MORT DE JEAN XXII.

DE 1300 A 1334.

Les démêlés entre Boniface VIII et Philippe le Bel ne tardèrent pas à recommencer avec plus de violence qu'auparavant. Le roi était déjà indisposé depuis quelque temps, parce qu'il jugeait peu équitables les conditions de la sentence arbitrale que le pape avait prononcée au sujet des contestations avec le comte de Flandre et le roi d'Angleterre. D'un autre côté, Boniface lui avait envoyé comme légat Bernard de Saisset, évêque de Pamiers, pour l'exhorter à la croisade, et lui défendre d'employer à un autre usage les décimes levées pour cet objet sur le clergé, et ce légat, d'un caractère hautain, avait menacé le roi, s'il refusait d'obéir, non-seulement d'anathème, mais aussi de la perte de sa couronne. Philippe le Bel, vivement irrité de cette menace insolente, fit procéder à une information juridique contre Bernard de Saisset, qu'on accusait de propos injurieux et d'attentats contre l'autorité du roi, notamment d'avoir dit que la ville de Pamiers n'appartenait pas à la France, et d'avoir formé une conjuration pour soustraire la ville et le comté de Toulouse à l'obéissance du roi. Ensuite ayant acquis la preuve juridique de ces faits, le roi convoqua un parlement à Senlis, et sur l'avis des grands du royaume et de plusieurs docteurs clercs et laïques, il fit arrêter l'évêque de Pamiers, et le remit entre les mains de l'archevêque de Narbonne, son métropolitain, pour qu'il lui fit son procès jusqu'à la dégradation, et

que la justice royale pût ensuite le punir selon ses mérites. Comme on ne pouvait néanmoins se dissimuler tout ce que ce procédé avait d'irrégulier, on résolut qu'un ambassadeur serait envoyé au pape pour l'informer de ces circonstances, et le prier de consentir, ou plutôt de procéder lui-même à la dégradation de l'évêque coupable. Ce député fut un magistrat nommé Pierre Flotte, dont la pétulance et la fierté n'étaient guère propres au succès d'une pareille négociation. On rapporte que le pape lui ayant dit un jour qu'il avait une puissance tout à la fois spirituelle et temporelle, il répondit d'un ton ironique : Cela est vrai, seigneur ; mais votre pouvoir n'est qu'en paroles, tandis que celui de mon maître est réel.

Cependant Boniface ayant appris l'arrestation de l'évêque de Pamiers, adressa au roi une lettre datée du 5 décembre, où il s'en plaignait comme d'un attentat sur la liberté ecclésiastique, et lui ordonnait de relâcher ce prélat, de lui restituer ses biens, et de le laisser venir librement à Rome, ajoutant qu'il avait encouru pour ce fait la peine d'excommunication, à moins qu'il ne fit valoir une excuse raisonnable. En même temps, il ordonna à l'archevêque de Narbonne de procéder avec deux de ses suffragants à des informations canoniques sur les crimes imputés à l'évêque de Pamiers, et de l'envoyer à Rome avec toutes les pièces. Le même jour il fit expédier la bulle fameuse commençant par ces mots, *Ausculata fili*, qui contenait des plaintes nombreuses contre le roi, non-seulement pour des entreprises sur les droits de l'Eglise, mais encore pour sa conduite dans le gouvernement de son royaume. Il l'exhortait d'abord à l'écouter avec docilité, et s'exprimait ainsi sur la supériorité du pouvoir spirituel : « Dieu nous a établi sur les rois et les royaumes pour arracher, détruire, planter et édifier en son nom. Ne vous laissez donc pas persuader que vous n'ayez point de supérieur, et que vous ne soyez point soumis au

chef de la hiérarchie. Quiconque aurait cette opinion est un insensé, et celui qui la soutient opiniâtrément est un infidèle. » Il lui reprochait ensuite de prétendre disposer lui-même des bénéfices conférés par le saint-siège, à qui cette collation appartient de plein droit ; d'obliger à comparaître devant ses tribunaux les prélats et autres ecclésiastiques, tant réguliers que séculiers, de lever sur eux des décimes et d'autres impôts ; de ne pas permettre aux prélats l'emploi des censures contre ceux qui les offensent, d'épuiser sous prétexte du droit de régale les revenus des églises vacantes ; d'avoir en quelque sorte réduit à l'indigence la noble église de Lyon, quoiqu'elle ne fût pas de son royaume ; enfin d'opprimer ses sujets et de violer la justice par l'altération de la monnaie et par d'autres vexations dont il arrive de tous côtés des plaintes au saint-siège. En conséquence, il lui signifiait que pour ne pas se rendre coupable devant Dieu, il convoquait à Rome les prélats, les chapitres et les docteurs du royaume, comme personnes non suspectes, afin de délibérer avec eux sur tous ces points, ajoutant que si le roi le jugeait à propos, il pourrait venir lui-même à ce concile, ou y envoyer des députés ; mais que son absence ne l'empêcherait pas de procéder selon les inspirations de sa conscience. Les lettres de convocation adressées aux prélats leur ordonnaient de se trouver à Rome pour le 1<sup>er</sup> novembre 1302. Il défendait par une autre lettre le paiement des décimes ou autres subsides imposés sur le clergé, et suspendait jusqu'au concile, où il se réservait d'en faire l'examen, tous les privilèges accordés au roi et à ses ministres par le saint-siège.

Jacques des Normands, archidiacre de Narbonne et notaire apostolique, fut envoyé en France en qualité de nonce pour remettre cette bulle et ces lettres au roi, et l'on prétend qu'il était chargé aussi d'une autre lettre plus irritante, et conçue en ces termes : « Nous voulons que vous sachiez que vous nous êtes soumis pour le spi-

rituel et pour le temporel. La collation des bénéfices et des prébendes ne vous appartient nullement. Si vous avez la garde de quelques bénéfices pendant la vacance, vous devez en réserver les fruits aux futurs successeurs; et si vous en avez conféré quelques-uns, nous déclarons nulle cette collation. Ceux qui croient autrement, nous les réputons hérétiques.» Il est certain, par le témoignage des historiens contemporains, que cette lettre fut en effet remise au roi et qu'on fut généralement persuadé qu'elle avait été réellement envoyée par Boniface; mais son laconisme, fort éloigné du style ordinaire de la cour de Rome et même du ton des lettres précédentes, a fait croire à plusieurs critiques qu'elle avait été fabriquée ou du moins altérée par Pierre Flotte; ce qui semble confirmé d'ailleurs par les plaintes qu'on verra bientôt avoir été faites à Rome au sujet de l'altération des lettres pontificales. Quoi qu'il en soit, Philippe le Bel éprouva d'abord une vive inquiétude, et prit le parti de convoquer immédiatement une assemblée des trois ordres de la nation; mais revenant bientôt à son humeur hautaine et fière, le dimanche 11 février 1302, il fit brûler publiquement la bulle du pape, c'est-à-dire apparemment la dernière lettre que nous venons de citer, après quoi il fit conduire hors du royaume le nonce et l'évêque de Pamiers, avec défense d'y rentrer sans sa permission (1).

L'assemblée ou le parlement convoqué par Philippe le Bel se tint à Paris le 10 avril de la même année 1302. Pierre Flotte, au nom du roi, exposa d'abord que le pape Boniface avait envoyé une lettre où il prétendait que le royaume lui était soumis pour le temporel; ensuite il éleva diverses plaintes contre la cour de Rome et contre Boniface, au sujet des réserves et de la collation des bénéfices donnés à des étrangers, à des inconnus qui ne

(1) Villan. lib. VIII. — Steron. *Annal.* — Guill. Nang. — Ptolom. Luc. — Valsingh. — Nicol. Gill. *Annal.*

résidaient pas ; au sujet des pensions et des exactions de toute sorte dont les églises étaient chargées, et surtout du grand nombre d'affaires réservées au jugement du saint-siège et de la cour de Rome, pour obliger à y porter de l'argent. Enfin le roi demanda les conseils et les secours de l'assemblée, et promit de remédier aux abus, principalement aux entreprises dont l'Eglise pouvait avoir à se plaindre de la part de ses officiers ; après quoi il ajouta qu'il était dans la disposition d'exposer ses biens, sa vie et celle de ses enfans, pour maintenir l'indépendance du royaume. Les seigneurs et les députés des communes, après une courte délibération, adressèrent des remerciemens au roi pour sa résolution généreuse, et déclarèrent qu'ils étaient prêts de leur côté à tout sacrifier et à tout souffrir plutôt que d'endurer les entreprises du pape, lors même que le roi voudrait les tolérer ou les dissimuler. Quant aux prélats, ils demandèrent plus de temps pour délibérer, voulurent excuser le pape Boniface, et exhortèrent le roi à conserver la bonne intelligence qui avait toujours existé entre la France et l'Eglise romaine. Mais on les pressa de donner sur-le-champ une réponse précise, et l'on déclara publiquement que si quelqu'un hésitait à se prononcer contre des prétentions si étranges et si nouvelles, il serait tenu pour ennemi du roi et de l'état. Ils répondirent donc qu'ils assisteraient le roi de leurs conseils et de leurs secours pour la défense de sa personne, de sa dignité, des droits de sa couronne et de l'indépendance du royaume, comme plusieurs y étaient tenus à raison de leurs fiefs, et les autres en qualité de sujets. Toutefois ils supplièrent le roi de leur permettre d'aller à Rome, suivant les ordres du pape, parce qu'ils lui devaient obéissance. Mais le roi et les seigneurs déclarèrent qu'ils ne le souffriraient pas. Les prélats écrivirent alors une lettre au pape pour l'informer de ces circonstances et le prier de révoquer l'ordre qu'il leur avait donné de se rendre à Rome. Les



seigneurs adressèrent de leur côté aux cardinaux une lettre écrite en français où ils réclamaient leur intervention pour rétablir l'union entre le royaume de France et l'Église romaine, et protestaient qu'ils étaient disposés à combattre au péril de leurs biens et de leur vie les prétentions inouïes et les téméraires entreprises de Boniface. Le roi écrivit lui-même au pape la lettre suivante, dont l'insolence est tellement inconcevable qu'on a aussi voulu en contester l'authenticité : « Philippe, par la grâce de Dieu, roi de France, à Boniface, prétendu pape, peu ou point de salut. Que votre fatuité sache que pour le temporel nous ne sommes soumis à personne, que la collation des bénéfices et les fruits des églises vacantes nous appartiennent par le droit de notre couronne; que les provisions que nous avons données et que nous donnerons sont valides, et que nous sommes résolus de maintenir en possession ceux que nous y avons mis. Ceux qui croiront autrement, nous les réputons fous et insensés. »

La lettre du clergé de France fut portée au pape par trois évêques, qui reçurent audience dans un consistoire où le cardinal évêque de Porto, parlant au nom du sacré collège, répondit aux plaintes élevées contre Boniface. Il déclara que la bulle adressée au roi avait été soumise à l'examen des cardinaux avant d'être envoyée, qu'elle se bornait à demander la réforme de quelques abus, et que le pape n'avait jamais écrit ni ordonné au roi de reconnaître qu'il tenait de lui son royaume. Il ajouta qu'on ne devait pas douter que le pape ne pût juger du temporel à raison du péché; et qu'ainsi la juridiction temporelle lui appartenait de droit, comme vicaire de Jésus-Christ, en sorte que le jugement était de sa compétence, quoique l'exécution ne lui appartînt pas. Quant à l'autre lettre, il déclara qu'il en ignorait l'auteur, qu'il savait que les cardinaux n'y avaient point eu de part, et qu'il était persuadé aussi qu'elle n'avait pas été écrite par l'ordre du souverain pontife. De son côté, le pape se plaignit

que Pierre Flotte avait altéré et falsifié une lettre pontificale écrite après une mûre délibération, mais dont l'envoi avait été différé. Il protesta qu'il était loin d'avoir écrit ni de prétendre que le roi tenait de lui son royaume. Nous reconnaissons, ajouta-t-il, qu'il y a deux puissances établies de Dieu, et notre dessein ne fut jamais d'usurper la juridiction du roi ; mais cependant le roi ne peut nier qu'il ne nous soit soumis à raison du péché. Le principe émis par Boniface n'était pas douteux, ni probablement pas contesté par le roi ; mais il s'agissait de savoir jusqu'où s'étendait cette soumission, et si elle pouvait entraîner des peines temporelles ou seulement des peines spirituelles. Encore pouvait-on demander si en matière de gouvernement temporel, le principe devait s'appliquer seulement au péché manifeste et notoire ou du moins avoué par le coupable, ou bien si le pape avait le droit de contrôler l'administration et de faire en quelque sorte une enquête touchant l'exercice du pouvoir royal, afin de condamner sous prétexte de péché tous les actes qui n'obtiendraient pas son approbation ; car si l'on admettait cette dernière hypothèse, il s'ensuivrait que chaque évêque dans son diocèse, et même chaque curé dans sa paroisse, pourrait aussi se faire rendre compte de toutes les affaires des familles, examiner tous les contrats, et intervenir dans tous les différends pour les décider par son autorité. Quant à la collation des bénéfices, le pape déclara qu'elle ne pouvait appartenir de droit aux laïques, mais qu'il était disposé à accorder au roi toutes les grâces qu'il croirait possibles ; qu'il lui avait déjà permis de conférer une prébende dans toutes les églises de son royaume, et qu'il avait aussi voulu lui accorder la collation des prébendes de l'église de Paris, à condition qu'il donnerait ces bénéfices à des docteurs en théologie ou en droit, ou à d'autres personnes d'une science bien connue. Il protesta ensuite de son sincère attachement à la France, et dit

qu'il était prêt à conférer avec quelques seigneurs prudents et vertueux, tels que le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne, et à révoquer, d'après leur avis, tout ce qui semblerait blesser les droits du royaume; mais ajouta que si le roi ne se désistait pas de ses entreprises, et ne permettait pas aux prélats de se rendre à Rome, il se verrait forcé, quoique à regret, d'en venir à des mesures de rigueur, et qu'il n'hésiterait pas à le déposer. Enfin, il signifia aux députés des prélats que bien loin de révoquer l'ordre qu'il leur avait donné, il le réitérait au contraire, et prononçait dès à présent la peine de déposition contre ceux qui n'obéiraient pas. Toutefois dans la lettre qu'il écrivit en réponse à celle des évêques, il se borna à une simple menace de punir les désobéissans selon la qualité de leur faute. Les cardinaux écrivirent aussi une lettre aux seigneurs, où ils répondent comme ils l'avaient fait dans le consistoire à tous les griefs proposés contre Boniface. Ils y répètent que le pape n'a pas écrit ce qu'on lui impute; que par déférence pour le roi, au lieu de convoquer un concile général, où peut-être se seraient trouvés des prélats peu affectionnés pour la France, il avait seulement convoqué les prélats et les docteurs du royaume; que s'il avait conféré des dignités et d'autres bénéfices en France, c'était à des personnes non suspectes et d'un savoir éminent, que le plus souvent même il l'avait fait sur la demande du roi ou des seigneurs, et que les réserves, les expectatives et les provisions dont on se plaignait, avaient été fort peu nombreuses et toujours en faveur d'ecclésiastiques d'un grand mérite, mais pauvres et négligés par les prélats, dont les grâces se portaient de préférence sur des nobles.

Les ordres et les menaces du pape déterminèrent un assez grand nombre de prélats français à se rendre à Rome malgré les défenses du roi, qui, l'ayant appris, ordonna par un édit du mois d'octobre la saisie des biens de tous les ecclésiastiques sortis du royaume. Le pape à

la fin du même mois réunit ces prélats pour le concile qu'il avait convoqué l'année précédente, et il y réitéra ses plaintes et ses menaces contre le roi ; mais il ne jugea pas encore à propos d'en venir à l'exécution. Il se contenta de publier quelques jours après, c'est-à-dire le 18 novembre 1302, une bulle où, suivant l'exemple de ses prédécesseurs, il excommunia en général toutes les personnes de quelque dignité qu'elles soient, même rois et empereurs, qui empêchent d'aller librement au saint-siège, ou qui arrêtent, dépouillent et retiennent ceux qui s'y rendent ou qui en reviennent. On voit bien que cette bulle était dirigée contre Philippe le Bel ; mais le pape, pour ne pas rompre tout à fait, s'abstenait du moins de l'excommunier nommément. Le même jour, il publia une autre bulle fameuse commençant par ces mots *Unam sanctam*, où il s'efforçait d'établir par des preuves ses prétentions sur le temporel des rois. Il y montre d'abord que l'Église est une, qu'elle forme un seul corps, et n'a qu'un seul chef, Jésus-Christ, et comme vicaires de Jésus-Christ saint Pierre et ses successeurs ; que Notre-Seigneur a confié à saint Pierre le soin de ses brebis sans exception, et que par conséquent les Grecs et tous ceux qui prétendent n'être pas soumis à saint Pierre et à ses successeurs déclarent par cela même n'être pas du troupeau de Jésus-Christ. Il dit ensuite, d'après la fameuse allégorie depuis longtemps consacrée, qu'il y a dans l'Église et en son pouvoir deux glaives, l'un spirituel, et l'autre temporel ; que l'un est employé par l'Église et par la main du pontife, l'autre pour l'Église et par la main des rois, mais suivant l'ordre ou la permission du pontife. La preuve que ces deux glaives appartiennent à l'Église, c'est que Jésus-Christ a dit à ses apôtres, C'est assez, et non pas, c'est trop ; et à saint Pierre, au sujet du glaive temporel, Mettez *votre* épée dans le fourreau. On est étonné aujourd'hui que sur des matières aussi graves, on ait donné sérieusement pour toute

preuve une simple allégorie et des-interprétations si arbitraires. « Or, ajoute le pape, il faut qu'un glaive soit soumis à l'autre, c'est-à-dire, la puissance temporelle au pouvoir spirituel ; car, selon l'Apôtre, toutes les puissances sont ordonnées de Dieu ; mais elles ne seraient point ordonnées si l'un des deux glaives n'était soumis ou inférieur à l'autre ; parce que, selon saint Denis, la loi de la Divinité est de rattacher les choses inférieures par des intermédiaires aux choses supérieures ; d'où il suit que l'ordre doit consister dans un rapport de subordination. » On voit encore ici le goût du temps. Enfin le pape établit la prééminence de l'autorité spirituelle par sa nature et son objet ; « car, dit-il, la puissance spirituelle, suivant le témoignage de la vérité, doit instituer la puissance temporelle, et la juger si elle fait le mal, et ainsi s'accomplit dans l'Église cette prophétie de Jérémie : Je t'ai établi sur les nations et les royaumes. Donc si la puissance temporelle s'égare, elle sera jugée par la puissance spirituelle ; et l'inférieur dans l'ordre spirituel est jugé par son supérieur ; mais il n'appartient qu'à Dieu de juger, dans cet ordre, la souveraine puissance, puisque l'Apôtre dit : L'homme spirituel juge toutes choses, et il n'est lui-même jugé par personne. Du reste, cette autorité spirituelle, bien qu'exercée par des hommes, est une autorité divine, communiquée à saint Pierre par Jésus-Christ, qui lui a donné le pouvoir de lier et de délier. Donc quiconque résiste à cette puissance résiste à l'ordre de Dieu, à moins qu'il n'admette deux principes comme les manichéens, ce que nous jugeons faux et hérétique, parce que, suivant le témoignage de Moïse, Dieu a créé non dans les principes, mais dans un seul principe, le ciel et la terre : *Non in principiis sed in principio creavit*, etc. En conséquence, nous déclarons et définissons qu'il est de nécessité de salut pour toute créature humaine d'être soumise au pape. » Tel est le contenu de cette bulle, dont la conclusion ou la décision dogmatique exprime et dé-

finit une vérité incontestable de la foi. Mais les développemens qui la précèdent, c'est-à-dire les raisonnemens qu'on vient de voir, la plupart du reste aussi obscurs que peu concluans, semblent tendre à prouver que la puissance des souverains n'est pas indépendante, et qu'ils ne l'exercent pour ainsi dire que sous les ordres du pape, qui aurait le droit de leur en demander compte et de la leur ôter s'ils en abusent (1).

Cependant le pape Boniface, avant de procéder plus rigoureusement contre Philippe le Bel, voulut tenter encore la voie des négociations, et quelques jours après, c'est-à-dire le 24 novembre 1302, il envoya en France, comme légat, le cardinal Jean Lemoine, natif d'Amiens, recommandable par son mérite, et qui jouissait d'une grande estime à la cour du roi. Ce légat avait le pouvoir d'absoudre le roi de l'excommunication, s'il le demandait; mais il était chargé en même temps d'une instruction contenant divers articles de griefs ou de prétentions

(1) La plupart des écrivains français ont prétendu que Boniface dans cette bulle avait soutenu des maximes jusqu'alors inouïes, et poussé beaucoup plus loin que ses prédécesseurs les prétentions sur le temporel des rois. C'est un exemple de l'empire qu'exercent les préjugés sur les savans aussi bien que sur les ignorans qui les copient. Il est certain en effet que Boniface dans toute cette affaire ne fit que s'appuyer sur les maximes soutenues avant lui par les plus célèbres théologiens, tels que Jean de Sarisbéry, Alexandre de Hales, Albert le Grand et saint Thomas d'Aquin, et déjà émises, un siècle auparavant, dans les lettres d'Innocent III à Philippe-Auguste au sujet de la guerre contre Jean Sans-terre. Le plus souvent même Boniface se borne à reproduire en propres termes les raisonnemens des écrivains ou des papes antérieurs, et pour ce qui concerne en particulier la bulle *Unam sanctam*, les principaux raisonnemens qu'elle renferme sont tirés presque mot pour mot des écrits de saint Bernard et de Hugues de Saint-Victor; car saint Bernard s'est exprimé dans les mêmes termes sur l'allégorie des deux glaives (*De consider.* lib. IV), et Hugues de Saint-Victor sur leur subordination et sur les conséquences qui en résultent pour la supériorité de la puissance spirituelle (*De sacram.* lib. II, part. II).



à proposer. Ainsi il devait obliger le roi à révoquer la défense faite aux prélats de venir à Rome, et à lever la saisie de leurs biens; il devait lui signifier que le pape a une pleine puissance de conférer les bénéfices, et que nul laïque ne peut avoir ce droit sans le consentement du saint-siège; que le pape peut envoyer librement des légats et des nonces dans tous les royaumes; que la souveraine dispensation des biens ecclésiastiques appartient au pape, en sorte qu'il peut exiger des décimes quand il le juge à propos; enfin, que le roi ni aucun autre laïque ne peut s'en attribuer l'administration ni les saisir ou les occuper, si ce n'est dans les cas de droit, ni faire comparaître les ecclésiastiques à son tribunal, excepté pour les biens qu'ils tiennent en fief. L'instruction contenait ensuite un ordre au roi de comparaître devant le saint-siège, en personne ou par procureur, pour avoir permis de brûler en sa présence une bulle pontificale; puis des reproches sur l'abus de la régale, et la dégradation des bois et autres biens des églises vacantes; sur les obstacles mis par le roi à la juridiction des prélats, principalement dans les monastères royaux, sur l'altération de la monnaie, enfin sur les dommages causés à l'église de Lyon, et l'injustice dont le roi s'était rendu coupable par l'usurpation de la souveraineté sur cette ville, qui dépendait uniquement de l'archevêque et du chapitre. Le pape terminait cette instruction par la menace, si le roi ne donnait pas satisfaction sur tous ces points, de procéder contre lui spirituellement et temporellement.

Ces articles ayant été mis sous les yeux du roi, il répondit par écrit qu'il n'avait fait aucune défense contraire à la liberté d'aller à Rome ou d'en revenir; mais qu'à raison des embarras présents et de la guerre contre les Flamands révoltés, il avait défendu à tous les Français de sortir du royaume sans sa permission, et prié les prélats et autres ecclésiastiques, et même leur avait en-

joint de ne pas s'éloigner dans un moment difficile où ils étaient tenus d'assister le roi de leurs conseils et de leurs secours ; qu'il ne prétendait point empêcher l'entrée du royaume aux légats, aux nonces ni à toute autre personne, à moins qu'ils ne fussent justement suspects ; que pour ce qui regardait la collation des bénéfices, l'administration des biens ecclésiastiques et l'usage de la régale, il ne s'attribuait rien qui ne lui appartint par le droit et par la coutume ; qu'il usait seulement des prérogatives dont avaient usé saint Louis et ses prédécesseurs de temps immémorial ; qu'il ne voulait rien innover sur ce sujet, et qu'il ne croyait pas non plus que le pape voulût innover de son côté ; qu'il n'avait jamais prétendu non plus s'opposer à la juridiction des prélats telle qu'elle était déterminée par le droit et la coutume, qu'il voulait, au contraire, la protéger à l'exemple de ses prédécesseurs, et que si les églises avaient à se plaindre de quelques abus de la part de ses officiers, il s'empresserait d'y remédier. Quant à la bulle brûlée, elle concernait, disait-il, des contestations entre l'évêque de Laon et la commune, et l'affaire ayant été portée devant le parlement, comme l'évêque déclara ne vouloir pas se servir de cette bulle, elle fut brûlée à la requête des échevins, de peur qu'on ne voulût plus tard s'en prévaloir ; mais en cela on ne prétendit rien faire au mépris du pape ou de l'église. Enfin, après avoir allégué son droit et la nécessité des circonstances pour se disculper au sujet de l'altération de la monnaie, et des dommages causés à l'église de Lyon, il suppliait le pape de ne point le troubler dans l'exercice des prérogatives et des droits de sa couronne, ni dans l'usage de ses privilèges ; et ajoutait que s'il restait encore quelques difficultés, il était prêt à s'en rapporter au jugement des ducs de Bourgogne et de Bretagne, que le pape avait lui-même proposés pour arbitres.

Boniface VIII ne fut pas satisfait de ces réponses. Il le

fit savoir au cardinal Lemoine, et écrivit, le 24 février 1303, une lettre à Charles de Valois, frère du roi, où il déclarait qu'il ne les trouvait conformes ni à la vérité, ni à la raison, ni à l'équité. Ensuite, par une lettre du 13 avril, adressée au légat, il signifia qu'il exigeait l'exécution rigoureuse de ses ordres au sujet de la satisfaction due à l'église de Lyon; il ajoutait qu'il conférerait volontiers avec les ducs de Bourgogne et de Bretagne sur ces contestations, s'ils voulaient se rendre à Rome, et qu'il suivrait leurs conseils, autant qu'il lui serait possible sans blesser sa dignité et l'honneur du saint-siège. Par une autre lettre du même jour, il ordonna au légat de signifier au roi qu'il avait encouru l'excommunication prononcée contre ceux qui mettent obstacle au voyage de Rome, et en conséquence de le dénoncer nommément excommunié, avec défense, sous la même peine, à tout ecclésiastique de lui administrer les sacremens ou de célébrer la messe en sa présence. Il enjoignit en outre aux prélats qui ne s'étaient pas rendus à Rome, d'avoir à comparaître en personne ou par procureur devant le saint-siège, dans un délai de trois mois, sous peine de déposition. Mais ces lettres furent saisies entre les mains de l'archidiacre de Coutances qui en était porteur, et qui fut mis en prison par ordre du roi.

Le pape Boniface, pour se fortifier contre Philippe le Bel, ou prévenir du moins tout autre embarras, crut devoir se réconcilier avec Albert d'Autriche, roi des Romains. Ce prince lui envoya des ambassadeurs chargés de lettres patentes où il reconnaissait que l'empire avait été transféré des Grecs aux Allemands par le saint-siège, en la personne de Charlemagne; que le droit d'élire le roi des Romains, destiné à devenir empereur, avait été de même accordé par le saint-siège à certains princes ecclésiastiques et séculiers, et que les rois et les empereurs recevaient des papes la puissance du glaive matériel. Ces lettres contenaient ensuite le serment or-

dinaire de fidélité au saint-siège, la confirmation des traités conclus par Rodolphe avec les papes et de toutes les donations faites à l'Église romaine par les empereurs précédens, enfin la promesse de défendre les droits du saint-siège contre tous ses ennemis, de ne faire aucune alliance avec eux, et, au contraire, de leur faire la guerre si le pape l'ordonnait. Boniface ayant reçu ces lettres, fit expédier une bulle, en date du 30 avril 1303, par laquelle il reconnaissait Albert pour roi des Romains, ordonnait à tous les sujets de l'empire de lui obéir, et déclarait suppléer par la plénitude de sa puissance tout ce qu'il pourrait y avoir de défectueux dans l'élection de ce prince (1).

Le pape se réconcilia aussi vers le même temps avec Frédéric d'Aragon, roi de Sicile. Dès l'année précédente, Charles de Valois, obligé de revenir en France, avait négocié avec ce prince un traité qui lui abandonnait la Sicile, à condition qu'il épouserait Éléonore, fille de Charles, roi de Naples. Boniface, avant de ratifier ce traité, demanda qu'on y mît une clause expresse pour reconnaître que la Sicile relevait de l'Église romaine; mais en attendant, pour gagner Frédéric, il le fit absoudre de l'excommunication, et lever l'interdit sur la Sicile. Alors Frédéric consentit à tenir son royaume comme vassal du saint-siège, à payer une redevance annuelle, et promit en outre de se déclarer contre les ennemis de l'Église et de les combattre quand il en recevrait l'ordre. En conséquence, le pape confirma le traité par une bulle du 21 mai 1303. Quelques jours après, il déclara roi de Hongrie Charobert, petit-fils de Charles, roi de Naples. La plupart des seigneurs de Hongrie avaient offert la couronne à Venceslas, roi de Bohême, de peur, disaient-ils, de perdre leur liberté en recevant un roi de la main du pape, et sur le refus de ce prince, ils avaient

(1) Albert. Argent. *Chron.* — S. Anton. *Chron.* — *Annal. Colmar.*

élu son fils, qui fut couronné en 1301 sous le nom de Ladislas, par l'archevêque de Colocza, assisté de plusieurs autres évêques. Dès que le pape l'eut appris, il écrivit à l'évêque d'Ostie, qu'il venait d'envoyer en qualité de légat dans ce royaume, une lettre où il s'élevait avec force contre ce couronnement, et le représentait comme un attentat contre les droits du saint-siège. Abusant de l'Écriture pour trouver un fondement à ses prétentions sur le temporel des rois, il s'exprimait en ces termes : « Le pontife romain, établi de Dieu sur les rois et les royaumes, souverain chef de la hiérarchie dans l'Église militante, et tenant le premier rang sur tous les mortels, juge tranquillement de dessus son trône et dissipe tous les maux par son regard. » C'est ainsi qu'il s'appliquait les paroles de Jérémie concernant le ministère prophétique, et un passage des Proverbes relatif à l'autorité royale. « Vous devez savoir, ajoutait-il, que saint Étienne, premier roi chrétien de Hongrie, offrit et donna ce royaume à l'Église romaine, et ne voulut pas en prendre la couronne de sa propre autorité, mais la recevoir du vicaire de Jésus-Christ, sachant que personne ne doit s'attribuer l'honneur s'il n'est appelé de Dieu. » Ici encore Boniface détourne l'Écriture de son sens propre, et applique aux rois ce que saint Paul dit de la vocation au sacerdoce. Du reste, la donation de saint Étienne pouvait être invoquée, en effet, par le saint-siège comme un titre à la suzeraineté sur la Hongrie. Le légat convoqua une assemblée des évêques du royaume, et après avoir fait de vains efforts pour y rétablir la paix, il cita Venceslas, roi de Bohême, et son fils, à comparaître devant le pape pour soumettre au jugement du saint-siège leurs prétentions sur la Hongrie. Mais ils se contentèrent d'envoyer des ambassadeurs pour signifier de leur part qu'ils ne prétendaient point plaider à ce sujet. En conséquence, le pape les déclara contumaces, et par une sentence du 30 mai, il décida que le royaume

de Hongrie n'était pas électif, mais héréditaire, et l'ad-jugea à la reine de Naples et à son petit-fils Charobert. Toutefois cette sentence ne mit pas fin aux divisions, et la guerre civile continua en Hongrie comme auparavant.

Philippe le Bel cherchait de son côté à se précautionner contre les menaces de Boniface. Dès le mois de mars de cette année 1303, il avait tenu à ce sujet, dans son palais du Louvre, une assemblée composée de quelques prélats et des principaux seigneurs du royaume. Un magistrat, nommé Guillaume de Nogaret, d'un caractère audacieux et turbulent, présenta une requête contenant une accusation en forme contre Boniface, à qui il imputait une infinité de crimes énormes, et en particulier l'usurpation du saint-siège, la simonie et l'hérésie : après quoi il concluait à la déposition de Boniface, et suppliait le roi de procurer à cet effet la convocation d'un concile général, où il offrait de poursuivre son accusation. « Cependant, ajoutait-il, comme cet homme n'a point de supérieur pour le déclarer suspens, je demande qu'il soit mis en prison, et que, de concert avec les cardinaux, vous établissiez un vicaire de l'Église romaine, jusqu'à ce qu'il y ait un pape. » Trois mois après, c'est-à-dire le 13 juin, il y eut au Louvre une nouvelle assemblée des états du royaume, dans laquelle le comte d'Évreux, frère du roi, les comtes de Saint-Paul et de Dreux, et Guillaume du Plessis, chevalier, se portèrent accusateurs contre Boniface, comme coupable d'hérésie et de plusieurs autres crimes détestables, et après avoir confirmé ces imputations par serment, ils demandèrent, au nom de la noblesse, la convocation d'un concile général ; puis, le lendemain, Guillaume du Plessis fit lecture d'un mémoire contenant le détail de ces prétendus crimes. Ainsi il accusait Boniface de ne pas croire l'immortalité de l'âme ni la présence réelle dans l'Eucharistie ; d'avoir prêché publiquement que le pape ne



peut commettre de simonie, et de s'en rendre coupable habituellement pour enrichir ses parens et leur procurer des seigneuries ; d'avoir fait frapper en sa présence plusieurs clercs avec tant de violence qu'ils en étaient morts ; de se livrer à la magie , de mépriser les ordres religieux, les cérémonies de l'Église, les lois touchant l'abstinence, et surtout d'avoir montré contre la France une haine impiacable , jusqu'au point de dire que pour abaisser le roi et les Français il se précipiterait lui et toute l'Église. Ce mémoire renfermait jusqu'à vingt-neuf chefs d'accusation ; ce qui suffit pour en apprécier la valeur et juger de la haine qui avait inspiré ou accueilli tant de calomnies. Duplessis déclarait enfin appeler au futur concile général et au saint-siège, et adhérer aux procédures déjà faites à ce sujet par Nogaret. Le roi fit lire ensuite un acte d'appel portant qu'après avoir entendu les propositions de Du Plessis, il est d'avis de convoquer un concile où il prétend assister en personne, qu'il travaillera de tout son pouvoir, et prie aussi les prélats de travailler de leur côté à procurer cette convocation ; et que, pour mettre sa personne, son royaume et tous ses sujets à couvert des procédures de Boniface, il appelle à ce concile et au futur pape légitime. Les prélats qui assistaient à cette assemblée, savoir, cinq archevêques, vingt et un évêques et onze abbés, parmi lesquels on remarque ceux de Cluni, de Prémontré et de Cîteaux, déclarèrent par écrit que dans l'état des choses, jugeant un concile nécessaire pour le bien de l'Église, ils adhéraient à la demande du roi et des seigneurs, sauf en tout le respect dû à l'Église romaine ; qu'ils s'emploieraient efficacement à le faire convoquer, sans prétendre toutefois se porter partie dans cette affaire ni adhérer à ceux qui se déclaraient accusateurs ; et enfin pour se garantir eux-mêmes et leurs diocèses contre les procédures de Boniface, ils appelaient au concile et au futur pape légitime, et en général à celui ou ceux devant qui ils auraient le droit

de porter leur appel. Ils promirent ensuite, par un autre acte séparé, de n'avoir aucun égard aux sentences que Boniface pourrait prononcer à l'occasion de cet appel, pour excommunier le roi et ses adhérens, ou pour le déposer et absoudre ses sujets du serment de fidélité. L'université et le clergé de Paris, et les frères prêcheurs de cette ville, au nombre de cent trente-deux, donnèrent quelques jours après leur adhésion à l'appel du roi et des prélats, et le provincial exhorta tous les frères prêcheurs du royaume à suivre cet exemple. Enfin, dans les mois d'août et de septembre, le roi obtint plus de sept cents actes d'adhésion de la part des évêques, des chapitres, des couvens, des universités, des seigneurs et des communes (1).

Le cardinal Lemoine, voyant la tournure que prenaient les affaires, parvint à se dérober aux gardes qu'on lui avait donnés pour surveiller ses démarches, et retourna auprès du pape. Mais pendant son séjour à Paris, il y fonda, pour des étudiants en théologie, un collège qui porta son nom. Le roi travailla aussitôt à procurer la convocation d'un concile, qu'on avait résolu de tenir à Lyon; il envoya deux ambassadeurs en Italie pour s'efforcer d'obtenir le concours des principales villes et des cardinaux, et écrivit dans le même but en Espagne et en Portugal. Nogaret se chargea d'aller signifier au pape ces résolutions. Pendant ces démêlés, Jean de Paris, célèbre dominicain, et Gilles de Rome, ancien augustin et alors archevêque de Bourges, publièrent des traités sur les deux puissances, où ils prouvaient l'indépendance du pouvoir temporel, et faisaient voir la frivolité des raisonnemens employés par Boniface à l'appui de ses prétentions. Ainsi, discutant les raisonnemens de la bulle *Unam sanctam*, ils soutenaient qu'on ne pouvait donner comme preuve une allégorie aussi arbitraire que celle

(1) Contin. G. Nang. — Rainald. — *Hist. des différends de Philippe le Bel*, etc.

des deux glaives; qu'on ne prouvait pas davantage la subordination du pouvoir temporel par les paroles de saint Paul, où il ne s'agit pas du rapport des puissances entre elles, mais de leur rapport avec Dieu, dont les souverains sont les ministres, comme l'ajoute saint Paul; et qu'enfin le passage où cet apôtre dit que l'homme spirituel juge toutes choses, doit s'entendre évidemment selon l'interprétation des Pères, du discernement intérieur, et non du pouvoir de juridiction.

Cependant Boniface ayant appris ce qui s'était fait en France, publia, le 15 août, une bulle où il repoussait les calomnies inventées contre lui, et ajoutant que si l'on tolérât de semblables entreprises, ce serait encourager les excès des princes et leur donner lieu, dès qu'un pape voudrait les reprendre, de le traiter d'hérétique et de pécheur scandaleux; il déclarait que pour couper le mal dans sa racine, il était résolu à procéder contre le roi et ses adhérens. Mais comme des mesures étaient prises pour empêcher les nonces et les lettres pontificales de pénétrer en France, il publia le même jour une autre bulle portant que les citations faites par ordre du pape à toute personne, même aux rois, surtout s'ils empêchent qu'elles parviennent jusqu'à eux, seront affichées aux portes de l'église principale du lieu où réside la cour de Rome, et qu'après le terme fixé, suivant la distance des lieux, elles vaudront comme si elles avaient été signifiées à la personne. Il suspendit en même temps tous les docteurs du droit d'enseigner dans le royaume et de conférer des grades; défendit de procéder, sous peine de nullité, aux élections pour les évêchés et les abbayes, jusqu'à ce que le roi fût venu à résipiscence. Enfin il prépara une autre bulle qu'il devait publier, le 8 septembre, jour de la nativité de la Vierge, et par laquelle il confirmait l'excommunication contre le roi, déclarait tous ses sujets absous de leur serment de fidélité, avec défense, sous peine d'anathème, de lui obéir

ni de lui rendre aucun service, et annulait toutes les confédérations qu'il pourrait avoir faites avec d'autres princes.

Mais sur ces entrefaites Nogaret s'était rendu en Italie sous prétexte de signifier au pape l'appel au futur concile, et travaillait secrètement à s'emparer de sa personne pour le conduire à Lyon. Il était accompagné de plusieurs chevaliers, entre autres de Sciarra Colonne, qui s'était réfugié en France avec d'autres membres de sa famille, et qui était animé d'une haine furieuse contre le pape. Ils parcoururent les principales villes, envoyèrent des lettres et des agens de divers côtés, firent entrer dans leurs vues plusieurs seigneurs du parti gibelin, se ménagèrent des intelligences avec quelques-uns des principaux citoyens d'Anagni, où résidait le pape, et gagnèrent par argent une partie de ses domestiques ou des officiers de sa maison, et même, dit-on, quelques-uns des cardinaux. Enfin ils engagèrent au service de la France et prirent à leur solde une partie des troupes qui avaient servi dans le pays sous Charles de Valois; puis, toutes leurs mesures étant ainsi concertées, ils marchèrent vers Anagni, où ils entrèrent le 7 septembre, de grand matin, à la tête de trois cents chevaux et d'un grand nombre de gens de pied, criant : Meure Boniface ! vive le roi de France ! Le gouverneur ni les magistrats n'opposèrent aucune résistance, et une partie du peuple se joignit même aux soldats, de sorte qu'en un instant ils furent maîtres de la ville, et bientôt après du palais pontifical. La peur avait fait fuir presque tous les officiers et domestiques du pape; il ne resta auprès de lui de tous les cardinaux que les évêques d'Ostie et de Sabine. Mais le courage de Boniface ne se démentit point. Puisque je suis trahi comme Jésus-Christ, dit-il, je veux au moins mourir en pape. Il se fait aussitôt revêtir de la chape, nommée le manteau de saint Pierre; il met la tiare sur sa tête, prend dans ses mains les clefs et la

croix, et s'assied ainsi sur la chaire pontificale. Nogaret entrant quelque temps après, lui signifia, en présence d'un grand nombre de personnes, l'accusation formée contre lui et les procédures faites en France; après quoi il ajouta que son dessein était seulement de le conduire au concile général où sa cause devait être jugée; qu'il lui donnait des gardes pour empêcher qu'il n'excitât du scandale et des troubles dans l'Église, principalement contre le royaume de France; mais que, du reste, bien loin de vouloir rien entreprendre contre sa vie, il était résolu à le protéger contre la violence de ses ennemis. Sciarra Colonne ne sut pas aussi bien se contenir. Il chargea le pape d'injures, voulut le contraindre à renoncer au pontificat, et comme Boniface répondit qu'il mourrait plutôt et présenta sa tête à couper, Colonne lui donna sur la figure un coup de son gantelet, et l'aurait mis à mort si Nogaret ne l'en eût empêché. Boniface demeura ainsi deux jours entiers au pouvoir de ses ennemis, qui pillèrent ses meubles et le trésor pontifical; mais le troisième jour, les citoyens d'Anagni, honteux et repentans d'avoir abandonné le souverain pontife, qui était d'ailleurs leur compatriote, prirent les armes au nombre de dix mille, en criant Vive le pape, meurent les traîtres! et après quelque résistance, ils se rendirent maîtres du palais, chassèrent les Français de la ville, et portèrent le pape en triomphe sur la place publique, où il déclara pardonner aux habitans leur égarement passager. Boniface, ainsi délivré, partit aussitôt pour Rome avec toute sa cour, dans l'intention de tenir incessamment un concile à Saint-Pierre, pour venger d'une manière éclatante les injures faites en sa personne au chef de l'Église. Mais il tomba malade de chagrin et mourut le 11 octobre 1303. On ne peut contester à Boniface de grandes qualités. Il était docteur en droit, avait exercé longtemps les fonctions d'avocat consistorial et de notaire apostolique, et avait été chargé de plusieurs légations

importantes, de sorte qu'il avait acquis par tous ces moyens une grande habileté dans les affaires. Mais on l'accuse d'ambition et d'avarice, et on lui reproche notamment d'avoir fait jusqu'à vingt-deux évêques et deux comtes de sa famille (1).

Le saint-siège ne vaqua que dix jours, c'est-à-dire le moins qu'il était possible; car, d'après la constitution de Grégoire X, renouvelée par Célestin V, et confirmée par Boniface VIII, les cardinaux ne pouvaient entrer en conclave qu'au bout de neuf jours après la mort du pape, et dès le lendemain de leur entrée, ils élurent tout d'une voix Nicolas de Trévise, cardinal-évêque d'Ostie et ancien général des frères prêcheurs, qui prit le nom de Benoît XI. Il était recommandable par sa science et sa vertu, et d'un caractère entièrement opposé à celui de Boniface. Peu de jours après son élection, il révoqua toutes les peines prononcées contre la famille des Colonne, à l'exception toutefois des confiscations, sur lesquelles il se réservait de statuer plus tard. Il fit cardinal-évêque d'Ostie Nicolas Aubertin, de l'ordre des frères prêcheurs, né à Prato, en Toscane, et le nomma légat dans cette province et dans la Romagne, pour rétablir la paix entre les guelfes et les gibelins. Boniface avait montré une grande animosité contre ces derniers; mais le cardinal de Prato, qui était lui-même de ce parti, les favorisa, voulut rappeler les bannis, et comme il éprouva de l'opposition à Florence de la part des nobles, il mit la ville en interdit, et le pape cita les chefs du parti guelfe à comparaître devant le saint-siège.

Dès que Philippe le Bel eut appris l'élection de Benoît XI, il lui envoya des députés avec des lettres pour le féliciter et lui témoigner son obéissance, et leur donna plein pouvoir de traiter des différends qu'il avait eus

(1) Villan. lib. VIII. — Contin. G. Nang. — S. Antonin. *Chron.* — Walsingham. *Hist. angl.* — Platin. — Genebrard. *Chron.*



avec Boniface, et d'accepter en son nom l'absolution des censures qu'il pourrait avoir encourues. Le pape les reçut agréablement, s'empressa de donner l'absolution au roi, quoiqu'il ne l'eût pas demandée, et par différentes bulles des mois d'avril et de mai de l'an 1304, il révoqua les suspenses prononcées par Boniface au sujet des grades et des élections, déclara tous les prélats et les seigneurs absous de l'excommunication et des autres peines, pour ne s'être pas rendus à Rome ou pour avoir empêché d'y aller, et rétablit enfin le roi et le royaume dans l'état où ils étaient avant ces démêlés. Mais ces faveurs ne suffirent pas pour apaiser le ressentiment de Philippe le Bel, qui persistait à demander un concile et voulait absolument faire condamner Boniface. Cependant pour ne pas laisser impunies les violences commises à Anagni, le pape Benoît XI dénonça excommuniés Guillaume de Nogaret, Sciarra Colonne et onze de leurs complices. Ce pontife, aussi zélé que prudent, ne tint le saint-siège qu'environ huit mois, et mourut le 7 juillet 1304, empoisonné, dit-on, par les ordres du parti guelfe. Il y eut après sa mort une vacance de près d'un an, par la division des cardinaux, dont les uns voulaient un pape français favorable à Philippe le Bel et au parti gibelin; et les autres, un Italien dévoué aux guelfes et aux amis de Boniface (1).

L'archevêque de Reims tint, cette année 1304, un concile à Compiègne, où furent publiés quelques statuts dont le plus remarquable ordonne à tous les ecclésiastiques de la province de se contenter de deux mets dans leurs repas. Un autre article prononce l'excommunication contre les officiers des seigneurs qui imposent des tailles aux clercs de leur propre autorité, sous prétexte qu'ils exercent le commerce. On trouve dans un concile de la même province, tenu trois ans auparavant, plu-

(1) Villan. — S. Anton. *Chron.*

sieurs statuts ayant aussi pour objet de réprimer les entreprises contre les privilèges du clergé, spécialement en matière de juridiction. Des entreprises semblables de la part des laïques ou du pouvoir temporel avaient lieu également en Espagne, où l'archevêque de Tolède, dans un concile tenu à Peñafiel, en 1302, eut aussi recours aux censures et à l'interdit contre les exactions indues dont on chargeait les églises; et le concile, pour y mettre un terme, ordonna que tous les évêques de la province feraient publier dans leurs diocèses la bulle *Clericis laicos* du pape Boniface. On fit dans ce même concile plusieurs autres réglemens pour la réforme des abus, notamment contre les usures et le concubinage public des clercs. Un article ordonne la prison perpétuelle, avec le jeûne au pain et à l'eau, contre le prêtre qui aurait révélé la confession. Un autre défend de faire perdre les biens aux juifs ou aux mahométans qui reçoivent le baptême, de peur que la crainte de cette perte ne les détourne de se convertir. Enfin un autre article ordonne de payer la dîme non-seulement des fruits, mais de toutes les acquisitions, afin de reconnaître par là le souverain domaine de Dieu. On remarque dans un concile tenu à Merton, en 1300, par l'archevêque de Cantorbéry, quelques réglemens semblables concernant les dîmes, et qui font voir avec quelle rigueur on les exigeait alors en Angleterre. On faisait payer non-seulement la dîme réelle de tous les fruits et de toutes les denrées, même de la volaille, de la laine et du laitage, mais encore la dîme personnelle pour l'industrie et le négoce, et elle s'étendait à tous les marchands, les hôteliers, les artisans, les ouvriers et les mercenaires, le tout sous peine de censures réservées à l'évêque. Les curés eux-mêmes, s'ils négligeaient de demander la dîme, encouraient la suspension jusqu'à ce qu'ils eussent payé une amende à l'archidiacre.

Vers ce temps mourut saint Yves, curé dans le diocèse de

Tréguier, en Bretagne. Il était né dans cette province, d'une famille noble et riche, et après avoir étudié à Paris la théologie et le droit canonique, puis le droit civil à Orléans, il fut d'abord nommé official de Rennes, et ensuite l'évêque de Tréguier, dont il était le diocésain, le rappela auprès de lui, l'ordonna prêtre, et lui confia aussi son officialité avec le gouvernement d'une paroisse. Saint Yves réunit pendant dix-huit ans ces deux fonctions, dont il remplit les devoirs avec un zèle admirable. Il s'appliquait surtout à terminer promptement les procès; faisait tous ses efforts pour accommoder les parties, et abandonnait aux pauvres les émolumens de sa charge, le revenu de sa cure et presque tout celui de son patrimoine. Il allait aussi plaider pour eux gratuitement devant les autres juridictions. Non content d'instruire son peuple avec soin, il prêchait encore dans d'autres paroisses souvent fort éloignées, où il se rendait toujours à pied, et quelquefois il faisait deux ou trois sermons par jour. Au milieu de tant de travaux il menait la vie la plus austère. Il dormait fort peu, se couchait tout habillé sur un peu de paille, avec un livre ou une pierre pour chevet; s'abstenait depuis sa jeunesse de viande et de vin, et pendant quinze ans il jeûna au pain et à l'eau le Carême entier, l'Avent et plusieurs autres jours de l'année. Il mourut en 1303, à l'âge de cinquante ans, et fut canonisé quarante-quatre ans après le pape Clément VI.

La division continuait toujours dans l'Eglise grecque, et l'empereur Andronic, minutieusement occupé de ces querelles sans cesse renaissantes, travaillait en vain à y mettre un terme. On avait donné pour successeur au patriarche Athanase, après sa démission, un moine nommé Cosme, qui avait été mis en prison pour son attachement au schisme, et qui jouissait d'une grande réputation de vertu. Ce nouveau patriarche fut sacré en 1294 et prit le nom de Jean. Mais environ huit ans après, se voyant méprisé pour son ignorance et sa simplicité, et n'ayant

pu obtenir des évêques réunis à Constantinople la justice qu'il demandait contre l'auteur d'un bruit calomnieux répandu contre lui, il se détermina à donner sa démission. Alors l'empereur, songeant toujours à réunir les arsénites, eut d'abord une conférence avec eux pour convenir d'un patriarche de leur choix ; puis, sur une prétendue prophétie faite par Athanase, il forma le projet de le rappeler, et se rendit à cet effet, accompagné du clergé et d'une grande multitude de peuple, au monastère où cet ancien patriarche s'était retiré. Athanase s'excusa sur ses infirmités et sa vieillesse ; mais en même temps, pour gagner le peuple, il affecta de prendre fort à cœur ses intérêts, et de le plaindre comme étant livré à l'oppression des grands, faute d'avoir un protecteur. Cependant l'empereur ayant réuni les évêques pour délibérer sur ce rappel, plusieurs s'y opposèrent fortement, et d'un autre côté, Jean Cosme prétendait revenir sur sa démission, et la faire considérer comme nulle. Il en vint même jusqu'à déclarer excommunié quiconque entreprendrait de rétablir Athanase. Il consentit néanmoins à révoquer cette excommunication, et l'empereur, poursuivant son projet, rétablit Athanase en 4303 dans l'église patriarcale. Mais une grande partie des évêques, du clergé et des moines, avec le patriarche d'Alexandrie, résolurent de ne point le reconnaître comme patriarche et de se séparer de sa communion. Toutefois, deux ans plus tard, sur les instances de l'empereur, ils prirent enfin le parti de se réunir, excepté le patriarche d'Alexandrie, dont on n'osa pourtant pas effacer le nom des diptyques, et pour n'être pas obligé de le prononcer dans la liturgie, on décida que le patriarche Athanase n'officierait point, et que les prêtres célébreraient sans diacre. On ne peut lire les détails de ces contestations sans prendre en pitié les puérilités qu'elles offrent presque toujours, soit pour le fond, soit dans la forme (1).

(1) Pachym. — Niceph. Gregor.

Les cardinaux, après une longue division, élurent enfin pape, au mois de juin 1305, Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, qui prit le nom de Clément V. Il était né dans le diocèse même, d'une famille distinguée parmi la noblesse, et avait été nommé à ce siège par Boniface VIII. Il avait un frère nommé Béraud, qui avait été archevêque de Lyon, et qui depuis onze ans était cardinal évêque d'Albane. Plusieurs historiens ont écrit que l'élection de ce pape fut le résultat d'une intrigue habilement conduite par le cardinal de Prato, qui était à la tête du parti favorable à la France. Il convint, dit-on, avec les cardinaux du parti contraire, que ceux-ci pourraient choisir parmi les prélats français trois sujets à leur gré, et qu'ensuite les autres choisiraient dans quarante jours un de ces trois, et que celui-là serait unanimement reconnu pour pape. Le premier des trois qu'on proposa fut Bertrand de Goth, créature de Boniface, et fort mal disposé envers le roi de France, dont il avait eu beaucoup à souffrir pendant la guerre de ce prince avec l'Angleterre pour le duché d'Aquitaine. Mais comme le cardinal de Prato le savait ambitieux et intéressé, il jugea qu'on pourrait aisément le gagner, et écrivit en conséquence à Philippe le Bel pour lui faire connaître toutes ces circonstances et l'engager à faire sa paix avec l'archevêque de Bordeaux. Le roi eut donc une entrevue avec ce prélat, lui témoigna beaucoup d'amitié, et lui dit qu'il était en son pouvoir de le faire pape, et qu'il y était disposé, pourvu que l'archevêque promît de lui accorder six grâces, savoir : de le réconcilier entièrement avec l'Eglise, et de lui rendre la communion ainsi qu'à tous ses adhérens; de lui accorder toutes les décimes du royaume pendant cinq ans, de condamner la mémoire de Boniface, de rétablir dans le cardinalat Jacques et Pierre Colonne, et de conférer cette dignité à quelques amis du roi, et quant à la sixième grâce, il se réservait de la déclarer plus tard. L'archevêque consentit à toutes

les demandes du roi, confirma sa promesse par serment, et donna en otage, pour plus de garantie, un de ses frères et deux de ses neveux. Le cardinal de Prato ayant reçu au bout de trente-cinq jours la réponse du roi contenant ces détails, la communiqua aux cardinaux de son parti, et ils déclarèrent aux autres qu'ils étaient prêts à faire leur choix, après quoi ils élurent pour pape Bertrand de Goth. Mais cette histoire, qui n'a guère d'autre fondement que le témoignage de Villani, copié par les autres historiens, semble démentie par le décret d'élection, qui ne fait aucune mention d'un semblable compromis, et qui porte au contraire que Bertrand de Goth fut élu au scrutin par les deux tiers des cardinaux, et que les autres s'y réunirent par voie d'accession. On trouve même dans les circonstances de ce récit d'autres motifs pour le révoquer en doute, puisqu'on fait demander à Philippe le Bel d'être absous de l'excommunication avec tous ses adhérens, ce qui lui avait déjà été accordé par Benoît XI. Mais peut-être aussi cette demande avait-elle pour but d'obtenir l'absolution de Nogaret et de ses complices.

Quoi qu'il en soit, le nouveau pape ayant reçu le décret de son élection, partit bientôt après pour se rendre à Lyon, et manda aux cardinaux de s'y trouver pour la cérémonie de son couronnement; ce qui fit dire à Mathieu Rosso des Ursins, leur doyen, en s'adressant au cardinal de Prato : Vous êtes venu à bout de nous mener au delà des monts; mais l'Église ne reviendra de longtemps en Italie; je connais les Gascons. L'événement fit voir qu'il ne se trompait pas. Le pape Clément V avait aussi invité les rois de France et d'Angleterre à son couronnement, qui eut lieu le dimanche 44 novembre 1305. La tiare pontificale avait été apportée exprès à Lyon par un camérier du pape. Après la cérémonie, comme le pape était reconduit solennellement à son logis sur un cheval dont la bride fut tenue successivement par



Philippe le Bel et par les deux frères du roi, il fut renversé par la chute d'une vieille muraille surchargée de spectateurs, et la couronne étant tombée de sa tête, on ne manqua pas d'en tirer des présages sinistres. Plusieurs des personnes qui l'entouraient furent tellement blessées, qu'il y en eut jusqu'à douze qui en moururent, entre autres le duc de Bretagne (1).

Le pape Clément passa l'hiver à Lyon, et prit plusieurs mesures qui semblaient justifier ce que l'on rapporte de ses promesses envers Philippe le Bel. Un de ses premiers soins fut d'affranchir son ancienne église de Bordeaux de la primatie attribuée aux archevêques de Bourgesur l'Aquitaine (2). Il fit ensuite au mois de décembre une promotion de dix cardinaux, tous Français, à l'exception de Thomas de Jors, dominicain anglais, confesseur du roi Édouard. On remarque dans cette promotion trois parens du pape, savoir : Raymond de Goth, son neveu, Arnaud de Chanteloup, élu à sa place archevêque de Bordeaux, et Arnaud de Pélegrue, archidiacre de Chartres. On distingue parmi les autres le confesseur de Philippe le Bel, Nicolas de Fréauville, que Boniface VIII avait fait citer à comparaître devant lui, et Etienne de Suisi, qui avait été chancelier du roi. On remarque aussi

(1) Villan. — Matth. Westm. — Contin. Guill. Nang.

(2) Les archevêques de Narbonne, qui avaient eux-mêmes le titre de primats de la Gaule Narbonnaise, s'étaient depuis longtems affranchis de la primatie de Bourges; mais les archevêques de Bordeaux avaient tenté vainement de s'y soustraire. Ce droit de primatie avait été confirmé dans le siècle précédent par les papes Innocent III et Alexandre IV, et vers la fin du même siècle Simon de Beaulieu, archevêque de Bourges, avait encore visité en sa qualité de primate la province de Bordeaux. Bertrand de Goth étant archevêque de cette dernière ville avait voulu s'arroger lui-même le titre de primate d'Aquitaine; mais Gilles de Rome, archevêque de Bourges, lui en fit signifier la défense sous peine d'excommunication par l'évêque de Poitiers, qui, bien que suffragant de Bordeaux, crut devoir obéir. Bertrand devenu pape déposa cet évêque.

dans le cours de l'année suivante la collation de plusieurs évêchés faite par le pape en faveur de ses parens, et d'autres accordés à la recommandation de Philippe le Bel. Enfin, pour répondre aux vœux de ce prince, le pape publia, en date du 1<sup>er</sup> février 1306, deux bulles, dont l'une révoquait la bulle *Clericis laicos* et les déclarations faites en conséquence, comme ayant été et pouvant être encore une source de dissensions et de scandales, ajoutant toutefois qu'il maintenait dans toute leur force les décrets du concile de Latran et des autres conciles généraux contre ceux qui font des exactions sur les églises et sur le clergé. Par l'autre, il déclarait que la bulle *Unam sanctam* ne pourrait jamais porter préjudice au royaume de France, ni le rendre plus dépendant qu'au paravant de l'Église romaine; mais que toutes choses devaient être censées dans le même état qu'avant cette constitution, tant à l'égard de l'Eglise que du roi et de son royaume. Ces deux bulles de Clément V ont été insérées dans le Corps du droit canonique (1).

Cependant, au lieu de se rendre à Rome, le pape Clément se mit en route au mois de février pour retourner à Bordeaux, où il passa le reste de l'année. Ce voyage devint extrêmement onéreux à l'Église de France, soit par les dépenses excessives de la cour pontificale, composée de neuf cardinaux et d'une multitude d'officiers, soit par les sommes considérables que le pape et les gens de sa cour levèrent sur les églises et les monastères. Les exactions de quelques légats devinrent telles, que le roi, sur les plaintes des prélats, envoya pour ce sujet des ambassadeurs au pape, qui répondit que pour lui personnellement sa conscience ne lui reprochait rien, mais qu'il ne voulait pas excuser ses envoyés jusqu'à plus ample information, et que s'il apprenait quelques abus

(1) Clement, lib. III, *De immun. eccles.* — Extrav. comm. lib. V, *De privil.*

de leur part, il ne manquerait pas d'y remédier. Le pape durant son voyage séjourna plusieurs jours à Cluni, et passa par Nevers, Bourges, Limoges et Périgueux. Étant à Bourges, il fit payer à l'archevêque une amende considérable pour avoir manqué deux fois à l'obligation de visiter le saint-siège tous les deux ans ; et ce prélat fut réduit à une telle pauvreté qu'il était contraint d'assister à l'office comme un simple chanoine, afin de subsister des distributions quotidiennes. L'archevêque de Cantorbéry fut cité vers le même temps devant le saint-siège sur les plaintes du roi d'Angleterre, comme fauteur des troubles qui avaient agité le royaume. Il comparut à Bordeaux, où le pape le suspendit de ses fonctions. Le roi Edouard obtint en outre une bulle qui le déclarait absous du serment qu'il avait fait à ses sujets pour la confirmation de leurs libertés, avec excommunication contre quiconque prétendrait faire valoir ce serment. Le pape accorda aussi à ce prince pendant deux ans, sous prétexte du service de la Terre sainte, les décimes de son royaume, qui furent employées à tout autre usage. D'un autre côté, plusieurs évêques d'Angleterre ayant demandé pour un an la jouissance des premières églises qui viendraient à vaquer dans leurs diocèses, le pape profita de cette ouverture pour lui-même, et se réserva les revenus de la première année des évêchés, prébendes, abbayes, prieurés, cures et autres bénéfices qui avant deux ans vauqueraient en Angleterre. Tel fut le commencement des annates (1).

Cette même année 1306, un nouvel édit du roi Philippe le Bel pour l'altération de la monnaie causa dans Paris une sédition violente que ce prince apaisa par de fausses promesses, et dont il se vengea ensuite en faisant pendre vingt-huit de ceux qui l'avaient excitée. Mais comme les ressources obtenues par ces moyens odieux ne suffisaient pas encore à son avidité, il imagina une autre mesure

(1) Matth. Westm. — Trivet. *Chron.* — Contin. Nang.

non moins injuste mais moins révoltante, pour se procurer de l'argent, et prit le parti de chasser tous les juifs de son royaume et de s'emparer des richesses qu'ils avaient acquises par leurs criantes usures. L'ordre en fut donné si secrètement, qu'ils ne le connurent pour ainsi dire que par l'exécution. Ils furent tous arrêtés en un même jour, le 22 juillet, leurs biens confisqués, et on laissa seulement à chacun l'argent nécessaire pour arriver hors du royaume, où il leur fut défendu de rentrer sous peine de la vie. Quelques-uns se firent baptiser, et obtinrent par ce moyen de rester en France. Un grand nombre d'entre les autres moururent en route de fatigue, de misère et surtout de chagrin.

Le pape Clément fut atteint vers le même temps d'une maladie grave qui le réduisit en quelque sorte à l'extrémité et qui lui fit faire de sérieuses réflexions. En conséquence, il entreprit de réformer l'abus des commendes, et publia, au mois de février de l'année suivante, une bulle, portant que les sollicitations importunes des princes et de quelques autres personnes distinguées l'avaient engagé à conférer des évêchés ou des abbayes vacantes à des ecclésiastiques et même à des religieux, à titre de commende, de garde ou d'administration, soit pour leur vie, soit pour un temps déterminé; mais qu'après un examen plus attentif, il s'était convaincu que les églises ainsi données en commende étaient négligées, leurs biens et leurs droits dissipés ou compromis, et que les peuples qui en dépendaient souffraient un grand préjudice tant pour le spirituel que pour le temporel, en sorte qu'il était à craindre que ces abus ne devinssent funestes à l'Église romaine. « C'est pourquoi, ajoutait-il, nous révoquons et annulons absolument toutes ces sortes de commissions, à qui que ce soit qu'elles aient été données, sans en excepter les cardinaux. » Mais ce fut néanmoins depuis cette époque qu'on vit les commendes devenir plus fréquentes et plus multipliées. La maladie du pape

eut des suites qui durèrent plus d'un an, et dans cet intervalle, Henri, comte de Luxembourg, voulant obtenir le siège de Mayence pour son frère Baudouin, qui étudiait à Paris, envoya Pierre d'Achspalt, son médecin, solliciter cette affaire auprès du saint-siège. Pierre ne réussit point dans sa négociation, mais il parvint à guérir le pape, qui lui conféra, du consentement des cardinaux, l'archevêché de Mayence, et le renvoya avec les provisions et le pallium. Pierre était un pieux et savant ecclésiastique, car il n'y avait guère alors d'autres médecins que des clercs, et il joignait à la science de son art, une profonde connaissance de la théologie et des saintes Ecritures. Baudouin, âgé seulement de vingt-deux ans, fut nommé l'année suivante, par dispense du pape et sur la demande du chapitre, à l'archevêché de Trèves (1).

Quelque temps auparavant, Jean de Montcorvin, occupé depuis plus de quinze ans aux missions de la Tartarie, avait adressé aux religieux de son ordre, c'est-à-dire aux frères mineurs, une lettre contenant la relation de ses travaux, avec prière de lui envoyer des coopérateurs, et de communiquer ces détails au pape et aux cardinaux. Selon cette lettre, il était d'abord entré dans la Perse, puis dans l'Inde, et avait passé plus d'un an près de l'église Saint-Thomas, c'est-à-dire à Méliapour, sur la côte de Coromandel, où il baptisa une centaine de personnes. Son compagnon, Nicolas de Pistoie, mourut alors et fut enterré dans cette église. Ensuite Jean de Montcorvin s'avança dans les provinces septentrionales de la Chine, connue alors sous le nom de Cathay, où il convertit d'abord un roi nestorien, nommé Georges, de la race du prêtre Jean; ce prince abjura publiquement ses erreurs pour embrasser la foi catholique, reçut les ordres mineurs, et se fit gloire de servir la messe, revêtu des ornemens royaux. Les sectaires ne manquèrent pas

(1) Trithem. *Chron.* — Extrav. comm. *De præb.*

de l'accuser d'apostasie, mais il méprisa leurs clameurs ; convertit lui-même une grande partie de ses sujets, et fit bâtir en l'honneur de la sainte Trinité une grande église sous le nom d'Église romaine. Bientôt après Jean de Montcorvin pénétra jusqu'à la ville de Cambalu, aujourd'hui Pékin, où résidait le khan des Tartares, et remit à ce prince les lettres du pape, qui l'exhortait à embrasser le christianisme. Il le trouva fort attaché à l'idolâtrie ; mais, du reste, très-favorable aux chrétiens. Cependant les nestoriens, qui étaient nombreux et fort puissans dans le pays, ne permettaient à aucun chrétien d'un autre rit d'y avoir une église ou un oratoire, ni de prêcher une autre doctrine que la leur. Ils suscitèrent de rudes persécutions au missionnaire catholique, le représentèrent comme un aventurier qui se disait fausement envoyé par le pape, l'accusèrent d'avoir tué dans l'Inde un ambassadeur chargé de riches présens pour l'empereur, et produisirent de faux témoins qui affirmèrent cette imposture. Jean de Montcorvin fut pendant cinq ans sous le poids de ces calomnies, et plusieurs fois mis en jugement avec péril de mort. Enfin son innocence fut reconnue par l'aveu d'un de ces faussaires, et l'empereur bannit les calomniateurs avec leurs femmes et leurs enfans. Alors Montcorvin eut une entière liberté de prêcher la foi ; il bâtit une église dans Cambalu même avec un clocher où l'on sonnait sans gêne toutes les heures de l'office. Il baptisa environ six mille personnes, entre autres cent cinquante enfans, à qui il apprit les lettres grecques et latines, en sorte que plusieurs d'entre eux furent bientôt en état de transcrire des Psautiers et des Bréviaires, et de chanter l'office même en son absence, ce qui le détermina à commencer la construction d'une autre église, pour les diviser en plusieurs lieux. Mais comme il n'avait point de livres notés, mais seulement un petit Missel et un Bréviaire portatif avec de courtes leçons, il pria par sa lettre le ministre général



de lui envoyer une légende des saints, un Antiphonier, un Graduel et un Psautier avec la note. Il ajoutait qu'il avait appris assez bien la langue et l'écriture des Tartares, et déjà traduit en cette langue tout le Nouveau Testament. Le prince nestorien qu'il avait converti lors de son entrée dans le Cathay était mort depuis six ans, ne laissant qu'un fils encore enfant, et les nestoriens avaient bientôt ramené à leurs erreurs tous ceux qu'il en avait retirés. Jean de Montcorvin n'avait pu aller au secours de cette église, qui était à vingt journées de distance ; car pendant onze ans il avait été sans compagnon, et il n'en avait actuellement qu'un seul ; mais il fondait de grandes espérances pour l'avenir de cette mission sur le fils du roi Georges et sur les dispositions du khan de Tartarie, si on lui envoyait quelques coopérateurs pleins de zèle et d'abnégation. Cette lettre était datée de Cambalu et du 8 janvier 1305. L'année suivante, au mois de février, Jean de Montcorvin expédia en Europe une seconde lettre où il disait que depuis la Toussaint il avait baptisé quatre cents personnes, et qu'il avait reçu d'Éthiopie, c'est-à-dire apparemment de quelque partie des Indes, des députés qui le priaient d'aller chez eux ou d'y envoyer de bons missionnaires ; parce que depuis le temps de l'apôtre saint Matthieu et de ses disciples, les peuples de ce pays n'avaient eu personne pour les instruire, en sorte que la plupart n'étaient chrétiens que de nom et croyaient en Jésus-Christ sans connaître sa doctrine. Ces détails ayant été communiqués au pape Clément V, il chargea, en 1307, le général des frères mineurs de choisir sept religieux distingués par leur science et leur vertu pour les envoyer en Tartarie. On les ordonna évêques avant leur départ, et ils devaient eux-mêmes sacrer Jean de Montcorvin, qui fut fait archevêque de Cambalu, avec juridiction sur tous les pays soumis à l'empire des Tartares.

Le pape était convenu avec Philippe le Bel d'une

entrevue qui aurait lieu à Poitiers pour traiter ensemble plusieurs affaires délicates et importantes. Cette conférence se tint en effet dans cette ville vers la fin de mai 1307, et le pape y confirma les traités de paix conclus par Philippe le Bel avec le comte de Flandre et avec Édouard, roi d'Angleterre. Ce dernier mourut au mois de juillet de la même année; mais la paix fut maintenue par Édouard II, son fils et son successeur, qui avait épousé une princesse fille du roi de France. On s'occupa aussi, dans cette entrevue, de la croisade pour la Terre sainte, que le pape avait fort à cœur. Il en avait déjà délibéré à Lyon avec le roi et les cardinaux, et par leurs conseils il avait appelé en France, pour traiter de cette affaire, le grand-maître du Temple et celui de l'Hôpital. Le premier se rendit aux ordres du pape; mais le grand-maître de l'Hôpital fut retenu par la guerre contre l'île de Rhodes, occupée alors par les Turcs, et qui fut conquise peu d'années après par les hospitaliers. Un prince arménien, nommé Haiton, qui deux ans auparavant s'était fait religieux dans l'ordre de Prémontré, était venu en France auprès du pape pour solliciter des secours au nom des rois de Chypre et d'Arménie. Il se trouva à la conférence de Poitiers, où il donna des instructions pour cette entreprise, c'est-à-dire une Histoire orientale qui exposait l'état des différens royaumes de l'Asie, et montrait les avantages qu'on pouvait tirer des guerres continuelles entre les Tartares et les Sarrasins. Car ces derniers avaient essuyé plusieurs échecs, et les Tartares continuaient d'offrir leur secours aux princes chrétiens contre le sultan d'Égypte, maître de la Palestine. Vers le même temps, le patriarche des Arméniens et vingt-six évêques tinrent un concile où furent publiés plusieurs réglemens pour cimenter l'union avec l'Église romaine.

Entre les moyens de favoriser le recouvrement de la Terre sainte, le pape Clément comptait l'entreprise que

Charles de Valois, frère du roi, méditait sur l'empire de Constantinople, comme appartenant à Catherine de Courtenai, son épouse. En conséquence, il écrivit aux prélats pour faire prêcher la croisade en faveur de cette entreprise, et par une bulle du 3 juin, il dénonça excommunié l'empereur Andronic, comme fauteur du schisme des Grecs, avec défense sous la même peine de contracter avec lui aucune alliance, ou de lui donner aide ou conseil. Ce prince avait abandonné le soin des affaires au patriarche Athanase, qui faisait tous les jours des prières et des processions pour détourner les calamités publiques. Car tandis que les Grecs s'occupaient de leurs misérables disputes, l'empire restait exposé aux ravages des Turcs. Le patriarche, dans son zèle fanatique, enleva aux frères mendiants un couvent qu'ils possédaient à Constantinople, et les força de se retirer au faubourg de Péra, où résidaient les consuls des villes maritimes d'Italie. Il fit aussi renvoyer de Constantinople le patriarche d'Alexandrie, qui refusait de le reconnaître. Celui-ci se rendant en Crète, aborda à Négrepont, où des frères mendiants vinrent l'interroger sur la foi, principalement en ce qui regardait les différends des Grecs avec l'Eglise latine ; et comme il refusa de s'expliquer, ils menacèrent de le faire brûler, et prirent jour pour l'exécution. Mais craignant des représailles contre les Latins qui voyageaient en Orient, ils se contentèrent de le faire chasser du pays. Les Latins, depuis la fin de leur empire à Constantinople, étaient cependant restés maîtres de plusieurs provinces dans la Grèce, notamment de l'Achaïe et de la Morée. C'est pourquoi on continuait de nommer des patriarches latins de Constantinople, et le pape Clément leur assigna, pour soutenir leur dignité, l'évêché de Négrepont, qu'il unit au patriarcat (1).

Les deux principaux objets de la conférence de Poitiers

(1) Cont. Nang. — Villan. — Pachym.

furent l'affaire des templiers, dont nous parlerons bientôt, et les poursuites du roi contre la mémoire de Boniface. Car Philippe le Bel voulait à toute force continuer les procédures commencées contre ce pape, et fournir les preuves des crimes qu'on lui avait imputés. Le pape Clément, pressé d'y consentir, chercha tous les moyens d'échapper ces instances, qui lui avaient déjà été faites à Lyon, et dont il ne pouvait approuver ni l'objet ni les motifs; il représenta au roi que ces poursuites révoltaient une partie des cardinaux, qu'elles pourraient avoir pour résultat de troubler la paix entre le royaume et l'Église romaine, qu'elles seraient d'ailleurs un obstacle au secours de la Terre sainte, et qu'enfin une affaire aussi grave ne pouvait être traitée que dans un concile général. Il offrit de convoquer ce concile à Vienne en Dauphiné, comme dans une ville également convenable, au roi par sa proximité, et aux autres nations, parce qu'elle n'était point dans ses États. En même temps il le pressa de se désister de la rigueur des accusations en forme, et de laisser entièrement au concile et au pape l'examen et la décision de cette affaire. Cependant, comme le roi persistait dans sa résolution, le pape ajourna, l'année suivante, les accusateurs de Boniface à comparaître au printemps de l'an 1309 à Avignon, où il se proposait d'aller bientôt, et n'ayant pu s'y trouver lui-même pour le temps marqué, il prorogea d'un an cet ajournement. Guillaume de Nogaret et Guillaume du Plessis se présentèrent alors au nom du roi avec un clerc et deux autres chevaliers. Les procédures commencèrent au mois de mars 1310, et se prolongèrent près d'un an. Mais elles se passèrent pour ainsi dire en protestations, délais, fins de non-recevoir, demandes ou jugemens interlocutoires, et autres formalités préliminaires. On produisit néanmoins à l'appui des imputations dirigées contre Boniface, plusieurs témoins dont les dépositions présentent en général des circonstances tellement invraisemblables,

qu'il est impossible d'y avoir aucune confiance. Enfin, le roi consentit à se désister de cette accusation, et remit entièrement l'affaire entre les mains du pape, pour la décider au futur concile, ou autrement; après quoi le pape révoqua et annula, par une bulle, toutes les sentences d'excommunication, d'interdit ou autres peines quelconques prononcées de quelque manière que ce soit, contre le roi et son royaume, contre ses confédérés, ses fauteurs ou adhérens, contre les dénonciateurs et accusateurs de Boniface, contre les prélats, barons et autres habitans du royaume, à l'occasion et depuis le commencement de ces démêlés, et en général toutes les constitutions et déclarations non insérées dans le Sexte des Décrétales, et préjudiciables à l'honneur, aux droits et libertés du royaume, à l'exception de la bulle *Unam sanctam*, et de la bulle *Rem novam* concernant les citations affichées à Rome, lesquelles bulles devaient subsister dans toute leur force, mais avec les explications qu'il en avait données, et non autrement. Il ordonna en outre que tous les actes, sentences et constitutions relatives à ces différends seraient ôtées des registres de l'Église romaine, et pour mettre le roi à couvert, pour l'avenir, de toute procédure au sujet des accusations, injures ou autres excès commis contre Boniface, ou même de sa capture et du pillage du trésor de l'Église, il le déclara innocent de ce dernier fait, comme n'y ayant pris part d'aucune manière, et de plus, exempt, ou du moins déchargé de tout reproche, dans la poursuite de cette affaire contre Boniface, comme l'ayant entreprise à bonne intention, et par zèle pour la foi catholique. Nogaret reçut aussi l'absolution de l'excommunication, moyennant la promesse d'accomplir les pénitences qui lui furent imposées.

Le pape Clément, pendant son séjour à Poitiers, où il resta plus d'un an, confirma la décision portée par Boniface VIII en faveur de Charles ou Charobert, au sujet du royaume de Hongrie, ordonna aux Hongrois de re-

connaître ce jeune prince, sous peine des censures les plus rigoureuses, et envoya dans ce royaume un légat pour y rétablir la paix et faire exécuter cette ordonnance. Le légat convoqua, au mois de novembre 1308, une assemblée générale des évêques et des seigneurs, où Charobert fut proclamé roi d'un consentement unanime; toutefois, comme le légat dans son discours avait rappelé que le roi saint Étienne avait reçu sa couronne du pape, les seigneurs protestèrent qu'ils n'entendaient point reconnaître à l'Église romaine, ni au légat en son nom, le droit de leur donner un roi, mais seulement de confirmer et de couronner celui qui serait appelé et choisi par eux, comme issu de la famille royale, suivant l'ancienne coutume du royaume. La même année 1308, Albert d'Autriche, roi des Romains, fut assassiné au mois de mai, par le duc de Souabe, son neveu, dont il retenait les domaines. Il était alors en route pour une expédition contre les Suisses, ou plutôt contre les trois cantons de Schwitz, d'Uri et d'Unterwald, qui s'étaient ligués pour la défense de leur liberté contre la tyrannie de ce prince. Quelques années plus tard, cette ligue, conclue d'abord pour dix ans, fut convertie en confédération perpétuelle, et se fortifia ensuite par l'adjonction successive des autres cantons. Henri, comte de Luxembourg, fut élu, au mois de novembre, roi des Romains, par l'influence de Baudouin, son frère, archevêque de Trêves, et de Pierre, archevêque de Mayence. Villani prétend que Philippe le Bel voulut faire élire empereur son frère Charles de Valois, ou plutôt qu'il fit demander l'empire au pape comme ayant le droit d'en disposer pendant la vacance, et que le pape, pour prévenir ces projets, pressa secrètement les électeurs de donner leurs suffrages au comte de Luxembourg. Quoi qu'il en soit, Henri fut élu tout d'une voix, et couronné à Aix-la-Chapelle; après quoi il envoya des ambassadeurs au pape pour lui prêter serment de fidélité, et lui demander la couronne impériale. Le



pape promet de se rendre à Rome pour cet objet aussitôt après la fin du concile général qu'il devait tenir ; mais ensuite ayant changé de dessein, il nomma cinq cardinaux pour le couronner en son nom. Robert, qui succéda vers le même temps à son père, Charles le Boiteux, sur le trône de Naples, se rendit en personne auprès du pape pour se faire couronner et lui faire hommage comme vassal, et obtint la remise des sommes considérables qu'il devait à l'Église romaine, par suite des avances faites à son père pour la guerre contre les rois d'Aragon (1).

Il s'était formé depuis quelque temps en Lombardie, dans les montagnes voisines de Novarre, un nombreux rassemblement de ces sectaires qui prenaient le nom d'apostoliques, et dont le chef était alors un nommé Dulcin, disciple de Ségarel. Leur maxime fondamentale était, comme on l'a vu, qu'il n'y avait point d'autre loi que la charité, en sorte que tout devait être commun entre les chrétiens, et que par cela même les hommes et les femmes pouvaient habiter ensemble indifféremment. Ils ajoutaient que l'Église romaine était une église depuis longtemps réprouvée, que le pape ne pouvait remettre les péchés s'il ne vivait dans une pauvreté absolue et sans faire de guerres ni persécuter personne, et qu'ainsi tous les papes, depuis saint Sylvestre, avaient perdu l'autorité donnée par Jésus-Christ à son Église ; que cette autorité se trouvait tout entière dans leur secte, et qu'ils n'étaient point tenus par conséquent d'obéir au pape, ni à aucun homme ; enfin qu'il était permis de tromper les inquisiteurs et les prélats par de faux sermens. Dulcin, après avoir été chassé de Milan, s'était réfugié dans les montagnes avec environ quatre mille de ses sectateurs, qui vivaient de ce qu'on leur donnait par aumône ou de ce qu'ils pouvaient prendre. Le pape fit

(1) Villan. — Trithem. *Chron.* — Rainald.

prêcher contre eux la croisade, et on les serra de si près en 1308, qu'un grand nombre périrent de faim ou de froid. On en prit environ cent cinquante, entre autres *Dulcin* et *Marguerite de Trente*, sa concubine, qui passait pour sorcière. Ils furent tous deux démembrés, coupés en pièces et ensuite brûlés. On punit de même quelques-uns de leurs principaux complices, mais la secte ne fut pas éteinte.

Le pape fit prêcher l'année suivante une autre croisade contre les Vénitiens, qui s'étaient emparés de *Ferrare*, revendiquée par le saint-siège comme étant de son domaine. En effet cette ville était comprise dans la donation de la comtesse *Mathilde*, et les habitans, après avoir chassé récemment les princes de la maison d'*Este*, avaient consenti à se reconnaître sujets de l'Église romaine, et à remettre les clefs de leur ville aux nonces du pape, qui lui firent prêter serment de fidélité par les magistrats, et mirent garnison dans les forteresses du pays. Toutefois les Vénitiens, sans aucun droit et au mépris de toutes les représentations, ne laissèrent pas d'assiéger *Ferrare* en 1308, et parvinrent à s'en rendre maîtres. Le pape avait d'abord essayé de les détourner de cette entreprise par des exhortations et des lettres pleines de douceur; mais quand il eut appris qu'ils s'étaient emparés de la ville, il publia contre eux, à *Avignon*, le jeudi saint, 27 mars 1309, une bulle foudroyante, où il leur ordonnait de quitter dans un mois *Ferrare* et ses dépendances, sous peine d'excommunication réservée au pape seul contre le doge et la république de *Venise*, avec interdit sur toutes les terres de son obéissance, et en outre avec toutes les suites les plus terribles de l'excommunication, c'est-à-dire qu'ils étaient déclarés infâmes, et par conséquent incapables de recevoir ou de donner par testament, de comparaître en justice et d'exercer aucune juridiction ni aucune fonction publique, tous leurs sujets absous du serment de fidélité, et leurs enfans, jusqu'à la

quatrième génération, exclus de toute charge, de tout bénéfice et de toute dignité séculière ou ecclésiastique. Il était en outre défendu à tout fidèle, sous les mêmes peines d'interdit et d'excommunication, de faire après ce terme aucun commerce avec les Vénitiens, de leur vendre ou d'en acheter ni denrées, ni étoffes, ni marchandises d'aucune espèce. Que si les Vénitiens persistaient un second mois dans leur désobéissance, le pape prononçait la déposition contre le doge et tous les officiers, les déclarait inhabiles à toute fonction, leurs biens meubles et immeubles confisqués, et leurs personnes exposées avec tous les Vénitiens à tout fidèle qui voudrait s'en saisir. Enfin, si leur désobéissance se prolongeait au delà de trois mois, les mêmes peines d'excommunication et d'interdit étaient prononcées contre tous ceux qui feraient avec eux quelque alliance ou confédération. Comme les Vénitiens ne se soumirent pas, le pape écrivit aux rois de France, d'Angleterre, d'Espagne et de Sicile, de saisir les personnes et de confisquer les biens de tous ceux qui se trouveraient sur leurs terres ; ce qui fut exécuté en quelques endroits. Ensuite il fit prêcher la croisade contre eux, et envoya en Italie le cardinal de Pèlegre, son parent, pour commander l'armée. Ce légat défit les Vénitiens dans une bataille sanglante, qui fut suivie bientôt de la reprise de Ferrare (1).

On préparait dans le même temps en Espagne une croisade plus considérable. Jacques II, roi d'Aragon, et Ferdinand IV, roi de Castille, voulant profiter de la division des Maures, résolurent d'unir leurs forces pour attaquer le royaume de Grenade, et envoyèrent à ce sujet des ambassadeurs au pape. Il accorda, selon la coutume, les indulgences comme pour la Terre sainte, autorisa pendant trois ans la levée d'une décime sur tous les revenus ecclésiastiques, excepté ceux des ordres mi-

(1) S. Anton, *Chron.* — Bernard. Guid. — Rainald.

litaires, et permit à tous les ecclésiastiques qui prendraient la croix pour cette guerre, de vendre ou aliéner pour deux ans les revenus de leurs bénéfices, même à charge d'âmes, sans préjudice toutefois du service divin. Plusieurs prélats marchèrent à cette expédition, entre autres les archevêques de Tolède, de Séville et de Tarragone. Mais elle n'eut guère d'autre résultat que la prise de Ceuta sur la côte d'Afrique. Ferdinand IV, roi de Castille, avait succédé, en 1295, à Sanche, son père, et comme il était né d'un mariage nul pour cause de parenté, on eut recours au pape Boniface pour le faire légitimer. Sa mort, arrivée l'an 1312, est remarquable par une circonstance fort extraordinaire. Deux seigneurs qu'il fit mourir dans un accès de colère sans aucune forme de jugement, prirent Dieu à témoin de leur innocence, et citèrent le roi à comparaître dans trente jours à son tribunal. On méprisa ce discours comme une vaine menace; mais au bout de trente jours le roi fut trouvé en effet mort dans son lit.

Le pape Clément avait quitté Poitiers vers la fin d'août 1308, et après avoir séjourné plus ou moins longtemps à Bordeaux et à Toulouse, il passa à Comminges, dont il avait été évêque, et y fit la translation des reliques de saint Bertrand, qui avait occupé le même siège environ deux siècles auparavant; puis il se rendit à Avignon, où il arriva au mois de mars de l'année suivante. Son intention était seulement d'y rester en attendant le concile général convoqué à Vienne. Mais ensuite il continua de résider en France jusqu'à sa mort, et la ville d'Avignon devint le séjour des papes et de la cour de Rome pendant près de soixante-dix ans. C'est pourquoi les auteurs italiens, vivement blessés de la préférence donnée alors aux Français dans la distribution des grâces pontificales, ont nommé cette résidence la captivité de Babylone. Quelques-uns même, emportés par la passion, n'ont pas craint d'attribuer à un attachement scandaleux pour la

comtesse de Périgord la détermination de Clément V, et ont en général moins écouté la justice que la prévention dans les jugemens désavantageux qu'ils ont portés sur quelques-uns des papes nommés durant cette époque. Il faut avouer cependant que le schisme d'Occident, qui fut la suite et en quelque sorte l'effet de cette longue absence de Rome, peut sembler un motif pour ne pas approuver ce changement de résidence, dont on ne voit pas trop les raisons suffisantes et qui eut des conséquences si déplorables.

Le concile général que le pape devait tenir à Vienne avait surtout pour objet l'affaire des templiers, dont Philippe le Bel poursuivait la condamnation avec une sorte d'acharnement que l'on a cru inspiré par le désir et l'espoir de profiter de leurs dépouilles. Cet ordre militaire possédait des richesses immenses, qu'il devait à ses exploits autant qu'aux libéralités des princes et des peuples. Matthieu Paris assure que de son temps il y avait dans la chrétienté plus de neuf mille maisons de templiers ; ils avaient dans une seule province d'Espagne jusqu'à dix-sept places fortes. Ils n'étaient pas moins puissans en France, où ils tenaient à toutes les grandes familles, et la maison du Temple de Paris, qui était en Occident le centre de l'ordre, renfermait des trésors considérables, augmentés encore depuis peu d'une partie de ceux d'outre-mer ; car le grand-maître, venu en France accompagné de soixante chevaliers, avait rapporté d'Orient cent cinquante mille florins d'or, et en argent la charge de dix mulets. Cette puissance et ces richesses avaient introduit parmi les templiers l'orgueil, la licence, les débauches de table et d'autres dérèglemens qui depuis longtemps excitaient des plaintes. On les accusait d'abuser de leurs privilèges, et n'ayant à reconnaître aucune autre autorité que celle du pape, ils cherchaient encore à s'en affranchir, sous prétexte que les papes n'avaient pas coutume de se mêler des affaires

de leur ordre, et on les avait vus résister ouvertement, par ce motif, au pape Urbain IV, qui avait destitué leur grand-maître. Le proverbe : *Boire comme un templier*, prouve quelle était leur réputation sur l'article de la sobriété. Ils avaient fait plusieurs fois la guerre aux rois de Chypre et de Jérusalem, et causé des scandales et des malheurs de tout genre par leurs sanglantes rivalités contre les hospitaliers. On se plaignait surtout de leur avarice, de leurs trahisons et de leurs intelligences avec les musulmans. Enfin les formes mystérieuses de la réception des chevaliers, laquelle se faisait la nuit, en présence seulement des principaux chefs de l'ordre, avait donné lieu à des soupçons de la nature la plus grave, et l'on prétendait que la prison, les tortures et les menaces les plus terribles, étaient employées pour forcer les récipiendaires récalcitrans et les obliger au secret. Un des membres de l'ordre avait dit à un seigneur recommandable, qu'il se passait dans le chapitre général une chose si secrète, que si quelqu'un en était témoin, fût-ce le roi de France, nulle crainte ne pourrait empêcher les membres du chapitre de le mettre à mort. Un templier nouvellement reçu fit une protestation, devant l'official de Paris, contre la forme de la réception ; un autre, à l'appui des bruits qu'on répandait sur les rigueurs employées contre les chevaliers, déclara qu'un de ses oncles était entré dans l'ordre en parfaite santé, et qu'au bout de trois jours il était mort.

Tels étaient les préjugés répandus contre les templiers, lorsqu'une dénonciation positive vint les confirmer et offrir un prétexte aux poursuites de Philippe le Bel. Si l'on en croit Villani, cette dénonciation eut pour cause un sentiment de vengeance, et pour auteurs deux templiers emprisonnés à Paris pour leurs crimes par les supérieurs de l'ordre. Mais selon d'autres auteurs, dont le témoignage paraît préférable, elle fut faite par un bourgeois de Béziers, nommé Squin de Florian, qui se trou-



vait détenu pour crime avec un templier apostat dans un château royal du Languedoc. Comme on refusait alors des confesseurs aux criminels condamnés à mort, les deux prisonniers, désespérant de leur vie, se confessèrent l'un à l'autre, suivant la dévotion usitée parmi ceux qui se trouvaient en péril, et Squin ayant appris les impiétés et les abominations auxquelles le templier s'était engagé à son entrée dans l'ordre et depuis, il fit appeler dès le lendemain un officier, à qui il demanda d'être conduit au roi, pour lui révéler un secret important, dont il retirerait plus d'avantage que de l'acquisition d'un nouveau royaume. On voit qu'il comptait sur la cupidité de Philippe le Bel. L'officier mit tout en œuvre pour l'engager à lui découvrir la chose, et ne pouvant y réussir, il en écrivit au roi, qui lui manda aussitôt de lui envoyer le prisonnier. Dès qu'il fut arrivé, le roi le prit à part, l'exhorta à dire la vérité, et lui promit la liberté, la vie et même des récompenses. Squin lui rapporta la confession du templier ; après quoi le roi fit prendre et interroger quelques membres de l'ordre, qui confirmèrent par leurs aveux la vérité de cette dénonciation. Il en conféra ensuite avec le pape d'abord à Lyon, puis à Poitiers, et lui rappela plusieurs fois cette affaire par ses lettres et ses envoyés. D'un autre côté, le grand-maître et plusieurs commandeurs de l'ordre, tant de France que des pays étrangers, protestèrent contre ces imputations, demandèrent au pape qu'on fit des procédures en forme, pour les absoudre, s'ils étaient innocens, ou les condamner si on les trouvait coupables. Le pape avait déjà reçu, dès le commencement de son pontificat, plusieurs dénonciations secrètes qu'il avait jugées trop incroyables pour y ajouter foi. Mais les plaintes devinrent bientôt si nombreuses, que pour répondre aux instances du roi et à la demande des templiers eux-mêmes, il résolut de procéder à des informations juridiques. Il en instruisit le roi au mois d'août 1307, et lui écrivit ensuite

que si les crimes des templiers se trouvaient tels qu'il fallût abolir l'ordre tout entier, il voulait que tous leurs biens fussent employés au secours de la Terre sainte, sans être détournés à aucun autre usage (1).

Ce n'était pas là ce que voulait Philippe le Bel. Outre le désir de s'approprier les trésors des templiers, il était irrité contre eux, comme ayant favorisé la sédition occasionnée par l'altération des monnaies, et l'ardeur de sa vengeance ne lui permit pas d'attendre les informations résolues par le pape, ni de laisser à d'autres qu'à ses agens la direction des procédures. En conséquence, il envoya ordre à ses officiers dans tout le royaume, de réunir des forces imposantes pour un jour marqué, et d'ouvrir la nuit suivante les lettres qu'il leur adressait, avec défense de les ouvrir plus tôt, sous peine de la vie. Ces lettres leur ordonnaient de prendre tous les templiers qu'ils pourraient trouver dans l'étendue de leur commandement, et de les mettre sous bonne garde dans des forteresses. Ces ordres furent exécutés ponctuellement, de sorte qu'en un même jour, le matin du 13 octobre 1307, les templiers furent arrêtés à Paris et dans toute la France, et le roi s'empara du Temple et fit saisir tous leurs biens. Il convoqua le lendemain, dans le chapitre de Notre-Dame, une assemblée des chanoines, des docteurs de l'université et des principaux magistrats, où Guillaume de Nogaret exposa les motifs de cette arrestation et les crimes dont on chargeait les templiers. Ils se réduisaient à trois chefs, dont le premier était de renier Jésus-Christ à leur réception et de cracher sur le crucifix; le second, de s'abandonner entre eux à des impuretés abominables, et le troisième, d'adorer dans leurs chapitres généraux une tête d'idole avec une grande

(1) Villan. lib. VIII, — S. Anton. *Chron.* — Walsingh. *Hist. angl.* — Contin. G. Nang. — Trithem. *Chron.* Hirsau. — Bernard. Guid. *Chron.* — Rainald.

barbe. On prétendait que ces pratiques détestables avaient été introduites depuis environ quarante ans par un grand-maitre captif des Sarrasins, dont il n'avait obtenu sa liberté qu'en promettant de les faire observer dans tout son ordre. Il n'est pas besoin de faire comprendre l'absurdité d'une telle imagination. Le roi fit lire ensuite cet acte d'accusation devant le clergé et le peuple, convoqués à cet effet dans le jardin de son palais.

Aussitôt après on fit commencer par Guillaume de Paris, confesseur du roi et chargé des fonctions d'inquisiteur, l'interrogatoire des chevaliers arrêtés avec le grand-maitre dans la maison du Temple. Cet interrogatoire dura plus de deux mois et se poursuivit avec une inconcevable rigueur, malgré la défense du pape. En effet, dès que celui-ci eut appris l'arrestation des templiers et le commencement des procédures, il écrivit au roi, en date du 27 octobre, pour se plaindre d'une pareille entreprise sur la juridiction ecclésiastique, et suspendit les pouvoirs de l'inquisiteur et des évêques touchant cette affaire, qu'il réservait expressément au saint-siège. Il envoya en même temps deux cardinaux, avec ordre de remettre entre leurs mains les personnes et les biens des templiers. Mais le roi répondit qu'il avait jugé nécessaire de prévenir par ces mesures le péril de la foi et les mauvais desseins des templiers ; que, du reste, il avait agi ainsi sur la réquisition des inquisiteurs délégués par le pape lui-même, et qu'enfin ce serait faire injure aux prélats que de leur enlever, sans une raison légitime, l'autorité qu'ils tiennent de Dieu et le mérite de défendre la foi, ajoutant que les prélats n'avaient point mérité une telle injure, et que ni eux ni lui n'étaient disposés à la souffrir. Deux mois après cependant, il écrivit au pape qu'il avait remis les prisonniers entre les mains des cardinaux ; et que pour ce qui était de leurs biens, il les ferait garder fidèlement pour les employer entièrement au secours de la Terre sainte. Mais outre que sa

cupidité ne pouvait consentir à se dessaisir d'une si riche proie, il avait eu le temps, dans l'intervalle, de diriger les procédures à son gré et de prendre les mesures nécessaires pour parvenir à ses fins.

On interrogea à Paris cent-quarante prisonniers, qui, tous, excepté trois, avouèrent les impiétés et les infamies qu'on leur imputait. Quelques-uns ajoutèrent qu'ils avaient tâché d'expier ces forfaits par la confession et la pénitence; qu'ils avaient même songé à quitter l'ordre; mais qu'ils avaient été retenus par la crainte. Le grand-maître, Jacques de Molai, confessa lui-même la renonciation à Jésus-Christ, et on l'obligea d'écrire une lettre pour engager les chevaliers à suivre son exemple. L'inquisiteur Guillaume de Paris interrogea en outre à Troyes cent onze chevaliers qui avouèrent unanimement les deux premiers chefs d'accusation, c'est-à-dire le reniement de Jésus-Christ et la prostitution mutuelle. D'autres furent interrogés par des commissaires de l'inquisiteur à Bayeux, à Caen, à Cahors, à Carcassonne, et en d'autres endroits, et firent les mêmes aveux. On a conservé les actes de ces interrogatoires. Mais pour en apprécier la valeur il suffit de connaître les moyens de suggestion et de terreur employés à l'égard des templiers. « Plusieurs, » dit le continuateur de Guillaume de Nangis, avouèrent » avec larmes une partie de ces imputations ou même le » tout; les uns, à ce qu'il semblait, poussés par le repen- » tir, et les autres séduits par de flatteuses promesses, » ou effrayés par les menaces et la vue des tortures, ou » enfin vaincus par les tourmens de la question, par les » privations et les rigueurs d'une étroite prison, et par » tous les autres moyens de contrainte. Un grand nombre » cependant nièrent tout, et parmi ceux qui avaient d'a- » bord avoué, la plupart se rétractèrent plus tard, et » persistèrent dans ce désaveu avec une telle constance, » que plusieurs périrent dans les tortures. » Enfin, ce qui semble ne laisser aucun doute sur la cause et le but de

ces poursuites, c'est qu'on tourmenta longtemps un des prisonniers pour lui faire dire à combien montait le trésor apporté de la Terre sainte.

Après ces procédures, également barbares et illégales, Philippe le Bel voulant à toute force poursuivre l'affaire, consulta la faculté de théologie, pour avoir une décision dont il pût s'autoriser ; mais comme il n'obtint pas une réponse favorable à ses vues, il songea aussitôt à faire révoquer la défense du pape qui lui liait les mains. Il convoqua donc, au mois de mai 1308, un parlement à Tours, où se trouvèrent un grand nombre de seigneurs avec des députés de la plupart des villes ; et presque tous, après l'examen des aveux faits par les templiers, les jugèrent dignes de mort. L'université de Paris, requise expressément de donner son avis, persista à déclarer que l'affaire devait être laissée au jugement du saint-siège. Le roi se rendit ensuite à Poitiers, où il pressa vivement le pape de révoquer sa première résolution, et le tint pour ainsi dire prisonnier jusqu'à ce qu'il l'eût amené à ses fins. On convint donc que le roi continuerait jusqu'à nouvel ordre d'administrer les biens des templiers et de retenir leurs personnes sous sa garde jusqu'à la réunion du concile, mais qu'il ne pourrait les punir sans l'aveu du pape. En même temps le pape leva la suspense prononcée contre les inquisiteurs et les évêques, et leur permit de procéder aux informations contre les templiers, avec cette condition toutefois qu'on devrait les juger dans les conciles provinciaux, et qu'on ne pourrait ni informer ni statuer sur ce qui regardait l'ordre en général, dont il réservait la connaissance à des commissaires spéciaux ; et de plus, il se réservait à lui-même et au saint-siège l'examen et le jugement du grand-maître et des principaux commandeurs.

Philippe le Bel, pour appuyer ses démarches, avait fait conduire à Poitiers quelques-uns des accusés, qui furent interrogés au nombre de soixante-douze par le

pape lui-même en présence de plusieurs cardinaux, et leurs aveux confirmèrent les informations faites à Paris. Le pape avait ordonné aussi qu'on lui envoyât le grand-maître et les principaux chefs, dont il s'était réservé l'examen ; on les fit partir en effet, mais affaiblis par les rigueurs de la prison, ils tombèrent malades en route, et furent obligés de s'arrêter à Chinon. On prétend, avec assez de vraisemblance, que Philippe le Bel, craignant l'effet de leur entrevue avec le pape, avait donné ordre à ses agens de ne pas les conduire plus loin. Quoi qu'il en soit, le pape commit à sa place trois cardinaux pour les examiner. Ces chefs, au nombre de cinq, outre le grand-maître, savoir : le visiteur de France, et les commandeurs de Chypre, d'Aquitaine, de Normandie et de Poitou, confirmèrent les dépositions qu'ils avaient faites à Paris devant l'inquisiteur. Le grand-maître lui-même, après avoir demandé quelques jours pour délibérer, avoua enfin le renoncement à Jésus-Christ ; après quoi les accusés, témoignant le plus vif repentir, sollicitèrent et obtinrent l'absolution des censures qu'ils avaient encourues. Les cardinaux apportèrent à Poitiers les actes authentiques de cet interrogatoire, et aussitôt après, le pape expédia une bulle datée du mois d'août 1308, pour convoquer dans deux ans un concile général à Vienne, tant pour cette affaire que pour le recouvrement de la Terre sainte, la répression des hérésies, et le rétablissement de la discipline (1).

On procédait en même temps contre les templiers dans d'autres royaumes. Car Philippe le Bel après leur

(1) Nous donnons la date de cette bulle telle qu'elle est indiquée par la plupart des auteurs. Mais comme cette date est du 12 août, et que la bulle fait mention de la procédure de Chinon, qui ne fut terminée que le 20 du même mois, cette circonstance et la date des procédures subséquentes et des conciles provinciaux pour le jugement des templiers, donnent lieu de croire que cette bulle ne fut envoyée au moins dans plusieurs royaumes que l'année suivante.



arrestation avait envoyé des ambassadeurs et des lettres à tous les princes chrétiens pour les exhorter dans l'intérêt de la foi à prendre les mêmes mesures, et en conséquence, le 3 décembre 1307, Jacques, roi d'Aragon, ordonna d'arrêter tous les templiers dans ses états, et de saisir leurs biens. Un grand nombre se réfugièrent dans des forteresses où il fallut les assiéger. On parvint cependant à les réduire, et ensuite l'inquisiteur procéda contre eux avec une extrême rigueur. Mais ils persistèrent constamment, malgré les tortures, à soutenir que leur ordre était innocent des crimes qu'on lui imputait. Le pape, de son côté, après les aveux faits par les templiers de Paris, et confirmés par la déposition d'un chevalier attaché à sa maison, et qu'il interrogea lui-même, avait écrit, dès le 22 novembre 1307, à Robert, duc de Calabre, fils du roi de Naples, de prendre des mesures pour faire arrêter tous les templiers du royaume en un même jour, et de les tenir sous bonne garde au nom du saint-siège. Il envoya des ordres semblables en Chypre, où les templiers, fort puissans, et avertis de ce qui se tramait contre eux, songèrent d'abord à se défendre avec les troupes à leur solde ; mais voyant qu'Amauri, régent du royaume, se montrait bien résolu à exécuter l'ordre du pape, ils vinrent se soumettre, et furent gardés séparément en différentes prisons. Ensuite le pape, après l'interrogatoire de Poitiers, ordonna les mêmes mesures dans toute la chrétienté. Ainsi, les templiers d'Angleterre furent tous arrêtés en un même jour, l'an 1308, par l'ordre du roi, et enfermés dans des forteresses. Ferdinand, roi de Castille, et les autres princes donnèrent les mêmes ordres d'arrestation dans leurs états. Le pape chargea en même temps les évêques d'informer contre les templiers de leurs diocèses, soit avec des commissaires qu'il leur adjoignait, soit avec le concours de deux chanoines, de deux frères prêcheurs, et de deux frères mineurs, ce qui fut spécialement ordonné

pour la France, et après les informations faites, de prononcer, dans les conciles provinciaux, l'absolution ou la condamnation des chevaliers examinés. Les inquisiteurs de la province devaient être admis de droit, s'ils le désiraient, à ces informations et à ces jugemens. Enfin, le pape nomma des commissaires spéciaux pour les informations concernant l'ordre en général, dont il était interdit aux évêques de s'occuper dans leurs procédures (1).

Ces commissaires, au nombre de huit, étaient l'archevêque de Narbonne, les évêques de Bayeux, de Limoges et de Mende, les archidiacres de Rouen, de Maguelonne et de Trente, et enfin le prévôt d'Aix. Ils se rendirent à Paris au mois d'août 1309, citèrent l'ordre à comparaître devant eux, et envoyèrent la citation dans les différentes provinces du royaume; puis, le 22 novembre, ils commencèrent les informations dans le palais épiscopal de Paris. Un inconnu, qui déclara se nommer Jean de Molai, et qui se dit originaire du diocèse de Besançon, comme le grand-maître, se présenta devant eux en habit séculier, et affirma sous la foi du serment qu'ayant été dix ans dans l'ordre des templiers, il n'y avait jamais aperçu et n'en avait jamais entendu dire le moindre mal. Il montra d'ailleurs si peu de tenue et de suite dans les idées, qu'on le prit pour un imbécile. Quatre jours après, le grand-maître fut amené devant les commissaires, et comme ils lui demandèrent s'il voulait défendre l'ordre, il répondit que cet ordre avait été approuvé solennellement par le saint-siège, et en avait reçu les plus grands privilèges, et qu'il était bien étonnant qu'on procédât si précipitamment à sa destruction; que du reste il était prêt à le défendre de tout son pouvoir contre les imputations de la calomnie; mais qu'étant prisonnier du pape

(1) Contin. Nang. — Bern. Guid. *Chron.* — Walsingh. *Hist. angl.* — Zurit. *Indic. arag.*

et du roi, n'ayant pas quatre deniers à dépenser, et manquant d'ailleurs de l'habileté nécessaire, il demandait l'assistance d'un conseil. Les commissaires lui représentèrent qu'en matière d'hérésie et de foi on devait procéder sans formalités et sans intervention d'avocat; et après lui avoir rappelé les aveux qu'il avait faits, ils ajoutèrent qu'ils voulaient bien lui accorder du temps pour délibérer; puis, afin qu'il pût le faire avec connaissance, ils lui firent expliquer en langue vulgaire leur commission et les autres pièces nécessaires. Quand on vint à ce qu'il avait avoué dans l'interrogatoire de Chinon, il manifesta le plus grand étonnement, fit deux fois sur lui le signe de la croix, et dit que si les commissaires étaient des gens devant qui cela fût permis, il s'exprimerait d'une autre manière; après quoi il ajouta : Plût à Dieu qu'on traitât les imposteurs comme le font les Sarrasins et les Tartares, qui leur coupent la tête et leur fendent le corps par le milieu. Ensuite les commissaires terminèrent en lui disant que ceux que l'Église trouvait hérétiques, elle les déclarait tels par son jugement, et abandonnait les opiniâtres au bras séculier. Cette menace contre les opiniâtres produisit son effet. Le grand maître demanda et obtint deux jours pour délibérer; et à l'audience suivante, quand on l'interrogea sur sa résolution, il répondit qu'il était un chevalier pauvre et sans lettres, et qu'ayant appris par une des bulles dont on lui avait donné lecture, que le jugement de sa personne et des principaux chefs était réservé au pape, il désirait être appelé à comparaître au plus tôt devant lui. Il ajouta seulement, en faveur de son ordre, qu'il ne connaissait point d'églises où le service divin se fit mieux que dans celles des templiers; qu'on ne faisait nulle part plus d'aumônes que chez eux; car on donnait dans leurs maisons trois fois par semaine à tous les pauvres qui se présentaient; enfin, que personne n'avait montré plus d'ardeur ni versé plus de sang pour la défense de la religion

contre les infidèles; et comme les commissaires répliquèrent que tout cela ne servait de rien pour le salut sans la foi, il protesta qu'il croyait sans exception tous les dogmes de la foi catholique, repoussa les imputations d'apostasie et de prostitution dirigées contre l'ordre, et demanda la liberté d'entendre la messe, et d'avoir ses chapelains; ce qui lui fut accordé.

Cependant, malgré le désistement du grand-maître, il y eut soixante-quatorze templiers qui s'offrirent pour la défense de leur institut, et les commissaires les firent appeler, le 14 mars 1310, pour leur faire connaître les articles sur lesquels ils auraient à répondre, et les inviter à choisir des mandataires chargés de comparaître et de s'expliquer au nom de l'ordre. Les templiers répondirent qu'ils ne pouvaient donner une telle procuration sans l'autorité du grand-maître. Ils nommèrent toutefois leurs délégués particuliers, dont l'un fut Pierre de Boulogne, prêtre et procureur général de l'ordre. Ces mandataires comparurent le 7 avril devant les commissaires, et déclarèrent que les articles dont on leur avait donné communication étaient des faussetés et des impostures inventées par leurs ennemis; que ces calomnies avaient été forgées par des apostats chassés de l'ordre pour leurs crimes; que les chevaliers qui avaient fait des aveux conformes à ces imputations avaient été gagnés par des promesses, ou bien effrayés par des menaces et par l'appareil des tortures et la crainte de la mort ou de la prison, ou enfin vaincus par les affreux tourmens de la question; que par conséquent leurs dépositions ne devaient porter aucun préjudice à l'ordre; qu'on ne trouverait hors de France aucun templier qui avouât les crimes dont on les accusait; qu'enfin l'ordre était pur et sans tache. et que ceux qui prétendaient le contraire tenaient le langage des hérétiques et des infidèles. C'est pourquoi, ajoutèrent-ils, nous sommes prêts à le défendre par tous les moyens, et pour cet effet nous demandons la liberté de

nos personnes et la faculté d'assister au concile général ou de confier nos intérêts à ceux de nos frères qui s'y rendront. Ils proposèrent en outre plusieurs causes de nullité contre les procédures faites à Paris au mépris de leurs privilèges et de la défense du pape. Il faut avouer que ces moyens de défense, quoique portant moins sur le fond que sur la forme, ne manquaient pas d'une certaine solidité.

Quatre jours après, on fit comparaître de nouveau les délégués des templiers pour assister à la déposition de plusieurs témoins, dont l'un, nommé Raoul de Presles, avocat en la cour du roi, rapporta les propos d'un templier, prieur de la maison de Laon, qui lui avait dit souvent qu'il ne montrerait pas pour tout l'or du monde un petit livre contenant certains statuts de l'ordre, et qu'il y avait un point si secret qu'il en coûterait la vie à celui qui l'aurait révélé ou qui viendrait à le découvrir. Outre que ces propos étaient fort vagues, et que les fonctions de ce témoin rendaient sa déposition assez suspecte, il serait bien étonnant qu'on eût rédigé par écrit des statuts pour les infamies dont l'accusation chargeait les templiers, et encore plus, si ce livre eût existé, qu'on ne l'eût pas découvert dans leurs maisons dont on s'était emparé. Quoi qu'il en soit, on entendit successivement contre les templiers jusqu'à deux cent trente et un témoins amenés de diverses provinces et qui n'avaient point encore été entendus, la plupart chevaliers, et les autres étrangers à l'ordre.

Pendant ces longues procédures, Philippe le Bel continuait ses poursuites. Il avait fait conférer par le pape l'archevêché de Sens à Philippe de Marigni, frère d'Enguerrand, son favori; et le nouvel archevêque, aussitôt après sa prise de possession, vint à Paris pour y tenir son concile provincial et juger les templiers détenus dans cette ville; car on a vu que les lettres du pape attribuaient le jugement des particuliers aux conciles

provinciaux. Les chevaliers qui s'étaient présentés pour la défense de l'ordre ayant appris que ce concile allait s'ouvrir et procéder contre quelques-uns d'entre eux, ce qui les obligerait nécessairement à se désister, dressèrent un acte par lequel ils appelaient de toutes les procédures du concile au souverain pontife, et envoyèrent leurs délégués présenter cet appel aux commissaires et les prier de mander à l'archevêque de Sens de ne rien faire contre les templiers pendant le cours de leur commission. Mais l'archevêque de Narbonne répondit, au nom des commissaires, que cet appel ne les regardait point, puisque ce n'était pas d'eux qu'on appelait, que d'ailleurs ils n'avaient aucune autorité sur l'archevêque de Sens et son concile, où se traitait une affaire entièrement distincte de celle dont ils étaient chargés, et que celui-ci était commis par le pape pour le jugement des causes particulières, comme ils l'étaient eux-mêmes pour ce qui concernait l'ordre en général (1).

Le concile, présidé par l'archevêque de Sens, commença le 11 mai 1310 et dura jusqu'au 26. On y termina le procès des templiers précédemment examinés dans la province. Ceux qui avaient avoué et persistaient dans leurs aveux furent déchargés de leur engagement à l'ordre et mis en liberté purement et simplement, ou soumis à une pénitence canonique selon la nature des cas; ceux qui persistaient à nier furent condamnés à la prison perpétuelle, et quelques-uns à être enfermés entre quatre murailles; enfin ceux qui avaient rétracté leurs aveux furent condamnés comme hérétiques relaps, et livrés au bras séculier. En conséquence, on en brûla cinquante-neuf dans les champs, aux portes de Paris, près de l'abbaye Saint-Antoine, et tous sans exception persistèrent jusqu'à la fin à soutenir qu'on les faisait mourir injustement, et qu'ils étaient innocents des

(1) Dupuy, *Hist. du procès des templ.*



crimes qu'on leur imputait ; ce qui produisit une vive impression sur l'esprit du peuple. Un mois après, l'archevêque de Reims tint son concile provincial à Senlis, où neuf templiers furent également condamnés comme relaps, puis brûlés par le juge séculier, et ils protestèrent de même jusqu'à la fin, que les aveux dont ils se repentaient leur avaient été arrachés par la crainte des tortures. De semblables exécutions eurent lieu en Provence et peut-être en d'autres endroits, car on ne connaît pas tous les détails de ces procédures ; mais dans plusieurs villes toutes les informations et les tortures n'amènèrent aucun aveu. Tel fut en France le sort des templiers, dont la condamnation imprimera toujours une flétrissure infâme à la mémoire de Philippe le Bel. On les avait séduits, effrayés, torturés, pour leur arracher des aveux ; on récompensait par la liberté ceux qui consentaient à les faire ; on punit par d'horribles supplices ceux qui les refusèrent ou les rétractèrent : ce n'était pas à coup sûr le moyen de découvrir la vérité, et l'on conviendra que des aveux obtenus à ce prix ont moins de valeur que les dénégations et les rétractations soutenues avec une constance inébranlable au milieu des tortures ou à l'aspect des bûchers. Ce n'est pas qu'on puisse justifier entièrement l'ordre des templiers, et nier la corruption que les richesses et beaucoup d'autres causes avaient dû naturellement produire parmi ce grand nombre de chevaliers, qui sans doute n'avaient pas tous embrassé cet état par des motifs de religion ; il est bien probable que cette corruption chez plusieurs, et surtout parmi ceux de France, allait jusqu'à l'apostasie et aux infâmes dérèglemens dont l'ordre entier devint responsable ; mais on n'en doit pas moins flétrir les odieuses poursuites inspirées par la vengeance et la cupidité à un prince dont ils ne dépendaient point, et qui n'avait le droit ni de les réformer ni de les punir.

Le sort des templiers fut bien différent dans les autres

royaumes. Ils furent interrogés vers le même temps en Angleterre, dans un concile tenu à Londres, et tous, à l'exception de deux ou trois qui étaient décriés par leurs mœurs, nièrent absolument les crimes que le bruit public leur imputait; mais comme ils avouèrent qu'ils ne pouvaient s'en purger selon les formes canoniques, ils furent soumis à une pénitence perpétuelle. Le concile de Tarragone prit aussi le parti de les soumettre à la pénitence en Aragon, où ils avaient également persisté, malgré les tortures, dans une dénégation complète; toutefois il est visible qu'il ne jugea pas leurs crimes suffisamment prouvés, ou du moins tels que la renommée les publiait, puisqu'il n'hésita pas à les déclarer absous des censures. En Castille, le concile de Salamanque, composé de dix évêques, après des informations rigoureuses, reconnut expressément leur innocence et les mit en liberté. En Italie, le concile provincial de Ravenne, où les templiers nièrent toutes les imputations, se contenta de les obliger à la purgation canonique, et les renvoya absous. Les inquisiteurs demandaient qu'on les soumit à la torture; mais le concile rejeta cet avis, et décida même d'une manière générale qu'on devrait tenir pour innocens ceux qui auraient fait des aveux par la crainte des tourmens. Il n'en fut pas de même en Toscane et en Lombardie, où les archevêques de Pise et de Florence furent chargés des informations. La plupart des templiers avouèrent non-seulement les crimes qu'on a déjà vus, mais plusieurs autres impiétés, et confessèrent notamment que les prêtres de l'ordre omettaient les paroles de la consécration dans le saint sacrifice. Quant à l'Allemagne, on ne sait guère que ce qui se passa au concile provincial de Mayence. Un commandeur des templiers, Hugues, comte du Rhin, entra brusquement au concile avec vingt chevaliers sans y être appelé, et se plaignant vivement de ce qu'on leur imputait des crimes énormes et qu'on les condamnait sans les entendre ni les con-

vaincre régulièrement, il déclara qu'ils appelaient au pape futur et au jugement d'un concile général. Il fit surtout beaucoup valoir le désaveu des templiers qu'on avait brûlés ailleurs, et qui avaient soutenu l'innocence de l'ordre au milieu des tortures et jusqu'à la mort. L'archevêque, craignant quelque violence, reçut leur appel et promit d'agir en leur faveur auprès du pape. Il lui écrivit en effet; puis, l'année suivante, après toutes les informations juridiques, il rendit avec son concile une sentence qui les déclarait absous. On voit par ce fait que les templiers de cette province n'avaient pas été arrêtés. Du reste, il faut se souvenir qu'ils étaient remplacés en Allemagne et dans les royaumes du Nord par les chevaliers teutoniques, en sorte qu'ils devaient y être peu nombreux (1).

On trouve dans plusieurs conciles tenus vers ce temps des réglemens de discipline qui ont principalement pour objet la répression des violences contre les clercs, ou des entreprises sur la juridiction ecclésiastique, et la réformation du clergé et des religieux. Ainsi, dans la Hongrie, où la division et la guerre civile avaient occasionné de tels désordres qu'on avait vu des évêques et même des légats poursuivis, battus, emprisonnés ou tués, un concile tenu à Presbourg, en 1309, par le cardinal Gentil, légat du pape, ordonna l'excommunication, l'interdit et la privation de la sépulture contre les coupables, avec exclusion de la cléricature et des bénéfices pour leurs enfants; et quant aux ecclésiastiques complices de ces violences, on prononça contre eux l'excommunication et la déposition. D'autres décrets de ce concile renouvellent les anciens canons contre le pillage et l'usurpation des biens ecclésiastiques, et défendent de recevoir des évêchés, des cures ou autres bénéfices de la main des

(1) Cont. Nang. — Walsingh. *Hist. angl.* — Rub. *Hist. Raven.* — Bzov. *Annal. cul.* — S. Anton. *Chron.*

laïques. On renouvela aussi la peine contre les clercs concubinaires, mais on la réduisit à la perte du quart des revenus de leurs bénéfices, avec ordre aux évêques de le faire payer exactement. Un concile de Cologne, tenu en 1310, et celui de Ravenne, tenu l'année suivante, publièrent également les censures les plus rigoureuses contre ceux qui se rendaient coupables de violences à l'égard des ecclésiastiques et des évêques, soit en les frappant, les emprisonnant ou les mettant à mort, soit en les chassant de leurs églises et les dépouillant de leurs biens. Ces excès, occasionnés ailleurs par la haine contre le clergé, devenaient plus fréquens en Allemagne par suite de l'affaiblissement du pouvoir impérial, et en Italie par la rivalité entre les factions guelfe et gibeline. On remarque aussi, dans les statuts du concile de Cologne, un article contre les défenses faites par les laïques de donner, de vendre ou aliéner de quelque autre manière des terres ou des seigneuries en faveur du clergé ou des religieux, et de donner aux curés pour les mariages, les enterremens et les autres fonctions, plus que la somme taxée par ces laïques. Le concile déclare nulles ces défenses, avec ordre de les révoquer sous peine d'excommunication. Un autre article ordonne que l'on commencera l'année à Noël, suivant l'usage de l'Eglise romaine; ce qui ne doit s'entendre que de l'année ecclésiastique. L'année civile commençait alors à Pâques. On voit dans ce concile, comme dans celui de Ravenne, des ordonnances pour maintenir, au sujet de la communion pascalle et de l'assistance aux offices de la paroisse, les droits du clergé séculier contre les religieux mendiants. Nous citerons encore, relativement à ces religieux, un statut d'un concile de Tarragone, en 1307, portant que les legs faits aux frères mineurs seront appliqués à d'autres par l'évêque, attendu qu'ils sont, par état, incapables d'en recevoir. Un concile de Trèves, de l'an 1310, publia aussi pour le rétablissement de la discipline et la

réforme des abus, un grand nombre de réglemens dont l'un permet, en cas de nécessité, de se confesser à un laïque, suivant la dévotion que nous avons déjà remarquée; mais ce n'était qu'un acte d'humilité qui avait seulement pour effet d'exciter davantage les sentimens de repentir. Enfin nous devons signaler dans les statuts d'un concile tenu à Bergame, l'année suivante, par l'archevêque de Milan, la défense faite aux clercs de porter des habits de soie ou rayés de différentes couleurs, ni des boutons d'argent, d'or ou d'autre métal.

Les commissaires nommés par le pape pour les informations générales concernant l'ordre des templiers ne terminèrent leurs procédures qu'au mois de juin 1311, et ces retards avaient fait proroger d'un an le concile général de Vienne, qui ne s'ouvrit qu'au mois d'octobre de cette même année. Il s'y trouva environ trois cents évêques et un grand nombre de prélats du second ordre, c'est-à-dire d'abbés et de prieurs, avec les députés de plusieurs princes. La première session eut lieu le 16 octobre, et le pape y fit un sermon, où il exposa les causes de la célébration du concile. On tint ensuite pendant le reste de l'année et au commencement de la suivante, en attendant l'arrivée de Philippe le Bel, plusieurs conférences sur les matières que le concile avait à décider, particulièrement sur l'affaire des templiers. On lut les actes des procédures faites contre eux, et l'avis presque unanime des évêques fut qu'on devait instruire l'affaire selon les règles du droit, et entendre les templiers dans leur défense. Il n'y eut, dit-on, contre cet avis qu'un évêque italien et trois français, au nombre desquels étaient les archevêques de Sens et de Reims, justement suspects, comme ayant déjà prononcé la condamnation la plus rigoureuse contre les templiers de leurs provinces. Cependant, le pape ne crut pas devoir adopter l'opinion générale, et le 22 mars 1312, dans un consistoire secret où il avait appelé plusieurs prélats, outre les

cardinaux, il prononça l'abolition de l'ordre des templiers, non par forme de condamnation, mais par voie de règlement et d'autorité. Ensuite, dans la seconde session, tenue le 3 avril, en présence de Philippe le Bel, de ses trois fils et de son frère Charles de Valois, le pape fit un discours sur les templiers, et le termina en publiant la suppression de l'ordre, dans les mêmes termes dont il s'était déjà servi. Enfin, dans la troisième et dernière session, tenue le 6 mai 1312, il expédia la bulle de cette suppression. Il y déclare abolir pour toujours, avec l'approbation du concile, l'ordre du Temple, défend à toute personne d'entrer dans cet ordre, d'en prendre ou d'en porter l'habit, ou de se donner autrement pour templier, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, et répète qu'il prend cette mesure par voie de règlement ou d'ordonnance apostolique, et non par forme de sentence définitive, « attendu, dit-il, qu'il ne pouvait de droit prononcer un jugement d'après les informations et les procédures qui avaient eu lieu à ce sujet. » On voit par là que le concile ne jugeait pas ces procédures bien régulières ou du moins suffisantes, et qu'au fond il n'ajoutait pas une foi entière aux dépositions des templiers ou autres témoins qui dans les divers interrogatoires avaient si positivement chargé l'ordre en lui attribuant des statuts et des pratiques abominables touchant la réception des chevaliers ; mais parce que ces dépositions et ces poursuites générales et si longtemps prolongées avaient eu pour effet naturel de produire un scandale universel, en sorte qu'on ne pouvait plus consentir à embrasser un ordre ainsi diffamé, la prudence faisait une loi de l'abolir pour empêcher que l'opprobre n'en rejaillit sur la religion, et que le souvenir de ces poursuites n'entraînât les templiers à des entreprises funestes au repos de la chrétienté.

Comme le pape avait décidé que leurs biens seraient employés au secours de la Terre sainte, on délibéra



longtemps sur le moyen de remplir cette destination ; mais enfin on résolut de les affecter à l'ordre des hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui étaient dévoués, comme les templiers, à la défense des lieux saints contre les infidèles (1). On excepta néanmoins les biens situés en Espagne, c'est-à-dire, dans les royaumes de Castille, d'Aragon, de Portugal et de Majorque, et ces biens, réservés à la disposition du saint-siège, furent appliqués à la défense du pays contre les Maures, qui tenaient encore une partie de l'Espagne. Du reste, les hospitaliers, pour retirer les biens dont Philippe le Bel et d'autres princes étaient en possession, furent obligés de payer au roi et aux autres détenteurs, sous prétexte des frais pour les procédures, des sommes si considérables, que cet ordre, selon le témoignage de saint Antonin, fut réduit à la pauvreté par une mesure qui semblait devoir l'enrichir. On voit d'ailleurs par l'acte authentique d'une transaction faite avec le grand-maître de l'Hôpital, que les deux tiers du mobilier furent abandonnés au fisc royal ; et si l'on se rappelle quels étaient les immenses trésors renfermés dans la maison du Temple à Paris, on conviendra qu'il y avait de quoi tenter et satisfaire la cupidité de Philippe le Bel (2). Quant aux personnes des templiers, le pape se réserva le jugement du grand-maître et des principaux commandeurs, et laissa les autres, comme par le passé, au jugement des conciles provinciaux. On ordonna que ceux qui seraient trouvés innocens recevraient un entretien convenable, selon leur condition, sur les biens de l'ordre ; qu'on userait d'indulgence envers ceux qui auraient confessé leurs fautes, que les impénitens et les relaps

(1) Les hospitaliers avaient conquis l'île de Rhodes sur les Turcs environ deux ans auparavant, c'est-à-dire le 15 août 1310, et depuis ce temps ils furent nommés les chevaliers de Rhodes, jusqu'à leur établissement dans l'île de Malte.

(2) Dupuy, *Hist. du procès des templ.* — Walsingh. — Villan. — S. Anton. *Chron.* — Contin. Nang. — Bern. Guid. *Chron.* — Rainald.

seraient punis à la rigueur ; ceux qui auraient enduré la question sans rien avouer, réservés pour être jugés selon les canons. Enfin, les fugitifs et tous ceux qu'on n'avait pas arrêtés furent cités à comparaître dans un an devant leurs évêques, pour être examinés et jugés par les conciles provinciaux.

L'affaire concernant la mémoire de Boniface fut aussi terminée dans le concile de Vienne. Trois savans cardinaux réfutèrent, en présence de Philippe le Bel, les accusations intentées contre ce pape, et deux chevaliers de Catalogne s'offrirent à le justifier par le combat judiciaire, en sorte que le roi et les siens, selon Villani, demeurèrent confus. On déclara que Boniface avait été catholique, et pape légitime. Mais, pour la satisfaction du roi, le pape Clément publia dans le concile la bulle qui déclarait ce prince et ses adhérens à l'abri de tout reproche et de toute procédure pour ce qu'il avait fait contre Boniface. Un autre objet du concile était le recouvrement de la Terre sainte. Le pape fit un discours à ce sujet, et le concile ordonna une croisade avec la levée d'une décime pendant six ans pour les frais de la guerre. Henri, roi des Romains, et Édouard, roi d'Angleterre, avaient promis de prendre la croix. Philippe le Bel et Louis, son fils aîné, roi de Navarre, s'engagèrent de leur côté à passer au printemps suivant dans la Palestine. La croisade fut ensuite prêchée en France quelque temps après par un légat, et le roi Philippe prit solennellement la croix avec ses frères, ses fils et plusieurs autres seigneurs. Le roi d'Angleterre, présent à la cérémonie, reçut aussi la croix des mains du légat ; mais tous ces projets n'eurent aucune suite.

Le concile de Vienne fit plusieurs constitutions pour le maintien de la foi et la répression des hérésies. On attribuait à Jean-Pierre d'Olive, franciscain, dont nous avons déjà parlé, et qui était le chef des joachimites, plusieurs erreurs qui se trouvaient dans ses écrits, ou

que ses disciples en tiraient par des conséquences; on l'accusait notamment d'avoir soutenu que l'âme raisonnable n'était pas essentiellement la forme substantielle du corps humain, ce qui, dans le langage scolastique de l'époque, signifiait que l'âme n'est pas un des élémens constitutifs, nécessaires, ou plutôt l'élément caractéristique de la nature humaine, ou en d'autres termes, que ce n'est pas l'âme raisonnable qui forme par son union avec le corps le caractère propre et distinctif de l'humanité. On l'accusait aussi d'avoir enseigné que Jésus-Christ était encore vivant quand il reçut le coup de lance qui lui perça le côté, et que les enfans ne reçoivent au baptême que la rémission du péché originel, mais non la grâce et les vertus. Le concile fit un décret contre ces erreurs, où il condamne, comme hérétique, quiconque osera soutenir que l'âme raisonnable n'est pas essentiellement la forme du corps humain; et ce qui sert à expliquer le sens de cette décision, il déclare au commencement de son décret, que le Fils de Dieu, éternellement subsistant avec le Père, en tant que Dieu, a pris dans le temps, pour devenir vrai homme, les parties de notre nature unies ensemble; savoir un corps passible, et une âme raisonnable, et que dans cette nature il a daigné souffrir et mourir pour opérer le salut de tous les hommes, et qu'enfin, après avoir rendu l'esprit, il avait eu le côté percé d'une lance. A la fin de ce décret, le concile déclare, mais seulement comme l'opinion la plus probable, que la grâce et les vertus sont conférées aux enfans par le baptême, aussi bien qu'aux adultes, et non pas seulement la rémission du péché originel.

On a vu qu'il existait depuis plusieurs années des sectaires infatués des rêveries de l'abbé Joachim, et qui faisaient consister toute la loi dans la charité et toute la perfection dans la pauvreté absolue. C'étaient des restes de ces prétendus religieux qui avaient pris le nom d'apostoliques, quelques apostats de l'ordre des frères mineurs, et

un grand nombre de laïques de l'un et de l'autre sexe, qui se disaient frères de la pénitence ou du tiers ordre de Saint-François. On les nommait en Italie bizoques ou besaciers, à cause de leur mendicité; tertiaires, comme étant ou se disant du tiers ordre, et ils prenaient eux-mêmes le nom de fratricelles ou petits frères. Ils avaient la plus grande vénération pour Pierre-Jean d'Olive, et le nommaient saint Pierre non canonisé. Ils s'étaient bientôt répandus en Allemagne, où le peuple les désignait sous le nom de bégards et de béguines. On publia contre eux un décret qui résume ainsi leurs erreurs. Ils enseignaient que l'homme peut acquérir en cette vie un tel degré de perfection qu'il soit par là rendu impeccable et ne puisse plus avancer dans la grâce; que dans cet état il ne doit plus ni prier, ni jeûner, ni s'exercer autrement à la pratique de la vertu, qu'il n'est plus tenu d'obéir aux lois des hommes ni aux commandemens de l'Eglise, qu'il peut alors sans péché se livrer à toutes les convoitises du corps, parce que la sensualité, dans cet état, est entièrement soumise à la loi de l'esprit et de la raison. Ils ajoutaient que c'est une imperfection que de témoigner du respect pour les plus saints mystères de la religion et de descendre des hauteurs de la contemplation pour penser à l'Eucharistie et la recevoir, ou de méditer sur la passion de Jésus-Christ, et qu'enfin l'homme peut obtenir la béatitude finale en cette vie, parce que l'âme trouve en elle-même le bonheur, et n'a pas besoin d'être élevée à un état surnaturel par la lumière de la gloire pour voir Dieu et jouir de lui. Tout cela signifie en d'autres termes, que ces sectaires méprisaient toutes les lois, toute autorité, tout culte extérieur; qu'ils ne reconnaissaient d'autres règles que les penchans de la nature, et réduisaient toute la religion à une oisive contemplation. Le pape, avec l'approbation du concile, condamna toutes ces erreurs, et ordonna aux inquisiteurs et aux évêques de rechercher et de punir les bégards et les béguines.

Le concile fit une autre constitution contre certaines femmes dévotes, nommées aussi béguines, qui se prétendaient religieuses, portaient un habit particulier, sans suivre aucune règle approuvée, sans renoncer à leurs biens, ni faire vœu d'obéissance, et s'attachaient à quelque religieux selon leurs caprices ; plusieurs se mêlaient de disputer sur l'essence divine, sur la trinité, sur lessacremens, et répandaient souvent des erreurs contre la foi. On voit que ces femmes, comme la secte précédente, adoptaient les rêveries des joachimites et de Pierre-Jean d'Olive ; mais on ne leur reproche pas la doctrine immorale soutenue par les apostoliques et les bégards. Le concile, par son décret, condamne leur état et leur défend, sous peine d'excommunication, d'y persévérer, et à tous les religieux de les y entretenir ou d'y engager d'autres personnes ; ajoutant qu'il ne prétend pas empêcher les femmes qui voudraient mener une vie pénitente de s'exercer à la pratique de l'humilité et des autres vertus dans leurs demeures, selon que Dieu leur inspirera. Cette restriction semble concerner les béguines depuis longtemps établies dans la Belgique, où elles se sont perpétuées avec édification jusqu'à nos jours. La secte des bégards s'était aussi propagée en France, où une femme nommée Marguerite Porrette enseigna dans un ouvrage de sa composition, plusieurs erreurs contre la foi, notamment qu'une âme anéantie dans l'amour du Créateur peut et doit sans remords accorder à la nature tout ce qu'elle demande. Elle soutint opiniâtrément cette doctrine, et fut brûlée à Paris, vers ce même temps, avec un juif relaps, coupable de profanation contre les images de la sainte Vierge, et un certain Guiard, qui portait l'extravagance du fanatisme jusqu'à dire qu'il était l'ange de Philadelphie.

Outre ces sectaires corrompus, Pierre-Jean d'Olive avait aussi parmi les frères mineurs quelques partisans qui se plaignaient du relâchement introduit dans l'ordre.

On a vu que plusieurs frères avaient obtenu du pape Célestin V la permission de former un établissement à part, sous le nom d'ermites; et pour se soustraire aux persécutions, quelques-uns se retirèrent dans la Grèce, où les autres religieux de la province les accusèrent devant les évêques comme manichéens. Ils se défendirent aisément contre cette odieuse imputation; mais ensuite on les accusa auprès du pape Boniface de ne pas le reconnaître, et on leur suscita tant de vexations, qu'ils prirent le parti de venir à Rome pour soutenir leur cause. Ils abordèrent dans la Pouille, vers le temps de la mort de Boniface, et sur les instances du général de l'ordre, ils furent poursuivis par l'inquisiteur, qui les joignit à quelques hérétiques de la secte des apostoliques, les condamna tous ensemble par une même sentence, puis les fit fustiger publiquement à Naples et chasser du royaume. On employa contre eux tant de rigueur, soit dans les tortures, soit dans les prisons, pour les contraindre à s'avouer coupables d'hérésie, que plusieurs succombèrent aux tourmens. Les autres vinrent en France pour se justifier devant le pape, et se joignirent en Provence à d'autres frères mineurs qui s'étaient aussi séparés de l'ordre, sous prétexte d'une observance plus étroite, comme il était arrivé aussi en d'autres provinces, particulièrement en Toscane, ce qui divisa l'ordre en deux partis, l'un sous le nom de frères spirituels, l'autre des frères de la communauté. Les premiers avaient pour chef dans la Provence, Ubertyn de Casal, qui avait écrit une apologie de Pierre-Jean d'Olive. Le pape Clément donna commission à trois cardinaux d'examiner cette affaire, et exempta provisoirement les spirituels de la juridiction du général de l'ordre, avec défense de les inquiéter jusqu'à la décision. Ensuite Ubertyn de Casal remit aux commissaires un mémoire où il reprochait à l'ordre trente-cinq chefs de transgression, vingt-cinq contre la règle et dix contre la déclaration de Nicolas III.



Les spirituels de la province de Toscane, en se séparant de l'ordre de leur seule autorité, se donnèrent un général et des supérieurs, mais ce schisme fut généralement condamné, et indisposa contre ce parti ceux qui auparavant lui étaient favorables (1).

L'affaire demeura en suspens jusqu'au concile de Vienne. Mais alors le pape résolut de mettre fin à ces divisions. Il ordonna, en conséquence, aux frères spirituels de rentrer sous l'obéissance du général et des supérieurs ordinaires, et pour lever tous les scrupules, il publia, avec l'approbation du concile, une constitution commençant par ces mots : *Exivi de paradiso*, où il explique par une décision expresse tous les points de la règle qui pouvaient donner lieu à des doutes ou étaient un objet de contestation. Il déclare d'abord que les frères mineurs, quoique leur règle soit en général de vivre selon l'Évangile, ne sont obligés néanmoins, pour ce qui regarde les conseils, qu'à ce qui est spécialement exprimé dans la règle sous forme de précepte ou en termes équivalens, et il détermine en particulier les articles qu'on doit regarder comme ayant ce caractère de précepte rigoureux. Il explique ensuite avec étendue ce qui concernait spécialement le vœu de pauvreté absolue, qui était l'objet principal des contestations. Il déclare qu'ils doivent s'abstenir d'engager les novices à disposer de leurs biens en faveur de l'ordre ; qu'ils ne peuvent, sans violer la règle, recevoir de l'argent soit dans les quêtes ou à l'offrande, soit de toute autre manière, ni avoir des tronc dans leurs églises, ni garder ou employer par eux-mêmes l'argent qui est remis entre des mains tierces pour leur usage. Ils ne peuvent recevoir ni à plus forte raison solliciter des successions qui par leur nature comprennent de l'argent et des immeubles ; ni intervenir personnellement ou assister leurs avocats ou leurs procureurs dans

(1) *Trith. Chron.* — *S. Anton. Chron.* — *Rainald.* — *Vading.*

les procès pour des biens temporels. Il leur est interdit d'avoir des rentes, des terres, des vignes, des jardins trop vastes, des bâtimens ou même des églises magnifiques et des ornemens précieux. Ils ne doivent point avoir de greniers ou de celliers pour faire des provisions avec le produit de leur quête au temps des moissons ou des vendanges, à moins que l'expérience n'en montre la nécessité pour la subsistance des frères. Ils doivent porter des habits pauvres, dont les supérieurs détermineront l'étoffe suivant les pays ; et c'est à eux aussi qu'il appartient de décider quand il est permis de faire des provisions, de porter des chaussures ou de voyager à cheval pour cause de nécessité. Enfin, comme plusieurs soutenaient que le vœu de pauvreté obligeait par sa nature à n'user que des choses les plus simples et les plus pauvres, et à se réduire en tout au plus strict nécessaire, au lieu que les autres prétendaient n'être obligés par leur vœu à cet usage pauvre que dans les points formellement exprimés par la règle, le pape défend de taxer d'hérésie l'une ou l'autre de ces deux opinions. Mais cette constitution ne mit pas fin au schisme des frères mineurs ; plusieurs des spirituels se séparèrent de l'ordre en diverses provinces, particulièrement dans le Languedoc, où, soutenus par le peuple, ils chassèrent les autres de plusieurs villes.

Le concile de Vienne fit aussi plusieurs réglemens touchant les démêlés entre le clergé séculier et les religieux mendiants. Il renouvela à cet égard une décrétale de Boniface VIII, révoquée par Benoît X, portant qu'il était permis aux religieux de prêcher dans leurs églises, dans leurs écoles, sur les places publiques et dans toutes les réunions solennelles, excepté aux heures où les prélats prêcheraient eux-mêmes ou feraient prêcher en leur présence ; mais qu'ils ne pouvaient prêcher dans les églises paroissiales sans le consentement du curé, ou sans une mission de l'évêque ; qu'il leur était permis de

donner la sépulture dans leurs églises à tous ceux qui la demanderaient, mais à la charge de donner aux curés le quart de toutes les offrandes reçues à cette occasion ; et qu'enfin, à l'égard de la confession, ils devaient se présenter à l'évêque pour demander et obtenir l'approbation ; que l'évêque pourrait la refuser à quelques-uns des sujets présentés par les supérieurs, mais que s'il la refusait à tous, il leur serait permis alors d'entendre les confessions en vertu du pouvoir qui leur était donné par le pape. Une autre constitution défend aux religieux, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, de donner l'extrême-onction, l'eucharistie ou la bénédiction nuptiale, sans la permission des curés, et prononce différentes peines contre ceux qui dans leurs sermons parleraient mal des prélats, ou qui détourneraient les laïques de fréquenter leurs paroisses.

Comme les richesses avaient introduit depuis longtemps le relâchement et les abus parmi les moines noirs, c'est-à-dire ceux de Cluni et les anciens bénédictins, le concile fit une constitution où il leur prescrit des réformes touchant le luxe des habits ou la superfluité de la nourriture, leur ordonne de se confesser et de communier tous les mois, et leur défend sous diverses peines, la chasse, les voyages à la cour des princes, et les révoltes contre les supérieurs. Les abus n'étaient pas moindres parmi les religieuses. C'est pourquoi le concile ordonne que tous les monastères de femmes, même ceux qui ont un privilège d'exemption, seront visités tous les ans par les évêques ou par d'autres, et que les visiteurs devront veiller au maintien de la discipline et surtout empêcher les religieuses, par tous les moyens qu'ils jugeront nécessaires, de porter des étoffes de soie ou des fourrures précieuses, de se coiffer en cheveux ou de toute autre manière recherchée, de se promener le jour ou la nuit dans les rues ou sur les places publiques, enfin d'assister aux danses, aux fêtes et autres divertissemens mon-

dains. Le concile étendit cette mesure aux chanoinesses séculières, sans entendre toutefois approuver par là leur état ni leur règle.

Les exemptions des religieux furent l'objet de vives discussions ; car les évêques se plaignaient qu'elles étaient une occasion d'abus, et demandaient que toutes les communautés tant séculières que régulières fussent soumises à leur juridiction. Gilles de Rome, archevêque de Bourges, les avait combattues par un traité, où il faisait surtout valoir l'exemple des templiers, « dont les évêques, disait-il, auraient prévenu la corruption, s'ils avaient eu le droit de les visiter. » Il exceptait néanmoins les religieux mendiants, comme étant moins en état d'en abuser que les moines, communément oisifs, fiers de leurs richesses, et qui semblaient vouloir aller de pair avec les évêques. Jacques de Thermes, abbé de Chailli, de l'ordre de Cîteaux, répondit à ces attaques par un écrit qu'il publia pendant la tenue du concile. Il y soutenait que les exemptions étaient utiles pour mieux faire ressortir l'étendue de l'autorité du souverain pontife dans toute l'Église, et qu'elles étaient même devenues nécessaires depuis qu'un certain nombre d'évêques, entrés dans leurs sièges sans vocation, par l'autorité des princes ou par simonie, et plusieurs même de ceux qui étaient élus canoniquement, s'occupant moins du salut des âmes que de satisfaire leur orgueil et leur cupidité, opprimaient les moines par esprit de domination, et les détournaient de leurs occupations spirituelles par de continuelles exactions et d'injustes poursuites. Les moines exempts gagnèrent leur cause, et par une constitution qui contient divers articles de plaintes sur la violation de leurs privilèges, le pape défendit aux évêques d'entreprendre sur leurs biens, d'user contre eux de violence, et spécialement de les empêcher d'aller à leurs chapitres généraux ou provinciaux. Mais pour prévenir les abus, on défendit aux religieux exempts, sous peine

d'excommunication, d'enterrer dans leurs cimetières les excommuniés, les interdits et les usuriers notoires, ou en temps d'interdit, toute personne, hors les cas de droit, et on leur enjoignit de rendre compte aux évêques de l'exécution des testamens dont ils seraient chargés. On voit, du reste, par les griefs exposés dans la constitution du pape, que les dissensions avaient souvent leur source dans la cupidité de plusieurs prélats; car les moines se plaignaient qu'on empêchait par des menaces ou des censures, de leur payer des dîmes, de moudre à leurs moulins, de cuire à leurs fours, qu'on détruisait leurs bâtimens ou leurs moulins, qu'on s'emparait de leurs biens par violence, et qu'enfin les évêques prétendaient avoir droit aux fruits de la première année des bénéfices vacans, et que sous ce prétexte ils en pillaient les biens et l'argenterie.

Le pape, dans la bulle de convocation du concile, avait ordonné aux évêques d'y apporter des mémoires sur les objets qu'on devait y traiter, et spécialement sur les abus qui exigeaient une réforme. Il nous en reste deux, l'un de Guillaume Durand, évêque de Mende, l'autre, d'un évêque inconnu. L'auteur de ce dernier mémoire signale parmi les abus à réformer, l'abus des censures, la pluralité des bénéfices, les dispenses de résidence, les réserves, les expectatives et les exemptions. Il se plaint qu'en France les archidiacres, les archiprêtres et les doyens ruraux, soit par eux-mêmes, soit par des délégués ignorans et méprisables, lançaient des excommunications sans nombre pour des causes légères et souvent sans cause, de sorte qu'on trouvait fréquemment dans une seule paroisse trois ou quatre cents excommuniés ou même davantage, ce qui faisait mépriser les censures et tenir des discours injurieux contre l'Église et ses ministres. Il ajoute que la source du mal est le défaut de choix dans les ordinations et la collation des bénéfices. « On admet aux ordres, dit-il, une multitude de personnes

indignes, sous le rapport des mœurs ou de la science ; d'où il résulte qu'en plusieurs endroits les prêtres sont plus méprisés que les juifs. Plusieurs ecclésiastiques de mauvaises mœurs trouvent le moyen d'obtenir en cour de Rome des bénéfices, dont ils ne sont pas plus tôt pourvus, qu'ils déshonorent l'Eglise par leur vie scandaleuse ; et les évêques ne peuvent plus ni récompenser les bons sujets ni trouver des personnes de mérite pour les aider dans le gouvernement de leurs diocèses. Je connais une église cathédrale qui n'a que trente prébendes, et dont l'évêque n'a pu, depuis vingt ans, disposer que de deux, bien qu'il y ait eu trente-cinq vacances, encore y a-t-il plusieurs personnes qui ont des expectatives sur cette église. Dans le même diocèse, les prébendes des églises collégiales et les cures mêmes sont remplies par des impétrans en cour de Rome, et plusieurs sont des sujets incapables, ou des étrangers qui ne savent pas la langue du pays, et ceux qui sont capables ne résident jamais. Ainsi l'évêque ne peut conférer ni grands ni petits bénéfices aux ecclésiastiques du diocèse qui ont consumé leur patrimoine pour leurs études en diverses facultés, de sorte qu'ils prennent le parti de s'attacher aux tribunaux séculiers ou aux conseils des princes, et deviennent les plus grands ennemis de l'Eglise et de ses libertés. » L'auteur se plaint surtout qu'on accumule sur la tête d'une même personne, souvent incapable, et quelquefois d'un enfant, cinq ou six et même jusqu'à douze bénéfices, qu'on donne les dignités des églises aux officiers de la cour de Rome, qu'ainsi l'on ne trouve plus dans les cathédrales de sujets dignes de l'épiscopat ; et quand le siège vient à vaquer, ceux qui ont le droit d'élection, la plupart vicieux, choisissent un évêque qui leur ressemble, ou d'autres fois le mauvais parti l'emporte par artifice ou par les importunités et la violence des grands. Venant ensuite à la vie déréglée des clercs, il leur reproche en particulier les habits mondains, le luxe des tables, et



l'irrévérence dans le lieu saint. Elle était portée à tel point, que les chanoines pendant l'office tenaient des conversations bruyantes, éclataient de rire ou se promenaient dans l'église, et revenaient au chœur à la fin de chaque heure pour recevoir la rétribution. Quant aux moines, il les accuse de se répandre dans le monde, de fréquenter les foires et les marchés pour y faire le négoce, et de scandaliser souvent les peuples par les désordres les plus honteux. Il se plaint que les religieux exempts recevaient dans leurs églises les excommuniés, permettaient d'y célébrer des mariages illégitimes, et refusaient de payer aux évêques les droits qui leur étaient dus. Enfin il conclut en proposant comme remède l'observation des anciens canons, tant par le chef de l'Église que par les membres.

Le mémoire de l'évêque de Mende signale les mêmes abus, et propose le même remède. Il demande en conséquence que les dispenses ne soient accordées que rarement, et par le motif évident d'un plus grand bien; que tous les monastères soient soumis comme anciennement aux évêques; qu'on tienne régulièrement les conciles provinciaux pour juger les affaires ecclésiastiques; que les clercs demeurent attachés à l'église pour laquelle ils ont été ordonnés, et qu'on ne donne pas les bénéfices à des étrangers. Il insiste sur la nécessité de la résidence, principalement pour les curés et les évêques, et se plaint du long séjour que plusieurs faisaient en cour de Rome, ou dans des châteaux éloignés de leur église. Il condamne fortement la pluralité des bénéfices, et en particulier, l'abus nouvellement introduit de donner aux cardinaux des prieurés ou d'autres bénéfices réguliers, ce qui, outre la diminution des aumônes, le dépérissement des biens et la dégradation des bâtimens, produisait de plus la ruine de l'observance et de la discipline, parce que les religieux n'avaient plus de supérieur pour les instruire et les corriger. Quant aux réserves, aux

expectatives, à la collation des bénéfices et des évêchés par le pape, à la multitude des appels et aux fréquentes évocations, en cour de Rome, des causes bénéficiales et de beaucoup d'autres affaires, l'évêque de Mende en signale les inconvéniens, et se plaint que toutes ces choses ont pour effet d'avilir l'autorité épiscopale, de multiplier les procès et de les rendre interminables. Il reproche surtout à la cour de Rome, comme une espèce de simonie, les sommes qu'on exigeait, sous prétexte des frais de chancellerie, des prélats à qui le pape conférait des bénéfices. Il condamne aussi la coutume établie en plusieurs églises, de recevoir de l'argent pour le baptême, la pénitence, l'eucharistie et les autres sacremens. En général, il demande une grande réforme dans la cour de Rome, dans les prélats et dans tout le clergé. L'incontinence y était si commune, qu'il propose de permettre le mariage aux prêtres, comme dans l'Eglise grecque. Il regarde les religieux mendiens comme très-utiles pour suppléer à l'ignorance et à l'incapacité des curés ; mais il blâme toutefois les subtilités et les vaines recherches auxquelles ils se livraient dans leurs études et dans leurs sermons. Il signale plusieurs abus dans les universités, principalement la multitude et la diversité des commentaires et des nouveaux écrits, qui faisaient négliger l'étude de l'Écriture sainte et des Pères pour les frivoles subtilités de la dialectique, et la liberté des étudians, qui se livraient à des querelles ou à la débauche au lieu de s'appliquer à l'étude, en sorte que plusieurs sortaient ignorans des écoles, même avec le titre de docteurs, et que très-peu étaient bien instruits de ce qui regarde la religion et le salut des âmes. C'est pourquoi il voudrait qu'on fît rédiger, par des docteurs habiles, pour l'usage des curés et des autres prêtres, des traités où ils trouveraient exposés, d'une manière succincte, l'essentiel de la doctrine et le détail de leurs devoirs, ou du moins qu'on remit aux curés une instruction claire

et précise touchant l'administration de la pénitence et des autres sacremens, et qu'on fit un recueil de canons pénitentiels, avec obligation pour tous les confesseurs d'en avoir une copie. Enfin, pour encourager les études, il propose d'affecter la dixième partie des bénéfices aux étudiants pauvres, et de n'en point conférer à d'autres clercs, tant qu'il y aura dans le diocèse des docteurs qui ne seront pas pourvus.

Le concile de Vienne fit diverses constitutions pour le maintien de la discipline et la réforme des abus. On a vu celles qui concernent les religieux. Quant aux clercs séculiers, même mariés, il leur est défendu d'exercer le métier de boucher ou de cabaretier, sous peine de perdre le privilège clérical. On leur défend aussi de porter les armes, de s'appliquer à tout commerce ou profession qui ne conviendrait pas à leur état, et de paraître en public avec des habits rayés de diverses couleurs, ou d'une forme trop mondaine. L'âge nécessaire pour recevoir les ordres fut fixé à dix-huit ans pour le sous-diaconat, à vingt pour le diaconat, et vingt-cinq pour la prêtrise. Un autre décret porte qu'un chanoine n'aura pas voix au chapitre, s'il n'est au moins sous-diacre. On statue la même chose indépendamment des autres peines de droit à l'égard de celui qui néglige de se faire promouvoir dans un an à l'ordre requis pour son bénéfice. Un règlement concernant les hôpitaux défend de les donner à l'avenir comme bénéfice à des clercs séculiers, à moins qu'il ne soit ainsi ordonné par le titre de fondation ; mais on en confiera l'administration à des hommes prudents, capables, et de bonne réputation, qui devront, à l'exemple des tuteurs et des curateurs, prêter serment, faire inventaire et rendre compte tous les ans aux évêques. Telle est l'origine des administrations laïques dans les hôpitaux. On condamna, par un autre décret, l'usage inhumain de refuser le sacrement de pénitence aux malfaiteurs condamnés à mort, et l'on ordonna d'em-

ployer au besoin les censures pour contraindre les juges à corriger cet abus. Le concile renouvela aussi la fête du Saint-Sacrement, instituée près de cinquante ans auparavant par Urbain IV, mais dont la bulle n'avait pas reçu partout son exécution. C'est pourquoi on jugea à propos de la confirmer, et quoiqu'elle ne parle expressément ni de procession, ni d'exposition, l'usage introduisit ces pieuses cérémonies, qui ne tardèrent pas à devenir générales. Enfin, pour faciliter les missions chez les infidèles, le concile ordonna qu'on établirait en cour de Rome, et dans les universités de Paris, d'Oxford, de Bologne et de Salamanque, deux maîtres chargés d'enseigner la langue hébraïque, deux pour le chaldéen, et deux pour l'arabe. Tels furent les principaux réglemens du concile de Vienne, qui n'eut que trois sessions publiques, dont la dernière fut tenue le 6 mai 1312. Mais il y avait eu de nombreuses conférences particulières, et on laissa en outre au pape Clément le soin de pourvoir à la réforme des abus sur lesquels on n'avait rien statué. Les constitutions du pape et du concile ont été insérées dans le corps du droit canonique sous le titre de *Clémentines* (1).

Celle qui ordonne l'établissement des chaires pour les langues orientales fut provoquée par les pressantes sollicitations de Raimond Lulle, personnage fameux par la singularité de sa vie et de ses écrits. Il était né dans l'île de Majorque d'une famille noble, et s'était livré dans sa jeunesse au dérèglement de ses passions. Mais à l'âge de trente-cinq ans, vers l'an 1266, il résolut de changer cette vie criminelle, fit plusieurs pèlerinages, embrassa quelque temps après le tiers ordre de Saint François, et ne parut occupé que des moyens de procurer la conversion des infidèles. Il composa pour cet effet un grand nombre d'ouvrages qu'il jugeait propres à ce dessein,

(1) Contin. Nang. — S. Anton. Chron. — Vit. Clement.

parcourut les universités, et sollicita lès princes, les cardinaux, les prélats, et les papes eux-mêmes, pour faire établir des collèges ou des chaires destinées à l'enseignement de l'arabe, et à l'explication des méthodes qu'il avait inventées; il donna des leçons publiques sur son art ou ses méthodes dans plusieurs villes d'Espagne, de France et d'Italie, et passa plusieurs fois en Afrique pour travailler à la conversion des musulmans. Il s'était rendu au concile de Vienne pour faire approuver ses plans, et quelque temps après il retourna en Afrique, où il prêcha publiquement contre Mahomet; ce qui le fit condamner à mort. Il fut lapidé au mois de juin 1315. Son ouvrage intitulé le *Grand art*, ou l'*Art général*, eut pendant longtemps beaucoup d'admirateurs et de commentateurs. Il contient, en effet, quelque idées neuves et remarquables, mais cachées pour ainsi dire sous les formes d'un néologisme barbare, et comme perdues au milieu d'une foule de subtilités scolastiques. On a aussi de Raimond Lulle, l'Art de trouver la vérité, l'Art de la démonstration, l'Arbre des sciences, et un grand nombre de traités sur la théologie, la morale, le droit, la médecine, et même sur la chimie. Mais on prétend que plusieurs de ceux qu'on lui attribue ne sont pas de lui. Du reste, on lui reproche de graves et nombreuses erreurs, qui furent condamnées en 1376 par le pape Grégoire XI.

Gilles de Rome ou Gilles Colonne, de l'ordre des augustins et docteur de l'université de Paris, mort en 1316, archevêque de Bourges, avait aussi composé, outre le Traité des deux puissances que nous avons cité, des commentaires sur plusieurs livres de l'Écriture sainte, et un grand nombre d'ouvrages de philosophie et de théologie, qui lui firent une grande réputation, et lui acquirent dans les écoles le surnom de Docteur très-fondé. Mais le docteur le plus célèbre de cette époque, ou du moins celui dont la réputation s'est perpétuée avec le plus d'éclat, fut Jean Duns Scot, de l'ordre des frères mineurs.

Il était né en Écosse, et selon d'autres en Irlande, fit ses études à Oxford, enseigna quelque temps dans cette ville, puis dans l'université de Paris, et ensuite il fut envoyé à Cologne, où il mourut en 1308, âgé d'environ quarante ans. Il composa dans cette vie si courte une multitude d'ouvrages philosophiques et théologiques, dont le fond et la forme lui ont fait donner à juste titre le surnom de Docteur subtil. Dans les questions abandonnées à la libre discussion, il affecte ordinairement de soutenir des opinions contraires à celles de saint Thomas, et c'est ce qui produisit dans les écoles les deux partis opposés des thomistes et des scotistes.

L'empereur Henri de Luxembourg passa en Italie, l'an 1311, pour recevoir la couronne impériale et se faire reconnaître par les peuples de la Lombardie. Mais il trouva une grande résistance dans plusieurs villes où le parti des guelfes était dominant. Il fut même obligé de livrer une bataille dans Rome, où la faction des Ursins, soutenue par des troupes du roi de Naples, s'opposait à son couronnement, de sorte que, ne pouvant, selon l'usage, entrer à Saint-Pierre, il fut couronné à Saint-Jean de Latran, l'an 1312, par cinq cardinaux à qui le pape en avait donné la commission. Ensuite, comme le pape lui fit ordonner une trêve avec le roi de Naples, et que dans sa lettre il prétendait en avoir le droit parce que ces deux princes étaient soumis à l'Église par leur serment de fidélité, l'empereur consulta les plus habiles jurisconsultes, qui lui répondirent qu'il ne pouvait se reconnaître vassal de l'Église sans trahir les droits de l'empire, puisqu'il ne tenait rien d'elle ; et en conséquence il fit une protestation par acte authentique où il déclarait qu'il n'était engagé à personne par serment de fidélité, et que ni lui ni ses prédécesseurs n'en avaient jamais fait de semblable. Il poursuivait la guerre contre les villes rebelles de la Lombardie, lorsqu'il mourut au mois d'août de l'an 1313. Quelques auteurs ont écrit



qu'il avait été empoisonné par un religieux dominicain nommé Bernard ; mais cette calomnie se trouve suffisamment réfutée par la déclaration des médecins, et par les lettres patentes que Jean de Luxembourg, roi de Bohême, et fils de ce prince, donna trente-trois ans plus tard à l'ordre de Saint-Dominique, pour démentir les bruits répandus à ce sujet. La protestation de l'empereur Henri déplut au pape Clément, qui publia bientôt après une bulle, où il soutenait que l'empire avait été transféré des Grecs aux Germains par le saint-siège, que le droit d'élection avait été confié par la même autorité à un certain nombre de princes, et que celui qui était élu devait être approuvé et couronné par le pape, et lui était soumis par le serment prêté en cette occasion, ce qu'il confirmait par la teneur de ce serment ; après quoi, pour lever tous les doutes et prévenir toutes les contestations à cet égard, il déclarait, en vertu de son autorité apostolique, que ce serment était un véritable serment de fidélité, et devait être réputé tel (1). Il publia aussi, à l'occasion d'une sentence prononcée par l'empereur contre le roi de Naples, une autre constitution par laquelle, en vertu de sa supériorité sur l'empire, et comme succédant à la puissance de l'empereur pendant la vacance, et de plus, en vertu de l'autorité qui lui a été remise par Jésus-Christ, roi des rois, il casse cette sentence, et la déclare nulle et de nul effet. Il accorda vers le même temps aux Vénitiens l'absolution des censures qu'ils avaient encourues pour l'entreprise sur Ferrare. François Dandolo, leur envoyé, après plusieurs négociations infructueuses, fléchit le pape en se présentant devant lui en habits déchirés et la corde au cou.

Le pape s'était réservé, comme on l'a vu, le jugement du grand-maître des templiers et de quelques-uns des principaux chefs, savoir, du visiteur de France et des

(1) Alb. Argent. — Rianald. — Clementin. *De jurej.*

commandeurs d'Aquitaine et de Normandie. Il commit ensuite leur jugement à trois cardinaux, assistés de l'archevêque de Sens, de quelques autres prélats et de plusieurs docteurs. Comme le grand-maître et les autres avaient confessé publiquement tous les crimes dont on les chargeait, et qu'ils semblaient vouloir persister dans cet aveu, les juges, après une mûre délibération, les condamnèrent à la prison perpétuelle, et la sentence fut prononcée le 18 mars 1314, sur le parvis de Notre-Dame. Mais quand on croyait l'affaire terminée, les deux plus illustres des accusés, c'est-à-dire, le grand-maître Jacques de Molai, et le commandeur de Normandie, frère du dauphin d'Auvergne, se présentèrent tout-à-coup devant les juges, rétractèrent tous leurs aveux, et protestèrent avec intrépidité qu'ils étaient innocens. Les cardinaux les remirent entre les mains du prévôt de Paris pour les garder jusqu'au lendemain, car ils devaient se réunir pour délibérer sur cet incident. Mais Philippe le Bel n'en fut pas plus tôt instruit, qu'il se hâta de tenir un conseil avec ses confidens, où il eut soin de n'appeler aucun ecclésiastique, et le même jour, vers le soir, il fit brûler ces deux chefs de l'ordre, dans une petite île de la Seine, entre son jardin et l'église des Augustins, c'est-à-dire, à l'endroit où est maintenant la place Dauphine. Ils persistèrent dans leur dénégation jusqu'à la fin, déclarèrent qu'ils acceptaient la mort comme un digne châtiment de la faiblesse qu'ils avaient eue de calomnier leur ordre pour complaire au roi, et affrontèrent les flammes avec un courage et une tranquillité qui frappa les assistans d'admiration et de stupeur. Les deux autres furent enfermés, comme le portait leur sentence. On prétend que le grand-maître en mourant ajourna le pape Clément et Philippe le Bel au tribunal de Dieu, et qu'ils moururent tous deux au terme prédit, mais cette tradition n'est pas appuyée sur des monumens authentiques. Tel fut le dernier acte de ce drame

sanglant, qui se termina comme il avait commencé, par une odieuse violence. Quelque opinion qu'on puisse avoir sur le fond de l'affaire, on doit reconnaître que cette exécution, faite à l'insu des juges et avant leur sentence, est évidemment un véritable assassinat; car, il ne faut pas l'oublier, Philippe le Bel n'avait aucun droit de punir les templiers, qui n'étaient point ses justiciables, et dont les crimes, en les supposant réels, n'étaient pas de sa compétence.

Le pape Clément V ne survécut guère que cinq semaines à cette exécution. Il mourut près d'Avignon, le 20 avril de la même année 1314, laissant une réputation assez équivoque. On disait publiquement, selon Villani, copié par saint Antoine, qu'il avait pour maîtresse la comtesse de Périgord, fille du comte de Foix. Mais ces bruits populaires, répandus par la malignité, et démentis par plusieurs auteurs, ne peuvent mériter une grande confiance. On lui reprocherait avec plus de fondement une obséquieuse complaisance pour Philippe le Bel, et peut-être d'autres fautes occasionnées par l'ambition et le népotisme. Il aimait si fort l'argent, ajoute Villani, qu'on vendait à sa cour tous les bénéfices, et il laissa des trésors immenses à ses parens, dont l'avidité n'avait point de bornes. Après sa mort un de ses neveux pillait le trésor de l'Église et détournait plus de trois cent mille florins d'or destinés au secours de la Terre sainte. Comme les cardinaux étaient assemblés en conclave à Carpentras, et que l'élection traînait en longueur, Bertrand et Raimond, neveux de Clément V, soit qu'ils craignissent que le pape futur ne recherchât leur conduite, soit qu'ils voulussent assurer par la force la possession du saint-siège à un cardinal de leur famille, survinrent tout à coup vers la fin de juillet avec une troupe nombreuse de Gascons, tuèrent plusieurs Italiens, pillèrent comme dans une ville prise d'assaut, mirent le feu en divers quartiers, et assiégèrent le conclave en criant : Meurent

les cardinaux italiens ; nous voulons un pape. Cette violence dispersa les cardinaux ; ils s'échappèrent comme ils purent par une ouverture secrète, et furent deux ans avant de se rassembler ; car ils n'étaient pas moins divisés sur le lieu de l'élection que sur le choix de la personne. Ce qui venait d'arriver rendait justement suspectes aux cardinaux italiens les villes d'Avignon et de Carpentras, et ils n'hésitaient pas à déclarer que si, au mépris de leurs remontrances, on voulait procéder sans eux à l'élection dans l'une ou l'autre de ces villes, ils étaient résolus à faire de leur côté une autre élection. Ils proposaient en même temps, soit la ville de Lyon, soit celle de Rome, ou toute autre qui serait désignée par un Italien et par un Français, avec le concours du cardinal de Fréauville, qui était Français lui-même. Le roi Philippe le Bel ayant reçu les lettres et les envoyés des deux partis, pressa vivement les cardinaux français d'accepter la ville de Lyon, et de s'y réunir pour donner promptement un chef à l'Église. Mais cette démarche produisit peu d'effet.

Ce prince mourut lui-même sur ces entrefaites, le 29 novembre 1314. Il eut pour successeur son fils aîné Louis X, surnommé le Hutin, déjà roi de Navarre du chef de la reine Jeanne, sa mère. Celle-ci était morte en 1304, et l'évêque de Troyes, accusé d'avoir procuré sa mort par poison et par sortilège, fut retenu en prison plus de quatre ans, jusqu'à ce que la calomnie fut reconnue par la confession du coupable. On accusa également l'évêque de Châlons, chancelier de Philippe le Bel, d'avoir procuré la mort de ce prince, mais il fut aussi justifié en 1316, dans un concile tenu à Senlis. Louis le Hutin accorda aux Juifs, moyennant une forte somme d'argent, la permission de rentrer en France. Il ne régna que dix-huit mois, et comme il laissait, à sa mort, la reine enceinte, Philippe, comte de Poitiers, frère du roi Louis, fut nommé régent du royaume. La reine ac-

coucha, le 15 novembre 1316, d'un fils qui fut nommé Jean I<sup>er</sup>, et qui mourut au bout de quelques jours. Alors le régent Philippe reçut le titre de roi, et fut surnommé le Long à cause de sa taille (1).

L'archevêque de Sens tint un concile provincial à Paris, en 1314, dans lequel on ordonna que les curés dénonceraient excommuniés tous ceux qui, dans leurs paroisses, auraient arrêté des clercs, s'ils ne les remettaient sans délai entre les mains de l'ordinaire. Un autre article défend les citations vagues et générales dont le porteur serait maître de faire l'application. Mais d'autres abus, et surtout les exactions des avocats et des procureurs dans les cours ecclésiastiques, et particulièrement dans celle de l'archevêque, excitèrent quelque temps après dans cette province un soulèvement des laïques, qui entreprirent de forcer les prêtres par des menaces à les absoudre des censures, et à leur administrer les sacrements, et il fallut l'intervention du roi pour réprimer cette conjuration. Deux conciles tenus en 1315, l'un à Saumur, par l'archevêque de Tours, l'autre à Nougatrot, par l'archevêque d'Auch, firent aussi quelques décrets pour la conservation des droits et des biens de l'Église. Le premier fit notamment un statut contre les fraudes des vassaux de l'Église qui déclaraient tenir leurs fiefs d'autres seigneurs. On remarque dans celui de Nougatrot un article qui condamne l'abus de refuser le sacrement de pénitence aux criminels qui le demandent. Un concile de la province de Reims, tenu à Senlis en 1318, ordonna, outre l'excommunication, de mettre en interdit tous les domaines de quiconque aurait usurpé des biens ecclésiastiques, et les lieux où seraient les biens enlevés. L'archevêque de Ravenne tint vers ce temps deux conciles, l'un en 1314, et l'autre en 1317, pour le rétablissement de la discipline. On défendit dans le

(1) Cont. Nang. — S. Anton. *Chron.* — Rainald.

premier de prononcer des interdits pour des causes pécuniaires, et on régla les honneurs qui devaient être rendus aux évêques quand ils passeraient dans les villes et les paroisses de la province. Il est ordonné aux chanoines et aux religieux de venir les recevoir en chapes avec l'eau bénite, l'encens et la croix, et aux curés de faire sonner les cloches pour avertir le peuple de venir recevoir la bénédiction à genoux. Dans le second, pour prévenir les scandales que donnaient souvent les clercs par leur conduite licencieuse ou par leur extérieur mondain, on règle en détail la forme et la qualité de leurs vêtemens, on leur défend de porter les armes, de garder chez eux des personnes suspectes et d'approcher des lieux de débauche, et on prescrit contre les coupables des amendes pécuniaires. On défend aussi la chasse aux religieux; et comme les laïques par leurs sollicitations ou leurs menaces imposaient souvent à l'Église des sujets indignes, on ordonne qu'aucun moine ne pourra être reçu dans un monastère, ni aucun chanoine dans une église même collégiale, sans la permission de l'évêque, et que dans chaque église le nombre des clercs sera fixé à proportion des revenus, sans que l'évêque puisse l'augmenter. On déclare excommuniés les juges séculiers qui après avoir pris des clercs portant les armes refusent de les rendre à l'évêque, ou les renvoient avec scandale au bruit des trompettes. Il est interdit aux archiprêtres et aux autres juges au-dessous de l'évêque de faire le procès aux curés et aux autres clercs de leur dépendance. Un article défend de dire des messes basses pendant la grande. Enfin, on règle les salaires des procédures, alors extrêmement multipliées.

Les désordres et les abus contre lesquels on voit dans les conciles du moyen âge tant de réglemens, presque toujours sans résultat, soulevaient la haine et le mépris des peuples contre le clergé, et par cela même ils avaient aussi pour effet d'encourager les entreprises contre



l'Église, de rendre moins odieuses les violences et les usurpations des laïques, et de favoriser l'audace des sectaires et le progrès des hérésies. Ce fut évidemment la source des erreurs soutenues par Arnauld de Villeneuve, célèbre médecin de cette époque. Il était né dans le royaume d'Aragon, et après avoir professé pendant quelque temps la médecine à Montpellier, il se rendit à Paris pour y étudier la théologie ; mais la hardiesse de ses opinions excita les plaintes de l'université, et craignant d'être poursuivi comme hérétique, il se retira en Sicile auprès du roi Frédéric. Envoyé ensuite par ce prince auprès du pape Clément V, il périt en mer vers l'an 1312. La doctrine d'Arnauld, sous une apparence de réforme, attaquait au fond toute la discipline de l'Église. Il soutenait que le démon était venu à bout de pervertir tous les chrétiens, et que tous seraient damnés comme n'ayant plus du christianisme que l'extérieur. Il accusait surtout les religieux d'être sans charité, et de falsifier la doctrine de Jésus-Christ ; il condamnait les théologiens pour s'être appuyés sur les principes de la philosophie, et voulait qu'elle fût entièrement bannie des écoles chrétiennes ; enfin il prétendait que les œuvres de charité étaient plus agréables à Dieu que le sacrifice de la messe, dans lequel on ne louait plus Dieu que de bouche ; que par conséquent on fondait inutilement des chapelles et des messes, et que celui qui employait ses biens à cet usage au préjudice des pauvres, méritait la damnation. Il ajoutait à cela quelques autres erreurs, notamment sur l'incarnation. Sa doctrine et ses livres furent condamnés par l'inquisition, à Tarragone, en 1317.

Deux ans auparavant, on avait découvert en Autriche des sectaires qui renouvelaient en partie les erreurs des Albigeois. Ils enseignaient que Lucifer et les autres démons avaient été chassés du ciel injustement, et qu'ils y seraient rétablis un jour ; que les anges, au contraire, coupables de cette injustice, seraient damnés éternellement avec tous les hommes qui n'étaient pas de la secte.

Ils méprisaient le baptême, l'eucharistie et tous les sacremens ; ils se moquaient de toutes les cérémonies et de toutes les lois de l'Église, des bénédictions, des fêtes, des censures, des jeûnes et de l'abstinence, du culte des saints et de leurs reliques, de l'autorité du pape et des prélats, et en général de toutes les pratiques de la religion. Ils mangeaient de la viande, même le vendredi saint, et travaillaient les jours des plus grandes fêtes. Ils avaient douze chefs qui prenaient le titre d'apôtres et qui parcouraient tous les ans l'Allemagne pour affermir ceux qu'ils avaient séduits. Entre ces douze, il y avait deux vieillards nommés ministres, qui feignaient d'entrer tous les ans dans le paradis, où ils recevaient le pouvoir de remettre les péchés, et ils communiquaient ce pouvoir à plusieurs autres dans chaque ville ou bourgade. Ces hérétiques appelaient le mariage une prostitution jurée, et s'assemblaient dans des lieux souterrains où ils se livraient à toutes les turpitudes, sans aucun égard à la parenté la plus proche. Leur nombre était considérable. Un de leurs chefs, qui fut brûlé à Vienne, confessa qu'ils étaient plus de huit mille en Bohême, en Autriche et dans le voisinage, outre ceux du reste de l'Allemagne et de l'Italie. Les frères prêcheurs, chargés de l'inquisition, en découvrirent plusieurs qui furent condamnés au feu, particulièrement dans le diocèse de Passau. Mais ces sectaires persistèrent dans leur opiniâtreté, et se livrèrent tous au supplice sans aucune marque de repentir. Sept ans plus tard, Gautier Lollard, un des chefs de la secte, fut arrêté et brûlé à Cologne. On ne put l'obliger ni par promesses, ni par les plus affreuses tortures, à indiquer les complices de son hérésie. Il avait composé en allemand plusieurs petits écrits qu'il distribuait secrètement à ceux qu'il avait séduits, et ce fut de lui que ces sectaires tirèrent leur noms de lollards (1).

(1) Eyméric. *Direct. inquisit.* — Trith. *Chron.*

Philippe, comte de Poitiers, avait été chargé par son frère, Louis le Hutin, de travailler à réunir les cardinaux pour l'élection d'un pape, et après six mois de négociation, il était venu à bout de les rassembler à Lyon au nombre de vingt-trois, lorsqu'il apprit la mort du roi. Se voyant alors obligé de quitter cette ville pour se charger de la régence, il prit le parti de les enfermer en conclave dans la maison des frères prêcheurs, avec des gardes pour les empêcher de sortir avant l'élection. Enfin, au bout de quarante jours, le 7 août 1316, les cardinaux élurent, d'une voix unanime, Jacques d'Euse, cardinal évêque de Porto, qui prit le nom de Jean XXII, et fixa, comme Clément V, son séjour à Avignon. Il était né à Cahors, d'une famille obscure, ou du moins médiocre, et s'était élevé par son mérite. Quelques auteurs ont écrit qu'ayant été chargé par un compromis de faire l'élection, il se nomma lui-même. Mais c'est une fable démentie par la lettre circulaire adressée aux princes et aux évêques pour leur faire part de sa promotion. Car elle porte expressément qu'il a été élu par le suffrage unanime des cardinaux. Il fit, au mois de décembre, une promotion de huit cardinaux, et, suivant l'exemple de son prédécesseur, il les choisit tous, hors un seul, parmi les Français. Il en fit encore sept autres quelques années après, tous Français sans exception.

La seconde année de son pontificat, c'est-à-dire en 1317, il érigea le siège de Toulouse en archevêché, et lui donna pour suffragans l'évêché de Pamiers et quatre nouveaux sièges qu'il établit en même temps à Montauban, à Saint-Papoul, à Rieux, et à Lombez. Les motifs de cette mesure étaient d'une part l'étendue du diocèse de Toulouse, trop vaste pour qu'il fût possible d'en faire la visite régulièrement, et d'autre part les immenses richesses de cette église, qui donnaient occasion à l'évêque d'entretenir un luxe quelquefois scandaleux, ou de les prodiguer en faveur de ses parens. C'est ce qu'avait fait en

particulier le dernier évêque, neveu de Clément V, en sorte que Jean XXII le déposa pour sa mauvaise conduite, et crut devoir diviser le diocèse en plusieurs autres et affecter une partie des revenus à la dotation des nouveaux évêchés. Comme la métropole de Narbonne perdait ainsi plusieurs suffragans, le pape, pour la dédommager, créa dans le diocèse les évêchés d'Aleth et de Saint-Pons, et partagea celui d'Albi en deux, par l'érection de l'abbaye de Castres en siège épiscopal. Il fit aussi la même année, dans les provinces de Bourges et de Bordeaux, six nouveaux évêchés, savoir Vabres, dans le diocèse de Rhodéz ; Condom, dans celui d'Agen ; Sarlat, dans celui de Limoges ; Saint Flour, dans celui de Clermont ; enfin, dans celui de Poitiers, Luçon et Maillezais, dont le siège fut transféré dans la suite à la Rochelle. L'année suivante il créa encore trois autres évêchés, Tulle, dans le diocèse de Limoges, et Lavaur et Mirepoix dans celui de Toulouse. Jean XXII choisissait pour ces sièges épiscopaux des monastères dont les abbés recevaient le titre d'évêque. Bertrand, abbé de Castres, vit cependant donner le siège à un autre. C'est pourquoi il adressa aux présidens des parlemens de Paris et de Toulouse une protestation où il prétendait n'avoir consenti que par crainte à l'érection de son abbaye en évêché, ajoutant que, d'après les lois du royaume, le pape n'avait pu prendre cette mesure sans le consentement du roi, parce qu'il n'avait pas le droit de donner à des villes de France le titre et le privilège de cité. Ce différend fut terminé par une transaction avec Déodat, premier évêque de Castres, d'après laquelle Bertrand conservait son titre d'abbé, avec une pension de treize cents livres sur les biens du monastère. Du reste, le pape eut soin d'écrire au roi pour lui exposer les motifs de ces érections, et pour ce qui regardait en particulier la division du diocèse de Toulouse, après l'exposé des motifs qu'on vient de voir, il ajoutait : « Nous avons consi-

déré aussi qu'il pouvait être dangereux pour vous et pour la tranquillité de votre royaume, d'avoir dans ces quartiers-là un évêque presque semblable à un roi par sa puissance et ses richesses.»

En Espagne, le pape Jean XXII divisa, l'an 1318, la province de Tarragone, et érigea en archevêché le siège de Saragosse, auquel il donna pour suffragans cinq évêchés des onze que renfermait la province. Il avait eu d'abord l'intention de multiplier les diocèses par des divisions; mais l'archevêque de Tarragone lui représenta que les évêchés partagés n'auraient plus assez de revenus. Le pape érigea la même année en métropole la ville de Sultanie, bâtie récemment dans la Perse par le khan des Tartares, et en nomma premier archevêque Franco de Pérouse, de l'ordre des frères prêcheurs, qui avait fait de nombreuses conversions dans cette province et dans les pays voisins. Il lui donna en même temps pour évêques suffragans six autres frères du même ordre, et écrivit au khan des Tartares pour l'exhorter à protéger les missionnaires, à embrasser la religion chrétienne, et à révoquer la défense qu'il avait faite depuis trois ans de sonner les cloches pour l'office divin. Comme le roi d'Arménie avait envoyé des ambassadeurs en cour de Rome pour solliciter les secours des Occidentaux contre les Sarrasins, le pape en prit occasion pour affermir les Arméniens dans l'orthodoxie, de leur adresser la profession de foi de l'Eglise romaine, la même, mot pour mot, que celle qui fut envoyée en 1269 par le pape Clément IV à Michel Paléologue. Un évêque arménien, qui était au nombre des ambassadeurs, protesta que cette croyance était la sienne, aussi bien que celle du roi et de la nation. Quant à la discipline, il avoua que les simples prêtres donnaient la confirmation et bénissaient l'huile pour l'extrême-onction; mais il ajouta qu'ils le faisaient par ignorance et par simplicité, et non point par mépris des usages de



l'Église romaine. Toutefois, malgré les lettres du pape adressées au catholique ou patriarche, et aux évêques, les Arméniens n'ont rien changé à leurs observances sur ces deux points.

On voit une autre preuve du zèle apostolique de Jean XXII dans les lettres qu'il écrivit en 1317 aux rois de France et de Naples pour leur donner des avis, et les exhorter à l'accomplissement de leurs devoirs. Il reprend en particulier Philippe le Long de son défaut d'attention et de respect pendant l'office divin, et se plaint que dans son royaume on profane le dimanche en rendant la justice, et en coupant les cheveux et la barbe, ce qu'il l'engage à ne pas tolérer. Il lui accorde par une autre lettre de pouvoir faire arrêter par ses officiers les clercs notoirement coupables, ou publiquement accusés d'homicide ou d'autres crimes énormes, s'il y avait lieu de craindre qu'ils ne prissent la fuite, mais à condition de les remettre aux juges ecclésiastiques.

Il donna également des conseils à Édouard II, roi d'Angleterre, par deux légats qu'il lui envoya pour obliger ce prince à faire hommage au saint-siège, et à payer l'arriéré du tribut promis autrefois par Jean Sans-terre. Le roi paya pour l'année courante, fit faire des excuses pour le passé, et promit de payer à certains termes vingt-quatre années qui étaient encore dues. Le pape, outre ce tribut, levait encore en Angleterre et en Irlande le denier de Saint-Pierre, et on continuait aussi de le payer en Suède, en Norwége, en Danemarck et en Pologne, dont les souverains s'étaient rendus anciennement tributaires du saint-siège. Mais on voit par les lettres de Jean XXII aux rois et aux archevêques de ces différens États, que le paiement ne se faisait pas toujours avec exactitude ni sans difficulté (1).

La même année 1317, le pape Jean XXII publia le

(1) Cont. Nang. — Valsingh. — Villan. — Rainald.



recueil des constitutions de son prédécesseur, connues sous le titre de Clémentines, et les adressa aux universités, avec ordre de les suivre dans les écoles comme dans les tribunaux. Il s'occupa de faire cesser les divisions qui troublaient l'ordre de Grandmont, et pour cet effet, il érigea en abbaye le prieuré chef-lieu de l'ordre, réduisit le nombre des autres prieurés à trente-neuf, dont dépendraient toutes les autres maisons, et ordonna que les prieurs seraient élus par la communauté, et devraient être confirmés par l'abbé. La division continuait aussi parmi les frères mineurs. Ils avaient été près de deux ans sans ministre général, et les prétendus spirituels, fort nombreux dans le Languedoc, avaient profité de cette circonstance pour se séparer de l'ordre et pratiquer leurs maximes. Ils parvinrent avec le secours du peuple à s'emparer des couvens de Béziers et de Narbonne, se donnèrent des supérieurs particuliers, et prirent des habits plus courts, plus étroits et plus pauvres que ceux des autres frères. Les spirituels de la Toscane étaient sortis de leurs couvens pour passer en Sicile, où ils s'étaient donné un général nommé Henri de Ceva, et enseignaient plusieurs erreurs, notamment, qu'il fallait distinguer deux Églises, l'une charnelle, opulente et corrompue, gouvernée par le pape et les prélats; l'autre spirituelle, pauvre et pénitente, ornée de vertus, et qui ne se composait que d'eux et de leurs sectateurs, qu'eux seuls accomplissaient l'Évangile, qu'ils avaient seuls aussi la puissance ecclésiastique, et que les prêtres et les autres ministres perdaient par le crime le pouvoir de consacrer et d'administrer les sacremens, d'instruire les peuples, et de prononcer des sentences.

Michel de Césène, qui devint plus tard le chef d'un parti schismatique, ayant été élu général par le chapitre de l'ordre, en 1316, s'empressa de recourir à l'autorité du saint-siège pour faire rentrer dans la soumission ces prétendus spirituels. En conséquence, le pape Jean XXII

publia, au mois d'avril 1317, une constitution commençant par ces mots, *Quorundam exigit*, où il déclarait que les supérieurs avaient le droit de déterminer la forme des habits, et la qualité des étoffes, selon les pays, comme aussi de juger, selon leur discrétion, dans quelles circonstances on pouvait garder des provisions de bouche, et avoir pour cet effet des greniers et des celliers, et que les frères ne devaient pas craindre, en se conformant à ces réglemens, de transgresser leur règle ; après quoi il enjoignait, sous peine d'excommunication, à tous les dissidens, de quitter leurs habits singuliers pour reprendre ceux de l'ordre, et de rentrer sous l'obéissance du général. Il écrivit en même temps à Frédéric, roi de Sicile, de prêter main-forte aux supérieurs pour l'arrestation de ces religieux schismatiques, et donna commission à Bertrand de la Tour, provincial d'Aquitaine, de travailler, par la douceur, à ramener ceux du Languedoc. Ensuite, comme ils en appelèrent au pape, il consentit à les entendre ; mais ne pouvant rien gagner, il les remit à l'inquisition pour être examinés. Tous revinrent alors à leur devoir, excepté vingt-cinq qui persistèrent à soutenir que le pape ne pouvait modifier la règle de saint François, parce qu'elle n'était autre chose que l'Évangile, et l'inquisiteur de Provence fut chargé de procéder contre eux selon les canons. Le pape publia, le 30 décembre de la même année, une autre bulle où il renouvelait l'excommunication contre les prétendus spirituels, ou autres religieux mendiants non approuvés par le saint-siège, et spécialement contre les fraticelles ou frères de la vie pauvre, qui se disaient du tiers-ordre de Saint-François ; puis, le 23 janvier de l'année suivante, il condamna les erreurs enseignées par les spirituels de la Sicile, qui avaient méprisé sa première constitution, et s'étaient soustraits par la fuite aux poursuites dirigées contre eux. Quelques mois après, l'inquisiteur de Provence, de l'ordre des frères mineurs, condamna

comme hérétiques quatre de ces religieux dissidens, qu'on ne put ramener par aucun moyen. Ils s'obstinèrent à soutenir que le pape n'avait pas le pouvoir d'ordonner ce que contenait sa bulle touchant les habits et les provisions, et qu'il ne leur était pas permis d'obéir à cette ordonnance, contraire à leur vœu de pauvreté. Ils furent dégradés solennellement par l'évêque de Marseille, puis abandonnés au juge séculier, qui les fit brûler. Quelques autres furent condamnés à la prison perpétuelle. Un des principaux chefs des spirituels dans le Languedoc était frère Bernard, surnommé Délicieux, qui, par ses discours, avait soulevé les habitans de Carcassonne et d'Albi contre les inquisiteurs, en sorte qu'on avait pillé leur maison et délivré leur prisonniers. On l'accusait en outre d'avoir conspiré pour livrer ces deux villes au roi de Majorque, et d'avoir empoisonné le pape Benoît XI. On ne trouva aucune preuve à l'appui de cette dernière accusation; mais les commissaires nommés pour lui faire son procès le condamnèrent, pour ses autres crimes, à être enfermé, pour faire pénitence perpétuelle au pain et à l'eau.

Il restait en Italie un monastère fondé par quelques-uns des religieux franciscains qui avaient obtenu personnellement du pape Célestin V la permission de former une communauté séparée, sous le nom de Pauvres Ermites; leur supérieur était frère Ange, surnommé Clarens, du nom de son monastère. On voulut aussi l'inquiéter à l'occasion de ce schisme des spirituels; mais comme il n'avait rien de leur esprit séditieux et qu'il se déclara prêt à obéir au pape, on le laissa en paix, et cette congrégation des Clarens subsista jusque vers la fin du seizième siècle. Une nouvelle congrégation de bénédictins se forma en Italie l'an 1319, dans le diocèse d'Arezzo, sur le mont Olivet, d'où elle a tiré son nom. Elle eut pour fondateur Jean Tolomei, célèbre docteur en droit, qui, au moment de faire une leçon publique, étant

attaqué d'un violent mal aux yeux , demanda sa guérison à la sainte Vierge , avec promesse , s'il l'obtenait , de renoncer entièrement au monde. Ayant été guéri sur-le-champ , il se retira avec deux autres nobles siennois , Patrici et Piccolomini , sur le mont Olivet , où ils se construisirent des cellules avec un oratoire. Il leur vint bientôt un grand nombre de disciples , et l'évêque d'Arezzo , par commission du pape , approuva leur congrégation , les soumit à la règle de saint Benoît , et leur permit de bâtir un monastère , qu'il exempta des dîmes et de toute autre redevance , se réservant seulement le droit de visite et la confirmation de l'abbé. Denis , roi de Portugal , institua , la même année , dans ses états , avec la permission du pape , un nouvel ordre militaire sous le nom de l'ordre du Christ , pour la défense de la religion contre les Sarrasins du pays. On adopta pour ces chevaliers les constitutions de l'ordre de Calatrava , fondées sur la règle de Cîteaux , avec obligation pour le grand-maître de prêter serment au roi , et le pape leur donna les biens que les templiers avaient possédés en Portugal (1).

Les rois de France et d'Angleterre manifestaient l'intention de passer à la Terre sainte ; mais le pape leur représenta que les guerres ou les divisions qui régnaient partout ne permettaient guère d'espérer le succès d'une pareille entreprise , surtout dans un moment où les hospitaliers , dont le secours serait si important , se trouvaient presque ruinés , puisqu'ils devaient à deux seules compagnies plus de trois cent soixante mille florins. On voit par là le profit que cet ordre avait retiré des biens des templiers. Ces projets de croisade devinrent l'occasion d'un mouvement semblable à celui qui avait eu lieu autrefois pendant la prison de saint Louis. Le bruit se répandit comme alors , parmi les gens du peuple , que la délivrance de la Terre sainte leur était réservée , et une

(1) Rainald. — Vading. — Eymer. *Direct. inq.*

multitude de laboureurs et de bergers commencèrent à se rassembler au printemps de l'an 1320, sans armes, sans provisions, et prirent aussi le nom de pastoureaux. Ils marchaient en procession, deux à deux, par les villes et les villages, à la suite d'une croix, dans un profond silence, visitaient ainsi les églises. et demandaient l'assistance des fidèles, qui leur fournissaient des vivres en abondance. La troupe grossissait tous les jours par la jonction des gens désœuvrés, des mendiants, des vagabonds et des voleurs; ils entraînaient jusqu'aux femmes et aux enfans. Bientôt ils se rendirent odieux par leurs violences, par des pillages et des assassinats. En passant à Paris, ils forcèrent les prisons pour délivrer quelques-uns des leurs qu'on avait arrêtés; puis, étant arrivés en Languedoc, ils se jetèrent sur les juifs, pillèrent leurs biens, et tuèrent tous ceux qui refusaient de se faire baptiser. Comme le gouverneur fit contre eux des poursuites, ils étendirent leurs pillages sur tout le monde, sans épargner même les églises, et marchèrent ensuite vers Avignon, où la cour pontificale eut beaucoup à craindre. Mais le pape ayant écrit au sénéchal de Beaucaire pour l'exhorter à réprimer leurs excès, on mit des garnisons dans les forteresses et les châteaux, on défendit de leur donner ou de leur vendre des vivres, on leur ferma les passages, et on prit de telles mesures, que plusieurs ayant été tués, d'autres pris et pendus, le reste s'enfuit et se dissipa. L'Angleterre fut agitée aussi par des attroupemens semblables qui se dispersèrent de même. Le pape, à cette occasion, écrivit des lettres aux princes et aux seigneurs pour défendre les juifs contre la fureur des pastoureaux, et renouvela les constitutions qui défendaient de confisquer les biens de ceux qui recevaient le baptême; car cet abus odieux s'était introduit presque partout; on agissait de même en Espagne à l'égard des musulmans, et l'on a déjà vu les plaintes portées contre les chevaliers teutoniques au sujet des

exactions et des charges dont ils accablaient les idolâtres qui se faisaient chrétiens.

Vers le même temps, la dignité royale, abolie depuis plus de deux cents ans dans la Pologne, fut rétablie par les seigneurs et les prélats en faveur de Ladislas, duc de Cracovie et de la plupart des autres provinces. Le pape, à qui il s'était adressé, comme feudataire du saint-siège, pour obtenir son consentement et se plaindre des usurpations des chevaliers teutoniques, s'abstint de prendre une décision positive, à cause des prétentions qu'élevait le roi de Bohême sur la Pologne; mais il ne laissa pas d'approuver tacitement le couronnement de Ladislas, et de lui donner dans ses lettres le titre de roi. L'année suivante, 1321, le pape publia une bulle fameuse commençant par ces mots, *Vas electionis*, où il condamna comme erronées des propositions soutenues par Jean de Poilli, docteur de l'université de Paris, qui avait enseigné dans ses leçons et ses sermons, que les fidèles qui se confessaient aux religieux étaient obligés à confesser encore les mêmes péchés à leurs curés, et que le canon du concile de Latran demeurant en vigueur, le pape ne pouvait faire que les paroissiens ne fussent pas obligés de confesser tous leurs péchés une fois l'an à leur propre prêtre, c'est-à-dire au curé de la paroisse, parce que cela implique contradiction. Ce docteur, appelé devant le pape, promit de rétracter publiquement ces propositions. Deux frères mineurs furent tués, cette même année, par des hérétiques du Dauphiné, où ils venaient d'être envoyés pour procéder à des poursuites comme inquisiteurs.

Plusieurs conjurations avaient été faites contre Jean XXII, dès le commencement de son pontificat, et l'on avait tenté de l'empoisonner ou de le faire périr avec quelques-uns des cardinaux, par des opérations magiques. C'est ce qu'on voit par deux commissions qu'il donna au mois de février et au mois d'avril 1317,



pour informer contre les coupables. « N'ayant pu, dit-il, nous faire prendre les breuvages qu'ils avaient préparés pour nous empoisonner, ils ont fait notre figure en cire et celles de plusieurs cardinaux, pour attaquer notre vie en piquant ces images, avec des enchantemens magiques et des invocations du démon. » Il ajoute que ces scélérats se vantaient d'enfermer les démons dans des cercles, des anneaux ou des miroirs, de découvrir par ce moyen le passé et l'avenir, et de pouvoir par des breuvages enchantés, ou même par de simples paroles, abrégier ou ôter la vie, envoyer des maladies ou les guérir. On les accusait d'employer des hosties consacrées ou d'imiter les autres sacremens dans leurs maléfices. Entre ceux qui furent accusés d'avoir attenté à la vie du pape, on cite Hugues Géraud, nommé par Clément V à l'évêché de Cahors. La sentence prononcée contre lui, en 1318, ne mentionne cependant d'autres crimes que la simonie, le mépris des appels au saint-siège, le scandale de ses dérèglemens, des exactions et des violences tyranniques, et le condamne seulement pour ces motifs à la prison perpétuelle; mais Bernard Guyon, auteur contemporain, ajoute que ce prélat fut dégradé selon les formes de droit, puis livré à la cour séculière, qui le fit brûler, parce qu'il avait, disait-on, machiné la mort du pape. Le juge qui ordonna cette exécution était en même temps le maréchal et le neveu de Jean XXII (1).

L'empire d'Allemagne était alors en proie à tous les désordres de la guerre civile. Un interrègne de plus d'un an avait suivi la mort de l'empereur Henri VII; après quoi, au mois d'octobre 1314, une partie des électeurs, savoir, les archevêques de Mayence et de Trèves, Jean de Luxembourg, roi de Bohême; Valdemar, marquis de Brandebourg, et Jean, duc de Saxe, élurent à Francfort, comme roi des Romains, Louis, duc de Bavière, qui était

(1) Contin. Nang. — Valsingh. — Rainald.

présent, et qui fut couronné le 26 novembre à Aix-la-Chapelle par l'archevêque de Mayence; et d'un autre côté, l'archevêque de Cologne, le comte palatin, frère du duc de Bavière; Rodolphe, électeur de Saxe; Henri, duc de Carinthie, chassé du trône de Bohême, et Henri de Brandebourg, frère de l'électeur, donnèrent leurs suffrages à Frédéric, duc d'Autriche, qui fut couronné à Bonn par l'archevêque de Cologne. Le saint-siège, alors vacant, ne put être appelé à juger ce différend, et Jean XXII, pendant longtemps, n'y intervint que d'une manière peu efficace, en sorte que les deux compétiteurs vidèrent leur querelle par les armes. Enfin, l'an 1322, Frédéric perdit une sanglante bataille, fut fait prisonnier et se désista, quelque temps après, de ses prétentions pour recouvrer sa liberté. Ce furent probablement les désordres occasionnés par cette guerre civile qui donnèrent lieu de renouveler et de confirmer, dans un concile tenu la même année à Cologne, des statuts publiés en 1266 pour réprimer les violences contre les personnes et les biens ecclésiastiques.

Les guerres, l'ignorance et le voisinage des infidèles, faisaient naître et entretenaient les abus en Espagne, où le concubinage des clercs était surtout fort commun, comme le témoigne Alvar Pelage, auteur espagnol, qui écrivit peu de temps après son traité des Plaintes de l'Église. « Plût à Dieu, dit-il, qu'ils n'eussent jamais promis la continence, particulièrement dans ces provinces, où l'on voit presque autant d'enfans de clercs que de laïques. Tous les jours ils passent des bras de leurs concubines à l'autel pour célébrer les redoutables mystères, sans s'être confessés, ou après l'avoir fait seulement pour la forme, et bien résolus de retourner à leurs habitudes. » On fit plusieurs réglemens contre ces désordres dans un concile de Valladolid, tenu en 1322, et convoqué par un légat que le pape venait d'envoyer en Castille pour apaiser les troubles et révoltes occasionnés pendant la

minorité du roi, par l'ambition des grands. Ce roi était Alphonse XI, qui avait succédé encore enfant à son père Ferdinand IV. Le concile ordonna que les clercs qui ne quitteraient pas leurs concubines seraient privés, au bout de deux mois, d'un tiers de leurs revenus, et successivement des deux autres tiers; puis enfin, après dix mois, privés de tous leurs bénéfices. Ceux dont les concubines ne sont pas chrétiennes sont punis plus sévèrement. Un autre statut défend d'élever aux ordres ceux qui ne savent pas le latin, et d'ordonner plus de clercs que chaque église n'en peut nourrir, de peur qu'ils ne déshonorent leur état par la mendicité ou par des métiers peu convenables, ou que la considération du clergé ne s'affaiblisse par la trop grande multitude. On veut que chaque curé ait par écrit, en latin et en langue vulgaire, une explication du symbole, du décalogue, des sacrements, des péchés capitaux et des vertus, c'est-à-dire ce que nous appelons un catéchisme, et qu'il la lise au peuple les dimanches de Carême et aux quatre grandes fêtes de l'année, Noël, Pâques, la Pentecôte et l'Assomption. On condamne par d'autres articles les entreprises contre les privilèges du clergé, la violation du jeûne et de l'abstinence, le travail pendant les jours de fêtes, les maléfices, les sortilèges, la simonie, les mariages contraires aux canons, et le crime odieux d'enlever des chrétiens pour les vendre aux Sarrasins. Enfin on défend les épreuves du fer chaud et de l'eau bouillante encore usitées en Espagne. Un concile de Tarra-gone, tenu deux ans plus tard, fit aussi pour la réforme des abus quelques réglemens dont l'un concerne le costume ecclésiastique, et ordonne aux clercs de se raser la barbe au moins une fois le mois.

On trouve également dans les statuts d'un concile de la province de Sens, tenu à Paris vers le même temps, un article qui défend aux clercs de porter la barbe et les cheveux longs. Un autre article remarquable concerne la

fête du Saint-Sacrement. Le concile accorde quarante jours d'indulgence à ceux qui jeûneront le mercredi, veille de cette fête ; après quoi il ajoute : « Quant à la procession solennelle que le clergé et le peuple font le jeudi en portant le Saint-Sacrement , puisqu'elle semble introduite en quelque sorte par inspiration divine , nous n'en ordonnons rien et la laissons à la dévotion du clergé et des fidèles. « On voit comment s'est établie cette pieuse pratique , dont l'usage , adopté d'abord dans quelques églises particulières, ne tarda pas à s'étendre dans toute la chrétienté. C'est aussi de la même manière et vers le même temps que s'introduisit l'usage de réciter l'*Angelus* le soir au son de la cloche. Cette coutume s'était établie dans l'église de Saintes, et le pape Jean XXII la confirma par une bulle de l'an 1318, où il accorde dix jours d'indulgence à ceux qui feront cette prière à genoux.

L'éloignement des papes et les divisions de l'empire avaient redoublé depuis quelque temps les troubles et les désordres en Italie, où les provinces, les villes et les familles étaient déchirées plus que jamais par les factions des guelfes et des gibelins. Ce dernier parti reprenait chaque jour des forces, et menaçait partout l'autorité temporelle du saint-siège. Les Pisans, soutenus par un corps de troupes allemandes, avaient pillé en 1314 la ville de Lucques et enlevé les trésors de l'Église romaine, que Clément V y avait fait transporter de Rome et de la Campanie. Les bannis de Bologne et d'autres gibelins de la Romagne s'étaient emparés, la même année, d'un trésor conduit par le gouverneur de la marche d'Ancône. Quelque temps après, la ville de Recanati, dans cette dernière province, leva hautement l'étendard de la révolte. Comme le gouverneur avait envoyé un officier pour exécuter quelques sentences contre les magistrats et faire rentrer la ville dans la soumission, les habitans se jetèrent sur l'officier et le massacrèrent avec trois cents hommes de sa suite ; après quoi, tournant leur fureur

contre ceux de leurs concitoyens qui s'étaient déclarés pour lui, ils en pendirent ou décapitèrent plusieurs, jusqu'à des enfans, pillèrent leurs biens, abattirent leurs maisons, et violèrent des femmes et même des religieuses. Le pape, informé de ces excès, employa inutilement les citations canoniques contre les coupables; et, par une bulle de l'an 1320, il punit la ville en transférant le siège épiscopal de Recanati à Macerata. L'année suivante, l'inquisiteur fit citer quelques-uns des rebelles, comme accusés d'impuretés, de superstitions idolâtriques et de blasphèmes contre l'Église et contre Jésus-Christ, et sur leur refus de comparaître, il les déclara excommuniés, abandonnés au juge séculier et leurs biens confisqués. Mais ils se moquèrent de sa sentence, et le pape fit prêcher contre eux la croisade.

Il prit aussi des mesures semblables contre plusieurs chefs gibelins qui, au mépris de ses défenses, avaient profité des circonstances pour établir leur domination dans quelques villes de la Lombardie. Ainsi Matthieu Visconti, après avoir été élu podestat de Milan, puis longtemps gouverneur comme vicaire de l'empire, s'était fait donner, en 1317, la seigneurie de cette ville avec le titre de prince. Can de la Scala s'était de même emparé de la ville de Vérone, et Rainal Passarino de celle de Mantoue, sous le titre de vicaire de l'empire, qui leur fut conféré par Louis de Bavière. Le pape, mécontent de ces usurpations, après plusieurs procédures inutiles, eut recours à la force des armes, et fit prêcher la croisade contre ces rebelles; car, regardant l'empire comme vacant, il prétendait que la régence ou l'administration appartenait au saint-siège pendant l'interrègne, et qu'ainsi ni le vicariat ni d'autres titres ne pouvaient être pris ou acceptés sans son autorité. C'est par ce motif que le pape Clément V, après la mort de l'empereur Henri VII, avait nommé le roi de Naples vicaire de l'empire en Italie, et ce prince était encore maintenu dans le même titre et

le même pouvoir par Jean XXII. Comme Matthieu Visconti était excommunié depuis plusieurs années et méprisait les censures, le pape ordonna en même temps de lui faire le procès comme à un hérétique. En conséquence, les inquisiteurs le citèrent à comparaître, et sur son refus ils prononcèrent une sentence qui le déclarait convaincu d'hérésie, confisquait ses biens, le dépouillait de ses dignités, et le notait d'infamie avec tous ses descendants. Il mourut quelques mois après cette sentence, au mois de juin 1322 ; mais Galéas, son fils aîné, parvint à demeurer maître de la ville. Cependant les troupes du pape, commandées par le cardinal Bertrand Poyet, son neveu, se renforcèrent bientôt d'un assez grand nombre de croisés allemands, et avec le secours des guelfes et du roi de Naples, elles remportèrent quelques avantages sur les gibelins, en sorte que Passarino et plusieurs autres demandèrent la paix, en reconnaissant tenir du pape les places qu'ils avaient tenues jusque-là au nom de l'empereur. Mais des ambassadeurs, envoyés l'année suivante en Lombardie par Louis de Bavière, relevèrent le courage du parti ; et les gibelins de Mantoue, de Vérone et de quelques autres villes s'étant réunis sous la conduite du comte Berthold, chef de l'ambassade, marchèrent vers Milan, qui était vivement pressée par l'armée pontificale, et réussirent à faire lever le siège (1).

Philippe le Long était mort au mois de janvier 1322, et comme il ne laissait point d'enfant mâle, il eut pour successeur Charles son frère, connu sous le nom de Charles le Bel. Quelques mois après, le pape Jean XXII cassa, pour empêchement de parenté et d'affinité spirituelle, le mariage de ce prince avec Blanche, fille du comte de Bourgogne. Ce mariage avait été précédé d'une dispense accordée par le pape Clément V ; mais elle ne comprenait pas tous les empêchemens, et le roi, qui

(1) Albert. Argent. — Villan. — Rainald.



depuis longtemps avait fait emprisonner sa femme pour cause d'adultère, ajoutait que cette dispense était subreptice, comme ayant été obtenue sur un faux exposé. Toutefois, la décision pontificale, bien que motivée sur plusieurs empêchemens, ne laissa pas de donner occasion à des critiques et à des plaisanteries. Le nouveau roi témoignait, comme son prédécesseur, un grand zèle pour la croisade, et le pape de son côté lui en écrivit plusieurs fois, et s'efforça de lever les obstacles que les troubles de l'Europe semblaient mettre à cette entreprise. Un Vénitien, nommé Marin Sanuto, qui avait longtemps vécu en Orient et parcouru l'Égypte, la Palestine et l'Arménie, s'était présenté l'année précédente à la cour du pape, et lui avait rendu un mémoire sur l'exécution de la croisade, avec des cartes géographiques de la Méditerranée, de la Terre sainte et des pays voisins. Cet ouvrage, intitulé les *Secrets des croisés*, était divisé en trois livres, dont le premier proposait divers moyens pour affaiblir le sultan d'Égypte, notamment de tirer d'ailleurs les épices et autres marchandises des Indes, et d'aggraver les censures contre ceux qui porteraient en Égypte ou à d'autres infidèles des vivres, des métaux, des bois ou d'autres choses propres à la guerre ou à la navigation. Le second contenait des plans pour l'expédition, et enfin le troisième, une description de la Terre sainte, et une histoire de ce qui s'y était passé depuis la première croisade. Il dit en parlant de Nazareth : « On y montre le lieu où l'ange Gabriel annonça à la sainte Vierge les desseins du Très-Haut ; » ce qui ne doit s'entendre que de quelques vestiges conservés en cet endroit, puisqu'il écrivait trente ans après la translation miraculeuse de la sainte maison à Lorette. Sanuto se rendit aussi à la cour de France, et fit de nombreuses démarches auprès des seigneurs et des cardinaux pour déterminer l'exécution de la croisade. Mais d'autres affaires vinrent bientôt la rendre impossible.

On a vu les discussions élevées parmi les frères mi-

neurs au sujet de leur habit et de la faculté d'avoir des greniers et des celliers pour des provisions. Il ne s'agissait guère que de savoir si leur vêtement devait être blanc, gris ou noir, court ou long, de drap ou de serge ; si le capuchon devait être pointu ou rond, large ou étroit ; et cependant il s'était trouvé quelques fanatiques assez opiniâtres pour soutenir que le pape n'avait pas le droit de prononcer sur ces questions, et qu'il devait laisser aux supérieurs à régler toutes ces choses selon leur discrétion. Une nouvelle discussion, non moins frivole par son objet, eut encore les mêmes conséquences. Il s'agissait au fond de savoir s'ils avaient la propriété, ou seulement l'usage du pain et des autres choses qu'ils consommaient pour leur nourriture ; mais ils rattachaient cette question à une autre plus importante, savoir, si Jésus-Christ et les apôtres avaient possédé quelque chose, soit en particulier, soit en commun, car ils prétendaient établir la perfection de leur état ou de leur pauvreté absolue, sur sa conformité avec celui de Jésus-Christ. Cette dernière question fut soulevée à l'occasion d'un fratricelle ou bizoque jugé à Narbonne en 1321, et qui soutenait, entre autres erreurs, que Jésus-Christ et les apôtres n'avaient eu la propriété de rien, ni en commun, ni en particulier. Comme l'inquisiteur s'était adjoint pour ce jugement plusieurs théologiens, un professeur franciscain, nommé Bérenger Talon, quand on lui demanda son avis sur cette proposition, soutint qu'elle était catholique et conforme à la décision du pape Nicolas III dans la bulle *Exiit qui seminat*. L'inquisiteur le somma aussitôt de se rétracter ; mais Bérenger s'y refusa, déclara qu'il appelait au pape, et se rendit à Avignon. Le pape, déjà instruit de cette affaire par le rapport de l'inquisiteur, donna des ordres pour faire examiner la question, et suspendit, par un décret du mois de mars 1322, les censures portées par la bulle de Nicolas III contre ceux qui disputeraient sur sa décrétale.

Les frères mineurs ne crurent pas devoir attendre la décision du pape. Le chapitre général assemblé à Pérouse, et présidé par Michel de Césène, publia, au mois de juin de la même année, une déclaration adressée à tous les fidèles, où l'on prononçait que ce n'est point une proposition hérétique, mais catholique, de dire que Jésus-Christ montrant le chemin de la perfection, et les apôtres y marchant après lui, et voulant y conduire les autres, n'avaient eu la propriété de rien, ni en commun, ni en particulier; et l'on ajoutait que l'Église, qui ne peut se tromper, l'avait ainsi décidé dans la décrétale *Exiit qui seminat*, insérée dans le corps du droit canonique. Cette déclaration fut souscrite par le général de l'ordre et par neuf provinciaux, dont l'un était Guillaume Occam, provincial d'Angleterre, et docteur de Paris, devenu fameux comme chef de la secte des nominaux. En même temps, le chapitre nomma, comme fondé de pouvoir, Boncortese de Bergame, surnommé Bonnegrâce, pour suivre l'affaire en cour de Rome, au nom de tout l'ordre.

Cependant, le pape Jean XXII, pour terminer les discussions relatives à la propriété des alimens et autres choses qui se consomment par l'usage, publia, au mois de décembre de la même année, une bulle fameuse commençant par ces mots *Ad conditorem*, où il établissait que relativement à ces choses, l'usage ne pouvait pas être séparé de la propriété, et que par conséquent on ne devait pas supposer que le pape Nicolas eût voulu dans sa décrétale en réserver la propriété à l'Église romaine, d'autant plus que ce droit de propriété chimérique serait ridicule à l'égard d'un œuf ou d'un morceau de pain donné à un frère mineur pour être détruit à l'instant par la consommation, et considérant d'autre part que cette décrétale, sans augmenter chez les frères mineurs la pauvreté réelle, ne servait qu'à compromettre inutilement l'Église romaine, parce que souvent on

plaidait en son nom devant les moindres juges, et quelquefois avec toutes sortes de vexations pour des choses de rien ; il ajoutait : « Par ces motifs, nous ordonnons qu'à l'avenir l'Église romaine n'acquerra aucun droit de propriété ou autre sur les biens qui seront donnés aux frères mineurs, ou qui leur adviendront à quelque titre que ce soit ; excepté leurs logemens et les églises, avec les vases, les ornemens, et les livres destinés au service divin, et nous défendons rigoureusement de constituer désormais au nom de l'Église romaine aucun procureur, pour recevoir, demander, se faire délivrer, ou défendre et administrer les biens qui pourront échoir aux frères mineurs (1). » Bonnegrâce de Bergame, chargé de la procuration de l'ordre, appela de cette constitution en plein consistoire, et fut mis en prison, où il demeura un an.

Quant à ce qui regardait la pauvreté de Jésus-Christ, le pape Jean XXII, après avoir fait examiner avec soin la question par les cardinaux, par les plus savans évêques et par les universités, publia, au mois de novembre 1323, une autre décrétale commençant par ces mots, *Cum inter nonnullos*, où il condamnait comme hérétiques les deux propositions suivantes ; l'une que Jésus-Christ et ses apôtres n'ont rien eu en particulier ni en commun, attendu que cette proposition contredit expressément l'É-

(1) Bérault Bercastel, après avoir exposé d'une manière inexacte et incomplète la teneur et l'objet de cette décrétale, ajoute que le pape n'entrait pas encore dans la subtile question de l'usage et de la propriété, et qu'il la définit enfin dans la seconde, *Cum inter nonnullos*. Or la décrétale *Ad conditorem* a précisément pour objet cette subtile question, qui s'y trouve discutée fort longuement et décidée de la manière la plus expresse, après des raisonnemens qui en embrassent toutes les subtilités et qui les retournent, pour ainsi dire, dans tous les sens, au lieu qu'il ne s'en trouve rien dans la seconde, qui est fort courte, et qui regarde uniquement la propriété de Jésus-Christ et des apôtres. L'ouvrage de cet écrivain fort ignorant, mais fort exercé à la déclamation, fourmille de semblables erreurs, qui ont été scrupuleusement conservées dans les éditions corrigées.

criture sainte, qui assure en plusieurs endroits qu'ils ont eu certaines choses ; l'autre, que Jésus-Christ et ses apôtres n'avaient pas le droit d'user de ces choses, ni de les vendre, de les donner ou de s'en servir pour en acheter d'autres ; attendu que l'Écriture témoigne qu'ils l'ont fait, ou suppose expressément qu'ils l'ont pu faire, de sorte que cette proposition impliquerait dans leurs actes une violation de la justice, ce qu'on ne saurait penser sans crime. L'université de Paris, Durand de Saint-Pourcain, de l'ordre des frères prêcheurs, alors évêque du Puy, et plus tard de Meaux ; Hervé Noël, général du même ordre, célèbre docteur de Paris, plusieurs cardinaux, et d'autres théologiens, avaient adressé au pape des traités sur cette question, et établi par des preuves solides la doctrine définie dans cette décrétale. Trois cardinaux et plusieurs évêques tirés de l'ordre des frères mineurs, et qui avaient soutenu la déclaration du chapitre de Pérouse, se soumirent, comme presque tous les membres de l'ordre, à la décision du pape. Mais Michel de Césène, Guillaume Occam, Bonnegrâce, et quelques autres, voulurent défendre leur ouvrage, et comme ils se fondaient sur les bulles de plusieurs papes, et principalement sur la décrétale de Nicolas III, qui, après avoir représenté la renonciation à la propriété de toutes choses soit en commun, soit en particulier, comme le caractère propre de la pauvreté des frères mineurs, ajoutait que ce renoncement absolu était méritoire et conforme à l'exemple et aux conseils de Jésus-Christ et des apôtres, le pape Jean publia, au mois de novembre 1324, une troisième constitution qui commence par ces mots, *Quia quorundam*, et qui a pour objet de répondre à toutes les objections. Il y fait voir que les papes Honorius III, Grégoire IX, Innocent IV, et Alexandre IV, n'avaient point soutenu la doctrine qu'on leur prêtait, et qu'au contraire Alexandre IV avait dit expressément dans une de ses constitutions que les frères prê-



cheurs imitent la pauvreté de Jésus-Christ, et toutefois, d'après leur règle, ils peuvent avoir quelque chose en commun, même quant à la propriété. Il y avait plus de difficulté à l'égard de la décrétale du pape Nicolas ; mais Jean XXII montrait que ce pape, en s'exprimant comme on vient de le voir, n'avait pas voulu nier que Jésus-Christ et les apôtres aient eu la propriété de quelque chose en commun, puisqu'il déclarait ensuite que s'ils avaient eu quelquefois de l'argent, comme le témoigne l'Évangile, c'était pour montrer le chemin aux faibles, et ne pas paraître les condamner, ce qui suppose la propriété, et non pas seulement le simple usage de fait imaginé par les frères mineurs, puisque autrement ce n'eût pas été montrer le chemin aux faibles, mais se tenir toujours dans la voie des parfaits.

Quant à ce qui est dit dans la décrétale du pape Nicolas, que les frères mineurs n'ont que le simple usage de fait qui ne donne aucun droit, Jean XXII soutient que cette déclaration ne doit s'entendre que des choses où l'usage de fait peut être séparé de la propriété, et non de celles qui se consomment par l'usage, à l'égard desquelles cette séparation est impossible, en sorte que l'usage de ces choses, s'il était dépouillé de tout droit, serait injuste, et par conséquent contraire à la perfection, « ce qui montre assez, dit-il, que le pape Nicolas n'a pas voulu le permettre aux frères mineurs. » Il semble néanmoins difficile d'admettre cette restriction, puisque le pape Nicolas parle même de l'usage des choses nécessaires au soutien de la vie. Mais il faut remarquer que cette question relative à la séparation de l'usage et de la propriété dans les choses qui se consomment par l'usage, est une simple question de philosophie ou de jurisprudence, et que ni Jean XXII ni le pape Nicolas III n'ont prétendu la décider comme un point de foi ; car ni l'un, ni l'autre, ne condamne comme hérétiques ceux qui combattraient leurs déclarations, mais seulement



comme rebelles à l'autorité du saint-siège, qui avait incontestablement le droit d'interpréter, de modifier, ou de changer la règle d'un ordre religieux, et de décider s'il convenait ou non d'attribuer à l'Église romaine, ou de laisser à l'ordre, la propriété des choses que les frères mineurs employaient à leur nourriture ou à leur vêtement. La résistance de quelques schismatiques à la décision de Jean XXII était d'autant plus inexcusable, que la décrétale du pape Nicolas III réservait expressément au saint-siège le droit de l'expliquer, et de prononcer sur les contestations qui pourraient s'élever au sujet de son contenu. Du reste, la bulle *Ad conditorem* de Jean XXII fut révoquée dans la suite par Martin V, et depuis lors la question de savoir s'il peut y avoir un simple usage de fait, séparé du droit de propriété, dans les choses même qui se consomment par l'usage, est devenue libre dans les écoles, et plusieurs théologiens distingués n'ont pas hésité à soutenir l'affirmative, en sorte que selon eux, bien qu'il soit permis aux frères mineurs d'employer pour leur subsistance les choses qui leur sont offertes ou données pour cet usage, ils ne peuvent ni les vendre, ni les revendiquer en jugement; c'est-à-dire, qu'ils ont uniquement la permission de consommer pour leur usage, sans avoir le droit de propriété (1).

Depuis longtemps le pape Jean XXII faisait examiner les écrits de Pierre-Jean d'Olive, dont les erreurs avaient donné naissance à la secte des prétendus spirituels et des fraticelles. Cet enthousiaste avait composé un commentaire sur l'Apocalypse, où il soutenait que saint François avait été envoyé de Dieu comme un nouveau messie, pour relever l'Église tombée en ruine et commencer le règne du Saint-Esprit; que la perfection évangélique ne se trouvait que dans sa règle; que l'Église romaine était

(1) Contin. Nang. — Rainald. — Vading.

la Babylone et la grande prostituée de l'Apocalypse, et le pape un précurseur de l'Antechrist ; qu'après les divers états par lesquels l'Église avait passé il devait y en avoir un autre, dont le caractère propre était de garder la pauvreté et la perfection des conseils de l'Évangile ; que cette perfection devait être proscrite et combattue par le pape comme Jésus-Christ l'avait été par les juifs, mais que bientôt Babylone ou l'Église romaine serait détruite et rejetée comme la synagogue, et qu'enfin, comme le Père a régné par la crainte, le Fils par la sagesse, le Saint-Esprit régnera par l'amour, et fera non pas seulement connaître, mais sentir et goûter la vérité. Il ajoutait que les Grecs, les Sarrasins et les Juifs seraient convertis par les frères mineurs pour remplacer l'Église romaine, et d'après cette rêverie, plusieurs des prétendus spirituels passaient chez les infidèles, où, abusant de la simplicité du petit nombre de chrétiens qu'ils y trouvaient, ils semaient les erreurs et combattaient les décisions du saint-siège. Le pape en étant averti, fit, au mois de mai 1325, une constitution pour défendre à tous les religieux de passer aux pays d'outre-mer sans la permission de leur supérieur, avec ordre de poursuivre comme apostats tous ceux qui, sans permission, prêcheraient ou célébreraient l'office divin. Enfin, l'année suivante, il condamna les erreurs de Pierre-Jean d'Olive, avec son commentaire sur l'Apocalypse, et ordonna d'exhumer son corps et de brûler ses os. On avait aussi commencé de faire le procès à Ubertain de Casal, un des principaux chefs de la secte ; mais il prit la fuite, et se réfugia auprès de Louis de Bavière.

Malgré ces scandales donnés par quelques-uns de ses membres, l'ordre des frères mineurs continuait de rendre les plus grands services à l'Église, particulièrement par ses missions, qui embrassaient l'immense étendue de l'empire des Tartares depuis le Pont-Euxin jusqu'aux extrémités de la Chine. Plusieurs de ces missionnaires

étaient revenus en cour de Rome, l'an 1321, pour faire leur rapport au pape, et de ce nombre était frère Jérôme, qui avait été ordonné évêque dix ans auparavant, et qui s'était établi dans la Chersonèse taurique ou la petite Tartarie, alors soumise aux Génois. Mais les mauvais traitemens qu'il éprouvait de leur part l'avaient obligé de quitter le pays et de venir porter ses plaintes à Avignon. Jean XXII érigea pour lui en évêché la ville de Caffa, autrefois Théodosiopolis, qui depuis plusieurs siècles avait déjà un archevêque grec. Comme les princes tartares, géorgiens, arméniens, étaient tous ennemis des Sarrasins, le pape jugeait utile d'entretenir avec eux des rapports d'amitié, et il écrivit en conséquence, la même année 1321, au roi des Géorgiens, pour l'exhorter à se réunir au saint-siège, et lui recommander les missionnaires qui devaient passer dans ses états. Il adressa, dans le même but, une ample instruction sur la foi de l'Eglise romaine à quelques évêques arméniens ou autres schismatiques, et des lettres à deux princes tartares qui montraient une bienveillance particulière pour les chrétiens.

La mission de Jean de Montcorvin dans la grande Tartarie obtenait toujours de grands succès, comme on le voit dans une lettre écrite en 1326 par André de Pérouse, un des frères mineurs que le pape Clément V avait fait ordonner évêques pour cette mission. C'était le seul qui fût encore vivant. Il était arrivé avec quelques-uns de ses compagnons, en 1308, à Cambalu, où ils sacrèrent comme archevêque Jean de Montcorvin, et ils y restèrent quelque temps, recevant de l'empereur une pension annuelle d'environ cent florins d'or, la même que recevaient certains officiers pour l'entretien de huit personnes. Une riche dame, d'origine arménienne, avait fait bâtir dans une ville nommée Caiton, près de l'Océan, à une distance de Cambalu d'environ trois semaines de marche, une église magnifique, qui fut érigée en cathédrale par l'archevêque, et donnée pour siège à un des évêques mis-

sionnaires. Frère André s'était établi dans le voisinage, où, moyennant sa pension annuelle, il avait fait construire une église avec un couvent pour vingt-deux religieux, et après la mort de frère Pérégrin, évêque de Caïton, il fut nommé à ce siège, qu'il occupait depuis quelques années lorsqu'il écrivit sa lettre au gardien du couvent de Pérouse. Il y parle avec une sorte d'admiration de l'immense étendue de l'empire tartare, de la grandeur et du nombre des villes, et surtout de l'ordre et de la police si parfaite, que personne n'ose lever l'épée contre un autre. Il ajoute que dans cette prodigieuse population, il y a des gens de toutes les nations et de toutes les sectes, et qu'on permet à chacun de vivre selon la sienne, parce que les Tartares croient qu'on peut se sauver dans toutes. Les missionnaires pouvaient prêcher en toute liberté, et convertissaient un assez grand nombre d'idolâtres; mais André observe que plusieurs après leur baptême ne vivaient pas en bons chrétiens, et qu'on ne pouvait convertir ni Juifs ni Sarrasins. Quatre frères mineurs. Thomas de Tolentin, Jacques de Padoue, Thomas de Sienne et Démétrius, simple frère lai, avaient été martyrisés dans les Indes par les mahométans, le 1<sup>er</sup> avril 1322, et quoique l'un d'entre eux fût sorti sain et sauf d'un grand feu, où il avait été jeté par deux fois, André témoigne que le miracle ne convertit personne. L'histoire de leur martyre fut écrite par frère Odoric de Frioul, un des plus zélés et peut-être le plus laborieux de tous les missionnaires franciscains. Il passa chez les infidèles vers l'an 1314, et arrivé d'abord à Trébizonde par la mer Noire, il se rendit dans la grande Arménie, et de là dans la Perse, puis s'avancant vers les Indes, il alla s'embarquer à Ormus sur l'Océan, aborda au cap Comorin sur la côte de Malabar, pénétra dans les îles de Java et de Ceylan, d'où il revint vers le nord jusqu'à la Chine et au Thibet. Il était venu en Italie pour rendre compte au pape de l'état des missions orientales, et demander des coopérateurs, lors-

qu'il mourut en 1331, dans le Frioul, où il est honoré comme bienheureux. Les auteurs de sa vie assurent qu'il baptisa plus de vingt mille infidèles.

Vers cette époque, c'est-à-dire en 1329 et 1330, le pape Jean XXII érigea plusieurs nouveaux évêchés en Orient, spécialement dans la Géorgie et les Indes, et envoya dans ces contrées des évêques et un grand nombre de missionnaires de l'ordre des frères mineurs et de celui des frères prêcheurs, avec des lettres de recommandation pour les princes et les chrétiens du pays. Il avait aussi envoyé cinq ou six ans auparavant des légats en Lithuanie, dont le duc semblait témoigner le désir d'embrasser le christianisme avec ses sujets. Mais presque aussitôt après leur arrivée, et au mépris de la paix qui venait d'être conclue, les troupes de ce duc envahirent simultanément la Livonie et la Pologne, où elles exercèrent des ravages affreux, et il fit déclarer aux légats qu'il n'avait jamais eu ni manifesté l'intention de recevoir le baptême, et qu'il était bien décidé à vivre et à mourir dans la religion de ses ancêtres. On avait peut-être conçu l'espérance de sa conversion sans autre motif qu'une lettre qu'il avait écrite au pape pour se plaindre des chevaliers teutoniques, dont les odieuses violences, disait-il, avaient forcé Mindof, un de ses prédécesseurs, à retourner à l'idolâtrie. L'archevêque de Riga élevait aussi des plaintes contre ces chevaliers, et le pape leur écrivit, en 1324, une lettre où il leur enjoignait de mettre fin à divers abus, sous peine des censures ecclésiastiques (1).

On avait vu depuis peu un laïque agrégé au tiers-ordre de Saint-François offrir, au milieu du monde et dans la jeunesse, un modèle de toutes les vertus chrétiennes. C'était saint Elzéar de Sabran, d'une famille noble de Provence. Il naquit vers l'an 1295, au château d'Ansois,

(1) Rainald. — Vading. — *Chron. Pruss.*

dont son père était seigneur, et fut élevé dans la piété à Saint-Victor de Marseille, par les soins de Guillaume de Sabran, son oncle, qui en était abbé. Elzéar n'avait que dix ans quand Charles le Boiteux, roi de Naples, le fit fiancer avec Delphine de Glandevéz, qui en avait douze. Trois ans après ils furent mariés solennellement; mais au bout de trois jours, quand on les mit ensemble, Delphine déclara que ses parens l'avaient mariée malgré elle, et qu'elle s'était proposé de garder la virginité. Elzéar, quoique surpris d'abord, respecta la piété de son épouse, et prit quelque temps après la même résolution. Ils vécurent ainsi pendant sept ans comme frère et sœur, au château d'Ansois, sous la conduite de leurs parens, après quoi ils obtinrent la permission d'habiter le château de Pui-Michel, qui appartenait à Delphine. Là, ils firent pour leur maison un règlement qui la rendit presque semblable à une communauté religieuse. Une partie de la journée était consacrée à des exercices de piété, et le soir on se réunissait pour des conférences spirituelles où Elzéar parlait avec un zèle admirable. On devait se confesser toutes les semaines, communier tous les mois et jeûner tous les vendredis. Cet exemple produisit un tel effet, que plusieurs seigneurs introduisirent dans leur maison un semblable règlement. Elzéar ne se faisait pas moins admirer par sa charité sans bornes. Il perdit son père trois ans après, à l'âge de vingt-trois ans, et passa en Italie pour se mettre en possession du comté d'Arien, dont il héritait dans le royaume de Naples. Mais il eut à soutenir une guerre de trois ans contre ses vassaux rebelles, et parvint enfin à les ramener à l'obéissance, et à gagner leur amour par sa patience et sa douceur. Devenu, en 1321, tranquille possesseur de ce comté, il confirma aussitôt avec son épouse, par un vœu public, le vœu secret qu'ils avaient fait l'un et l'autre de garder la continence, et tous deux embrassèrent le tiers-ordre de Saint-François. Elzéar fut nommé l'année suivante gou-



verneur du duc de Calabre, fils aîné du roi de Naples, puis envoyé quelque temps après en France, pour négocier le mariage de ce jeune prince avec une fille de Charles de Valois. Pendant cette ambassade, il tomba dangereusement malade à Paris, et se sentant près de sa fin, il fit une confession générale à François Maironis, fameux docteur franciscain, reçut ensuite les derniers sacremens, et mourut le 27 septembre 1323, à l'âge de vingt-huit ans. Son tombeau devint bientôt célèbre par un grand nombre de miracles qui le firent canoniser, du vivant même de son épouse Delphine, par le pape Urbain V. Il avait déclaré avant de mourir qu'il la laissait vierge comme il l'avait prise.

Quatre ans plus tard mourut saint Roch, plus connu par la dévotion des peuples que par l'histoire de sa vie, écrite plus de cent cinquante ans après sa mort et chargée de circonstances qui ne soutiennent guère la critique. Il était né à Montpellier d'une famille noble, vers la fin du treizième siècle, et à l'âge de vingt ans ayant perdu ses parens, il fit le pèlerinage de Rome, et s'arrêta plusieurs années en différentes villes de l'Italie pour soigner les malades dans les hôpitaux et particulièrement les pestiférés. Il fut lui-même atteint de la contagion; mais il en guérit et revint ensuite à Montpellier, où il mourut le 16 août 1327. Sainte Élisabeth, reine de Portugal, après avoir donné sur le trône l'exemple des plus éminentes vertus, quitta le monde vers le même temps pour embrasser la vie pénitente des religieuses de Sainte-Claire. Elle était fille de Pierre III, roi d'Aragon, et ayant été mariée à l'âge de douze ans, à Denis, roi de Portugal, elle vécut au milieu de la cour dans les exercices du jeûne, de la prière et de la charité. Elle s'appliqua surtout à maintenir ou à rétablir la paix entre les princes chrétiens d'Espagne, jusqu'à céder quelquefois pour y parvenir les terres de son domaine particulier. Le roi Denis étant mort en 1325, elle prit l'habit des filles de

Sainte-Claire, et se retira à Coimbre, dans un monastère qu'elle avait fondé pour des religieuses de cet ordre. Elle mourut en 1336, dans un voyage qu'elle avait entrepris pour terminer un différend qui s'était élevé entre son fils Alphonse, roi de Portugal, et Alphonse, son petit-fils, roi de Castille. L'année précédente, à l'occasion d'une indulgence plénière accordée pour le pèlerinage de Saint-Jacques en Galice, elle avait fait ce pèlerinage à pied en demandant l'aumône, et accompagnée seulement de quelques femmes vêtues comme elle d'un habit pauvre.

Les mesures ordonnées précédemment par Jean XXII n'avaient pas soumis le parti gibelin, et au printemps de l'an 1324, les troupes de l'Église perdirent une sanglante bataille contre les Milanais. Alors le pape publia une bulle dans laquelle rappelant les crimes imputés aux Visconti, les violences exercées contre des clercs, le pillage et l'usurpation des biens de l'Église, la protection des schismatiques et des hérétiques, il accordait l'indulgence de la Terre sainte à ceux qui prendraient la croix contre ces excommuniés. Mais cette bulle ne produisit que peu d'effet. Plusieurs évêques même embrassaient le parti gibelin, déclamaient avec violence contre les guelfes, et méprisaient les censures pontificales. On remarque entre autres Isnard, patriarche titulaire d'Antioche et administrateur du diocèse de Pavie, qui, après s'être maintenu quelque temps, malgré sa déposition, fut enfin arrêté par les inquisiteurs, vers la fin de l'an 1320, et Gui Tarlat, évêque d'Arezzo, qui fut excommunié et déposé en 1322, comme chef des gibelins en Toscane, mais qui ne laissa pas de conserver encore plusieurs années l'administration de son église. Comme les avantages obtenus par les gibelins donnaient assez d'embarras dans la Lombardie au légat Bertrand Poyet, le pape, sur la demande du roi de Naples, envoya, en 1326, le cardinal Jean des Ursins comme légat dans la Toscane et les pro-

vinces voisines, où le parti gibelin était soutenu par le célèbre Castruccio, qui avait obtenu de l'empereur la seigneurie de Lucques. Le roi de Naples envoya vers le même temps de nouvelles troupes au secours du parti guelfe, sous la conduite du duc de Calabre, son fils, et les gibelins réclamèrent avec instance les secours de Louis de Bavière, qui se rendit aussitôt en Italie.

Le pape avait pris depuis quelque temps des mesures violentes contre ce prince. Il s'était abstenu de toute procédure jusqu'à la défaite de Frédéric, et quoique laissant voir pour celui-ci une préférence marquée, il s'était borné à signifier l'ordre aux deux compétiteurs de soumettre leurs prétentions au jugement du saint-siège, et à revendiquer la régence de l'empire en Italie, avec défense à toute personne, sous peine d'excommunication, d'y prendre ou d'y conserver des titres ou des gouvernemens sans sa permission; mais, au mois d'octobre de l'an 1323, il publia contre Louis de Bavière une bulle dans laquelle, après avoir dit que l'empire romain a été transféré des Grecs aux Germains par le saint-siège en la personne de Charlemagne, et le droit d'élection conféré à certains princes, considérant que malgré le partage des électeurs, Louis de Bavière, sans attendre le jugement du pape, avait pris le titre de roi et l'administration de l'empire, au mépris de l'Église romaine, à qui elle appartient durant la vacance; qu'à ce titre il avait reçu le serment de fidélité des vassaux de l'empire, et disposé des dignités en Allemagne et en Italie; que de plus il s'était déclaré le fauteur des ennemis de l'Église romaine, et en particulier de Galéas Visconti, excommunié pour crime d'hérésie: par ces motifs il lui ordonnait, sous peine d'excommunication encourue par le fait, de se désister dans trois mois de l'administration de l'empire, de révoquer ses actes et ordonnances, et de retirer sa protection aux ennemis de l'Église, avec défense à toute personne et à toute com-

munauté, sous peine d'excommunication et d'interdit, de lui obéir comme à un empereur, ni de lui donner aide ou conseil. Il faut avouer qu'une semblable mesure, au bout de dix ans, et quand Louis de Bavière n'avait plus de compétiteur, pouvait paraître assez inopportune et peu conforme aux règles de la prudence, car elle ne pouvait guère servir qu'à produire des dissensions et à faire ranimer une querelle que la victoire semblait avoir terminée.

Dès que Louis de Bavière en fut instruit, il envoya des ambassadeurs au pape pour demander un délai; puis, dans une assemblée tenue à Nuremberg au mois de décembre, il fit une protestation par acte authentique, portant que, d'après la coutume immémoriale observée constamment et connue de tout le monde, le prince élu roi des Romains par tous les électeurs ou par le plus grand nombre, et couronné au lieu accoutumé, prenait aussitôt le titre de roi et le gouvernement de l'état, et recevait les sermens de fidélité, conférait les fiefs et disposait des charges et des dignités du royaume; que d'un autre côté, il était notoire que son élection avait été faite par le plus grand nombre des électeurs, et son couronnement au lieu accoutumé; que par conséquent on l'accusait à tort d'avoir usurpé les fonctions et le titre de roi; qu'on ne pouvait ainsi sans forme judiciaire, sans l'avoir entendu, sans s'autoriser d'aucune loi, l'obliger à se dégrader lui-même et à quitter son titre et le gouvernement dont il était en possession depuis dix ans; que par tous ces motifs on ne pouvait regarder l'empire comme vacant ni le pape en revendiquer l'administration; que du reste il ne reconnaissait pas d'une manière absolue le droit qu'on prétendait attribuer au saint-siège d'examiner son élection et sa personne pour la rejeter ou l'approuver; mais tout au plus dans le cas où l'affaire lui serait portée par une plainte ou par un appel, ou bien s'il demandait la couronne impériale et que

le pape prétendit avoir de justes raisons pour la lui refuser ; qu'enfin , à l'égard de Visconti et des autres qu'on ne nommait point , il ignorait s'ils étaient condamnés comme hérétiques , et soupçonnait qu'on traitait d'ennemis de l'Église ceux qui demeuraient fidèles à l'empire. Après cet exposé , il déclarait que voyant le pape entreprendre d'abolir les droits de l'empire , il appelait au saint-siège et demandait la convocation d'un concile général (1).

Le pape , sur les représentations des envoyés de l'empereur , consentit à proroger de deux mois le terme fixé dans sa bulle ; et comme on publiait en Allemagne que ses prétentions et ses procédures tendaient à priver les électeurs de leur droit , il adressa , au mois de mai 1324 , des lettres au roi de Bohême et aux archevêques de Mayence , de Trèves et de Cologne , pour leur déclarer qu'il était bien loin d'avoir cette intention ; ajoutant qu'il ne conviendrait pas à la main paternelle qui les a élevés de vouloir leur nuire. C'est qu'on était persuadé que le pape Grégoire V avait donné aux sept princes électeurs le droit de choisir l'empereur. Enfin le pape Jean XXII , après les délais expirés et une autre monition également inutile , publia une nouvelle bulle au mois de juillet 1334 , par laquelle il déclarait Louis contumace pour avoir refusé de comparaître et d'obéir à ses ordres , et en conséquence le privait de tout le droit qu'il pouvait avoir en vertu de son élection , avec menaces de le punir plus rigoureusement , s'il ne se soumettait à l'Église avant le mois d'octobre , et lui réitérant la défense de prendre le titre de roi , et de s'ingérer au gouvernement du royaume ou de l'empire , sous peine de la privation des fiefs qu'il tenait de l'empire ou de l'Église. Mais cette bulle ne produisit pas plus d'effet que la précédente. Louis de Ba-

(1) Albert. Argent. — Hervart. — Villan. — Contin. Nang. — Behndorf. — Rainald.

vière assembla, au mois d'octobre de la même année, une diète nombreuse à Saxenhausen, où il fit une nouvelle protestation dans laquelle, ne gardant plus de mesure, il traitait Jean XXII de soi-disant pape, et l'accusait de fomenter la discorde et d'entretenir la division dans l'empire, pour se procurer ainsi plus d'autorité et d'influence, et de n'avoir fait par ce motif aucune démarche, ni par lettres ni par des nonces, pour arrêter l'effusion du sang et rétablir la paix troublée par une double élection; après quoi il reproduisait les moyens de défense qu'on a déjà vus, représentait les prétentions du pape comme une violation manifeste du droit des électeurs, et lui reprochait de susciter partout des ennemis à l'empire, de leur conférer les prélatures et les évêchés, sans égard à l'âge ni aux mœurs; d'employer les armes au mépris des devoirs du sacerdoce, pour subjuguier les vassaux de l'empire, et de condamner comme hérétiques, sans aucune preuve et malgré toutes les protestations d'attachement à la foi catholique, tous ceux qui entreprenaient de se défendre et de résister à d'injustes attaques; enfin il l'accusait d'être lui-même hérétique manifeste, retranché du corps de l'Église, et par conséquent déchu de toute autorité et de toute prélature, pour avoir publié deux constitutions détestables contre la vie de Jésus-Christ et les décisions des papes ses prédécesseurs. On voit que cette dernière imputation était l'ouvrage des franciscains schismatiques, et concernait les bulles de Jean XXII au sujet de la pauvreté évangélique. Après une discussion fort ridicule sur cette question, l'empereur concluait par réitérer la demande d'un concile général, auquel il déclarait appeler de tout ce que le pape pourrait entreprendre contre lui et contre l'empire.

Les choses étaient dans cet état quand Louis de Bavière fut appelé en Italie par les gibelins. Il reçut leurs ambassadeurs, au mois de février 1327, dans une assem-



blée tenue à Trente, où il renouvela son accusation d'hérésie contre Jean XXII; le fit déclarer, par quelques schismatiques de sa suite, indigne du pontificat, et fit serment de ne point retourner en Allemagne avant d'avoir été jusqu'à Rome. Ayant ensuite traversé les montagnes, il fut reçu avec enthousiasme par le clergé et le peuple de Bergame et de Come, fit son entrée à Milan au mois de mai, et fut couronné roi de Lombardie par l'évêque d'Arezzo, assisté des évêques de Reggio et de Brescia. Car l'archevêque de Milan, fort attaché au pape, s'était retiré pour ne point prendre part à cette cérémonie. L'arrivée de l'empereur mit en mouvement toute l'Italie, et principalement la ville de Rome, toujours en proie aux factions. Le peuple enleva le pouvoir aux nobles refusa de reconnaître l'autorité du roi Robert, que le pape avait fait son lieutenant, et nomma pour gouverneur Sciarra Colonne, avec un conseil de cinquante-deux citoyens. Les deux partis envoyèrent successivement des ambassades au pape pour le presser de venir avec sa cour résider à Rome; mais il ne jugea pas les circonstances assez favorables, et ce n'était pas sans motif. En effet, quoique les officiers nommés par le roi Robert eussent dans leurs lettres assuré le pape de la disposition des habitans à se défendre contre Louis de Bavière, le peuple, après s'être emparé du pouvoir, ne laissa pas de négocier avec ce prince, et dans les lettres et les députations qu'il envoya au pape, il menaça indirectement, dans le cas où sa demande ne serait pas suivie d'un prompt succès, de livrer la ville à l'empereur; ce qui montrait assez que les Romains n'étaient disposés à se soumettre ni à l'un ni à l'autre, et qu'en sollicitant le retour de la cour pontificale, ils n'avaient guère en vue que de rappeler à Rome les richesses qu'elle y attirait. Le pape leur témoigna cependant l'intention de partir aussitôt que les circonstances le permettraient, et en même temps il manda au cardinal des Ursins, légat en

Toscane, de se rendre à Rome pour ramener le peuple à l'obéissance du roi Robert ; mais tous les efforts du légat furent sans succès. Comme il était entré dans la ville avec les troupes du roi, les Romains, après un sanglant combat, les contraignirent à se retirer.

La même effervescence et les mêmes dispositions se remarquaient surtout dans les villes de la Lombardie, en sorte que le Vénitien Sanuto, dans une lettre qu'il écrivit vers ce temps au légat Bertrand Poyet, pour l'engager à un accommodement avec Louis de Bavière, et lui représenter les tristes conséquences de ces dissensions, n'hésitait pas à dire que quand le pape serait maître de Milan et de tout le reste du pays, il ne pourrait les garder longtemps en paix, parce que les Italiens ne pouvaient être gouvernés par des ecclésiastiques. Plusieurs évêques et un grand nombre de clercs et de religieux attachés au parti gibelin s'étaient rassemblés autour de l'empereur et l'entretenaient ou plutôt le poussaient dans ses entreprises schismatiques. On remarquait surtout à sa suite les chefs des prétendus spirituels de l'ordre des frères mineurs et d'autres religieux de l'ordre des augustins ou des frères prêcheurs qui partageaient les mêmes doctrines. Bientôt après, Michel de Césène, Guillaume Occam et leurs partisans, vinrent grossir cette troupe de schismatiques et prêter leur plume à Louis de Bavière. Il nomma des évêques intrus dans plusieurs villes, au mépris des nominations faites par le pape, et les rivalités des prétendants devinrent une nouvelle source de guerres civiles qui durèrent quelquefois plusieurs années (1).

Ces divisions entre Louis de Bavière et Jean XXII donnèrent occasion à plusieurs écrits polémiques composés pour défendre les droits de l'empire ou ceux du saint-siège. Marsile Meinardin de Padoue publia, vers l'an 1324,

(1) Villan. — Hervart. — Bern. Guid. — Rain.

sous le titre de Défenseur de la paix, un ouvrage où il attaquait les fondemens même de la puissance spirituelle du souverain pontife , en la faisant dériver d'une institution humaine et la soumettant au bon plaisir du pouvoir politique ; car il prétendait que toute autorité , soit spirituelle , soit temporelle , appartenait au peuple , qui la confiait au souverain , et que celui-ci la communiquait au pape et aux évêques , qui , par l'institution divine , n'avaient que les pouvoirs de l'ordre , sans autorité de juridiction. Le pape Jean XXII publia , au mois d'octobre 1327 , une bulle pour condamner cet ouvrage , dont il réduit les erreurs à cinq principales : 1° Quand Jésus-Christ paya le tribut de deux drachmes , il le fit parce qu'il y était obligé , et par conséquent les biens temporels de l'Église sont soumis à l'empereur ; 2° saint Pierre ne fut pas plus chef de l'Église que chacun des autres apôtres ; il n'eut pas plus d'autorité qu'eux , et Jésus-Christ n'en a fait aucun son vicaire ni chef de l'Église ; 3° il appartient à l'empereur de corriger et de punir le pape , de l'instituer et de le déposer ; 4° le pape , les évêques et le simple prêtre ont une égale autorité par l'institution de Jésus-Christ même pour la juridiction , et ce que l'un a de plus que l'autre vient de la concession de l'empereur , qui peut la révoquer ; 5° le pape ni toute l'Église ensemble ne peut punir personne de peine coactive , si l'empereur ne lui en donne l'autorité. Jean XXII condamne ces cinq articles comme hérétiques , et Marsile comme hérésiarque , avec Jean de Gaud ou de Jandun , qui avait pris part à cet ouvrage. Marsile de Padoue était docteur de l'université de Paris , et avait étudié dans toutes les facultés , même dans celle de médecine. Il composa un autre traité sous le titre de la Translation de l'empire , contre l'opinion généralement reçue alors que l'empire avait été transféré des Grecs aux Allemands par le saint-siège. Guillaume Occam , qui , malgré ses écarts , a laissé une grande réputation dans les écoles , publia aussi , pour la défense de

Louis de Bavière , un traité de la Puissance ecclésiastique et séculière , et d'autres écrits pleins d'erreurs contre Jean XXII.

D'un autre côté , les droits du saint-siège furent défendus par plusieurs auteurs, entre lesquels on remarque Augustin d'Ancône , plus connu sous le nom d'Augustin Triomphe, docteur fameux de l'ordre des ermites de Saint-Augustin, successivement professeur à Paris , à Venise et à Naples, qui dédia au pape Jean XXII un ouvrage intitulé Somme de la puissance ecclésiastique ; Alvar Pélage, de l'ordre des frères mineurs, et devenu ensuite évêque de Sylve en Portugal, qui, outre son traité des Plaintes de l'Église et une Somme théologique, publia une apologie de Jean XXII contre Occam et contre Marsile de Padoue ; Alexandre de Saint-Elpide, général des augustins, puis archevêque de Ravenne, auteur d'un traité sur la juridiction de l'empire et sur l'autorité du pape ; enfin Pierre de la Palu, célèbre dominicain, auteur d'un commentaire sur les livres des Sentences, et d'un traité qui a pour titre : De la cause immédiate de la puissance ecclésiastique. Mais comme Marsile de Padoue anéantissait la puissance du saint-siège, ces auteurs, à leur tour, semblent anéantir la puissance temporelle de l'empire, et absorber tous les pouvoirs dans l'autorité du souverain pontife. Ainsi Augustin Triomphe soutient que la puissance du pape est la seule qui vienne immédiatement de Dieu, et qu'elle s'étend également au spirituel et au temporel, de sorte qu'elle est tout à la fois sacerdotale et royale, parce que le pape est le vicaire de Jésus-Christ, qui avait l'une et l'autre puissance ; que par conséquent tous les rois sont obligés de lui obéir et de reconnaître qu'ils tiennent de lui leur pouvoir temporel ; enfin qu'il a le droit de les instituer dans tous les royaumes, de les punir et de les déposer même quand ils se rendent coupables de péché. Il ajoute que le pape a aussi le droit de punir les hérésies.

tiques non-seulement de peines spirituelles, mais de peines temporelles, savoir, de la confiscation des biens, et de la punition corporelle par le bras séculier. Quant à ce qui regarde l'empire en particulier, il prétend que c'est par l'autorité du pape qu'il a été transféré des Romains aux Grecs, puis des Grecs aux Romains; que le pape pourrait de même le transférer à d'autres, qu'il pourrait choisir l'empereur par lui-même, sans le ministère des électeurs établis par le saint-siège, changer ces électeurs à son gré, les prendre d'ailleurs que de l'Allemagne, ou rendre l'empire héréditaire. Il soutient aussi que le pape ne tient point de l'empereur son domaine temporel, tout en supposant comme indubitable la donation de Constantin, parce que, selon lui, ce prince ne fit que restituer à saint Sylvestre ce qu'il possédait injustement avant son baptême. Alvar Pélage soutient la même chose. « Les empereurs païens, dit-il, n'ont jamais rien possédé justement, dans la rigueur du terme, parce que celui qui est révolté contre Dieu ne peut tenir de lui aucun pouvoir; d'où il suit que les royaumes des païens sont revenus, par un droit légitime, à l'Église sur laquelle ils avaient été usurpés; car, de droit divin, tout appartient aux justes. C'est pourquoi Constantin, remettant à saint Sylvestre le droit du glaive, montra qu'il n'en avait pas usé légitimement, parce qu'il ne l'avait pas reçu de l'Église. En effet, Jésus-Christ, qui est en même temps le seul pontife et le seigneur de toutes choses, en établissant saint Pierre comme son vicaire, lui a donné son autorité sans partage; et comme la terre entière appartient au Seigneur, le pape a de même la juridiction spirituelle et temporelle dans tout l'univers. » Voilà les sophismes sur lesquels on appuyait des prétentions insoutenables. On voit cette prétention à une double puissance fondée sur le même motif dans la bulle de Jean XXII, pour revendiquer la régence de l'empire en Italie; il y dit en propres termes que Dieu a donné au



souverain pontife, en la personne de saint Pierre, les droits de l'empire terrestre et de l'empire céleste. C'est ainsi qu'en exagérant la puissance pontificale on la rendait odieuse.

Cependant Louis de Bavière poursuivait ses entreprises. Le pape lui fit signifier une défense formelle d'aller à Rome, et au mois d'octobre 1327, il publia une bulle, par laquelle, attendu que ce prince avait soutenu les erreurs des prétendus spirituels et de Marsile de Padoue, et méprisé les censures et les monitions pontificales, il le déclarait convaincu d'hérésie, le privait en conséquence de toutes dignités, de tous biens, meubles ou immeubles, et de tout droit au duché de Bavière ou à l'empire, avec défense à toute personne de lui obéir ou de le favoriser. Mais Louis, qui venait de fortifier la puissance de son parti par la conquête de Pise, ne tint aucun compte de ces mesures. Il marcha bientôt après vers Rome, où il entra sans résistance le 7 janvier 1328. La ville fut mise alors en interdit; une partie du clergé et des religieux en sortirent, les autres cessèrent la célébration de l'office divin, et un chanoine de Saint-Pierre cacha le saint-suaire dont il avait la garde, ce qui causa un grand trouble; mais le peuple se prononça hautement pour Louis de Bavière. Ce prince, au bout de quelques jours, monta au Capitole pour tenir une assemblée où se trouva une foule immense, et là il fit un discours qui fut suivi de nombreuses acclamations; après quoi on régla ce qui regardait son couronnement, dont le jour fut fixé au 17 janvier. La cérémonie se fit à Saint-Pierre par Jacques Albertin, évêque déposé de Castello ou de Venise, assisté de Gérard Orlandin, évêque d'Aleria en Corse, l'un et l'autre excommuniés comme schismatiques. Aussitôt après, on lut trois décrets par lesquels l'empereur promettait de maintenir la foi catholique, d'honorer le clergé et de protéger les veuves et les orphelins; ce qui acheva de lui gagner l'affection des



Romains. Trois mois plus tard, dans une autre assemblée tenue le 14 avril, il publia une loi, portant que quiconque serait trouvé coupable d'hérésie ou de lèse-majesté serait puni de mort, selon les anciennes lois, et que cette peine s'appliquait aux crimes déjà commis, aussi bien qu'à ceux qui se commettraient à l'avenir.

Le pape, pour arrêter les progrès de Louis de Bavière, écrivit le 21 janvier au cardinal des Ursins, légat en Toscane, de publier la croisade, avec l'indulgence de la Terre sainte pour tous ceux qui porteraient les armes pendant un an contre ce prince sous les enseignes de l'Église. Des lettres semblables furent envoyées au cardinal Bertrand Poyet, légat en Lombardie, et à l'archevêque de Capoue, chancelier du roi de Naples. Cette mesure acheva d'exaspérer Louis de Bavière, qui se porta enfin aux derniers excès. Il tint, le 18 avril, une nouvelle assemblée où il parut avec tous les ornemens impériaux sur un trône élevé et magnifique, entouré de prélats et de seigneurs. Quand il fut assis, il fit faire silence, et un religieux augustin, nommé Nicolas de Fabriano, s'avança et cria d'une voix très-forte : Y a-t-il ici quelqu'un qui veuille défendre le prêtre Jacques de Cahors, qui prend le nom de pape Jean ? Cette demande fut répétée trois fois. Personne n'ayant répondu, un abbé d'Allemagne fit un sermon en latin, et prit pour texte ces paroles : « Voici un jour d'heureuse nouvelle. » Ensuite l'empereur fit lire une longue sentence où il disait d'abord qu'ayant été élevé par Dieu à l'empire pour exterminer les méchans et protéger les bons, et ne pouvant plus tolérer les crimes énormes de Jacques de Cahors, soi-disant pape Jean XXII, il était venu à Rome, siège principal de l'empire, afin d'y faire reconnaître sa puissance et de réprimer les rebelles. Or, nous avons reconnu, ajoutait-il, que leur révolte vient des usurpations du prétendu pape et que l'impunité l'encourage à de nouveaux attentats. Ce préambule était suivi de nom-

breuses invectives contre Jean XXII. On lui reprochait d'avoir, sous prétexte de secourir la Terre sainte, amassé des trésors immenses par des exactions violentes sur toutes les églises et par la collation simoniaque des bénéfices à des clercs indignes, et d'avoir cependant refusé toute espèce de secours, malgré leurs instantes prières, aux chrétiens limitrophes des Sarrasins, et détourné même, pour les employer contre les Génois attachés à l'empire, plusieurs galères que le roi de France envoyait au roi d'Arménie ; d'engager les ministres de l'Église à s'armer du glaive matériel, dont l'usage leur est interdit par les canons ; de profaner le sacerdoce en faisant souiller de sang les mains des cardinaux ses légats, des évêques et des autres ecclésiastiques, de faire prêcher la croisade contre les Romains comme contre des infidèles, et de promettre l'indulgence pour solde à la révolte et à l'homicide ; en sorte qu'il se montrait l'Antechrist mystique ou le précurseur de l'Antechrist. On reconnaît ici le style des prétendus spirituels. Venaient ensuite des plaintes sur la violation des droits de l'empire et l'usurpation de la puissance temporelle ; sur la réserve des bénéfices, et le renversement de la discipline par l'annulation des élections canoniques, enfin sur la non résidence à Rome ; après quoi l'empereur ajoutait : Qu'étant chargé de la protection de l'Église, et voulant suivre l'exemple d'Othon I<sup>er</sup> et user de la puissance reçue d'en haut, trouvant Jacques de Cahors convaincu d'hérésie par ses écrits contre la pauvreté de Jésus-Christ, et de lèse-majesté par ses injustes procédures, il le déposait du siège de Rome, par cette sentence rendue, disait-il, de l'avis unanime du clergé et du peuple romain, sur la requête de leurs syndics et d'après les instantes prières des princes et prélats tant de l'Allemagne que de l'Italie, et d'une multitude d'autres fidèles. Enfin, le déclarant en conséquence dépouillé de tout ordre, bénéfice et privilège ecclésiastique, il le soumettait à la puissance sécu-

lière des officiers de l'empire pour être puni comme hérétique.

Quatre jours après cet attentat schismatique, Jacques Colonne eut le courage d'entrer à Rome pour y publier une bulle pontificale contre Louis de Bavière, et après l'avoir lue à haute voix sur une place publique, en présence d'une multitude de Romains, il protesta, au nom du clergé, contre les entreprises criminelles de ce prince, et en particulier contre les accusations proposées par de prétendus syndics du clergé, qui n'avaient pu prendre ce titre puisque les chanoines de Latran, de Saint-Pierre, de Sainte-Marie-Majeure, et tout ce qu'il y avait d'ecclésiastiques distingués étaient sortis de la ville depuis plusieurs mois. Ensuite, ayant affiché la bulle à la porte de l'église de Saint-Marcel sans aucune opposition, il monta à cheval, lui cinquième, partit de Rome, et retourna à Palestrine. La nouvelle de cette action hardie parvint enfin à l'empereur, qui fit aussitôt courir après lui; mais il était déjà hors d'atteinte. Le pape, de son côté, pour le récompenser, le fit venir auprès de lui et le nomma évêque. L'empereur, dans un conseil tenu le lendemain 23 avril avec les sénateurs et les chefs du peuple, publia une loi portant que le pape serait tenu de faire à Rome sa résidence habituelle, sans pouvoir s'en éloigner de plus de deux journées, à moins d'en avoir obtenu la permission du clergé et du peuple, auquel cas la cour et le consistoire demeureraient à Rome; et que si le pape s'absentait contre cette règle et ne revenait pas après trois monitions au terme prescrit, il serait de plein droit privé de sa dignité pontificale.

Enfin le 12 mai, jour de l'Ascension, Louis de Bavière procéda à la création d'un antipape. Il avait fait convoquer le peuple devant l'église de Saint-Pierre, où il se rendit lui-même le matin, revêtu de tous les ornemens impériaux, avec les officiers de sa cour, et un grand nombre de clercs et de religieux, et s'étant assis sur un

trône placé au-dessus des degrés de l'église, il fit avancer à côté de lui, sous le dais, un franciscain nommé Pierre Rainallucci, dont il avait fait choix pour le pontificat. Ensuite, après un sermon violent prononcé par Nicolas de Fabriano, de l'ordre des augustins, Jacques Albertin, évêque déposé de Venise, demanda par trois fois au peuple s'il voulait pour pape frère Pierre Rainallucci; le peuple, qui s'attendait à la nomination d'un Romain, parut déconcerté et montra de l'hésitation; toutefois la crainte et le respect humain le portèrent à donner une réponse affirmative. Alors Jacques Albertin lut le décret d'élection, puis l'empereur nomma le prétendu pape Nicolas V, lui mit l'anneau et le revêtit de la chape pontificale, après quoi ils entrèrent ensemble dans l'église, où la messe fut célébrée avec une grande solennité. Pierre Rainallucci, plus connu sous le nom de Pierre de Corbière ou Corbario, lieu de sa naissance dans l'Abruzze, était pénitencier à Rome, et jouissait d'une grande réputation de vertu, de science et d'habileté dans les affaires. Il s'était marié dans sa jeunesse; mais au bout de cinq ans il avait quitté sa femme malgré elle pour entrer dans l'ordre des frères mineurs; ce qui devint l'occasion d'un incident qui fit bientôt tomber sous le poids du ridicule ce prétendu pontife et son parti. En effet, sa femme, qui jusqu'alors semblait l'avoir oublié, ne le vit pas plus tôt nommé pape, que, soit de son propre mouvement, soit à l'instigation d'autrui, elle présenta une requête à l'évêque de Rieti, pour obtenir que son mari fût condamné à venir la rejoindre. L'évêque, après une procédure en forme, porta un jugement par lequel, attendu qu'il n'y avait eu aucune cause légitime de séparation, il condamnait Pierre de Corbière, qui se disait Nicolas, à rejoindre sa femme, et les actes du procès furent envoyés à Jean XXII, qui en adressa des copies à tous les princes (1).

(1) Bern. Guid. — Villan. — Vading. — Rainald.

L'antipape, trois jours après son élection, nomma sept cardinaux, dont le premier fut Jacques Albertin, qu'il fit évêque d'Ostie. Les autres étaient pour la plupart des religieux de différens ordres. Il avait encore désigné comme cardinaux deux autres sujets, mais ils refusèrent cette dignité schismatique. Pierre de Corbière était du parti des prétendus spirituels qui soutenaient l'opinion de l'étroite pauvreté de Jésus-Christ et blâmaient les richesses et les honneurs des prélats; toutefois quand il se vit proclamé pape, il voulut avoir des officiers, des gentilshommes, des équipages, des domestiques en livrée, et une table somptueuse. L'empereur fournit autant qu'il put à cette dépense, aussi bien qu'à celle des cardinaux; mais comme il manquait lui-même d'argent, l'antipape fut bientôt réduit à vendre des privilèges, des dignités et des bénéfices, en cassant les concessions que Jean XXII-en avait faites.

Cependant Louis de Bavière, prenant son fantôme au sérieux, fit renouveler, le jour de la Pentecôte, la cérémonie de son couronnement par l'antipape, qui fut sacré le même jour par Jacques Albertin, évêque intrus d'Ostie. Ce fut l'empereur qui couronna lui-même son prétendu pontife, après quoi il reçut de lui la couronne impériale. L'antipape fit alors plusieurs légats pour la Lombardie ou pour d'autres provinces, et quelques jours après, il publia deux bulles dont l'une confirmait la déposition prononcée contre Jean XXII, et déclarait privés de leurs bénéfices tous les clercs séculiers ou réguliers qui lui demeureraient attachés, et l'autre défendait aux laïques de donner le nom de pape à Jacques de Cahors ou de lui obéir, sous peine d'être punis comme hérétiques. En conséquence de cette bulle, deux catholiques, pour avoir traité d'antipape Pierre de Corbière, furent brûlés par ordre du gouverneur de Rome. Louis de Bavière en était sorti pour tenter une expédition contre le royaume de Naples; mais il ne put réussir, et

se vit contraint, faute de vivres et d'argent, de revenir à Rome, où il rentra le 20 juillet. Ses affaires déclinaient de jour en jour. Il perdit Pistoie, dont l'évêque, intrus par l'antipape, fut arrêté, et l'évêque légitime rétabli. La disposition des esprits à Rome était changée, et dès le 4 août l'empereur et son antipape furent obligés d'abandonner cette ville et de se retirer à Viterbe. Le peuple les poursuivit dans les rues en les traitant d'hérétiques et d'excommuniés, tua plusieurs de leurs gens, et alla ensuite dans les cimetières pour déterrer les corps des Allemands et des autres schismatiques, et les jeter dans le Tibre. Les troupes pontificales rentrèrent en même temps à Rome sous la conduite de Berthold des Ursins, neveu du cardinal légat, qui arriva lui-même trois jours après, et fut reçu avec un enthousiasme extraordinaire.

L'empereur laissa l'antipape à Viterbe et se rendit le 21 septembre à Pise, où il demeura le reste de l'année. Il y publia, au mois de décembre, la sentence de déposition prononcée à Rome contre Jean XXII; après quoi l'antipape vint lui-même à Pise, le 3 janvier 1329, et dans un sermon qu'il fit le 8 du même mois, il déclara qu'il accordait le pardon et l'indulgence à quiconque renoncerait au pape Jean, pourvu qu'il se confessât dans huit jours. Quelques semaines plus tard, le 18 février, il tint une assemblée où il publia une sentence d'excommunication contre le pape Jean, le roi Robert, les Florentins et leurs adhérens. Comme les Pisans ne s'étaient rendus qu'en petit nombre à cette assemblée, l'empereur envoya son maréchal par la ville avec des troupes pour contraindre les citoyens à venir. Mais cette violence ne servit guère qu'à occasionner la mort du maréchal. Ayant été saisi de froid par une horrible tempête qui régnait alors, il prit, le soir, un bain chaud où l'on mit de l'eau-de-vie, le bain s'enflamma, et cet officier périt des suites de la brûlure; ce qui fut regardé comme une punition



divine et un mauvais présage pour l'empereur et l'antipape. Louis de Bavière sortit de Pise le 11 avril suivant pour se rendre en Lombardie, et quelques mois après il fut obligé de retourner en Allemagne, où Othon, duc d'Autriche, fomentait les divisions et cherchait à lui susciter un rival.

Dès que l'empereur eut quitté la ville, les Pisans négocièrent la paix avec les Florentins et les chefs du parti de l'Eglise; puis, ayant chassé la garnison impériale, ils rappelèrent leur archevêque, et envoyèrent au pape pour lui offrir satisfaction et lui demander l'absolution des censures, qui leur fut accordée. Les Romains, de leur côté, après avoir prêté au pape serment de fidélité entre les mains du légat, députèrent à Avignon l'évêque de Padoue, pour demander pardon de ne s'être point opposés au couronnement de Louis de Bavière et à l'intrusion de l'antipape; et quelque temps après ils envoyèrent encore une autre ambassade avec des lettres, où ils témoignaient leur repentir, condamnaient tous les excès commis par les schismatiques, et suppliaient le pape de les absoudre des censures. Les ambassadeurs reconnurent aussi en consistoire public qu'au pape seul appartenait la seigneurie de la ville de Rome; après quoi le pape leur accorda l'absolution des censures. Plusieurs villes de l'Italie suivirent l'exemple de Pise et de Rome.

L'antipape voyant les Pisans négocier la paix, demanda un sauf-conduit pour aller rejoindre l'empereur en Lombardie, et ne l'ayant pas obtenu, il se mit sous la protection du comte Boniface Novelli, un des plus puissans citoyens de Pise, qui le fit conduire secrètement dans un château, et quelque temps après le fit ramener dans la ville, où il le tint caché près d'un an dans sa maison. Cependant le pape donna commission à l'archevêque de Pise et aux évêques de Lucques et de Florence, de faire des recherches pour arrêter Pierre de Corbière; puis ayant appris qu'il était au pouvoir du comte Boni-

face, il fit presser le comte de le livrer au saint-siège. Boniface nia d'abord qu'il eût l'antipape en son pouvoir; mais, effrayé par les représentations que lui fit l'évêque de Lucques sur les dangers auxquels il s'exposait avec sa maison, il convint de rendre son protégé, à condition que celui-ci aurait la vie sauve et une pension annuelle pour sa subsistance. Pierre de Corbière écrivit lui-même une lettre au pape où il témoignait son repentir, en ajoutant que depuis un an il avait renoncé volontairement à ses prétentions sacrilèges, et qu'il était prêt à renouveler cette renonciation publiquement à Pise, à Rome et partout où le pape l'ordonnerait, après quoi il demandait humblement pardon du crime qu'il avait commis. Le pape, touché de sa soumission, lui adressa une lettre pleine de bienveillance dans laquelle il l'exhortait à consommer ce qu'il avait si bien commencé, et, pour cet effet, à se rendre en diligence auprès de lui. Pierre de Corbière, avant de partir de Pise, y fit une première abjuration publique le 25 juillet 1330, et fut absous des censures par l'archevêque, à qui le pape venait d'en donner commission. Ensuite il fut conduit à Avignon, où il entra le 25 août déguisé en séculier; car il n'osait y paraître sous ses habits ordinaires, dans la crainte du peuple, qui partout sur son passage l'accablait d'injures et de malédictions. Le lendemain, dans un consistoire public, il monta, en habit de franciscain et la corde au cou, sur un échafaud qu'on avait dressé pour qu'il fût mieux vu de tout le monde, et là, prenant pour texte ces paroles de l'enfant prodigue : « Mon père, j'ai péché contre le ciel et contre vous, » il commença l'abjuration et la confession détaillée de ses égaremens; mais l'émotion jointe à la fatigue lui fit perdre la parole, en sorte qu'il ne put achever son discours. Il descendit de l'échafaud et se jeta aux pieds du pape, qui le releva, lui ôta la corde et l'admit au baiser. Enfin, le 6 septembre, dans un consistoire secret, Pierre de Corbière

réitéra son abjuration par un acte authentique, et condamna en détail tous les actes et attentats schismatiques dont il s'était rendu coupable; après quoi le pape le réconcilia à l'Église. Mais, croyant devoir s'assurer de sa personne, il le fit enfermer dans une chambre du palais comme dans une honnête prison, où, selon les expressions de Bernard Guyon, auteur du temps, il était traité en ami et gardé en ennemi. Il vécut ainsi encore trois ans, et mourut dans la pénitence.

Louis de Bavière, après son retour en Allemagne, engagea le roi de Bohême, le duc d'Autriche, et l'archevêque de Trèves, à négocier sa réconciliation avec le pape. Il offrait d'abandonner l'antipape, de révoquer son appel au futur concile, et tout ce qu'il avait fait contre Jean XXII, enfin de reconnaître qu'il avait été justement excommunié, et de se soumettre à la pénitence qui lui serait imposée; mais à la condition qu'il conserverait l'empire. Le pape répondit qu'il ne pouvait convenir à l'Église d'avoir pour empereur un homme justement condamné comme fauteur d'hérétiques et comme hérétique lui-même; et qu'en prétendant garder l'empire, Louis de Bavière se montrait impénitent et indigne d'absolution; « car, ajoutait-il, quel serait son titre pour le garder? Il n'y a aucun droit quant à présent, puisque par sa condamnation il a perdu celui qu'il pouvait avoir, et il ne peut en acquérir un nouveau, puisqu'il est inéligible, comme tyran, sacrilège et excommunié. » Le pape concluait en exhortant le roi de Bohême à faire élire un autre empereur. Mais toutes ses instances ne purent déterminer ce roi ni les autres princes à abandonner Louis de Bavière. Toutefois, malgré la défense qu'il avait faite de le tenir pour empereur, et de lui obéir, il n'osa procéder contre ces princes, et donna même à l'archevêque de Trèves l'administration de plusieurs évêchés vacans. Louis de Bavière fit les années suivantes plusieurs autres démarches au-

près du pape, mais elles furent encore sans effet (1).

L'intrusion de Pierre de Corbière avait augmenté le nombre et l'audace des prétendus spirituels, ou frères mineurs schismatiques. Comme Michel de Césène, général de l'ordre, persistait à s'élever contre les bulles concernant la pauvreté religieuse, et favorisait en secret le parti de l'empereur, le pape Jean XXII lui ordonna, en 1327, de se rendre à Avignon, et lui fit défense d'en sortir sans permission ; puis l'année suivante il commit le légat Bertrand Poyet pour présider au chapitre, avec un ordre secret de faire nommer un autre général. Mais le chapitre, qui sans doute ignorait les intentions du pape, confirma Michel, et celui-ci, après avoir appelé des procédures commencées contre lui, ayant appris l'intrusion de Pierre de Corbière, s'enfuit secrètement d'Avignon, et se rendit à Pise, avec frère Bonnegrâce et Guillaume Occam, auprès de Louis de Bavière. On accusait Michel d'avoir aspiré lui-même au rang d'anti-pape. Aussitôt après sa fuite, le pape Jean XXII le déposa du généralat, avec ordre aux évêques de le faire arrêter avec ses complices ; et le 20 avril 1329, il publia une bulle qui le condamnait comme hérésiarque et schismatique, et le déclarait privé de tout office, honneur et dignité. Les frères mineurs, dans le chapitre tenu à Paris la même année, le jour de la Pentecôte, adhérèrent d'une voix unanime à ces décisions, condamnèrent, de concert avec l'université, les accusations des schismatiques contre Jean XXII, déclarèrent qu'il était seul pape légitime, révoquèrent ou expliquèrent la décision du chapitre de Pérouse concernant la pauvreté de Jésus-Christ ; enfin, ratifièrent la déposition de Michel de Césène, et nommèrent pour général frère Géraud Odon, né dans l'Aquitaine, et honoré de l'affection particulière

(1) Villan. — Alb. Argent. — Bebdorf. — Herv. — Cont. Nang. — Bern. Guid. — Rain.

du souverain pontife. Ainsi fut rétablie la tranquillité dans l'ordre des frères mineurs. On avait engagé le pape Jean XXII à supprimer cet ordre, comme on avait aboli celui des templiers ; mais il déclara qu'il était en général fort content des frères mineurs, et que la révolte de quelques particuliers était réparée par l'obéissance du plus grand nombre, de manière à redoubler son affection pour eux. Un acte d'appel ou un libelle publié par Michel de Césène devint l'occasion d'une nouvelle bulle, commençant par les mots *Quia vir reprobus*, dans laquelle Jean XXII établissait par une longue discussion la doctrine de ses constitutions précédentes, et réfutait toutes les objections des schismatiques. Guillaume Occam, réfugié en Allemagne auprès de Louis de Bavière, répondit à cette bulle par un écrit violent, et Michel de Césène, qui se prétendait toujours général de l'ordre, écrivit bientôt après une lettre adressée au chapitre qui devait se tenir en 1331, dans laquelle il protestait contre sa déposition, et imputait au pape plusieurs hérésies. Mais le chapitre prononça contre lui, contre Occam et quelques autres, une sentence qui les privait de tous les privilèges de l'ordre, et les condamnait à une prison perpétuelle. Ils conservèrent cependant quelques adhérens, et le pape donna, la même année, plusieurs commissions pour faire poursuivre ces prétendus spirituels, dans la Provence, le Languedoc, et le royaume de Naples, où ils étaient protégés par la reine. On assure que Michel et Guillaume Occam revinrent plus tard de leurs égaremens.

Vers le même temps, le pape Jean XXII condamna plusieurs erreurs qu'avait enseignées un dominicain nommé Eccard, docteur fameux de Cologne. Les principales étaient que le monde est éternel, que l'homme juste participe en tout à la nature divine, et se trouve transformé en Dieu, comme dans l'Eucharistie le pain est changé au corps de Jésus-Christ ; qu'il n'y a en Dieu

aucune distinction, pas même entre les personnes ; que l'homme de bien ne doit rien demander à Dieu en particulier, ni même désirer le royaume des cieux ; qu'il doit conformer en tout sa volonté à celle de Dieu, et que Dieu voulant en quelque façon le péché, on ne doit pas regretter de l'avoir commis. Le pape, en les condamnant, avertit qu'Eccard les avait rétractées. On voit qu'elles ont beaucoup de rapport avec les raffinemens des bégards et des quiétistes.

Les embarras suscités à Jean XXII par les entreprises des schismatiques ne lui faisaient pas négliger le soin général de l'Église. Comme le roi de Hongrie s'était plaint de la rigueur avec laquelle on exigeait les dîmes des Cumains et autres infidèles nouvellement convertis, ce qui en détournait plusieurs d'embrasser la foi et leur faisait dire qu'on les y exhortait pour avoir leur bien, le pape écrivit aux évêques, en 1328, pour leur recommander plus de douceur et moins d'exigence à l'égard de ces nouveaux chrétiens. L'archevêque de Magdebourg, en Allemagne, après de longues contestations contre les habitans pour le maintien de ses droits temporels, avait été enfin assassiné en 1325, et la ville, en punition de ce crime, était restée plus de quatre ans en interdit. Mais les habitans ayant longtemps sollicité leur grâce, le pape leva enfin cet interdit en 1331, moyennant diverses fondations qu'il leur imposa pour pénitence. Les rois de Castille et d'Aragon avaient demandé, quelque temps auparavant, une décime de dix ans pour la guerre contre les Maures, et s'étaient plaint à cette occasion qu'on donnait les bénéfices et les prélatures à des étrangers qui ne songeaient qu'à en tirer de l'argent, au lieu qu'autrefois les prélats espagnols fournissaient des troupes et marchaient en personne contre les infidèles. Le pape rejeta cette demande comme exorbitante, principalement pour la Castille, dont les églises étaient accablées de charges semblables ; mais il accorda au roi d'Aragon,



par une bulle de l'an 1330, une décime de deux ans, et donna commission à l'archevêque de Tarragone de faire prêcher la croisade.

Plusieurs conciles furent tenus vers cette époque pour le rétablissement de la discipline et pour la conservation des libertés de l'Église. Un concile d'Avignon, tenu en 1326 par les évêques des provinces d'Arles, d'Aix et d'Embrun, fit un règlement de cinquante-neuf articles, ayant pour objet de réprimer les usurpations des laïques, les entreprises sur la juridiction ecclésiastique, la violation des privilèges du clergé, le mépris des censures, et d'autres abus dont on a déjà vu plusieurs fois la condamnation. Un article défend aux clercs de s'adresser à un juge laïque pour demander justice contre d'autres clercs. On détermine dans un autre les cas réservés à l'évêque, avec défense à tout prêtre d'en absoudre sans sa permission. Des statuts, ayant pour objet la répression des mêmes abus, furent publiés par deux autres conciles tenus la même année 1326, l'un à Senlis pour la province de Reims, et l'autre à Marciac pour la province d'Auch. On y défend aux laïques, sous peine des censures ordinaires, d'empêcher ou de troubler le cours de la juridiction ecclésiastique, d'intercepter les lettres des évêques, de les déchirer, d'arrêter ou frapper ceux qui les portent, d'employer la violence pour se faire absoudre, de traduire les clercs au tribunal séculier, d'enfreindre le droit d'asile ou de prendre connaissance des causes réservées à la juridiction ecclésiastique; enfin de faire des complots pour ôter aux clercs les moyens de vivre, par exemple, pour ne leur rien vendre ou rien acheter d'eux, pour ne point moudre leur blé ou ne leur fournir les choses nécessaires qu'à un prix exorbitant. Le concile de Marciac déclare en outre que les dîmes sont dues de droit divin, et prononce plusieurs peines contre ceux qui ne les payent pas fidèlement ou qui détournent les autres de les payer. Il ordonne d'excommunier nommé-

ment ceux qui manqueront deux dimanches à la messe de la paroisse. Enfin on peut remarquer un autre article portant que les archidiacres, dans leurs visites, auront au plus cinq chevaux et cinq valets à pied.

Les droits de la juridiction ecclésiastique furent peu de temps après en France l'objet d'une discussion solennelle, occasionnée par les plaintes réciproques des évêques contre les seigneurs et les officiers du roi, et de ceux-ci contre les prélats et leurs officiaux. Charles le Bel était mort en 1328, et comme il ne laissait point d'enfant mâle, Philippe, son cousin, fils de Charles de Valois, fut appelé à la couronne. Édouard III, devenu depuis un an roi d'Angleterre, la réclama du chef de sa mère, sœur du roi défunt; mais les états du royaume, en vertu de la loi salique, rejetèrent ses prétentions. Le nouveau roi Philippe de Valois, pour terminer les différends entre le clergé et les laïques, convoqua, pour le 8 décembre 1329, une assemblée des prélats et des seigneurs à laquelle se rendirent cinq archevêques et quinze évêques. Pierre de Cugnières porta la parole au nom du roi, et entreprit de prouver que les affaires temporelles devaient être par leur nature exclusivement réservées aux seigneurs et aux magistrats civils, en sorte que les évêques devaient se borner au spirituel; après quoi il leur remit un mémoire contenant jusqu'à soixante-six articles de griefs sur lesquels il les invitait à délibérer pour donner ensuite leur réponse.

Ces griefs se rapportaient à deux chefs principaux, savoir, des entreprises sur la juridiction temporelle, et des abus dans l'exercice de l'autorité spirituelle. Quant au premier point, Pierre de Cugnières reprochait au clergé de s'attribuer la connaissance des causes réelles concernant la possession et la propriété; et si un laïque faisait ajourner devant le juge séculier un clerc qui le troublait dans la possession de sa terre, d'évoquer la cause et d'interdire à la partie et au juge de passer outre,

sous peine d'excommunication et d'amende ; de citer même des laïques pour affaires temporelles , sur la demande de la partie adverse , ou à la requête des clercs se plaignant d'être troublés par eux dans la possession de leurs biens patrimoniaux ; de juger des contrats passés en cour laïque , et d'établir des notaires ecclésiastiques dans les terres des laïques pour recevoir les contrats de tous ceux qui s'adressaient à eux ; de revendiquer l'exécution des testamens , et de dresser même les inventaires de ceux qui mouraient sans avoir testé ; de s'attribuer le jugement de toutes les causes personnelles concernant les veuves , les pupilles , les pauvres , les clercs mariés ou ceux qui ne portent point l'habit clérical ; et pour étendre la juridiction ecclésiastique , de donner la tonsure à une infinité de personnes , à des enfans , à des serfs , à des bâtards , à des hommes mariés , souvent incapables ou diffamés pour leurs mœurs. Sur le second point , Pierre de Cugnières accusait le clergé de multiplier sans cause les accusations d'hérésie , d'usure , d'adultère ou de mariage illégitime , de communication illicite avec les excommuniés , ou de crimes semblables de la compétence du juge ecclésiastique ; de prononcer des censures sans monition et pour des causes insuffisantes ; de forcer les juges séculiers , par l'excommunication et l'interdit , à poursuivre les excommuniés ; d'exiger des amendes pécuniaires avant d'absoudre des censures ; de citer quelquefois trente ou quarante personnes sous prétexte de communication avec des excommuniés pour en tirer de l'argent ; et enfin de défendre à toute personne , sous peine de censures , de travailler pour les excommuniés , d'où il arrivait que les terres demeuraient souvent incultes.

L'assemblée fut ajournée au vendredi 15 décembre pour entendre les réponses du clergé , et ce jour-là , Pierre Roger , archevêque de Sens , qui fut depuis pape sous le nom de Clément VI , fit un long discours pour ré-

futer les principes émis par Pierre de Cugnières. Mais il commença par protester que tout ce qu'il allait dire n'était que pour éclairer la conscience du roi et non pour subir un jugement; car il ne voulait pas sembler reconnaître implicitement à une autorité laïque le droit de prononcer sur les questions débattues. Entrant ensuite en matière et convenant de la distinction des deux puissances, il s'attacha d'abord à montrer par des exemples tirés de l'Ancien Testament, tels que ceux de Moïse, de Samuel et des Machabées, que l'autorité spirituelle et l'autorité temporelle pouvaient être réunies dans la même personne; après quoi il exposa que Jésus-Christ ayant eu l'une et l'autre, les avait aussi communiquées toutes deux à saint Pierre en l'établissant son vicaire, et il ne manqua pas d'alléguer, selon l'usage, la fameuse allégorie des deux glaives; puis arrivant à d'autres preuves particulières et plus directes, il invoqua, en faveur de la juridiction temporelle des évêques, la possession immémoriale, les concessions des princes, notamment la loi attribuée à Théodose et confirmée par Charlemagne, les privilèges successivement accordés au clergé par les rois de France, et le serment fait à leur sacre de maintenir et de défendre les droits et les libertés de l'Église, suivant les dispositions canoniques. Enfin, après avoir exhorté le roi à imiter les exemples de ses prédécesseurs et à ne pas oublier son serment, il termina en déclarant que plusieurs des articles proposés tendant à détruire entièrement la juridiction ecclésiastique, les prélats étaient disposés à les combattre jusqu'à la mort; que d'autres concernaient des abus dont ils ne croyaient pas leurs officiers coupables; mais que ne voulant aucunement tolérer ces abus, ils étaient disposés à prendre les mesures nécessaires pour les prévenir ou pour les faire cesser.

Après cette discussion générale, il restait à répondre en détail aux griefs articulés par Pierre de Cugnières, et

à déterminer la compétence ou les objets de la juridiction ecclésiastique. Cet examen se fit huit jours après, et ce fut Pierre Bertrandi, évêque d'Autun et savant canoniste, qui porta la parole. Il fit d'abord la même protestation que l'archevêque de Sens sur le but de son discours, et établit sur les mêmes preuves les fondemens de la juridiction temporelle du clergé; après quoi, répondant successivement à chacun des articles proposés, il soutint, relativement aux causes réelles, que les questions de propriété et de possession n'étaient point exclusivement réservées par leur nature à la puissance séculière; que cela était une conséquence des preuves qui établissent la juridiction temporelle du clergé; que les actions intentées contre des clercs par des laïques au sujet de leur possession étaient naturellement de la compétence ecclésiastique, par ce principe de droit que le demandeur doit s'adresser au juge du défendeur; que les officiaux pouvaient de même, sur la demande de la partie adverse, citer devant eux des laïques en action personnelle, à raison du péché dont se rend coupable celui qui refuse de restituer ou de payer ce qu'il doit; qu'ils le pouvaient à la requête des clercs troublés dans la possession de leurs biens patrimoniaux, parce que cette entreprise des laïques est un sacrilège dont la connaissance appartient à l'Église seule; que le tribunal ecclésiastique avait le droit de connaître des contrats à raison du serment ou de la foi violée; que suivant les canons et les lois des princes, chaque prélat dans son diocèse était l'exécuteur légitime des testamens, principalement après l'expiration du terme de droit, et que cette exécution emportait comme accessoire le droit de faire les inventaires et de mettre les héritiers en possession; qu'à l'égard des causes personnelles, l'Église avait seule le droit de juger les clercs, même mariés, que d'après la coutume et les canons confirmés par les lois des princes, elle était chargée de la protection des veuves, des pu-



pilles et des pauvres dans les hôpitaux , et que par conséquent leurs causes rentraient dans sa juridiction. Quant à l'exercice de l'autorité spirituelle, Pierre Bertrandi soutient qu'après avoir employé inutilement l'excommunication contre les coupables ou contre les débiteurs, l'Église peut de droit divin et de droit humain recourir au bras séculier ; et si le seigneur ou le juge refuse d'obéir à la monition et de contraindre le débiteur à payer, elle peut aussi procéder contre eux, surtout si l'excommunication a duré plus d'un an ; que l'excommunication n'ayant lieu que pour des péchés mortels, la pénitence doit comprendre une peine corporelle ou pécuniaire, et qu'enfin les officiaux peuvent et doivent même interdire de travailler pour les excommuniés, parce que la communication avec une personne en cet état est un péché mortel. Du reste, à l'égard des reproches concernant les abus, il répond, comme l'archevêque de Sens, que les prélats sont disposés à prendre des mesures convenables ; mais il ajoute que ces imputations vagues et sans preuves doivent être regardées comme suspectes, et seront repoussées comme une injure par le clergé, tant qu'on n'aura pas cité des faits particuliers et montré que les évêques négligent d'y apporter remède.

Le roi fit demander que les réponses de l'évêque d'Autun fussent données par écrit, et en conséquence les prélats dressèrent un mémoire en français contenant l'exposé des droits dont ils réclamaient la conservation. Ils se rendirent le vendredi suivant, 29 décembre, auprès du roi pour apprendre sa détermination, et Pierre de Cugnères leur répondit que l'intention du roi était de les maintenir dans tous leurs droits ; mais il insista sur la distinction des affaires civiles et des affaires spirituelles, et ajouta que le roi était disposé à faire observer toutes les coutumes raisonnables. L'évêque d'Autun, après avoir représenté que cette déclaration générale pouvait laisser des prétextes aux entreprises des autres seigneurs,



supplia le roi de donner une réponse plus précise. Les prélats revinrent deux jours après, et le roi leur dit que bien loin de vouloir abolir ou diminuer les droits et les libertés dont l'Église était en possession par une ancienne coutume ou par la concession des rois ses prédécesseurs, il était disposé plutôt à les augmenter. Il ne voulut pas toutefois s'expliquer davantage, et Pierre de Cugnières ajouta que le roi leur donnait un an pour corriger les abus; mais qu'après ce temps il s'occuperait d'y remédier lui-même. Telle fut l'issue de ces conférences, dont la relation fut écrite par Bertrandi, qui reçut de grandes louanges comme ayant bien défendu les droits de l'Église. Au contraire, Pierre de Cugnières devint si odieux, qu'on le nomma, par dérision, maître Pierre de Coignet, par allusion à une figure grotesque placée dans une représentation de l'enfer en un coin de l'église Notre-Dame. L'archevêque de Sens fit ériger à cette occasion, devant sa cathédrale, une statue équestre du roi avec une inscription en deux vers latins, portant que ce prince s'était engagé par serment à soutenir les droits et les libertés du clergé. Le roi fit connaître ses dispositions au pape, qui lui écrivit pour louer son zèle et le remercier d'avoir, par sa réponse, fermé la bouche aux ennemis de l'Église.

Quelques mois avant cette conférence, un concile tenu à Compiègne par l'archevêque de Reims avait fait des statuts pour maintenir les droits du clergé et réprimer quelques abus. On défend notamment les citations vagues et générales, et on ordonne à tous les juges ecclésiastiques de se pourvoir des constitutions faites pour la conservation des libertés et de la juridiction de l'Église, de prononcer des censures contre ceux qui les auront violées, et de faire publier ces censures tous les dimanches à la messe. Un autre concile, tenu l'année suivante à Marciac par l'archevêque d'Auch, après avoir confirmé les peines canoniques contre les meurtriers de l'évêque d'Aix, as-

sassiné deux ans auparavant, ordonna au sénéchal du comté d'Armagnac d'employer l'autorité séculière pour faire exécuter la sentence ecclésiastique, méprisée par les coupables. Vers la fin de l'an 1330, Jean XXII transféra au siège de Rouen Pierre Roger, archevêque de Sens, qui avait si bien défendu les droits du clergé ; et comme le roi avait demandé ce siège pour son chancelier, le pape, à qui il fit des plaintes, lui répondit qu'ayant été lui-même chancelier du roi de Naples, il savait combien les fonctions de la chancellerie étaient différentes de celles d'un évêque, qui doit nourrir son troupeau de la parole divine, l'édifier par sa vie exemplaire, le soulager dans ses besoins, extirper les vices, discerner les péchés, et appliquer à chacun les remèdes convenables. L'année suivante, à la prière du roi et de la reine de France, le pape nomma cardinaux Pierre Bertrandi, évêque d'Autun, et Talairand, évêque d'Auxerre et frère du comte de Périgord. Les sollicitations multipliées qu'il recevait de la cour de France furent l'occasion de plusieurs lettres, où il représentait que sur vingt-trois cardinaux seize étaient français, qu'il fallait des causes suffisantes pour faire de nouvelles promotions, qu'elles ne se faisaient qu'en consistoire public de l'avis des cardinaux, et qu'enfin le nombre de ceux-ci était plutôt excessif qu'insuffisant, comparé surtout à celui qui était d'usage avant Clément V. Quelque temps après, au mois de mars 1332, il adressa des plaintes au roi Robert au sujet de la protection que la reine de Naples accordait aux prétendus spirituels. Il ordonna la même année des poursuites contre un reste de Vaudois qui s'étaient maintenus dans le Piémont, où ils avaient pris les armes contre l'inquisiteur et tué un curé qu'ils soupçonnaient de les avoir dénoncés. Ils étaient si nombreux que dans leurs assemblées ils se réunissaient quelquefois jusqu'à cinq cents (1).

(1) Cont. Nang. — Rain. — Baluz. *Vit. pap. Avenion.*

L'empire grec et l'Église de Constantinople, sous le règne inepte d'Andronic, offraient le spectacle d'une continuelle et rapide décadence. Le patriarche Athanase, toujours en butte à la haine d'une partie du clergé, s'était démis une seconde fois, en 1310, et deux ans après on lui avait donné pour successeur Nyphon, métropolitain de Cyzique, qui fut chassé au bout de trois ans pour son odieuse avarice. Il était ignorant jusqu'à ne pas savoir écrire, et employait pour s'enrichir des moyens souvent bas, injustes ou sacrilèges. Il fut remplacé en 1316 par Jean Glycis, qui passait pour savant et vertueux; mais il était laïque, et avait encore sa femme, qui prit aussitôt l'habit monastique. Une paralysie dont il fut atteint l'obligea quatre ans après à quitter son siège. Andronic fit mettre à sa place un moine ignorant et cassé de vieillesse, nommé Gêrasime; et celui-ci étant mort au bout d'un an, il lui substitua environ trois ans après un autre moine nommé Isaïe, également vieux et ignorant, et chargé en outre de plusieurs accusations graves, si bien attestées qu'elles l'avaient fait exclure des saints ordres. Mais l'empereur choisissait à dessein des sujets méprisables, pour qu'ils fussent entièrement soumis à ses caprices. Il associa quelque temps après à l'empire son petit-fils, nommé comme lui Andronic, et celui-ci ne tarda pas à se révolter contre lui. Il se plaignait que le vieil empereur, affaibli par l'âge, négligeait les affaires, et laissait l'empire exposé aux insultes des barbares, c'est-à-dire des Turcs, qui avançaient chaque jour leurs conquêtes. Il se fit ainsi un parti nombreux, et s'étant saisi de quelques villes de Thrace, il marcha en 1328 contre Constantinople. Son aïeul assembla les évêques avec le patriarche, et leur demanda de supprimer le nom de son petit-fils dans les prières et de le menacer d'excommunication pour le ramener à son devoir. Les plus vertueux et les plus éclairés y consentirent; mais le patriarche avec quelques autres s'y refusa; et trois jours après, ayant fait assembler le

peuple au son des cloches, il prononça une excommunication contre les évêques du parti contraire ; ceux-ci de leur côté se réunirent et l'excommunièrent comme séditieux ; après quoi l'empereur le fit enfermer dans un monastère.

Cependant le jeune Andronic parvint à entrer par stratagème dans Constantinople sans aucune résistance, et après avoir rassemblé ses principaux officiers pour leur défendre expressément de tuer ou d'injurier personne, il se rendit au palais, où il salua avec respect l'empereur son aïeul, et s'entretint avec lui comme si rien ne s'était passé. Ensuite il se prosterna devant une célèbre image de la sainte Vierge qu'on nommait Conductrice, pour la remercier de cet heureux succès ; après quoi il alla délivrer le patriarche Isaïe, et le ramena en triomphe dans son église. Comme il rentrait au palais, il rencontra l'ancien patriarche Nyphon, qui, par esprit de vengeance, lui conseilla, s'il voulait régner en paix, de déposer le vieil empereur et de l'envoyer en exil ou en prison. Quelques autres personnes lui tinrent des discours semblables, en sorte que, tout en laissant les ornements impériaux à son aïeul, il le confina dans le palais, sans lui permettre d'en sortir ni de se mêler de rien. Le vieil Andronic, ainsi dépouillé de son autorité, prit l'habit monastique, vécut encore trois ans et demi dans ce nouvel état, et mourut au mois de février 1332. Les évêques et les prêtres qui s'étaient déclarés pour lui éprouvèrent bientôt la vengeance du patriarche Isaïe. Il suspendit les uns pour un temps et interdit les autres à perpétuité. Ce fut en vain que le jeune Andronic sollicita lui-même en leur faveur. Mais dans un concile tenu pour les juger, le grand domestique, Jean Cantacuzène, fit des représentations si fortes sur l'obligation d'oublier les injures et de donner le bon exemple, que le patriarche consentit enfin à leur pardonner. Il mourut cinq ans plus tard, et le grand domestique fit alors élire par adresse un prêtre nommé Jean,

natif d'Apri, qui avait été son chapelain. Comme les évêques, quand on leur en fit la proposition, la repoussèrent unanimement, il fit semblant de céder à leur répugnance, et demanda pour Jean d'Apri un autre siège. Ils s'empresèrent de le nommer à l'archevêché de Thessalonique et de dresser le décret d'élection. Mais quand le grand domestique eut ce décret entre les mains, il dit aux évêques : Qu'aurez-vous à répondre à l'empereur, et quelle excuse plausible pourrez-vous lui donner, s'il vous demande pourquoi Jean d'Apri, puisque vous le jugez digne de l'épiscopat, ne pourrait être appelé au siège patriarcal, selon les vœux du prince ? Car enfin le patriarche a-t-il besoin de quelque pouvoir ou de quelque grâce d'en haut qui ne soit pas nécessaire aux autres évêques ? Pourquoi donc choquer l'empereur par une opposition sans motifs ? A ce discours, les évêques embarrassés prirent enfin le parti, quoique malgré eux, d'élire Jean d'Apri pour le siège de Constantinople. Deux missionnaires apostoliques, de l'ordre des frères prêcheurs, se trouvaient à Constantinople vers ce temps, et revenant à Avignon, ils rapportèrent au pape que l'empereur Andronic témoignait le désir de se réunir à l'Eglise romaine, et représentèrent vivement en consistoire le péril où l'empire d'Orient était exposé de la part des infidèles. En effet, les Turcs avaient poussé leurs conquêtes jusqu'aux portes de Constantinople. Orkan, leur second sultan, s'était emparé de Pruse en Bithynie dont il fit sa capitale, et il prit ensuite Nicomédie, Nicée et plusieurs autres places. Le pape ne tarda pas à renvoyer en Orient les deux missionnaires dominicains, après les avoir fait ordonner évêques, l'un pour la ville de Vospro, dans la Crimée, l'autre pour celle de Chersonne ; et il leur remit des lettres pour exhorter les Grecs à la réunion. Ils arrivèrent à Constantinople en 1334 ; mais quoiqu'une partie du peuple pressât le patriarche Jean d'Apri d'entrer en conférence avec eux, comme il connaissait l'ignorance des évêques grecs et

que lui-même n'était pas en état de soutenir la dispute, il ne jugea pas à propos de s'y engager. L'obstination dans le schisme n'était guère moindre chez les Grecs de la Morée, du duché d'Athènes, des îles de Chypre, de Candie, de Négrepont et des autres pays soumis à la domination des Francs; et le Vénitien Sanuto, qui avait longtemps vécu parmi eux, atteste que s'ils témoignaient quelquefois leur soumission à l'Église romaine, c'était de bouche et non pas de cœur (1).

Cependant les conquêtes des Turcs, et une ambassade du roi d'Arménie qui sollicitait des secours contre les Sarrasins, donnèrent lieu en Europe à quelques préparatifs de croisade, qui furent surtout déterminés par les exhortations de Pierre de la Palu, célèbre docteur dominicain, que le pape avait nommé patriarche titulaire de Jérusalem. Il s'était rendu auprès du sultan d'Égypte pour traiter du recouvrement de la Terre sainte, et à son retour, en 1331, il accompagna auprès du roi de France les ambassadeurs d'Arménie, et l'exhorta vivement à la croisade. Le roi tint à ce sujet, l'année suivante, une nombreuse assemblée où se trouvèrent les rois de Bohême et de Navarre, les ducs de Bourgogne, de Bretagne, de Lorraine, de Brabant et de Bourbon, avec un grand nombre de prélats et d'autres seigneurs. Pierre de la Palu et les autres prélats, au nombre de vingt-six, exposèrent au roi tous les motifs qui pouvaient l'engager à la délivrance de la Terre sainte. Les barons se joignirent à eux et déclarèrent qu'ils étaient prêts à exposer leurs biens et leur vie pour une si bonne cause. Le roi se rendant aussitôt à ces exhortations, écrivit au pape et lui envoya des députés pour régler l'entreprise et promettre de partir dans trois ans pour cette expédition, et de la commander en personne, s'il ne lui survenait quelque empêchement qui fût jugé légitime par deux prélats

(1) Niceph. Gregor. — Cantacuz. — Rainald.



du royaume, désignés par le souverain pontife. En conséquence, le pape publia la croisade dans un consistoire, adressa une bulle aux évêques pour la faire prêcher en France, établit le roi Philippe chef de l'entreprise, et lui accorda les décimes du royaume pendant six ans, sous la condition expresse de ne les employer à aucun autre usage. Il réserva aussi pour la même fin, pendant six ans, à l'Église romaine les décimes de toute la chrétienté. Le roi Philippe prit solennellement la croix en 1333 avec plusieurs seigneurs; mais les guerres qu'il eut à soutenir bientôt contre le roi d'Angleterre empêchèrent l'exécution de ce projet.

Le pape avait manifesté depuis quelque temps l'intention de passer en Italie et de s'établir à Bologne. Il en fit la promesse aux Bolognais par des lettres qu'il leur adressa, et le cardinal Bertrand Poyet, légat en Lombardie, qui résidait dans cette ville, fit si bien, que, sur cette espérance, ils se donnèrent le 12 janvier 1332 à l'Église romaine, et envoyèrent une ambassade au pape pour lui transporter en forme la seigneurie de leur ville, et le prier d'accélérer son départ. Le légat commença aussitôt à faire bâtir un château fort attenant aux murs de la ville, pour la résidence du pape. Il en bâtit un autre dans la ville pour lui-même, et marqua différens palais pour les autres cardinaux. Le pape avait réitéré plusieurs fois aux ambassadeurs bolognais la promesse de partir certainement dans le courant de l'année. Mais soit à cause de son extrême vieillesse, soit pour d'autres motifs, deux ans s'écoulèrent sans qu'il prit aucune mesure sérieuse pour quitter la France. Enfin, dans la semaine de Pâques 1334, les Bolognais, persuadés que le légat n'avait agi que par artifice afin d'élever sa forteresse, se laissèrent entraîner à une révolte ouverte. Ils investirent le légat dans son château, firent des tranchées tout autour pour empêcher d'y faire entrer des secours ou des vivres, et le tinrent ainsi enfermé pendant dix jours. Ils ouvrirent en même

temps les prisons, rappelèrent les bannis, brûlèrent le palais épiscopal, se jetèrent sur les prélats et autres personnes, tant clercs que laïques, attachés à la cour romaine, et les dépouillèrent de tout. Ils maltraitèrent particulièrement les officiers et les compatriotes du légat, dont plusieurs furent tués, et il se vit enfin obligé de composer pour sortir de la ville avec ses gens, après quoi on démolit jusqu'aux fondemens le château qu'il avait fait bâtir à grands frais. Le pape, instruit de cette révolte, fit commencer contre les Bolonais des procédures qui furent interrompues par sa mort.

Une curiosité inquiète ou une activité d'imagination que l'âge n'avait pu amortir lui fit soulever vers la fin de sa vie une discussion théologique dont l'issue fut peu flatteuse pour son amour-propre. Dès l'année 1331, dans un sermon qu'il fit le jour de la Toussaint, il laissa entendre que les saints dans le ciel, avant le jugement dernier, ne jouiront pas de la vision béatifique, ou autrement que leur bonheur consistera jusqu'alors à contempler l'humanité de Jésus-Christ, mais sans voir Dieu face à face. Il prêcha la même doctrine dans un autre sermon le troisième dimanche de l'Avent, et encore la veille de l'Épiphanie. Ces sermons causèrent du scandale, et les schismatiques, comme Michel de Césène et Occam, ne manquèrent pas d'attaquer vivement Jean XXII, et de mettre cette doctrine au nombre des hérésies qu'ils lui imputaient. Toutefois, comme on fit remarquer, pour justifier le pape, qu'il n'avait pas entendu la présenter comme une vérité certaine, mais comme un doute ou plutôt comme une question à discuter, les esprits se calmèrent peu à peu, et la question parut quelque temps assoupie (1).

Cependant Jean XXII voulut plus tard la faire examiner, et envoya pour cet effet au savant Pierre Roger,

(1) Cont. Nang. — Villan. — Rain. — Baluz. *Vit. pap.*

archevêque de Rouen, un écrit où il avait rassemblé plusieurs passages de l'Écriture et des Pères qui semblaient favorables à son opinion. Il la fit aussi discuter devant les cardinaux, dont quelques-uns, soit par conviction, soit pour lui plaire, soutinrent publiquement la même doctrine. Ensuite, ayant appris que le roi Philippe de Valois était scandalisé de cette opinion et défendait de l'enseigner, il lui écrivit, au mois de novembre 1333, qu'en touchant la question dans ses sermons il avait voulu seulement la faire éclaircir, qu'il n'avait rien dit qui ne fût appuyé sur l'autorité de plusieurs Pères, et qu'il le priait de se faire expliquer l'écrit envoyé par lui à l'archevêque de Rouen, et de faire dire aux docteurs de Paris qu'ils pouvaient sans crainte enseigner ou prêcher sur cette question ce qui leur paraîtrait le plus probable, jusqu'à ce que le saint-siège ait porté une décision. Vers le même temps, Géraud Eudes, général des frères mineurs, et un dominicain nommé Arnaud, envoyés comme nonces pour négocier la paix entre les rois d'Écosse et d'Angleterre, passèrent à Paris; et pendant leur séjour dans cette ville, Géraud, compatriote et créature de Jean XXII, entreprit de répandre dans les écoles l'opinion vers laquelle penchait ce pontife. Mais il excita des murmures si violens, que le dominicain son compagnon crut devoir protester que le pape ne soutenait point cette doctrine. Le roi, instruit de ce qui s'était passé, fit venir dix docteurs en théologie, dont quatre de l'ordre des frères mineurs, et leur demanda en présence de Géraud ce qu'ils pensaient de l'opinion soutenue par ce dernier. Tous déclarèrent qu'ils la rejetaient comme hérétique; mais ils ne purent amener Géraud à leur sentiment. En conséquence, le roi convoqua peu de jours après, c'est-à-dire le 19 décembre, tous les docteurs en théologie avec tous les évêques et les abbés qui se trouvaient à Paris, et demanda leur avis sur cette question. Ils répondirent unanimement que les

âmes des saints dans le ciel voient Dieu face à face, et que cette vision intuitive dont ils jouissent dès maintenant est la même qui se continuera après la résurrection. Alors Géraud, menacé par le roi d'être puni comme hérétique, adhéra à cette décision. Le roi voulut avoir par écrit le sentiment des docteurs, et ils le consignèrent dans un acte authentique, du 2 janvier 1334, où ils commencent par protester de leur soumission au pape, et déclarent avoir appris par des témoignages dignes de foi que tout ce que Jean XXII avait dit sur cette matière n'avait point été par forme d'assertion ou d'opinion, mais de simple récit.

Une copie de cette décision fut envoyée au pape, qui fit lui-même, le 3 janvier, en consistoire, une déclaration par écrit, portant que dans tout ce qu'il avait dit ou proposé sur la question de la vision intuitive, il n'avait rien prétendu décider de contraire à l'Écriture ou à la foi, et que si dans les sermons ou les discussions sur ce sujet il avait dit quelque chose qui y parût contraire, c'était contre son intention, et le révoquait expressément. Enfin, le 3 décembre suivant, veille de sa mort, il fit lire en consistoire une autre déclaration dans laquelle il disait : « Nous confessons et nous croyons que les âmes des saints dans le ciel voient Dieu et l'essence divine clairement et face à face, et si nous avons dit ou écrit quelque chose de contraire, nous le révoquons et le soumettons au jugement de l'Église et de nos successeurs. » Comme Louis de Bavière et les schismatiques de son parti avaient réitéré leur appel à un concile pour faire condamner et déposer Jean XXII, celui-ci, de son côté, voulut prendre des mesures pour faire élire un autre empereur. Mais comme il venait de convoquer un consistoire pour cet objet, il tomba malade, et mourut le 4 décembre 1334, à l'âge d'environ quatre-vingt-dix ans. Il révoqua avant sa mort toutes les réserves de bénéfices qu'il avait faites. Il avait amassé par ce moyen des sommes considérables

pour le secours de la Terre sainte, en sorte qu'on trouva dans le trésor de l'Église plus de dix-huit millions de florins d'or en espèces, et environ sept millions en pierrieres ou autres effets précieux. Du reste, il vivait très-frugalement, dépensait peu pour sa personne, et passait une partie de la nuit en prière ou à l'étude. Ce fut lui qui introduisit la fête de la sainte Trinité, établie depuis environ quatre siècles dans quelques églises. On lui attribue aussi l'établissement des auditeurs de Rote.

Nous devons citer parmi les docteurs de ce temps Durand de Saint-Pourçain, dominicain, mort évêque de Meaux en 1333, qui se rendit célèbre par des commentaires sur le Maître des sentences, et par un traité sur l'origine des juridictions; Dante Alighieri, mort en 1321, fameux par ses poésies religieuses; François Maironis, célèbre cordelier, mort en 1325, auteur de plusieurs ouvrages de théologie; enfin Nicolas de Lyra, dont on a des commentaires et des notes fort savantes sur toute la Bible. Il était né juif, et s'étant converti, il entra chez les frères mineurs vers la fin du treizième siècle, et mourut en 1340.

---

---

---

## LIVRE TRENTE-CINQUIÈME.

DEPUIS LA MORT DE JEAN XXII JUSQU'AU SCHISME D'OCCIDENT.

DE 1334 A 1378.

Les cardinaux qui se trouvaient à Avignon, au nombre de vingt-quatre, furent enfermés en conclave dans le palais où le pape était mort, et comme ils étaient divisés en deux partis, celui des Français, qui était le plus nombreux, offrit de donner ses voix au cardinal de Comminges, à condition qu'il prendait l'engagement de ne pas aller à Rome. Mais il déclara qu'il consentirait plutôt à renoncer au cardinalat; car je suis persuadé, ajoutait-il, que la papauté est en danger. Alors les cardinaux se disposant à en venir au scrutin, s'accordèrent comme par inspiration à élire tout d'une voix Jacques Fournier, surnommé de Nouveau, et qu'on appelait aussi le cardinal blanc, parce qu'il avait été moine de Cîteaux et en conservait l'habit. Il était né dans le comté de Foix d'une famille obscure; mais son mérite le fit élire abbé d'un monastère de son ordre, et quelques années après, ayant été reçu docteur dans l'université de Paris, il devint évêque de Pamiers, d'où il fut transféré au siège de Mirepoix, et ensuite fait cardinal par Jean XXII. Il fut élu pape le 30 décembre 1334, après une vacance de quinze jours, et prit le nom de Benoît XII.

La conduite du nouveau pape fut entièrement opposée à celle de son prédécesseur. Dès le lendemain de son couronnement, comme on lui présentait, selon l'usage, un grand nombre de suppliques, il refusa de les rece-



voir, et déclara qu'auparavant il voulait se faire rendre compte du revenu des bénéfices et surtout du mérite et de l'état des solliciteurs. Quelques jours après, il tint un consistoire où il ordonna aux prélats et aux curés qui se trouvaient à la cour pontificale, de retourner dans leurs bénéfices aussitôt après la Chandeleur, à moins qu'ils ne justifiassent d'une raison légitime pour prolonger leur séjour; et dans un autre consistoire, tenu à la fin de mai, il révoqua toutes les commendes, excepté celles des cardinaux et des patriarches, et toutes les expectatives dont Jean XXII avait chargé les églises. Il se fit une règle de ne point conférer de bénéfices aux clercs qui en possédaient de suffisans selon leur condition, et de n'accorder aucune dispense d'âge pour les canonicats et les dignités ecclésiastiques. Il méprisa les sollicitations importunes qui lui furent souvent adressées à ce sujet par les princes ou par d'autres personnes éminentes, et mit tous ses soins à bannir de l'Église, et en particulier de la cour de Rome, la cupidité et la simonie. Il aimait mieux laisser quelquefois les places vacantes, que de s'exposer à y mettre des sujets incapables ou vicieux. Il réprima aussi l'ambition des moines et des chanoines réguliers, qui se faisaient transférer d'un monastère à un autre pour obtenir des dignités, et ordonna que chacun demeurerait dans le monastère où il avait fait profession. Enfin, comme on se plaignait que dans les provisions des bénéfices, les officiers de la cour romaine glissaient quelquefois des signatures supposées, il ordonna d'enregistrer les suppliques avec les concessions, et d'en conserver les originaux à la chancellerie.

Jean XXII, porté au faste et à la représentation, aimait à se voir entouré d'une cour brillante, et tenait à sa solde un grand nombre de chevaliers. Il aimait à élever ses parens, et à régner en quelque sorte sur la noblesse, dont il recevait avec plaisir et accueillait favorablement les sollicitations. Benoît XII au contraire conserva sur

le trône pontifical la simplicité, le détachement et la modestie d'un moine de Cîteaux. Il ne voulut jamais rien faire pour élever ses parens au-dessus de leur condition, ni leur procurer dans l'Église aucune dignité, si ce n'est l'archevêché d'Arles à son neveu Jean de Bauzian, très-digne ecclésiastique, pour qui les cardinaux sollicitèrent cette faveur; mais ils ne purent engager le pape à le nommer cardinal. Il avait une nièce qui lui était particulièrement attachée, et que plusieurs seigneurs lui demandèrent en mariage. Il leur répondit à tous que ce n'était pas un parti convenable pour eux, et la maria au fils d'un bourgeois de Toulouse. Comme les deux époux vinrent ensuite à Avignon, il les reçut avec bonté, et leur dit : Je vous reconnais pour les parens de Jacques Fournier ; car pour le pape, il n'a ni parens ni alliés ; puis en les congédiant il leur fit remettre uniquement de quoi payer les frais du voyage. Il craignait surtout de s'imposer par des recommandations en faveur de sa famille, une reconnaissance qui gênerait la liberté de son ministère. Dieu me préserve, disait-il, que le roi de France m'asservisse tellement par le moyen de mes parens, qu'il me contraigne à faire, comme mon prédécesseur, tout ce qu'il désire. Ce prince étant venu le voir, au mois de mars 1337, le vertueux pontife, qui prévoyait le but de cette visite, dit au roi ces paroles mémorables : Mon affection pour vous est telle, que si j'avais deux âmes, je pourrais consentir à en risquer une pour vous satisfaire : mais je n'en ai qu'une, et je veux absolument la sauver (1).

Aussitôt après son élection, Benoît XII s'empressa d'envoyer à Rome des sommes considérables pour réparer les églises et les palais abandonnés ; car son dessein était de reporter le siège apostolique en Italie. Une ambassade que les Romains lui envoyèrent à ce sujet

(1) Albert. Argentin. *Chron.* — Villan. — Rainald. — *Vit. Bened.*

le confirma dans sa résolution. Toutefois, connaissant leur esprit séditieux, et les troubles sans cesse occasionnés par la rivalité des factions, il ne crut pas pouvoir trouver dans Rome la tranquillité convenable, et songea, suivant le projet de son prédécesseur, à établir la cour pontificale à Bologne. Mais les nonces qu'il y envoya pour sonder les dispositions des habitans, trouvèrent encore dans toute son effervescence l'esprit de révolte qui, l'année précédente, avait fait chasser le légat de Jean XXII. Ils rapportèrent qu'il en était de même dans les autres villes de l'état ecclésiastique. En conséquence, le pape changea d'avis, résolut de continuer sa résidence à Avignon, et commença dans cette ville la construction d'un palais magnifique, fortifié par des tours.

Un des premiers soins de Benoît XII fut de terminer les discussions touchant la vision béatifique. Il tint à ce sujet, pendant plusieurs mois, des conférences avec les cardinaux et des docteurs en théologie, fit lire devant eux un livre qu'il avait composé précédemment sur cette question, et fit examiner avec soin tous les textes de l'Écriture ou des Pères qu'il y avait rassemblés à l'appui de la croyance catholique ; puis, le 29 janvier de l'an 1336, il publia une bulle où il décidait expressément que les âmes des justes morts avant la passion de Jésus-Christ, les âmes des apôtres et des martyrs, celles de tous les fidèles qui meurent exempts de souillures, et enfin celles qui ont été purifiées après la mort, sont dans le ciel, et voient Dieu face à face, et que cette vision continuera sans interruption jusqu'au jour du jugement, et ensuite pendant toute l'éternité ; que de même les âmes de ceux qui meurent en état de péché mortel descendent aussitôt après en enfer pour y être éternellement punies, et que néanmoins tous les hommes au jugement dernier comparaitront devant le tribunal de Jésus-Christ, en corps et en âme, pour y rendre compte

de leurs œuvres, et recevoir ensuite dans leurs corps la récompense ou le châtiment. La bulle finit par ordonner de punir comme hérétique quiconque oserait enseigner le contraire. Il est à remarquer que cette décision est textuellement conforme à la formule de profession de foi envoyée par le pape Clément IV à l'empereur Michel Paléologue, et souscrite par les Grecs pour leur réunion lors du concile général de Lyon.

Il restait encore des Vaudois dans le Lyonnais et le Dauphiné, des fraticelles et des disciples de Dulcin en Italie, des bégards en Allemagne, en Bohême et en Dalmatie ; ce qui engagea le pape à établir un inquisiteur à Olmutz, et un autre à Prague ; et il écrivit au roi de Bohême et aux autres princes d'appuyer de leur puissance temporelle les poursuites des juges ecclésiastiques contre les hérétiques. On voit dans sa lettre au roi d'Angleterre, qu'il y avait en Irlande des sectaires impies qui ne se bornaient pas à mépriser l'autorité de l'Église, les décisions et les lois des papes et les pratiques du culte catholique, spécialement le saint sacrement de l'autel, mais qui en outre blasphémaient contre Jésus-Christ en le donnant pour un malfaiteur justement crucifié, et engageaient les fidèles à consulter les démons, à leur offrir des sacrifices et à pratiquer d'autres superstitions païennes. Comme il n'y avait point d'inquisiteur dans les îles Britanniques, le pape, dans cette lettre, pria le roi d'ordonner à son justicier d'Irlande et aux autres magistrats de prêter main-forte aux évêques toutes les fois qu'ils en seraient requis pour arrêter et punir les hérétiques.

Le dérèglement des mœurs et les abus contraires à la discipline n'excitèrent pas moins la sollicitude pontificale de Benoît XII. Il écrivit au roi de Castille et aux évêques pour leur enjoindre de réprimer les adultères, le concubinage, les mariages illicites, les exactions injustes, les pillages, les incendies et autres crimes commis dans ce royaume par des laïques ou des clercs, et qui

étaient un sujet de scandale pour les musulmans. Ayant une connaissance particulière de l'inconduite du clergé dans les provinces d'Arles et de Narbonne, il enjoignit aux chanoines d'éloigner de leurs maisons toutes les femmes suspectes, d'assister aux offices avec décence, et de faire marquer les absens pour les priver de la rétribution ; après quoi il nomma des visiteurs, tant pour veiller à l'exécution de cette ordonnance que pour réformer les abus dans les monastères, et surtout parmi les chanoines réguliers qui desservaient une partie des cathédrales et des collégiales. Il publia aussi une bulle pour modérer les frais de visite des évêques et des autres prélats, et en fixer la quotité selon la différence des pays et des églises, avec défense de rien recevoir au delà de cette taxe ; car, malgré les réglemens plusieurs fois renouvelés dans les conciles, le luxe ou la cupidité des prélats rendaient souvent ces visites ruineuses pour les églises.

Le pape Benoît s'appliqua particulièrement à rétablir la discipline dans les monastères. Il publia dès la première année de son pontificat une bulle pour la réforme de l'ordre de Cîteaux, dont il connaissait par lui-même le relâchement. Les abbés portaient des habits d'une autre couleur que ceux des moines, et comme les autres seigneurs, ils avaient des pages à leur service. Ils disposaient des biens de la communauté sans en rendre compte, aliénaient quelquefois les fonds mêmes, et se dispensaient d'assister aux chapitres généraux. Les moines avaient des chevaux pour leur usage, et, possédaient sous des noms empruntés des bestiaux ou d'autres biens qu'ils faisaient valoir et dont ils trafiquaient. On leur assignait en certains monastères des revenus particuliers, en donnant à chaque moine une certaine quantité de blé, de vin et d'argent, pour sa nourriture et son vêtement. Dans quelques autres, on partageait les biens entre l'abbé, les officiers et la communauté. Le pape défendit tous ces

abus, révoqua toutes les permissions de manger de la viande, obligea les abbés d'être vêtus de brun ou de blanc, et les moines de coucher dans le dortoir, sans avoir ni chambres ni cellules particulières, avec ordre d'abattre celles qui étaient construites. Enfin, pour rendre ces moines utiles à l'Église par la science, le pape ordonne qu'ils auront des collèges avec des écoles de théologie à Oxford, à Toulouse, à Montpellier, à Salamanque et à Bologne. La bulle détermine les provinces dont les moines devront aller dans ces différentes universités et le nombre de ceux que chaque monastère doit y envoyer ; mais elle permet d'envoyer de toutes les provinces à l'université de Paris, comme l'emportant sur toutes les autres.

L'année suivante, le pape Benoît donna aussi des bulles pour la réformation des moines noirs, c'est-à-dire des clunistes et des anciens bénédictins, et pour celle des frères mineurs. La bulle concernant les moines s'étend principalement sur la tenue des chapitres généraux et provinciaux, et sur le rétablissement des études ; car on a vu que les moines de Cluni comme ceux de Cîteaux étaient tombés dans le mépris pour leur ignorance. C'est pourquoi le pape ordonne qu'il y aura dans chaque monastère un maître pour la grammaire et la philosophie, et qu'après ces études les moines seront envoyés aux universités pour la théologie ou le droit canonique. Quant aux frères mineurs, il leur recommande l'assiduité et la modestie à l'office divin ; ensuite, l'uniformité dans les habits, suivant la constitution de Jean XXII, sous peine d'excommunication contre ceux qui refuseront sur ce point d'obéir aux réglemens des supérieurs, et en général, il condamne tous ceux qui soutiennent ou favorisent les maximes des fraticelles et des prétendus spirituels. Mais cette bulle n'arrêta pas la témérité des dissidens, qui l'accusèrent de tendre au relâchement plutôt qu'à la réforme. Enfin, trois ans plus tard, le pape publia



une bulle contenant de nombreux statuts pour la réformation des chanoines réguliers. Elle règle en détail ce qui regarde les chapitres, les études, les habits, la nourriture et le service divin. Elle leur prescrit l'abstinence de la viande pendant l'Avent et tous les samedis, ce qui montre que cette abstinence du samedi n'était pas encore générale.

Le pape Benoît s'occupa aussi dès le commencement de son pontificat de mettre fin aux démêlés du saint-siège avec l'empire, et témoigna qu'il recevrait Louis de Bavière avec empressement, si ce prince voulait rentrer dans le sein de l'Église. Mais les intrigues du roi de France et des autres ennemis de l'empereur empêchèrent le succès des négociations entamées à cet effet. Louis de Bavière, informé des dispositions du nouveau pape, s'empressa de lui envoyer des ambassadeurs au printemps de l'an 1335, pour négocier un accommodement, et ceux-ci bientôt après portèrent à l'empereur les conditions proposées par le pape. Ils revinrent l'année suivante avec une procuration, dans laquelle Louis demandait l'absolution des censures, avec promesse de satisfaire à l'Église, et révoquait tout ce qu'il avait fait contre Jean XXII, et tous les édits qu'il avait publiés à Rome. Le pape accueillit les ambassadeurs avec bienveillance, et quand ils eurent proposé leur demande en consistoire public, il leur dit qu'il délibérerait sur cette affaire avec les cardinaux, et laissa entrevoir si clairement l'intention d'absoudre l'empereur, qu'on espérait le voir publier cette absolution le lendemain. Mais les ambassadeurs des rois de France et de Naples avaient gagné les cardinaux et firent échouer ce dessein. Robert, roi de Naples, se souvenait des hostilités que l'empereur avait exercées contre lui, et quant à Philippe de Valois, outre la crainte d'une alliance entre l'empereur et le roi d'Angleterre, il avait demandé et espérait obtenir par la prolongation de ces démêlés le titre de vicaire de l'empire en Italie, et la confirmation

du royaume de Provence, dont il s'était emparé. Des seigneurs et des prélats envoyés à la cour de Rome par ces deux rois, soutinrent qu'il serait scandaleux de préférer un hérésiarque à leurs maîtres, si zélés pour l'Église ; et le roi de France, pour mieux assurer l'effet de ces représentations par une sorte de contrainte, avait fait saisir dans ses états tous les revenus des cardinaux. D'un autre côté, Jean de Luxembourg, roi de Bohême, qui venait d'abandonner l'empereur pour des querelles personnelles, écrivit dans le même temps à Rome qu'il était décidé, de concert avec d'autres électeurs et avec le secours des rois de Hongrie et de Pologne, à nommer et à soutenir de tout leur pouvoir un autre roi des Romains. Ainsi les cardinaux représentèrent qu'il serait imprudent de blesser tant de princes pour un empereur abandonné même par ses partisans, et le pape crut devoir ajourner la décision. Louis de Bavière, dans le cours de la même année, envoya encore inutilement deux autres ambassades avec des lettres, où il demandait pardon de ses entreprises contre l'Église, abjurait toutes les hérésies dont il avait pris la défense, et s'excusait sur son ignorance, ayant agi, disait-il, comme un chevalier sans études, qui n'entend ni les Écritures ni les subtilités des savans (1).

Cependant, Henri de Virneberg, nommé depuis trois ans à l'archevêché de Mayence par Jean XXII, fut agréé cette même année et mis en possession par le chapitre, moyennant la promesse qu'il fit de se déclarer pour Louis de Bavière, et quelque temps après cet archevêque ayant réuni à Spire la plupart de ses suffragans, on y résolut d'envoyer des députés au pape pour lui demander l'absolution de l'empereur, et s'il la refusait, de se rassembler de nouveau pour délibérer sur ce qu'il y aurait à faire. Mais cette démarche n'eut pas plus de succès que

(1) Albert. Argentin. *Chron.* — Rainald. — Hervart.

les précédentes. Le pape écrivit à l'archevêque de Cologne que la négociation avait été interrompue par l'impatience des ambassadeurs de Louis de Bavière, et que le plus grand obstacle à la réconciliation venait des préparatifs de guerre que faisait ce prince contre le roi de France, dont l'Eglise romaine ne pouvait abandonner les intérêts, parce qu'elle-même n'avait jamais été abandonnée par la France. Alors tous les électeurs de l'empire, excepté le roi de Bohême, se réunirent à Rentz dans le territoire de Mayence, le 15 juillet 1338, et déclarèrent, par un acte authentique, qu'un prince élu roi des Romains à la pluralité des suffrages n'a besoin ni du consentement ni de la confirmation du pape pour prendre le titre de roi ou pour gouverner l'empire, et que quiconque soutiendrait le contraire ou attribuerait au pape quant au temporel une supériorité sur l'empereur, serait regardé comme criminel de lèse-majesté. Ils s'engagèrent en outre par serment à maintenir cette indépendance de l'empire contre tous, sans exception, et même à y contraindre tous ceux qu'ils pourraient, nonobstant toute dispense ou absolution. Ces résolutions furent confirmées au mois d'août dans une diète tenue à Francfort, où l'empereur fit déclarer nulles les procédures faites contre lui par Jean XXII, soit pour cause d'incompétence, attendu que la puissance temporelle et la juridiction spirituelle sont distinctes, et qu'il est faux que la puissance impériale vienne du pape ou en dépende, et que le prince élu ne puisse prendre le titre d'empereur ou en exercer l'autorité avant son couronnement, soit pour vices de formes et principalement parce qu'on n'avait point eu égard à l'appel de l'empereur à un concile général, que l'on prétend supérieur au pape, quand il s'agit de la foi et du droit divin. On cite à l'appui de ces différents motifs plusieurs passages du décret de Gratien et de la glose, c'est-à-dire du commentaire adopté dans les écoles. Le docteur Albert de Strasbourg, dont on a une chronique du

temps, fut envoyé par son évêque pour représenter au pape que, d'après ces résolutions de la diète et des princes de l'empire, il ne pouvait plus refuser de se soumettre à l'empereur Louis, et il ne paraît pas que le pape lui en ait fait défense.

L'empereur arrêta vers le même temps un mouvement populaire qui s'éleva en Allemagne contre les juifs, et qui avait commencé en Autriche, dans le diocèse de Passau, à l'occasion de plusieurs hosties ensanglantées. On en trouva une sous de la paille, dans la rue, devant la maison d'un juif, et l'on supposa qu'elle était consacrée et que des coups sacrilèges en avaient fait couler le sang par miracle. Sur ce soupçon, et sans autre examen, le peuple se jeta sur les juifs, en tua plusieurs et pillà leurs biens. Mais les personnes sages furent portées à croire que cette hostie avait été exprès tachée de sang pour rendre les juifs odieux, et cette conjecture était fortifiée par l'aveu que fit un clerc d'une semblable imposture. Les violences s'étendirent plus loin dans la Haute-Allemagne, où un individu rassembla une quantité de paysans qui massacraient, sous prétexte de religion, tous les juifs qu'ils pouvaient trouver. Mais à la fin ces troupes se jetèrent aussi sur les chrétiens. L'empereur fit si bien qu'il prit leur chef et le fit mourir, après quoi les autres se dispersèrent.

Le roi Philippe de Valois témoignait toujours l'intention de poursuivre la croisade, et avait obtenu par ce motif l'autorisation de lever des décimes sur les biens ecclésiastiques. Il se rendit à Avignon pour demander qu'il lui fût permis de les employer aux besoins du royaume et aux frais de la guerre contre le roi Édouard. Mais le pape refusa d'y consentir, et lui écrivit, au mois d'avril 1337, que si l'on employait à des guerres contre les chrétiens l'argent levé pour la délivrance de la Terre sainte, un tel abus exciterait justement l'indignation, et ôterait tout moyen d'obtenir d'autres décimes dans une

occasion favorable pour la croisade, parce que cet exemple donnerait lieu de dire qu'elles ne seraient pas mieux employées. Il se plaignit peu de temps après dans une autre lettre des entreprises du roi ou de ses officiers concernant la possession des bénéfices, et en outre de plusieurs abus commis à l'occasion de la régale; notamment de l'extension de ce droit à des églises qui n'y étaient point soumises, et de la dégradation des bois ou des autres biens pendant la vacance. Cette lettre était adressée aux nonces que le pape avait envoyés pour procurer la paix entre la France et l'Angleterre. Il adressa aussi des plaintes au roi Édouard sur le détournement des décimes et sur les violences de ses officiers ou des seigneurs contre les ecclésiastiques. L'année suivante il écrivit pareillement au roi de Hongrie contre divers abus; car le clergé du royaume s'était plaint que le roi disposait des évêchés, et exigeait de grandes sommes des prélats pour les mettre en possession, qu'il leur imposait chaque année d'autres tributs, les obligeait de marcher à la guerre, et s'emparait de leurs biens après leur mort; qu'on traduisait les clercs devant les tribunaux séculiers, et que souvent on les condamnait à l'épreuve du combat judiciaire, enfin que le roi méprisait toutes les lois du royaume, dépouillait les seigneurs sans formalités judiciaires, et avait aboli les assemblées des états où les affaires devaient être décidées par le conseil des évêques (1).

On voit aussi dans plusieurs conciles, tenus vers ce même temps en France pour le rétablissement de la discipline, divers statuts qui tendent à réprimer les violences contre le clergé, l'usurpation de ses biens et les entreprises sur la juridiction ecclésiastique. Un concile de Bourges de l'an 1336 contient surtout un article remarquable, comme offrant un résumé des griefs du clergé contre la puissance séculière; mais nous les avons déjà fait suffisamment con-

(1) Continuat. Nang. — Rainald.

naître. Les autres statuts de ce concile se bornent à reproduire les règlements qu'on a vus tant de fois répétés contre les abus de l'époque. Il en est de même du concile tenu à Château-Gonthier la même année pour la province de Tours, et du concile tenu l'année précédente près de Rouen. Les évêques des trois provinces d'Arles, d'Aix et d'Embrun, tinrent en 1337 un concile à Avignon, dans lequel on confirma les canons du concile tenu onze ans auparavant dans la même ville, et on y ajouta quelques nouveaux articles, dont le plus remarquable ordonne aux clercs bénéficiers ou engagés dans les ordres sacrés de s'abstenir de viande le samedi, pour donner le bon exemple aux laïques. Ce qui montre que cette abstinence n'était pas encore obligatoire dans ces provinces; et saint Antonin dans sa Somme théologique témoigne qu'elle n'était pas même encore généralement observée en France au milieu du quinzième siècle. Un autre statut de ce concile défend aux juges ecclésiastiques d'employer d'autres mesures que les voies de droit contre les excommuniés qui négligeaient de se faire absoudre, et condamne notamment l'usage de faire jeter des pierres contre leurs maisons, ou de porter une bière et de représenter leurs funérailles pour leur inspirer de la terreur. Enfin, on remarque un article qui n'oblige les chanoines même des cathédrales qu'à deux mois de résidence. Un concile de Tolède, tenu deux ans plus tard, fit aussi plusieurs règlements de discipline, dont l'un porte que dans chaque église cathédrale ou collégiale, sur dix clercs on en prendrait un pour le faire étudier en théologie ou en droit canon.

Frédéric, roi de Sicile, avait refusé de prêter hommage au pape Benoît comme vassal, et quoique par son traité avec le roi de Naples il n'eût obtenu la possession de cette île que pour sa vie durant, il ne laissa pas de la transmettre par testament à Pierre, son fils aîné. Le pape se contenta d'abord de faire signifier à Frédéric une monition canonique contenant l'ordre de satisfaire



à l'Église sur ce point et sur d'autres chefs, notamment sur la protection qu'il accordait aux fratricelles; mais ce prince étant mort en 1337, Benoît XII, sur les instances de Robert, roi de Naples, déclara Pierre et tous les autres enfans de Frédéric déchus de tout droit sur la Sicile, et ordonna de la restituer au roi Robert, comme au vrai feudataire du saint-siège. Il envoya en même temps des nonces pour l'exécution de cet ordre. Comme Pierre refusa d'obéir, les nonces, après plusieurs monitions et plusieurs délais, prononcèrent enfin, l'an 1339, une sentence d'excommunication contre lui et contre ses adhérens. Des mesures semblables furent prises avec aussi peu de succès contre les chevaliers teutoniques, qui avaient envahi à main armée et s'obstinaient à retenir la Poméranie et d'autres terres du royaume de Pologne, où ils avaient pillé et brûlé plusieurs églises. Le pape ayant reçu des plaintes à ce sujet du roi Casimir, envoya deux nonces pour juger cette affaire. Le grand maître et vingt-cinq commandeurs, cités à comparaître, refusèrent de se présenter, et firent signifier par un fondé de pouvoir qu'ils récusaient le jugement des nonces, et qu'ils appelaient au pape en personne. Les nonces, regardant comme nul cet appel motivé sur des raisons frivoles, procédèrent contre le grand maître et les commandeurs pour les déclarer contumaces; après quoi, au mois de septembre 1339, ils prononcèrent contre eux une sentence d'excommunication réservée au saint-siège, et les condamnèrent à rebâtir les églises et à restituer la Poméranie et les autres terres, avec les fruits perçus et les dommages et intérêts. Mais les chevaliers teutoniques, soutenus par Louis de Bavière, forcèrent quelque temps après la diète de Pologne à leur abandonner définitivement la Poméranie (1).

Des envoyés du khan de Tartarie arrivèrent à Avignon

(1) Villan. — Rainald. — Dlugos, *Hist. Polon.*

en 1338, avec une lettre datée de Cambalu et conçue en ces termes : « Nous envoyons notre nonce André Franc avec quinze compagnons au pape, seigneur des chrétiens en France, au-delà des sept mers où le soleil se couche, pour préparer les voies aux autres nonces que nous avons dessein d'envoyer souvent au pape, et à ceux du pape vers nous. Nous le prions de nous envoyer sa bénédiction, de faire toujours mémoire de nous dans ses saintes prières, et nous lui recommandons les Alains chrétiens, nos sujets et ses enfans. » Cette lettre était accompagnée d'une autre écrite par quatre princes de la nation des Alains, qui priaient aussi le pape, dans l'intérêt de la religion chrétienne, d'entretenir de fréquentes relations avec le khan de Tartarie, et de leur envoyer au plus tôt un légat en remplacement de Jean de Montcorvin, mort depuis huit ans; « car, ajoutaient-ils, nous sommes demeurés depuis sans supérieur et sans consolation spirituelle; et quoiqu'on nous ait dit que vous nous avez pourvu d'un autre légat, il n'est pas encore venu. » Ce légat était Nicolas, de l'ordre des frères mineurs, sacré cinq ans auparavant archevêque de Cambalu. Le pape reçut avec joie ces ambassadeurs, et à leur retour il leur remit des lettres pour le khan et les princes alains, et pour plusieurs autres princes tartares, avec une formule de profession de foi pour les chrétiens. Il envoya ensuite peu de temps après dans la Tartarie quatre frères mineurs revêtus pour dix ans du titre de nonces apostoliques.

Comme l'empereur de Constantinople, Andronic le Jeune, se montrait disposé à entamer des négociations pour la réunion de l'Église grecque, le pape Benoît lui écrivit, en 1337, pour l'exhorter à l'exécution de ce dessein, et excita en même temps, par une lettre particulière, le zèle de l'impératrice, fille du comte de Savoie. L'empereur envoya en conséquence pour négociateur un savant moine nommé Barlaam, abbé du monastère de

Saint-Sauveur, accompagné d'Étienne Dandolo, noble Vénitien. Ils arrivèrent à Avignon, en 1339, avec des lettres de recommandation des rois de France et de Naples, et Barlaam, sur l'invitation du pape et des cardinaux, fit ses propositions par écrit, où il exposait que, de l'aveu de tout le monde, on ne pouvait songer à opérer la réunion par la force; que la voie de persuasion était la seule possible; mais que si l'on se bornait à des conférences avec les savans, bien qu'on pût venir à bout facilement de les persuader, on ne réussirait pas à ramener la multitude, parce qu'ils seraient eux-mêmes accusés de s'être laissé gagner par des flatteries ou par des présens; de là il concluait que le seul moyen de réunir le peuple aussi bien que les savans, c'était la tenue d'un concile général, dont le peuple était habitué à reconnaître l'autorité; et prévoyant bien qu'on lui objecterait celui de Lyon, il faisait remarquer que les députés envoyés par les Grecs à ce concile n'étaient guère que les représentans de l'empereur, qui voulait alors opérer la réunion par violence; et que, pour obtenir un résultat certain, il fallait envoyer en Orient des légats remplis d'humilité et de modération, qui tiendraient le concile avec les patriarches et les évêques de l'Église grecque. Venant ensuite aux négociations politiques, il exposait que plusieurs villes de la Natolie conquises par les Turcs, et dont les habitans avaient été forcés d'embrasser le mahométisme, conjuraient l'empereur de venir les délivrer; mais que l'état de ses forces ne lui permettait pas de tenter cette entreprise, et que s'il obtenait des secours, outre que cette assistance gratuite diminuerait la haine et les préventions des Grecs contre les Latins, elle donnerait un moyen assuré d'enlever aux Turcs toutes leurs possessions maritimes, et ouvrirait ainsi les passages de la Terre sainte. Enfin, comme il savait qu'on était habitué à répondre aux Grecs : Commencez par vous réunir avec nous, puis nous marcherons à votre se-

cours contre les Turcs, il représentait qu'une telle condition ne pouvait être raisonnablement exigée, d'abord parce que les attaques des Turcs étaient un obstacle à la réunion, attendu qu'elles ne permettaient pas à l'empereur de rassembler les évêques pour les y disposer ; ensuite, parce que les Turcs n'attaquaient pas seulement les Grecs, mais encore les Arméniens, les Rhodiens et d'autres insulaires, qu'ils les attaquaient d'ailleurs à cause du christianisme, et que par conséquent, marcher contre eux, ce n'était pas seulement venir au secours des Grecs, mais de la religion ; il ajoutait qu'il serait facile aux Latins de les repousser en se joignant à l'empereur ; mais que si une fois ces barbares avaient conquis l'empire, il ne serait plus temps de songer à détruire leur puissance, et qu'alors, au lieu de les attaquer, les Latins auraient à s'occuper de se défendre eux-mêmes. C'est ce que les événemens n'ont que trop justifié par la suite.

Le pape et les cardinaux ayant examiné avec soin les propositions de Barlaam, ne jugèrent pas à propos de consentir à la convocation d'un concile général, et répondirent qu'il n'était pas possible de remettre en question et de paraître révoquer en doute ce qui avait été solennellement décidé, non-seulement au concile de Lyon, mais encore à celui d'Éphèse, et dans une lettre du pape Hormisdas approuvée par les Grecs eux-mêmes. En effet, une lettre de ce pape adressée à l'empereur Justin, en 521, porte expressément que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils, et les Grecs n'élevèrent alors aucune plainte sur cette expression. Quant au concile d'Éphèse, bien qu'il n'ait pas traité spécialement de la procession du Saint-Esprit, il ne laissa pas d'établir indirectement la doctrine catholique, en approuvant les lettres de saint Cyrille à Nestorius où elle est clairement supposée. Les envoyés de l'empereur, sur cette réponse du pape, dirent : Si l'on ne peut persuader aux Grecs de professer l'article du symbole, comme les Latins, que

chacun demeure dans sa croyance, sans préjudice de l'union. Mais on leur répondit : Cela n'est pas possible ; car l'Église catholique n'a qu'une seule croyance, et en ne résistant pas à l'erreur, elle semblerait l'approuver. Enfin, le pape ajoutant que la convocation d'un concile général était d'ailleurs impraticable à cause des guerres et des troubles de la chrétienté, proposa que l'empereur réunît en concile les évêques grecs, avec leur clergé et les principaux laïques, et qu'ensuite on choisît quelques savans qui seraient envoyés en Occident pour conférer avec des commissaires du saint-siège. Barlaam, qui avait déjà montré l'insuffisance de ce moyen, le combattit de nouveau, par un second mémoire, où il le déclarait impossible à moins d'un miracle ; parce que l'empereur ne pourrait manifester l'intention de se réunir à l'Église romaine sans exposer sa couronne et sa vie, et que lors même qu'on parviendrait à rassembler les patriarches et les évêques grecs, il n'y avait guère apparence qu'on pût les mettre d'accord, ou du moins quand ils consentiraient à envoyer des députés, ils ne leur donneraient plein pouvoir qu'à des conditions qui ne seraient pas admises par les Latins. On voit que l'intérêt politique était le véritable motif et le principal objet de cette négociation, comme de tant d'autres qui avaient eu lieu antérieurement. Les envoyés de l'empereur n'ayant pu faire accepter leurs propositions, prirent congé du pape, et l'affaire n'eut aucune suite. Il est à remarquer que le pape, dans ses lettres et ses discours, s'abstint de donner le titre d'empereur à Andronic, et celui de patriarche aux évêques des grands sièges d'Orient, parce que ces titres étaient portés ou revendiqués par des Latins.

Barlaam à son retour eut de vives disputes à Thessalonique, avec des moines du mont Athos qu'on nommait hésycastes ou quiétistes, et qui prétendaient être arrivés à un état de contemplation si sublime, qu'elle avait pour effet d'absorber entièrement toutes les puissances

de l'âme, et de la fixer ainsi dans un repos complet et absolu. Ils ajoutaient que dans cet état ils voyaient, des yeux du corps, une lumière divine et incréée qui était la même que celle dont les apôtres avaient vu l'éclat sur le Thabor. Ils allaient même jusqu'à dire que cette lumière était l'essence divine; et en effet, puisqu'elle était incréée, elle ne pouvait pas être autre chose; c'est l'objection que leur opposait Barlaam, d'où il concluait avec raison que c'était une impiété et une absurdité de regarder comme incréée la lumière du Thabor, ou de prétendre qu'on peut voir des yeux du corps l'essence divine. Pour arriver à cet état de vision et de quiétude, il fallait, selon ces moines, pratiquer une méthode décrite dans un traité spirituel attribué à Siméon le Jeune, abbé d'un monastère de Constantinople vers le milieu du onzième siècle. Voici ses paroles : « Renferme-toi seul dans ta cellule, puis étant assis dans un coin, et élevant ton esprit au-dessus de toutes les choses passagères, appuie ta barbe sur ta poitrine, et tourne les yeux et toute ta pensée au milieu du ventre, c'est-à-dire, au nombril; retiens en même temps ta respiration, et cherche dans ta poitrine la place du cœur, où résident ordinairement toutes les puissances de l'âme; d'abord tu y verras des ténèbres épaisses; mais si tu persévères dans cette pratique en la continuant jour et nuit, tu éprouveras bientôt une félicité ineffable et une joie sans interruption. Car sitôt que l'esprit a trouvé la place du cœur, il découvre des merveilles inconnues, il voit l'air qui est dans le cœur, il se voit lui-même lumineux et plein de discernement. » C'est dans cette position que ces moines enthousiastes passaient leur vie. Leur chef était Grégoire Palamas, qui longtemps auparavant avait dit expressément devant plusieurs personnes qu'il voyait l'essence divine. Mais pressé par les objections de Barlaam, il modifia son opinion, et soutint que cette lumière manifestée dans la contemplation était un rayon de



gloire céleste, une splendeur divine, éternelle et incréée, mais distincte de la substance de Dieu, comme la lumière du soleil est distincte de cet astre. Il enseignait en outre que les opérations et les attributs divins, comme la bonté, la sagesse, sont aussi des réalités distinctes de la substance divine, en sorte qu'on lui reprochait avec raison de multiplier la Divinité. Barlaam arrivé à Constantinople remit au patriarche Jean d'Apri un mémoire qu'il avait composé contre ces quiétistes, et parvint, en 1341, à faire assembler un concile où il prétendait les convaincre d'hérésie. Son accusation portait sur deux articles, celui de leur prétendue vision contemplative, et celui de la lumière incréée du mont Thabor. Mais il fut lui-même condamné, et le concile imposa silence aux deux partis, avec défense d'attaquer ou d'inquiéter les moines au sujet de leur doctrine. On verra plus tard les suites de cette affaire. L'empereur Andronic voulut, quoique malade, assister à ce concile, et parla avec tant de chaleur, qu'il redoubla son mal, et mourut quatre jours après. Il laissait deux fils encore fort jeunes, Jean et Michel, sous la tutelle de l'impératrice Anne leur mère ; mais le grand-domestique, Jean Cantacuzène, s'empara de la régence, et prit ensuite les ornemens impériaux ; ce qui produisit une guerre civile qui dura plusieurs années (1).

Le pape Benoît avait fait inutilement tous ses efforts pour rétablir la paix entre Philippe de Valois et Édouard, roi d'Angleterre, qui persistait dans ses prétentions à la couronne de France ; le roi Philippe, pour subvenir aux frais de cette guerre, obtint du pape les décimes de deux ans, et demanda en outre, par une lettre de l'an 1340, de pouvoir employer celles qui étaient destinées au secours de la Terre sainte ; mais le pape persista dans son refus. Vers le même temps, une partie de l'Italie aban-

(1) Rainald. — Niceph. Gregor. — Cantac.

donna le parti de l'empereur. Quelques chefs gibelins pour se maintenir dans leur domination consentirent à se soumettre au pape et à lui payer un tribut annuel, moyennant quoi ils reçurent de lui le titre de vicaires de l'empire, dont le pape prétendait avoir l'administration ; car il le tenait pour vacant. C'est ainsi qu'il confirma, par une bulle de l'an 1339, les deux frères André et Martin de la Scala dans la seigneurie de Vérone, et il leur donna aussi, en leur imposant une pénitence, l'absolution des censures qu'ils avaient encourues par le meurtre de l'évêque, qui avait formé un complot pour les expulser de cette ville. Comme les habitans de Bologne avaient méprisé toutes les démarches faites par des nonces pour les ramener à la soumission, le pape s'était décidé enfin à révoquer, par une bulle de l'an 1337, tous les privilèges de l'université de cette ville, avec ordre aux professeurs et aux étudiants d'en sortir sous peine d'excommunication. Cette bulle produisit son effet. Les habitans voyant ainsi tarir la source de leurs richesses, et leur ville perdre toute sa splendeur, prirent bientôt le parti d'implorer la clémence du pape. Ils lui envoyèrent des ambassadeurs, pour protester de leur entière soumission, reconnurent que leur ville et son territoire appartenait à l'Église romaine, convinrent de lui payer un cens annuel de huit mille florins d'or, et promirent de ne recevoir chez eux ni Louis de Bavière, ni aucun empereur, sans la permission du saint-siège. En conséquence, le pape Benoît leur donna, en 1340, l'absolution des censures, leva l'interdit, et rétablit l'université. Il consentit même, sur leur demande, à nommer gouverneur de Bologne pour trois ans Thaddée Popoli, qui avait déjà la principale autorité ; cette sage modération ramena à l'obéissance du pape plusieurs villes de Lombardie, entre autres Côme, Novarre et Verceil. Elles promirent de ne plus adhérer à Louis de Bavière ni à aucun schismatique, demandèrent pardon de lui avoir

obéi, et d'avoir reçu les nonces de l'antipape, et déclarèrent qu'elles ne croyaient pas que l'empereur eût le pouvoir de déposer le pape et d'en faire un autre; mais qu'elles tenaient cette doctrine pour hérétique, ajoutant qu'elles se soumettaient à la pénitence que le pape voudrait leur imposer pour les excès commis contre lui et l'Église romaine. Après ces témoignages de repentir, elles obtinrent l'absolution des censures. Enfin, l'année suivante, Luquin Visconti, qui était en possession de Milan, et son frère Jean, évêque de Novarre, envoyèrent au pape un fondé de pouvoir pour faire la même soumission et les mêmes déclarations, avec promesse de n'adhérer à aucun empereur qui ne serait pas reconnu par le saint-siège, et de payer au pape et aux cardinaux cinquante mille florins d'or pour dédommagement des torts causés par eux et leur famille aux légats et aux nonces du pape. Ils reconnurent, en outre, que pendant la vacance de l'empire le pape en avait l'administration; et ajoutèrent que le regardant alors comme vacant, ils entendaient tenir de l'Église romaine la ville de Milan et ses dépendances. Le pape consentit, après ces protestations, à laisser ce gouvernement aux deux frères leur vie durant, comme vicaires du saint-siège pendant la vacance de l'empire, et à les absoudre des censures avec tous les citoyens, moyennant des fondations pieuses, et des aumônes annuelles qu'il leur imposa pour pénitence.

Pierre IV, roi d'Aragon, qui avait succédé à son père Alphonse, en 1336, se rendit trois ans plus tard à Avignon, et fit hommage au pape pour le royaume de Sardaigne. Le pape lui donna de vive voix, et par écrit, plusieurs avis touchant quelques abus occasionnés par le mélange des infidèles. Il se plaignait en particulier que les Juifs et les Sarrasins, fort nombreux en Portugal, et qui autrefois habitaient des quartiers séparés, avaient fini par se loger au milieu des chrétiens, et souvent dans

les mêmes maisons, qu'ils étaient admis aux mêmes bains et aux mêmes fours, qu'ils bâtaient leurs synagogues et leurs mosquées près des églises, et y tournaient publiquement en dérision les cérémonies chrétiennes. Le roi de Portugal, de retour dans ses états, s'unit aux deux rois de Castille et d'Aragon pour repousser une armée considérable de Maures qui venait de passer en Espagne sous la conduite du roi de Maroc. Déjà plusieurs années auparavant le fils de ce roi était venu avec un corps de troupes au secours du roi de Grenade, et avait remporté d'abord quelques avantages sur les chrétiens. Mais il fut tué en 1338, dans une sanglante bataille où Gonzalve Martinez, grand maître de l'ordre d'Alcantara, fit essuyer aux Maures une déroute complète. Ce grand maître fut ensuite accusé de trahison auprès du roi de Castille, qui, malgré les remontrances du pape, le fit décapiter. Le roi de Maroc, furieux de la mort de son fils, résolut de le venger, et envoya par toute l'Afrique les plus zélés musulmans, afin d'exhorter les peuples à prendre les armes pour la défense et l'accroissement de leur religion. C'était comme une espèce de croisade contre les chrétiens. Il rassembla ainsi une armée de quatre cent mille hommes et soixante-dix mille chevaux. Le pape Benoît, sur la demande du roi de Castille, accorda, par une bulle du mois de mars 1340, les indulgences de la croisade, non-seulement dans ce royaume, mais encore dans ceux d'Aragon, de Portugal, de Navarre et de Majorque, c'est-à-dire dans toutes les Espagnes chrétiennes, et permit aussi d'y lever les décimes ecclésiastiques pendant trois ans, à condition que dans les terres qui seraient conquises sur les Maures, on établirait des églises cathédrales et autres, avec un clergé convenable, que s'il restait des infidèles dans le pays, on ne leur permettrait point de faire le pèlerinage de la Mecque, ni d'appeler publiquement à la prière en prononçant le nom de Mahomet, et qu'enfin, dans ces conquêtes,

on ferait payer les dimes et les prémices pour la subsistance des ecclésiastiques. L'armée du roi de Maroc aborda la même année près d'Algésiras, et les chrétiens leur livrèrent bataille au mois d'octobre dans la plaine de Salado. Les rois de Castille et de Portugal, qui commandaient en personne, eurent soin de se confesser et de communier avant le combat, ce qui fut imité par la plus grande partie de l'armée. Des évêques et d'autres prélats étaient répandus dans les rangs pour soutenir la confiance religieuse du soldat, et un chevalier français commis par ordre du pape portait l'étendard de la croix. La déroute des mahométans fut complète. Ils perdirent un nombre prodigieux de morts et de prisonniers, tandis que les chrétiens n'eurent, dit-on, que vingt hommes tués. Le roi de Maroc fut obligé de se retirer précipitamment en Afrique, et Alphonse, roi de Castille, continuant la guerre, remporta plusieurs autres victoires sur les Maures et força le roi de Grenade à lui livrer Algésiras (1).

Les Arméniens ayant aussi à se défendre sans cesse contre les Turcs et les Sarrasins, le roi envoya au pape, pour solliciter des secours, une ambassade dont le chef était Daniel, de l'ordre des frères mineurs, provincial en Arménie, d'où il était originaire. Le pape, à l'occasion de cette ambassade, écrivit, en 1341, des lettres au roi, au patriarche et aux évêques, pour se plaindre de plusieurs erreurs qu'il avait reconnues chez les Arméniens, soit par les réponses de ceux qu'il avait interrogés, soit par l'examen de leurs livres. Il signale, entre autres, les erreurs de l'eutychianisme, et se plaint que plusieurs condamnent le concile de Chalcédoine, le pape saint Léon et toute l'Eglise romaine, jusqu'au point de rebaptiser ceux qui ont reçu le baptême chez les catholiques. Il leur reproche aussi d'autres erreurs touchant le bap-

(1) Villan. — Rainald. — Marian.

tême et les autres sacremens, notamment de baptiser quelquefois avec du vin ou du lait, de ne point mettre d'eau dans le calice pour le saint sacrifice, contre l'usage de toutes les églises chrétiennes, et de ne pas croire la transsubstantiation et la présence réelle. Ce dernier article était sans doute une opinion particulière de quelques eutychiens, qui, n'admettant pas en Jésus-Christ la nature humaine, étaient amenés, par cela même, à ne pas croire que son corps fût dans l'Eucharistie ; car, du reste, il est certain par des témoignages incontestables, et par les livres liturgiques de la nation, que les Arméniens ont admis constamment le dogme catholique de la présence réelle. Enfin, le pape se plaignait que des Arméniens qui se disaient faussement archevêques venaient en Italie pour tromper les peuples par ce faux titre et par de faux privilèges, et persécuter ceux de leurs compatriotes qui suivaient la doctrine et les usages de l'Église romaine. Il avait déjà ordonné, quelque temps auparavant, à l'évêque d'Anagni, son vicaire à Rome, et aux évêques de Florence et de Padoue, de faire emprisonner quelques-uns de ces faussaires qu'il leur signalait. On verra plus tard le catholique et les évêques d'Arménie prendre des mesures pour satisfaire aux plaintes du saint-siège.

Le pape Benoît XII mourut le 25 avril 1242, et douze jours après on lui donna pour successeur le cardinal Pierre Roger, qui prit le nom de Clément VI. Il était né d'une famille noble dans le Limousin, et avait été mis dès l'âge de dix ans dans l'abbaye de la Chaise-Dieu, où il se fit bénédictin. Ayant reçu le grade de docteur dans l'université de Paris, il devint successivement abbé de Fécamp, évêque d'Arras et chancelier du roi de France, puis archevêque de Sens, d'où il fut transféré au siège de Rouen. Il écrivit aussitôt après son élection aux princes et aux prélats, pour leur en faire part selon l'usage, et publia une bulle par laquelle il promettait des



grâces à tous les clercs pauvres qui se présenteraient dans deux mois, ce qui en attira un si grand nombre à Avignon, que l'on en compta, dit-on, jusqu'à cent mille. Ensuite, il envoya des nonces pour négocier la paix entre la France et l'Angleterre, et un légat pour apaiser les troubles de la Lombardie. Mais ces démarches ne produisirent que des trêves de peu de durée. Au mois de septembre, le pape Clément fit une promotion de dix cardinaux, parmi lesquels on remarque son frère Hugues Roger et deux autres de ses parens. Il n'y eut dans cette promotion qu'un seul Italien, André Gini, nommé le cardinal de Florence, qui fonda la même année à Paris le collège des Lombards. Tous les autres étaient Français. Environ dix-huit mois après, le pape fit encore deux autres cardinaux, également français, dont l'un était son neveu, et l'autre lui était vivement recommandé par la reine Jeanne. C'est pourquoi il déclara aux cardinaux qu'il avait fait cette promotion par une résolution subite, sur les instances réitérées de cette reine, et que s'il eût prévu qu'il la ferait, il aurait choisi quelques Italiens.

Les Romains, après l'élection du pape, lui envoyèrent une députation nombreuse dont faisait partie le célèbre Pétrarque, et Rienzi, qu'on verra bientôt prendre le titre et jouer le rôle d'un tribun. Ces députés lui offrirent le titre de sénateur et de capitaine de la ville, pour sa vie durant, mais seulement par considération pour sa personne et non à cause de sa dignité; car on a déjà vu combien la souveraineté du pape était restreinte par les prétentions des Romains. Ils le priaient en même temps de se rendre à Rome, où était proprement le siège apostolique, et de vouloir bien fixer à chaque cinquantième année l'indulgence plénière accordée par Boniface VIII pour la fin de chaque siècle. Le pape répondit qu'il acceptait les charges de la ville, sans préjudice toutefois de ses droits; mais qu'il ne jugeait pas possible encore

de se rendre à Rome. Quant à la troisième demande, il publia une bulle, le 27 janvier 1343, par laquelle, attendu la courte durée de la vie des hommes, et considérant que Dieu lui-même, dans la loi mosaïque, avait établi à chaque cinquantième année le jubilé et la remise des dettes, il déclarait que l'indulgence plénière établie par Boniface serait obtenue tous les cinquante ans. C'est de là que cette indulgence a pris le nom de jubilé.

Vers le même temps mourut Robert, roi de Naples, prince recommandable par ses lumières et ses vertus, et surtout par la douceur de son gouvernement. Il laissait le trône à sa petite-fille Jeanne, qu'il avait mariée avec André, fils de Charobert, roi de Hongrie; et comme ils étaient l'un et l'autre encore fort jeunes, il leur nomma des tuteurs par son testament. Mais le pape Clément revendiqua la régence pour le saint-siège, dont le royaume de Naples était feudataire. Le roi Robert avait obtenu, peu de temps auparavant, du sultan d'Égypte que douze frères mineurs pussent demeurer à Jérusalem, dans l'église du Saint-Sépulcre, pour y faire l'office, et depuis lors ces religieux en ont conservé la possession. Comme la Sicile était toujours en interdit depuis la sentence prononcée contre le roi Pierre, le pape en prit occasion de se réserver pendant deux ans la disposition des évêchés, des abbayes, des prieurés, des canonicats et autres principaux bénéfices qui viendraient à vaquer. Il fit de même un grand nombre de réserves dans les autres royaumes, et rejeta quelquefois les élections canoniques pour disposer lui-même des prélatures. Deux des nouveaux cardinaux à qui il avait ainsi donné des bénéfices en Angleterre, envoyèrent des procureurs pour en prendre possession; mais les officiers du roi s'y opposèrent et les chassèrent honteusement. Le pape l'ayant appris, écrivit au roi, l'an 1343, pour s'en plaindre et lui représenter que ces collations de bénéfices avaient pour objet

d'assurer aux cardinaux les moyens de soutenir leur dignité, et que des grâces semblables n'avaient point trouvé d'opposition dans les autres royaumes. Le roi Édouard répondit que les églises ayant été fondées ou enrichies par les libéralités des princes ou des seigneurs d'Angleterre, il était triste de voir ces richesses, par suite des provisions venues de Rome, tomber entre les mains de sujets étrangers et souvent indignes qui ne résidaient point, qui ne s'occupaient pas du soin des âmes, et ne cherchaient que les avantages temporels; que les ecclésiastiques du royaume, désespérant d'obtenir des bénéfices, abandonnaient les études, au grand détriment de la religion; que les droits de la couronne et le patronage des sujets anglais se trouvaient méprisés et risquaient d'être anéantis; que par ces motifs le parlement s'était élevé d'une voix unanime contre ces abus et l'avait prié instamment d'y apporter remède. « C'est pourquoi, ajoutait-il, nous vous prions de permettre que les élections aient lieu librement dans les églises cathédrales et autres; d'autant plus qu'autrefois nos prédécesseurs conféraient ces églises par la prérogative de leur couronne, et qu'ils y ont depuis renoncé sur les instances du saint-siège, pour accorder les élections aux chapitres qui s'en trouvent maintenant dépouillés. » Le pape n'eut aucun égard à ces représentations, et conféra par droit de réserve l'évêché de Norwich à Guillaume Bareman. Comme c'était un sujet distingué par son mérite, le roi consentit à le laisser prendre possession; mais il réitéra ses représentations auprès du pape, et insista particulièrement sur l'opposition unanime de son parlement. Le pape lui répondit qu'il n'était permis ni au roi ni au parlement d'ordonner quelque chose à cet égard, sous peine d'encourir les censures prononcées contre ceux qui font des réglemens préjudiciables à la liberté de l'Église; que c'était Jésus-Christ lui-même qui avait donné à l'Église romaine la primauté sur toutes les églises du monde;

que le saint-siège avait institué toutes les églises patriarcales, métropolitaines, cathédrales, et toutes les dignités qui s'y trouvent, et que par conséquent c'était au pape qu'appartenait la disposition de toutes les églises, de toutes les dignités et bénéfices ecclésiastiques. Il envoya en même temps des nonces pour faire révoquer les décisions prises à cet égard dans le parlement. Mais cette démarche fut impuissante contre une opposition préparée depuis longtemps et pour ainsi dire poussée à bout par l'ancienneté et l'excès des abus (1).

Dès la seconde année de son pontificat, le pape Clément fit publier une croisade contre les Turcs, et ordonna, par des lettres adressées aux évêques dans tous les états chrétiens, une décime de trois ans sur les biens ecclésiastiques. Il écrivit à cette occasion au grand maître des hospitaliers pour se plaindre qu'ils employaient leurs biens à vivre dans le luxe, au lieu d'en faire des aumônes, et qu'ils ne prenaient aucun soin de la défense des chrétiens d'outre-mer. Il ajouta qu'on les accusait de ne pas même payer les pensions de leurs frères servans ni de leurs prêtres, et de se livrer entre eux à des inimitiés scandaleuses. Le doge de Venise, le roi de Chypre et le grand maître des hospitaliers s'étaient réunis pour cette entreprise, et le pape fournit lui-même un certain nombre de galères. La flotte chrétienne était commandée par Martin Zacharie, noble génois et capitaine habile qui voulait s'emparer de Chio; mais le pape l'ayant appris, lui en fit la défense, de peur que cette démarche ne fût un nouvel obstacle à la réunion des Grecs. En conséquence, les croisés se dirigèrent vers Smyrne, occupée par les Turcs, et s'en rendirent maîtres au mois d'octobre 1344. Ils firent un grand carnage des infidèles, passant au fil de l'épée jusqu'aux femmes et aux enfans. Mais ils furent bientôt assiégés eux-mêmes par une ar-

(1) Villan. — Valsing. — Rain. — Vit. Clem.

mée innombrable de Turcs , et perdirent beaucoup de monde dans une sortie où le légat et l'amiral de la flotte furent tués. Toutefois, malgré cet échec, les croisés rentrés dans la ville ne laissèrent pas de se défendre vigoureusement. Le pape, informé de ces nouvelles, désigna d'abord pour légat de la croisade l'évêque de Têrouane, et pour chef de l'armée un seigneur français nommé Bertrand de Bauce; mais comme Philippe de Valois, menacé par les Anglais, lui représenta que les circonstances s'opposaient à l'éloignement de ce seigneur et de ce prélat, il leur permit de se conformer à la volonté du roi, et déclara que son intention n'était point d'étendre l'indulgence de la croisade au royaume de France. Ensuite il nomma pour commander l'armée, Humbert, comte du Dauphiné, qui partit en 1345 avec une nouvelle troupe de croisés. Cependant plusieurs personnes blâmaient cette entreprise contre les infidèles, comme ne servant qu'à les aigrir davantage contre les chrétiens, et les guerres allumées presque partout en Europe ne permettaient pas d'employer les moyens propres à la faire réussir. C'est pourquoi, deux ans plus tard, le pape ordonna aux croisés d'accepter la trêve que proposaient les Turcs. Humbert, au retour de cette expédition, perdit sa femme, et entra quelque temps après dans l'ordre des frères prêcheurs; il fut ensuite nommé patriarche titulaire d'Alexandrie, puis chargé de l'administration du diocèse de Reims, et mourut en 1355. Il avait cédé le Dauphiné à Philippe de Valois, et c'est depuis ce temps que les fils aînés des rois de France ont pris le titre de dauphin.

Louis de Bavière, depuis la rupture des négociations avec Benoît XII, s'était maintenu en possession de l'empire, où il avait pour lui la plupart des princes et des villes; mais il s'était fait un ennemi irréconciliable du roi de Bohême, en faisant enlever Marguerite de Carinthie, mariée au fils de ce roi, pour la faire épouser par

son propre fils. Comme elle était parente avec celui-ci au troisième degré, l'empereur, après avoir cassé le premier mariage, donna encore de sa propre autorité dispense de cet empêchement ; et Guillaume Occam, qui lui avait vendu sa plume, entreprit de montrer par un écrit que le droit d'accorder des dispenses appartenait aux princes. On a aussi un traité de Marsile de Padoue composé dans le même but. Clément VI, informé de cette entreprise sacrilège, publia une bulle, le jeudi saint 1343, par laquelle il ordonnait à Louis de Bavière de se désister dans trois mois de l'administration de l'empire, et de comparaître devant le saint-siège pour recevoir la pénitence due à ses crimes. L'empereur, au lieu d'obéir, entama des négociations auprès du pape et du roi de France, et écrivit à ce dernier qu'il s'en prendrait à lui des procédures que le pape pourrait faire. Philippe de Valois, qui avait assez d'ennemis à combattre, supplia Clément VI de surseoir aux poursuites contre Louis de Bavière, et celui-ci envoya de nouveaux négociateurs, avec promesse de faire tout ce qui lui serait prescrit. Le pape exigea les conditions les plus humiliantes. L'empereur devait avant tout donner pouvoir à ses mandataires d'avouer en son nom toutes les erreurs et les hérésies qui lui étaient attribuées, renoncer à l'empire et ne le reprendre que par la grâce du saint-siège ; enfin se mettre entièrement avec ses enfans, ses biens et ses états, à la disposition du pape. Quelque dures que fussent ces conditions, il n'hésita pas à y souscrire, et donna sa procuration en conséquence. Mais quand ses envoyés parurent en consistoire, on leur proposa d'autres articles qui concernaient l'empire et non la personne du prince. Le pape demanda que Louis de Bavière révoquât les décisions prises dans la diète de Rentz, et qu'il reconnût l'empire dépendant du saint-siège. L'empereur soumit cette demande aux princes et aux villes d'Allemagne, et convoqua une diète à Francfort au mois de septembre 1344,



pour délibérer sur ce sujet. Les princes et les députés des villes déclarèrent unanimement qu'on ne pouvait consentir à de telles prétentions, et que si le pape y persistait, ils étaient prêts à soutenir par tous les moyens l'indépendance de l'empire. Ensuite Louis de Bavière tint une autre assemblée avec les princes, où il s'efforça de gagner le roi de Bohême et Charles, son fils, duc de Moravie; mais il ne put en venir à bout, et le pape, de son côté, n'eut aucun égard aux représentations qui lui furent adressées par les seigneurs et les villes.

Comme Henri de Virnebourg, archevêque de Mayence, soutenait le parti de Louis de Bavière, le pape Clément poursuivit les procédures commencées contre ce prélat par Benoît XII, et après plusieurs citations et plusieurs délais, il le déclara enfin contumace, prononça contre lui, au mois d'avril 1346, une sentence de déposition, et lui donna pour successeur Gerlac, fils du comte de Nassau. Henri, méprisant cette sentence, ne voulut pas quitter son siège, ce qui produisit pendant huit ans qu'il vécut encore un schisme dont les suites furent déplorables; car le diocèse fut en proie à tous les désordres de la guerre civile, et continuellement désolé par les pillages et les incendies. Vers le même temps, l'évêque de Strasbourg demanda pardon au pape d'avoir fait hommage à Louis de Bavière, promit de ne plus lui obéir, et obtint à ces conditions l'absolution des censures. Deux ans auparavant, sur la demande du roi de Bohême, le pape avait érigé en métropole la ville de Prague, dont le siège était précédemment suffragant de Mayence, et en 1347 il érigea dans la même ville de Prague une université avec tous les privilèges ordinaires et le droit de conférer des grades dans toutes les facultés. Il était entré depuis quelque temps en négociation avec le roi de Bohême et le duc Charles son fils, pour procurer l'empire à ce dernier. En conséquence il publia, le jeudi saint 1346, une bulle par laquelle, attendu l'obstination de Louis de

Bavière dans sa révolte contre l'Église, il confirmait les condamnations prononcées contre lui par Jean XXII, défendait de tenir ce prince pour empereur, de lui obéir ou d'observer les traités faits avec lui, et ordonnait aux électeurs de procéder incessamment à l'élection d'un roi des Romains, ajoutant qu'autrement le saint-siège y pourvoirait, comme ayant donné le droit et le pouvoir aux électeurs.

Quelques jours après, Charles de Luxembourg, qui s'était rendu à Avignon avec le roi de Bohême, son père, fit au pape, en présence de douze cardinaux, la promesse formelle que s'il était élu roi des Romains, il déclarerait nuls et révoquerait tous les actes faits par Louis de Bavière; qu'il ratifierait toutes les concessions et les promesses de Henri VII, son aïeul; qu'il n'occuperait aucune des villes ou des terres du domaine de l'Église; qu'il n'entrerait pas à Rome avant le jour marqué pour son couronnement, et qu'il en sortirait le jour même, et ensuite le plus tôt possible des terres de l'Église et n'y reviendrait plus sans la permission du saint-siège; enfin, qu'avant d'entrer en Italie et de disposer de rien, il s'adresserait au pape pour faire approuver son élection, et qu'ensuite il ratifierait cette promesse et la renouvellerait encore le jour de son couronnement. Cependant une partie des cardinaux s'opposaient vivement à sa promotion, et les choses en vinrent à un tel point, si l'on en croit Villani, que le cardinal de Comminges et le cardinal de Talairand, après s'être adressé réciproquement des reproches et des injures dans un consistoire public, en seraient venus aux mains, si l'on ne s'était jeté entre eux pour les séparer. Mais le pape les réconcilia, et déterminé par les promesses obséqueuses de Charles de Luxembourg, il écrivit aux électeurs pour les engager à lui donner leurs suffrages. Ce prince fut élu en effet le 11 juillet 1346 par les archevêques de Trèves et de Cologne, par Gerlac de Mayence et par deux princes laïques, dont

l'un était le roi de Bohême, son père, et l'autre Rodolphe, duc de Saxe. Le pape confirma son élection par une bulle où il dit, selon le style et l'opinion du temps, que Dieu lui a donné en la personne de saint Pierre l'empire terrestre et l'empire céleste. Ensuite Charles, devenu dans l'intervalle roi de Bohême par la mort de son père, tué au mois d'août de cette année à la bataille de Créci, se fit couronner roi des Romains à Bonn, parce qu'on refusa de le recevoir à Aix-la-Chapelle; car cette ville et un grand nombre d'autres avec une partie des princes de l'empire demeurèrent fidèles à Louis de Bavière. Celui-ci remporta bientôt après une victoire sur son compétiteur; mais l'année suivante, comme il était à la chasse, il fut frappé d'apoplexie, et mourut subitement sans avoir été absous des censures; ce qui n'empêcha pas son fils de le faire enterrer avec grande solennité dans l'église de Munich. Sa mort subite fut regardée comme une punition divine, non-seulement à cause de son schisme et de ses exactions sur les églises, mais encore parce que depuis quelques années ses officiers rendaient mal la justice et opprimaient les pauvres (1).

Les princes et les villes qui étaient restés fidèles à son parti refusèrent quelque temps encore de se soumettre à Charles de Luxembourg. Ils offrirent successivement la couronne impériale à Édouard, roi d'Angleterre, à Frédéric, margrave de Misnie, et enfin à Gonthier, comte de Schwarzbourg, qui l'accepta, et fut élu le 2 février 1349 par Henri, archevêque déposé de Mayence, et par trois autres princes électeurs : Louis, marquis de Brandebourg, fils de Louis de Bavière; Rodolphe, comte palatin du Rhin, et Henri, duc de Saxe. Il fit son entrée à Francfort six semaines après, et publia un édit par lequel il confirmait la décision portant que celui qui est élu roi des Romains par la majorité des électeurs, prend de

(1) Alb. Argent. — Bebdorf. — Hervart. — Villan. — Trithem. *Chron. Hirs.* — Rainald.

droit l'administration de l'empire avant la confirmation du pape, et déclarait nuls tous les actes contraires, notamment les décrets des papes à ce sujet, comme opposés à la doctrine catholique, attendu que, selon toutes les lois divines et humaines, le pape lui-même doit être soumis à l'empereur; et que l'empereur, quant au temporel, n'est soumis ni au pape ni à aucune autre personne sur la terre. Mais au mois de mai Gonthier tomba malade et mourut empoisonné par son médecin. Charles de Luxembourg parvint alors à gagner les électeurs qui lui étaient opposés, après quoi il se fit couronner une seconde fois à Aix-la-Chapelle. Louis de Brandebourg fut confirmé dans l'électorat dont l'empereur son père lui avait donné l'investiture, et remit ensuite à Charles les reliques impériales qu'il avait gardées jusqu'alors, savoir : l'épée de Charlemagne, la lance de la passion, le côté droit de la vraie croix avec un des clous du crucifiement, et une nappe qu'on disait avoir servi à la cène de Notre-Seigneur. Les autres princes et les villes, à l'exemple des électeurs, ne tardèrent pas à se soumettre. Il s'éleva cependant quelque difficulté au sujet d'une formule d'abjuration prescrite par le pape pour l'absolution des censures, parce que cette formule, outre ce qui regardait la soumission à l'Église, contenait la promesse de ne reconnaître désormais aucun empereur s'il n'était approuvé par le pape. Mais après quelques observations, la plupart consentirent à prêter le serment exigé. Les frères mineurs schismatiques qui restaient encore à Munich, entre autres Guillaume Occam, voulurent aussi rentrer dans le sein de l'Église, et s'adressèrent en 1348 au chapitre de l'ordre pour obtenir leur absolution. Le pape, sur la demande du chapitre, donna pouvoir au général de les absoudre, moyennant l'abjuration prescrite et la renonciation expresse aux erreurs de Michel de Césène. Celui-ci était mort quelques années auparavant; mais on croit qu'il avait aussi reconnu ses fautes.

Le jeune roi de Naples, André de Hongrie, avait été assassiné en 1345 par quelques-uns de ses domestiques qui entrèrent dans sa chambre, comme il allait se mettre au lit; et la reine Jeanne, sa femme, décriée pour ses adultères, fut violemment soupçonnée d'être complice. Le pape, informé de ce crime, publia une bulle qui prononçait contre les meurtriers l'excommunication avec toutes ses suites les plus terribles; de son côté, Louis, roi de Hongrie, frère d'André, se rendit en Italie pour venger sa mort, et envoya, l'an 1348, des ambassadeurs au pape pour demander la couronne de Sicile. Le pape répondit que la reine ne pouvait être dépouillée sans un jugement, et que ce prince n'aurait pas dû commencer par se mettre en possession sans avoir fait reconnaître ses droits par le saint-siège, ajoutant que du reste il était prêt à lui rendre bonne et prompte justice. Mais avant d'avoir reçu cette réponse, le roi Louis partit subitement pour retourner en Hongrie. La reine Jeanne s'était réfugiée en Provence, dont elle était comtesse; et voulant alors retourner à Naples, comme elle manquait d'argent, elle vendit au pape la ville d'Avignon avec son territoire. La vente fut confirmée par l'empereur Charles IV, et parce que cette ville était un fief de l'empire, il accorda aux papes de la posséder exempte de toute suzeraineté. La reine Jeanne, pendant son séjour en Provence, obtint dispense du pape pour épouser Louis, prince de Tarente, son cousin-germain, qui prit le titre de roi de Jérusalem. Quelque temps auparavant, Louis de la Cerda, qui descendait des rois de Castille, avait demandé au pape la propriété des îles Canaries, exposant qu'elles n'étaient soumises à aucun prince chrétien, et promettant d'y établir la religion, comme s'il suffisait qu'un pays fût habité par des infidèles pour obtenir le droit de s'en emparer; mais on a vu les auteurs du temps soutenir que les païens ne pouvaient rien posséder justement, et que toute la terre avait été donnée à saint Pierre et à

ses successeurs comme vicaires de Jésus-Christ. C'est pourquoi le pape Clément, par une bulle de l'an 1344, donna, en vertu de son autorité apostolique, la propriété de ces îles à Louis avec toute juridiction temporelle, moyennant le paiement d'un cens annuel à l'Église romaine. Toutefois cette concession n'eut pas de suite.

Le patriarche ou catholique d'Arménie, après les avertissemens de Benoît XII, avait assemblé un concile où furent condamnées les erreurs signalées par les lettres du pape, et il envoya les décisions à Rome avec des lettres dans lesquelles il reconnaissait le pape pour chef de toutes les églises; s'offrait à retrancher des livres de son église tout ce qui s'y trouverait de contraire à la foi du saint-siège, et demandait, pour se conformer à la discipline de l'Église romaine, le décret de Gratien et la collection des décrétales dont le pape lui avait recommandé l'usage. Clément VI lui adressa ces recueils par deux légats qu'il fit partir, en 1346, pour l'Arménie. Il écrivit en même temps à l'archevêque de Sultanie et à ses suffragans, au sujet d'un frère mineur nommé Ponce, archevêque de Séleucie, qui, dans un ouvrage écrit en arménien, avait enseigné les erreurs des prétendus spirituels sur la pauvreté de Jésus-Christ. Le pape recommandait aux prélats orientaux d'avertir les fidèles que ces erreurs étaient condamnées par l'Église romaine, et d'obliger l'archevêque Ponce à les abjurer formellement en présence du clergé et du peuple. Un des légats envoyés par le pape rapporta les réponses des Arméniens, où le patriarche reconnaissait que le pape, comme tenant la place de saint Pierre et vicaire de Jésus-Christ, a seul la plénitude de puissance. Cependant Clément VI ne trouva pas cette déclaration assez explicite ni assez claire, et demanda une réponse à diverses questions qu'il proposa dans une lettre écrite au patriarche en 1351 : « Croyez-vous, lui dit-il, que saint Pierre ait seul reçu de Jésus-Christ la puissance de juridiction sur toute la



terre ; que la puissance des autres apôtres sur certaines provinces ait été soumise à la sienne , et que les papes successeurs de saint Pierre aient la même puissance que lui ? Croyez-vous qu'en vertu de cette puissance le pape ait le droit de juger immédiatement tous les fidèles , et de déléguer à cet effet tels juges ecclésiastiques qu'il voudra ? Croyez-vous que le pape ne peut être jugé de personne que de Dieu seul, et qu'on ne peut appeler de ses jugemens à aucun autre siège ? Croyez-vous qu'il puisse transférer les patriarches, les évêques et les autres ecclésiastiques à des dignités inférieures ou supérieures, et les déposer s'ils le méritent ? Croyez-vous qu'il n'est soumis à aucune puissance séculière, quant à l'institution , la correction ou la déposition, et que lui seul peut faire des canons généraux, donner l'indulgence plénière, et décider les doutes en matière de foi par un jugement auquel tout chrétien est tenu d'adhérer comme à une règle infaillible ? » Ces questions font voir ce que l'on pensait alors sur l'étendue de l'autorité pontificale (1).

Des réglemens de discipline pour la réforme du clergé et pour le maintien de ses privilèges contre les entreprises sans cesse renaissantes des laïques, furent publiés en plusieurs conciles tenus vers cette époque, savoir : à Londres, en 1342 et 1343, par l'archevêque de Cantorbéry ; à Noyon et à Magdebourg, en 1344 ; à Paris et à Tolède, en 1347, et à Béziers, en 1351. Parmi les statuts de ce dernier on remarque un article portant que les confesseurs inscriront les noms de leurs pénitens, pour qu'on voie s'ils ont satisfait au précepte de la confession annuelle. Plusieurs articles du premier concile de Londres tendent à restreindre les exactions des archidiacons et des officiaux pour l'exécution des testamens, les inventaires ou autres actes de leur compétence. On leur défend aussi de commuer les pénitences en amendes pé-

(1) Villani. — Rainald. — Baluz. *Vit. pap.*

cuniaires ; et comme ils tenaient quelquefois leurs audiences dans des lieux où l'on trouvait à peine les choses nécessaires à la vie , qu'ils fatiguaient les plaidans ou les accusés en les promenant d'un lieu à un autre, et qu'ils avaient une foule d'appariteurs à pied et à cheval, qui ne songeaient qu'à piller, on condamna ces abus, devenus pour les peuples une occasion de dépenses onéreuses et un sujet de plaintes trop bien fondées. Le concile de Tarragone fit de même un règlement contre les exactions des notaires ecclésiastiques, et celui de Noyon contre les poursuites vexatoires des promoteurs et contre l'avarice des procureurs, qui consumaient les parties en frais pour des causes injustes ou de néant.

Vers le même temps, l'inquisiteur de Florence, Pierre d'Aquila, de l'ordre des frères mineurs, donna lieu à des plaintes si nombreuses, que six ambassadeurs accompagnés d'un syndic de la ville allèrent en cour de Rome l'accuser de concussions criantes dont ils portaient les preuves par écrit. On prétendait qu'en deux ans il avait exigé plus de sept mille florins de divers citoyens, sous prétexte d'hérésie, quoiqu'il n'y eût jamais eu ; dit Villani, moins d'hérétiques à Florence. Mais pour la moindre parole il condamnait à des amendes considérables. L'inquisiteur fut convaincu en plein consistoire ; après quoi le pape suspendit provisoirement les censures que cet inquisiteur avait prononcées contre les Florentins, pour avoir délivré un de ses prisonniers, et puni les appariteurs qui l'avaient arrêté, par ses ordres, pour une affaire purement civile. Les Florentins, à cette occasion, rendirent une ordonnance, comme on l'avait déjà fait à Pérouse, en Espagne, et en d'autres endroits, portant défense à tout inquisiteur de se mêler d'aucune affaire étrangère à son office, et de condamner aucun particulier à des peines pécuniaires, mais seulement au feu s'il se trouvait convaincu d'hérésie. On défendit en même

temps à tout magistrat de faire arrêter un citoyen sur la requête de l'inquisiteur ou de l'évêque, sans la permission des prieurs de la ville. On ôta aussi à l'inquisiteur sa prison particulière, et on réduisit à six le nombre de ses recors, avec défense d'accorder le port d'armes à d'autres, au lieu qu'il l'avait donné à plus de deux cent cinquante personnes. Outre ces décrets relatifs à l'inquisition, les Florentins ordonnèrent que tout clerc qui se rendrait coupable envers un laïque en matière criminelle, pourrait être puni par le magistrat séculier en ses biens ou en sa personne; qu'on n'aurait aucun égard aux privilèges qu'un clerc ou un laïque pourrait obtenir du pape ou du légat sur une affaire litigieuse, et qu'au contraire les parens de l'impétrant seraient contraints, même par corps, à le faire renoncer à ce privilège. Cette loi fit citer les Florentins en cour de Rome pour attentat contre les libertés de l'Église. Mais ils eurent recours à la voie des négociations, et l'affaire n'eut pas de suite.

Pendant ces négociations, la ville de Rome offrit le spectacle d'une révolution qui expira bientôt par le ridicule. Elle eut pour auteur Nicolas Rienzi, fils d'un meunier et simple notaire dans Rome, mais éloquent et audacieux; on a vu qu'il était au nombre des ambassadeurs envoyés au pape Clément par les Romains; et dans une assemblée qui se tint au mois de mai 1347, il rendit compte de son ambassade d'une manière si artificieuse, qu'il fut élu par acclamation tribun du peuple, et mis en possession du Capitole; après quoi il dépouilla les nobles de toute autorité et en fit arrêter plusieurs, principalement ceux qui protégeaient les voleurs dans la ville ou aux environs. Ensuite il se fit armer chevalier, et publia au mois d'août une lettre patente où il déclarait, que le peuple romain avait encore la même autorité et les mêmes droits qu'autrefois sur tout l'univers; que tous les peuples de l'Italie étaient libres et citoyens romains, et qu'à eux seuls appartenait le droit d'élire l'empereur. En

conséquence, il terminait cette déclaration extravagante par citer Louis de Bavière, Charles de Luxembourg et les princes électeurs à comparaître devant lui. Le pape, qui lui avait d'abord confirmé le gouvernement de Rome, apprenant les excès où il se portait, défendit aux Romains, par une bulle du mois de décembre, d'obéir à ce tribun ; et bientôt après, Rienzi, abandonné du peuple, se vit réduit à prendre la fuite ; il fut arrêté deux ans plus tard et conduit à Avignon, où il demeura prisonnier jusqu'à la mort de Clément VI. Alors, le besoin qu'on avait de son influence le fit mettre en liberté. Il fut renvoyé à Rome, dont il obtint de nouveau le gouvernement, avec le titre de sénateur, qui lui fut donné par le pape. Mais au bout de quelques mois les grands parvinrent à soulever contre lui la populace, qui se porta au Capitole et mit le tribun en pièces.

Le pape Clément canonisa en 1347 saint Yves de Tréguier, mort quarante-quatre ans auparavant. On voit dans la procédure de canonisation, décrite par l'officier qui en était chargé alors en cour de Rome, quelles étaient les règles suivies pour la décision de ces affaires importantes. Le souverain pontife, après avoir reçu des demandes réitérées pour la canonisation d'un fidèle mort en réputation de sainteté, donnait commission à quelques évêques du pays ou à d'autres personnes graves d'informer d'une manière générale sur la commune renommée des vertus et des miracles de celui qui était l'objet de la demande. Ensuite, d'après leur rapport, si le pape jugeait à propos de continuer l'affaire, il chargeait les mêmes commissaires ou d'autres d'informer en détail sur les articles qu'il leur spécifiait. L'information étant faite, il en commettait l'examen à quelques-uns de ses chapelains ou à d'autres personnes de mérite, pour en former les principaux chefs du procès ; après quoi il faisait examiner le tout par trois cardinaux qui faisaient leur rapport au consistoire ; et dans une seconde séance on lisait

les dépositions des témoins. Le pape décidait d'abord avec les cardinaux si la perfection des vertus était bien constatée ; puis , sur chaque miracle , on prononçait s'il était prouvé suffisamment , et les décisions étaient écrites par un cardinal. L'examen fini , le pape demandait aux cardinaux s'il était à propos de faire la canonisation , et quand les suffrages étaient pour l'affirmative , avant de manifester son propre jugement , il faisait appeler tous les prélats qui se trouvaient en cour de Rome , leur exposait tout ce qui s'était fait et demandait leur avis. Enfin , dans un nouveau consistoire , il marquait le jour et l'église où se ferait la canonisation. Ce jour venu , le pape , assis devant l'autel , exhortait les assistans à prier encore que Dieu ne permît pas qu'il se trompât dans cette affaire ; puis on chantait le *Veni Creator* , et après quelques autres prières , le pape prononçait la canonisation , accordait une indulgence , et célébrait solennellement la messe en l'honneur du nouveau saint.

La peste envahit l'Europe à cette époque , et fit partout des ravages effroyables. Elle commença , l'an 1348 , en Italie , où elle fut apportée par des marchands du Levant ; puis de l'Italie , elle s'étendit la même année et la suivante en Espagne , en France , en Angleterre , en Allemagne et dans les royaumes du Nord. On peut juger de ses terribles effets par ce qui eut lieu à Florence , où depuis le mois d'avril jusqu'au mois de septembre qu'elle y dura , elle emporta les trois cinquièmes des habitans. A Paris , la mortalité fut si grande , qu'on porta longtemps plus de cinq cents corps par jour de l'Hôtel-Dieu au cimetière des Innocens ; nombre prodigieux relativement au peu d'étendue qu'avait alors la ville. Le pape , pour la consolation des fidèles , publia une bulle , le 19 mai , par laquelle il donnait pouvoir à tout prêtre d'absoudre les malades de toutes sortes de péchés et de leur donner l'indulgence plénière. Il accordait aussi des indulgences aux prêtres qui administreraient les pestiférés ,

et à tous ceux qui leur rendraient quelque office de charité ou qui les enseveliraient après leur mort. Les religieuses se dévouèrent au service des malades avec un zèle héroïque. Un grand nombre moururent victimes de leur charité; mais elles étaient aussitôt remplacées par d'autres. Il en fut de même des religieux, en sorte que plusieurs couvens devinrent presque déserts; et ce fut une des causes du relâchement qui survint parmi les mendiants; car la peste emporta les plus zélés, et d'autre part, elle fit modérer la rigueur de l'observance, et la tiédeur empêcha d'y revenir. On cite parmi les victimes de la contagion, Villani, auteur d'une histoire de Florence; Jean André, célèbre docteur canoniste de Bologne, auteur de gloses et de commentaires sur les décrétales, et Bernard de Sienne, autrement Jean Toloméi, instituteur de l'ordre du mont Olivet, qui fut atteint de la maladie en servant ses religieux. Les Florentins, pour repeupler leur ville, fondèrent une université, et obtinrent du pape une bulle qui la confirmait avec les privilèges ordinaires, et le droit de conférer des grades dans toutes les facultés (1).

La peste devint l'occasion des plus odieuses violences contre les Juifs. On les accusa de l'avoir procurée en jetant du poison dans les fontaines et dans les puits, et sur ce bruit absurde, le peuple en brûla ou massacra un grand nombre. Le pape publia deux bulles pour défendre de forcer les Juifs à recevoir le baptême, de les tuer ou de les frapper, sous peine d'excommunication; mais ces défenses n'empêchèrent pas les violences de continuer l'année suivante, principalement en Allemagne, où elles furent telles, qu'il y eut, dit-on, jusqu'à douze mille Juifs massacrés dans le diocèse de Mayence. Le fléau de la peste fit naître aussi en Allemagne un mouvement de dévotion superstitieuse qui s'était déjà

(1) Matth. Villan. — S. Anton. *Chron.* — Cont. Nang. — Albert. Argent. — Rainald.



produit un siècle auparavant. Le peuple commença à se flageller publiquement, sous prétexte d'apaiser la colère divine, et pour propager cet enthousiasme, on publia une lettre qu'on disait avoir été remise par un ange dans l'église de Jérusalem, portant que Dieu était irrité pour les crimes des peuples, et que le moyen d'obtenir miséricorde était de se flageller et de se bannir de chez soi pendant trente-quatre jours. On vit bientôt à Spire, à Strasbourg; et sur toute la frontière du Rhin, des troupes nombreuses de flagellans qui formaient, par affiliation, une sorte de confrérie; les femmes embrassèrent aussi cette pénitence, et se dépouillaient jusqu'au sein pour se fustiger comme les hommes. Mais ces associations ne tardèrent pas à devenir une occasion de désordres. Les flagellans attaquèrent les Juifs et commirent ensuite d'autres excès; ils prétendaient s'absoudre les uns les autres; se vantaient de faire des miracles, et surtout de chasser les démons, et menaient avec eux des femmes qui disaient en avoir été délivrées. Enfin, ils disaient, entre autres folies, que le sang qu'ils répandaient en se fustigeant se mêlait à celui de Jésus-Christ pour la rémission des péchés. L'université de Paris condamna ces superstitions, et les fit connaître au pape Clément, qui publia une bulle, au mois d'octobre 1349, pour défendre les associations de flagellans, avec ordre aux évêques d'obliger les fidèles à s'en retirer, et de faire arrêter les religieux qui entretenaient ce fanatisme. Le roi Philippe défendit, de son côté, aux flagellans de venir en France, sous peine de la vie.

Le jubilé, réduit par le pape à cinquante ans, s'ouvrit à Noël de cette année 1349, et quoique l'hiver fût excessivement froid, ni les glaces ni les neiges ne purent arrêter l'empressement des pèlerins. Les routes étaient couvertes d'hommes et de femmes de toutes conditions. Les hôtelleries étaient insuffisantes pour les loger tous, et un grand nombre, surtout les Allemands, plus accou-

tumés au froid, passaient les nuits dehors. On estima que pendant les fêtes de Noël, et ensuite pendant tout le Carême jusqu'à Pâques, il y eut continuellement à Rome plus d'un million de pèlerins. A l'Ascension et à la Pentecôte il y en avait encore plus de huit cent mille. Ce nombre diminua pendant les chaleurs de l'été, mais l'affluence recommença en automne, et on vit alors arriver une foule de grands seigneurs et de dames de l'Italie et des autres pays. Les Romains profitèrent de la circonstance pour satisfaire leur infâme avarice. Ils faisaient payer fort cher les logemens et les vivres, et pour n'être pas obligés de baisser leurs prix, ils firent défense aux marchands étrangers d'introduire et de vendre à Rome du pain, du vin, ou de la viande. Ils forcèrent même, par des insultes ou des attaques, le légat du pape à sortir de la ville, parce qu'il donnait des dispenses pour abrégér le temps des stations, et qu'ainsi les pèlerins faisaient moins de séjour et de dépenses. Plusieurs princes, entre autres les rois de Castille, d'Aragon, de Portugal et de Chypre, représentèrent au pape qu'ils ne pouvaient se rendre à Rome, et demandèrent en grâce de pouvoir gagner l'indulgence d'une autre manière. Mais le pape répondit que cette indulgence, établie pour l'honneur des saints apôtres, ne pouvait être accordée qu'à ceux qui visiteraient leurs églises. Il permit toutefois à l'archevêque de Brindes, légat en Sicile, de donner l'indulgence à trente personnes, à condition qu'elles auraient eu la résolution sincère d'aller à Rome, et que ne pouvant l'accomplir, elles payeraient, pour être employée en bonnes œuvres, la somme à laquelle seraient évalués les frais de leur voyage.

Le roi de Castille, Alphonse XI, poursuivant ses conquêtes sur les Maures, assiégeait alors Gibraltar, et était sur le point de s'en rendre maître, quand la peste s'étant mise dans son armée, il en mourut lui-même au mois de mars 1350. Il eut pour successeur son fils Pierre, âgé de

quinze ans, surnommé le Cruel. Philippe de Valois mourut au mois d'août de la même année, et Jean, son fils, qui lui succéda, se rendit bientôt après à Avignon pour visiter le souverain pontife, qui, à sa prière, fit une promotion de cardinaux, dont neuf français, un espagnol, et deux romains. L'année suivante le pape accorda à ce prince plusieurs privilèges. Il lui permit, ainsi qu'à la reine Jeanne, sa femme, de faire célébrer l'office divin pour eux et leur suite dans les lieux interdits, et de se choisir un confesseur capable, qui pourrait les absoudre des cas mêmes pour lesquels il faudrait recourir au saint-siège, leur donner, en péril de mort, l'indulgence plénière, commuer leurs vœux, et leur donner des dispenses du jeûne et de l'abstinence. Il confirma aussi le privilège déjà accordé précédemment aux rois de France, de ne pouvoir être excommuniés, ni les terres de leur domaine mises en interdit, sans l'express commandement du saint-siège. Il avait accordé au même prince cinq ans auparavant la permission de toucher les choses saintes, excepté l'Eucharistie, et de recevoir la communion sous les deux espèces. Il accorda la même grâce au duc de Bourgogne, mais il recommanda à l'un et à l'autre d'en user avec tant de précaution et de secret qu'il n'en arrivât aucun scandale; car la communion sous les deux espèces, encore ordinaire au commencement du douzième siècle, avait été dès le treizième restreinte aux clercs par une coutume générale, qui prit insensiblement force de loi.

Le roi Jean, pendant le séjour qu'il fit près d'Avignon pour les affaires du Languedoc, reçut des plaintes de l'archevêque de Toulouse au sujet des prisons monastiques. On renfermait les moines coupables de certaines fautes graves dans une prison obscure et perpétuelle, que l'on nommait *vade in pace*, et là, réduits pour toute nourriture au pain et à l'eau, ils étaient en outre privés de toute communication avec les religieux ou avec d'au-

tres personnes, en sorte que ces malheureux mouraient presque toujours désespérés. Le roi ordonna que les supérieurs iraient deux fois le mois visiter et consoler ces prisonniers, qui pourraient aussi demander deux fois le mois la compagnie d'un moine de la communauté. Les frères mineurs et les frères prêcheurs se donnèrent de grands mouvemens, jusqu'à réclamer l'autorité du pape, pour faire révoquer cette ordonnance; mais le roi demeura ferme, et leur signifia d'obéir ou de sortir du royaume. D'autres plaintes furent adressées vers le même temps au pape contre les religieux mendiants, à l'occasion de leurs privilèges, et les cardinaux eux-mêmes, appuyant les réclamations des prélats et des curés, demandaient ouvertement la suppression de ces ordres nouveaux. Mais le pape, pour toute réponse, demanda aux prélats s'ils pourraient eux-mêmes, après la suppression de ces religieux, prêcher l'humilité et les autres vertus, tandis qu'ils montraient tant d'orgueil dans leurs équipages, qu'ils accumulaient avec tant d'avidité les bénéfices, et scandalisaient les peuples par une vie sensuelle et mondaine qui faisait douter de leur chasteté (1).

Sur la fin de la même année, dans un consistoire public, un des cardinaux laissa tomber adroitement une lettre satirique qui fut aussitôt portée au pape et lue en présence de toute la cour. Elle était écrite au nom du prince des ténèbres au pape Clément, qu'il nommait son vicaire, et aux cardinaux, qualifiés ses conseillers et ses amis. Il relevait avec éloge leurs vices réels ou supposés, les encourageait à persévérer et à mériter de plus en plus ses faveurs, en continuant de mépriser les exemples et les leçons des apôtres. Mais il se plaignait que leurs instructions n'étaient pas conformes à leurs œuvres, et les exhortait à se corriger sur ce point, afin

(1) Contin. Nang. — Baluz. — Rainald.

d'obtenir un rang plus élevé dans son royaume. Il finissait ainsi : « Votre mère la superbe vous salue, avec ses sœurs l'avarice, l'impudicité, et les autres vices, qui se vantent de prospérer par votre secours. » Comme cette lettre peignait assez bien les vices de plusieurs prélats, il s'en répandit un grand nombre de copies. Elle fut attribuée à Jean Visconti, archevêque de Milan, qui avait été frappé de plusieurs censures pour s'être emparé de Bologne. Toutefois, il sollicita sa réconciliation, et fit si bien, qu'il obtint du pape l'investiture de Milan et de Bologne pour douze ans, à la charge de payer un cens annuel de douze mille florins d'or.

Si l'on blâmait avec justice la rigueur des prisons monastiques, on se plaignait au contraire de l'impunité des clercs criminels, et c'était par ce motif qu'on justifiait les entreprises de l'autorité séculière contre leurs privilèges. Ainsi, l'archevêque de Cantorbéry ayant fait à ce sujet des représentations dans le parlement, on lui répondit que ces privilèges rendaient les clercs plus hardis à commettre des crimes ; que lorsqu'on remettait les accusés au juge ecclésiastique, il les faisait garder négligemment, les admettait, quoique notoirement coupables, à la purgation canonique, et que pendant qu'ils demeuraient en prison, ils y étaient si bien traités, qu'elle n'était pas pour eux une peine, mais un lieu de délices. Sur ces plaintes, l'archevêque et les autres prélats rendirent une ordonnance, en 1351, qui enjoignait aux juges ecclésiastiques de faire garder avec soin les clercs qui leur seraient remis ; de ne les admettre à la purgation canonique qu'après les plus exactes informations, et quant à ceux qui seraient notoirement coupables ou diffamés publiquement, de ne leur donner dans la prison que du pain et de l'eau trois jours de la semaine, et les autres jours de la bière avec des légumes le dimanche. Édouard III, roi d'Angleterre, fit saisir la même année tous les bénéfices possédés par des cardinaux ou d'au-

tres étrangers qui ne résidaient pas ; mais comme le pape lui ordonna, sous peine d'excommunication, de donner dans quatre mois main-levée de ces saisies, avec restitution des fruits perçus, il envoya au pape pour lui promettre d'obéir à ses ordres, et obtint une prorogation du délai fixé.

Pierre, roi d'Aragon, négligeait de payer le cens qu'il devait à l'Église romaine pour le royaume de Sardaigne, et s'opposait en outre aux poursuites faites contre les laïques de son royaume en vertu de rescrits du saint-siège. Il força même, par la violence, un nonce du pape à révoquer une sentence d'excommunication prononcée contre quelques-uns de ses sujets pour leur refus de payer ce qu'ils devaient à la chambre apostolique. Ce nonce fut d'abord mis en prison ; puis mené sur le haut d'une tour où des officiers le tinrent suspendu par les pieds, avec menace de le précipiter, s'il ne révoquait ses poursuites. Le pape fit à ce sujet des plaintes au roi par une lettre de l'an 1350, et quelque temps après, des commissaires nommés de part et d'autre conclurent un traité portant que le roi n'empêcherait pas, à l'avenir, le libre exercice de la juridiction ecclésiastique, ni les fonctions des collecteurs, ou autres officiers du pape, qu'il demandait l'absolution pour ce qui avait été fait, et qu'il suppliait le pape de renvoyer à leurs églises les prélats qui se trouvaient à sa cour, et de conférer à l'avenir les prélatures et autres bénéfices à des personnes du pays.

Il y avait à cette époque, en Espagne, un hérétique, ou plutôt un fou, nommé Gonzalve, qui se disait le frère de saint Michel, et se prétendait destiné à occuper dans le ciel la place de Lucifer, et à vaincre l'Antechrist. Cet extravagant eut pour sectateur un certain Nicolas, originaire de Calabre, qui soutenait que Gonzalve était le fils de Dieu, engendré de toute éternité, qu'il ne mourrait point, et qu'au jour du jugement il délivrerait par



ses prières tous les damnés. Ils furent l'un et l'autre condamnés au feu. Un autre fanatique, nommé Janovèze, publia quelque temps après que l'Antechrist devait venir en 1361, et qu'alors l'exercice de la religion cesserait partout. La manie des vaines disputes et des subtilités scolastiques entraîna aussi quelques docteurs de l'université de Paris dans les erreurs les plus répréhensibles. Ainsi, un moine de l'ordre de Cîteaux, nommé Jean de Mercœur, enseignait, entre autres impiétés, que Dieu est l'auteur du mal et du péché; que tout arrive par l'effet nécessaire de sa volonté, et que l'homme lorsqu'il cède à une tentation violente ne pèche pas. Ces blasphèmes et d'autres articles, au nombre de trente-neuf, furent condamnés, en 1356, par la faculté de théologie de Paris. Elle condamna aussi, deux ans plus tard, soixante propositions soutenues par Nicolas d'Aultricourt, dont les principales étaient que le monde est éternel, que deux contradictoires peuvent signifier la même chose, et qu'il est permis de voler pour se procurer de l'instruction. Parmi les autres propositions, un grand nombre sont purement philosophiques, et tendent surtout à saper les fondemens de la certitude. Il en est toutefois quelques-unes qui semblent d'une vérité incontestable, entre autres la première, portant que le vrai moyen de connaître la nature, c'est l'observation des choses elles-mêmes, et non l'étude d'Aristote ou de ses commentateurs. Un docteur nommé Gui, de l'ordre des augustins, fut obligé, en 1354, par un décret de la même faculté, de rétracter plusieurs erreurs, entre lesquelles on remarque celles-ci; que la véritable charité est inamissible; que l'homme pourrait pécher sans avoir le libre arbitre, et que Dieu détermine quelquefois la volonté à faire le bien d'une manière si efficace, qu'elle n'est pas libre de résister. On trouve des doctrines analogues sur l'efficacité de la volonté divine, et sur la nécessité des actions humaines, dans un ouvrage de Bradwardin,

archevêque de Cantorbéry, intitulé : La cause de Dieu contre Pélage. Mais Jean Bacon, célèbre docteur de l'ordre des carmes, combattit ces erreurs avec tant de clarté et de force, qu'il obligea Bradwardin à les rétracter.

La secte des palamites, ou quiétistes du mont Athos, était devenue dominante à Constantinople par la protection du pouvoir temporel. Barlaam après sa condamnation était revenu en Italie, d'où il était originaire. Mais ses disciples, et entre autres un moine nommé Acyndinus, continuèrent à combattre les rêveries de ces quiétistes, et furent aussi condamnés. Cependant le patriarche Jean d'Apri, revenant bientôt sur les décisions prises, anathématisa Palamas et sa doctrine, et de son côté, l'impératrice, mère de Jean Paléologue, fit mettre ce sectaire en prison. Mais ensuite, irritée contre le patriarche, elle le fit déposer, dans un conciliabule, au commencement de l'an 1347, et protégea ouvertement les palamites. Ils ne laissèrent pas de favoriser le parti de Cantacuzène, qui, à la tête de son armée, entra le lendemain dans Constantinople, et se fit reconnaître comme associé à l'empire. Il assembla aussitôt un concile de quelques évêques, fit confirmer la déposition de Jean d'Apri, et condamner la doctrine d'Acyndinus et des autres adversaires de Palamas. Celui-ci fut nommé archevêque de Thessalonique, où l'on refusa de le recevoir, et le siège de Constantinople fut donné à un de ses principaux sectateurs, nommé Isidore, ancien moine devenu évêque de Monembasie, et qui avait été déposé et excommunié comme palamite. Sa translation au siège patriarcal fit renouveler cette condamnation. La plupart des évêques présents à Constantinople se réunirent et prononcèrent anathème contre lui et contre tous ceux qui étaient dans ses sentimens. Bientôt après vinrent de toutes parts, notamment d'Alexandrie, d'Antioche, de Trébisonde, de Chypre et de Rhodes, des

lettres de prêtres et d'évêques, contenant le même anathème. Mais Cantacuzène exila ou punit par la perte des biens les chefs de cette opposition, et se fit ensuite couronner de nouveau par Isidore. Cet intrus, de son côté, pour remplacer les évêques et les prêtres qui se séparaient de sa communion, ordonna un grand nombre de sujets ignorans et incapables. Isidore mourut au bout de deux ans, et fut remplacé par un moine palamite fort ignorant, nommé Calixte, que Cantacuzène fit venir du mont Athos, et qui fut aussi excommunié par la plupart des évêques. Mais l'empereur vint à bout d'en gagner le plus grand nombre, et au mois de mai 1351, il convoqua un concile où la doctrine de Palamas fut approuvée de nouveau et ses adversaires condamnés; après quoi, pour donner à cette décision plus d'éclat, on en fit la lecture solennelle dans l'église de Sainte-Sophie, en présence du clergé et du peuple. Cependant Cantacuzène était en négociation avec le pape au sujet de la réunion de l'Eglise grecque et de la guerre contre les infidèles, et témoignait le plus grand zèle pour le succès de ces deux affaires. Il avait envoyé, en 1348, des ambassadeurs au pape, qui de son côté envoya des nonces à Constantinople, et l'on convint de la tenue d'un concile général dans une ville maritime entre la Grèce et l'Italie. Mais les troubles de l'Europe et la mort du pape empêchèrent l'exécution de ce projet.

Vers le même temps, l'émir qui commandait à Damas fit mettre le feu en deux endroits de la ville; puis accusant les chrétiens de ce crime pour leur arracher de l'argent, il s'en prit aux plus riches, et les fit mettre à la question. Quelques-uns, vaincus par la violence des tourmens, se confessèrent coupables, et un grand nombre se garantirent du péril en donnant à l'émir des sommes énormes. Quant aux autres, il leur donna le choix de renier la foi ou de mourir en croix. Plusieurs apostasièrent; mais il y en eut vingt-deux qui montrèrent une

constance héroïque. L'émir les fit attacher à des croix, et promener ainsi par la ville sur des chameaux pour les montrer à leurs parens renégats, qui s'efforcèrent en vain d'ébranler leur courage. Ces généreux martyrs moururent ainsi après trois jours de tourmens. Le sultan d'Égypte ayant appris cette scélératesse de son émir, le manda aussitôt, et le fit couper par le milieu du corps (1).

Sur la fin de cette année 1351, le pape Clément tomba dangereusement malade, et fit alors, par le conseil des cardinaux, une constitution pour modérer la rigueur du conclave. Cette constitution permet aux cardinaux d'avoir dans le conclave chacun deux serviteurs clercs ou laïques. Tous les jours ils pourront avoir à dîner et à souper un plat de viande ou de poisson, avec un potage, et en outre une salade, du fromage, des fruits, ou des confitures. Le pape guérit de cette maladie ; mais il demeura toujours languissant, et mourut au bout d'un an, le 6 décembre 1352. Il était instruit, généreux, zélé, plein de bonté et de douceur, ce qui a fait dire à Pétrarque, que jamais personne n'avait porté à plus juste titre le nom de Clément. Un particulier qui l'avait grièvement offensé ne craignit pas de lui demander une grâce extraordinaire. Jamais, dit le pape, on ne me reprochera de m'être vengé, et il l'accorda sur-le-champ. Matthieu Villani fait de ce pontife un portrait fort désavantageux. Il lui reproche l'amour du faste et un luxe excessif dans l'entretien de sa cour ; l'abus des réserves et des expectatives ; une passion démesurée pour l'agrandissement de sa famille ; enfin, une conduite scandaleuse avec les femmes. Mais cette dernière accusation est démentie par le témoignage des autres historiens contemporains, qui louent unanimement la piété de Clément et la pureté de ses mœurs. Quant à ce

(1) Matth. Villan. — Nicéph. Greg. — Cantacuz.

qui regarde l'agrandissement de ses parens, le reproche semble mieux fondé ; car Villani dit positivement qu'il leur acheta de grandes terres en France, et il fit d'ailleurs jusqu'à cinq cardinaux de sa famille.

Après la mort de ce pape, quelques-uns des cardinaux songèrent d'abord à lui donner pour successeur Jean Birel, général des chartreux, renommé pour l'éminence de ses vertus. Mais on craignit qu'un solitaire accoutumé à suivre et à maintenir une discipline sévère ne voulût introduire dans la cour romaine une réforme à laquelle le grand nombre était peu disposé. Vous pouvez compter, dit le cardinal de Périgord, qu'après son exaltation le nouveau pape enverra vos chevaux d'équipage à la charrue et aux voitures publiques. Ainsi, ce projet fut abandonné. Les cardinaux étant entrés au conclave, commencèrent par faire un règlement pour borner la puissance pontificale. Il portait que le pape ne pourrait élever au-dessus de vingt le nombre des cardinaux ; qu'il ne les nommerait qu'avec l'agrément des deux tiers au moins du sacré collège ; qu'il ne pourrait en déposer un ou le faire arrêter que du consentement unanime de tous les autres, ni porter contre eux des censures sans le consentement des deux tiers ; qu'il ne s'emparerait de leurs biens sous aucun prétexte, soit de leur vivant, soit après leur mort ; que le sacré collège percevrait la moitié de tous les revenus, de toutes les amendes et autres émolumens de l'Église romaine, suivant le décret de Nicolas IV ; qu'aucun parent ou allié du pape ne pourrait être maréchal de la cour, ni gouverneur des provinces et des terres de l'Église ; que le pape ne pourrait, sans l'avis des deux tiers des cardinaux, nommer ou destituer les principaux officiers, aliéner ou inféoder les terres de l'Église, accorder aux princes des décimes ou d'autres subsides, ou faire des réserves au profit de la chambre apostolique ; et qu'enfin dans les délibérations relatives à ces objets, il laisserait

aux cardinaux la liberté de leurs suffrages ; un dernier article portait que tous les cardinaux jureraient l'observation de ce règlement, et que celui qui serait élu pape devrait faire aussitôt la même promesse. Les uns jurèrent ce compromis purement et simplement ; les autres avec cette restriction, s'il est conforme au droit.

Comme on apprit que le roi Jean se rendait à Avignon pour faire nommer un pape dévoué à ses intérêts, les cardinaux se hâtèrent de faire l'élection, et deux jours après leur entrée en conclave, le 18 décembre 1352, ils élurent le cardinal Étienne Aubert, qui prit le nom d'Innocent VI. Il était né dans le diocèse de Limoges, et avait été d'abord professeur de droit civil à Toulouse, puis évêque de Noyon, d'où il fut transféré à Clermont, et ensuite nommé cardinal évêque d'Ostie. On vit bientôt le nouveau pape donner des preuves de son zèle pour la discipline. Il ordonna aux prélats et autres bénéficiers qui se trouvaient à sa cour, d'aller résider dans leurs bénéfices. Il diminua le nombre de ses officiers, les dépenses de sa maison, et obligea les cardinaux à des retranchemens semblables. Il révoqua toutes les commendes, et abolit la plupart des réserves, multipliées à l'infini par son prédécesseur, et spécialement celles des dignités des chapitres faites en faveur des cardinaux. Comme un de ses chapelains qui possédait sept bénéfices lui en demandait un autre pour un de ses neveux : Vous pouvez, répondit-il, lui donner le meilleur des vôtres, et en garder trois pour vous ; quant aux autres, je veux les donner à trois pauvres clercs. Les auditeurs de rote n'ayant eu jusqu'alors d'autres émolumens que le casuel de leurs charges, le pape Innocent craignit que ce ne fût pour eux une tentation de malverser dans l'exercice de la justice, et en conséquence, il leur assigna des appointemens fixes. Enfin, il prit des mesures pour réprimer divers abus, notamment l'impunité des meurtres, que ses officiers accordaient



pour de l'argent, et le tribut qu'ils tiraient des femmes prostituées. Il n'avait approuvé le règlement fait par les cardinaux qu'avec la restriction, s'il est conforme au droit; et il le révoqua par une bulle du 30 juin 1353, comme nul et abusif, par la raison que les cardinaux n'avaient pas le droit de restreindre la plénitude de puissance accordée par Dieu lui-même au souverain pontife, et que d'ailleurs il leur était interdit, par les constitutions des papes Grégoire X et Clément V, de vaquer dans le conclave à d'autres affaires qu'à l'élection du pape.

Presque toutes les villes et les terres de l'Église romaine en Italie se trouvaient alors occupées par des usurpateurs. Les divisions continuaient dans la Lombardie, la Toscane et ailleurs, d'où résultaient des désordres de tous genres, et la ville de Rome, toujours peu soumise, était successivement en proie aux factions rivales qui se disputaient le pouvoir. Le pape Innocent, pour rétablir la paix et ramener les peuples à l'obéissance, envoya en Italie, comme légat, le cardinal Gilles Alvarez d'Albornos, accompagné du fameux tribun Rienzi, dont l'influence et l'habileté semblaient propres à favoriser le succès de cette légation. Gilles d'Albornos était de la première noblesse de Castille, et avait occupé longtemps le siège primatial de Tolède. Il s'était vu ensuite forcé de quitter l'Espagne pour se soustraire à la fureur de Pierre le Cruel, parce qu'il avait pris le parti de la reine, persécutée injustement. Ce légat étant arrivé en Italie, ne trouva dans les domaines de l'Église que deux places où il pût demeurer en sûreté, savoir Montefiascone et Montefalco. Mais il fit bientôt plusieurs conquêtes. Depuis longtemps Jean de Vico, qui se disait préfet de Rome, s'était emparé de Viterbe, de Toscanelle, et de plusieurs autres places dans la Toscane, et s'y était maintenu malgré les censures prononcées contre lui par Jean XXII et ensuite renouvelées par Clément VI.

Gilles d'Albornos, après quelques négociations infructueuses, lui fit la guerre avec tant de succès qu'il ne tarda pas à lui enlever plusieurs places. Les Romains voyant les progrès du légat, firent avec lui un traité de paix, en 1354, et reçurent comme gouverneur le tribun Rienzi. Mais celui-ci, comme on l'a vu, s'étant rendu odieux par ses injustices, fut mis à mort bientôt après par la populace (1).

L'empereur Charles de Luxembourg, après avoir affermi son autorité en Allemagne et fait sa paix avec Albert, duc de Bavière, fils de l'empereur Louis, vint en Italie, la même année 1354, pour se faire couronner. Comme il devait, selon la coutume, avant d'aller à Rome, recevoir la couronne de fer à Milan, et qu'on craignait l'opposition des Visconti, et le refus de l'archevêque, qui était de leur famille, le pape nomma plusieurs prélats pour y suppléer en cas de besoin, notamment le patriarche d'Aquilée, frère naturel de l'empereur. Mais Robert Visconti, archevêque de Milan, bien loin de s'opposer au couronnement, voulut le faire lui-même. Ensuite, Charles se rendit à Rome, où il reçut la couronne impériale, le jeudi saint 1355, des mains du cardinal Bertrand, délégué à cet effet par le pape, et il confirma par des actes authentiques toutes les promesses qu'il avait faites à Clément VI, avant son élection. En conséquence de ces promesses, il sortit de la ville le jour même, et bientôt après des terres de l'Église et de l'Italie. Son passage n'y fut marqué que par des actes de lâcheté et d'avarice; car il vendit plusieurs villes, et sacrifia les droits de l'empire pour de l'argent. De retour en Allemagne, il publia, l'année suivante, la fameuse loi de l'empire nommée Bulle d'or, qui fixe à sept le nombre des électeurs, déclare les électors indivisibles, et règle que l'élection se fera à Francfort à la

(1) Villan. — Rainald. — Baluz. *Vit. Pap.*

majorité des suffrages, et le couronnement à Aix-la-Chapelle par l'archevêque de Cologne. Elle établit en outre deux vicariats de l'empire, celui du comte palatin du Rhin pour les terres du droit de Souabe, et celui de l'électeur de Saxe pour les terres du droit saxon. Avant cette loi, les princes issus des maisons électORAles prétendaient concourir à l'élection, et on avait vu notamment deux princes de Saxe donner leur suffrage, l'un à Louis de Bavière, et l'autre à Frédéric d'Autriche.

Jean Cantacuzène, empereur de Constantinople, se vit forcé vers le même temps de descendre du trône, qu'il avait usurpé. Il ne laissait que le vain titre d'empereur à Jean Paléologue, et pour se fortifier davantage, il fit associer à l'empire Matthieu, son fils aîné. Le patriarche Calliste ne voulant pas y consentir, se retira dans un monastère, et Cantacuzène l'ayant fait presser inutilement de revenir à son église, le fit remplacer dans le siège patriarcal par Philothée, évêque d'Héraclée, et ancien moine palamite, qui couronna le nouvel empereur. Cependant la plupart des grands et du peuple demeuraient attachés à Paléologue. Un noble génois, puissamment riche, nommé François Cataluze, fournit à ce prince, relégué sans argent à Thessalonique, les moyens de se rendre secrètement à Constantinople. Paléologue y arriva au mois de janvier 1355, et tout le peuple prit les armes en sa faveur. Cantacuzène, surpris sans défense, fut obligé d'accepter les propositions de paix qui lui furent faites, et de renoncer à l'empire. Il déclara qu'il avait pris depuis longtemps la résolution d'embrasser la vie monastique, et dès le lendemain, il quitta le palais en habit de moine, dans l'intention de se retirer au mont Athos. On a de lui plusieurs ouvrages, entre autres, des traités contre les Juifs et les Sarrasins, et une histoire de l'empire sous le règne d'Andronic et sous le sien propre. Son fils Matthieu se soutint encore quelques temps à Andrinople, et fut ensuite contraint de quitter

la pourpre, et de prendre, comme son père, l'habit monastique. Cette révolution fit rentrer le patriarche Calliste dans son siège.

Jean Paléologue pour récompenser François Cataluze, lui donna sa sœur en mariage avec la principauté de Métélin. Ensuite, pour obtenir les secours des Latins contre les Turcs, il fit un traité avec l'archevêque de Smyrne, nonce du pape, touchant la réunion de l'Église grecque, et lui remit une bulle d'or portant ce qui suit : « Je jure sur les saints Évangiles d'être fidèle et soumis au pape Innocent, souverain pontife de l'Église romaine et de l'Église universelle. Je recevrai ses légats et ses nonces avec respect, et je ferai tout mon possible pour soumettre mes sujets à son obéissance. Je donnerai mon fils Manuel en otage, moyennant quoi, selon les conventions faites avec l'archevêque de Smyrne, le pape m'enverra le plus promptement qu'il pourra quinze vaisseaux, avec cinq cents chevaux, et mille hommes de pied. Cette armée servira six mois sous mes ordres, et pendant ce temps, le légat du pape conférera les bénéfices aux ecclésiastiques grecs qui reviendront volontairement à l'obéissance du saint-siège. Que si les Grecs, pendant les six mois qui suivront l'arrivée de la flotte, ne veulent pas se soumettre à l'Église, j'userai de mon autorité, suivant les conseils du légat, pour les y contraindre. Je donnerai au légat un palais et une belle église, qui demeureront au pape à perpétuité. J'établirai aussi trois collèges pour enseigner le latin, et j'aurai soin que les enfans des principales familles y reçoivent leur instruction. En cas que je n'accomplisse pas ces promesses, je me déclare dès ce moment indigne de l'empire, et je transporte au pape la puissance paternelle que j'ai sur mon fils, en sorte qu'il puisse lui donner des tuteurs et des curateurs, et disposer de l'empire en son nom. » Ce traité, en date du mois de décembre 1355, fut porté au pape au mois de juin de l'année suivante, par l'archevêque de Smyrne,

accompagné d'un officier de Paléologue, et le pape envoya aussitôt deux nonces à Constantinople avec des lettres pour l'empereur et pour le patriarche. Il écrivit en même temps au roi de Chypre, au grand maître de Rhodes, au doge de Venise et aux Génois, mais il ne put venir à bout par toutes ces démarches de fournir les vaisseaux et les troupes dont on était convenu (1).

Un des légats envoyés à Constantinople était le bienheureux Pierre Thomas, de l'ordre des carmes, évêque de Patti en Sicile. Il était né dans le Périgord, d'une famille si pauvre, qu'il fut réduit dans sa jeunesse à demander l'aumône. Mais il ne laissait pas de fréquenter les écoles, et s'étant rendu ensuite à Agen pour étudier la grammaire et la logique, il y fit de tels progrès qu'il fut bientôt en état d'en donner des leçons. Son mérite, joint à la pureté de ses mœurs, engagea le prieur des carmes de Condom à le mener dans son couvent, où il prit l'habit, et cinq ans après il fut ordonné prêtre. On l'envoya ensuite étudier à Paris, où il fut reçu au bout de dix ans bachelier en théologie, après quoi, étant revenu dans sa province, il fut nommé procureur de l'ordre. Comme il était venu auprès du général à Avignon, le cardinal de Périgord, apprenant qu'il était de sa province et homme de mérite, voulut le voir, et fut si frappé de ses talens, qu'il demanda et obtint du chapitre des carmes, que Pierre fût envoyé à Paris pour s'y faire recevoir docteur. Il fallait, suivant les statuts de l'université, qu'il eût enseigné cinq ans; mais après qu'il eut donné des leçons pendant trois ans dans son couvent, sa capacité bien connue le fit recevoir par dispense. Il revint aussitôt à Avignon, et fut fait professeur de théologie en cour de Rome; il se livra en même temps à la prédication avec un succès extraordinaire, en sorte qu'il attirait de grandes aumônes au couvent. Le pape Innocent le fit évêque de Patti, et le chargea successivement

(1) Villan. — Cantacuz. — Rainald.

de plusieurs légations, notamment auprès des rois de Naples et de Hongrie.

Pierre Thomas étant arrivé à Constantinople, alla trouver Paléologue, qui était à la tête de ses troupes, et qui le reçut avec de grands honneurs. Ce prince fit serment d'obéissance à l'Église romaine, communia de la main du légat, et promit de déposer le patriarche Calliste, ennemi de l'union, et d'en faire nommer un autre. Ensuite il écrivit au pape une lettre où il renouvelait ses promesses de soumission et de fidélité au saint-siège; mais, ajoutait-il, je ne puis faire, quant à présent, que tous mes sujets lui obéissent, parce qu'ils ne me sont pas tous fidèles et ne m'obéissent pas à moi-même. J'accomplirai tout, si vous m'envoyez le secours que j'ai demandé. « Enfin il remerciait le pape de lui avoir envoyé un légat si prudent; et terminait ainsi : « Il nous a fort consolés, ainsi que tous les Grecs et les Latins qui, par ses instructions, ont été convertis ou confirmés dans la vertu. » Pierre Thomas ayant pris congé de l'empereur, passa en Chypre, et de là il se rendit à Jérusalem pour visiter les lieux saints, et prêcha publiquement la foi sans craindre les Sarrasins; ce que le sultan d'Égypte ayant su après le départ du saint évêque, il fit couper la tête à l'émir de Jérusalem pour ne l'avoir pas arrêté. Le pape Innocent, après le retour de Pierre Thomas, lui donna en 1359, la légation de Chypre et des provinces voisines, et le transféra de l'évêché de Patti à celui de Coron dans la Morée. Il lui remit en même temps une bulle adressée à tous les évêques de la Romanie pour faire prêcher la croisade contre les Turcs, dont la puissance devenait chaque jour plus menaçante. Orchan, leur second sultan, mourut cette même année 1359, et eut pour successeur Amurath I<sup>er</sup>, qui fut surnommé le Conquérant. Il passa l'année suivante en Europe, où il enleva aux Grecs Andrinople et plusieurs autres places.

Il restait toujours parmi les frères mineurs des fratri-



celles qui condamnaient les constitutions de Jean XXII, et soutenaient que ce pape et ses successeurs étaient hérétiques. Ils prétendaient en outre que le souverain pontife n'avait pas le pouvoir de supprimer l'ordre des frères mineurs, et qu'on ne devait choisir le pape que dans leur ordre. Le pape Innocent adressa des lettres, en 1354, à plusieurs évêques d'Italie, et à l'évêque de Caffa sur la mer Noire, pour leur ordonner de poursuivre ces sectaires, et la même année on en prit deux à Montpellier, qui, demeurant opiniâtres dans leurs erreurs, furent condamnés au feu. Quelques frères mineurs voulant suivre une observance plus étroite, avaient obtenu de Clément VI la permission de former à Spolète une congrégation particulière dont les membres pratiquaient la plus rigoureuse pauvreté, soit dans leur vêtement, soit dans tout le reste, et ne voulaient point reconnaître l'autorité du général de l'ordre ; cette congrégation comprenait seulement quatre maisons. Mais le chapitre général des frères mineurs, craignant qu'elle ne fit naître le schisme dans l'ordre, en demanda la suppression, et le pape Innocent, par une bulle de l'an 1355, remit ces quatre maisons sous l'autorité du général et des supérieurs ordinaires.

L'ordre des frères mineurs, et en général les ordres mendiants, furent vivement attaqués vers ce temps par le clergé d'Irlande et d'Angleterre. Richard Fisrand, archevêque d'Armagh et primat d'Irlande, s'était déclaré contre eux dans sa province, puis étant venu pour des affaires à Londres, où leurs privilèges étaient aussi un objet de dispute, il fut invité à prêcher au peuple, et fit sur cette matière plusieurs sermons en langue vulgaire, où il publia ses sentimens avec liberté. Cette démarche d'un prélat recommandable par sa science et ses vertus fit une grande sensation, et le gardien du couvent d'Armagh crut devoir porter l'affaire devant le saint-siège, et fit citer l'archevêque à y comparaître. Richard entre-

prit donc le voyage d'Avignon, où il plaida lui-même sa cause dans un consistoire tenu au mois de novembre 1357. Il exposa l'objet de ses sermons, qui tendaient principalement à combattre la mendicité volontaire, et les privilèges, ou plutôt les abus des mendiants, au sujet de la confession, de la prédication, et des sépultures ; après quoi, entrant en matière pour soutenir ce qu'il avait avancé, il entreprit de montrer qu'il était plus sûr et plus utile à chacun de se confesser à son curé qu'aux frères mendiants. « Je pense, dit-il, avoir tous les ans dans mon diocèse deux mille excommuniés ; or il s'en présente à peine quarante à moi ou à mes pénitenciers, et tous néanmoins reçoivent les sacremens. On prétend qu'ils sont absous par les mendiants, et on soupçonne ces religieux de n'imposer pour toute pénitence que des aumônes à leur profit. En effet, depuis qu'ils ont obtenu ce privilège, ils ont bâti des monastères semblables à des palais ; mais il est inouï qu'ils aient prescrit des aumônes en faveur d'un autre ordre, ou pour la réparation d'une église paroissiale, d'un chemin ou d'un pont. On remarque surtout les abus de ce privilège à l'égard des jeunes gens. Comme la plupart se confessent aux mendiants, soit dans les universités, soit dans leurs familles, ces religieux les gagnent par de petits présens et par mille artifices, pour les faire entrer dans leur ordre, après quoi ils ne leur permettent plus de sortir, ni même de parler à leurs parens sans témoins, jusqu'à ce qu'ils aient fait profession ; ce qui détourne les pères d'envoyer leurs enfans aux études. De mon temps, il y avait encore à Oxford trente mille étudiants, au lieu qu'à présent il ne s'en trouve pas six mille. Enfin, les mendiants se sont tellement multipliés, qu'on peut à peine se procurer un bon livre dans les universités ; car ils les achètent tous pour leurs couvens. » Quant à la mendicité, l'archevêque soutient que Jésus-Christ, quoiqu'il ait toujours été pauvre, n'a jamais mendié volontairement, ni

conseillé de le faire, et qu'au contraire il a enseigné qu'on ne doit pas le faire. Mais ses preuves à cet égard sont peu solides. Il insiste en outre sur le testament de saint François, qui recommande expressément le travail aux frères; d'où il conclut que la mendicité habituelle est contraire à l'esprit de leur règle. Du reste, il avait commencé par déclarer qu'il ne demandait point la suppression des ordres mendiants, mais seulement qu'on les réduisit à la pureté de leur institution. Ce procès ayant duré plus d'un an, le pape, sans le juger encore définitivement, adressa une bulle aux évêques d'Angleterre pour leur défendre, pendant le cours de cette instance, de troubler les religieux dans la possession de confesser, de prêcher, de donner la sépulture et de recevoir des aumônes, et quelque temps après, les mendiants obtinrent la confirmation de leurs privilèges.

Deux princes de maisons royales entrèrent à cette époque dans des ordres mendiants, savoir Pierre d'Aragon, fils du roi Jacques II, dans l'ordre des frères mineurs, et Charles, comte d'Alençon, dans celui des frères prêcheurs. Pierre avait déjà signalé sa piété par la fondation d'un hôpital fameux, nommé l'Hôpital du Prince, près de Tarragone, et sa femme étant morte en 1358, il partagea ses biens entre ses trois fils, et entra chez les frères mineurs à Valence, où il fit profession par dispense du pape, avant que l'année du noviciat fût accomplie. Il vécut encore, depuis, au moins vingt ans. Charles, cousin-germain du roi Jean, était jeune encore, et comme son père avait été tué à la bataille de Créci, sa mère n'oublia rien pour ébranler sa résolution. Elle en écrivit même au pape, à qui elle représenta les malheurs auxquels la retraite de son fils exposait ses domaines et ses vassaux. Le pape fit, en conséquence, examiner avec soin la vocation du jeune prince; mais Charles y persévéra, et fut nommé dans la suite archevêque de Lyon (1).

(1) Walsing. — Vading. — Rainald.

Le pape Innocent voulut lever une décime en Allemagne sur les biens du clergé, et il envoya pour cet effet, en 1357, Philippe, évêque de Cavaillon. Mais sur la demande de ce subside extraordinaire, le clergé des trois provinces de Trèves, de Cologne et de Mayence, s'étant assemblé, résolut tout d'une voix de ne rien payer; puis il envoya des lettres dans les autres provinces, et attira tous les clercs et les moines à ses sentimens. L'empereur, à cette occasion, convoqua en 1359 une diète à Mayence, où toutes les instances du légat furent encore infructueuses. Conrad, chancelier du comte palatin, répondit, au nom du clergé, que la cour de Rome n'épuisait déjà que trop l'Allemagne par d'autres moyens; qu'elle tirait des sommes énormes pour la confirmation des prélats, pour les dispenses, les absolutions, les indulgences, les privilèges, et surtout pour l'obtention des bénéfices et la poursuite des procès. De tout temps, ajouta-t-il, les métropolitains confirmaient les élections des évêques leurs suffragans; le pape Jean XXII les a dépouillés de ce droit, et voici qu'on vient encore demander un subside inouï; que le pape soit le maître des bénéfices pour les conférer; mais qu'il en laisse les revenus à ceux qui les desservent. L'empereur appuya cette réponse, et dit au nonce avec émotion : D'où vient que le pape demande au clergé tant d'argent, et ne songe pas à le réformer? Ensuite, prenant un chaperon orné d'or et de pierreries que portait un chanoine de Mayence, et le mettant sur sa tête, il ajouta : Ne vous paraît-il pas qu'avec ce chaperon je ressemble bien plus à un chevalier qu'à un chanoine? Enfin, s'adressant à l'archevêque de Mayence et aux autres évêques, il leur ordonna de réformer leur clergé selon les canons, d'emprisonner au besoin les désobéissans, et de confisquer les fruits de leurs bénéfices. Peu de temps après, il leur écrivit pour le même sujet, avec menace de faire séquestrer les revenus ecclésiastiques par ses officiers. Mais le

pape lui représenta que cette mesure serait attentatoire à la liberté de l'Église et à la dignité du saint-siège, et pour remédier aux abus, il écrivit de son côté aux archevêques d'Allemagne une lettre où il leur enjoignait de réprimer les dérèglements des ecclésiastiques, dont plusieurs, et même des évêques, menant une vie toute séculière, prenaient part aux joutes, aux tournois, et autres exercices militaires, et portaient des habits mondains et des ornemens défendus par les canons. L'empereur publia en même temps une constitution pour maintenir les droits de l'Église et annuler toutes les ordonnances faites par les seigneurs, ou les villes, contre la liberté, les droits et les privilèges du clergé. Elle portait notamment que quiconque aurait tué, mutilé, détenu ou spolié un clerc, serait déclaré infâme et exclus de toute assemblée des nobles. Cependant, le pape n'ayant pu obtenir les subsides qu'il demandait, envoya des nonces dans presque toute l'Allemagne pour faire recueillir au profit de la chambre apostolique la moitié des revenus de tous les bénéfices qui vquaient alors, ou qui vqueraient pendant deux ans.

Comme le roi Jean, pressé par les Anglais, avait imposé une décime au clergé de France, et l'exigeait avec rigueur, le pape lui fit à ce sujet des représentations, par une lettre de l'an 1356, où il l'exhortait à faire cesser les vexations de ses officiers contre le clergé. Il lui avait aussi envoyé deux légats pour négocier la paix ; mais le roi Jean voulut, malgré leurs représentations, livrer la bataille de Poitiers. Il la perdit, fut fait prisonnier, et mené en Angleterre. Alors une multitude de gens de guerre, demeurés sans service et sans solde, se rassemblèrent sous la conduite d'un gentilhomme de Périgord, et se portèrent vers la Provence, où ils s'emparèrent de plusieurs villes et pillèrent tout le pays. Ces troupes, désignées sous le nom de Compagnies blanches, se recrutèrent ensuite d'une foule de malfaiteurs qui couraient

la France, et de soldats congédiés après la paix conclue en 1360 avec l'Angleterre. Vers le même temps, elles prirent et pillèrent la ville du Pont-Saint-Esprit, à quelques lieues d'Avignon, où leur approche répandit la terreur. Le pape fit prêcher la croisade contre ces brigands, qui commettaient toutes sortes de crimes, et promit l'absolution de peine et de coulpe à ceux qui exposeraient leur vie pour les détruire. Un assez grand nombre de croisés s'enrôlèrent sous les ordres du cardinal Pierre Bertrandi, nommé chef de cette expédition ; mais comme on ne leur donnait rien que des indulgences, ils se débandèrent bientôt, et le pape, après avoir imploré le secours de l'empereur, du roi de France, du duc de Bourgogne, du comte de Savoie et du gouverneur du Dauphiné, se vit réduit à traiter avec le chef des compagnies blanches, à qui il donna une somme de quarante mille écus, moyennant quoi elles s'éloignèrent des terres de l'Église. Pour comble d'infortune, la peste reprit à Avignon avec tant de violence, que depuis le jour de Pâques 28 mars 1361 jusqu'au 25 juillet il mourut environ dix-sept mille personnes, entre lesquelles furent neuf cardinaux et cent évêques. On peut juger par là du nombre des prélats non résidens. Pour réparer cette perte, le pape fit une promotion de huit cardinaux, tous Français ; quelques années auparavant, il en avait créé six, dont quatre Français, un Italien, et un Espagnol. On remarque, parmi ceux de la dernière promotion, Androin, frère du comte de la Roche en Bourgogne, et abbé de Cluni, qui avait négocié la paix entre les rois de France et d'Angleterre, et qui fut nommé à la recommandation de ces deux princes. Il était encore retenu auprès du roi Jean, à l'occasion du différend pour le duché de Bretagne entre Charles de Blois et Jean de Montfort (1).

(1) Villan. — Froiss. — Trith. Chron. — Rainald.



Cette même année 1361, ou selon quelques auteurs en 1355, et selon d'autres vers l'an 1380, mourut Jean Taulère, dominicain de Cologne, fameux par ses prédications et par ses écrits de théologie mystique. On a de lui des sermons, un traité des vertus et des institutions divines, un autre des neuf degrés de la perfection chrétienne; des exercices sur la vie et la passion de Jésus-Christ, et plusieurs autres traités spirituels, la plupart en allemand, mais traduits plus tard en latin par Surius.

Dans le même temps vivait un autre mystique non moins fameux, Jean Rusbrok, chanoine régulier de Saint-Augustin, et prieur du couvent de Vauvert près de Bruxelles. Il s'était exercé dès sa jeunesse à la pratique de l'oraison et de la vie intérieure, et fut ordonné prêtre à l'âge de vingt-quatre ans. Mais il en avait déjà soixante, et était célèbre par quelques livres de spiritualité, lorsqu'il se fit chanoine régulier. Sa réputation lui attira une foule de personnes, et même plusieurs docteurs, entre autres Jean Taulère, qui reconnaissait avoir profité beaucoup auprès de lui pour la science de la vie contemplative. Rusbrok mourut en 1381, à l'âge de quatre-vingt-huit ans. On a de lui un grand nombre d'écrits, dont le plus célèbre est le traité de l'ornement des noces spirituelles. Sa méthode pour écrire était de se retirer dans la forêt de Soignies, quand il se croyait éclairé par le Saint-Esprit, et c'est ainsi qu'il composa presque tous ses ouvrages. Gérard le Grand, savant théologien, et fondateur de la congrégation de Videsheim, étant venu le voir, et l'avertissant que ses écrits occasionnaient beaucoup de murmures : Soyez sûr, lui répondit Rusbrok, que je n'ai pas écrit un seul mot que par le mouvement du Saint-Esprit. On trouve néanmoins dans ses ouvrages, comme dans ceux de Taulère, plusieurs propositions étranges, ou au moins des expressions exagérées qui ne peuvent guère être expliquées favorablement que par des interprétations forcées. Il avait écrit en langue vul-

gaire, c'est-à-dire en flamand ; mais ses ouvrages furent traduits en latin dans le seizième siècle par Surius, qui traduisit également ceux du bienheureux Henri Suzon, autre mystique contemporain de Rusbrok et de Taulère. Nous citerons encore parmi les auteurs du même temps, Grégoire de Rimini, général des augustins, mort en 1358, et fameux dans les écoles par ses commentaires sur les livres des Sentences et sur les épîtres de saint Paul.

Le pape Innocent mourut consumé de vieillesse et de maladie, le 12 septembre 1362, et les cardinaux élurent, le 28 octobre, Guillaume Grimoard, d'une famille noble du Gévaudan, et abbé de Saint-Victor de Marseille. Il avait embrassé dès sa jeunesse la vie monastique, et professé avec éclat le droit canonique et le droit civil à Montpellier et ensuite à Avignon. Comme il était alors à Naples, où le pape Innocent l'avait envoyé en qualité de nonce, les cardinaux, avant de publier son élection, le mandèrent à Avignon, où il entra le 30 octobre, et six jours après il fut sacré et couronné par l'évêque d'Ostie, et prit le nom d'Urbain V. Mais voulant éviter le faste, il ne fit point la cavalcade accoutumée dans la ville, quoique tout fût préparé. L'église d'Avignon n'avait point eu d'évêques sous les deux derniers papes, qui se l'étaient réservée pour jouir des revenus, et la faisaient gouverner par des vicaires généraux. Le pape Urbain, peu de jours après son sacre, remit cette église en règle et en pourvut son frère Anglic Grimoard, chanoine régulier distingué par sa vertu.

Le roi Jean était venu visiter le pape à Avignon, et comme il apprit que le roi de Chypre, Pierre de Lusignan, était parti de son côté pour y venir, il résolut d'attendre ce prince, qui s'était rendu célèbre par divers exploits contre les Sarrasins. Le roi de Chypre n'arriva qu'au mois de mars 1363. Alors le roi Jean déclara qu'il avait résolu depuis longtemps le passage d'outre-mer; pria le pape de lui donner la croix, et

promit avec serment de partir dans deux ans. Le cardinal de Périgord et plusieurs autres seigneurs prirent aussi la croix. Le pape publia en conséquence une croisade générale, et nomma le roi Jean chef de l'expédition, et pour légat le cardinal de Périgord. Valdemar III, roi de Danemark, qui vint aussi vers ce même temps à Avignon, se croisa également; et le pape prenant sa personne et son royaume sous la protection du saint-siège, donna commission à plusieurs évêques de frapper de censures ceux qui étaient rebelles à ce prince. Il lui remit la rose d'or et plusieurs reliques pour les églises de Danemark, notamment des cheveux et des habits de la sainte Vierge, du bois de la vraie croix, et quelques parcelles des reliques de saint Jean-Baptiste. Les Sarrasins ayant appris les préparatifs qui se faisaient contre eux, prirent en Égypte et en Syrie un grand nombre de chrétiens qu'ils firent beaucoup souffrir, et ce fut à peu près tout le résultat de cette entreprise.

Cependant le roi de Chypre ne négligea rien pour en assurer le succès. Il alla exhorter à la croisade le roi d'Angleterre, l'empereur, les rois de Pologne et de Hongrie, mais il n'en obtint que des promesses sans aucun secours effectif. Il s'appliqua aussi à terminer la guerre entre le saint-siège et Barnabé Visconti, duc de Milan. Le principal objet de ce différend était l'usurpation de Bologne et de quelques autres places qui s'étaient soustraites à l'obéissance du pape pour se donner à Visconti. On l'accusait, en outre, de protéger les hérétiques; d'avoir maltraité indignement l'archevêque de Milan, et exercé plusieurs cruautés contre des prêtres et des religieux; d'avoir défendu toute collation des évêchés ou autres prélatures sans sa permission; d'avoir forcé un prêtre à prononcer anathème contre le pape Innocent et les cardinaux; enfin, d'avoir fait publier une défense, sous peine du feu, d'aller à la cour du pape ou du légat pour y obtenir des grâces, ou pour faire acte de soumission.

Le pape Innocent, après plusieurs procédures, l'avait frappé d'anathème au mois de novembre 1360 ; mais il méprisa cette censure. En conséquence, le pape Urbain le fit citer à comparaître pour le 1<sup>er</sup> mars 1363, et ce jour venu, comme Visconti n'avait envoyé que des excuses insuffisantes, on prononça contre lui une sentence qui le condamnait comme hérétique et le déclarait privé de toute dignité et de tous droits. Ensuite le pape fit prêcher contre lui la croisade en Allemagne et en Italie, et écrivit au légat Gilles d'Albornos : « Nous ne permettons pas qu'on prêche la croisade d'outre-mer jusqu'à ce que l'affaire de cet hérétique soit terminée par la guerre ou par sa conversion. » Les rois de France et de Chypre, pendant leur séjour à Avignon, convinrent avec le pape d'envoyer des ambassadeurs en Italie pour négocier la paix. Un de ces ambassadeurs était le bienheureux Pierre Thomas, légat en Chypre, qui avait accompagné le roi à la cour d'Avignon. Il trouva le légat résolu à continuer la guerre, et Visconti furieux contre l'Église ; mais il fit si bien qu'il détermina ce dernier à se soumettre, et après de longues négociations, la paix fut conclue au mois de mars 1364, par un traité dont les conditions étaient que Visconti rendrait Bologne, Modène et les autres places de la Romagne, et que le pape, de son côté, lui payerait dans un délai de huit ans la somme de cinq cent mille florins d'or, c'est-à-dire soixante-deux mille cinq cents par an. Moyennant ce traité, Visconti fut absous de toutes les censures, et rétabli dans tous ses droits (1).

Cette paix semblait lever tous les obstacles à la croisade d'outre-mer ; mais la mort du roi Jean et celle du cardinal de Périgord firent aussitôt évanouir toutes les espérances. Le roi ayant appris la fuite du duc d'Anjou, son fils, qu'il avait laissé pour otage au roi d'Angle-

(1) Cont. Nang. — Villan. — Froiss. — Rain.

terre , voulut montrer qu'il n'avait aucune part à ce manquement de foi , et par une détermination plus généreuse que sage , il retourna lui-même à Londres. Il y tomba bientôt malade , et mourut le 8 avril 1364. Il eut pour successeur Charles , son fils aîné , duc de Normandie , que son habileté et le bonheur de son règne ont fait surnommer le Sage. Le pape , en remplacement du cardinal de Périgord , nomma pour légat de la croisade le bienheureux Pierre Thomas , et lui donna le titre de patriarche de Constantinople , avec les revenus des évêchés de Coron et de Négrepont. Quant au titre de chef de l'armée , il le conféra quelque temps après au roi de Chypre. L'empereur , sur l'invitation du pape , se rendit à Avignon au printemps de l'année suivante , avec une suite nombreuse , et le roi Charles , de son côté , y envoya le duc d'Anjou et plusieurs autres seigneurs ou prélats. On y délibéra longuement sur les moyens de rétablir la tranquillité en Europe et de recouvrer la Terre sainte. L'empereur proposa de faire marcher à la croisade les blanches compagnies , soit de gré ou de force , et promit de pourvoir aux frais de leur passage ; mais ce projet ne put s'exécuter.

Cependant le légat s'était rendu à Venise au terme fixé pour le passage général , c'est-à-dire au mois de mars 1365. Un assez grand nombre de seigneurs et d'autres croisés s'y étaient aussi réunis pour attendre le roi de Chypre ; mais ce prince n'arriva qu'après l'expiration du terme , et la plupart des croisés , ennuyés de ce délai , s'étaient retirés. Il fut réduit à partir de Venise sur deux galères , avec le peu de troupes qu'il avait pu ramasser à ses dépens , et alla débarquer à Rhodes , où son frère lui amena de Chypre des recrues assez considérables. Le grand maître de Rhodes lui fournit en outre cent chevaliers. Toutefois , l'armée ne formait en tout que dix mille hommes d'infanterie et quatorze cents chevaux. La flotte était d'environ cent voiles. Pendant



cette relâche , le légat n'oublia rien pour attirer les bénédictions du ciel sur cette entreprise. Il était sans cesse occupé à prêcher, à entendre les confessions, à faire des exhortations aux soldats et aux matelots. Quelques jours avant le départ, les seigneurs et toute la noblesse communierent de la main du légat, et plusieurs qui ne s'étaient pas confessés depuis quinze ou vingt ans, le firent alors avec toutes les marques du repentir. Au moment de lever l'ancre, le légat monta sur la galère du roi avec tous les ecclésiastiques, fit la bénédiction de la flotte, et prononça une longue prière pour demander le secours de Dieu contre les infidèles. Quand on fut en pleine mer, le roi déclara la résolution qu'il avait prise dans un conseil secret d'aller à Alexandrie. On y arriva après quatre jours de navigation, le 2 octobre 1365, et le lendemain l'armée chrétienne s'empara de la ville. Les Sarrasins s'étaient d'abord présentés en bataille pour s'opposer au débarquement ; mais ils ne tardèrent pas à se renfermer dans les murs de la ville; puis, voyant qu'on mettait le feu aux portes, ils abandonnèrent leurs remparts et se retirèrent presque tous à Babylone, c'est-à-dire au Caire. Le combat n'avait duré qu'une heure, et il n'y eut pas un chrétien de tué. Cependant, comme l'ennemi tenait encore une partie de la ville, séparée du reste par un bras du Nil, et qu'on avait trop peu de troupes pour garder la place, la plupart des seigneurs, particulièrement les Anglais et le commandant des Rhodiens, furent d'avis qu'on ne devait pas s'exposer témérairement à soutenir un siège contre les Sarrasins, qui ne manqueraient pas de revenir bientôt avec une armée innombrable. On se contenta donc de piller la ville, dont on emporta un butin immense, car elle était comme l'entrepôt général de tout le commerce de l'Orient, et les croisés, malgré l'avis du roi et du légat, qui était inconsolable, abandonnèrent Alexandrie au bout de quatre jours, et revinrent en Chypre, où le légat Pierre Tho-



mas mourut le 6 janvier 1366. Il n'a pas été canonisé dans les formes ; mais la congrégation des rites a autorisé les carmes à l'honorer comme bienheureux. La conquête d'Alexandrie, quoique si vite abandonnée, inspira de vives alarmes au sultan d'Égypte, qui fit alliance avec les Turcs pour chasser du Levant le roi de Chypre et les Rhodiens. Sur cette nouvelle, le pape Urbain écrivit de tous côtés et mit tout en œuvre pour leur procurer des secours ; mais ses démarches produisirent peu d'effet, et il conseilla au roi de Chypre de faire la paix ou la trêve la plus avantageuse qu'il pourrait avec le sultan.

Vers le même temps, la mort de Charles de Blois, tué dans une bataille en 1364, mit fin à la guerre allumée depuis vingt-trois ans entre ce prince et Jean de Montfort, pour la possession du duché de Bretagne. Charles de Blois avait montré pendant cette guerre et dès sa jeunesse l'exemple de toutes les vertus chrétiennes. Il pratiquait les plus grandes austérités, se donnait souvent la discipline, portait un cilice avec une ceinture de cordes, couchait sur un lit fort dur, et mortifiait son corps par des jeûnes et des veilles fréquentes. Sa charité envers les pauvres était sans bornes. Il les visitait dans les hôpitaux ou dans leurs chaumières, et en nourrissait un grand nombre, à qui il donnait lui-même à manger. Il fit aussi une multitude de fondations pieuses et de dons aux églises. Il communiait tous les mois, se confessait deux fois la semaine, récitait tous les jours l'office canonial et celui de la Vierge, et entendait habituellement trois messes. Une vie si sainte le fit regarder comme martyr par ses partisans, et donna lieu à quelques religieux mendiants d'en faire mémoire dans l'office divin, et d'exhorter les peuples à visiter son tombeau, où l'on prétendait qu'il se faisait des miracles. Le pape Urbain, par une bulle de l'an 1368, adressée à tous les évêques de Bretagne, défendit ce culte non autorisé.

Mais l'année suivante, à la prière du roi de France, il ordonna des informations sur les vertus et les miracles de Charles de Blois, qui furent constatés par les dépositions de cent trente-deux témoins. Toutefois, la canonisation ne fut pas prononcée.

Pierre le Cruel, roi de Castille, s'était depuis longtemps rendu odieux par sa tyrannie, ses débauches, et surtout par une multitude de meurtres. Il n'épargna ni ses parents, ni sa femme Blanche de Bourbon, princesse accomplie, dont il s'était séparé peu de jours après son mariage pour vivre en adultère. Le pape Innocent lui avait envoyé des lettres et des légats pour lui enjoindre de quitter sa concubine et de rappeler la reine, qu'il retenait en prison. Pierre le Cruel, après avoir méprisé les censures ecclésiastiques, voyant les seigneurs prendre les armes contre lui, fit semblant de se soumettre, en 1355; mais il revint bientôt à ses désordres, fit de nouveau enfermer sa femme; puis ayant reçu de nouvelles monitions du pape, en 1356 et 1359, au lieu d'obéir et de satisfaire pour ses crimes, il fit périr la reine par le poison. Le pape Urbain travailla de son côté inutilement à faire cesser la guerre que ce prince avait déclarée au roi d'Aragon, et les cruautés commises par ses troupes contre les prisonniers. Il envoya pour cet effet un légat avec des lettres en 1363, et renouvela encore les mêmes démarches en 1366, mais toujours sans succès; enfin, une guerre civile délivra la Castille de ce tyran. Henri de Transtamare, son frère naturel, qui s'était réfugié en France pour échapper à sa cruauté, entreprit de le détrôner et de venger la mort de sa mère Éléonore de Guzman. Il sollicita pour cet effet les secours de Charles V, qui avait lui-même à venger la mort de Blanche de Bourbon, et qui crut voir d'ailleurs une occasion favorable pour délivrer la France des blanches compagnies. En effet, du Guesclin alla trouver ces brigands et les exhorta à marcher sous sa conduite contre Pierre le

Cruel, et de là contre les Maures. Il parvint sans peine à les déterminer. Mais avant de partir, ils firent, en 1365, une démonstration menaçante contre Avignon. Le pape envoya un cardinal pour négocier avec du Guesclin, et celui-ci répondit au nom des troupes, que, se disposant à marcher contre les Maures, elles demandaient une absolution générale et une somme de deux cent mille livres. On fit porter la moitié de cette somme à du Guesclin, qui s'en contenta; mais apprenant qu'elle avait été fournie par les bourgeois, il la leur fit rendre, et déclara que c'était aux ecclésiastiques à contribuer pour une guerre entreprise en faveur de la religion. Ainsi la cour de Rome fut obligée de payer les cent mille francs. Alors les troupes se mirent en marche pour la Castille, dont une grande partie se souleva contre Pierre le Cruel, et après une guerre d'environ trois ans, son frère Henri le tua de sa main et monta ainsi sur le trône, qu'il transmit à ses descendants (1).

Le pape Urbain s'appliqua à rétablir la discipline et à réformer les abus, particulièrement la pluralité des bénéfices et la non résidence. Il ordonna pour cet effet aux métropolitains, par une lettre circulaire de l'an 1364, de tenir des conciles provinciaux, et de rendre compte au saint-siège de tout ce qu'on y aurait réglé; « car, dit-il, depuis que la négligence a interrompu cette coutume, les vices pullulent partout, la dévotion des peuples s'éteint, le service divin est négligé, la liberté de l'Eglise diminue, le clergé est maltraité par les laïques, et ses biens usurpés. » Le pape fit ordonner, en outre, à tous les clercs possédant des bénéfices ou ayant des expectatives pour en obtenir, de remettre à leurs évêques une liste exacte de ces bénéfices avec la taxe de leurs revenus, pour être adressée au saint-siège par les métropolitains. Un concile de la province de Tours,

(1) Cont. Nang. — Walsingh. — Rainald.

tenu à Angers l'année suivante, publia trente-quatre articles de réglemens, dont les premiers concernent les procédures ecclésiastiques et montrent jusqu'à quels excès les clercs poussaient la chicane dans cette province. D'autres articles concernent les privilèges et les immunités ecclésiastiques. Enfin, la plupart ont pour objet la réforme cléricale. On défend aux ecclésiastiques de porter des ornemens de luxe, des habits mondains, des robes ouvertes par le haut ou trop courtes. Il est dit qu'elles doivent au moins descendre jusqu'au dessous du genou. On ordonne aux chanoines réguliers d'avoir des surplis en tout lieu. La résidence est prescrite aux curés sous peine d'être privés de leurs revenus s'ils sont un mois absens, et de perdre leurs bénéfices si l'absence dure six mois. On leur ordonne de dire l'office des morts tous les jours de férie; et à tous les chapitres de chanter tous les jours l'office de la Vierge, excepté les fêtes solennelles et le temps de l'Avent. On règle les droits des archidiares à la mort des curés, et on leur défend de rien prendre pour les examiner. On renouvelle l'excommunication contre les clercs concubinaires. On ordonne à ceux qui obtiendront des expectatives ou des provisions en cour de Rome, de les faire connaître au plus tard dans six mois. Il est défendu à tous les ecclésiastiques, même aux prélats, de se faire servir plus de deux plats à leur repas. Enfin, on voit par un autre article, que l'usage du beurre et du lait pendant le Carême était encore sévèrement interdit, et le concile fait même de la transgression un cas réservé.

Un autre concile, tenu à Lavaur en 1368, par les évêques des provinces d'Auch, de Toulouse et de Narbonne, publia un grand nombre de réglemens précédés d'une instruction pour les curés, contenant l'abrégé de ce qu'ils doivent principalement enseigner aux peuples. Elle est divisée en trois parties, dont la première concerne la foi et les sacremens; la seconde, les vertus et

les vices, les péchés capitaux, l'oraison dominicale, les béatitudes, et les dons du Saint-Esprit ; enfin, la troisième, les commandemens de Dieu. Cette instruction renferme, comme on le voit, toutes les matières du catéchisme, et on y trouve une précision de doctrine qui montre l'inaltérable perpétuité de l'enseignement catholique. On y remarque notamment, au sujet des sacremens, que le Sauveur les a tous institués, et que la confirmation et l'extrême-onction ont été promulguées par les apôtres ; que le baptême, soit réel, soit de désir, est d'une nécessité absolue ; qu'il faut confesser ses péchés au prêtre pour en recevoir la rémission ; que la matière, la forme, et le ministre sont de l'essence des sacremens ; enfin, qu'il faut être en état de grâce pour les administrer. Quant à ce qui regarde la foi, le concile enseigne que les chrétiens sont tenus d'avoir la connaissance et la foi explicite des mystères de la Trinité et de l'Incarnation.

Les réglemens qui suivent cette instruction renferment cent trente-deux articles, dont une grande partie sont tirés des conciles tenus à Avignon en 1326 et 1337. On condamne en particulier les entreprises sur la juridiction ecclésiastique ; on maintient, selon les dispositions du concile de Vienne, les droits des curés à une partie des oblations faites aux religieux pour les sépultures. On déclare excommuniés ceux qui se marient hors de leur paroisse ; on confirme la défense faite aux religieux mendiants de passer à d'autres ordres pour avoir des bénéfices ou des pensions. Il est ordonné aux clercs de garder l'abstinence du samedi. Le curé disant la messe dans son église doit être servi au moins par un clerc en surplis. Il est interdit à tout clerc nommé à une cure par un collateur, de faire aucune fonction sans avoir reçu l'institution de l'évêque. Les curés devront avertir et menacer d'excommunication les fidèles qui manquent deux dimanches consécutifs à la messe paroissiale. On défend d'élever aux ordres ceux qui ne savent pas le

latin. Enfin, un article porte que tout chapitre de cathédrale ou de collégiale ayant dix chanoines en enverra deux aux universités pour étudier en théologie ou en droit canon, sans que cette absence leur fasse rien perdre que les distributions quotidiennes.

Les ordres du pape Urbain donnèrent lieu à plusieurs autres conciles, soit en France, soit dans les autres pays, et nous citerons notamment un concile tenu à York en 1367, dans lequel on fit divers réglemens concernant l'habit ecclésiastique, le jugement des causes matrimoniales, les assemblées profanes sur les cimetières, et quelques autres abus. L'archevêque de Cantorbéry avait tenu de son côté deux conciles en 1362, dont l'un publia une constitution pour défendre la tenue des marchés les jours de fête, et l'autre fixa les droits des prêtres pour les services annuels ou autres offices, avec défense de rien exiger au-delà. Le pape voulut aussi réformer les abus dans l'université de Paris, et nomma pour cet effet, en 1366, deux cardinaux qui firent un règlement concernant la conduite des étudiants, et les conditions requises pour être admis aux grades. On y remarque que les écoliers doivent être assis par terre, selon l'ancien usage, et non sur des bancs; que les bacheliers en théologie doivent porter un costume conforme à leur grade, et ceux qui aspirent à la licence ès-arts, une chape sur leur robe. Cette même année, les frères mineurs firent de si nombreuses conversions dans la Bulgarie, qu'ils baptisèrent en cinquante jours plus de deux mille personnes, et ramenèrent une foule de schismatiques. Cette province, encore remplie de païens et de manichéens, venait d'être conquise par Louis, roi de Hongrie, qui écrivit au général des frères mineurs pour lui demander un plus grand nombre de missionnaires.

Le pape Urbain avait manifesté dès le commencement de son pontificat la résolution d'établir sa résidence à Rome, et sitôt qu'il eut terminé les affaires de la croi-



sade, il ordonna de réparer le palais apostolique, puis en 1366 il envoya des gens tant à Viterbe qu'à Rome, pour faire toutes les dispositions nécessaires à l'établissement de la cour pontificale, et fixa le terme de son départ au printemps de l'année suivante. En même temps, il écrivit à l'empereur pour le prier de se mettre promptement en route, car ce prince lui avait offert de marcher avec ses troupes en Italie pour l'accompagner. Le roi Charles V ayant appris cette résolution, s'efforça d'en détourner le souverain pontife, et lui envoya Nicolas Oresme, docteur de Paris, qui fit à ce sujet une longue et ennuyeuse harangue, chargée de citations et de raisonnemens ridicules; ainsi, il alléguait le témoignage que Jules César rend à l'esprit religieux des Gaulois, la protection que les papes avaient toujours trouvée en France contre les ennemis de l'Eglise, la restauration des études par l'université de Paris, l'heureuse situation de la Provence au milieu de l'Europe, enfin, l'exemple de Jésus-Christ qui avait fixé son séjour dans la Judée, d'où il concluait que le pape devait rester lui-même dans sa patrie. D'un autre côté, Pétrarque, au nom des Romains, écrivit au pape une lettre éloquente où il rassembla tous les motifs propres à le confirmer dans sa résolution. Il lui représenta que s'il était le chef de l'Eglise universelle, il était l'évêque particulier de l'Eglise romaine, et que son siège devait être principalement là où saint Pierre avait fixé le sien. « Vous avez, ajoutait-il, rendu tant d'évêques à leurs églises : Rome n'aura-t-elle pas aussi le sien ? » Comme les troubles de l'Italie étaient le prétexte ordinaire qu'on opposait à toutes les instances des Romains, Pétrarque relevait les désordres commis en France par les blanches compagnies. « Lorsque ces infâmes brigands, lui disait-il, vous forcèrent de racheter au poids de l'or votre liberté, et peut-être votre vie, aussi bien que celle de vos cardinaux, vous vous plaignîtes en plein consistoire que cet outrage avait quel-

que chose de plus criant que le traitement fait à Boniface VIII, et vous aviez raison de parler ainsi. L'Italie fournit elle un exemple d'un pareil attentat ? Enfin, il l'exhortait à penser au compte qu'il aurait à rendre au jugement de Dieu. Pétrarque mourut quelques années plus tard, célèbre par ses poésies, et par divers écrits, entre lesquels on remarque des traités sur la vie solitaire, sur le mépris du monde, sur le gouvernement, et un ouvrage historique sous le titre de Choses mémorables. Il avait été longtemps archidiacre de Parme, et ensuite chanoine de Padoue. On trouve dans ses lettres de sanglantes satires contre la cour d'Avignon, contre le luxe et les vices des prélats. Mais la frivolité de sa vie et de son esprit, le caractère de son imagination exaltée, et surtout le contraste de ses poésies amoureuses avec son état de chanoine, suffirent pour ôter toute valeur à ses censures et à ses déclamations. Nicolas Oresme, envoyé de Charles V, avait été précepteur de ce prince, et devint ensuite évêque de Lisieux. Il se rendit surtout célèbre par une traduction de la Bible en français.

Le pape Urbain tint fidèlement sa promesse d'aller à Rome. Il partit d'Avignon à la fin d'avril 1367, et s'arrêta quelques jours à Marseille dans le monastère de Saint-Victor, dont il avait été abbé. Là, il fit cardinal Guillaume d'Aigrefeuille, à peine âgé de vingt-huit ans, mais du reste assez capable, et neveu d'un cardinal du même nom, ancien ami du pape, et qui passait pour le principal promoteur de son élévation au pontificat. Il avait déjà fait l'année précédente trois cardinaux, dont l'un était son frère Anglic, évêque d'Avignon, le second un Limousin, provincial de l'ordre des frères prêcheurs, et le troisième, Marc de Viterbe, général des frères mineurs. Une flotte magnifique de vingt-trois galères envoyées par les Vénitiens, les Génois, les Pisans, et par la reine de Naples, se trouvait à Marseille pour conduire le pape et sa cour. Il s'embarqua le 19 mai, suivi de la plu-

part des cardinaux, dont quelques-uns, toutefois, s'emportèrent à des murmures; puis ayant relâché successivement à Gênes et à Piombino, il arriva le 3 juin à Corneto, où il reçut des députés des Romains qui venaient lui offrir la pleine seigneurie de la ville, et les clefs du château Saint-Ange. Quelques jours après, il se rendit à Viterbe, et y demeura quatre mois.

Pendant ce séjour, le pape Urbain confirma la congrégation des jésuates, fondée récemment par Jean Colombin. Ce pieux instituteur était d'une famille noble de Sienne, et avait mené d'abord une vie peu chrétienne. Mais en 1355, ayant lu par hasard la vie de sainte Marie l'Égyptienne, il en fut si touché, qu'il prit aussitôt la résolution de se convertir. Il commença donc à fréquenter les églises et à pratiquer de grandes austérités. Il couchait sur des planches, portait un cilice, et se donnait la discipline. Il fit de sa maison un hôpital pour les pèlerins et les malades, qu'il servait de ses propres mains. Ensuite, du consentement de sa femme, il donna tous ses biens aux pauvres, et se réduisit à la mendicité avec un autre noble siennois nommé François Visconti, après quoi, allant dans les villes et les villages de la Toscane pour exhorter les peuples à la pénitence, ils rassemblèrent bientôt jusqu'à soixante disciples, avec lesquels ils vinrent à Viterbe se présenter au pape Urbain, qui, les ayant fait examiner, approuva leur institut, et leur donna pour costume une tunique blanche, avec un manteau de couleur tannée. Ils adoptèrent la règle de saint Augustin, et le peuple les nomma jésuates, parce qu'ils avaient toujours à la bouche le nom de Jésus. Jean Colombin mourut aussitôt après en retournant à Sienne, le dernier jour de juillet 1367. Il n'a pas été canonisé dans les formes, mais le pape Grégoire XIII fit mettre son nom dans le martyrologe romain. Cette congrégation fut supprimée au bout de trois siècles, en 1668, par Clément IX.

Une querelle particulière survenue entre un domesti-

que d'un cardinal et un bourgeois de Viterbe, devint l'occasion d'un soulèvement qui dura trois jours. Le peuple prit les armes contre les familles des cardinaux, et en maltraita même quelques-uns, principalement les Gascons. Mais le pape ayant fait approcher des troupes contre la ville, les bourgeois demandèrent pardon, firent pendre quelques-uns des plus coupables, et la tranquillité fut rétablie. Le pape Urbain se rendit enfin à Rome, où il entra, le 16 octobre 1367, avec une escorte de deux mille hommes, et fut reçu par le clergé et le peuple avec des honneurs extraordinaires. Il entra d'abord dans l'église de Saint-Pierre, et après avoir été installé selon la coutume dans la chaire pontificale, il alla prendre son logement au palais du Vatican. Ensuite, la veille de la Toussaint, il célébra la messe pontificalement sur l'autel de Saint-Pierre, où elle n'avait pas été célébrée depuis Boniface VIII. Peu de jours après il envoya un légat pour apaiser la guerre et les divisions qui troublaient le royaume de Naples, et donna des ordres pour obliger les prélats de ce royaume à la résidence. Le 3 mars de l'année suivante, le pape célébra la messe à Saint-Jean de Latran, dans la chapelle qu'on nommait *Sancta Sanctorum*, après quoi il fit tirer de dessous l'autel les chefs des apôtres saint Pierre et saint Paul, qui y étaient enfermés depuis longtemps, et comme ces reliques étaient dans des châsses fort simples, quoique en argent, il en fit faire d'autres magnifiques et enrichies de pierreries. Ce sont deux grands bustes d'argent, du poids de douze cents marcs, et dont le prix s'élevait au moins à trente mille florins d'or. Saint Pierre y est représenté avec la chape pontificale et la tiare, ou triple couronne; de sa main droite il donne la bénédiction, et dans sa gauche il porte deux grandes clefs. On observe qu'en revenant de Latran au Vatican, le pape Urbain ne se détourna point, comme avaient fait quelques-uns de ses prédécesseurs, pour éviter l'endroit où l'on

disait que la papesse Jeanne était accouchée; ce qui montre qu'on commençait à se désabuser de cette fable.

Le pape vint passer l'été à Montefiascone près de Viterbe, et y fit au mois de septembre une promotion de huit cardinaux, dont six Français, un Romain, et un Anglais. Ce dernier était Simon Linghan, archevêque de Cantorbéry, qui condamna vers le même temps plusieurs erreurs enseignées en Angleterre, principalement contre la nécessité de la grâce et du baptême, contre le péché originel, contre l'impeccabilité des justes dans le ciel, et l'éternité des peines de l'enfer. La condamnation est adressée au chancelier de l'université d'Oxford, ce qui peut faire croire que ces erreurs étaient enseignées par quelques membres de cette université. Un frère mineur nommé Denis Soulechat, qui avait enseigné les erreurs des fraticelles sur la pauvreté de Jésus-Christ, avait été condamné par l'université de Paris, et comme après s'être rétracté plusieurs fois, il persistait néanmoins à les soutenir, il fut arrêté vers ce même temps par ordre du pape, et obligé de faire une rétractation publique dans l'église des frères prêcheurs. L'empereur Charles IV, venu en Italie avec une armée nombreuse pour soumettre les usurpateurs des terres de l'Église, vint au mois d'octobre joindre le pape à Viterbe, d'où ils allèrent à Rome pour le couronnement de l'impératrice. La cérémonie se fit le jour de la Toussaint 1368, et l'empereur fit à la messe pontificale l'office de diacre pour la présentation du livre et du corporal, mais sans lire l'Évangile; car il n'avait droit de le faire que le jour de Noël. Ce prince, conformément à ses promesses, ne tarda pas à sortir de Rome, et la même année avant son entrée en Italie, il avait confirmé par une bulle d'or toutes les donations des empereurs en faveur de l'Église romaine.

L'année suivante, à la fin de l'été, Jean Paléologue, empereur d'Orient, vint lui-même à Rome, où il fut traité par le pape avec beaucoup d'honneur et de bienveillance.

Il fit, le 18 octobre, en présence de quatre cardinaux députés par le pape, une profession de foi qui contenait entre autres articles, que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils ; que l'Église romaine a la primauté sur toute l'Église catholique ; qu'il lui appartient de décider les questions de foi, et que quiconque se sent lésé en matière ecclésiastique peut appeler au saint-siège. L'empereur donna cette profession en grec, souscrite de sa main à l'encre rouge, et scellée d'une bulle d'or, et il la confirma par serment, après quoi les cardinaux l'admirèrent au baiser de paix comme vrai catholique. Le dimanche suivant, il se rendit à l'église de Saint-Pierre pour la messe pontificale avec un grand nombre de Grecs, et fut reçu par le pape revêtu de ses ornemens, et assis dans une chaire sur le haut des degrés. Dès que l'empereur l'aperçut, il fit trois génuflexions, puis s'étant approché, il lui baisa les pieds, les mains et la bouche. Comme on craignait quelque chicane sur le nom d'Église romaine, parce que les Grecs se disaient aussi romains, Jean Paléologue donna au mois de janvier 1370 une nouvelle bulle, où expliquant la première, il déclarait que par l'Église romaine il entendait celle qui était gouvernée par le pape Urbain V. Cet empereur retourna quelque temps après à Constantinople, et le pape le recommanda par ses lettres à différens princes chrétiens, notamment à la reine de Naples et au prince de Tarente, chez lesquels il devait passer. Il lui donna aussi plusieurs privilèges, entre autres celui d'avoir un autel portatif, c'est-à-dire une pierre consacrée pour faire célébrer la messe en sa présence par un prêtre latin. C'est que les Grecs ne se servent point de pierres d'autels, mais d'un cuir, d'un linge, ou d'un morceau d'étoffe consacré pour cet usage (1).

La religion catholique faisait toujours des progrès dans

(1) Chalcond. — Cont. Nang. — Rain. — *Vit. Urb.*



la Bulgarie et les provinces voisines. Lasco, duc de Moldavie, instruit par les frères mineurs, résolut de quitter le schisme, et écrivit au pape pour le prier d'ériger en évêché la ville de Cereta, et de soustraire son duché à la juridiction de l'évêque de Halitz en Russie, qui était schismatique. Le pape Urbain en donna commission à l'archevêque de Prague par une lettre du mois de juillet 1370, portant que ce nouvel évêché dépendrait immédiatement du saint-siège, et comprendrait toute la Moldavie. Claire, veuve d'Alexandre, vaivode de Valachie, était fort attachée à la foi catholique. Elle avait deux filles, mariées, l'une au roi de Bulgarie, l'autre au roi de Servie, et le pape ayant appris qu'elle avait retiré la première du schisme et de l'hérésie, lui en écrivit pour la féliciter et l'exhorter à travailler de même à la conversion de la seconde. Il exhorta aussi le jeune vaivode de Valachie, nommé Ladislas, à quitter le schisme. Enfin, comme la plupart des missionnaires de Tartarie étaient morts, le pape Urbain y envoya la même année plusieurs frères mineurs, dont le chef était Guillaume Duprat, docteur de Paris, qu'il fit archevêque de Cambalu et vicaire général de son ordre dans le Cathay. Il leur remit, suivant l'usage, des lettres pour les princes tartares, et une autre adressée aux évêques grecs pour les exhorter à quitter le schisme, à l'exemple de leur empereur.

Le pape Urbain prit aussi diverses mesures pour rétablir la discipline monastique et abolir les abus dans les maisons religieuses. Les frères prêcheurs de la province de Ravenne, voulant faire passer pour saint un religieux de leur ordre, en faisaient mémoire dans l'office, et exhortaient les peuples à célébrer sa fête et à porter des offrandes sur l'autel dédié en son honneur. Les ermites de Saint-Augustin faisaient la même chose pour un frère tué de la foudre. Le pape en étant informé, écrivit en 1368 à l'archevêque et à ses suffragans, pour leur ordonner de réprimer ces entreprises téméraires. L'année

suivante, il défendit par une bulle à tous les abbés ou autres supérieurs des maisons religieuses, de demander ni argent ni autre chose sous aucun prétexte, à ceux qui se présentent pour entrer en religion, leur permettant seulement de recevoir ce qui est offert spontanément et sans nulle convention. Il entreprit surtout la réforme du Mont-Cassin, dont les bâtimens avaient été presque ruinés par un tremblement de terre, et dont les religieux menaient une vie vagabonde et toute séculière. Ayant donc fait réparer le monastère, et supprimé le siège épiscopal que Jean XXII y avait érigé, il chassa les moines déréglés et les remplaça par d'autres sujets vertueux qu'il tira de divers monastères; ensuite il leur donna pour abbé, en 1370, un camaldule nommé André de Faenza, connu pour observer exactement la règle, surtout l'abstinence de la viande, et qui joignait à beaucoup de piété une grande habileté pour les affaires. Il fit adopter en même temps dans ce monastère le psautier gallican au lieu du romain. Celui-ci était la version de l'ancienne Vulgate faite sur le texte des Septante, et il était ainsi nommé parce qu'il avait été longtemps en usage à Rome, où il se conservait encore dans quelques églises. Le psautier gallican était la version faite par saint Jérôme.

Le pape Urbain partit de Rome au mois d'avril de cette même année 1370 pour se rendre à Montefiascone, et dès qu'il y fut arrivé, il publia le dessein qu'il avait formé de retourner à Avignon pour procurer la paix entre la France et l'Angleterre. Pierre d'Aragon, qui avait embrassé l'institut des frères mineurs, et qui passait pour un saint à révélation et à miracles, n'eut pas plutôt appris cette résolution du pape, qu'il vint le trouver et s'efforça de l'en détourner. Sainte Brigitte, qui se trouvait alors à Montefiascone, lui fit de son côté des représentations qu'elle appuya par des prophéties. Elle était née en Suède, d'une très-noble famille, et dès

l'âge de treize ans elle fut mariée à un jeune seigneur nommé Vulfon, dont elle eut huit enfans; après quoi, d'un commun consentement, ils gardèrent la continence. Puis ayant fait ensemble le pèlerinage de Saint-Jacques en Galice, ils résolurent à leur retour d'entrer l'un et l'autre en religion. Vulfon étant mort presque aussitôt, Brigitte, demeurée veuve, redoubla ses austérités et ses aumônes; et peu de temps après, c'est-à-dire vers l'an 1344, elle fonda à Vastein, au diocèse de Lincop, un monastère double, sous le titre de Saint-Sauveur, pour soixante religieuses et vingt-cinq frères de l'ordre de Saint-Augustin. Elle leur donna une règle qu'elle disait lui avoir été révélée de Dieu, et ensuite elle vint en demander la confirmation au pape Urbain, ce qu'elle obtint. Comme sa réputation de sainteté lui donnait un grand crédit, elle fit dire au pape par le comte de Nole, que s'il partait, il n'achèverait pas son voyage; puis elle donna par écrit au cardinal de Beaufort, pour être remise au pape, la révélation suivante, comme lui ayant été faite à Rome par la sainte Vierge : « La volonté de Dieu est que le pape ne sorte point de l'Italie; autrement, s'il retourne à Avignon, il mourra aussitôt, et rendra compte à Dieu de cette conduite. » Le cardinal n'ayant pas voulu la remettre, sainte Brigitte la donna elle-même au pape, écrite de la main de l'évêque de Jaen, son confesseur. Elle partit quelque temps après avec sa fille Catherine, pour faire le pèlerinage de Jérusalem, et étant revenue à Rome, elle y mourut le 23 juillet 1373, âgée d'environ soixante-douze ans. L'année suivante, son corps fut porté en Suède, au monastère de Vastein, où son tombeau devint bientôt célèbre par plusieurs miracles. On a de sainte Brigitte huit livres de révélations.

Cependant, malgré ces avertissemens, le pape Urbain partit de Montefiascone le 26 août, et arriva le 24 septembre à Avignon. Il fit aussitôt des préparatifs pour

aller en personne négocier la paix entre les rois de France et d'Angleterre. Mais avant l'exécution, il fut attaqué d'une grave maladie qu'on jugea bientôt mortelle, et fit vœu, dit-on, s'il revenait en santé, de retourner à Rome. On ajoute qu'il se fit porter devant un autel de saint Pierre, et que là, témoignant son repentir d'être revenu à Avignon, il déclara que la faute en était à ceux qui l'y avaient en quelque sorte forcé. Il reçut les sacrements avec une grande piété, et mourut le 19 décembre 1370. Ses vertus éminentes lui avaient acquis une réputation de sainteté qui fut justifiée, à ce que l'on assure, par plusieurs miracles opérés à son tombeau. Il joignait à une vie austère une charité sans bornes, l'amour de la prière et de la retraite, et un zèle qui se manifesta par une foule de bonnes œuvres. Il jeûnait tous les mercredis, vendredis et samedis, au pain et à l'eau. Il bâtit et dota plusieurs églises, fit construire à Montpellier un monastère en l'honneur de saint Benoît, avec une dotation pour l'entretien d'un grand nombre de moines, et fonda dans la même ville un collège pour douze étudiants en médecine. Il entretint pendant son pontificat mille étudiants dans les universités, et soulagea un grand nombre de familles malheureuses. Attentif à bannir les abus de la cour de Rome, il faisait expédier promptement les affaires, se montrait le protecteur des faibles, et réprimait les chicanes des avocats et des procureurs. Il exerça surtout son zèle contre les concubinaires, les usuriers et les simoniaques. Enfin il était d'un si grand désintéressement en ce qui regardait sa famille, qu'il ne voulut pas même que son père acceptât une rente de six cents livres, que le roi de France voulait lui donner en sa considération.

Les cardinaux entrèrent en conclave le 29 décembre, et dès le lendemain ils élurent, comme par inspiration, le cardinal Roger de Beaufort, qui prit le nom de Grégoire XI. Il était neveu de Clément VI, et avait été fait

cardinal dès l'âge de dix-huit ans et pourvu de plusieurs bénéfices, car c'était l'usage reçu, afin de donner aux cardinaux les moyens de soutenir leur dignité. Il résista longtemps à son élection, mais enfin les instances des cardinaux triomphèrent de sa modestie. Comme il n'était que diacre, il fut ordonné prêtre le 4 janvier et sacré le lendemain. Dès la première année de son pontificat, il fit une promotion de douze cardinaux, dont dix étaient français, la plupart Limousins, et quelques-uns ses parents. Quatre ans après, il en nomma encore neuf, parmi lesquels on trouve encore trois de ses parens, dont l'un était Géraud Dupui, moine bénédictin, gouverneur d'une partie des états ecclésiastiques, où la dureté de son gouvernement avait fait naître plusieurs révoltes. Cette faiblesse de Grégoire XI pour sa famille fut une sorte de tache dans sa vie; il eut toujours auprès de lui son père, ses frères et ses neveux, et sa déférence pour leurs recommandations lui fit nommer quelquefois des sujets à qui on aurait pu désirer plus de mérite. Mais, du reste, il se montra digne du pontificat par son zèle, sa piété et ses autres vertus.

Nicolas Eymeric, inquisiteur en Aragon, lui écrivit qu'un franciscain nommé Jean de Laune et quelques autres religieux avaient prêché plusieurs fois dans leurs sermons, que si l'hostie consacrée tombait dans l'ordure, le corps de Jésus-Christ cessait d'y être, et que la substance du pain y revenait; qu'il en était de même si un animal rongeait la sainte hostie; et qu'enfin, lorsque la sainte hostie est avalée dans la communion, le corps de Jésus-Christ est enlevé au ciel et ne passe point dans l'estomac. Le pape Grégoire défendit sous peine d'excommunication d'enseigner cette doctrine, et fit notifier cette défense par deux cardinaux, dont la lettre est datée du mois d'août 1371. En Allemagne, Albert, évêque d'Albstadt, soutenait que tout arrive en ce monde par nécessité, que la destinée règle la vie et la

mort de chaque homme, et que tout dépend des influences célestes, en sorte qu'il ne servait de rien ni de délibérer ni de prier. C'était une suite de l'astrologie judiciaire, alors fort répandue, et comme cet évêque était docteur de Paris, ses discours firent beaucoup d'impression, spécialement sur les nobles, qui en prirent occasion de négliger les bonnes œuvres et les pratiques de la religion. Le pape, informé de ce scandale, nomma des commissaires, au mois de mars 1372, pour obliger l'évêque à se rétracter publiquement et à déclarer devant le peuple et le clergé que cette doctrine était une hérésie. Il écrivit quelques mois après aux évêques de Sicile, de réprimer par des censures, et au besoin par le bras séculier, les entreprises de quelques sectaires qui honoraient comme saints des disciples de Dulcin et des frères de la vie pauvre, qui gardaient leurs os comme des reliques, et bâtissaient en leur honneur des chapelles où ils se rassemblaient en grand nombre pour célébrer leur fête.

L'année suivante, à l'occasion des poursuites ordonnées par Charles V contre les turlupins, le pape adressa une lettre à ce prince, où l'on voit les difficultés et les obstacles que rencontrait dès lors en France l'exercice de l'inquisition. « Nous avons appris, lui dit-il, qu'en Dauphiné et dans les lieux voisins il y a une grande multitude de vaudois, et que plusieurs de vos officiers, loin de soutenir les inquisiteurs, comme ils devraient, les gênent dans leurs fonctions; qu'ils leur assignent des lieux peu sûrs, ne leur permettent pas de procéder sans le juge séculier, ou les obligent à lui montrer leurs procédures; qu'ils délivrent ceux que les inquisiteurs ont emprisonnés comme hérétiques ou suspects; et qu'enfin ils refusent de prêter, comme il est ordonné par le droit, le serment de purger le pays d'hérétiques. » Le pape exhorte le roi à remédier à ces désordres. Les turlupins, qui se nommaient la société des pauvres,



étaient un rejeton de la secte des bégards, et tenaient pour principe, sous prétexte que la nature est l'ouvrage de Dieu, qu'on ne doit avoir honte de rien de ce qui est naturel. Ils découvraient donc leur nudité, commettaient publiquement des turpitudes, et se mêlaient indifféremment comme des bêtes. On brûla à Paris leurs habits et leurs livres dans le marché aux pourceaux, avec deux des premiers qui avaient répandu cette infâme doctrine; plusieurs autres furent brûlés en divers endroits, et la secte ne tarda pas à se dissiper.

Vers le même temps, le pape Grégoire XI donna ordre d'arrêter un frère mineur de Catalogne, nommé Arnaud Montanier, qui, outre les erreurs des prétendus spirituels touchant la pauvreté de Jésus-Christ, enseignait que quiconque portait l'habit de Saint-François ne pouvait être damné. Le pape écrivit aussi la même année au doge de Venise, pour l'extinction du schisme dans l'île de Candie, qui appartenait aux Vénitiens. Une défense avait été faite d'y recevoir aucun évêque schismatique, ni d'en laisser sortir aucun schismatique pour se faire ordonner ailleurs; mais comme on s'était relâché sur ce dernier point, le pape Grégoire exhortait le doge à faire observer rigoureusement cette défense. La même recommandation avait été faite par le pape Urbain aux évêques de Candie, avec ordre d'interdire la confession, la prédication et même la célébration de la messe à tout prêtre grec qui ne suivrait pas le rit latin. Quelque temps après, des frères prêcheurs envoyés en Arménie par le pape Grégoire, eurent une conférence sur le schisme avec Jean Cantacuzène, précédemment empereur de Constantinople, et celui-ci reconnut expressément que l'Eglise romaine a la primauté sur toutes les églises du monde, et ajouta qu'il exposerait sa vie, s'il en était besoin, pour la défense de la vérité. Le pape l'ayant appris, lui en témoigna sa joie par une lettre de l'an 1375, où il l'exhortait à user de l'influence que lui

donnaient ses lumières et sa réputation pour procurer la réunion de l'Église grecque au saint-siège.

Comme les frères mineurs obtenaient toujours de grands succès dans la Bulgarie et les provinces voisines, ils demandèrent au pape et obtinrent, en 1372, l'autorisation d'y établir plusieurs maisons de leur ordre. Il se trouvait néanmoins dans ces provinces des chrétiens apostats qui se faisaient musulmans, ou qui, après avoir reçu le baptême, retournaient au mahométisme; et le pape ordonna aux inquisiteurs de procéder contre eux comme contre les hérétiques. Deux ans plus tard, il écrivit à l'archevêque de Gnesne pour ordonner aussi des procédures contre un chanoine de Prague, nommé Milleczi, qui, après avoir prêché des hérésies dans la Bohême, s'était rendu en Pologne, où il continuait de les répandre. Il exhorta en même temps l'empereur Charles, roi de Bohême, à seconder les poursuites des prélats contre les sectateurs de cet hérétique. La Pologne était troublée alors par la faction d'un moine nommé Ladislas, parent du roi Casimir, et qui, après la mort de ce prince, prétendit avoir des droits à la couronne. Elle avait été déferée à Louis, roi de Hongrie, comme étant fils de la sœur de Casimir, mort sans enfans. Mais Ladislas, qui depuis près de quatorze ans avait quitté la Pologne pour embrasser la vie monastique à Saint-Bénigne de Dijon, fut engagé par quelques seigneurs à venir prendre possession du royaume; et, cédant à l'ambition, il demanda au pape Grégoire la dispense de ses vœux. N'ayant pu l'obtenir, il ne laissa pas de se rendre en Pologne, où il s'empara d'abord de quelques forteresses et soutint quelque temps la guerre. Il fut ensuite obligé de se soumettre et de faire un accommodement avec le roi Louis, qui lui donna une somme considérable avec une riche abbaye. Ladislas, après y avoir demeuré quelques années, revint faire pénitence à son monastère de Saint-Bénigne de Dijon. Quelque

temps après , sur la demande du roi Louis, le pape Grégoire érigea une métropole à Halitz et plusieurs évêchés, pour les nombreux catholiques qui se trouvaient dans les provinces conquises sur la Russie par le roi Casimir.

Les vaudois et d'autres hérétiques se fortifiaient de plus en plus dans le Dauphiné et la Savoie, par la négligence des magistrats et la protection de quelques seigneurs. Leur audace devint telle qu'en 1375, le dimanche après Pâques, ils tuèrent publiquement, dans une paroisse du diocèse de Turin, un inquisiteur qui venait de célébrer la messe et de prêcher contre les hérétiques. Un autre avait été tué à Suse, le jour de la Chandeleur, dans le couvent des frères prêcheurs. Le pape, instruit de ces crimes, adressa de nouvelles plaintes au roi Charles contre ses officiers; écrivit au comte de Savoie, au gouverneur du Dauphiné, et ordonna une levée de subsides pendant cinq ans, dans les provinces d'Arles, d'Aix, d'Embrun, de Vienne et de Tarantaise, pour les frais des poursuites contre ces hérétiques. Les inquisiteurs en prirent un si grand nombre, qu'il fallut construire de nouvelles prisons. Le pape fit aussi vers le même temps des remontrances au roi Charles, contre l'usage barbare de refuser des confesseurs aux criminels condamnés à mort. L'année suivante, il publia une bulle où il condamnait comme hérétiques ou erronés plus de deux cents articles extraits des ouvrages attribués à Raymond Lulle. Mais on croit que la plupart de ces erreurs ne sont pas du célèbre franciscain de ce nom, mais d'un autre Raymond Lulle, juif d'origine, et qui, après avoir reçu le baptême, ne laissait pas de soutenir que la loi de Mahomet était aussi bonne que celle de Jésus-Christ, et qu'on pouvait renier Dieu en public, pourvu qu'on l'adorât dans le cœur.

Le pape Grégoire prit diverses mesures pour arrêter les progrès des Turcs; il fit prêcher la croisade en Hongrie, écrivit à l'empereur d'Allemagne, et chercha à

former une alliance entre les Occidentaux et l'empereur de Constantinople. Il fit aussi tous ses efforts pour rétablir la paix entre les princes chrétiens, spécialement entre les rois de France et d'Angleterre. Il obligea la reine de Naples à faire hommage au saint-siège, et conclut, avec quelques modifications, un traité de paix entre cette reine et Frédéric d'Aragon, roi de Sicile. Comme les Visconti de Milan, pour étendre leurs usurpations, favorisaient ou excitaient la révolte dans le domaine de l'Église, le pape publia contre eux plusieurs censures, défendit de faire aucune alliance ou de contracter mariage avec eux, sous peine de nullité; déclara leurs sujets absous de tout serment de fidélité, et réussit par ses exhortations adressées aux princes et aux prélats, à réunir des troupes nombreuses, dont il donna le commandement au comte de Savoie. Barnabo Visconti, après quelques échecs, fit des propositions de paix; mais le pape répondit qu'on ne devait avoir aucun égard aux promesses d'un homme tant de fois parjure.

Cependant, quelque temps après, les Florentins firent une ligue avec plusieurs villes de l'état ecclésiastique, pour se soustraire à la domination temporelle du saint-siège, et mirent sur pied une armée dont l'étendard portait écrit en gros caractères le mot liberté. Presque partout les officiers du pape furent tués ou chassés, et les légats eux-mêmes arrêtés et dépouillés de leurs biens. Le pape, instruit de cette révolte, fit diverses procédures contre les Florentins, et publia enfin, au mois d'avril 1376, une bulle où il les frappait d'excommunication et d'interdit, défendait sous les mêmes peines de faire aucun commerce avec eux; les privait de toute autorité et de tout privilège, supprimait leur université, et déclarait leurs biens et leurs personnes abandonnées à quiconque voudrait s'en saisir. Cette sentence reçut son exécution en Angleterre et en d'autres endroits, contre les Florentins qui s'y trouvaient. Le pape envoya

en même temps en Italie le cardinal Robert, de Genève, avec des troupes, pour réduire les rebelles et contenir les villes qui n'avaient pas encore adhéré à cette ligue. Alors les Florentins voyant leur commerce ruiné, prirent le parti de demander la paix, et envoyèrent au pape des ambassadeurs qu'ils firent précéder par sainte Catherine de Sienne. Elle était née dans cette ville en 1347, et fille d'un teinturier. Mais elle joignait à des vertus éminentes un génie supérieur, un caractère plein d'énergie et d'élévation, beaucoup d'esprit, et surtout une imagination prodigieusement vive, qui rendait son zèle aussi actif qu'entraînant. Elle se fit remarquer dès sa jeunesse par la ferveur de sa piété, et vers l'âge de vingt ans, ayant embrassé le tiers-ordre ou l'institut des sœurs de la pénitence de Saint-Dominique, elle redoubla ses austerités, ses jeûnes et ses veilles, s'appliqua dans le silence et la retraite à une oraison presque continuelle, et devint bientôt célèbre par les grâces extraordinaires dont le ciel la favorisa. Le pape Grégoire, à qui elle avait écrit plusieurs lettres fort éloquentes pour l'exhorter à revenir à Rome, la reçut avec les plus grands témoignages d'affection, et déclara qu'il la laissait maîtresse de régler elle-même les conditions de la paix; mais il lui prédit que les Florentins la tromperaient. En effet, quand leurs députés furent arrivés, ils ne voulurent point traiter avec elle, et ainsi la négociation demeura sans résultat (1).

Quelque temps auparavant était mort saint André Corsini, également célèbre par ses vertus et ses miracles. Il était né d'une illustre famille de Florence, et avait été voué à Dieu avant sa naissance par ses parens. Mais sa conduite durant sa jeunesse ne répondit pas d'abord à leurs pieuses intentions. Il montra dès l'âge de douze

(1) Cont. Nang. — S. Anton. Chron. — Eymeric, *Direct. inquisit.*  
— Walsingh. — Rain. — *Vit. Greg.*



ans un emportement qui ne fit que s'accroître pendant trois ans, après lesquels s'étant oublié jusqu'à injurier sa mère, il fut si frappé des remontrances qu'elle lui fit en lui déclarant son vœu, qu'il prit aussitôt la résolution de se convertir. Il se présenta dès le lendemain chez les carmes, où il fut reçu avec le consentement de son père et de sa mère, et ne tarda pas à se distinguer par sa ferveur et son humilité. Comme ses parens semblaient rougir de le voir mendier avec un grand sac dans les rues de Florence, il leur répondit que sa gloire était d'observer ainsi la règle de son état. Il fut envoyé à Paris pour terminer ses études, et passant à son retour par Avignon, il y guérit un aveugle par ses prières. Revenu à Florence, il fut nommé provincial de la Toscane, et élu quelque temps après évêque de Fiésole. Mais sa modestie en fut si alarmée, qu'il prit la fuite et se retira fort secrètement chez les chartreux. On le chercha inutilement, et on allait procéder à une autre élection, quand un enfant s'écria : C'est André qui doit être évêque ; allez aux chartreux, et vous le trouverez. André gouverna pendant vingt-trois ans l'église de Fiésole, où il fit admirer toutes les vertus épiscopales et surtout sa charité envers les pauvres. Il mourut en 1373, et fut canonisé dans le dix-septième siècle par Urbain VIII.

Comme la non-résidence des prélats semblait depuis quelque temps passée en coutume, le pape Grégoire, voulant remédier à cet abus, publia au mois de mars 1375 une constitution qui ordonnait à tous les évêques, aux abbés et autres prélats, de se rendre dans deux mois à leurs églises et d'y résider exactement. Elle exceptait seulement les cardinaux, les quatre patriarches dont les sièges étaient chez les infidèles, les légats, les nonces, et les autres officiers nommés par le pape. Peu de temps après, comme il vit un évêque qui demeurait encore à Avignon : Que faites-vous ici ? lui dit-il, que n'allez-vous à votre église ? Et vous-même, saint père,



répondit l'évêque, pourquoi n'allez-vous pas à votre siège, qui est si riche et si beau ? Cette réponse acheva de le confirmer dans la résolution qu'il avait prise de se rendre à Rome. Il en avait déjà informé depuis plusieurs mois l'empereur, le roi de France et les autres princes chrétiens, par des lettres où il annonçait l'intention de partir cette même année 1375 ; mais l'espoir de procurer la paix entre la France et l'Angleterre lui fit remettre son voyage à l'année suivante. La révolte des villes d'Italie et les nouvelles qu'il reçut de Rome vinrent alors empêcher tout nouveau retard. En effet, deux ambassadeurs arrivèrent à Avignon au mois d'août 1376, pour le prier de venir résider à Rome avec sa cour, et déclarèrent que si leur démarche demeurerait sans succès, les Romains avaient résolu de nommer un autre pape qui résiderait au milieu d'eux ; car, ajoutèrent-ils, les Romains veulent avoir le pape à Rome, puisqu'il est le pontife romain. En même temps, le cardinal de Saint-Pierre, qui était légat à Rome, fut contraint de lui écrire que s'il tardait à venir il arriverait du scandale, et on sut depuis que les Romains avaient jeté les yeux sur l'abbé du Mont-Cassin pour le faire antipape, et qu'il avait accepté leurs propositions. Le pape fit donc ses préparatifs pour le départ. Cependant le roi de France envoya le duc d'Anjou, son frère, à Avignon, pour essayer de rompre ce voyage. Mais tous ses efforts, appuyés par les cardinaux, furent inutiles. Le duc, en prenant congé du pape lui dit : Saint père, vous allez dans un pays où vous n'êtes guère aimé, et si vous y mourez, ce qui est bien vraisemblable, les Romains seront maîtres de tous les cardinaux, et feront faire par force un pape à leur gré.

Le pape Grégoire partit enfin d'Avignon, le 13 septembre, avec la plupart des cardinaux, et s'embarquant à Marseille, il se rendit d'abord à Gênes, où il s'arrêta quelques jours, puis ayant relâché successivement à Pise,

à Piombino et à Corneto, il fit son entrée à Rome le 17 janvier 1377, au milieu d'un concours immense de peuple venu à sa rencontre. Il traversa toute la ville avec ce cortège innombrable, et vint vers le soir à l'église de Saint-Pierre, où l'on avait allumé toutes les lampes, dont le nombre montait, dit-on, à plus de huit mille. Trois cardinaux qui l'attendaient à Rome avaient fait, au mois de décembre, une capitulation avec les Romains, par laquelle ceux-ci promettaient de remettre au pape la pleine seigneurie de la ville dès qu'il serait arrivé à Ostie, et de remettre aussi dès ce moment au cardinal de Saint-Pierre la garde et la disposition des portes, des ponts, des tours, et de toute la partie d'au-delà du Tibre. Le pape, de son côté, en vertu de cette capitulation, devait conserver la compagnie des officiers de justice avec les émolumens qui leur étaient alloués sur le trésor de la ville; mais ces officiers devaient lui prêter serment de fidélité.

Peu de temps après, c'est-à-dire au mois de mai 1377, le pape Grégoire, informé que Wiclef, docteur en théologie, et curé de Luthelwort au diocèse de Lincoln, renouvelait les erreurs de Marsile de Padoue, et même y en ajoutait d'autres, écrivit à l'archevêque de Cantorbéry et à l'évêque de Londres, de procéder contre ce sectaire, de le faire arrêter et de le retenir en prison, s'il était convaincu de ces erreurs, et après l'avoir interrogé, de transmettre les procédures au saint-siège. Il écrivit en même temps au roi Édouard pour l'exhorter à seconder les deux prélats, et à l'université d'Oxford, pour lui ordonner de leur livrer Wiclef et d'empêcher les progrès de ses erreurs, qu'elle n'aurait pas dû tolérer si longtemps. Il joignit à ses lettres dix-neuf propositions attribuées à Wiclef, et dont les principales étaient que les lois humaines ne peuvent établir le droit d'hérédité perpétuelle; que les princes peuvent légitimement enlever à une église coupable ses biens temporels, et que c'est

même une action méritoire de le faire; qu'on ne peut être excommunié ou lié par d'autres censures, si l'on ne commence par s'excommunier soi-même, en sorte qu'on ne peut l'être que pour des choses qui intéressent la cause de Dieu; que le pape et les pasteurs ne lient et ne délient qu'autant qu'ils se conforment aux lois de l'Évangile; que Jésus-Christ n'a point donné l'exemple ni le pouvoir à l'Église d'employer l'excommunication et les censures pour obtenir des biens temporels; que tout prêtre ordonné légitimement a un pouvoir suffisant de conférer tous les sacremens et par conséquent d'absoudre de tout péché quelconque celui qui a la contrition; enfin, que tout ecclésiastique et le pape lui-même peut être accusé et corrigé par ses inférieurs et par des laïques. Les autres propositions reproduisaient pour la plupart en d'autres termes les mêmes principes.

Wiclef, auteur de ces hérésies, était né vers l'an 1324, dans le diocèse d'York, et avait fait à Oxford des études assez brillantes. Ayant soutenu avec beaucoup de chaleur les réclamations du roi Édouard et du parlement d'Angleterre, au sujet de la collation des bénéfices par la cour de Rome, il se fit ainsi de puissans protecteurs, et obtint une chaire de philosophie à l'université d'Oxford. Ses traits satiriques contre le pape, le clergé et les moines, attirèrent à son cours une affluence considérable. Il parvint ensuite à se faire nommer chef d'un collège établi à Oxford pour les clercs de Cantorbéry; mais comme cette place devait être occupée par un religieux, il en fut bientôt après dépossédé, et la décision rendue à ce sujet fut confirmée par le pape Urbain V. Alors Wiclef, poussé par la vengeance et comptant sur la protection du roi d'Angleterre, se mit à combattre ouvertement l'autorité du souverain pontife et la juridiction de l'Église. C'était, comme on vient de le voir, le principal objet des propositions déférées au pape Grégoire. Mais le novateur ne se borna pas là. Comme les

erreurs naissent les unes des autres, la manie de dogmatiser et le besoin de flatter les passions pour se faire des partisans, l'entraînèrent peu à peu dans des impiétés révoltantes et des doctrines séditeuses dont on verra bientôt les suites déplorables (1).

Le roi Édouard III mourut avant la réception des lettres du pape Grégoire, le 21 juin 1377. Il fut obsédé jusqu'à ses derniers momens par une malheureuse concubine, qui, le voyant à l'extrémité, lui prit jusqu'aux bagues qu'il avait aux doigts, après quoi elle l'abandonna et le laissa mourir sans sacremens. Richard II, son petit-fils, âgé seulement de onze ans, lui succéda sous la régence du duc de Lancastre, protecteur déclaré de Wiclef. Cependant l'archevêque de Cantorbéry, conformément aux lettres pontificales, fit examiner la doctrine du novateur, et le cita à comparaître devant lui. Il se présenta, accompagné du duc de Lancastre et du comte de Percy, grand maréchal d'Angleterre, essaya d'expliquer ses propositions par des subtilités, mais sans en rétracter aucune, et s'étendit longuement sur l'abus des censures et des biens ecclésiastiques. Son hypocrisie et ses discours artificieux imposèrent à ses juges, qui se contentèrent de ses explications et le renvoyèrent en lui faisant promettre le silence. Mais il recommença bientôt ses déclamations avec plus d'emportement, et attaqua les dogmes les plus essentiels de la religion, et jusqu'aux fondemens de l'ordre social.

Une des erreurs capitales de Wiclef, c'est de prétendre que tout arrive par nécessité, que Dieu lui-même n'est pas libre, qu'il a produit par une détermination nécessaire tout ce qui existe et qu'il ne saurait produire autre chose; que tous les péchés qui se commettent dans le monde sont nécessaires et inévitables; que Dieu détermine et force les hommes au mal comme au bien, de

(1) Walsingh. — Knigton. — Thom. Walden.

sorte qu'ils ne peuvent faire autre chose que ce qu'ils font, c'est-à-dire qu'il fait Dieu auteur et approbateur de tous les crimes. Du reste, prévoyant les conséquences de cette abominable doctrine, il n'hésite pas à les approuver. Il est vrai qu'il n'ose pas, dit-il, pousser les hommes à pécher, en enseignant que cela est agréable à Dieu; mais il ajoute que si l'on n'a point de meilleures raisons à lui donner que celles dont on se sert, il demeurera confirmé dans son sentiment sans en mot dire. Conçoit-on, après d'aussi horribles blasphèmes, cette affectation de fausse piété qui le portait, à l'exemple des vaudois, à déclamer contre le luxe et les richesses, à faire parade d'une hypocrite pauvreté, à contester aux ministres de la religion le droit de posséder des biens temporels, à soutenir que l'effet des sacremens doit dépendre du mérite et de la sainteté de ceux qui les administrent; comme si la vertu et la sainteté pouvaient être autre chose que des mots dans ce système de fatalité absolue. Mais c'était le moyen de se faire des protecteurs et des partisans. Car en prétendant que le pape et les prélats perdent leur juridiction et tous leurs pouvoirs spirituels lorsqu'ils vivent mal, que c'est pour les ecclésiastiques un crime de posséder des biens temporels, et pour les princes un devoir de les en dépouiller et de faire rentrer ainsi dans la condition ordinaire tant de propriétés tombées en main morte, il était bien sûr de gagner la protection des chefs du gouvernement, dont l'autorité souvent arbitraire se trouvait gênée par celle du clergé, et la faveur des grands qui, ayant usurpé les biens de l'Église, méprisaient les censures portées contre eux. Il flattait aussi par là les idées et les passions des anciens vaudois, qui s'étaient répandus en Angleterre sous le nom de lollards, et qui applaudirent à des erreurs où ils voyaient reproduites la plupart de leurs maximes. Enfin, ce qui acheva de séduire le peuple, c'est le principe absurde et détestable qu'un roi cesse d'être roi par un péché mortel, et qu'en

général la sainteté de la vie est la condition nécessaire de tout droit quelconque, même du droit de propriété. Il s'élevait d'ailleurs avec violence contre l'impôt du dernier de saint Pierre, et non content d'attaquer les propriétés du clergé, il soutenait que les dîmes elles-mêmes n'étaient pas un droit, mais une aumône dont les peuples pouvaient priver les pasteurs qui vivaient mal.

Outre ces erreurs, Wiclef enseignait que l'Église romaine n'a aucune supériorité sur les autres Églises; que le pape tient son pouvoir de la concession des empereurs; que les prêtres sont égaux en tout aux évêques; qu'on ne doit faire aucun cas des décrétales et des canons, et que si les lois humaines ne sont pas fondées sur l'Écriture sainte, on n'est pas tenu de leur obéir. Il traitait le pape d'antechrist, et appliquait à l'Église romaine les qualifications odieuses qu'on a déjà remarquées chez les vaudois et les autres sectaires de l'époque. Il enseignait que les ordres religieux, mendiants ou autres, étaient une invention de Satan, et que quiconque entraît dans un ordre ou une congrégation particulière, se retranchait par là même de la société chrétienne. Il soutenait que les évêques et les prêtres en état de péché mortel ne pouvaient administrer valablement les sacrements; il niait la nécessité du baptême, il rejetait la confirmation, la présence réelle ou du moins la transsubstantiation dans l'Eucharistie, la confession, l'extrême-onction, la nécessité de l'intervention du prêtre, ou même de toute autre cérémonie pour le mariage, prétendant qu'il se contractait par le seul consentement des époux, et que les empêchemens établis par les canons ne pouvaient le rendre nul. Enfin, il méprisait les indulgences, le culte des saints et des reliques, les prières pour les morts, l'obligation des fêtes, et en général toutes les cérémonies de l'Église. Il fut donc presque en tout le précurseur des protestans et des anabaptistes; et comme eux il donna l'exemple de nombreuses variations; car



on trouve dans quelques extraits de ses écrits la reconnaissance formelle des sept sacrements, de la confession auriculaire et de plusieurs autres points qu'il a combattus ailleurs. On vit bientôt quelques-uns de ses disciples tirer de nouvelles conséquences de ses principes, et soutenir que nulle autorité ni ecclésiastique ni civile n'est établie de Dieu, qu'il n'est pas permis de faire la guerre, ni de punir de mort, que tous les biens doivent être communs, que tous les hommes sont égaux, et que les institutions sociales qui établissent entre eux des différences, sont contraires au christianisme. Tel est l'ensemble de la doctrine de Wiclef, dont nous signalerons plus tard les funestes progrès.

Le pape Grégoire, quoique à peine âgé de quarante-sept ans, était sujet à des infirmités graves, et au commencement de février de l'an 1378, il tomba dans un état de souffrance qui lui fit pressentir sa fin prochaine. Alors, voyant les cardinaux à la merci des Romains, et jugeant que dans la position critique de l'Église la prompte élection d'un pontife était nécessaire pour déconcerter les projets des factieux, il publia une bulle, en date du 19 mars, portant que s'il mourait avant le mois de septembre, les cardinaux qui se trouveront à Rome s'assembleront aussitôt, soit dans la ville, soit dehors, et sans attendre les absens, pour élire un pape, et que celui qui sera élu par la majorité sera reconnu comme pape légitime; c'est-à-dire, qu'il dispensait de la règle qui exigeait les deux tiers des suffrages. Il fixait le terme du mois de septembre, parce qu'alors il se proposait de retourner à Avignon; mais il mourut peu de jours après la publication de cette bulle, le 27 mars 1378.

Nous devons mentionner ici deux auteurs renommés de cette époque, Nicolas Eymeric, dominicain d'Aragon, mort vers l'an 1393, dont on a, entre autres écrits, un ouvrage sous le titre de Directoire des inquisiteurs, et Gérard le Grand, mort en 1384, dont on a des sermons

et quelques ouvrages de piété, mais qui est surtout célèbre pour avoir institué à Deventer, dans les Pays-Bas, la congrégation des clercs ou frères de la vie commune, destinés à l'instruction de la jeunesse. C'était une congrégation séculière dont les membres ne s'engageaient point par des vœux monastiques ; ce qui les exposa dans la suite aux attaques de quelques religieux qui condamnaient ce genre d'association.

---

---

---

## LIVRE TRENTE-SIXIÈME.

DEPUIS LE COMMENCEMENT DU SCHISME D'OCCIDENT JUSQU'AU  
CONCILE DE CONSTANCE.

DE 1378 A 1414.

Il y avait à Rome, à la mort du pape Grégoire XI, seize cardinaux, dont quatre seulement étaient Italiens. Six autres étaient restés à Avignon, et un septième était légat en Toscane, ce qui faisait en tout vingt-trois cardinaux. Ceux qui étaient à Rome appelèrent devant eux le sénateur et les autres officiers de la ville, et leur firent prêter serment d'observer la bulle du conclave, de faire garder avec soin le palais du Vatican, où il devait se tenir, et de les mettre à l'abri de toute violence. Ces officiers leur représentèrent que la longue absence des papes avait occasionné la décadence de Rome, et porté un coup funeste à l'Italie, que les palais et les églises, même celles des cardinaux, étaient tombés en ruines; que les peuples et les villes de l'état ecclésiastique s'étaient soulevés contre les officiers étrangers qui les opprimaient, en sorte qu'au lieu de retirer aucune utilité de son ancien patrimoine, l'Église avait consumé pour le défendre les trésors de toutes les églises particulières, et était maintenant épuisée et tombée dans le mépris. Ils ajoutèrent que cette absence avait eu pour cause l'élection successive de plusieurs papes français d'origine, et conclurent en suppliant les cardinaux d'élire pour cette fois un pape italien. Les cardinaux répondirent qu'ils se proposaient de donner à l'Église un pasteur convenable, en suivant les inspirations de leur conscience, sans distinction de nation ni de personne, et ordonnèrent en-

suite au camérier de l'Église romaine de prendre les mesures nécessaires pour la sûreté du conclave; car les mouvemens séditionnaires des Romains faisaient assez voir qu'ils étaient disposés à employer au besoin la violence pour obtenir une élection conforme à leurs vœux.

Cependant les cardinaux étaient divisés, et quoique tous les Français fussent d'accord pour ne pas nommer un cardinal italien, plusieurs déclaraient ouvertement qu'ils ne voulaient point d'un Limousin, et que tout le monde était fatigué de cette nation, qui avait possédé si longtemps le pontificat comme héréditaire. Ils entrèrent en conclave après le délai de dix jours, le 7 avril 1378, et les cardinaux limousins, qui avaient projeté d'élire l'archevêque de Bari, en firent la proposition aux cardinaux italiens, dont deux déclarèrent aussitôt y consentir, en sorte que dès le même jour ayant compté les voix, ils trouvèrent qu'ils en avaient les deux tiers. Le lendemain, comme le peuple assemblé en foule sur la place de Saint-Pierre, criait d'un ton menaçant : Nous voulons un Romain, le cardinal des Ursins proposa, pour l'apaiser, de prendre un frère mineur, et de le revêtir de la chape et de la mitre pontificale, comme si on l'avait élu, et de se retirer ensuite ailleurs pour faire une élection libre. Mais cet avis fut rejeté, et le cardinal de Limoges déclara élire sans condition et librement l'archevêque de Bari; puis d'autres cardinaux, au nombre de plus des deux tiers, donnèrent sur-le-champ leurs suffrages au même prélat. On résolut toutefois de ne publier l'élection qu'après l'avoir fait venir dans le palais du conclave, où il fut mandé avec quelques autres évêques qui étaient à Rome; et les cardinaux jugèrent encore à propos de réitérer l'élection, pour mieux faire voir qu'elle était libre. Cependant le bruit commençait à se répandre parmi le peuple que le pape était élu, et que c'était le cardinal de Saint-Pierre. Mais quelque temps après, voyant qu'on ne publiait pas l'élection, la foule se per-

suade qu'on voulait la tromper, et se porte en tumulte dans le conclave. Alors les cardinaux effrayés engagent le cardinal de Saint-Pierre à se revêtir des ornemens pontificaux, et profitent de l'illusion du peuple pour prendre la fuite, et se mettre en sûreté dans le château Saint-Ange ou en d'autres forteresses hors de Rome. Ensuite le cardinal de Saint-Pierre déclare au peuple qu'on a élu l'archevêque de Bari; puis le lendemain celui-ci notifia son élection aux officiers de la ville, qui s'empressèrent aussitôt de venir lui rendre leurs hommages. Il protesta néanmoins qu'il n'accepterait la papauté qu'après avoir acquis la certitude que son élection avait été libre et canonique. Tel est le récit le plus ordinaire de cette élection.

Mais si l'on en croit la relation des cardinaux qui bientôt après abandonnèrent ce pape, il y aurait eu quelques circonstances différentes. Ainsi, répondant aux cris séditieux de la multitude, ils protestèrent que le pape élu au milieu de ces clameurs et de ces menaces ne serait point tenu pour vrai pape, et les cardinaux italiens déclarèrent de leur côté qu'ils ne consentiraient point à leur élection dans de telles circonstances; puis comme on proposa l'archevêque de Bari, quelques-uns protestèrent de nullité : plusieurs dirent qu'ils se décidaient à l'élire comme vrai pape, mais seulement par la crainte de la mort; les autres, en faisant la même déclaration, ajoutèrent qu'ils entendaient ratifier plus tard l'élection en toute liberté. Enfin, quand ils eurent fait venir ce prélat et qu'ils se disposaient à réitérer l'élection par le scrutin, le peuple en armes brisa les portes du conclave, et entoura les cardinaux avec des menaces effrayantes, en sorte que pour apaiser la fureur du peuple ils feignirent d'avoir élu le cardinal de Saint-Pierre, qui était Romain, après quoi ils prirent la fuite sans achever le scrutin. Il serait téméraire de vouloir se prononcer entre ces relations contradictoires; la seule chose

qui soit constatée, ce sont les violences des Romains; quant à savoir si elles influèrent sur la détermination des cardinaux, et par conséquent si l'élection fut volontaire ou forcée, c'est une question qu'il importe peu d'examiner, et qu'il serait d'ailleurs impossible d'éclaircir, en sorte que l'Église elle-même a jugé à propos de la laisser indécise.

Quoi qu'il en soit, dès le lendemain de leur fuite, et quand l'archevêque de Bari eut notifié son élection aux magistrats de Rome, cinq cardinaux, qui s'étaient réfugiés dans leurs maisons, vinrent lui rendre hommage et le prier d'accepter le pontificat; six autres, qui étaient au château Saint-Ange, se rendirent ensuite le même jour auprès de lui, et tous ensemble ils réitérèrent encore son élection pour plus de sûreté, après quoi le nouveau pape fut intronisé, et prit le nom d'Urbain VI. Il fit pendant la semaine suivante, qui était la semaine sainte, plusieurs cérémonies pontificales où tous les cardinaux l'accompagnèrent. Enfin, le jour de Pâques, 18 avril, il fut couronné solennellement en présence d'une foule immense de peuple, et les seize cardinaux assistèrent encore à cette cérémonie; car ceux que la peur avait fait sortir de Rome y étaient rentrés. Ils écrivirent le lendemain aux six cardinaux restés à Avignon une lettre souscrite par eux tous, où ils déclaraient qu'ils avaient élu librement et unanimement pour pape l'archevêque de Bari, qui avait été ensuite intronisé sous le nom d'Urbain, et les cardinaux d'Avignon dans leur réponse le reconnurent comme souverain pontife. Il fut également reconnu par le cardinal d'Amiens, qui revint peu de jours après de sa légation de Toscane. Ainsi, l'élection du nouveau pape fut expressément ratifiée par les vingt-trois cardinaux qui composaient alors le sacré collège (1).

Urbain VI, nommé auparavant Barthélemi Prignano,

(1) Theod. Niem. — S. Anton. *Chron.* — Rainald.



né à Naples d'une famille noble, s'était rendu célèbre comme canoniste, et avait rempli successivement plusieurs charges importantes à la cour de Rome, en sorte qu'il avait acquis une grande habileté dans les affaires. Il était d'ailleurs recommandable par sa vertu, par sa piété, sa vie austère et son zèle contre la simonie et l'incontinence des clercs. Mais il avait une roideur de caractère et une sévérité quelquefois outrée qui indisposèrent bientôt les esprits, et eurent enfin des suites déplorables. Dès le lendemain de son couronnement, il fit publiquement des reproches aux évêques qui se trouvaient à sa cour, et les traita de parjures pour avoir abandonné leurs églises. Le lundi suivant, dans un consistoire public, il fit un discours où prenant pour texte l'évangile du bon pasteur, il s'éleva sans ménagement contre le luxe, la cupidité et la vie mondaine des cardinaux et des prélats. Vers le même temps, comme un collecteur des revenus de la chambre apostolique lui apportait l'argent recueilli dans une province, il lui dit ces paroles de saint Pierre : Ton argent périsse avec toi. C'étaient presque tous les jours des scènes semblables, où il entraît plus de zèle que de discrétion et de prudence.

Vers la fin de mai, tous les cardinaux, à l'exception des quatre Italiens, sortirent de Rome sous prétexte des chaleurs de l'été, et manifestèrent bientôt l'intention de procéder contre Urbain VI; car ils prétendaient que son élection était nulle comme ayant été faite par violence, et qu'ils n'avaient recouvré leur liberté que depuis leur sortie de Rome. Ils avaient refusé constamment, malgré ses instances, de lui faire remettre le château Saint-Ange, dont le gouverneur, gentilhomme français, ne voulait le rendre que sur un ordre de leur part; et ce qui achevait de révéler clairement leurs dispositions, c'est que le cameringue de l'Église romaine, Pierre de Cros, archevêque d'Arles, en allant les rejoindre avec beaucoup d'autres prélats, fit emporter les ornemens de la chapelle

pontificale. Ils continuèrent néanmoins durant quelque temps à le reconnaître ou du moins à le traiter comme pape, et à le nommer dans les prières publiques. Le pape, informé de leur projet, se repentit, mais trop tard, de les avoir laissé partir, et dans l'espérance de les regagner ou de les contenir, il se rendit à Tivoli, presque à égale distance de Rome et d'Anagni. Mais les cardinaux, pour se mettre en sûreté, firent venir un corps de troupes françaises que le pape Grégoire avait laissées à Viterbe. Les Romains ayant voulu s'opposer au passage de ces troupes, furent battus, et perdirent environ cinq cents hommes tués et un grand nombre de prisonniers. Ils se vengèrent de cette défaite sur les étrangers de la cour du pape, principalement sur les Français, sans distinction d'âge, ni de sexe, ni de condition, en sorte que plusieurs furent tués, leurs biens pillés, et quelques évêques même mis en prison.

Cependant les cardinaux, pour préparer les esprits à leur projet, envoyèrent des députés au roi de France avec des lettres adressées à l'université de Paris, en date du 15 juillet, et cinq jours plus tard ils invitèrent les cardinaux italiens à venir les joindre pour procéder à une nouvelle élection; après quoi ils firent sommer juridiquement le pape Urbain de renoncer au pontificat. Ils lui donnaient toutefois l'espérance de recouvrer cette dignité par une élection libre et canonique. Mais Urbain ne voulut pas en courir le hasard. Les cardinaux publièrent donc, le 9 août, une déclaration solennelle adressée à tous les fidèles, où ils racontaient les violences des Romains pendant le conclave, et ajoutaient que pour éviter le péril de mort, ils avaient élu l'archevêque de Bari, dans la persuasion que sa conscience l'engagerait à ne pas accepter le pontificat; « mais, poursuivaient-ils, son ambition l'a fait consentir à cette élection, quoique nulle de plein droit, et la même crainte durant toujours, il s'est fait introniser et couronner. C'est pour-

quoi, après l'avoir averti plusieurs fois secrètement, et par des lettres patentes, nous dénonçons cet usurpateur anathématisé, comme intrus dans le pontificat, et vous exhortons à ne lui obéir ni adhérer en aucune manière.» Cette déclaration fut signée par douze cardinaux, savoir onze Français, et Pierre de Lune, Espagnol. Ils quittèrent ensuite Anagni vers la fin d'août pour se rendre à Fondi dans la Campanie, où trois cardinaux italiens vinrent les rejoindre. Le quatrième, c'est-à-dire le cardinal de Saint-Pierre, était retenu à Rome par une maladie dont il mourut. On prétend que ces trois cardinaux italiens, qui avaient déjà quitté depuis quelque temps le parti d'Urbain, mais qui n'avaient pu tomber d'accord avec les Français sur les mesures à prendre, furent déterminés à venir à Fondi par l'espoir du pontificat, qui fut, dit-on, promis secrètement à chacun d'eux par le cardinal d'Amiens. Quoi qu'il en soit, les cardinaux s'assemblèrent dans le palais du comte de Fondi, et le 20 septembre ils élurent comme pape le cardinal Robert de Genève, qui prit le nom de Clément VII. Il avait été chanoine de Paris, puis évêque de Téroüane et ensuite de Cambrai. Il n'avait encore que trente-six ans ; mais sa jeunesse même et surtout sa noblesse le firent considérer comme plus propre que tout autre à soutenir ses prétentions contre le pape Urbain ; car il était parent ou allié de presque tous les grands princes chrétiens, ce qui faisait espérer d'obtenir plus facilement leur adhésion.

Le nouveau pape et les cardinaux s'empressèrent de faire connaître cette élection au roi Charles V. Ce prince avait déjà reçu, comme on l'a vu, des envoyés qui lui attestèrent les violences commises par les Romains, et le prièrent de la part des cardinaux de se déclarer pour eux contre l'archevêque de Bari. Il avait assemblé en conséquence un grand nombre de prélats et de docteurs en théologie, pour délibérer sur cette affaire, et d'après leur avis, voulant procéder avec toute la matu-

rité possible, il avait cru devoir suspendre sa détermination. Ensuite, un secrétaire qu'il avait envoyé aux cardinaux lui rapporta de leur part des lettres patentes, qu'il permit de publier ; mais il différa encore de se déclarer. Enfin, ayant reçu les lettres de Clément VII, il assembla les prélats, le clergé et les seigneurs, et leur fit prêter serment de lui donner conseil suivant leur conscience, et sans favoriser personne ; après quoi, tous ayant jugé que l'élection de Clément était seule canonique, il se détermina, le 13 novembre, à le reconnaître pour pape. Les lettres au roi de France furent portées par Jean de Cros, cardinal évêque de Palestrine, qui affirma par serment sur l'Eucharistie, que l'élection d'Urbain n'avait pas été libre. D'autres cardinaux furent envoyés dans le même but à l'empereur, au roi d'Angleterre et aux autres princes chrétiens, et Clément, pour en avoir toujours auprès de lui un nombre suffisant, fit aux quatre-temps du mois de décembre une promotion de six nouveaux cardinaux, parmi lesquels on remarque l'archevêque de Cosenza, qui, bien que parent d'Urbain VI, avait abandonné son parti. Les cardinaux qui étaient restés à Avignon ayant reçu la protestation de ceux d'Anagni contre l'élection de l'archevêque de Bari, l'avaient aussi abandonné pour s'attacher à Clément. L'université de Paris, malgré la déclaration du roi et des prélats, demeura quelque temps encore fidèle au parti d'Urbain, qui l'en remercia et l'exhorta à la persévérance ; mais à la fin de mai 1379, elle déclara reconnaître Clément pour vrai pape. Toutefois, des quatre nations dont se composait la faculté des arts, il y en eut deux, celles de Picardie et d'Angleterre, qui gardèrent la neutralité ; les deux autres, savoir celles de France et de Normandie, se conformèrent aux facultés de théologie, de droit et de médecine.

Le pape Urbain se voyant abandonné de tous les cardinaux et d'une partie des officiers, en fut affligé jus-

qu'à verser des larmes, et reconnut, mais trop tard, l'imprudence de sa conduite. Il s'empressa, pour s'assurer la protection de l'empereur, de confirmer l'élection de Wenceslas, fils de Charles IV, qui l'avait fait élire depuis deux ans à force d'argent comme roi des Romains. L'empereur Charles mourut peu de temps après, au mois de novembre 1378, et Wenceslas demeura comme lui attaché au pape Urbain. Celui-ci s'empressa également de faire la paix avec les Florentins, et de lever les censures prononcées contre eux. Il n'eut pas les mêmes ménagemens pour la reine de Naples, qui, non contente de se déclarer en sa faveur, lui avait envoyé des secours. Il la traita avec si peu d'égards qu'elle ne tarda pas à l'abandonner. Mais comme il était Napolitain, il croyait pouvoir à ce titre compter sur l'attachement du peuple, dont la plus grande partie, en effet, lui demeura fidèle. Il fit aux quatre-temps de septembre une promotion de vingt-neuf cardinaux qu'il choisit dans les différentes nations, pour avoir ainsi partout des soutiens de son parti; et on remarque dans ce nombre plusieurs Français qui acceptèrent cette dignité, entre autres Philippe d'Alençon, prince du sang royal de France. Mais il y eut trois des sujets nommés qui la refusèrent. Le pape Urbain publia ensuite, au mois de novembre, une bulle par laquelle il déclarait excommuniés et privés de toute dignité spirituelle ou temporelle, avec toutes les autres clauses alors en usage, le pape Clément, les cardinaux qui l'avaient élu, et plusieurs prélats ou seigneurs qui avaient favorisé l'élection. Il écrivit quelque temps après aux trois cardinaux italiens pour essayer de les ramener; car, bien qu'ils l'eussent abandonné, ils n'avaient pas cru devoir s'attacher à Clément. Mais ils répondirent, comme ils l'avaient déjà déclaré aux Français dès les commencemens, qu'ils jugeaient nécessaire un concile général pour mettre fin au schisme, et qu'en attendant leur intention était de demeurer neutres.



Le parti d'Urbain fut soutenu par sainte Catherine de Sienne, avec toute l'énergie et l'activité du zèle le plus ardent pour la paix de l'Église. Ses talens et sa réputation de sainteté engagèrent le pape Urbain à la faire venir à Rome, mais parce que différentes personnes se scandalisaient de ses fréquens voyages, elle demanda avant de partir que l'ordre lui en fût donné par écrit. Lorsqu'elle fut arrivée, elle fit aux cardinaux, d'après le vœu du pape, une vive exhortation pour les engager à lui demeurer fidèles. Il voulut ensuite l'envoyer auprès de la reine de Naples, et comme son confesseur témoignait craindre qu'elle ne fût exposée à quelque insulte, elle répondit : Si sainte Agnès et sainte Marguerite avaient ainsi pensé, elles n'auraient jamais gagné la couronne du martyre. Toutefois, cette considération déterminait le pape à renoncer à son projet. Catherine demeura à Rome, où l'on attribua à ses prières deux avantages considérables que le parti d'Urbain remporta en un même jour, le 30 avril 1379, savoir la réduction du château Saint-Ange, et une victoire sur un corps de troupes françaises qui tenaient la campagne pour le parti de Clément. Elle écrivit aussi de tous côtés des lettres éloquentes en faveur d'Urbain, spécialement aux cardinaux italiens, à la reine de Naples et au roi de France. Elle parlait avec peu de ménagement des cardinaux clémentins, jusqu'à les traiter d'impies, de séducteurs et de démons incarnés ; du reste, elle combattait leur protestation en représentant qu'ils avaient reconnu pendant trois mois le pape Urbain, qu'ils lui avaient demandé et en avaient reçu des bénéfices, qu'ils l'avaient fait reconnaître par tous les fidèles, et qu'enfin ils n'avaient songé à s'en séparer qu'au moment où ils l'avaient vu décidé à ne pas souffrir leurs désordres. Elle ajoutait surtout qu'il était honteux pour eux, qui devaient être disposés à verser leur sang pour l'Église, d'avouer que la crainte d'un péril quelconque les avait portés à



reconnaître et à proclamer comme vicaire de Jésus-Christ un homme à qui ce titre n'aurait pas été dû. Ces raisons ne manquaient pas de solidité ; mais elles servaient bien plus à montrer la faute des cardinaux que la validité de l'élection d'Urbain. Sainte Catherine de Sienne mourut le 29 avril 1380, âgée seulement de trente-trois ans, et fut canonisée quatre-vingts ans après par le pape Pie II. Elle a laissé, outre un grand nombre de lettres, un traité spirituel contenant ses révélations. Pierre d'Aragon, franciscain célèbre, écrivit aussi au roi Charles pour établir les droits d'Urbain ; mais il n'en donnait guère d'autre preuve que des révélations qu'il prétendait lui avoir été faites.

Le pape Clément ne se croyant pas en sûreté à Fondi, se rendit à Naples, où il fut si mal reçu du peuple, qu'il fut obligé de se retirer avec ses cardinaux dans le château de l'OEuf, qu'habitait la reine. Ensuite, ayant appris qu'Urbain travaillait à le faire prendre et venait de publier une croisade avec l'indulgence de la Terre sainte contre lui et ses adhérents, il s'embarqua au mois de mai 1379 pour se rendre à Avignon, et se mettre ainsi sous la protection du roi de France. Ce prince appuya par ses démarches les nonces que Clément avait envoyés aux différens princes chrétiens ; mais plusieurs ne voulurent pas même les recevoir. Henri, roi de Castille, mourut vers le même temps sans avoir embrassé aucun parti, et Jean, son fils, avant de se déterminer voulut avoir des informations précises, et envoya pour cet effet des ambassadeurs à Avignon et à Rome, puis l'année suivante, au mois de novembre, il tint une assemblée solennelle pour entendre leur rapport ainsi que les raisons des deux papes. L'évêque de Faenza, envoyé par Urbain, fit un discours où il s'efforçait de montrer que l'élection de ce pape avait été faite et ratifiée librement, après quoi on fit lecture d'un mémoire remis par Urbain aux députés du roi, et dans lequel les circonstances de son

élection sont rapportées à peu près telles que nous les avons présentées d'après le récit ordinaire des historiens. D'un autre côté, le cardinal Pierre de Lune, envoyé de Clément, remit la protestation des cardinaux d'Anagni, contenant un exposé qui tendait à établir le défaut de liberté. Enfin, après de longs débats où furent examinées toutes les pièces produites et toutes les dépositions des témoins, le roi de Castille publia, au mois de mai 1381, sa déclaration par laquelle il rejetait l'archevêque de Bari comme intrus dans le saint-siège, et reconnaissait Clément comme pape légitime. Le pape Urbain ayant appris cette déclaration, procéda aussitôt contre le roi de Castille, et l'ayant cité inutilement à comparaître, il publia au mois de mars 1382 une bulle foudroyante par laquelle, attendu que ce prince, après lui avoir promis obéissance, avait abandonné l'Église romaine pour adhérer à l'antipape, il l'excommuniait comme schismatique, apostat et criminel de lèse-majesté, et en conséquence le privait de tout honneur et de tout droit, le déposait du trône, et le déclarait infâme, et sa personne exposée à tous les fidèles, avec autorisation de le prendre pour l'envoyer au saint-siège ou le renfermer dans une étroite prison, et défense à toute personne, sous peine d'excommunication et d'interdit, de lui obéir, de lui payer tribut, de lui rendre aucun service, de lui fournir des vivres ou même de lui donner retraite. Enfin, il accordait les indulgences de la croisade à quiconque prendrait les armes contre lui. Mais, comme on le pense bien, toutes ces mesures de la part d'un pape dont le pouvoir était contesté, et au moins douteux, produisirent peu d'effet.

Le roi d'Aragon, Pierre le Cérémonieux, malgré les démarches faites auprès de lui par les deux papes, garda une sorte de neutralité, et la fit observer par ses sujets. Toutes les instances du cardinal Pierre de Lune n'aboutirent qu'à faire ordonner des enquêtes et des informa-

tions qui n'eurent aucune suite. Mais ce prince étant mort au commencement de l'an 1387, après un règne de cinquante ans, Jean, son fils et son successeur, se déclara aussitôt en faveur de Clément. Charles le Noble, qui succéda dans le même temps sur le trône de Navarre à son père Charles le Mauvais, prit bientôt après la même détermination, en sorte que toute l'Espagne, excepté le Portugal, s'attacha enfin au pape Clément, qui fut aussi reconnu dans les royaumes de Chypre et d'Écosse, dans les états d'Autriche, de Savoie, de Rhodes et en quelques autres provinces. Mais Urbain conserva dans son obéissance la plus grande partie de l'Italie et de l'Allemagne, la Bohême, la Hongrie, l'Angleterre et les royaumes du Nord. Cette division, qui dura près de quarante ans, produisit des maux innombrables. Les deux papes s'excommuniaient réciproquement avec toutes les formules d'injures et de malédictions en usage contre les hérétiques, et prodiguaient de même les censures et les autres mesures de rigueur contre les princes et les prélats du parti opposé ; ce qui eut pour effet d'affaiblir l'autorité du saint-siège, et de faire mépriser peu à peu les censures. Le pape Clément, excommunié et déposé par une bulle d'Urbain, publia de son côté une sentence contre lui ; et pour appuyer les censures par la force matérielle, il envoya des troupes en Italie à ceux qui tenaient son parti. Le pillage, les incendies et les désordres de tout genre furent les suites de cette guerre. On ruina plusieurs villes, châteaux et villages, dans le royaume de Naples, dans la Campanie et la Toscane, et on n'épargna pas même les églises et les monastères. Plusieurs prélats et d'autres clercs du parti d'Urbain ayant été pris par les clémentins, subirent toute sorte d'outrages ; et quelques-uns même furent noyés, brûlés ou tués d'une autre manière. Ceux du parti de Clément n'étaient guère mieux traités par Urbain. Il les persécuta si cruellement dans leur personne et dans leurs biens, qu'ils furent obligés d

recourir à Clément pour en obtenir des moyens de subsistance, et comme le peu d'étendue de son obéissance ne lui permettait pas de satisfaire à toutes les demandes, un grand nombre de prélats qui avaient joui d'une brillante fortune se trouvèrent réduits à la misère. Leur exemple en effraya beaucoup d'autres, qui, pour se conserver dans leur premier état ou pour obtenir de nouvelles faveurs, prirent le parti de reconnaître Urbain, quoique persuadés que son élection n'était pas légitime. D'autres cherchaient à se procurer de part et d'autre des prélatures et des bénéfices, et s'attachaient tour à tour à celui qui leur en donnait le plus. Enfin, plusieurs vendirent leur obéissance à prix d'argent, afin d'obtenir des bénéfices pour eux ou pour leurs parens, de sorte qu'une foule de sujets notoirement indignes furent ainsi élevés par simonie aux dignités de l'Église. Il arriva même souvent que deux évêques d'obéissance différente se disputaient le même siège par les armes, et quelquefois les papes permirent de vendre l'argenterie des églises pour payer les troupes. Cependant il y eut dans les deux partis non-seulement un grand nombre de personnes vertueuses qui purent se sauver par la bonne foi, mais plusieurs même dont la sainteté se manifesta par des miracles; et, ce qu'il faut bien remarquer, c'est que les fidèles des deux obédiences restaient unis au même centre, c'est à-dire au siège pontifical, dont ils reconnaissaient également la suprématie, et quoique partagés d'opinion sur les droits obscurs de plusieurs papes douteux, tous étaient d'accord sur la nécessité d'obéir à celui dont les droits seraient reconnus incontestables; d'où il suit qu'au milieu de ces dissentimens, l'unité de l'Église subsistait par la force des principes, comme elle subsiste pendant la vacance du saint-siège.

Le pape Urbain ne manqua pas de procéder contre la reine de Naples, qui avait abandonné son parti, et publia une sentence par laquelle il la déclarait schisma-

tique, hérétique et criminelle de lèse-majesté, et en conséquence la déposait du royaume avec toutes les clauses qu'on a vues employées contre le roi de Castille. Ensuite il offrit la couronne à Charles de Duras, frère du roi de Hongrie; et pour lui donner les moyens de soutenir la guerre, il fit vendre à Rome et en d'autres endroits les terres des églises et des monastères, et convertir en monnaie les croix, les images des saints, et jusqu'aux calices d'or et d'argent. Il profita en même temps de la circonstance pour donner à son neveu François Prignano, jeune homme sans mérite et de mœurs dissolues, la principauté de Capoue, le duché d'Amalfi et plusieurs autres seigneuries. Tel est le détachement que montrait ce pontife, dont les partisans publiaient toutefois qu'il n'avait été abandonné par les cardinaux que pour avoir voulu réprimer leur cupidité. La reine Jeanne cherchant un soutien contre Charles de Duras, adopta pour son fils et son héritier Louis, duc d'Anjou et frère du roi de France; car, bien qu'elle en fût à son quatrième mari, elle n'avait point d'enfant. Le pape Clément confirma le traité au nom du saint-siège, dont le royaume de Naples était feudataire, et la reine pressa Louis de se rendre promptement en Italie. Mais la mort du roi Charles V, arrivée sur ces entrefaites, fit différer l'entreprise. Ce roi, également distingué par sa piété, sa bienfaisance et son habileté, mourut le 16 septembre 1380, âgé seulement de quarante-trois ans. Il avait rétabli l'ordre dans le royaume et reconquis tout ce que les Anglais avaient enlevé à la France sous les règnes précédens. On a une preuve de sa délicatesse de conscience et de la droiture de ses intentions, dans une déclaration solennelle datée du jour même de sa mort, où il proteste qu'il a embrassé le parti du pape Clément sans aucun motif humain, d'après l'avis des prélats et surtout d'après les lettres des cardinaux, à qui appartient l'élection du pape, et qui peuvent mieux que toutes autres personnes savoir et attester



comment elle a été faite ; mais qu'il est dans la disposition de s'en tenir au jugement de l'Église universelle, ; soit qu'elle prononce dans un concile général ou de toute autre manière. Charles V laissa deux fils encore fort jeunes, dont l'aîné lui succéda sous le nom de Charles VI et le second fut duc d'Orléans. Il laissait aussi trois frères, Louis, duc d'Anjou, appelé à la couronne de Naples ; Jean, duc de Berry, et Philippe, duc de Bourgogne. Le premier, en qualité d'aîné, fut investi de la régence pendant la minorité du roi, ce qui lui servit à amasser de grandes sommes pour son expédition de Naples.

Cependant Charles de Duras entra en Italie et se rendit à Rome, où il reçut du pape Urbain, au mois de juin 1381, l'investiture du royaume de Naples, moyennant certaines conditions, dont l'une était de remettre au neveu de ce pape, à titre de fief perpétuel, la principauté de Capoue, et les autres seigneuries dont la concession lui avait été faite. Ensuite il marcha vers Naples, dont le peuple lui ouvrit les portes, et la reine, bloquée dans le château de l'OEuf, fut obligée bientôt après de se rendre à discrétion. Deux cardinaux et d'autres prélats du parti de Clément furent accablés d'outrages et jetés dans d'étroites prisons, où quelques-uns moururent de misère. Otton de Brunswick, mari de la reine, fut aussi fait prisonnier dans un combat, et Charles demeura maître du royaume. Ayant appris l'année suivante que Louis d'Anjou se disposait à venir l'attaquer, il fit étrangler la reine Jeanne, le 22 mai 1382, dans un château de l'Abruzzi, où il la tenait renfermée. La mort de cette reine jeta le découragement et la défection parmi ceux qui lui étaient encore attachés et qui avaient pris le parti du duc d'Anjou. Toutefois celui-ci, qui était alors à Avignon, à la tête d'une nombreuse armée, marcha en Italie accompagné du comte de Savoie, à qui il donna la principauté de Piémont, et s'avança rapidement par les plaines de la Lombardie et de la Toscane jusque dans le royaume



de Naples. Le pape Urbain publia une croisade contre lui, avec l'indulgence plénière pour tous ceux qui serviraient en cette guerre pendant quatre mois, et ordonna aux évêques du royaume d'exhorter les fidèles à prendre les armes pour la défense de l'Église romaine contre les schismatiques. De son côté, Charles de Duras, évitant d'en venir à une bataille décisive, se contenta de manœuvrer habilement pour harceler l'armée française et lui couper les vivres. Ce plan lui réussit, et le duc d'Anjou après avoir consumé inutilement ses trésors, vit la contagion envahir ses troupes à la suite de la famine, et mourut lui-même de maladie et de chagrin le 20 septembre 1384. Louis, son fils aîné, à peine âgé de sept ans, lui succéda au titre de roi de Naples et au comté de Provence sous la conduite de sa mère Marie de Bretagne. C'est ainsi qu'échoua cette expédition, pour laquelle le pape Clément avait épuisé en quelque sorte les églises de France.

Le pape Urbain fit prêcher en 1383 deux croisades en Angleterre, l'une contre le roi de Castille, et l'autre contre la France et le pape Clément. Le duc de Lancastre, qui prétendait au royaume de Castille, fut déclaré chef de la première; mais au lieu d'aller en Espagne, il fut obligé de faire la guerre en Écosse. Le chef de la seconde fut Henri Spencer, évêque de Norwich; il obtint pour cette croisade une décime sur toutes les églises d'Angleterre, et leva ainsi une nombreuse armée. Les Anglais, excités par leur antipathie contre la France, saisirent avidement le prétexte de la religion pour se venger de leurs défaites et recouvrer ce qu'ils avaient perdu. Tout le monde s'épuisa pour ce qu'on appelait cette bonne œuvre, et les dames anglaises prodiguèrent jusqu'à leurs pierreries. Tant de préparatifs produisirent néanmoins peu d'effet. L'évêque de Norwich, après son débarquement à Calais, tourna d'abord ses attaques contre les Flamands, quoique attachés au parti d'Urbain, et ne se

trouvant pas en état de résister à une armée française venue à leur secours, il fut trop heureux d'obtenir la liberté de revenir en Angleterre avec ses troupes (1).

Cette croisade fournit à Wiclef une occasion et un prétexte pour déclamer avec un redoublement de violence contre l'autorité pontificale. Il publia à ce sujet un ouvrage plein d'invectives odieuses, où il traitait les deux papes d'antechrist, reprochait à Urbain de profaner la croix en la faisant servir de signe de discorde entre les chrétiens, pour soutenir sa domination, et demandait pourquoi ce pontife n'accordait pas une indulgence plénière à tous les hommes, moyennant qu'ils vivaient en paix, au lieu de la leur accorder pour se battre et se détruire. On conçoit l'effet que devaient produire ces déclamations violentes sur la multitude, déjà soulevée par tant d'autres maximes séditieuses. Un disciple de Wiclef, nommé Jean Vallée et prêtre comme lui, parcourait depuis plus de vingt ans les villages, et soufflait parmi le peuple l'esprit de révolte contre le clergé et contre les seigneurs. Il fut excommunié et mis en prison plusieurs fois par ordre de l'archevêque de Cantorbéry; mais il n'était pas plus tôt mis en liberté qu'il recommençait ses courses et ses prédications. Il flattait surtout le peuple en prêchant contre les dîmes et la servitude. Il ne cessait de répéter que les dîmes et les oblations ne devaient être données que par ceux qui étaient plus riches et moins vertueux que celui qui les recevait. Un jour il prit pour texte de son discours ce proverbe anglais : Quand Adam labourait et qu'Ève filait, qui était le plus noble? et prétendant montrer par là que tous les hommes sont égaux, et que Dieu n'a créé ni nobles ni serfs, il exhorta le peuple à se soulever pour recouvrer sa liberté et se défaire des seigneurs, de leurs justiciers et de tous ceux qui l'opprimaient. La multitude enchantée de ces dis-

(1) Walsingh. — Froiss. — Theod. Niem. — Rain.

cours se mit à crier : Jean sera notre archevêque et le chancelier du royaume ; celui qui occupe ces places est un traître ; c'est l'ennemi du peuple et des communes. Il faut lui couper la tête. L'émeute commença dans la province d'Essex, et les paysans, réunis bientôt au nombre de cinq mille, armés de massues, de haches ou d'épées, se mirent en marche, et dans tous les villages sur leur route ils faisaient dire aux habitans de se joindre à eux, ou qu'autrement ils brûleraient leurs maisons. La troupe augmenta si rapidement qu'ils étaient plus de deux cent mille quand ils arrivèrent à Londres. Ils y entrèrent le jour de la Fête-Dieu 1381, et s'introduisirent dans la tour, où le roi s'était retiré avec l'archevêque de Cantorbéry et le grand prieur des hospitaliers, qui était trésorier du royaume et non moins détesté que le prélat. Celui-ci était dans la chapelle, où il venait de dire la messe et faisait son action de grâces. Les séditeux y pénétrèrent en criant : Où est ce traître et ce voleur ? puis l'ayant traîné hors des portes de la tour, ils le resserrèrent au milieu de leurs épées nues, et le frappèrent de plusieurs coups dont le dernier lui abattit la tête. Ils tuèrent de même le grand prieur ; après quoi ils mirent les têtes au bout de deux piques et les portèrent par les rues. Le roi, pour dissiper ces furieux, leur promit tout ce qu'ils voulurent ; mais ensuite il en fit punir plusieurs, entre autres Jean Vallée, qui fut pendu et écartelé comme coupable de haute trahison.

Wiclef, premier auteur de ces désordres, adressa l'année suivante au parlement un mémoire ou pétition, où il demandait l'adoption des propositions suivantes : Le roi ou le royaume ne doit être soumis à aucun siège ou prélat, jusqu'à ce qu'on ait montré le contraire dans l'Écriture sainte ; on ne doit envoyer de l'argent ni à la cour de Rome, ni à celle d'Avignon, c'est-à-dire à une cour étrangère, à moins qu'on ne prouve aussi par l'Écriture cette obligation ; autrement ceux qui exigent ce

tribut doivent être regardés comme des loups ravissans. Personne, ni cardinal ni de tout autre rang, ne doit percevoir les fruits d'aucun bénéfice en Angleterre, s'il n'y réside ou n'est occupé utilement pour le royaume, au jugement des seigneurs. Le peuple ne doit pas être chargé d'impôts avant qu'on ait épuisé tous les biens du clergé, qui sont le patrimoine des pauvres et qui doivent être employés pour leurs besoins. Quand les évêques ou les curés tombent manifestement dans le péché, le roi peut et doit confisquer leur temporel. Le roi ne peut employer ni curé ni évêque à aucune fonction séculière ; autrement il devient comme eux traître à Jésus-Christ. On ne doit emprisonner personne pour l'obliger à se faire absoudre de l'excommunication. Wiclef publia dans le même temps d'autres erreurs sur les sacrements, notamment contre la présence réelle de Jésus-Christ dans l'eucharistie, et ses disciples les prêchèrent publiquement dans les provinces, malgré les défenses des curés et des évêques ; car ils étaient soutenus et protégés par la multitude ; en sorte que l'évêque de Lincoln ayant interdit la prédication à Wiclef et voulant procéder contre lui, le peuple furieux montra des dispositions si menaçantes, que ce prélat n'osa en venir à l'exécution.

Cependant Guillaume de Courtenay, archevêque de Cantorbéry, prit des mesures pour réprimer ces erreurs, et tint, au mois de mai 1382, un concile à Londres, où l'on condamna comme hérétiques dix propositions contre la transsubstantiation et la présence réelle ; contre la nécessité de la confession, contre l'institution divine de la messe, contre la validité des sacrements administrés par des évêques ou des prêtres en état de péché mortel, contre le pouvoir du pape et contre les possessions temporelles du clergé. Une de ces propositions portait qu'après Urbain VI il ne fallait plus reconnaître de pape, mais vivre comme les Grecs, chacun sous ses propres lois. D'autres articles, au nombre de quatorze, furent

condamnés comme erronés : ils attaquaient pour la plupart les censures et les ordres religieux. On remarque entre autres ceux-ci : Tout prélat excommuniant un clerc qui a formé appel au roi ou au parlement, devient par cela même traître à Dieu, au roi et à l'état. Ceux qui cessent de prêcher ou d'entendre la prédication, à cause de l'excommunication des hommes, seront condamnés au jour du jugement comme traîtres envers Dieu. Les seigneurs laïques peuvent à leur discrétion ôter les biens temporels aux ecclésiastiques pécheurs d'habitude, et les peuples peuvent aussi corriger à discrétion les seigneurs qui pèchent. Celui qui est en péché mortel n'est ni seigneur temporel, ni évêque, ni prélat. Tous les religieux, mendiants ou autres, sont retranchés de la société chrétienne, et celui qui fait l'aumône à un religieux mendiant devient aussi excommunié. Plusieurs disciples de Wiclef furent cités devant le concile pour avoir prêché ces erreurs, et il fut lui-même obligé d'y comparaître et de signer une rétractation, suivant la formule qui lui fut prescrite ; car le roi avait donné pouvoir aux évêques de faire arrêter et retenir en prison tous ceux qui enseigneraient ces erreurs. Mais cet hypocrite sectaire, malgré son abjuration extérieure, ne renonça pas à sa doctrine, et retiré dans sa cure de Luthelworth, il se livra tout entier à la composition de son principal ouvrage, intitulé Trialogue, où il poussa l'hérésie et l'impiété plus loin qu'il n'avait encore osé le faire. Il mourut peu de temps après, selon les uns en 1384, et selon d'autres en 1387. On remarque qu'il fut frappé d'apoplexie le jour de Saint-Thomas de Cantorbéry, et qu'il mourut le jour de Saint-Sylvestre, ce qui fut regardé comme une punition des blasphèmes qu'il vomissait particulièrement contre ces deux saints. Il avait publié un grand nombre d'écrits pour la défense de ses erreurs, et une version anglaise de toute la Bible avec une préface, où il exposait, suivant ses idées, la manière d'étudier et d'entendre



l'Écriture sainte. On trouve à ce sujet la réflexion suivante dans Kington, auteur du même temps : Il est arrivé de là que les femmes citent l'Écriture plus souvent que ne le faisaient les clercs, et la perle évangélique, foulée aux pieds des pourceaux, devient le jouet de l'ignorance et de l'impiété.

Le pape Urbain ne tarda pas à se brouiller avec Charles de Duras. Comme il trouvait que ce prince différait trop de mettre son neveu, François Prignano, en possession de ses duchés, il résolut, malgré les représentations de plusieurs cardinaux, de se rendre au mois d'octobre 1383, dans le royaume de Naples, où il fut reçu avec les honneurs accoutumés, mais il s'aperçut bientôt qu'il était en quelque sorte prisonnier ; car on le fit garder à vue dans le château où il était logé. Il fut ensuite remis en liberté et le roi lui fit des excuses ; mais la réconciliation dura peu. François Prignano, surnommé Batille, neveu du pape, enleva par force une religieuse de Sainte-Claire, la retint quelques jours chez lui et la déshonora. Ce rapt sacrilège révoltant toute la ville, le roi fit citer le coupable, qui, n'ayant point comparu, fut condamné par contumace à perdre la tête. Le pape s'en plaignit, et prétendit qu'étant souverain du royaume, on ne pouvait, en sa présence, condamner à mort un seigneur investi d'un grand fief. Ainsi la sentence ne fut point exécutée ; le crime demeura impuni, et l'on convint que Batille épouserait une parente du roi, moyennant quoi celui-ci lui donna la ville de Nocera. Le pape, toujours mécontent, se retira l'année suivante dans cette ville, et comme il fit dire au roi de diminuer les impôts s'il voulait conserver son amitié ; Charles de Duras répondit en colère : J'ai conquis le royaume ; ce n'est pas au pape à le gouverner ; qu'il commande aux prêtres. Depuis ce moment la rupture fut complète. Le pape publia cette même année 1384, pour restreindre les privilèges des religieux, une bulle



par laquelle il leur défend de recevoir les paroissiens à l'office divin les jours de dimanches et de fêtes, de les admettre à la pénitence sans la permission des curés, de faire des sermons dans leurs églises avant la messe paroissiale, ni de prêcher dans les autres sans y être invités ou du moins sans permission.

Cependant les cardinaux, craignant pour leur sûreté, prièrent le pape de s'accommoder avec le roi ou de sortir du royaume. Mais il ne tint pas compte de leurs représentations. Alors plusieurs cardinaux qui depuis longtemps étaient en opposition avec lui, consultèrent un jurisconsulte nommé Bartolin, sur la question suivante : Si un pape incapable de gouverner et voulant tout faire à sa fantaisie, mettait l'Eglise en péril par sa mauvaise conduite, serait-il permis de lui donner un curateur par le choix des cardinaux ? On les dénonça au pape, à qui on persuada même qu'ils avaient formé une conspiration ayant pour objet de le faire arrêter dans un consistoire, de le condamner comme hérétique sur la déposition de faux témoins, puis de le faire exécuter et de procéder à une autre élection. Le pape, furieux à cette nouvelle, tint le 11 janvier 1385 un consistoire où il fit arrêter six cardinaux accusés, qu'il remit entre les mains de son neveu avec l'évêque d'Aquila, pour les soumettre à la question, et sur quelques aveux arrachés par la force des tourmens, il les déposa de leur dignité et de leurs bénéfices et confisqua leurs biens. Il ne manqua pas d'attribuer au roi de Naples cette conspiration, dont l'auteur était le cardinal de Rieti, son chancelier. Ayant donc convoqué, le 15 janvier, au château de Nocera, le peuple de la ville et des environs avec tout le clergé de la cour pontificale, il fit un long discours où il dit que les cardinaux prisonniers avaient conspiré contre sa vie, ajoutant qu'il l'avait appris par révélation divine, et ensuite il excommunia ces six cardinaux avec celui de Rieti et tous leurs fauteurs, le roi Charles et la reine Marguerite sa femme ; après

quoi il mit l'interdit sur la ville de Naples, et pour rendre ces censures plus effrayantes, le pape et tout le clergé éteignirent et brisèrent les cierges. Dix jours après il réitéra l'excommunication contre le roi et la reine (1).

Cette mesure produisit une fermentation extraordinaire. Le peuple de Nocera et du voisinage se déclara avec emportement contre les partisans du roi; mais celui-ci envoya aussitôt des troupes qui prirent la ville d'assaut, la brûlèrent avec plusieurs villages d'alentour, et assiégèrent le pape dans le château où il était renfermé. Le siège, commencé au mois de février, dura presque tout l'été. En même temps le clergé de Naples déclara nul l'interdit comme n'ayant pas été porté canoniquement, et le roi ordonna en conséquence, sous des peines sévères, de célébrer l'office divin, et punit rigoureusement ceux qui se prononçaient pour le pape. Cinq cardinaux qui étaient à Naples écrivirent au clergé de Rome une lettre violente où ils déclaraient que le pape Urbain, par sa mauvaise conduite, par son obstination à prolonger le schisme, et surtout par l'arrestation de six cardinaux sans motifs, s'était rendu indigne du pontificat, et qu'il fallait cesser de lui obéir et remédier aux maux de l'Église par la voie d'un concile général ou autrement. Cependant les cardinaux prisonniers étaient plongés dans des cachots infects, où ils avaient à souffrir la faim, la soif, le froid et la vermine. Comme le premier interrogatoire, malgré la rigueur des tortures, n'avait produit que des aveux insignifiants, le pape essaya par tous les moyens de leur faire avouer la conspiration contre sa vie, et promit solennellement de leur pardonner s'ils confessaient leur crime; mais voyant qu'il ne gagnait rien, il résolut de les soumettre une seconde fois à la question. Il en chargea encore son neveu Batille, avec un chevalier rhodien nommé Basile du Levant, ancien pi-

(1) Walsingh. — Theod. Niem. — Rainald.

rate exercé à la cruauté, et qui était entré dans l'ordre de Rhodes non par dévotion, mais pour obtenir un prieuré en Sicile. La seconde question commença par le cardinal de Sangre, qui fut amené les fers aux pieds et tourmenté par trois fois si cruellement, que Thierry de Niem, un des commissaires, lui dit tout bas : Mon père, ne voyez-vous pas qu'on en veut à votre vie ? dites donc quelque chose pour vous tirer de leurs mains. Hélas ! je ne sais que dire, répondit le cardinal, et Thierry dit aux bourreaux : Arrêtez, il m'en a dit assez, mais je veux l'écrire avant d'en faire le rapport. Batille, pendant cette torture, insultait aux souffrances du cardinal par des éclats de rire. Le cardinal de Venise, vieux et infirme, fut livré le lendemain à Basile du Levant, et tourmenté depuis le matin jusqu'à l'heure du dîner ; mais ces cruautés loin de produire l'effet qu'on espérait, ne servirent qu'à augmenter le nombre des ennemis du pape, en sorte que chaque jour quelques-uns de ses courtisans l'abandonnaient pour se rendre auprès du roi de Naples.

Les troupes de ce prince tenaient toujours assiégé le château de Nocera, et il fit publier au mois de mai, dans son armée, que quiconque procurerait ou favoriserait l'évasion du pape serait puni comme rebelle, et que celui qui le livrerait mort ou vif recevrait à l'instant dix mille florins d'or. Le pape, de son côté, prodiguant les censures, se mettait trois ou quatre fois le jour à une fenêtre, avec une clochette et un cierge, pour excommunier l'armée ennemie. Il fit en même temps une constitution qui obligeait tous les chrétiens à trois journées à la ronde de secourir le pape assiégé, et leur accordait les mêmes indulgences que s'ils marchaient à la Terre sainte. Il déclara aussi que les clercs qui blesseraient ou tueraient quelqu'un des assiégeans n'encourraient point l'irrégularité. Enfin il se vit obligé d'implore le secours des Français venus à la suite de Louis d'Anjou. Ils étaient alors sous les ordres du comte de Nole, qui s'était

déclaré contre Charles de Duras, et qui par ce motif n'hésita pas à défendre le pape Urbain contre lui. Il pénétra avec ses troupes, malgré les assiégeans, dans le château de Nocera, et conduisit le pape et sa cour à travers les montagnes jusqu'à Salerne. Comme l'évêque d'Aquila, un des prisonniers, restait en arrière, le pape, croyant qu'il retardait exprès pour s'évader, le fit tellement frapper par les soldats, qu'ils le tuèrent et le laissèrent sans sépulture. Urbain fut délivré de Nocera le 8 août, mais arrivé près de Salerne il courut un autre danger, car les Français de son escorte délibérèrent s'ils le livreraient à Clément. Ils en furent détournés toutefois par le comte de Nole et par les Italiens fidèles à Urbain, qui paya comptant onze mille florins d'or et donna des sûretés pour vingt-six mille. Ensuite il s'embarqua sur des galères que les Génois lui avaient envoyées, se rendit d'abord en Sicile et de là à Gênes, où il arriva le 23 septembre 1385. Il y fit quelques jours après une promotion de plusieurs cardinaux, presque tous Napolitains et de mœurs fort suspectes; il avait offert quelque temps auparavant la dignité de cardinal aux trois archevêques électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, et à quelques autres prélats d'Allemagne, en leur conservant l'administration de leurs églises; mais ils ne jugèrent pas à propos d'accepter ce titre. Le pape Clément fit aussi la même année une promotion de huit cardinaux, après en avoir déjà créé neuf en 1383, de sorte que cette dignité prodiguée ainsi dans les deux obédiences perdit beaucoup de son éclat.

Urbain VI demeura plus d'un an à Gênes, dont le doge avec les principaux citoyens le prièrent, mais inutilement, de faire grâce aux cardinaux prisonniers. Quelques-uns de leurs amis entreprirent de les délivrer, et entrèrent la nuit dans le palais, espérant que plusieurs autres se joindraient à eux pour rompre la prison; mais voyant les gardes et les domestiques se disposer à la résistance,

ils perdirent courage, et prirent la fuite. Les prisonniers furent alors resserrés plus étroitement dans le logis même du pape, à qui les moindres choses faisaient craindre un complot pour leur délivrance. Il fit emprisonner et mettre à la question pour ce sujet plusieurs personnes de sa cour. On découvrit peu de jours après une conspiration formée pour empoisonner le pape; et comme on faisait de rigoureuses poursuites, deux cardinaux s'enfuirent de la cour d'Urbain pour s'attacher à Clément. L'un d'eux était Pile de Prato, archevêque de Ravenne, qui, en passant à Pavie, brûla son chapeau rouge sur la place publique, pour insulter à celui qui le lui avait donné. Cependant Urbain, sur les vives instances du roi d'Angleterre, délivra le cardinal Adam Eston, évêque de Londres, un des prisonniers. Mais voulant enfin quitter Gênes, il se défit des cinq autres au mois de décembre 1386. On raconta diversement leur mort; les uns disaient qu'on les avait jetés dans la mer; d'autres qu'ils avaient été égorgés et enterrés dans une écurie. Urbain partit vers la fin du même mois, et se rendit à Lucques, où il passa l'année suivante. Alors les princes allemands lui envoyèrent des ambassadeurs pour l'exhorter à des négociations avec son concurrent pour l'extinction du schisme, offrant de fournir à tous les frais nécessaires; mais il y était si peu disposé, qu'il publia, le 29 août de cette année 1387, une nouvelle croisade contre Clément et ses adhérens. Celui-ci, au contraire, fit vers le même temps une démarche qui semblait montrer l'intention ou indiquait au moins le seul moyen de mettre un terme à cette déplorable division. Voulant gagner les Florentins, il leur envoya des religieux qui proposèrent en son nom la convocation d'un concile général, avec la promesse, s'il était reconnu pape légitime, de faire Urbain cardinal, et, dans le cas contraire, de se mettre entièrement à sa discrétion.

La même année mourut le bienheureux Pierre de Luxembourg, dont les vertus et les miracles donnèrent



un grand lustre à l'obédience de Clément. Il était fils du comte de Ligni et parent de l'empereur Venceslas. Ayant perdu encore enfant ses père et mère, il fut élevé par les soins d'une tante qui l'envoya de bonne heure à l'université de Paris, où il se fit admirer par sa piété, sa modestie, sa douceur et son ardente charité envers les pauvres. Dès l'âge de treize ans, il fut nommé chanoine de Paris, et devint ensuite archidiaque de Chartres et de Cambrai. Il n'avait que quinze ans lorsque le pape Clément lui donna l'évêché de Metz, dans l'espoir de rattacher ainsi à son obédience ce vaste diocèse, dont une partie s'était déclarée pour le pape Urbain. Dans un âge si tendre, Pierre de Luxembourg se montra par son zèle et sa prudence digne de l'épiscopat. Comme on lui disputa, parce qu'il n'était pas encore sacré, le droit de nommer les officiers de la ville, et qu'une partie du diocèse refusa de le reconnaître, son frère, comte de Saint-Paul, employa la force des armes pour le soutenir, et demanda pour les frais de la guerre une indemnité sur les terres de l'évêché. Mais Pierre, plutôt que de laisser grever son église, abandonna ses biens personnels. Il fut nommé cardinal en 1386, et mourut l'année suivante, âgé seulement de dix-huit ans, mais consumé par ses austérités. Il se fit à son tombeau un grand nombre de miracles qui lui ont fait décerner, en 1527, le titre de bienheureux.

Louis, roi de Hongrie, était mort en 1382, laissant ses royaumes à deux filles encore jeunes, dont l'ainée, Marie, lui succéda sur le trône de Hongrie, et l'autre, nommée Hedwige, sur celui de Pologne. La reine Élisabeth, leur mère, pendant la jeunesse de Marie, prit la conduite du royaume ; elle gouverna si mal que la plupart des seigneurs envoyèrent offrir la couronne à Charles de Duras. En conséquence, il se rendit en Hongrie, et fut couronné solennellement à Albe-Royale, le 31 décembre 1386 ; mais le 5 février suivant il fut assassiné à Bude par ordre de la



reine Élisabeth et en sa présence. Comme il était excommunié, son corps demeura plusieurs années sans sépulture. Le ban ou seigneur de Croatie, pour le venger, fit périr trois mois après la reine Élisabeth, et s'emparant du gouvernement, il mit la reine Marie en prison. Mais Sigismond, frère de l'empereur Venceslas et marquis de Brandebourg, à qui elle était fiancée, vint la délivrer; après quoi il l'épousa, et fut couronné roi de Hongrie. Quand on eut appris à Naples la mort de Charles de Duras, la reine Marguerite fit proclamer roi son fils aîné Ladislas ou Lancelot; mais le pape Urbain refusa de le reconnaître; ce qui divisa le royaume en deux partis, dont l'un se déclara pour la reine et l'autre pour le pape. Cette division fournit à Louis, fils du duc d'Anjou, une occasion favorable pour faire valoir ses prétentions à la couronne. Soutenu par Othon de Brunswick, mari de la reine Jeanne, et par quelques seigneurs puissans, il parvint à s'emparer de Naples, en chassa la reine Marguerite et son fils, et demeura plusieurs années maître d'une grande partie du royaume.

Hedwige, reine de Pologne, unit vers le même temps à ce royaume le grand duché de Lithuanie, par son mariage avec Jagellon, qui en était souverain. Ce duc avec tout son peuple était demeuré jusque-là dans le paganisme, malgré les exhortations des princes chrétiens de son voisinage. Mais pour épouser la reine il consentit à se faire instruire, et fut baptisé en 1386, à Cracovie, par l'archevêque de Gnesne, primat du royaume, avec trois de ses frères et un grand nombre de seigneurs lithuaniens. Quelques jours après, il fut sacré et couronné roi de Pologne, sous le nom de Ladislas. Il se rendit l'année suivante en Lithuanie pour y établir la religion chrétienne, et convoqua à Wilna une assemblée où il exhorta ses sujets à quitter leurs superstitions. Les Lithuaniens adoraient un feu perpétuel soigneusement entretenu par leurs prêtres, et en outre des forêts qu'ils croyaient sacrées et des

serpents dans lesquels ils prétendaient que leurs dieux aimaient à se cacher. Le roi n'ayant pu triompher de leurs préjugés par ses exhortations, fit couper les bois et tuer les serpens sacrés, éteignit aux yeux des barbares le feu prétendu perpétuel, et fit abattre le temple et briser l'autel où ils immolaient leurs victimes. Bientôt les Lithuaniens, qui s'étaient crus perdus, voyant qu'il ne leur arrivait aucun mal, s'empressèrent à demander le baptême. Les prêtres polonais leur expliquèrent les articles de la foi, et le roi travailla lui-même avec zèle à les instruire. On baptisa les plus distingués, chacun en particulier ; mais pour le peuple, comme c'eût été un travail sans fin de baptiser ainsi tous ceux qui se présentaient, le roi les fit partager en diverses troupes que l'on baptisa par aspersion, et on donna à chaque troupe un seul nom chrétien. Il est à présumer qu'on prit toutes les précautions convenables pour que l'eau tombât sur chacun. Le roi, pour leur témoigner sa bienveillance et leur inspirer le dégoût de leurs usages barbares, leur donna des habits d'étoffe de laine, au lieu des peaux de bêtes ou de la toile grossière dont ils étaient vêtus auparavant ; ce qui en détermina beaucoup d'autres à se faire baptiser. Toutefois, l'idolâtrie se perpétua encore dans la partie septentrionale, couverte de forêts presque inaccessibles. Pour affermir la religion dans ce pays, le roi fonda à Wilna une église cathédrale, avec sept paroisses qu'il dota magnifiquement. Enfin, il fit une loi qui défendait aux catholiques de contracter mariage avec les Russes engagés dans le schisme. La cathédrale de Wilna fut dédiée en l'honneur de saint Stanislas, patron de la Pologne, par l'archevêque de Gnesne, qui ordonna comme premier évêque de cette nouvelle église André Vazilo, noble polonais de l'ordre des frères mineurs (1).

Les doctrines de Wiclef continuaient d'agiter l'Angle-

(1) Dlugos. — Theod. Niem. — Rainald.

terre. Le roi ayant demandé un subside au parlement, en 1385, les seigneurs en l'accordant mirent pour condition qu'on imposerait une taxe sur le clergé, et comme l'archevêque de Cantorbéry s'y opposa fortement, ils s'écrièrent qu'il fallait enlever pour le service de l'état les biens ecclésiastiques, et adressèrent au roi une proposition formelle à ce sujet. Mais le roi déclara qu'il voulait maintenir inviolablement les exemptions du clergé; et par reconnaissance, les évêques firent lever une décime qu'ils offrirent au roi. Il en fut si content, qu'il dit publiquement : « J'aime mieux cette contribution volontaire qu'une autre quatre fois plus grande qui serait forcée. Deux ans plus tard, un religieux augustin, nommé Pareshul, séduit par les lollards ou wicléfistes, après avoir abandonné son ordre, débita dans une église de Londres, en présence d'un grand nombre de ces sectaires, les calomnies les plus odieuses contre les religieux et en particulier contre les augustins, ses anciens confrères. Comme ils en furent avertis, plusieurs vinrent à l'église où l'apostat prêchait encore, et un d'eux s'approchant, le démentit hautement. Les lollards se jetèrent aussitôt sur ce religieux, le foulèrent aux pieds et l'accablèrent de coups. Ils forcèrent les autres à prendre la fuite, et les poursuivirent en menaçant de les tuer et de mettre le feu à leur couvent. Comme Pareshul n'avait pu achever son discours, les wicléfistes l'engagèrent à publier ses calomnies par écrit. Il composa donc et afficha aux portes de l'église cathédrale de Londres un libelle où il accusait les augustins d'avoir tué quelques-uns de leurs confrères, et pour s'attirer plus de croyance, il marquait les noms des morts et des meurtriers, et les lieux où il prétendait que le meurtre avait été commis. Il commençait son libelle par ces mots : « Je suis sorti du nid du diable, et par la grâce de Dieu je suis arrivé à une vie plus parfaite. » Ce religieux apostat était soutenu par les gentilshommes qu'on nommait chaperonnés, parce qu'ils n'ôtaient leur chape-

ron devant personne, pas même devant le saint-sacrement. C'étaient les plus zélés partisans de Wiclef. Un d'eux, nommé Jean de Montaigu, fit ôter toutes les images de sa chapelle. Un autre ayant communiqué, retira la sainte hostie de sa bouche, et la porta chez lui pour la manger à son repas. Le chapelain de Jean de Montaigu se repentant au moment de la mort, et demandant un prêtre pour se confesser, les sectaires lui répondirent : Confesse-toi à Dieu, qui peut mieux que les prêtres te remettre tes péchés. Et quoiqu'il pût dire on le laissa mourir sans sacrements.

Dans le même temps, Jean de Montson, Aragonais, de l'ordre des frères prêcheurs, soutint à Paris quatorze propositions dont les principales étaient : qu'il n'est pas contre la foi de supposer nécessaire d'une manière absolue l'existence de quelque créature ; qu'il ne répugne pas que ce qui existe nécessairement ait une cause ; que les explications de l'Écriture sainte ne doivent se tirer que de l'Écriture elle-même ; qu'il peut y avoir une simple créature plus capable de mériter que l'âme de Jésus-Christ, enfin qu'il est expressément contre la foi de nier que tout homme, excepté Jésus-Christ seul, ait contracté le péché originel, et de soutenir que la sainte Vierge en a été exempte. Ces propositions scandaleuses furent censurées, en 1387, par la faculté de théologie et par tout le corps de l'université de Paris ; ensuite, à la requête des docteurs, l'évêque de Paris, après avoir cité Jean de Montson, qui refusa de comparaître, ordonna de faire des poursuites afin de le prendre et de le retenir en prison, et défendit, sous peine d'excommunication, d'enseigner, de prêcher ou de soutenir en public ou en particulier les propositions condamnées. Jean de Montson appela de cette sentence au pape Clément VII, se fondant sur ce double motif, que plusieurs de ses propositions étaient conformes à la doctrine de saint Thomas, et que d'ailleurs il n'appartenait qu'au saint-siège de prononcer sur

les questions de foi. Le chapitre général des frères prêcheurs, tenu l'année suivante à Rhodéz, se joignit à l'appel, et nomma dix docteurs pour soutenir Jean de Montson et défendre sa cause. L'université, de son côté, envoya plusieurs docteurs à Avignon, entre lesquels était le célèbre Pierre d'Ailly, qui devint plus tard cardinal. Il défendit avec un rare talent le jugement de l'université et de l'évêque de Paris, soit dans les discours qu'il prononça, soit dans un mémoire qu'il publia sur ce sujet. Il soutint que l'université avait pu, sans manquer au saint-siège, condamner les erreurs de Jean de Montson, non par voie de jugement et d'autorité, mais par forme d'avis doctrinal; que l'évêque, chargé du maintien de la saine doctrine dans son diocèse, avait pu aussi défendre d'enseigner et de soutenir des propositions propres à scandaliser les fidèles; que la doctrine de saint Thomas, dont Jean de Montson prétendait s'autoriser, n'était point blessée par ce jugement, et que d'ailleurs l'approbation donnée par les souverains pontifes aux écrits de ce saint docteur, ne devait pas être considérée comme s'étendant absolument à tous les points sans exception : « Autrement, dit-il, l'Eglise se contredirait elle-même; car si les frères prêcheurs s'autorisent d'une bulle en faveur de saint Thomas, les frères mineurs prétendent aussi en avoir une en faveur d'Alexandre de Hales, qui est cependant opposé à saint Thomas sur plusieurs points. » Enfin, Pierre d'Ailly, discutant chacune des propositions condamnées, fait voir la justesse des censures de l'université; et, pour ce qui regarde en particulier l'immaculée conception, objet principal de cette fameuse contestation, il prouve qu'on ne saurait, sans une témérité scandaleuse, déclarer contraire à la foi une croyance admise par une multitude de prélats et de saints docteurs, et publiquement enseignée dans un grand nombre d'églises particulières et en quelque sorte dans l'Eglise universelle, avec l'approbation au moins tacite du saint-siège. Le pape Clément nomma trois



cardinaux pour examiner l'affaire, et Jean de Montson, prévoyant qu'il serait condamné, sortit d'Avignon malgré la défense du pape; mais après les monitions requises, il fut condamné par contumace et excommunié par une sentence du 27 janvier 1389. Il s'était réfugié d'abord en Aragon sa patrie, et ne s'y croyant pas en sûreté, il se rendit à Rome, s'attacha au parti d'Urbain, et composa un traité pour montrer qu'il était le vrai pape. La sentence prononcée contre lui par contumace fut publiée à Paris le 17 mars, et cette affaire attira en France une grande persécution à tout l'ordre des frères prêcheurs. On leur défendait de prêcher et d'entendre les confessions; le peuple les insultait et leur refusait l'aumône; plusieurs, pour avoir soutenu la doctrine de Jean de Montson, furent emprisonnés, excommuniés et contraints de se rétracter publiquement. Guillaume de Valon, évêque d'Évreux et ancien dominicain, ayant dit que l'université n'entendait point la doctrine de saint Thomas, et qu'elle avait condamné des propositions très-catholiques, fut obligé de faire une rétractation solennelle en présence du roi et de toute la cour. Enfin, l'université les sépara de son corps, ne les admettant ni aux actes publics, ni aux grades, et cette exclusion dura vingt-cinq ans.

Le pape Urbain, après neuf mois de séjour à Lucques, s'était rendu à Pérouse, d'où il écrivit au mois d'avril 1388 à l'archevêque de Messine pour faire prêcher la croisade en Sicile contre les Maures d'Afrique, qui faisaient des courses fréquentes sur les terres des chrétiens; et à l'évêque de Venise, pour accorder les indulgences de la Terre sainte à ceux qui prendraient les armes contre les Turcs, dont les conquêtes s'étendaient de jour en jour dans la Romanie. Ensuite voulant soutenir les droits du saint-siège sur le royaume de Naples, il partit de Pérouse au mois d'août avec une armée pour se rendre à Narni, mais il fit une chute qui le blessa grièvement, et comme d'ailleurs il manquait d'argent pour payer ses



troupes, il fut obligé malgré lui d'aller à Rome, où il fut reçu avec peu d'honneur. Il y publia, au mois d'avril 1389, une bulle qui réduisait à trente-trois ans le terme du jubilé, et qui fixait le premier à l'année suivante. Il ordonna en même temps qu'à la fête du Saint-Sacrement on pourrait célébrer l'office divin nonobstant l'interdit, et que ceux qui accompagneraient le saint viatique depuis l'église chez le malade gagneraient cent jours d'indulgences. Il institua aussi la fête de la Visitation de la sainte Vierge, afin d'obtenir par son intercession la réunion de l'Église. Le pape Urbain, affaibli par sa chute et miné par des chagrins et des agitations perpétuelles, tomba bientôt malade, et mourut le 15 octobre de cette année 1389. Sa mort, dit un auteur du temps, ne causa de regrets à personne. Les cardinaux de son obédience entrèrent en conclave au nombre de quatorze, et le 2 novembre ils élurent pape le cardinal Pierre Thomacelli, Napolitain, qui prit le nom de Boniface IX. Quand on eut appris à Avignon la mort d'Urbain, on se persuada que les cardinaux de Rome, au lieu de lui donner un successeur, prendraient le parti, pour finir le schisme, de s'attacher au pape Clément, ou du moins qu'ils différeraient de procéder à une nouvelle élection, et dans cette persuasion Clément et ses cardinaux prièrent instamment le roi de France d'écrire à l'empereur et aux princes d'Allemagne pour les exhorter à ne pas prolonger la division de l'Église. L'université de Paris se donna aussi beaucoup de mouvement pour le même objet. Mais le duc de Bourgogne représenta au roi que dans l'état des choses, et tant qu'on n'aurait que des conjectures sur les dispositions des cardinaux romains, toute démarche auprès des princes demeurerait aussi infructueuse que par le passé, et qu'ainsi il convenait d'attendre des nouvelles positives. Cet avis fut adopté, et peu de jours après on apprit l'élection de Boniface (1).

(1) Theod. Niem. — S. Anton. *Chron.* — Froiss. — Rain.

Dès le commencement de son pontificat il fit publier qu'il accorderait des grâces à tous les clercs qui viendraient à Rome. Cette promesse, comme on le pense bien, en attira une multitude; mais plusieurs tombèrent entre les mains du commandant des troupes clémentines dans la Romagne et la Marche d'Ancône, et quelques-uns y perdirent la vie. Quant à ceux qui arrivèrent à Rome, on commença par leur faire payer les droits d'examen, puis dans la distribution des grâces on plaça les pauvres sur la fin des rôles, en sorte que la plupart n'eurent que des expectatives complètement illusoires. Boniface fit au mois de décembre une promotion de quatre cardinaux, tous propres à soutenir son parti, soit par leur noblesse et leur influence, soit par leur capacité. Il rétablit aussi trois cardinaux déposés par Urbain, entre autres Adam Eston, évêque de Londres, qu'on a vu impliqué dans la conspiration contre ce pape. Enfin le cardinal Pile de Prato, archevêque de Ravenne, alors légat de Clément en Italie, quitta son parti pour s'attacher à Boniface, qui le reçut comme cardinal, et on le nomma par dérision le cardinal aux trois chapeaux. Le nouveau pape, selon la coutume, délivra les prisonniers, parmi lesquels se trouvait un aventurier qui se faisait passer pour le patriarche de Constantinople. Il s'était d'abord rendu en Chypre, dont le roi, trompé par ses mensonges, se fit couronner de sa main et lui fit un riche présent. Le prétendu patriarche se procura aussi des sommes considérables en donnant des grâces et surtout des bénéfices. Mais le pape Urbain le mit en prison et confisqua son trésor. Il ne fut pas plus tôt délivré qu'il recommença ses courses et ses impostures. Il se rendit auprès du comte de Savoie, puis à la cour du pape Clément et à celle de France, et se présenta comme ayant été mis en prison par Urbain pour s'être ouvertement déclaré contre lui. On reçut partout le faux patriarche avec les plus grands honneurs. Il affectait une grande dévotion et s'empres-

sait de visiter les églises et les monastères. Il ne manqua pas d'aller à la célèbre abbaye de Saint-Denis, où il promit à l'abbé et aux moines de leur donner des reliques du saint aréopagite et quelques livres écrits de sa main, si on voulait envoyer avec lui deux religieux à Constantinople. La proposition fut acceptée avec joie ; et deux moines partirent avec lui et l'accompagnèrent jusqu'à la mer, où il s'embarqua furtivement avec ses richesses.

Le jubilé, fixé à l'an 1390 par le pape Urbain, attira pendant toute l'année à Rome une grande multitude de pèlerins de l'Angleterre, de l'Allemagne et des autres pays de l'obédience de Boniface. L'année suivante, le pape accorda aussi un jubilé à la ville de Cologne, sous la même forme que celui de Rome, en sorte que les habitants de Cologne ou ceux qui y viendraient pendant le cours de cette année gagneraient l'indulgence plénière en visitant certaines églises, et tel fut le commencement de la dispense d'aller à Rome pour gagner le jubilé. Le pape accorda ensuite la même grâce à plusieurs autres villes d'Allemagne. Mais il y envoya des collecteurs pour recevoir une partie des offrandes. On rapporte d'ailleurs qu'il avait envoyé en plusieurs provinces des quêteurs avec pouvoir de donner l'indulgence à tous ceux qui payeraient la somme que devrait leur coûter le voyage de Rome ; ce qui déplut tellement aux Romains, que plusieurs à leur retour furent mis en pièces. Enfin on prétend que les indulgences étaient devenues l'objet d'un trafic scandaleux qui les faisait mépriser. Mais on voit par une lettre adressée à l'évêque de Ferrare et à plusieurs autres, qu'il donna des ordres pour réprimer ces abus. On l'accuse aussi d'avoir fait un trafic simoniaque des bénéfices, surtout dans les dernières années de son pontificat, en sorte que, selon Thierry de Niem, il vendait souvent le même bénéfice à plusieurs personnes, et pour rendre inutiles les premières concessions, il accordait de nouvelles bulles d'expectative avec la clause de

préférence. Ce trafic était si public, que la plupart des courtisans soutenaient qu'il était permis, et prétendaient que le pape ne pouvait commettre de simonie. On ajoute que s'il rendit quelquefois des ordonnances pour restreindre ces expectatives ou pour les révoquer, c'était afin de pouvoir les vendre de nouveau et les faire payer plus cher. Ces accusations d'un historien connu pour son penchant à la satire sont naturellement suspectes, et on doit les regarder au moins comme extrêmement exagérées. Mais d'autres historiens, qui s'accordent à faire l'éloge de Boniface, conviennent cependant qu'il ne fut pas exempt de reproche sous ce rapport, et qu'il ferma trop souvent les yeux sur les exactions des officiers de la chancellerie, ou sur l'infâme cupidité de ses nombreux parens, qui s'étaient hâtés de venir à Rome pour y trafiquer des grâces pontificales.

Le pape Clément ayant appris l'élection de Boniface, ne manqua pas de procéder contre lui et de l'excommunier comme usurpateur du saint-siège. Boniface voulut d'abord tenter les voies de conciliation. Il fit exhorter Clément à renoncer au pontificat, offrant de le faire son légat à perpétuité dans les royaumes de France et d'Espagne. Mais n'ayant rien obtenu, il employa aussi les censures, ce qui ne produisit pas plus d'effet, comme on le pense bien, d'un côté que de l'autre. Ensuite Boniface adressa en 1391 une lettre à tous les fidèles où il s'élevait avec indignation contre les schismatiques, et donnait pour preuves de son droit les révélations de frère Pierre d'Aragon et de sainte Brigitte. Une jeune fille de Parme, nommée Ursuline, qui passait aussi pour avoir des révélations, se rendit vers le même temps auprès de Clément comme envoyée du ciel, et s'efforça de lui persuader qu'il n'avait aucun droit et que Boniface était le seul pape légitime. Elle fut reçue avec beaucoup d'honneur; mais ni ses représentations ni les menaces de la colère divine ne produisirent aucun effet. Elle revint bientôt après,

députée par Boniface, et ne réussit qu'à se faire mettre en prison. Les nombreux miracles qu'on lui attribue la font honorer à Parme sous le titre de bienheureuse.

Le parlement d'Angleterre, pour empêcher la collation des bénéfices par le pape, confirma, au commencement de l'an 1391, une loi publiée sous le règne d'Edouard, et portant que les élections canoniques et les droits des patrons et des prélats seraient maintenus selon l'ancien usage, et que si la cour de Rome faisait une réserve ou donnait une expectative ou une provision pour quelque évêché ou autre bénéfice, le roi aurait pour cette fois la collation des évêchés ou autres dignités électives dépendant de son patronage. Il fut en outre défendu à toute personne de passer la mer pour obtenir des provisions de bénéfices, sous peine de bannissement perpétuel et de confiscation de biens. Enfin le roi ordonna que tous les bénéficiers qui se trouvaient en cour de Rome eussent à revenir sans délai, sous peine de perdre leurs bénéfices. Le pape Boniface envoya des nonces en Angleterre, avec une lettre où il se plaignait fortement de ces ordonnances, comme attentatoires à la liberté de l'Eglise; et le roi se montra disposé à tenir compte de ces représentations; mais le parlement, convoqué au mois de novembre, refusa d'abroger la loi; il consentit néanmoins qu'on pût, avec l'autorisation du roi, obtenir des bénéfices en cour de Rome, jusqu'à la convocation du parlement prochain.

Boniface, renonçant à la politique de son prédécesseur, vit bien qu'il lui serait impossible de soutenir la guerre contre les deux prétendants au royaume de Naples. C'est pourquoi, aussitôt après son élection, il se réconcilia avec la reine Marguerite et son fils Ladislas, leur donna l'absolution des censures, et envoya le cardinal de Florence pour couronner le jeune roi et recevoir de lui l'hommage et le serment de fidélité. Mais Louis d'Anjou, qui venait d'être couronné de son côté par le pape Clément, con-

tinuait de se maintenir à Naples et dans la plus grande partie du royaume. Il remporta même quelque temps après plusieurs avantages considérables sur le parti de Ladislas. Le pape Boniface, après avoir promis des indulgences à ceux qui prendraient les armes contre Louis d'Anjou, écrivit au cardinal de Florence, son légat, de contraindre les ecclésiastiques aussi bien que les laïques à payer durant cette guerre un florin d'or, fit engager ou aliéner plusieurs terres des églises et des monastères, et ordonna qu'on payerait à la chambre apostolique une demi-annate de tous les bénéfices conférés par le saint-siège, c'est-à-dire la moitié des revenus d'une année. Cette guerre devint aussi une occasion de taxes sur le clergé de France ; car Marie, mère de Louis d'Anjou, ayant demandé des secours au pape Clément, il imposa en 1392 une décime sur tous les ecclésiastiques sans exception. L'université de Paris porta à ce sujet des plaintes au roi, qui promit de les faire valoir auprès du pape, et les évêques de leur côté, protestant contre cette imposition, formèrent un appel du pape surpris au pape mieux informé, et firent signifier cet appel à Avignon ; mais la décime n'en fut pas moins levée. Le pape Clément était obligé d'ailleurs, pour entretenir sa cour, de se procurer de l'argent par toutes sortes d'expédiens, et, pour donner des appuis à son parti, de prodiguer les évêchés à des sujets qui souvent n'avaient d'autre mérite que leur naissance. Il accordait surtout les dispenses avec une facilité jusqu'alors inconnue. Il admit un bigame à la réception des ordres sacrés, leva l'irrégularité d'un juge qui voulait se faire ordonner prêtre après avoir prononcé des sentences de mort, et ne fit aucune difficulté de permettre, contre l'usage ancien, le mariage entre parens au troisième degré (1).

Les privilèges du clergé furent attaqués en France la

(1) *Hist. Car. VI.* — Walsingh. — Gobelin. — Platin.



même année 1392 par les trois personnes qui avaient le plus de crédit auprès du roi, savoir, le connétable Olivier de Clisson et les seigneurs de la Rivière et de Noviant. On s'éleva surtout contre la possession où se trouvaient les ecclésiastiques d'exercer la justice séculière, principalement en matière criminelle, au préjudice de l'autorité royale, à qui appartient la punition des crimes, et on se plaignait que pour étendre leur juridiction les évêques accordaient la cléricature à des sujets qui n'avaient pas même la plus légère teinture des lettres. Quelques docteurs, surtout parmi les mendiants, qui n'avaient ni juridiction ni seigneuries à conserver, n'hésitèrent pas à prendre le parti de la cour. On commença l'exécution par la Normandie, où l'ordre fut donné aux juges de réprimer les entreprises des évêques et de condamner à de grosses amendes ceux qui voudraient les soutenir. Alors l'université de Paris, se joignant aux évêques, nomma quelques-uns de ses membres pour aller faire en son nom des représentations au roi; et comme on refusa de leur donner audience, les docteurs cessèrent leurs leçons, et un grand nombre d'étrangers sortirent de Paris. La cour affecta d'abord de s'y montrer insensible; mais enfin elle reçut les députés, et sans leur laisser le temps de s'expliquer, le chancelier promit au nom du roi de les satisfaire. Ensuite le roi fit une douce réprimande aux docteurs sur l'interruption de leurs leçons, et leur enjoignit de les reprendre; ce qu'ils promirent avec empressement.

L'université de Paris avait fait précédemment une démarche solennelle auprès du roi pour l'exhorter à procurer l'extinction du schisme; mais comme elle n'indiquait aucun moyen, le roi, improuvant d'un ton de maître l'inquiétude qu'elle marquait dans une affaire qui n'était point de sa compétence, lui avait défendu, sous peine d'encourir sa disgrâce, de lui apporter désormais ni plaintes ni remontrances à ce sujet. Elle eut néanmoins occasion bientôt de signaler son zèle avec un redouble-

ment d'activité. Le pape Boniface, pour gagner le roi de France à son parti, lui adressa, en date du 2 avril 1392, une lettre dans laquelle il le conjurait de faire cesser le schisme, et d'employer à cet effet l'influence que lui donnaient ses qualités personnelles jointes à la puissance de son royaume. Malheureusement, ce prince fut attaqué sur ces entrefaites d'une frénésie subite qui altéra sa raison et le rendit presque incapable de gouverner. La maladie eut des intervalles ; mais elle ne fut jamais entièrement guérie ; et l'autorité passa tour à tour pendant plusieurs années des mains du roi entre celles de ses oncles et de son frère, dont les rivalités plongèrent la France dans toutes sortes de calamités et de désordres. Boniface fit porter sa lettre au roi par deux chartreux, l'un prieur d'Ast, et l'autre de l'île Gorgone, vraisemblablement les mêmes qui avaient sollicité et obtenu l'année précédente une bulle par laquelle ce pape exemptait leur ordre de la juridiction épiscopale. Ils se rendirent d'abord à Avignon, où se trouvait le duc de Berry, celui de tous les princes de France qui favorisait le plus le pape Clément. Ce pape fut alarmé de cette députation, et fit enfermer les deux religieux dans la chartreuse de Villeneuve ; mais on ne put leur ôter, ni par menaces ni par mauvais traitemens, la lettre dont ils étaient porteurs. Le bruit de leur détention étant parvenu à Paris, l'université agit auprès du roi ou de son conseil pour obtenir leur délivrance, et on écrivit en leur faveur, de la part de ce prince, au pape Clément, qui n'osa résister. Il mit donc en liberté les deux chartreux, et les chargea d'assurer le roi qu'il était disposé à sacrifier non-seulement sa dignité, mais sa vie, pour procurer la réunion de l'Église. Ces religieux, arrivés à Paris vers la fin de l'an 1392, furent reçus et écoutés favorablement par le roi et les princes ; toutefois, on ne jugea pas à propos de répondre par écrit à Boniface, pour n'être pas obligé de lui donner le titre de pape,

mais on chargea les chartreux de lui dire que le roi louait ses bonnes dispositions pour l'union de l'Église, et qu'il était prêt à employer tout son pouvoir pour la procurer. On leur remit en même temps des lettres pour les princes d'Italie, que l'on exhortait à concourir à l'extinction du schisme, et on fit accompagner les envoyés de Boniface à leur retour par deux chartreux français, dont l'un était le prieur de Paris. Ils portèrent la réponse à ce pontife, qui au lieu de proposer lui-même des moyens efficaces pour la paix de l'Église, envoya au roi une bulle, en date du 20 juin 1393, où il se bornait à soutenir son droit, prétendant qu'on ne pouvait le contester sans aveuglement ; et après avoir dit qu'il espérait que Dieu daignerait éclairer le roi, il l'exhortait en finissant à abandonner l'antipape Robert de Genève. On fut indigné de cette lettre, et on la laissa sans réponse. Boniface venait de soumettre Bologne, Pérouse, et plusieurs autres villes révoltées. Il fit aussi la même année avec les Romains un traité qui assurait enfin au pape l'exercice de son entière souveraineté, car on lui reconnaît le droit de nommer le sénateur ou gouverneur de la ville, et de faire rendre la justice par ses officiers, avec interdiction à tous les bannerets ou autres de mettre aucun obstacle aux fonctions du sénateur. Un article porte que les maréchaux de ce magistrat ne pourront ôter les armes aux personnes de la cour, clercs ou laïques, ni en général aux clercs romains. Ces armes des clercs sont remarquables.

Cependant l'université de Paris ayant obtenu du roi la permission de délibérer sur les moyens de procurer l'union de l'Église, tous les docteurs furent invités à donner leur avis par un mémoire particulier dans un délai déterminé, et on nomma des commissaires pour lire ces mémoires et en faire le dépouillement. Les moyens proposés se réduisirent à trois : la cession des deux prétendants ; un compromis par lequel les droits de

l'un et de l'autre seraient soumis au jugement d'arbitres choisis par eux, avec pouvoir de prononcer définitivement; enfin, la décision d'un concile général. On résolut ensuite que ces trois moyens seraient présentés et développés dans une lettre au roi, et Nicolas de Clémengis fut chargé de la composer. Une trêve de quatre ans qui fut conclue, en 1394, avec l'Angleterre, semblait offrir une circonstance favorable pour la poursuite de cette affaire; mais le pape Clément avait envoyé à Paris le cardinal Pierre de Lune pour contrarier secrètement le zèle des docteurs, et ce légat était secondé par le duc de Berry. D'un autre côté, le duc de Bourgogne appuyait vivement les démarches de l'université. La lettre de Nicolas de Clémengis fut lue et approuvée dans une assemblée générale, le 6 juin, et ensuite présentée au roi le 30 du même mois. On y exposait les trois moyens indiqués, en donnant toutefois la préférence au premier, comme plus prompt, plus facile, et plus convenable pour sauver l'honneur des deux prétendants et des princes de leur obéissance; puis on ajoutait que si l'un des papes refusait opiniâtrement ces trois moyens sans en proposer un autre également efficace, on devrait le regarder comme un schismatique, et refuser de lui obéir et de le reconnaître; enfin, pour montrer la nécessité de mettre fin au schisme, on en dépeignait ainsi les effets déplora- bles : « L'Église est tombée dans la servitude, la pauvreté et le mépris. On élève aux prélatures des hommes indignes et corrompus qui ne songent qu'à satisfaire leur cupidité et leurs passions. Ils dépouillent les églises et les monastères; ils chargent les pauvres clercs d'exactions intolérables, et on voit partout des prêtres réduits à la mendicité ou aux services les plus abjects. On vend en plusieurs endroits, les croix, les reliquaires, les calices, et tous les vases sacrés d'or ou d'argent. On laisse les églises tomber en ruine; on néglige le service divin, et même en plusieurs lieux il est entièrement abandonné.

La simonie règne avec impudence, et dispose presque de tout dans l'Église. Les plus corrompus, pourvu qu'ils aient de l'argent, sont assurés d'obtenir les plus riches bénéfices, principalement les cures; mais les pauvres clercs, quelque doctes qu'ils soient, ne parviennent à rien; et ce qu'il y a de plus déplorable, c'est qu'on vend jusqu'aux sacremens, surtout l'ordination et la pénitence.»

Cette lettre fut envoyée au pape Clément, avec une autre plus courte où l'université le priait instamment d'y avoir égard, et disait entre autres choses : «Le mal est venu à tel point, que plusieurs n'hésitent pas à dire tout haut qu'il est indifférent de reconnaître plusieurs papes, et qu'il pourrait y en avoir un dans chaque royaume.» Clément ayant reçu ces lettres, en fit lecture en présence de plusieurs personnes, et se levant en colère, il dit pour toute réponse : Ces lettres sont pleines de venin, et blessent le respect dû au saint-siège. Ceux qui les avaient apportées craignant quelques mauvais traitemens, s'éloignèrent avec précipitation. Cependant quelques cardinaux s'assemblèrent d'eux-mêmes pour délibérer à ce sujet, et dirent au pape que pour procurer la paix de l'Église il était nécessaire de choisir un des trois moyens proposés. Cette parole fut pour lui comme un coup de foudre. Il tomba malade, sans toutefois garder le lit, et le 16 septembre 1394, comme il rentrait dans sa chambre au sortir de la messe, il fut frappé d'une apoplexie dont il mourut. Il avait tenu le saint-siège près de seize ans. Aussitôt que la nouvelle de sa mort fut arrivée à Paris, l'université envoya une députation au roi pour le prier de convoquer une assemblée des prélats et des seigneurs pour délibérer sur la conduite à tenir, et en attendant d'écrire aux cardinaux d'Avignon pour les exhorter à différer l'élection, et enfin de faire de nouvelles démarches pour l'extinction du schisme auprès de Boniface et des princes de son parti. Toutes ces propositions furent adoptées, et le roi ayant assemblé son

conseil, résolut d'envoyer à Avignon le maréchal de Boucicaut avec un autre officier, et expédia sur-le-champ des lettres aux cardinaux pour les prier de suspendre l'élection jusqu'à l'arrivée de ses ambassadeurs.

Mais, dès le 26 septembre, les cardinaux étaient entrés en conclave au nombre de vingt et un, et quand le courrier leur remit les lettres du roi, se doutant bien de ce qu'elles contenaient, ils résolurent tout d'une voix, pour ne point paraître manquer de déférence aux vœux du roi, de n'en faire l'ouverture qu'après l'élection. Toutefois, pour témoigner qu'ils voulaient sincèrement la réunion de l'Église, ils dressèrent un acte authentique où ils promettaient, par serment, de travailler de bonne foi à l'extinction du schisme, et de donner pour cet effet leurs conseils et leur assistance au pape futur, sans rien faire qui puisse y mettre obstacle; ce que chacun de nous, ajoutaient-ils, observera, quand même il serait élevé au pontificat, jusqu'à céder cette dignité si les cardinaux le jugent expédient. Tous, à l'exception de trois, souscrivirent cet acte, et en jurèrent l'observation sur les Évangiles. Ensuite, le 28 septembre, ils élurent unanimement le cardinal Pierre de Lune, qui prit le nom de Benoît XIII. Il était d'une illustre famille d'Espagne, savant en droit canonique, et d'ailleurs recommandable par ses mœurs, et par son habileté pour les affaires. On prétend qu'il avait souvent blâmé devant les princes et les prélats, et même dans ses sermons, l'indifférence des deux papes pour l'extinction du schisme, et que dans sa légation de France, il avait toujours fait entendre au roi et à l'université, que si jamais il succédait à Clément, il voulait à quelque prix que ce fût procurer la réunion de l'Église. On ajoute que ce fut cette considération qui déterminait les cardinaux à l'élire. Il est difficile de concilier ces assertions avec le reproche que lui faisait l'université dans sa lettre à Clément, d'avoir employé toutes sortes d'intrigues pour empêcher le succès de ses



démarches. Quoiqu'il en soit, le nouveau pape envoya aussitôt à Paris Gilles de Bellemère, évêque d'Avignon, en qualité de légat, pour témoigner au roi qu'il n'avait accepté que malgré lui le pontificat, et qu'il aimerait mieux se renfermer dans un cloître, que d'entretenir pour son intérêt propre la division dont gémissait l'Eglise. Il écrivit dans le même sens à l'université de Paris, au roi de Castille, et aux autres princes de son obéissance. L'université, croyant à la sincérité de ces protestations, s'empressa d'écrire à Benoît qu'elle avait appris avec joie son élection, dans l'espoir qu'il réaliserait promptement les bonnes intentions dont il était animé, après quoi elle l'exhortait par les motifs les plus pressans à ne pas différer un jour ; « car , ajoutait-elle, si votre adversaire en fait autant, la chose sera finie, et s'il s'opiniâtre, tout le monde sera d'accord pour le condamner comme schismatique, et le chasser du siège qu'il a usurpé. » Le pape répondit par une lettre où il témoignait toujours les mêmes dispositions, mais sans s'expliquer sur les moyens, et voulant apparemment ralentir le zèle de l'université, il lui fit dire par le légat que si elle envoyait à Avignon un rôle des bénéfices qu'elle désirait, il s'empresserait de le signer. Pierre d'Ailly fut chargé de le porter, et en même temps de conférer secrètement avec le pape Benoît sur les moyens de réunir l'Eglise. Nicolas de Clémengis écrivit alors au pape une lettre pleine de force pour l'exhorter à faire tous les sacrifices pour cette bonne œuvre. Le pape, bien loin de le désapprouver, le combla de témoignages d'estime, l'attira auprès de lui, et le fit son secrétaire (1).

Saint Vincent Ferrier fut aussi appelé dans le même temps à la cour de Benoît XIII. Il était né à Valence en Espagne, l'an 1357, et avait embrassé à l'âge de dix-huit ans l'ordre des frères prêcheurs. Ayant achevé ses

(1) Juven. des Urs. — Theod. Niem. — Rainald.

études, il fut chargé de professer la théologie dans sa ville natale, et se livra en même temps à la prédication avec un succès extraordinaire. Pierre de Lune, pendant sa légation en Espagne, le prit auprès de lui et l'amena en France, puis étant devenu pape, il le fit venir à sa cour, le choisit pour son confesseur, et le nomma maître du sacré palais. Mais Vincent ne demeura que deux ans à Avignon, et refusant l'évêché de Valence et le titre de cardinal que le pape lui offrait, il résolut de se consacrer entièrement à la prédication. Il fit connaître son intention au pape, lui demanda la permission de prêcher partout, et l'ayant obtenue avec le titre de légat apostolique, il commença ses missions, et travailla deux ans dans le royaume d'Aragon. Il vint ensuite dans le Piémont et le Dauphiné, où il convertit un grand nombre d'hérétiques. De là, il passa en Allemagne, puis en France, et vers l'an 1406, le roi d'Angleterre l'appela dans son royaume, d'où il se rendit en Écosse et en Irlande; après quoi il revint en France, et continua de parcourir ainsi les provinces, suivi partout d'une foule immense de peuple que ses prédications portaient à embrasser la pénitence et qui souvent se flagellaient jusqu'au sang. Il mourut en 1419, et ses nombreux miracles le firent canoniser en 1455 par Callixte III. On a de lui des sermons, des lettres, et quelques traités spirituels.

Le roi de France, toujours occupé de l'extinction du schisme, convoqua pour le 2 février 1395 un concile national, où se trouvèrent sept archevêques, quarante-six évêques, plusieurs abbés et un grand nombre de docteurs. Ce concile, qui dura un mois, fut présidé par le patriarche titulaire d'Alexandrie, administrateur de l'évêché de Carcassonne. Dès les premiers jours la plupart des prélats se prononcèrent pour la voie de cession, et cet avis, fortement combattu par les nonces de Benoît, mais non moins vivement soutenu par les docteurs de Paris, fut définitivement adopté. Le roi résolut donc

d'envoyer une ambassade solennelle au pape Benoît pour lui proposer ce moyen. Le duc d'Orléans son frère, et ses oncles les ducs de Bourgogne et de Berry, furent chargés de cette mission, avec quelques évêques et plusieurs docteurs, et on leur remit un mémoire où l'on motivait par les inconvéniens et les lenteurs des autres moyens la préférence donnée à la voie de cession. Les ambassadeurs, arrivés à Avignon le 22 mai, eurent deux jours après une audience publique où le docteur Gilles Deschamps, chargé de la parole, s'étendit en termes généraux sur la nécessité de prendre promptement un moyen de réunion; puis le lendemain, dans une audience secrète, ils demandèrent communication de l'acte souscrit par les cardinaux dans le conclave. Benoît s'en défendit longtems, et déclara ensuite qu'il le montrerait aux trois princes en particulier. Mais comme on insista, il fut obligé de le faire lire en présence de tous les ambassadeurs, et d'en laisser prendre copie. On le pressa, dans une troisième audience, de s'expliquer sur les moyens qu'il voulait prendre, suivant l'engagement contenu dans cet acte, pour procurer l'union de l'Église. Il proposa comme la voie la plus juste et la plus convenable une conférence entre lui et Boniface et les cardinaux des deux partis, dans laquelle on discuterait leurs prétentions réciproques, avec promesse de ne point se séparer que l'affaire ne fût finie; et quant à l'acte qu'il avait souscrit dans le conclave, et confirmé depuis son pontificat, il protesta qu'il voulait l'observer dans toute sa force sans dérogation ni addition, et prendre en conséquence toutes les voies justes et raisonnables propres à finir le schisme. Gilles Deschamps, dans une nouvelle audience, réfuta le projet d'une conférence, et insista sur la voie de cession. Le pape demanda que la proposition des ambassadeurs lui fût remise par écrit pour en délibérer; mais on lui répondit qu'il n'était pas nécessaire de mettre par écrit ce qui se réduisait à un seul mot. Il répliqua

qu'on devait au moins lui expliquer de quelle manière et sous quelle forme on voulait qu'il fit la cession, et ajouta que du reste personne n'avait le droit de le contraindre, et qu'il ne dépendait que de Jésus-Christ, à qui seul il devait compte de ses déterminations. Les princes sortirent brusquement, puis le même jour ils firent inviter les cardinaux à venir les trouver, et quand ils furent arrivés, le duc de Berry les conjura de dire en conscience leur avis sur la voie la plus propre à finir le schisme. Ils répondirent que le projet de conférence leur avait paru convenable ; mais que puisque la voie de cession était jugée meilleure, ils se rangeaient à cette opinion. Le cardinal de Pampelune, compatriote du pape, fut seul d'un avis différent, et soutint que le seul vrai moyen d'éteindre le schisme, c'était d'armer contre l'antipape Boniface, et de le chasser de son siège. Cependant le pape Benoît publia quelques jours après une bulle où il déclarait que la voie de cession n'étant point ordonnée par le droit, et n'ayant jamais été pratiquée dans l'Église pour finir les schismes, il ne pouvait donner l'exemple d'une telle nouveauté, et en conséquence il proposait la voie d'une conférence, et dans le cas où elle ne réussirait pas, celle d'un compromis, ajoutant que si l'union ne pouvait se faire par l'un ou l'autre de ces deux moyens, il adopterait toutes les voies raisonnables et conformes au droit. Cette bulle fut lue et publiée dans le palais en présence des ambassadeurs, qui se retirèrent fort mécontents. Ils eurent ensuite plusieurs conférences avec les cardinaux, et après de longues délibérations, les propositions du pape furent déclarées inadmissibles. Il n'y eut que trois cardinaux qui ne prirent point part à ces conférences. Tous les autres approuvèrent de nouveau la voie de cession, et promirent de s'engager par écrit à persister dans la préférence de ce moyen, et à travailler de concert avec la France pour le faire réussir. Mais avant de signer cet acte, ils firent plusieurs démarches auprès du

pape pour lui faire embrasser la voie proposée. Tous leurs efforts furent inutiles. Benoît leur parla fort durement, et les rappela à l'obéissance, puis, ayant pris lecture de l'acte qu'ils avaient rédigé, il publia une bulle pour leur défendre de signer cet écrit, sous peine d'être traités et punis comme rebelles. Les ambassadeurs et les cardinaux résolurent de faire une nouvelle tentative auprès du pape, afin d'obtenir au moins la révocation de cette défense. Ils furent admis en audience le 8 juillet après beaucoup de difficultés; mais le pape se borna à leur répondre qu'il souhaitait plus ardemment que personne la paix de l'Église, et que les déclarations qu'il avait données contenaient les moyens les plus propres à y parvenir. Alors les ambassadeurs prirent congé du pape et revinrent à Paris.

Comme on vit par leur rapport qu'on ne pouvait espérer de Benoît une cession volontaire, le roi envoya des ambassadeurs en Allemagne et en Angleterre pour faire entrer l'empereur et les autres princes dans ses vues pour l'union de l'Église. L'université, de son côté, députa pour le même objet quelques-uns de ses membres avec des lettres pour les princes et pour les universités étrangères. Mais toutes ces démarches produisirent peu d'effet. Il n'y eut guère en Allemagne que l'électeur de Cologne qui promit, par une lettre, à l'université de s'employer efficacement à cette affaire. Quant à Richard, roi d'Angleterre, il demanda du temps pour consulter les universités de Cambridge et d'Oxford. Ce prince épousa la même année Isabelle, fille du roi de France, et dans une entrevue qui eut lieu à cette occasion entre les deux rois, il convint de ne plus soutenir Boniface, et d'appuyer les mesures pour la voie de cession. Il adressa pour cet objet des lettres aux deux prétendants; mais Benoît refusa de donner audience à l'ambassadeur, à moins que celui-ci ne lui rendit les honneurs dus au pape, et cette démarche n'eut pas de

suite. Bientôt après, l'université d'Oxford, soit par jalousie contre celle de Paris, soit pour d'autres motifs, se prononça dans sa réponse au roi contre la voie de cession, et proposa comme la plus convenable celle du concile général.

L'université de Paris, pour justifier ses démarches, publia diverses propositions ayant pour objet d'établir que le pape Benoît était obligé en conscience, sous peine de péché mortel et de parjure, d'accepter la voie de cession, que tout catholique, et surtout les princes, pouvaient et devaient même travailler à l'y contraindre, que s'il refusait opiniâtrément, le concile général de son obéissance pourrait le déposer, et qu'enfin les censures qu'il pourrait prononcer pour ce sujet seraient sans force et qu'on pourrait en appeler au concile général. Toutefois quelques docteurs combattirent ces propositions par d'autres où ils soutenaient que ce n'était point aux inférieurs du pape à juger ce qu'il devait faire ; et que nul ne pouvait lui ôter la plénitude de puissance qu'il tenait de Dieu lui-même. L'université de Toulouse prit le parti de ces docteurs, qui avaient aussi pour eux un assez grand nombre de licenciés, de bacheliers ou d'étudiants, gagnés par l'espoir des bénéfices que leur promettaient les agents du pape. C'est pourquoi l'université de Paris fit, au mois de février 1396, un décret portant défense à toute faculté, nation, collège ou autre compagnie de gradués ou d'étudiants, d'envoyer sans son consentement aucun rôle de suppliques au pape, avec injonction à tous les membres de dénoncer au recteur les contrevenans, et obligation pour tous ceux qui recevront des grades, de promettre par serment d'observer ce règlement, sous peine d'être retranchés du corps de l'université. Comme elle apprit que le pape, irrité de ses démarches, avait donné l'ordre de procéder contre elle, ou du moins contre quelques-uns de ses membres, elle publia vers le même temps une sorte de manifeste ten-



dant à prouver que par le refus de consentir à la voie de cession, et par les démarches qu'il faisait de tous côtés pour empêcher que l'on ne convînt de ce moyen, le pape Benoît violait son serment, et se montrait fauteur du schisme ; et en conséquence elle dressa et lui fit signifier un acte authentique par lequel le docteur Jean de Craon, constitué son procureur, appelait au pape futur, unique et véritable, de toutes les procédures qui pourraient être faites contre elle. Le pape Benoît, par une bulle du 30 mai 1396, déclara cet appel nul et de nul effet, comme étant contraire aux canons, et à la plénitude de la puissance pontificale, se réservant de procéder selon les voies de droit contre l'appelant et ses complices. Mais ces menaces n'ébranlèrent pas l'université. Elle réitéra son appel, et s'efforça de le justifier par des exemples du reste peu concluans (1).

Cependant le pape Benoît, pour donner suite à sa proposition de conférence, fit partir pour Rome quatre députés qui s'avancèrent jusqu'à Fondi ; mais Boniface ne voulut pas les laisser venir plus loin. Il permit seulement que l'évêque de Ségovie, qui se trouvait à Rome, vînt conférer avec eux. Cet évêque fut accusé à son retour d'avoir formé un complot avec les députés pour les introduire à Rome, et y exciter des mouvements séditieux contre Boniface, dont l'autorité temporelle était mal affermie ; car le peuple souffrait impatiemment le dernier traité qui avait remis au pape la souveraineté de la ville, et il s'était déjà soulevé pour l'en dépouiller, et faire restituer le pouvoir aux bannerets ou chefs des douze quartiers. Le pape ordonna de faire le procès à l'évêque de Ségovie, et de le punir selon les lois, s'il était trouvé coupable. Il écrivit vers le même temps au roi d'Angleterre pour l'exhorter à soutenir les procédures des prélats contre les lollards ou wicléfistes, qui

(1) Juven. des Urs. — *Chron. de St-Den.* — Rain.

étaient appuyés par quelques seigneurs, et avaient affiché publiquement à Londres des accusations contre le clergé et des propositions abominables contre les sacrements. Thomas d'Arundel, archevêque de Cantorbéry, tint en conséquence, vers la fin de l'an 1396, ou au commencement de l'année suivante, un concile où furent condamnés dix-huit articles extraits du *trialogue* de Wiclef, et contenant les principales erreurs de cet hérésiarque. Elles furent aussi réfutées par un frère mineur, Guillaume de Videford, dont l'ouvrage est un des meilleurs que l'on ait sur cette matière.

Cette même année 1396, les Turcs remportèrent une victoire signalée sur les chrétiens. Bajazet I<sup>er</sup>, surnommé le Foudre, à cause de la rapidité de ses conquêtes, avait réduit en quelque sorte l'empire d'Orient à l'enceinte de Constantinople, et menaçait chaque jour cette capitale. Jean Paléologue ayant fait bâtir une forteresse pour y avoir une retraite en cas de besoin, le sultan lui ordonna de la raser, menaçant de faire crever les yeux, en cas de refus, à Manuel, fils de l'empereur; car ce jeune prince était alors auprès de Bajazet, à qui il avait été contraint de mener des secours. Jean Paléologue obéit à cet ordre, et mourut bientôt après, en 1391, des suites de ses débauches. Manuel, déjà couronné empereur, réussit à s'échapper pendant la nuit et à gagner Constantinople. Bajazet irrité lui fit dire : Je veux qu'il y ait un cadî à Constantinople pour juger les musulmans qui y trafiquent; si tu ne le veux pas, ferme les portes de ta ville, et règne dedans; tout le dehors est à moi. Il passa aussitôt dans la Thrace, prit Thessalonique, ruina toutes les places autour de Constantinople, après quoi il forma le siège ou le blocus de cette ville, et la resserra tellement, que Manuel se vit obligé de consentir à donner aux Turcs un quartier dans la ville avec une mosquée. L'empereur écrivit au pape Boniface, au roi de France, au roi de Hongrie, pour solliciter des secours, et Boniface publia plusieurs

bulles, en 1394, pour faire prêcher la croisade contre les Turcs. Sigismond, roi de Hongrie, menacé lui-même par Bajazet, envoya de son côté une ambassade en France, où un grand nombre de seigneurs s'engagèrent à marcher contre les infidèles, sous la conduite du comte de Nevers, fils aîné du duc de Bourgogne. Mais comme ils avaient encore plus de témérité que de valeur, ce secours devint funeste aux chrétiens. Ils voulurent, contre les avis de Sigismond, attaquer les ennemis, prirent un château dont ils massacrèrent tous les habitans, et assiégèrent ensuite Nicopolis. Bajazet vint la secourir, et gagna, au mois de septembre 1396, une bataille où les Français furent tous tués ou faits prisonniers. L'empereur Manuel Paléologue, toujours pressé par les Turcs, prit le parti, quatre ans plus tard, de venir solliciter en personne le secours des rois de France et d'Angleterre. Mais il retira peu de fruit de son voyage. Cependant, le fameux Tamerlan, dont il avait aussi réclamé le secours, fit dire à Bajazet de ne plus attaquer Paléologue, et de lui restituer toutes les provinces dont il s'était emparé ; Bajazet se vit obligé de lever le siège de Constantinople, et de passer en Natolie pour défendre ses états envahis par Tamerlan, qui s'était rendu maître de presque toute l'Asie. Une sanglante bataille fut livrée près d'Ancyre, en 1402, et Bajazet, vaincu et fait prisonnier, mourut bientôt après de chagrin et de désespoir.

L'union de l'Église, malgré tous les efforts des princes chrétiens, était toujours empêchée par l'obstination des deux prétendans. Une ambassade fut envoyée à Boniface au mois de septembre 1396, de la part des rois de France, d'Angleterre, et de Castille, pour l'engager à renoncer au pontificat, avec la promesse d'y obliger Benoît ; mais Boniface répondit que son droit était indubitable, et qu'il prétendait demeurer pape. Le roi de Castille avait adhéré à la voie de cession, d'après l'avis d'une nombreuse assemblée tenue à Salamanque, et il persista

dans le même parti, malgré toutes les sollicitations de Martin, roi d'Aragon, qui avait succédé depuis peu à son frère Jean, et qui prit vivement les intérêts du pape Benoît. Les princes d'Allemagne, à la suite d'une diète tenue à Francfort au mois d'avril 1397, envoyèrent aussi à Boniface une députation qui demeura également sans effet. L'empereur Wenceslas, abruti par la débauche, ne voulut pas se rendre à cette diète; mais son frère Sigismond avait promis de le faire adhérer aux propositions de la France pour l'extinction du schisme. Il y eut à cet effet, pendant le Carême de l'an 1398, une assemblée à Reims où l'empereur se rendit à l'occasion du mariage entre le fils de Sigismond et la fille du duc d'Orléans, et dans cette entrevue, le roi Charles VI fit si bien par ses exhortations et ses présens, que Wenceslas promit de se joindre à lui et aux autres princes pour le succès de leurs démarches. Mais l'événement justifia les prévisions du duc de Bourgogne, qui avait représenté au roi qu'il perdrait sa peine et ses présens, et que les Allemands ne tiendraient point leurs promesses.

D'après ce qui venait d'être conclu, Pierre d'Ailly fut envoyé à Rome au nom du roi de France et de l'empereur pour exhorter Boniface à la cession. Le pape promit de lui donner réponse après en avoir délibéré avec les cardinaux, et par leur conseil il prit le parti de dissimuler, et déclara qu'il était prêt à satisfaire au vœu des princes, pourvu que le prétendu pape d'Avignon se démit de son côté; ce qui ne l'engageait à rien; car il savait bien que Benoît ne voudrait pas commencer. C'est pourquoi, voulant rassurer les Romains, qui craignaient de perdre par la vacance du saint-siège les profits du grand jubilé dont le temps approchait, il leur déclara expressément qu'il ne renoncerait jamais. L'empereur n'était pas dans de meilleures dispositions, et quand Pierre d'Ailly vint lui rendre compte de sa négociation, il lui dit : Vous direz au roi votre maître, que je me confor-

merai en tout à sa conduite, mais il me semble convenable qu'il commence, et dès qu'il aura soumis son pape, je soumettrai le nôtre. Pierre d'Ailly, que son mérite fit élever dans la suite au cardinalat, était né à Compiègne, en 1350, d'une famille médiocre, et après des études brillantes il devint, en 1384, grand maître du collège de Navarre, où sa réputation lui attira un grand nombre de disciples, entre autres Nicolas de Clémengis, Gille Deschamps, et le célèbre Gerson. Il fut nommé trois ans après chancelier de l'église de Paris, aumônier et confesseur du roi, et vers l'an 1394, trésorier, ou premier dignitaire de la Sainte-Chapelle. Le pape Benoît, dans l'espoir de le gagner, le nomma, l'année suivante, à l'évêché du Puy, d'où il fut transféré quelque temps après à celui de Cambrai, et alors il résigna sa charge de chancelier en faveur de Jean Gerson.

Comme on avait épuisé sans succès tous les moyens d'obtenir la cession volontaire, l'université proposa au roi de ne plus reconnaître l'autorité du pape Benoît, et un concile national fut convoqué à Paris, le 22 mai 1398, pour délibérer à ce sujet. Le roi ne put y assister, parce qu'il eut un nouvel accès de sa funeste maladie. On fit venir pour le guérir deux religieux augustins qui prétendaient avoir des secrets bien supérieurs à toutes les ressources de la médecine. Dès qu'ils eurent vu le roi, ils dirent que son mal était causé par des sortilèges, et en accusèrent deux officiers du duc d'Orléans, et ensuite le duc lui-même. Sur cette odieuse imputation, dont ils ne pouvaient, comme on le pense bien, donner aucune preuve, on menaça de les mettre à la question. Alors ils avouèrent la calomnie, et se confessèrent coupables d'une multitude de maléfices et de pratiques abominables. Leur procès fut instruit par le juge ecclésiastique, qui ordonna leur dégradation, après quoi ils furent livrés au juge séculier, et condamnés à mort. La dégradation se faisait avec solennité par l'évêque, et consistait à

amener en public le clerc coupable avec tous les vêtemens et autres signes distinctifs de son ordre, et à l'en dépouiller ignominieusement. Nous remarquerons à cette occasion que le roi avait publié l'année précédente une ordonnance pour faire donner des confesseurs aux criminels condamnés à mort, et ainsi fut aboli dans le royaume un abus barbare qui avait donné lieu, comme on l'a vu, à de fréquentes réclamations.

Le pape Benoît ayant appris le projet qu'on avait en France, voulut envoyer le cardinal de Pampelune pour en prévenir l'exécution ; mais le roi et son conseil firent savoir que ce légat ne serait pas reçu. Il y eut au concile national, convoqué par le roi, plus de soixante évêques, et beaucoup d'autres prélats, avec un grand nombre de docteurs de Paris, et des députés des autres universités du royaume, savoir d'Orléans, d'Angers, de Montpellier et de Toulouse. Il fut présidé par Simon de Cramaud, patriarche titulaire d'Alexandrie, et l'on y discuta longuement, et en toute liberté, les propositions soumises à l'assemblée par le chancelier, relativement à la soustraction d'obédience. Plusieurs prélats prirent la défense du pape Benoît ; d'autres proposèrent de lui ôter seulement la collation des bénéfices. Mais la très-grande majorité fut d'avis que le seul moyen de vaincre son obstination était de l'abandonner complètement, et de ne plus le reconnaître comme pape. En conséquence, le roi publia une ordonnance, en date du 27 juillet, portant ce qui suit : Nous, et les princes de notre sang, et avec nous l'Église de notre royaume, tant le clergé que le peuple, nous retirons entièrement de l'obéissance du pape Benoît, et rejetons également celle de son adversaire, que nous n'avons jamais reconnu ; nous voulons que désormais personne ne paye rien au pape Benoît, à ses collecteurs ou autres officiers, des revenus ou émolumens ecclésiastiques, et défendons étroitement à tous nos sujets de lui obéir ni à ses officiers, de quelque ma-



nière que ce soit. Le roi donna le même jour deux lettres patentes, l'une pour défendre d'avoir égard aux censures qui pourraient être portées par le pape Benoît, et aux procédures qui seraient faites par ses commissaires ou délégués; l'autre qui réglait que pendant la soustraction d'obédience, la nomination aux prélatures et autres bénéfices se ferait par les élections canoniques, ou par les collateurs à qui ce droit appartenait, qu'il ne serait rien appliqué des revenus ou émolumens des bénéfices au profit du roi ou d'aucun de ses sujets, et que le pape Benoît ne pourrait rien en percevoir. Enfin, le chancelier prononça, le lendemain, en présence du peuple, un discours français où il fit connaître cette soustraction d'obédience, et ajouta que l'intention du roi et de son conseil était de pourvoir à la conservation des franchises et anciennes libertés de l'Église de France (1). Deux commissaires envoyés à Avignon pour notifier ces mesures, les y publièrent le 1<sup>er</sup> septembre, avec ordre à tous les sujets du roi, tant clercs que laïques, de quitter le service et la cour du pape Benoît, qui se vit bientôt abandonné d'un grand nombre de ses officiers. Le roi adressa en outre une lettre aux cardinaux, dont la plupart, comme on le verra, prirent le parti d'adhérer à la soustraction d'obédience. Vers le même temps, les moines de Saint-Denis ayant obtenu, selon l'usage, la permission de procéder à l'élection, nommèrent pour abbé Philippe de Villette, et quoique d'après les privilèges de l'abbaye, l'élection dût être confirmée par le pape, on jugea que dans le cas présent ce droit était dévolu à l'évêque diocésain; mais on eut soin d'insérer dans l'acte de confirmation, qu'il ne porterait pas préjudice à l'exemption du monastère.

(1) Le roi publia au mois de février de l'année suivante, d'après l'avis des prélats, un autre décret portant que les expectatives données par le pape Benoît ou son prédécesseur demeureraient sans effet, et que nonobstant ces concessions, il serait pourvu à la collation des bénéfices par les voies ordinaires.

Cependant le roi résolut d'envoyer le maréchal de Boucicaut avec des troupes à Avignon, pour obliger le pape Benoît à se démettre du pontificat, et Pierre d'Ailly fut chargé de tenter une dernière fois la voie des négociations. Il déclara d'abord au pape les résolutions du roi de France et de l'empereur touchant la cession des deux prétendans ; puis le lendemain il fit à ce sujet un long discours dans le consistoire. Plusieurs cardinaux pressèrent le pape de céder ; d'autres représentèrent qu'il était peu convenable, après avoir élu librement un pape, de vouloir le contraindre à se démettre ; mais le cardinal d'Amiens leur répondit : Nous sommes forcés, que nous le voulions ou non, de suivre les intentions du roi de France et de l'empereur, car sans eux nous ne pouvons vivre, et le roi de France nous mande que si nous n'obéissons pas il retiendra les fruits de nos bénéfices. Cette considération fut décisive pour la plupart ; mais plusieurs persistèrent dans un avis contraire, et le pape déclara qu'ayant été élu canoniquement, il voulait demeurer pape jusqu'à la mort, et que les ordres du roi de France ni d'aucun autre prince ne le feraient pas renoncer à sa dignité. Alors Pierre d'Ailly se retira. Le maréchal de Boucicaut vint ensuite avec ses troupes investir la ville d'Avignon, et fit signifier aux habitans que si on ne lui ouvrait les portes, il ferait incendier toutes les vignes et les maisons de campagne. Ces menaces, jointes au manque de vivres, produisirent leur effet. Les habitans, de concert avec les cardinaux, et à l'insu du pape, firent leur traité avec le maréchal, et le reçurent avec ses troupes dans la ville. Dix-huit cardinaux avec la plupart des officiers sortirent d'Avignon pour se retirer à Villeneuve, où ils publièrent la soustraction d'obédience. Le gouvernement d'Avignon fut remis au cardinal de Neuchâtel, qui n'hésita pas à faire tirer le canon contre le château où le pape Benoît s'était renfermé. Mais ce cardinal reçut bientôt après un coup de feu dont

il mourut. Le pape Benoît n'ayant plus avec lui que cinq cardinaux, protesta qu'il ne se soumettrait point, quand il devrait lui en coûter la vie, et avec quelques troupes que lui amena son frère, il soutint le siège pendant tout l'hiver. Il y avait des vivres dans le château pour deux ou trois ans; mais le bois manquait par les froids les plus rigoureux, et cette circonstance jointe au mauvais air occasionna beaucoup de maladies que le défaut de remèdes rendait souvent mortelles. Deux cardinaux ayant voulu sortir du château, furent pris par les troupes du maréchal, et jetés dans une étroite prison. L'un d'eux y mourut, et l'autre, le cardinal de Pampelune, ne se tira des fers qu'au prix de cinquante mille écus d'or. Le pape avait compté sur les secours du roi d'Aragon; mais ce prince ne voulut pas, pour une cause semblable, se commettre avec la France. Il se contenta d'envoyer des ambassadeurs pour négocier un accommodement, et au mois d'avril 1399, un traité fut conclu, par lequel Benoît promit de renoncer au pontificat, si son compétiteur cédait ou venait à mourir, ou était déposé, et en outre de ne rien faire pour empêcher l'union; moyennant quoi le roi de France convint de le prendre sous sa protection, de le laisser tranquille dans son palais, et de lui fournir toutes les provisions nécessaires, mais sans lui permettre d'en sortir. Ce pape demeura ainsi enfermé plusieurs années (1).

La soustraction d'obédience fut adoptée en Castille, dans la Navarre, dans les états de Louis d'Anjou, et dans plusieurs autres provinces. Mais elle ne laissait pas d'être combattue même en France par quelques prélats et par beaucoup de docteurs, notamment par l'université de Toulouse, et Benoît parvint, quelque temps après, à regagner la plupart des princes qui avait pris cette mesure. Boniface, de son côté, éprouvait en Italie de nom-

(1) Th. Niem. — S. Anton. *Chron.* — Froiss. — Vit. Pontif.

breux embarras. Une faction puissante s'agitait sans cesse pour le dépouiller de la souveraineté de Rome, et, au mois de janvier de l'an 1400, deux membres de la famille Colonne entrèrent dans cette ville pendant la nuit à la tête de quelques troupes pour y exciter un soulèvement; mais cette tentative échoua. Le duc de Milan et le comte de Fondi avaient enlevé quelque temps auparavant plusieurs villes de l'état ecclésiastique, et le patrimoine du saint-siège était en quelque sorte au pillage. Ce fut peut-être la cause qui engagea Boniface, pour se procurer de l'argent, à multiplier les exactions, qu'on lui reproche surtout depuis ce temps. Quoiqu'il en soit, on prétend qu'en 1398 il réserva au profit de la chambre apostolique les premiers fruits d'une année de toutes les églises cathédrales ou abbatiales qui viendraient à vaquer, en sorte que quiconque voulait recevoir de lui un évêché ou une abbaye, devait avant tout payer ces fruits de la première année, quand même il ne pourrait pas prendre possession. On a déjà vu quelques exemples de cette réserve, désignée sous le nom d'annate; mais on croit que ce fut Boniface qui la rendit perpétuelle.

Vers le même temps, des imposteurs venus d'Écosse en Italie, portant des croix de briques tellement enduites qu'elles semblaient suer le sang, publièrent que le monde allait périr par un affreux tremblement de terre, et que l'un d'entre eux était le prophète Élie. Ils marchaient en procession, revêtus d'habits blancs avec des capuces qui leur couvraient tout le visage, excepté les yeux, et leurs prédications ayant effrayé une multitude d'esprits faibles, on vit bientôt partout de nombreuses processions de pénitens revêtus de ce même costume, et chantant des litanies et des cantiques parmi lesquels on remarque la prose *Stabat mater dolorosa*, qu'on attribuait alors à saint Grégoire. Les habitans de Lucques vinrent ainsi à Florence au nombre de plus de quatre mille. Cette dévotion entraîna non-seulement les

peuples, mais jusqu'à des cardinaux, et produisit pendant plusieurs mois des réconciliations nombreuses et une admirable émulation de bonnes œuvres. Chacun s'empressait, avant de prendre l'habit blanc, de se confesser avec tous les témoignages d'un vif repentir. Les pèlerinages duraient treize jours, et les pénitens couchaient, hommes et femmes, dans les églises, dans les monastères, dans les cimetières, sans donner lieu à aucun soupçon. Enfin un de ces imposteurs ayant été arrêté et condamné au feu pour ses crimes, l'enthousiasme ne tarda pas à s'éteindre.

Le jubilé séculaire de l'an 1400 attira, selon la coutume, une foule de pèlerins à Rome, principalement de la France, où l'on n'avait pas tenu compte du jubilé précédent accordé par Urbain VI. Le roi, ou son conseil, voulant empêcher l'argent du royaume de passer entre les mains de Boniface, défendit absolument ce pèlerinage, avec injonction à ceux qui étaient en route de revenir aussitôt; ce qui n'arrêta pas l'empressement d'un grand nombre de Français. Mais plusieurs furent pillés, assassinés, et même des femmes nobles violées par les troupes du comte de Fondi, et une multitude d'autres moururent de la peste qui éclata à Rome, où elle emportait jusqu'à six cents personnes par jour. Cette même année, Wenceslas, qui s'était rendu odieux et méprisable par son ivrognerie, ses débauches et ses cruautés, fut déposé de l'empire par quatre électeurs, avec le consentement du pape Boniface, et on lui donna pour successeur Robert, comte palatin du Rhin. Toutefois, plusieurs villes d'Allemagne, avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg, continuèrent longtemps encore de reconnaître Wenceslas comme empereur. L'année précédente, Richard, roi d'Angleterre, avait été aussi déposé par les seigneurs, et le duc de Lancastre, son cousin, qui lui avait succédé sous le nom d'Henri IV, le fit périr quelque temps après dans la prison où il était

renfermé. Ces deux révolutions amenèrent de grands changemens dans l'affaire de l'union. Les électeurs et l'empereur Robert ayant intérêt à ménager Boniface, refusèrent, malgré toutes les instances du roi de France, de poursuivre la voie de cession, et le nouveau roi d'Angleterre adopta l'avis de l'université d'Oxford, qui s'était prononcée pour la voie du concile général. Cependant Boniface en adhérant à la déposition de Wenceslas perdit l'obédience de la Bohême, dont ce prince était roi, et celle de la Hongrie, où il essaya vainement, quelque temps après, de soutenir contre le roi Sigismond le parti de Ladislas, roi de Naples, à qui les seigneurs avaient offert la couronne.

Comme les wicléfistes se multipliaient tous les jours en Angleterre, le roi Henri IV, dans un parlement tenu en 1401, publia une loi qui ordonnait de poursuivre ces sectaires, et de les remettre à l'évêque diocésain pour être jugés et livrés en cas d'obstination au bras séculier. Cette loi fut exécutée sur un prêtre qu'on brûla publiquement à Smithfield. Un chevalier nommé Louis de Clifford, qui jusque là les avait protégés, découvrit à l'archevêque de Cantorbéry le détail de leurs erreurs, où l'on remarque entre beaucoup d'autres déjà signalées dans Wiclef, les articles suivans : Que les sacremens tels que les administre l'Église romaine, sont des signes sans valeur et sans efficacité ; que l'Église est la synagogue du démon, et qu'ainsi on ne doit point assister à ses assemblées, ni prendre part à ses cérémonies, et surtout ne point porter les enfans à l'église pour les faire baptiser, parce qu'ils sont purs, et ne pourraient qu'être souillés par les mains des prêtres ; que la virginité n'est point approuvée de Dieu, et qu'on ne peut être sauvé si l'on n'a au moins la volonté de se marier ; qu'il n'y a point de jour plus saint qu'un autre, et qu'on peut tous les jours travailler indifféremment, boire et manger ce que l'on juge à propos ; qu'il n'y a point de purgatoire ; en-



fin, que pour tout péché il ne faut d'autre pénitence que de le quitter, et de se repentir.

Les erreurs de Wiclef passèrent vers le même temps en Bohême, où ses livres furent portés par un noble bohémien qui avait étudié à Oxford, et bientôt elles y firent de grands progrès par les prédications de Jean Huss, dont le nom obtint dans la suite une si funeste célébrité. Il était né vers l'an 1370 dans la condition la plus obscure; mais il trouva par la protection d'un seigneur les moyens de faire ses études, et fut reçu maître ès-arts, et bachelier en théologie, l'an 1393; puis ordonné prêtre, l'an 1400, il devint presque aussitôt confesseur de la reine de Bohême, épouse de Wenceslas, et l'année suivante, il fut nommé doyen de la faculté de philosophie, dans l'université de Prague. La subtilité de son esprit, une grande facilité d'élocution, son affectation de piété, ses mœurs austères, et surtout ses intrigues, lui donnèrent une grande influence. L'université de Prague était composée, comme celle de Paris, de quatre nations, savoir celle de Bohême, de Bavière, de Saxe, et de Pologne, et ces trois dernières, comme formant la majorité, disposaient de presque toutes les places en faveur des étrangers. Jean Huss entreprit de faire changer cet état de choses, et obtint sans peine de Wenceslas, irrité contre les Allemands, une déclaration qui attribuait à la nation de Bohême l'intendance des écoles, et trois voix contre une dans les suffrages. Les Allemands, par dépit, quittèrent Prague au nombre de plus de deux mille tant docteurs qu'écoliers, pour se retirer à Leipzig, où ils fondèrent en 1402, par l'autorité du pape, une nouvelle université. Mais leur retraite procura à Jean Huss un plus grand crédit. Il fut nommé, sur ces entrefaites, à une place de prédicateur dans une église qui venait d'être fondée à Prague par un riche bourgeois, et commença bientôt dans les sermons qu'il faisait en langue vulgaire à prêcher quelques-unes des erreurs de

Wiclef contre l'autorité de l'Église, et à louer les ouvrages de ce sectaire, dont il fit aussi une traduction. Tous les clercs notés pour leurs crimes ou leur insubordination, et d'autres indignés de voir donner tous les riches bénéfices à des nobles, ne manquèrent pas d'applaudir aux déclamations du prédicateur ; mais il crut devoir néanmoins, pendant plusieurs années, garder une certaine réserve, et ce ne fut qu'après s'être assuré d'un parti nombreux parmi le peuple qu'il développa enfin clairement ses principes hétérodoxes.

Cependant, comme on vit la voie de cession rejetée par les princes du parti de Boniface, on commença en France à reconnaître que la soustraction d'obédience était désormais sans motif, et la délivrance du pape Benoît vint bientôt après la faire révoquer. Ce pontife, détenu depuis plus de quatre ans dans son palais d'Avignon, trouva le moyen de s'évader et de se mettre en sûreté par les soins du duc d'Orléans, qui s'était ouvertement déclaré en sa faveur. Un gentilhomme de Normandie, nommé Robert de Braquemont, habitué à rendre de fréquentes visites au pape, le fit sortir avec lui aux approches de la nuit, le 11 mars 1403, déguisé sous le costume d'un homme de sa suite, et le conduisit dans une petite place voisine où il avait rassemblé cinq cents hommes pour le défendre. Benoît, malgré son travestissement, voulut emporter l'Eucharistie dans une petite boîte d'argent, suivant l'usage des souverains pontifes, qui la font porter devant eux quand ils voyagent. Dès que le bruit de son évasion se fut répandu, les cardinaux qui l'avaient abandonné cherchèrent à se rapprocher de lui, et après quelques reproches sur leur conduite à son égard, il leur promit d'oublier le passé, et révoqua la bulle de dégradation qu'il avait publiée contre eux. Il pardonna de même aux habitans d'Avignon, sans leur imposer d'autres conditions que de réparer les brèches qu'ils avaient faites au château. Il s'empressa d'é-

crire au roi de France, aux princes de son conseil, et à l'université de Paris, pour demander la restitution d'obédience, et protester de son zèle pour l'union de l'Église; puis il envoya pour le même objet deux cardinaux qui furent admis, le 20 mai, à l'audience du roi, où ils renouvelèrent la demande du pape, et témoignèrent de la sincérité de ses dispositions. Le roi avait déjà convoqué une assemblée du clergé et des seigneurs, pour délibérer sur cette question, qui préoccupait vivement les esprits. L'affaire y fut longuement discutée, et malgré l'opposition des ducs de Bourgogne et de Berry, et d'une grande partie de l'université de Paris, la restitution d'obédience, soutenue par le duc d'Orléans, par le célèbre Pierre d'Ailly, et par les universités d'Orléans, de Montpellier et de Toulouse, fut enfin adoptée par la majorité de l'assemblée. Le duc d'Orléans profita d'un moment où les ducs de Berry et de Bourgogne étaient absents pour faire approuver cet avis par le roi; après quoi il gagna ces deux princes, en promettant de faire signer au pape la confirmation des mesures prises, pendant la soustraction, pour la liberté de l'Église de France, et l'engagement de renoncer au pontificat si son compétiteur venait à céder, à mourir, ou bien à être déposé. Enfin, le 30 mai 1403, le roi se rendit avec les princes à l'église de Notre-Dame, où après une messe solennelle on publia la restitution d'obédience, et il fit expédier le même jour des lettres patentes pour notifier cette résolution dans tout le royaume, et ordonner à tous ses sujets de reconnaître Benoît comme pape, et de lui obéir. L'exemple de la France fut suivi en Castille et dans les autres provinces où la soustraction avait été admise. Le pape Benoît voulut regarder comme non avenue tout ce qui s'était fait en France relativement à la juridiction pontificale pendant la cessation d'obédience, et conférer lui-même les prélatures au mépris des élections faites, de sorte qu'il obligea Philippe de Vilette à recevoir de

lui une nouvelle nomination à l'abbaye de Saint-Denis, et disposa de l'archevêché de Toulouse, pour lequel une élection avait été faite par le chapitre. Il entreprit aussi de faire rentrer les décimes, les annates, et autres redevances dont la chambre apostolique avait été privée. Les représentations que le roi lui fit à ce sujet par des ambassadeurs, et les instances même du duc d'Orléans, qui se rendit en personne auprès de lui, ne purent ébranler cette détermination. En conséquence, le roi irrité publia un édit qui ordonnait le maintien de toutes les élections faites durant la soustraction, avec défense de rien faire payer pour les décimes ou autres droits échus pendant le même temps (1).

L'année suivante, le pape Benoît voulant faire paraître son zèle pour l'extinction du schisme, envoya des députés à Rome proposer une conférence. Boniface ne voulut les recevoir qu'à la condition qu'ils lui rendraient les honneurs pontificaux, et après quelques jours de dissimulation, il leur répondit enfin qu'il était le vrai pape, et que Pierre de Lune n'était qu'un intrus. Les ambassadeurs répliquèrent qu'au moins leur maître n'était pas simoniaque, accusant ainsi indirectement Boniface de l'être lui-même. Le dépit qu'il en conçut et la vivacité de la discussion lui causèrent une fièvre violente qui, jointe aux douleurs de la pierre, l'emporta au bout de quelques jours, le 1<sup>er</sup> octobre 1404. Il ne fut pas plus tôt expiré, que le gouverneur du château Saint-Ange, qui était son parent, fit arrêter les ambassadeurs, et il ne les remit en liberté, malgré les instances des cardinaux, qu'en leur faisant payer une somme de cinq mille florins d'or. Comme la mort de Boniface offrait une occasion favorable pour la réunion de l'Église, les députés prièrent instamment les cardinaux de différer l'élection ; mais pour se débarrasser de cette proposition, on leur

(1) Juven. des Urs. — Trith. *Chron.* — Walsing. — Gobel.

demanda s'ils avaient pouvoir de renoncer au nom de Benoît; la question était bien inutile, puisqu'on savait que ce pape avait pris l'engagement de se démettre en cas de mort de son compétiteur, et que s'il n'y consentait pas, les princes et les cardinaux de son obéissance étaient décidés à l'abandonner. Toutefois, sur la réponse négative des ambassadeurs, les cardinaux entrèrent en conclave au nombre de neuf, et après un serment illusoire par lequel chacun d'eux s'obligeait s'il était élu à renoncer au besoin à la papauté pour l'union de l'Eglise, ils élurent pape, le 17 octobre, le cardinal Cosmat de Meliorati, qui prit le nom d'Innocent VII. Il était généralement estimé pour la pureté de ses mœurs, pour sa science, et son habileté dans les affaires. Dès le commencement de son pontificat, il se vit obligé de faire un traité avec les Romains, par lequel il leur accordait le droit d'élire sept magistrats pour recevoir et administrer les revenus de la ville, et par un autre traité avec Ladislas, roi de Naples, il prit l'engagement de ne rien conclure, ni lui, ni les cardinaux, pour l'union de l'Eglise, que les deux partis ne fussent convenus de laisser ce prince en possession. Au mois de juin de l'année suivante, il fit une promotion de onze cardinaux, dont cinq Romains, espérant par là gagner l'affection du peuple; mais les gibelins, excités par Ladislas, ne cessèrent de remuer pour s'emparer du pouvoir, et comme le neveu du pape fit arrêter et tua de sa main ceux qui étaient à la tête de ces intrigues, une sédition violente éclata qui força le pape à se retirer à Viterbe, où il demeura sept mois; après quoi les guelfes ayant repris le dessus, le rappelèrent à Rome, où il fut remis en possession du gouvernement. Ensuite Ladislas, effrayé par une sentence d'excommunication et de déposition que le pape prononça contre lui, demanda et obtint la paix à condition de rendre le château Saint-Ange et tout ce qu'il avait pris sur l'Eglise.

Le pape Innocent, dans la lettre circulaire envoyée aux prélats de son obédience pour leur faire part de son élection, et dans d'autres lettres adressées à différens princes et même au pape Benoît, avait convoqué pour le 1<sup>er</sup> novembre 1405 un concile à Rome pour délibérer sur l'extinction du schisme ; puis, obligé de se retirer à Viterbe, il prorogea le concile au mois de mai de l'année suivante ; mais ce projet illusoire demeura sans exécution, et ne pouvait avoir en effet aucun résultat ; car il était visible que les prélats de l'obédience opposée ne voudraient pas se rendre à une convocation qu'ils ne lui reconnaissaient pas le droit de faire. Benoît, de son côté, poursuivait toujours son projet de conférence, qui ne pouvait pas être plus efficace ; et comme s'il eût cru pouvoir faire encore illusion, il publia qu'il voulait aller lui-même à Rome pour travailler à l'union, retardée par l'obstination de l'intrus. Il leva en conséquence une décime sur le clergé ; puis, au printemps de l'an 1405, il se rendit à Gênes, où il venait d'être reconnu, et fit demander au pape Innocent un sauf-conduit qui lui fut refusé. Il ne manqua pas d'écrire aussitôt partout qu'il ne tenait pas à lui, mais à l'obstination de son compétiteur, que la paix ne fût rendue à l'Église. La peste qui survint à Gênes l'obligea bientôt après d'en sortir et de se retirer à Marseille. Le pape Benoît, attentif à tout ce qui pouvait donner du relief à son obédience, avait mandé auprès de lui saint Vincent Ferrier, dont les vertus, les immenses travaux et les succès éclatans répandaient l'admiration dans toutes les contrées de l'Europe. Le saint missionnaire se rendit à Gênes, où il continua l'exercice de son zèle ; et on rapporte qu'il y reçut le don des langues, et que prêchant en espagnol, il se faisait entendre aux gens de toute nation que le grand commerce de cette ville et la présence du pape y attirait. La bienheureuse Colette, fille d'un charpentier de Corbie, au diocèse d'Amiens, vint aussi trouver le pape Benoît du-



rant ce voyage, pour faire approuver le dessein qu'elle avait conçu de travailler à la réforme de l'ordre de Sainte-Claire, ce qu'elle entreprit et exécuta dans un grand nombre de monastères de la Franche-Comté, de la Picardie et de la Belgique.

La vaine démarche que le pape Benoît avait faite pour obtenir une conférence ne trompa personne, et l'université de Paris réclama de nouveau la soustraction d'obédience. Elle avait d'ailleurs envoyé au pape Innocent, pour le presser de travailler à la réunion de l'Église, des lettres et des députés qui rapportèrent la bulle de convocation du concile pour le mois de mai 1406, ce qui donnait lieu à Benoît de craindre qu'on ne se rapprochât de son compétiteur. Il envoya donc à Paris le cardinal de Chaland avec le titre de légat pour combattre les démarches de l'université, et empêcher que l'on ne se rendit au concile du pape Innocent. Mais ce légat eut beaucoup de peine à obtenir audience, et lorsque enfin il fut admis à expliquer ses propositions en présence du roi et de son conseil, il s'étendit longuement sur le zèle et les bonnes intentions de Benoît pour l'union de l'Église, et termina par exhorter à tenir ferme pour ce pape, si l'on voulait voir finir le schisme. Le docteur Jean Petit répondit quelques jours après au nom de l'université, et conclut à demander que la soustraction d'obédience fût rétablie, l'Église gallicane délivrée des exactions de la cour de Rome, et qu'enfin l'on condamnât une lettre de l'université de Toulouse qui traitait la soustraction de crime. Comme il s'éleva des contestations dans le conseil, les princes renvoyèrent l'affaire au parlement, où elle fut plaidée dans les formes. Un premier arrêt, rendu le 17 juillet 1406, condamna la lettre de l'université de Toulouse à être lacérée publiquement comme injurieuse au roi; un autre arrêt du 11 septembre défendit provisoirement de lever au profit du pape Benoît ou des cardinaux les annates ou premiers

fruits des bénéfices vacans, les droits de procuration pour les visites, ou d'autres redevances d'aucune espèce. Il fut ordonné toutefois que cet arrêt ainsi que la soustraction d'obédience seraient soumis à l'assemblée du clergé convoquée pour le mois de novembre. Il y eut à cette assemblée plus de soixante évêques, et un grand nombre d'abbés et de docteurs, et comme les avis étaient fort partagés, on choisit douze théologiens ou canonistes, dont six devaient parler pour le pape Benoît, et six contre. Nous signalerons, parmi les premiers, Pierre d'Ailly, qui s'éleva fortement contre les intrigues et les déclamations de quelques docteurs de l'université, et représenta comme une attaque contre l'autorité du saint-siège, les discours injurieux où l'on qualifiait Benoît de schismatique. On remarque parmi les seconds, Simon de Cramaud, patriarche titulaire d'Alexandrie, qui, pour relever l'autorité de l'université de Paris, dit entre autres choses que Jules César l'avait amenée d'Athènes à Rome, et que Charlemagne l'amena de Rome à Paris. Telle était l'érudition des docteurs du temps. Enfin, après de longues discussions, les prélats seuls s'assemblèrent pour délibérer, et la majorité se prononça pour la soustraction d'obédience. Mais de nouvelles circonstances firent suspendre l'exécution.

Le pape Innocent était mort sur ces entrefaites, le 6 novembre 1406, et les cardinaux, entrés en conclave au nombre de quatorze, cherchèrent encore à s'aveugler ou plutôt à éblouir le monde par un compromis portant que celui qui serait élu pape renoncerait à son droit en cas de mort ou de cession de l'antipape, que cette détermination serait notifiée, dans le mois qui suivrait l'élection, à l'empereur, aux autres princes, à tous les prélats, ainsi qu'à l'antipape et à ses prétendus cardinaux; que dans trois mois le pape élu enverrait des ambassadeurs pour convenir d'un lieu de conférence, et qu'enfin, pendant les négociations, il ne ferait point de nouveaux car-

dinaux, si ce n'est pour égaler le nombre de ceux de l'autre obédience. Cet acte fut souscrit et confirmé avec serment, par tous les cardinaux, après quoi, le 30 novembre, ils élurent pape le cardinal Ange Corrario, noble Vénitien, qui prit le nom de Grégoire XII. Sa piété, sa modestie et sa vie austère faisaient espérer qu'il accomplirait fidèlement la promesse faite dans le consistoire. Il s'empressa, en effet, de la ratifier dès qu'il fut pape, et dans ses discours il ne cessait de répéter qu'il était prêt à tout entreprendre et à sacrifier sa dignité pour l'union de l'Eglise. Il déclara la même chose dans ses lettres aux princes, et aux prélats. Il fit ponctuellement toutes les démarches exprimées dans le compromis, et écrivit aussitôt à Benoît que pour mettre un terme à la funeste division de l'Eglise, il offrait de renoncer sans délai au pontificat, si Benoît en faisait autant. Celui-ci répondit par une promesse analogue ; mais l'événement fera voir quelle était des deux côtés la sincérité de ces protestations (1).

Cependant elles firent naître partout, et spécialement en France, autant de joie que d'espérance, et le roi envoya des ambassadeurs aux deux prétendants pour les exhorter à une prompte exécution de leurs promesses, avec ordre de signifier à Benoît que s'il y apportait des obstacles, on était résolu à la soustraction d'obédience. Grégoire, de son côté, suivant les termes du compromis, envoya des ambassadeurs auprès de Benoît, pour convenir d'une entrevue où ils feraient l'un et l'autre leur renonciation. On convint, après bien des négociations, que la conférence aurait lieu à Savone, et que les deux papes s'y rendraient au plus tard à la Toussaint de l'an 1407. Grégoire fit lever pour ce voyage des subsides sur les églises de son obédience ; mais il trouva des prétextes sans nombre pour ne pas l'exécuter, alléguant tantôt qu'il ne serait pas en sûreté à Savone, tantôt qu'il n'a-

(1) Juv. Urs. — Th. Niem. — S. Ant. Chron. — Gobel.

vait pas des galères convenables, et à mesure que les ambassadeurs français levaient ces difficultés, il en proposait de nouvelles. Quant à Benoît, il refusa obstinément, malgré les instances réitérées des ambassadeurs, de confirmer par une bulle sa promesse de cession. Toutefois, il se rendit à Savone pour le temps fixé, et voulant se donner le mérite de faire quelques concessions, après avoir refusé pour la conférence la ville de Pise, et quelques autres proposées par son compétiteur : il offrit de s'avancer jusqu'à Porto Venere, et là d'entamer de nouvelles négociations avec les députés de Grégoire, pour convenir d'un autre lieu ; mais Grégoire, qui, malgré les sollicitations pressantes de ses cardinaux et d'une foule de prélats, n'avait pas voulu se rendre à Savone, ne tint pas mieux la promesse qu'il fit ensuite de venir à Pietra Santa pour les négociations proposées par Benoît. Ainsi tant de belles protestations demeurèrent sans effet.

Louis, duc d'Orléans, frère unique du roi Charles VI, et zélé protecteur du pape Benoît, fut assassiné au mois de novembre de cette année 1407, par les ordres de Jean, duc de Bourgogne, son cousin-germain. Le docteur Jean Petit, créature du duc de Bourgogne, entreprit de justifier cet assassinat, et osa soutenir publiquement dans un discours prononcé en présence des princes, cette odieuse maxime, qu'il est permis à toute personne de tuer un tyran, après quoi il s'efforça de montrer que cette qualification de tyran convenait au duc d'Orléans. Une telle apologie ne fit qu'exciter l'indignation ; mais la puissance du duc de Bourgogne força de laisser alors impuni l'assassinat et son apologiste. Cependant, le roi voyant que les deux papes ne cherchaient qu'à éluder leurs promesses, publia, au mois de janvier de l'an 1408, des lettres patentes où il déclarait que si la cession n'avait pas lieu avant l'Ascension prochaine, il ferait aussitôt proclamer la soustraction d'obédience. Benoît l'ayant appris, fit expédier une bulle portant ex-

communication contre tous ceux qui rejetaient la voie de conférence, ou demandaient la voie de cession, ou qui enfin se retireraient de son obéissance, et lui refuseraient la collation des bénéfices ; et dans le cas d'une telle entreprise, si l'on ne satisfaisait pas dans vingt jours, il prononçait l'interdit général, avec dispense du serment de fidélité envers le roi et les princes. Cette bulle, remise au roi le 14 mai, fut lacérée publiquement sept jours après en présence des princes et des prélats, sur les conclusions de l'université, qui prétendit que Benoît en rejetant la voie de cession se montrait tout à la fois parjure, schismatique opiniâtre, et suspect d'hérésie, et qu'on ne pouvait le reconnaître comme pape ou lui obéir sans être fauteur du schisme. Ceux qui avaient apporté la bulle furent ensuite condamnés par des commissaires à être mis au carcan, et exposés à la dérision publique. Le roi publia en même temps la soustraction d'obéissance, et écrivit aux cardinaux de Grégoire pour les exhorter à se réunir avec les cardinaux d'Avignon pour la convocation d'un concile général. Enfin, il ordonna au maréchal de Boucicaut, qui commandait à Gênes, de prendre des mesures pour s'assurer de la personne de Benoît ; mais ce pape, aussi vigilant qu'opiniâtre, s'embarqua, le 15 juin, avec quatre cardinaux sur des galères qu'il tenait à sa disposition, et se rendit à Perpignan sur la frontière de l'Aragon, sa patrie.

Pendant qu'on prenait ces mesures en France contre Benoît, l'autorité de Grégoire n'était pas moins sérieusement menacée. Ce pape, non moins obstiné que son compétiteur, après avoir refusé toute conférence, défendit en outre à ses cardinaux de délibérer entre eux, et de conférer avec les députés de Benoît ; et de plus, au mépris du compromis signé dans le conclave, il voulut absolument, malgré leurs protestations, faire, le 9 mai, une promotion de quatre nouveaux cardinaux, entre lesquels étaient deux de ses neveux. Les anciens cardinaux

voyant ainsi Grégoire manquer à toutes ses promesses, abandonnèrent aussitôt sa cour pour se retirer à Pise, d'où ils lui firent signifier un appel au concile général et au pape futur, des défenses qui leur avaient été faites, et de toutes les procédures qui pourraient être faites contre eux. Ensuite ils se rendirent à Livourne pour se concerter avec les cardinaux de Benoît, et après être tombés d'accord sur la convocation d'un concile général, ils adressèrent, vers la fin de juin, une lettre circulaire à tous les prélats pour les inviter à se rendre à Pise, au mois de mars de l'année suivante, pour travailler à l'union de l'Église. Les cardinaux d'Avignon envoyèrent une lettre semblable, et écrivirent en même temps au pape Benoît pour lui notifier la convocation de ce concile, et l'inviter à s'y trouver. Les deux prétendants convoquèrent aussi, l'un et l'autre, un concile de leur obéissance, Benoît, à Perpignan pour la Toussaint de cette année 1408, et Grégoire, dans la province d'Aquilée, pour la Pentecôte de l'année suivante. Mais les cardinaux romains publièrent une lettre où ils montraient que dans l'état des choses cette convocation était illusoire, et ne pouvait nullement contribuer à l'extinction du schisme. Grégoire fit, au mois de septembre, une nouvelle promotion de neuf cardinaux, et Benoît, de son côté, en créa cinq pour remplacer ceux qui l'avaient abandonné.

Le roi Charles VI, après la soustraction d'obéissance, avait convoqué à Paris un concile national, qui commença le 11 août 1408, et dura jusqu'au 5 novembre. On y déclara auteurs du schisme trois cardinaux, avec les généraux des frères prêcheurs et des frères mineurs, l'archevêque d'Auch, et plusieurs autres prélats qui persistaient dans l'obéissance de Benoît, et on fit divers réglemens pour l'administration de l'Église gallicane pendant la soustraction. On y décida notamment que, pour l'absolution des péchés et des censures réservées au pape, ou pour la dispense des irrégularités, on aurait recours au



pénitencier du saint-siège, et en cas d'impossibilité, à l'évêque, et pour les dispenses de mariage, au concile provincial, où seraient aussi portées les élections des archevêques, les appellations et autres affaires, qui d'après la coutume devraient être portées au saint-siège, et pour l'exécution de ces réglemens. on ordonna que les archevêques tiendraient tous les ans leur concile provincial, et qu'il devrait durer au moins un mois. Le concile convoqué par Benoît à Perpignan s'ouvrit au jour fixé, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> novembre, et fut d'abord assez nombreux; car il s'y trouva, dit-on, jusqu'à cent vingt évêques de Castille, d'Aragon, de Navarre, et de quelques autres provinces; plusieurs sessions furent employées à une longue exposition de tout ce qui avait été fait pour amener l'union de l'Église, après quoi Benoît demanda l'avis des évêques sur ce qu'il y avait à faire: les uns proposèrent d'envoyer des procureurs à Pise avec pouvoir de renoncer immédiatement, ce qui fut vivement combattu par d'autres, et cette diversité d'opinions porta la plupart des prélats à se retirer, en sorte qu'il n'en demeura que dix-huit, qui présentèrent, le 1<sup>er</sup> février, un mémoire au pape pour demander la cession. Enfin, le 26 mars, Benoît nomma des nonces pour aller à Pise traiter en son nom. Cependant, Grégoire, non moins occupé des moyens de se maintenir, avait envoyé le cardinal Antoine Corrario, son neveu, avec le titre de légat en Allemagne pour détourner le roi Robert, et les princes et prélats, d'envoyer ou de se rendre au concile convoqué par les cardinaux. Ceux-ci de leur côté pour obtenir l'adhésion de l'Allemagne, envoyèrent le cardinal de Bar, qui fut reçu partout avec de grands honneurs par les peuples et le clergé. Les deux ambassadeurs se rendirent à une diète tenue au mois de janvier à Francfort, où le légat de Grégoire dans un long discours s'efforça de justifier la conduite de ce pontife, et attaqua sans ménagement celle des cardinaux. Les

archevêques de Mayence et de Cologne, avec d'autres princes, ne laissèrent pas de donner leur adhésion à la convocation du concile de Pise ; mais le roi Robert persista dans le parti de Grégoire.

Le concile de Pise s'ouvrit le 25 mars 1409, et bientôt on y compta vingt-trois cardinaux, douze archevêques, quatre-vingts évêques, et les députés de plus de cent absens ; quatre-vingt-sept abbés présents en personne, et plus de deux cents par procureurs, le grand maître de Rhodes, et le procureur-général des chevaliers teutoniques, les députés des universités de Paris, de Bologne, d'Oxford, de Prague et d'un grand nombre d'autres, et enfin les ambassadeurs des rois de France, d'Angleterre, de Portugal, de Bohême, et de plusieurs autres princes. Après les cérémonies ordinaires, et la nomination des officiers du concile, on fit publier à la porte de l'église une citation aux deux prétendants ; ce qui fut répété deux autres jours, et personne n'ayant comparu de leur part, on rendit une sentence qui les déclarait contumaces, et ordonnait qu'il serait passé outre, et procédé contre eux, après quoi, à cause de la semaine sainte et des fêtes de Pâques, on ajourna la quatrième session au 15 avril. Des ambassadeurs, que le roi Robert avait envoyés à Grégoire, se présentèrent à cette quatrième session, où ils entreprirent de défendre la cause de ce pontife. Leurs raisons, qu'ils remirent ensuite par écrit, tendaient principalement à montrer que les cardinaux n'avaient pu se soustraire légitimement à l'obéissance de celui qu'ils reconnaissaient pour vrai pape, que s'ils doutaient que Grégoire fût pape, ils devaient aussi douter qu'ils fussent cardinaux ; et qu'enfin, la convocation d'un concile général n'appartenait qu'au pape, et que les cardinaux n'ayant ni le droit ni le pouvoir de faire cette convocation, avaient entrepris visiblement sur l'autorité pontificale. Il faut avouer que ces objections étaient sans réplique de la part des cardinaux, qui, ayant eu plusieurs

fois l'occasion de mettre fin au schisme par des voies régulières, avaient mieux aimé nommer un pape, pour se révolter ensuite contre lui et le déposer. Mais quant au concile, on pouvait dire que dans la situation déplorable où se trouvait l'Église, et quand ceux qui pouvaient finir le schisme s'obstinaient au contraire à le prolonger, la nécessité forçait de recourir à des moyens extraordinaires, que dans l'impossibilité de discerner le vrai pape, et de se prononcer entre deux prétendants également douteux et également opiniâtres, l'Église avait le droit incontestable de pourvoir à son unité par toutes les autres voies possibles; qu'après avoir épuisé sans succès toutes les voies de conciliation, il ne restait plus d'autre ressource que de procéder contre les deux prétendants, pour les obliger à se soumettre, ou les déposer; que ne pouvant établir ni l'un ni l'autre d'une manière certaine leur droit au saint-siège, ils ne pouvaient pas davantage s'attribuer l'un ou l'autre le droit incontestable de convoquer un concile général, que par conséquent cette convocation n'avait pu avoir lieu selon les règles ordinaires, et qu'enfin le concile, représentant l'Église, avait le droit qui ne peut appartenir qu'à elle seule, et dont elle jouit, soit dispersée, soit assemblée, de prononcer sur les prétentions réciproques de ceux qui se disputent le saint-siège. Ces considérations furent développées, soit de vive voix, soit par écrit, par plusieurs docteurs célèbres qui assistaient au concile; mais les ambassadeurs allemands n'attendirent pas le jour qu'on avait indiqué pour leur répondre. Ils partirent la veille sans prendre congé, après avoir affiché à la porte de l'Église un acte d'appel à un concile légitimement assemblé. Du reste, ils avaient demandé que l'on convînt d'un jour et d'un lieu pour une nouvelle conférence entre les deux papes, ajoutant que si Grégoire refusait alors d'y venir, et d'accomplir sa promesse de renonciation, on procéderait à l'élection d'un pape unique, ce qui pouvait faire

juger de la valeur qu'ils attribuaient eux-mêmes à leurs objections. Comme on ne vit avec raison dans cette demande qu'une ruse imaginée pour rompre le concile, on refusa ce nouveau délai ; car l'expérience avait montré déjà trop clairement le cas qu'on devait faire des promesses de Grégoire, et il donna vers le même temps une nouvelle preuve de son obstination. Charles de Malatesta, seigneur de Rimini, qui lui était tout dévoué, le pressa inutilement d'entrer en conférence avec des procureurs du concile de Pise, et de renoncer au pontificat si l'on persistait à l'exiger. Les cardinaux s'engagèrent même à lui faire accorder pour toute sa vie la légation de Forli et de Trévise, avec le premier rang après le pape qu'on élirait. Mais Grégoire se refusa à tout, et répondit par cette exclamation qu'il réitérait sans cesse : Si je renonce, que deviendront mes proches et mes amis ?

Le concile tint la cinquième session le 24 avril, et le promoteur y fit proposer contre les deux prétendans divers chefs d'accusation, concernant leur mauvaise foi, leur parjure et leurs démarches visiblement calculées pour prolonger le schisme ; après quoi on ordonna qu'il serait nommé des commissaires pour entendre les dépositions des témoins. Sur ces entrefaites arrivèrent les ambassadeurs d'Angleterre, ayant à leur tête deux évêques, dont l'un, Robert de Salisbury, déclara au nom de ses collègues, dans la session suivante, qu'ils avaient pouvoir de consentir à tout ce qui serait fait par le concile pour l'extinction du schisme. Dans la septième session, Pierre d'Ancarano, fameux docteur de Bologne, réfuta les objections proposées par les ambassadeurs allemands contre l'autorité du concile ; puis dans la huitième, on fit un décret portant que les cardinaux avaient eu le droit de se réunir et de convoquer un concile général, et que celui de Pise représentait suffisamment l'Église universelle, et pouvait juger et terminer l'affaire du schisme ; et comme les cardinaux de Benoît n'avaient pas encore expressé-

ment renoncé à son obéissance, le concile, sur les conclusions du promoteur, déclara que les deux prétendans ayant violé leurs promesses et montré l'intention manifeste de perpétuer le schisme, toute personne devait cesser désormais de les reconnaître et de leur obéir. On publia dans la neuvième session le décret qui ordonnait cette soustraction d'obéissance. Les deux sessions suivantes furent employées à entendre le rapport des commissaires chargés de l'audition des témoins ; et dans la douzième, on déclara suffisamment établis les faits avancés contre Benoît et Grégoire. Ensuite, dans la treizième, un fameux docteur en théologie, nommé Pierre Plaoul, fit un discours où il s'efforça de montrer que l'Eglise est au-dessus du pape, et rapporta l'opinion de l'université de Paris, qui avait déclaré que Pierre de Lune était schismatique opiniâtre et même hérétique, comme méprisant l'article du symbole où l'on professe l'unité de l'Eglise, et que par conséquent le concile devait le déposer, ajoutant que c'était également l'avis des universités d'Angers, d'Orléans et de Toulouse ; après quoi l'évêque de Novarre déclara que telle était aussi l'opinion des universités de Bologne et de Florence.

Enfin, après de nouvelles citations et un résumé fait dans la quatorzième session de tous les témoignages entendus, on rendit dans la quinzième, tenue le 5 juin, une sentence par laquelle le concile, attendu la notoriété et les preuves des griefs articulés par le promoteur, déclarait Pierre de Lune et Ange Corrario schismatiques opiniâtres, coupables de parjure et même hérétiques, et comme tels déchus de tout honneur, de toute dignité, de toutes fonctions, et retranchés de l'Eglise, et néanmoins, pour plus grande sûreté, les privait de tous ces droits, les déposait, leur défendait de se porter pour papes, déclarait le saint-siège vacant, et défendait à tous les fidèles de leur obéir, de leur donner aide ou conseil, de les recevoir ou de les favoriser, sous peine d'excommu-



nication. On ordonna dans la session suivante que des commissaires seraient nommés partout où il en serait besoin pour faire exécuter cette sentence. Ensuite, dans une autre session tenue le 13 juin, le concile, sans décider du droit entre les cardinaux de l'une ou de l'autre obéissance, leur conféra pour cette fois à tous indistinctement le pouvoir d'élire un pape. Les ambassadeurs du roi d'Aragon se présentèrent à cette session, et demandèrent audience pour les nonces de Benoît. On nomma des députés pour les entendre le lendemain, et on commença par leur notifier la sentence rendue contre les deux prétendants; puis comme ils se qualifièrent nonces du pape Benoît, on les appela nonces d'un hérétique et d'un schismatique. Alors, voyant que toute nouvelle démarche deviendrait inutile, ils prirent le parti de s'en retourner sur-le-champ. Un d'entre eux, nommé Boniface Ferrier, frère de saint Vincent Ferrier et général des chartreux dans l'obéissance de Benoît, a laissé une relation pleine d'invectives contre le concile de Pise, qu'il accuse de violences odieuses; mais on comprend que son témoignage n'est d'aucun poids.

Les cardinaux entrèrent enfin en conclave, le 15 juin, au nombre de vingt-quatre, et onze jours après ils élurent d'une voix unanime le cardinal Pierre Philargi, qui prit le nom d'Alexandre V. Il était d'une origine si obscure qu'il n'avait jamais connu ses parents. Il passa son enfance en mendiant dans l'île de Candie, où il fut recueilli par un frère mineur qui, charmé de son esprit, lui enseigna le latin, puis quelque temps après le fit recevoir dans l'ordre, et l'amena avec lui en Italie. Comme il montra de grandes dispositions, on l'envoya étudier à l'université d'Oxford, et ensuite à celle de Paris, où il fut reçu docteur. Rappelé dans la Lombardie, il se rendit si célèbre par ses prédications, qu'il fut nommé successivement évêque de Plaisance et de Novarre, puis archevêque de Milan et enfin cardinal. Le nouveau pape présida à



la dix-huitième session, tenue le 1<sup>er</sup> juillet, où l'on fit lecture d'une ordonnance par laquelle il confirmait l'union des deux collèges de cardinaux et tout ce qui avait été ordonné dans le concile ; puis, dans les deux suivantes, il cassa et annula toutes les censures et toutes les sentences portées pendant le schisme par les deux compétiteurs, ratifia les provisions de bénéfices faites par les deux prétendants avant la sentence rendue contre eux, ou par les collateurs ordinaires pendant la soustraction d'obédience, mais seulement en faveur de ceux qui adhéraient au concile, et renonça pour l'avenir à la réserve des dépouilles des prélats morts et des revenus des bénéfices vacans, ainsi qu'aux droits de procuration et de visite, et aux arrérages dus à la chambre apostolique pour les annates ; ce qui fut imité par les cardinaux pour la part qui devait leur en revenir ; car ils percevaient la moitié des annates et des fruits des prélatures vacantes. Ensuite on publia une ordonnance pontificale portant convocation d'un concile général dans trois ans, c'est-à-dire au mois d'avril 1412, pour la réformation de l'Église. Comme Ladislas, roi de Naples, persistait dans le parti de Grégoire, et avait usurpé une grande partie des terres du saint-siège, le pape Alexandre donna l'investiture du royaume à Louis d'Anjou, qui venait d'arriver au concile pour y faire autoriser ses droits. Enfin, dans la vingt et unième et dernière session, tenue le 7 août, on fit un décret pour défendre d'aliéner ou hypothéquer les biens des églises, et un autre pour ordonner de tenir régulièrement les conciles provinciaux, les synodes diocésains et les chapitres monastiques. Telle fut la conclusion du concile de Pise, dont l'œcuménicité est restée douteuse, mais qui ne laissa pas de porter au schisme un coup mortel et de réunir presque toute l'Église sous l'obédience d'Alexandre V.

Pendant la tenue de ce concile, Grégoire ouvrit le sien à Austria, près d'Udine, dans le Frioul. Il n'y vint que

très-peu de prélats, et ce fut en vain que Grégoire envoya trois évêques à Venise pour faire ordonner à ceux de la province de se rendre à son concile sous peine d'excommunication. Il y eut trois sessions en y comprenant celle de l'ouverture, qui se fit le 6 juin. Dans la seconde, tenue le 22 du même mois, on porta une sentence qui déclarait nulles et sacrilèges les élections de Pierre de Lune et de Pierre Philargi, et cassait tous les actes qu'ils avaient faits ou pourraient faire en qualité de papes. Enfin, dans la troisième, tenue le 5 septembre, il publia un acte par lequel il promettait de renoncer au pontificat, si ses compétiteurs y renonçaient eux-mêmes, dans une conférence dont le lieu et le temps seraient fixés par Robert, roi des Romains, de concert avec Sigismond, roi de Hongrie, et Ladislas, roi de Naples. Mais c'était une illusion trop grossière, puisqu'il était visible que ces trois princes, ennemis depuis longtemps, ne voudraient pas se concerter pour une affaire de cette nature. Grégoire aussitôt après, craignant d'être arrêté par les Vénitiens, qui avaient reconnu Alexandre V, et dont il s'était d'ailleurs attiré la haine en déposant le patriarche d'Aquilée, s'échappa furtivement, déguisé en laïque, et s'embarquant sur des vaisseaux que lui avait envoyés Ladislas, il se rendit à Gaëte, où il demeura deux ans sous la protection de ce prince.

Le pape Alexandre V, recommandable par ses vertus et par ses talens, mais étranger aux usages de la chancellerie romaine, et d'un caractère naturellement facile et obligeant, distribua les bénéfices et les autres grâces avec une sorte de profusion, sans observer les formalités ordinaires, et multiplia les charges de sa cour pour satisfaire aux demandes des sollicitateurs, en sorte qu'il excita plusieurs plaintes et surtout le mécontentement des anciens officiers. Il s'abandonna d'ailleurs entièrement aux conseils du cardinal Balthazar Cossa, qui avait, dit-on, contribué principalement à son élection. Il favorisa beaucoup

les religieux mendiants et spécialement les frères mineurs. Il s'efforça autant que possible de leur conférer les évêchés vacans, leur donna plusieurs charges dans sa cour, et confirma par une bulle du mois d'octobre tous leurs privilèges, notamment celui d'entendre les confessions pascals; ce qui causa pendant le Carême de l'année suivante de grands mouvemens dans l'université de Paris, et fit renaitre tous les démêlés des religieux mendiants avec le clergé séculier.

La prolongation du schisme et la neutralité tacitement adoptée en Bohême avaient permis à Jean Huss de répandre plus librement ses erreurs. Il ne cessait dans ses sermons de déclamer contre les prêtres et les moines, d'exagérer d'une manière odieuse l'ignorance et les vices du clergé, de s'élever contre les richesses des prélats, et de répéter que pour abolir les abus et réformer l'Eglise, les princes devaient enlever au clergé la possession de ses biens, et les peuples refuser la dîme à leurs pasteurs déréglés. Il était secondé par deux autres prédicants non moins séditieux, Jérôme de Prague et Jacobel de Misnie, qui, à son exemple, vantaient la doctrine et les ouvrages de Wiclef, et attaquaient sans retenue non-seulement les clercs ignorans ou vicieux, mais l'autorité ecclésiastique et jusqu'au pape lui-même. L'université de Prague, pour arrêter ces déclamations scandaleuses, après avoir condamné quarante-cinq articles extraits des ouvrages de Wiclef, fit un décret, en 1408, portant défense à tous ses membres de soutenir ou d'enseigner ces erreurs, soit en public soit en particulier, sous peine d'être exclus du corps. Ce décret força Jean Huss et ses complices à plus de réserve; mais ils ne laissèrent pas de dogmatiser en secret, et ce fut en vain que plusieurs docteurs essayèrent de les ramener. Schincon, archevêque de Prague, ordonna de remettre entre ses mains tous les exemplaires des livres de Wiclef, les fit brûler au nombre de plus de deux cents, et interdit la prédication à Jean Huss. Celui-ci pour

se venger fit composer et chanter publiquement par les laïques de son parti des chansons tellement injurieuses à l'archevêque, que Wenceslas, tout abruti qu'il était, fit défense de les chanter sous peine de la vie. En même temps Jean Huss fit répandre divers écrits en langue vulgaire pour soutenir les erreurs condamnées, et établit des conférences publiques où des artisans et des femmes du peuple disputaient sur la théologie, et entreprenaient de réfuter par l'Écriture sainte la doctrine de l'Église. Il publia aussi un ouvrage où il soutenait qu'au lieu de défendre la lecture des livres hérétiques, il fallait instruire le peuple et le mettre en état d'en comparer la doctrine avec l'Écriture, et de rejeter ce qui n'y serait pas conforme. C'est ainsi qu'il établissait l'Écriture comme seule règle de foi, et chaque fidèle comme juge compétent pour l'interpréter. Le pape Alexandre V fit citer Jean Huss à comparaître devant le saint-siège, et envoya le 20 décembre 1409 une bulle à l'archevêque, portant défense d'enseigner en public ou en particulier les erreurs de Wiclef, avec ordre de poursuivre comme hérétiques tous ceux qui refuseraient de les abjurer. L'archevêque, de concert avec la faculté de théologie, ordonna que tous les docteurs s'assembleraient en sa présence, et jureraient de ne soutenir aucun des articles condamnés, et de suivre la doctrine de l'Église romaine sur les sept sacrements, sur les censures ecclésiastiques, sur le culte des reliques, sur les indulgences et les ordres religieux. Mais Jean Huss, alors recteur de l'université et soutenu par un nombreux parti, méprisa ces ordonnances, et entreprit un traité de l'Église pour combattre l'autorité du pape et des prélats. Il y soutient que l'Église est composée des seuls prédestinés, et qu'il n'appartient à aucune puissance de les en retrancher ; qu'ainsi l'excommunication n'a aucun effet à leur égard ; que la primauté du pape ne vient point de Jésus-Christ, et n'est qu'une institution purement humaine ; que le pape et les évêques n'ont pas proprement

le pouvoir de lier et de délier, et qu'enfin les fidèles ne doivent point leur obéir, s'ils jugent leurs ordres contraires à l'Écriture. Il enseigna plus tard la nécessité de la communion sous les deux espèces, ce qui devint un des dogmes fondamentaux de sa secte.

Le pape Alexandre V quitta la ville de Pise au mois de novembre, et se rendit à Pistoie, où il apprit bientôt que les troupes de l'Église, jointes à celles de Louis d'Anjou, avaient chassé Ladislas de Rome et des autres villes qu'il avait usurpées sur le saint-siège. Alors les Romains envoyèrent au pape les clefs de la ville, avec une lettre où ils protestaient de leur entière soumission, et le priaient de venir à Rome et de leur accorder un jubilé. Il en indiqua un pour l'année 1413; mais le cardinal Balthazar Cossa le détermina à rester à Bologne, où bientôt après il tomba malade, et mourut le 3 mai 1410, n'ayant tenu le saint-siège qu'environ dix mois. On soupçonna le cardinal Cossa de l'avoir empoisonné, et ce fut même un des chefs d'accusation présentés contre lui au concile de Constance. Le sacré collège était alors composé de vingt-trois cardinaux dont sept étaient absents; les seize présents, après trois jours de conclave, élurent, le 17 mai, Balthazar Cossa, qui prit le nom de Jean XXIII. Il était d'une famille noble de Naples, d'un caractère audacieux et entreprenant, d'un génie fécond en intrigues, d'une grande habileté dans les affaires temporelles et même dans la guerre; mais sa conduite scandaleuse et le dérèglement de ses mœurs le rendaient indigne du pontificat. Il avait fait dans sa jeunesse, quoique déjà clerc, des courses de piraterie avec ses frères, et il conserva toujours des inclinations guerrières et des habitudes de tyrannie et de violence analogues à sa première profession. Ayant ensuite étudié à Bologne, où il fut reçu docteur en droit, il devint archidiacre de cette ville, puis camérier du pape et enfin cardinal; ce qui ne l'empêcha pas d'entretenir publiquement une concubine. Chargé bientôt après de la légation



de Bologne, il s'y rendit avec une armée, assiégea et prit cette ville usurpée par les Visconti, et ne tarda pas à faire détester son gouvernement par des mesures tyranniques et des vexations de tout genre. Peu de jours après son élévation, le nouveau pape ayant appris la mort du roi Robert, envoya des nonces en Allemagne pour procurer l'empire à Sigismond, roi de Hongrie. Ce prince fut élu en effet roi des Romains, et régna vingt-sept ans. Le samedi des quatre-temps de la Pentecôte de l'an 1411, Jean XXIII fit une promotion de quatorze cardinaux, parmi lesquels on remarque trois docteurs fameux de l'université de Paris, Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai, Gilles Deschamps et Guillaume Fillastre (1).

Cependant Grégoire ne manqua pas de publier des bulles foudroyantes contre Jean XXIII, et fit même prêcher la croisade contre lui. Le pape Jean, de son côté, après avoir passé un an à Bologne, se rendit à Rome et prit des mesures pour chasser Ladislas du royaume de Naples ; il joignit pour cet effet les troupes de l'Église à celles de Louis d'Anjou, qui remporta d'abord une grande victoire ; mais ce prince ayant négligé de poursuivre ses avantages, Ladislas reprit bientôt le dessus, et s'empara même de plusieurs villes dans la Romagne. Le pape pour arrêter ses progrès publia contre lui une croisade avec les indulgences et les privilèges ordinaires, tant pour ceux qui prendraient part à cette guerre que pour ceux qui y contribueraient de leurs biens. Enfin, voyant ces mesures sans effet, il eut recours à la négociation, et conclut en 1412 un traité par lequel il reconnaissait Ladislas comme roi de Naples et de Sicile ; moyennant quoi Ladislas déclara se soumettre avec tous ses sujets à l'obéissance de Jean XXIII, et promit d'abandonner Grégoire, qui se retira alors à Rimini, dans la Marche d'Ancône, sous la protection de Charles Malatesta.

(1) Th. Niem. — Leon. Aret. — Trith. *Chron.* — Gobel. — Cochl. — Onufr. — Platin. — Rain.



Jean XXIII voulut tenir cette même année le concile général indiqué par celui de Pise. Mais il y vint si peu d'évêques qu'on prit le parti d'ajourner les objets importants qu'on devait y traiter. On y publia cependant une bulle qui condamnait les erreurs de Wiclef, avec ordre de faire la recherche de ses livres et de les brûler publiquement. Elle ordonnait de plus à tous ceux qui voudraient défendre la mémoire de cet hérésiarque de comparaître à Rome dans le délai de neuf mois. Mais Jean Huss et ses partisans ne tinrent aucun compte de cette bulle. L'archevêque Sbincon, après avoir employé inutilement tous les moyens d'arrêter les progrès de ces sectaires, s'était vu contraint de se rendre en Hongrie pour implorer l'appui du roi Sigismond. Il mourut dans ce voyage, et on lui donna pour successeur un médecin nommé Albicus, qui ne songea qu'à satisfaire sa sordide avarice, et laissa toute liberté aux novateurs. Alors Jean Huss, qui avait été obligé de se retirer dans le lieu de sa naissance, revint à Prague, et prit occasion de la croisade publiée contre Ladislas, pour déclamer avec plus de violence contre l'autorité pontificale. Il s'éleva hautement contre les indulgences accordées par le pape pour faire la guerre à des chrétiens, et ses déclamations animèrent tellement la populace, que plusieurs formèrent le complot de ne pas laisser prêcher la croisade. On vit, en effet, des artisans interrompre les prédicateurs, et s'écrier dans l'église que le pape était l'Antechrist. Le sénat fit emprisonner quelques-uns des plus séditieux ; mais le peuple prit les armes et alla réclamer leur liberté. Le sénat calma l'émeute par des promesses, puis il fit mourir secrètement les prisonniers. Le peuple enleva leurs corps, les porta en procession dans toutes les églises, et les déposa comme des reliques dans le sanctuaire de l'église de Bethléem. Un édit de Wenceslas accrut encore l'audace et le nombre des sectaires. Ce prince, livré à la crapule et à toutes sortes de débauches, voulut faire parade d'un zèle réforma-

teur, et ordonna de retrancher les dîmes aux ecclésiastiques vicieux, et de les priver de leurs revenus. Le clergé se vit dès lors exposé à l'inquisition des hussites, qui ne manquaient pas d'accuser de mauvaises mœurs tous ceux qui se déclaraient contre eux, en sorte que plusieurs, pour conserver leurs bénéfices, embrassèrent le parti des sectaires. Jean XXIII, après avoir, dès le commencement de son pontificat, fait citer Jean Huss, qui refusa de comparaître sous prétexte du peu de sûreté des chemins, le déclara enfin excommunié, et prononça quelque temps après l'interdit sur la ville de Prague et sur tous les lieux où il se trouverait. Mais l'hérésiarque appela de cette sentence du pape à Jésus-Christ, et publia de nouveaux écrits pleins d'invectives contre le clergé, les religieux et l'Église romaine.

On vit vers le même temps en Allemagne, dans le marquisat de Misnie, des flagellans hérétiques qui se donnaient le nom de frères de la croix, et enseignaient des erreurs analogues à celles de Wiclef et de Jean Huss. Ils prétendaient que leur secte remontait jusqu'à l'an 343, qu'alors leur doctrine avait été révélée dans un écrit apporté par un ange sur l'autel de Saint-Pierre à Rome, et que Dieu, depuis ce moment, avait rejeté le sacerdoce évangélique, et retiré au pape et au clergé, comme étant trop corrompus, tout pouvoir de lier et de délier, ou d'exercer d'autres fonctions. En conséquence, ils rejetaient tous les sacremens et même le baptême, prétendant qu'il avait été remplacé par la flagellation, qu'elle suffisait pour l'expiation de tous les péchés, et que sans cela nul ne pouvait entrer dans le royaume des cieux. Ils rejetaient en outre les indulgences, le purgatoire, la célébration des fêtes, à l'exception du dimanche, et poussaient l'extravagance jusqu'à soutenir qu'un de leurs chefs, brûlé quarante ans auparavant, était Élie, et qu'un autre encore vivant, nommé Conrad Schmid, était Hénoch et présiderait au jugement dernier. Plusieurs de ces sectaires

furent condamnés par l'inquisition, et livrés au juge séculier, qui les fit brûler.

L'Angleterre continuait aussi d'être agitée par les mouvemens des wicléfistes. Thomas d'Arundel, archevêque de Cantorbéry, pour arrêter le cours de leurs erreurs, avait défendu, dans un concile tenu à Oxford, en 1408, de lire les ouvrages de Wiclef, ou tout autre qui n'aurait pas été examiné et approuvé, de disputer dans les écoles sur les articles condamnés, de lire l'Écriture sainte en langue vulgaire, à moins que la version n'ait reçu l'approbation de l'évêque ou du concile provincial, et enfin à toute personne de prêcher sans mission. Le roi Henri IV confirma ces réglemens par des lois sévères; mais ce prince étant mort en 1413, les wicléfistes affichèrent des placards aux portes des églises, portant qu'ils étaient cent mille prêts à s'élever contre tous ceux qui n'étaient pas de leur parti. Ils avaient alors pour chef un chevalier nommé Jean Oldcastel, qui envoya des sectaires dans plusieurs diocèses pour y prêcher malgré les évêques; ayant été pris et amené devant un concile tenu au mois de septembre par l'archevêque de Cantorbéry, il soutint opiniâtrément les erreurs de Wiclef, et fut condamné comme hérétique à être livré au bras séculier. On lui accorda néanmoins un délai de quarante jours pour venir à résipiscence; mais avant ce terme, il parvint à s'échapper de la tour de Londres, et travailla aussitôt à soulever les séditeux, dont un grand nombre se rendit près de Londres, au commencement de l'année suivante, pour incendier les monastères. Le roi, instruit de leur marche et de leur dessein, vint fondre sur eux pendant la nuit, et les mit en fuite. On en prit plusieurs, qui furent aussitôt pendus ou brûlés, entre autres leur chef Oldcastel; après quoi, on publia dans tout le royaume une loi qui prononçait la même peine et en outre la confiscation des biens contre tous les lollards ou wicléfistes. Ces mesures,

exécutées en divers endroits, arrêterent les mouvemens des sectaires (1).

Vers le même temps, l'université de Paris condamna la doctrine du tyrannicide, avancée par le docteur Jean Petit dans son apologie du duc de Bourgogne. Il y eut à ce sujet plusieurs assemblées de la faculté de théologie, et les docteurs ayant donné leur avis, l'évêque de Paris et l'inquisiteur confirmèrent cette condamnation, et ordonnèrent que le discours de Jean Petit serait brûlé publiquement, ce qui eut lieu le 25 février 1414, en présence d'une foule immense de peuple.

Le roi Ladislas, malgré la paix conclue avec Jean XXIII, ne tarda pas à usurper les états du saint-siège. Il se rendit maître de Rome par surprise, au mois de juin 1413, et y commit toutes sortes de profanations et de cruautés ; après quoi il s'empara de plusieurs autres villes. Le pape se retira à Florence, puis à Bologne, et envoya des légats à l'empereur Sigismond, pour solliciter des secours, et s'entendre avec lui pour la convocation d'un concile général, dont tout le monde sentait la nécessité. L'empereur proposa pour la tenue du concile la ville de Constance, qui fut acceptée par les légats, munis à cet effet d'un plein pouvoir. Mais le pape n'apprit ce choix qu'avec un chagrin extrême, car il prévoyait qu'en célébrant le concile dans une ville impériale, il ne serait pas le maître de s'opposer aux mesures qui pourraient être prises contre lui, si on voulait l'obliger à céder pour le bien de l'Église. Toutefois, comme il avait besoin de l'empereur, après avoir eu avec lui plusieurs conférences à Lodi, il publia, le 9 décembre 1413, une bulle qui convoquait le concile à Constance pour le 1<sup>er</sup> de novembre de l'année suivante. Cependant Ladislas poursuivait ses conquêtes, et se disposait à marcher contre

(1) Walsingh. — Gobel. — Æn. Silv. — Rain.

Bologne, lorsqu'il fut attaqué d'une maladie violente qui l'obligea de retourner à Naples, où il mourut le 6 août 1414. Comme il ne laissait point d'enfans, sa sœur Jeanne lui succéda. Le pape Jean voulait alors se rendre à Rome, et s'occuper de recouvrer les domaines du saint-siège. Mais les cardinaux lui représentèrent avec force qu'il devait laisser ce soin à des lieutenans, et vaquer en personne aux affaires spirituelles de l'Église. Il partit donc de Bologne, le 14 octobre, pour se rendre à Constance, où il fit son entrée le 28, accompagné de neuf cardinaux et d'un cortége de six cents hommes.

---

---

---

## LIVRE TRENTE-SEPTIÈME.

DEPUIS LE CONCILE DE CONSTANCE JUSQU'À LA FIN DU CONCILE  
DE FLORENCE.

DE 1414 À 1442.

Le concile de Constance, devenu si célèbre par l'importance de ses travaux, s'ouvrit le 5 novembre 1414, et dura environ trois ans et demi. Il y eut presque dès les commencemens, et avant la quatrième session, plus de deux cents évêques. Ce nombre augmenta dans la suite par l'arrivée des prélats qui avaient suivi jusqu'alors le parti de Grégoire ou celui de Benoît, et il s'y trouva enfin vingt-neuf cardinaux, quatre patriarches, trois cents archevêques ou évêques, et plus de six cents abbés ou autres prélats inférieurs. Presque tous les princes chrétiens y envoyèrent des ambassadeurs. L'empereur Sigismond s'y rendit en personne, et prit une grande part à l'extinction du schisme. Enfin, cette assemblée imposante attira un si grand concours de seigneurs et d'autres personnes, qu'il y eut presque toujours près de cent mille étrangers à Constance ou dans le voisinage. La première session se tint le 16 novembre, et n'eut d'autre objet que de nommer les officiers du concile, et de publier quelques réglemens pour le maintien de l'ordre dans les délibérations; la seconde session fut indiquée pour le 17 décembre, mais plusieurs circonstances la firent ajourner jusqu'au 2 mars. On tint dans l'intervalle plusieurs congrégations pour discuter les moyens de finir le schisme, et on délibéra notamment sur la cession de Jean XXIII. Quelques prélats italiens avaient présenté un mémoire où ils demandaient qu'avant toute



chose on confirmât le concile de Pise, qu'en conséquence on prit des mesures pour soumettre Grégoire et Benoît, et qu'ensuite on s'occupât de la réformation de l'Église. Jean XXIII appuya fortement ces propositions, et il semblait assez naturel de les adopter; car, puisque le concile ne pouvait sans contradiction refuser de reconnaître ce pape comme seul légitime, la voie tracée par les exemples de tous les temps était de procéder contre ceux qu'on regardait comme antipapes; d'autant plus qu'en adoptant une autre marche et des mesures contre Jean XXIII, il pouvait être à craindre de voir se reproduire ce qui était arrivé après le concile de Pise, et d'avoir quatre papes au lieu de trois. Mais on ne fut pas arrêté par ces considérations. Pierre d'Ailly répondit au mémoire des Italiens, que le concile de Pise n'avait pas besoin de confirmation, qu'il ne fallait employer les mesures rigoureuses contre Benoît et Grégoire qu'après avoir épuisé toutes les voies de douceur, et qu'enfin toute personne, et le pape lui-même, était obligé de faire tout ce qui serait jugé nécessaire pour procurer l'union de l'Église. C'était insinuer, quoiqu'en termes couverts, que Jean XXIII pourrait bien être obligé à se démettre du pontificat, et la proposition ne tarda pas à en être faite expressément.

L'empereur Sigismond arriva au concile le jour de Noël, et proposa d'attendre les nonces de Grégoire et de Benoît, ce qui fut adopté; après quoi le concile délibérant sur la manière de les recevoir, décida qu'on leur permettrait d'entrer en chapeau rouge, mais sans les admettre parmi les autres cardinaux. Les nonces de Benoît se bornèrent à proposer une conférence entre lui et l'empereur en présence du roi d'Aragon. Ceux de Grégoire, arrivant quelques jours après vers le milieu de février, promirent au nom de leur maître qu'il renoncerait au pontificat, si Jean et Benoît en faisaient autant, et demandèrent que Jean XXIII ne présidât pas au concile.

On n'eut aucun égard à cette demande, parce que Jean étant reconnu comme vrai pape, la présidence lui appartenait de droit. Mais une grande partie des prélats et des docteurs jugèrent sa renonciation nécessaire au bien de l'Église, et s'occupèrent des moyens de l'obtenir. Il fallait avant tout décider à qui appartiendrait le droit de suffrage sur cette question. Car il y avait au concile, outre les évêques et les prélats, une multitude d'ecclésiastiques du second ordre, et parmi les docteurs on en comptait un grand nombre qui n'étaient que simples laïques. Jean XXIII, qui avait une foule de créatures parmi les prélats, voulait que les cardinaux, les évêques, et les abbés eussent seuls le droit de suffrage ou voix délibérative. Mais Pierre d'Ailly représenta que l'affaire de l'union intéressait tous les fidèles, qu'elle dépendait surtout du concours des princes chrétiens, et que par conséquent toutes les personnes invitées au concile, prêtres ou évêques, clercs ou laïques, devaient être admises à donner leur suffrage sur ce point. Le concile adopta cet avis, et décida en outre que la majorité dans les sessions publiques se compterait par nations, et non par têtes. Jean XXIII en proposant de réserver le droit de suffrage aux seuls prélats, avait aussi demandé que, suivant l'usage ancien des conciles, les décisions fussent rendues à la pluralité des voix, dans l'espoir que son parti l'emporterait par le grand nombre des prélats italiens qui lui étaient dévoués. Mais comme il se trouvait au concile près de dix-huit mille ecclésiastiques, sans compter les princes et les ambassadeurs, cette méthode devenait impraticable, depuis qu'on avait résolu de prendre les avis de toutes sortes de personnes. En conséquence, on partagea le concile en quatre nations, les Italiens, les Français, les Allemands et les Anglais. Chaque nation s'assemblait en particulier pour délibérer sur les différentes questions, et ensuite elles se communiquaient le résultat de leurs délibérations dans une congrégation gé-

nérale où les résolutions étaient arrêtées ; après quoi il ne s'agissait plus que d'en faire le rapport dans les sessions publiques, et d'y confirmer les décisions prises par la majorité des nations. Ce règlement fut suivi pendant toute la durée du concile.

Après ces préliminaires, les quatre nations s'assemblèrent à part pour délibérer sur l'extinction du schisme, et toutes, sans excepter celle d'Italie, conclurent à la cession des trois papes. Comme on craignait une résistance de la part de Jean XXIII, on présenta contre lui une accusation de plusieurs crimes énormes, avec la demande d'une information juridique, ce qui toutefois n'eut pas de suite ; mais le pape en était instruit, et se sentant coupable en effet sur plusieurs points, il prit le parti de se rendre au vœu du concile, et fit lire en présence des quatre nations un acte par lequel il promettait, pour le bien de l'Église, de renoncer volontairement au pontificat, si Pierre de Lune et Ange Corrario renonçaient eux-mêmes à leurs prétentions. Cette promesse conditionnelle fut jugée insuffisante, parce que s'il arrivait que l'un des deux prétendants ne voulût pas céder, le concile aurait travaillé en vain. Une autre formule qu'il présenta ne satisfit pas davantage, et le concile de son côté en proposa une troisième dont le pape à son tour ne fut pas content. Sur ces entrefaites arrivèrent les députés de l'université de Paris, ayant à leur tête le célèbre Gerson, qui avait aussi le titre d'ambassadeur du roi. Leur présence et leur influence affermit les résolutions du concile, et sur leur demande on ajouta dans la formule proposée les termes de vœu et de serment à celui de promesse. Le pape, à qui elle fut présentée dans une congrégation générale tenue le 1<sup>er</sup> mars, se décida enfin à l'accepter, et indiqua pour le lendemain la seconde session publique, où après avoir célébré la messe du Saint-Esprit, il ratifia et lut à haute voix cette formule, conçue en ces termes : Je promets par vœu et ser-

ment, devant Dieu et devant l'Église, de renoncer volontairement au pontificat, et de donner ma cession pure et simple dès que Pierre de Lune et Ange Corrario renonceront, par eux-mêmes ou par procureurs, à leurs prétendus droits, et de même en cas de mort, ou en tout autre cas où ma renonciation pourra procurer l'union de l'Église et l'extinction du schisme. Le pape notifia ensuite cet engagement par une bulle adressée à tous les fidèles. Mais l'empereur, avec les nations allemande et anglaise, voulait quelque chose de plus. Il pressa Jean XXIII de donner aussitôt sa renonciation par une bulle, ou au moins de nommer des procureurs pour renoncer en son nom dans la conférence qui devait avoir lieu avec Benoît. On proposa même de l'arrêter, de poursuivre les accusations déjà proposées contre lui, et de procéder à l'élection d'un nouveau pape. Comme les Italiens s'opposaient vivement à ces demandes et à ces propositions, et que les Français eux-mêmes refusaient de s'y associer, l'empereur pour déterminer ceux-ci se rendit dans leur assemblée, et voulut avec les Allemands et les Anglais prendre part à leurs délibérations. Les Français, choqués de ce procédé contraire au règlement, déclarèrent qu'ils ne délibéreraient point si les étrangers ne se retiraient, à l'exception de l'empereur, ce qui le détermina à sortir lui-même fort mécontent. Toutefois, après quelques négociations, les Français se joignirent aux nations allemande et anglaise pour obliger le pape à nommer des procureurs pour la cession, et à prendre l'engagement de ne point dissoudre le concile, et de ne point sortir de Constance. Mais ils rejetèrent les autres propositions violentes (1).

Cependant Jean XXIII, ainsi pressé et gardé à vue par l'empereur, résolut de s'évader furtivement. Frédéric d'Autriche, pour lui en faciliter les moyens, donna

(1) *Æn. Sylv.* — *Th. Niem.* — *Leon. Aret.* — *Cochl.*

un tournoi, le 20 mars, et pendant que tout le monde s'amusait au spectacle, le pontife s'échappa, vers le soir, déguisé en palefrenier, se mit dans une barque, et gagna Schaffhouse, ville appartenant au duc, à neuf lieues de Constance. Aussitôt il écrivit à l'empereur une lettre où il protestait qu'il ne s'était pas retiré dans l'intention de ne point remplir sa promesse, et qu'au contraire il avait voulu se mettre en lieu de sûreté pour faire sa renonciation plus librement, et ne laisser ainsi aucun prétexte de dire qu'il y avait été forcé. Toutefois, sa retraite jeta d'abord le découragement et l'indécision parmi les prélats, dont la plupart, s'attendant à la dissolution du concile, ne songeaient plus qu'à se retirer eux-mêmes. Mais l'empereur, pour les rassurer, parcourut la ville avec ses officiers, et déclara qu'il prendrait soin de faire maintenir partout la tranquillité comme auparavant, et que l'absence du pape ne ferait point interrompre le concile. Ensuite il fit assembler le même jour une congrégation générale, où l'on résolut d'envoyer des ambassadeurs au pape pour l'exhorter à revenir, et Gerson prononça un discours pour établir la supériorité du concile au-dessus du pape, et montrer que le concile convoqué légitimement et représentant l'Église universelle, pouvait, malgré l'absence du pape, travailler à la réformation de l'Église et à l'extinction du schisme. Jean XXIII, qui en fut instruit, se plaignit vivement qu'on donnât atteinte à l'autorité du saint-siège, écrivit au roi de France et à plusieurs autres princes pour leur rendre suspects l'empereur et le concile, et fit donner l'ordre à tous les officiers de la cour pontificale de venir le joindre dans six jours, sous peine d'excommunication. Bientôt après, sept cardinaux se rendirent auprès de lui. Cependant l'archevêque de Reims, un des députés qu'on lui avait envoyés, rapporta une lettre pour l'empereur, où le pape témoignait en termes vagues le désir de travailler à l'union de l'Église, et une autre pour les cardinaux, où il nommait des pro-



cureurs pour céder en son nom ; mais sous la condition que Benoît et Grégoire renonceraient à leurs prétentions.

Ces lettres ayant été lues et examinées dans une congrégation générale, on résolut la continuation du concile, et on indiqua la troisième session pour le lendemain 26 mars : elle fut peu nombreuse ; il n'y eut que deux cardinaux, Pierre d'Ailly qui présida, et François Zabarella, cardinal de Florence, avec environ soixante-dix prélats, tant abbés qu'évêques. On y publia une déclaration portant que le concile avait été légitimement convoqué et commencé ; qu'il n'était pas dissous par la retraite du pape, ni de toute autre personne, qu'il ne pouvait pas l'être avant l'entière extinction du schisme, et la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres ; qu'il ne pourrait pas non plus être transféré dans un autre lieu, sinon pour une cause reconnue légitime par la majorité, et qu'enfin les prélats et autres membres du concile ne devaient point se retirer sans son consentement. Trois cardinaux députés vers le pape, arrivant bientôt après, rapportèrent qu'il consentait à nommer des procureurs pour sa renonciation, et à prendre l'engagement de ne point dissoudre ni transférer le concile avant que l'affaire de l'union et de la réformation fût terminée. Mais, outre qu'il y mettait des conditions qui semblaient rendre sa sincérité fort douteuse, plusieurs cardinaux qui s'étaient retirés auprès de lui, et qui revinrent alors à Constance, n'hésitèrent pas à soutenir publiquement que le concile était dissous par la retraite du pape, et presque tous s'efforcèrent d'entraver ou de faire suspendre les délibérations. Enfin, on apprit bientôt que Jean XXIII s'était retiré de Schaffhouse à Lauffenberg, plus loin de Constance, et qu'à son départ il avait protesté par acte authentique, sous prétexte du défaut de liberté, contre sa promesse de renoncer au pontificat. Toutes ces circonstances déterminèrent le concile à prendre promptement des mesures contre



toute tentative de dissolution. On tint pour cet objet plusieurs congrégations où les cardinaux secondés par les Italiens s'efforcèrent en vain de faire modifier un décret contraire à leurs vues, ou de faire ajourner la quatrième session. Elle fut tenue le 30 mars, et présidée par le cardinal des Ursins. Il y eut environ deux cents prélats et onze cardinaux. Mais ceux-ci n'y assistèrent qu'après bien des difficultés, et on prétend que pour les y déterminer l'empereur et les députés des nations leur promirent quelques changemens dans le décret adopté en congrégation générale. Il était conçu en ces termes : Le saint concile de Constance légitimement assemblé, et représentant, comme concile général, l'Église catholique, définit et déclare, 1° qu'il tient immédiatement de Jésus-Christ une puissance à laquelle toute personne, de quelque condition ou dignité que ce soit, même papale, est obligée d'obéir, en ce qui regarde la foi, l'extirpation du présent schisme, et la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres ; 2° que le pape Jean XXIII ne pourra, sans l'approbation du concile, transférer de Constance, ni la cour romaine, ni les officiers de cette cour, surtout ceux dont l'absence pourrait amener la dissolution du concile, et que s'il prononce à ce sujet des censures ou d'autres peines, elles seront regardées comme nulles ; 3° que toutes les translations de prélats, les privations de bénéfices, les révocations de commendes, les monitions, censures, procédures, ou autres actes qui auraient été ou seraient faits contre les membres du concile par le pape ou ses commissaires, seront nuls et sont dès à présent cassés par le concile. Le cardinal Zabarella, chargé de lire ce décret, crut pouvoir, apparemment d'après les promesses vagues faites par les députés des nations, omettre dans le premier article concernant l'obéissance due au concile par le pape, ces mots : En ce qui regarde la foi et la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres.

On délibéra sur cette omission dans une assemblée où les cardinaux insistèrent pour faire maintenir la suppression de ces mots; mais on refusa d'y consentir, et le décret fut publié de nouveau et sans retranchement dans la cinquième session, tenue le 6 avril, et présidée encore par le cardinal des Ursins. On y publia de plus un autre article portant que toute personne de quelque dignité que ce soit, même papale, qui refuserait obstinément d'obéir aux ordonnances du présent concile ou de tout autre légitimement assemblé pour le même objet, serait punie, si elle ne venait à résipiscence, par les peines de droit. Le décret concernant la supériorité du concile au-dessus du pape est devenu l'objet de nombreuses controverses dont l'examen n'entre pas dans notre plan.

Comme l'empereur avait mis Frédéric d'Autriche au ban de l'empire, et fait marcher contre lui une armée nombreuse, le pape Jean XXIII ne se voyant plus en sûreté à Lauffenberg, se retira à Fribourg en Brisgaw, puis à Brissac, d'où il comptait passer dans les terres du duc de Bourgogne pour se rendre à Avignon. Il envoya cependant au concile un mémoire où il renouvelait sa promesse de renoncer au pontificat, mais à des conditions qui la firent regarder comme illusoire. Le concile après avoir adressé une lettre à toute la chrétienté pour justifier sa conduite envers Jean XXIII, tint le 17 avril la sixième session, qui fut présidée, comme les suivantes, par le cardinal de Viviers, évêque d'Ostie. On y lut une formule de procuration, qu'on voulait que le pape signât pour donner pouvoir de renoncer en son nom au pontificat, et on nomma des commissaires pour aller la lui présenter. Ils devaient en outre lui faire sommation de revenir au concile, ou du moins de se tenir dans une ville voisine, et s'il n'y consentait pas, de donner immédiatement une bulle de renonciation, sans quoi le concile procéderait contre lui selon toute la rigueur du droit. Les députés arrivés à Brissac firent leurs propositions au

pape, qui promet de leur donner sa réponse le lendemain ; mais quand ils se présentèrent pour la recevoir, ils apprirent qu'il venait de partir pour se rendre à Neubourg, petite ville du voisinage, en sorte que n'espérant plus rien, ils prirent le parti de s'en retourner. Le pape envoya quelques jours après une procuration pour renoncer, mais toujours sous des conditions et avec des demandes si exorbitantes, que le concile, la regardant comme nulle, résolut aussitôt de procéder contre lui. On dressa, pour cet effet, un acte qui le citait à comparaître en personne dans le délai de neuf jours pour répondre sur les accusations d'hérésie, de schisme, de simonie, et de plusieurs autres crimes énormes ; et cette citation fut publiée dans la septième session, tenue le 2 mai. Comme les cardinaux étaient suspects de favoriser le pape et de vouloir s'opposer à la réformation, le concile n'avait pas jugé à propos de leur accorder un droit de suffrage à part, en sorte que la citation résolue en congrégation générale leur ayant été communiquée seulement quelques heures avant la session publique, ils se plaignirent des procédés du concile à leur égard. Mais on se contenta de leur répondre qu'ils pouvaient se trouver aux assemblées pour délibérer en commun avec leurs nations respectives.

On tint deux jours après, c'est-à-dire le 4 mai, la huitième session, fameuse par la condamnation des erreurs de Wiclef. Le décret rendu à ce sujet comprend en particulier quarante-cinq propositions extraites textuellement des livres de cet hérésiarque, et déclare les unes hérétiques, d'autres erronées, d'autres scandaleuses, blasphématoires, téméraires ou séditeuses, avec défense à toutes personnes, sous peine d'anathème, de les soutenir ou de les approuver, et même de les citer, si ce n'est pour les combattre. Il est à remarquer que le concile, adoptant une forme de censure souvent usitée depuis, condamne ces propositions collectivement, sans

déterminer la qualification spéciale qui convient à chacune d'elles, mais comme méritant toutes l'une ou l'autre, ou même plusieurs des qualifications exprimées, ce qui doit suffire pour empêcher les fidèles d'en soutenir aucune. On condamna aussi, mais sans les rapporter dans le décret, deux cent soixante autres articles censurés par les universités d'Oxford, et en général tous les ouvrages de Wiclef. Enfin, on le condamna lui-même comme mort notoirement dans l'hérésie, et on ordonna d'exhumer ses os de la terre sainte.

Cependant, le duc d'Autriche, se voyant près d'être accablé, voulut faire sa paix aux dépens du pape, et après l'avoir engagé à revenir à Fribourg pour l'avoir à sa disposition, il se rendit à Constance, où il se remit lui et ses états à la discrétion de l'empereur, et promit de lui livrer Jean XXIII. On envoya aussitôt à Fribourg les archevêques de Besançon et de Riga, pour engager de nouveau le pape à venir au concile, et le burgrave de Nuremberg avec trois cents hommes pour empêcher son évasion. Le pape supporta cette perfidie avec beaucoup de fermeté et de résignation. Il reçut les deux prélats d'un air calme, et nomma comme procureurs pour comparaître en son nom, trois cardinaux, dont l'un était Pierre d'Ailly. Mais ils ne voulurent pas accepter cette procuration, et le concile dans la neuvième session, tenue le 13 mai, considérant qu'il était cité à comparaître en personne, fit réitérer par trois fois la citation à la porte de l'église, après quoi on nomma des commissaires pour instruire le procès et entendre les dépositions des témoins. Ils commencèrent dès le jour même leurs opérations, puis le lendemain, dans la dixième session, après qu'on eut déclaré Jean XXIII contumace, ils firent leur rapport, dont la conclusion était, que d'après les témoignages entendus, le pape Jean était suffisamment convaincu de simonie, de scandale et de dissipation des biens de l'Église, et que par ces motifs il devait être

déclaré suspens de toute administration de l'Eglise, tant au spirituel qu'au temporel. En conséquence de ce rapport, et sur le réquisitoire des promoteurs, le concile prononça une suspense de toutes les fonctions pontificales contre Jean XXIII, avec défense à toute personne de lui obéir, et il nomma ensuite des commissaires pour lui signifier cette sentence, et lui redemander le sceau et l'anneau du pêcheur, avec le registre des suppliques. Le pape ne voyant aucune résistance possible, se soumit à tout avec résignation. Il était alors enfermé près de Constance, dans le château de Rotoffzel, où le burgrave de Nuremberg l'avait amené, et le concile nomma pour le garder et lui tenir compagnie les évêques d'Ast, d'Ausbourg et de Toulon avec trois docteurs de chaque nation.

Les procédures contre lui se poursuivaient avec une incroyable activité. On le cita de nouveau à comparaître pour le 16 mai, et les commissaires ayant entendu les dépositions d'un grand nombre de témoins, parmi lesquels se trouvaient plusieurs cardinaux et d'autres prélats, firent leur rapport, le 24 du même mois, dans une assemblée générale, puis on tint, le lendemain, la onzième session pour entendre la lecture des charges proposées contre lui. Elles comprenaient jusqu'à soixante-dix chefs d'accusation. Mais on en supprima vingt comme trop scandaleux, ou peut-être parce qu'on ne les jugea pas assez bien prouvés; les autres, au nombre de cinquante, furent lus publiquement avec les dépositions des témoins, et le concile les déclara suffisamment établis. Cinq cardinaux furent nommés pour aller notifier ces chefs d'accusation au pape, et l'inviter à y répondre : mais il leur dit qu'il n'avait aucun moyen de défense à proposer, et qu'il se soumettait en tout aux ordonnances du concile. Il ajouta de vive voix, et par écrit, qu'il était tout prêt, selon sa promesse, à renoncer au pontificat, et qu'il priait seulement le concile de ménager sa personne,



son honneur et son état, autant que le permettrait l'intérêt de l'Église. On lui fit par trois fois la même invitation, et il se borna toujours à la même réponse. Il adressa en même temps une lettre à l'empereur, où après avoir rappelé tout ce qu'il avait fait pour ce prince, il le conjurait, dans les termes les plus touchans, d'employer son crédit pour faire épargner sa personne et son honneur, et assurer son état futur. Enfin, le 29 mai, dans la douzième session, le concile porta sa sentence par laquelle il déposait Jean XXIII du pontificat, pour cause de simonie notoire, de dissipation des biens temporels et spirituels de l'Église, de corruption dans ses mœurs, et d'obstination scandaleuse et irrémédiable dans le vice, et en conséquence dégageait tous les chrétiens de leur serment de fidélité envers lui, avec défense de le reconnaître comme pape, ou de lui donner ce titre, et enfin le condamnait à demeurer en prison sous la garde de l'empereur, tant qu'il serait nécessaire pour le bien de l'Église, sauf à lui imposer encore d'autres peines, selon que la justice ou la clémence le demanderait. Le concile déclara ensuite qu'on ne pourrait sans son consentement procéder à l'élection d'un nouveau pape, et qu'il ne serait plus permis d'élire ni Balthazar Cossa, ni Ange Corrario, ni Pierre de Lune. Des commissaires allèrent deux jours après notifier cette sentence à Jean XXIII. Il la lut avec la même résignation qu'il avait montrée jusqu'alors, et après quelques momens de réflexion, il la ratifia de son propre mouvement, et protesta avec serment qu'il renonçait absolument et librement au pontificat, et que dès ce moment il ne se regardait plus comme pape, et ne prétendrait jamais à cette dignité ; en même temps, il fit ôter de sa chambre la croix pontificale, et ajouta que s'il avait d'autres habits, il se dépouillerait sur-le-champ de tous les ornemens de sa grandeur passée. Ces témoignages de soumission n'empêchèrent pas de prendre les mesures de précaution



ordonnées par le décret du concile. Le pape déposé fut d'abord resserré dans le château de Gothleben, près de Constance, puis transféré à Heidelberg dans le Palatinat, et enfin à Manheim, où il subit pendant trois ans une rigoureuse captivité ; car il ne pouvait voir que des Allemands, dont il n'entendait pas la langue, et on lui avait changé tous ses domestiques, à l'exception d'un seul cuisinier. La dureté de ce traitement fit accuser Sigismond d'une odieuse ingratitude envers ce pontife, à qui il était redevable de l'empire. La cour de France se montra d'ailleurs fort mécontente de la sentence de déposition, et quand les députés du concile en portèrent la nouvelle au roi, il leur répondit en plein conseil qu'il trouvait fort étrange qu'on eût entrepris de déposer de la sorte un pape reconnu pour légitime. Le dauphin fit aussi à ce sujet de vifs reproches à l'université de Paris. Mais comme Jean XXIII donna spontanément un acte authentique de renonciation, les réclamations de la France n'eurent pas de suite.

Grégoire XII consentit enfin de son côté à se démettre aussi du pontificat. Il avait donné, pour cet effet, plein pouvoir au prince Malatesta, qui arriva sur ces entrefaites à Constance, où il fut reçu avec des transports de joie. Comme Grégoire, toujours persuadé de ses droits, ne regardait pas le concile comme légitimement convoqué, on crut devoir, pour le bien de la paix, se conformer à ses vues, et ne point s'opposer aux formalités qu'il jugeait nécessaires, et qui ne devaient servir qu'à rendre plus incontestable l'autorité du concile. On s'assembla donc sous la présidence de l'empereur, et le cardinal de Raguse, un des envoyés de Grégoire, déclara au nom de ce pape, que sachant l'objet de la réunion qui avait lieu à Constance, il convoquait le concile général, et confirmait tout ce que ferait l'assemblée pour la réunion et la réformation de l'Église, et pour l'extirpation des hérésies; après quoi l'empereur ayant remis la présidence au car-

dinal de Viviers, le prince Malatesta se plaça sur un trône préparé comme pour le pape lui-même, et lut au nom de Grégoire un acte de renonciation pure et simple qui fut reçue et approuvée par le concile. Grégoire, après avoir été informé à Rimini de ce qui s'était fait à Constance, assembla ses cardinaux en consistoire, ratifia solennellement sa renonciation, et quitta sur-le-champ la tiare et toutes les marques de sa dignité. Il mourut deux ans après avec le titre de premier des cardinaux et de légat perpétuel de la marche d'Ancône, que lui avait décerné le concile. Les six cardinaux qui lui restaient au moment de son abdication furent incorporés au sacré collège, et l'on confirma tout ce qu'il avait fait canoniquement dans son obéissance. Tel fut l'objet de la quatorzième session, tenue le 4 juillet. On fit aussitôt publier une sommation à Benoît de renoncer lui-même au pontificat ; mais avant de poursuivre cette affaire, on voulut terminer celle de Jean Huss, dont les erreurs avaient déjà été l'objet de plusieurs délibérations.

Jacobel de Misnie, un de ses sectateurs et curé d'une paroisse de Prague, avait introduit dans son église l'usage de la communion sous les deux espèces, prétendant qu'elle était d'une nécessité absolue, et il soutenait de plus qu'il n'était pas nécessaire d'être à jeun pour recevoir l'Eucharistie. Il fut excommunié et chassé de sa cure ; mais sa doctrine, approuvée par Jean Huss, se propageant dans la Bohême, l'évêque de Litomissel la déféra au concile, qui publia dans la treizième session, tenue le 15 juin, un décret pour la condamner. Ce décret porte que le corps et le sang de Jésus-Christ se trouvant sous la seule espèce du pain, l'Église a pu, pour des raisons légitimes, introduire l'usage de communier les laïques sous cette seule espèce, comme aussi de ne donner la communion qu'à ceux qui sont à jeun, excepté en cas de maladie ; qu'il n'est permis à personne de changer à son gré ces anciennes coutumes ayant force de

loi, et que quiconque osera enseigner le contraire devra être poursuivi comme hérétique.

Jean Huss, cité à comparaître devant le concile, avait été obligé de s'y rendre par ordre du roi de Bohême et de l'empereur, qui lui donna un sauf-conduit, dans lequel ce prince recommandait à tous les sujets de l'empire de le bien recevoir, de lui fournir tout ce qui serait nécessaire pour assurer et hâter son voyage, de l'exempter de tous droits d'entrée ou de sortie, enfin, de le laisser librement passer, demeurer, s'arrêter, retourner, et de le pourvoir, au besoin, de bons passeports. On voit par les termes de cette pièce qu'elle avait uniquement pour objet la sûreté du voyage, et, si l'on veut, du séjour à Constance, mais seulement à l'effet de garantir Jean Huss contre tout acte de pure violence, et non pour le mettre à l'abri des poursuites juridiques ni des peines de droit; car évidemment l'empereur ne songeait pas à mettre en doute la légitimité de la citation faite à Jean Huss, ni le droit qu'avait le concile de juger cet hérésiarque, puisqu'il était d'accord avec le roi de Bohême pour lui ordonner de comparaître; or, il serait absurde de reconnaître la compétence et le droit d'un tribunal, d'obliger en conséquence l'accusé à comparaître, et de lui promettre cependant que le jugement sera comme non avenu. Aussi Jean Huss ne songea nullement à invoquer ce moyen de défense ni à se plaindre que sa condamnation fût une violation du sauf-conduit. Il prétendait si peu obtenir une garantie contre le jugement du concile, qu'avant son départ, et pendant sa route, il ne cessait de publier avec sa jactance ordinaire, que si on pouvait le convaincre de la moindre erreur contre la foi, il ne refusait pas de subir la condamnation méritée par les hérétiques. Enfin, dans les lettres que ses partisans écrivirent au sujet de sa détention, ils se plaignent seulement qu'on l'ait arrêté sans l'entendre, et ajoutent que d'après le sauf-conduit il ne pouvait être

soumis aux procédures du concile qu'après avoir été entendu publiquement, et convaincu d'enseigner une doctrine contraire à l'Écriture ; ce qui montre clairement qu'on ne regardait pas cette pièce comme une garantie contre une condamnation légitime (1).

Jean Huss arriva à Constance deux jours avant l'ouverture du concile, et fut cité à comparaître trois semaines après devant le pape et les cardinaux. Il déclara dans cette audience qu'il était venu au concile pour se justifier, et que si on pouvait le convaincre d'avoir enseigné des erreurs, il ne balancerait pas à les rétracter. Mais comme au lieu d'attendre en silence le jugement du concile, il n'avait point cessé jusqu'alors de dogmatiser et de soutenir partout sur sa route et même à Constance ses principes les plus évidemment condamnables, sa sincérité devait paraître au moins fort suspecte, et on crut devoir s'assurer de sa personne et le mettre en prison. Il essaya bientôt après de s'évader, en se cachant dans un chariot de paille où il fut repris. Quelques seigneurs de Bohême adressèrent des plaintes au concile au sujet de cette détention ; mais on se contenta de répondre à leurs envoyés que l'accusé aurait toute liberté de se défendre. Jérôme de Prague, un de ses plus zélés partisans et le plus distingué par ses talents, lui avait promis de venir à son aide. Il arriva en effet à Constance au mois d'avril, visita Jean Huss dans sa prison ; et au bout de quelques jours, craignant pour lui-même, il sortit de la ville, et fit demander au concile un sauf-conduit. Voulant, comme son maître, se donner la gloire d'une sorte de défi, il ne manqua pas de faire afficher dans Constance qu'il était prêt à se défendre, et que si on pouvait le convaincre d'erreur, il consentait à subir les peines portées contre les hérétiques. Toutefois, comme le concile ne lui offrit un sauf-conduit que pour venir se justifier, et sauf en tout les

(1) Cochl. — Æn. Sylv. — Leon. Aret. — Rain.

droits de la justice, il jugea plus prudent de retourner en Bohême. Mais il fut arrêté en route et ramené à Constance chargé de fers. Cependant le concile avait nommé des commissaires pour examiner la doctrine de Jean Huss. Ils entendirent plusieurs témoins, firent des extraits de ses livres, l'interrogèrent plusieurs fois, et le pressèrent inutilement d'abjurer ses erreurs. Quand ils eurent fait leur rapport, on donna dans les premiers jours de juin plusieurs audiences publiques à l'hérésiarque, dans lesquelles on employa de nouveau tous les moyens de le convaincre et de le ramener. On y fit lecture de trente-neuf articles d'erreurs dont il était accusé; on lui représenta les livres d'où ils étaient extraits textuellement, et dont il s'avoua l'auteur; enfin, on lui fit voir qu'ils reproduisaient toute la doctrine de Wiclef déjà condamnée; il soutint, malgré l'évidence, que plusieurs de ces propositions n'étaient pas les siennes; il s'efforça d'en expliquer quelques autres, et quant au reste, il déclara qu'il était prêt à les rétracter lorsqu'on lui en aurait fait voir la fausseté. Les cardinaux, les prélats, les docteurs les plus célèbres, entre autres Pierre d'Ailly et Gerson, ainsi que l'empereur lui-même, le pressèrent vainement de se soumettre à la décision du concile. Il s'obstina toujours à répondre qu'il ignorait si Wiclef avait enseigné des erreurs, et que pour lui il n'en avait enseigné aucune. On lui envoya ensuite dans sa prison une formule de rétractation qu'il refusa de souscrire, en disant qu'il ne pouvait faire l'aveu d'avoir enseigné des erreurs, parce que ce serait scandaliser le peuple de Dieu. On essaya de l'intimider en condamnant ses livres au feu; on lui envoya une députation solennelle, composée de plusieurs cardinaux et autres prélats, pour l'exhorter à une abjuration; l'empereur lui-même le fit solliciter par une députation d'évêques et de seigneurs; tout fut inutile. On rapporte néanmoins qu'il offrit de se rétracter; mais en particulier seulement et à condition qu'on n'en saurait rien en Bohême; car après

avoir passé si longtemps aux yeux du peuple pour un oracle, il ne pouvait fléchir son orgueil jusqu'à laisser publier qu'il s'était trompé. Enfin, après tant de démarches demeurées sans effet, on le fit comparaître dans la quinzième session, tenue le 6 juillet, où l'on publia un décret qui condamnait collectivement comme hérétiques, erronées, scandaleuses, téméraires et séditeuses, trente propositions extraites de ses ouvrages et contenant ses erreurs sur l'Église, sur l'autorité du pape et des prélats, sur l'excommunication et sur d'autres points empruntés à la doctrine de Wiclef, notamment cette proposition : Que nul n'est prélat ou seigneur temporel, s'il est en péché mortel. On le somma de nouveau de se rétracter ; et comme il demeura opiniâtre, on le condamna lui-même comme hérétique notoire, après quoi il fut dégradé du sacerdoce et livré au bras séculier. Aussitôt l'empereur ordonna à l'électeur palatin de s'en saisir et de le mettre entre les mains de la justice. Le magistrat de Constance, à qui Jean Huss fut remis, le condamna au feu, et le même jour on le conduisit au lieu du supplice. Quand il fut attaché au poteau, l'électeur palatin et le maréchal de l'empire s'approchèrent pour l'exhorter une dernière fois à se rétracter ; mais il persista dans son obstination, et répondit qu'il n'avait enseigné aucune erreur. Alors on alluma le bûcher, et Jean Huss fut bientôt étouffé par les flammes. Telle fut la fin de cet hérésiarque, dont les maximes, comme celles de Wiclef, attaquaient non-seulement tous les droits de l'autorité ecclésiastique, mais jusqu'aux fondemens de toute société.

Le concile dans la même session condamna la doctrine de Jean Petit sur le tyrannicide ; mais, par égard pour le duc de Bourgogne, on s'abstint d'en nommer l'auteur, qui était mort depuis trois ans. Le décret porte seulement qu'ayant appris qu'on avait publié quelques propositions contraires à la foi et à la morale, entre autres la suivante : Tout tyran peut et doit être mis à mort licitement par



chacun de ses vassaux ou de ses sujets, qui peuvent même employer pour cela les embûches ou les feintes caresses, nonobstant tout serment ou toute alliance, et sans attendre la sentence ou l'ordre d'aucun juge ; le concile, voulant extirper toutes les hérésies, proscriit et condamne cette doctrine, la déclare hérétique et scandaleuse, propre à exciter aux fourberies, à la trahison et au parjure, et ordonne que tous ceux qui la soutiendront opiniâtrément soient punis comme hérétiques. Cependant l'affaire de Jean Petit fut encore plusieurs fois reprise, et devint l'objet de vives et longues discussions. Le duc de Bourgogne, après avoir appelé au saint-siège de la censure prononcée par l'université et par l'évêque de Paris, fit demander au concile, par ses ambassadeurs, la cassation de ce jugement, comme ayant été rendu par une autorité incompétente sur une question de foi dont la décision appartenait au pape ; et les commissaires nommés par le concile, adoptant ce motif, cassèrent en effet la sentence de l'évêque de Paris, sans approuver toutefois les propositions condamnées, dont la principale fut de nouveau proscrire par le décret qu'on vient de voir. Mais le célèbre Gerson, de concert avec Pierre d'Ailly, voulait faire annuler le jugement des commissaires et condamner formellement le discours de Jean Petit. Il fit à ce sujet des instances multipliées, composa plusieurs mémoires à l'appui de sa demande, et ses démarches furent vivement appuyées par l'université de Paris. D'un autre côté, les ambassadeurs du duc de Bourgogne, entre autres l'évêque d'Arras, s'efforcèrent de justifier le discours de Jean Petit et de faire voir qu'on lui avait faussement imputé des propositions très-différentes des siennes ; ils soutinrent tantôt que l'université et l'évêque de Paris n'avaient pas eu le droit de porter un jugement dans cette affaire, parce qu'il s'agissait d'une question de foi réservée au saint-siège ; tantôt que le concile lui-même ne pouvait prononcer sur ces propositions, parce qu'elles étaient pu-

rement philosophiques ; enfin, ils élevèrent tant de difficultés, formèrent tant de protestations, et insistèrent si souvent et si fortement sur le danger de troubler la paix, que le concile ne voulut prendre à cet égard aucune décision.

L'empereur, après la condamnation de Jean Huss, se disposa à partir pour l'entrevue qu'il devait avoir avec Pierre de Lune et le roi d'Aragon. Le concile, dans la seizième session, tenue le 11 juillet, nomma des commissaires pour l'accompagner ; et dans la dix-septième, tenue le 15, on fit un décret prononçant la peine d'excommunication encourue par le seul fait, avec privation de toute dignité et confiscation des biens contre toute personne, même princes ou rois, qui attaqueraient ou traverseraient d'aucune manière l'empereur et sa suite dans ce voyage. On trouve dans plusieurs autres décrets du même concile des dispositions semblables, qui s'expliquent naturellement par le droit résultant de la coutume et par l'assentiment des souverains. La dix-huitième session, tenue le 17 août, n'eut d'autre objet que des mesures provisoires concernant l'expédition des affaires au nom du concile pendant la vacance du saint-siège. On jugea dans la vingtième les différends entre le duc d'Autriche et l'évêque de Trente, qui se plaignait de plusieurs attentats de la part de ce prince contre sa personne et contre les droits de son église. La dix-neuvième et la vingt et unième eurent pour objet l'affaire de Jérôme de Prague.

Ce sectaire, simple laïque, mais bachelier en théologie, avait étudié dans les plus célèbres universités, entre autres dans celle de Paris, où il s'était fait remarquer par son penchant pour les nouveautés. Comme on ne doutait point qu'intimidé par le supplice de Jean Huss il n'entendît bientôt raison, le concile lui donna plusieurs audiences publiques, et lui fit des exhortations si pressantes, que Jérôme promit enfin de se soumettre. Amené dans la dix-neuvième session, le 23 septembre, il lut et signa une

formule de rétractation par laquelle il abjurait les erreurs de Wiclef et de Jean Huss, spécialement tous les articles condamnés par le concile, et protestait qu'il voulait vivre et mourir dans la foi de l'Église romaine et du saint-siège, et que s'il s'en écartait à l'avenir, il se soumettait à toutes les peines portées par les lois. On crut devoir néanmoins, malgré cette rétractation, naturellement fort suspecte, prendre encore des précautions, et ne le mettre en liberté qu'après s'être assuré plus complètement de sa soumission. C'est pourquoi on le fit interroger par des commissaires sur quelques articles qu'il n'avait pas expressément condamnés, et l'on vit bientôt par ses réticences qu'on avait eu raison de soupçonner sa sincérité. Enfin, l'orgueil l'emporta en lui sur la crainte. Voyant qu'il s'était attiré le mépris des sectaires sans gagner la confiance des catholiques, il demanda une audience publique, où il rétracta son abjuration comme une faiblesse et un crime, et déclara qu'il voulait persister jusqu'à son dernier soupir dans la doctrine de Wiclef et de Jean Huss, à l'exception cependant de l'erreur de Wiclef sur l'eucharistie. En conséquence, on le fit comparaître quelques jours après dans la vingt-deuxième session, tenue le 30 mai 1416, pour lui lire sa sentence, par laquelle on le déclarait hérétique relaps; puis on le livra au juge séculier, qui le condamna au feu. On différa deux jours l'exécution, pour lui laisser le temps de se reconnaître; mais il montra une opiniâtreté invincible, et fut enfin brûlé vif.

L'empereur avait eu au mois d'octobre de l'année précédente une conférence avec Pierre de Lune à Perpignan, pour l'engager à suivre l'exemple de Jean XXIII et de Grégoire XII; mais ce fut sans aucun fruit. Benoît XIII proposait des conditions et des demandes tellement exorbitantes qu'elles ne laissaient aucun espoir de le gagner. Il voulait casser tout ce qui s'était fait au concile de Pise, dissoudre celui de Constance, et en convoquer un autre dans lequel, après avoir été reconnu pape légi-

time, il renoncerait au pontificat , sous la réserve toutefois d'élire lui-même son successeur, et de conserver pour le reste de ses jours le titre de cardinal légat dans toute l'étendue de son obédience. On eut beau lui représenter que la paix de l'Église ne tenait plus qu'à lui, et qu'il pouvait encore faire avec gloire le sacrifice d'une dignité qu'il allait perdre avec opprobre ; il répondit que c'était l'assemblée de Constance qui elle-même entretenait le schisme, puisque les deux autres prétendants ayant donné leur démission, il se trouvait incontestablement le seul pape, et qu'ainsi en le reconnaissant pour tel, on mettrait fin à la division de l'Église, au lieu qu'on prolongerait le schisme par une nouvelle élection. Le roi d'Aragon et les autres princes de l'obédience de Benoît lui firent signifier leur résolution, s'il demeurerait opiniâtre, d'approuver toutes les procédures qui seraient faites contre lui. Mais il persista dans ses prétentions, et craignant qu'on ne voulût s'assurer de sa personne, il se retira dans le château de Paniscole, qui appartenait à sa famille et qui passait pour imprenable. Alors les rois de Castille, d'Aragon et de Navarre et le comte de Foix envoyèrent leurs ambassadeurs à Narbonne, où l'empereur s'était rendu avec les députés du concile ; et là on convint d'un traité portant que les cardinaux et les prélats assemblés à Constance écriraient aux princes et aux prélats de l'obédience de Benoît pour les inviter à un concile général, et que ces derniers, de leur côté, feraient à ceux des autres obédiences la même invitation ; que dans ce concile on procéderait à la déposition juridique de Benoît, sans partir de ce qui s'était fait à Pise contre lui ; qu'on ne toucherait en aucune manière aux intérêts des princes et des prélats de son obédience ; que si ses cardinaux voulaient aller au concile, ils seraient admis à donner leurs suffrages comme les autres pour l'élection du pape futur ; et que les censures portées respectivement par les papes compétiteurs seraient abolies et leurs concessions con-

firmées. Cette capitulation, dressée au mois de décembre, fut approuvée le 4 février par le concile, qui, pour le bien de la paix, consentit à ne pas prendre ce titre dans toutes les négociations et les actes relatifs à l'union, mais seulement celui d'assemblée. En conséquence de ce traité, la soustraction d'obédience fut publiée en Espagne et dans le comté de Foix, et bientôt après en Écosse. Ce fut saint Vincent Ferrier qui fut chargé de publier cette soustraction, le 6 janvier, dans le royaume d'Aragon, et il fit à ce sujet un discours où il n'hésita pas à traiter Benoît de fourbe et de parjure. L'empereur après cette négociation voulut aussi entreprendre de rétablir la paix entre la France et l'Angleterre. Il se rendit pour cet effet à Paris, puis en Angleterre, et ne revint à Constance qu'au commencement de l'an 1417. Mais ce voyage ne produisit aucun effet. La bataille d'Azincourt, que les Français venaient de perdre l'année précédente par la présomption de la noblesse et par la rivalité des chefs, inspirait aux Anglais une confiance qui leur fit rejeter toute proposition de paix, et les funestes discordes qui éclatèrent en France vinrent encore favoriser le succès de leurs entreprises.

Cependant les ambassadeurs et les prélats d'Aragon arrivèrent à Constance, et s'unirent au concile dans la vingt-deuxième session, tenue le 15 octobre. Ils firent d'abord une convocation au nom de l'obédience de Benoît, puis on ouvrit la session, et l'on publia un décret qui admettait les Espagnols sur le pied d'une nation particulière. Cette mesure donna lieu à quelques débats. D'une part, les Portugais réclamèrent les mêmes droits; d'autre part, les Français demandèrent que les Anglais fussent compris, comme la Hongrie et les royaumes du Nord, dans la nation allemande, ou que l'on fit une nouvelle division d'après laquelle chaque fraction égale à l'Angleterre jouirait des prérogatives d'une nation particulière. Mais ces réclamations n'eurent aucun résultat. Le concile, après l'arrivée des Aragonais, commença bientôt



à procéder sérieusement contre Benoît. On nomma, dans la vingt-troisième session, tenue le 5 novembre, des commissaires pour entendre les témoins sur son obstination schismatique et la violation de ses promesses ; puis dans la vingt-quatrième, on le cita à comparaître dans trois mois, et on ordonna que la citation serait affichée aux portes du château de Paniscole ou dans les lieux les plus voisins. Les deux suivantes furent employées à la réception des ambassadeurs du comte de Foix et des ambassadeurs de Navarre, qui s'unirent au concile avec les mêmes formalités que ceux d'Aragon. Deux autres sessions eurent pour objet des procédures contre Frédéric d'Autriche. On y ordonna aussi la tenue d'un chapitre de bénédictins de la province ecclésiastique de Mayence pour la réformation de leur ordre, beaucoup déchu en Allemagne. Ce chapitre fit divers réglemens dont l'exécution rencontra de grands obstacles de la part des moines. Cependant un abbé nommé Jean, zélé pour la discipline, parvint à rassembler un certain nombre de religieux plus dociles dans l'abbaye de Saint-Thomas de Bursfeld, d'où la réforme s'étendit peu à peu dans toute l'Allemagne ; et de là naquit une congrégation qui depuis servit de modèle aux célèbres congrégations de Saint-Vannes en Lorraine et de Saint-Maur en France. Le concile, dans la vingt-neuvième session, tenue le 8 mai 1417, fit lire les actes des procédures contre Benoît, et deux jours après, dans la suivante, on entendit le rapport des députés qu'on avait envoyés pour lui signifier la citation. La trente et unième session fut remplie par la lecture d'un long mémoire présenté par les Anglais, à l'effet d'être maintenus sur le pied d'une nation particulière ; ce qui leur fut accordé. Trois autres sessions furent encore employées à des citations et autres procédures contre Benoît, qui, sur le rapport des commissaires, fut déclaré contumace, avec ajournement à comparaître en personne ; après quoi on nomma de nouveaux commissaires pour l'instruction dé-



finitive du procès, à l'effet de prononcer la sentence de déposition. Les ambassadeurs de Castille étaient arrivés depuis quelque temps à Constance ; mais comme ils n'étaient pas d'accord avec l'empereur et la nation allemande sur l'article de la réformation, ils ne s'unirent au concile que dans la trente-cinquième session, tenue le 18 juin. On fit dans la suivante, tenue le 22 juillet, une dernière citation à Benoît ; et quatre jours après, dans la trente-septième, on prononça une sentence par laquelle on le déposait du pontificat, comme parjure, schismatique, rebelle à l'Église, fauteur du schisme et de la division, et enfin comme hérétique sur l'article de l'unité de l'Église catholique, avec défense à toute personne, prélats, rois ou autres, de le reconnaître, de le soutenir et de lui obéir, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, et en outre, de privation de tous droits et de toutes dignités ecclésiastiques ou séculières.

Il restait encore deux affaires à terminer, la réformation de l'Église et l'élection d'un pape. On s'occupait depuis longtemps de la première ; on avait tenu à ce sujet plusieurs congrégations, et les plus célèbres docteurs avaient publié des mémoires pour montrer la nécessité de réformer l'Église dans son chef et dans ses membres, et exposer les différens objets de cette réforme et les moyens de l'opérer. Nous n'avons pas besoin de dire qu'il ne s'agissait pas de la foi ni des principes de la morale, mais seulement de la correction des mœurs et de la réforme des abus contraires à la discipline. Les décrets du concile contre les hérétiques, où l'on proclame si hautement l'autorité de la tradition et de l'enseignement de l'Église, suffiraient pour démontrer, si cela n'était pas d'ailleurs évident, que tout ce qui concernait la doctrine ne pouvait entrer pour rien dans ces demandes de réformation. Plusieurs docteurs français s'élevèrent sans ménagement et souvent avec exagération contre les vices des prélats, leur cupidité, leur despotisme, leur luxe exces-

sif, le mauvais usage de leurs richesses et le dérèglement de leurs mœurs. Le cardinal Pierre d'Ailly, dans un mémoire sur cette matière, montre plus de modération, et au lieu de plaintes vagues et déclamatoires, il donne de sages conseils et propose des mesures utiles. Il insiste sur la célébration fréquente des conciles et l'observation des anciennes règles. Il blâme, en conséquence, la multiplicité des dispenses, des translations, des excommunications, et propose de maintenir autant que possible les droits de la juridiction épiscopale, de diminuer le nombre des exemptions, des réserves, des expectatives, et d'alléger les charges pécuniaires que la cour de Rome imposait aux églises. Il recommande plus de sévérité dans le choix et dans l'examen des prélats, de punir ceux qui se dispensent de la résidence, qui vont à la guerre ou qui exigent de l'argent pour la collation des ordres ou des bénéfices, et quant aux ecclésiastiques du second ordre, de ne pas préférer la naissance et les recommandations au mérite, à la science et à la vertu. Il conseille, pour diminuer l'ignorance, d'établir des bibliothèques dans toutes les cathédrales, et de nommer dans tous les chapitres un théologien pour expliquer le livre des Sentences et l'Écriture sainte, spécialement les épîtres et les évangiles de l'année. Pour ce qui est des vices grossiers, comme le concubinage, les censures, dit-il, étant des armes trop faibles, c'est par la privation des bénéfices qu'il faut procéder contre les incorrigibles. Il recommande de diminuer plutôt que d'augmenter le nombre des ordres religieux, particulièrement des mendiants, de veiller sur les monastères pour y faire observer la règle, et d'empêcher les moines d'usurper les biens ou les droits du clergé séculier. A l'égard des religieuses, il demande qu'elles soient toutes rentées, pour prévenir les quêtes et les sorties avec les périls qu'elles entraînent. Enfin, il conseille de ne pas multiplier les nouvelles églises ni les jours de fêtes, et il voudrait même, qu'excepté les dimanches et les fêtes

solennelles, on permit au peuple de travailler après l'office, tant pour laisser aux pauvres le temps de gagner leur vie, que pour écarter l'oisiveté et la débauche. Le célèbre Gerson donna de son côté différens mémoires où il signale entre autres abus à réformer, le défaut de résidence, le luxe et la vie mondaine des prélats, l'ignorance et l'oisiveté des moines et d'une partie du clergé, la pluralité des bénéfices, la dissolution des mœurs, la profusion des dispenses et les pratiques simoniaques. Plusieurs prédicateurs firent dans leurs sermons, en présence du concile, la peinture la plus affligeante des vices du clergé et de la corruption qui régnait dans tous les états.

Cependant, quoique tout le monde fût d'accord pour demander la réformation, les sentimens se trouvèrent fort partagés sur le temps et la manière d'y procéder, et ces divisions la firent à peu près échouer. L'empereur avec les Allemands et les Anglais voulait que le concile y procédât lui-même, et que l'élection du pape ne se fit qu'après avoir publié de bons réglemens pour la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres. D'un autre côté, les cardinaux et les Italiens, vivement appuyés par les Castillans, et, ce qui est plus étonnant, par les Français eux-mêmes, demandaient que le pape fût élu auparavant et sans délai, parce que le point le plus important de la réformation, c'était de mettre fin au schisme et de donner un chef à l'Église. Ils publièrent même à ce sujet un mémoire assez violent où, ne se bornant pas à exposer leurs raisons et à répondre aux objections, ils accusaient les Allemands de favoriser la doctrine des hussites en soutenant que l'Église pouvait bien demeurer provisoirement sans chef jusqu'à la réformation de la cour de Rome. Ils se plaignaient aussi qu'on eût laissé prendre à l'empereur l'administration des affaires ecclésiastiques en Allemagne pendant la vacance du saint-siège. Enfin, ils présentèrent dans une congrégation générale, tenue le 9 septembre, un mémoire analogue dont l'empereur fut si

blessé qu'il sortit brusquement avant que la lecture fût achevée ; ce qui faillit amener la rupture du concile ; car les cardinaux manifestèrent l'intention de se retirer, et les Castillans sortirent même de Constance. Mais l'empereur les obligea de revenir. Les Allemands répondirent aux accusations des cardinaux par un mémoire où ils représentaient que le schisme ayant eu pour cause principale la corruption du clergé et spécialement de la cour de Rome, il fallait, pour prévenir un semblable malheur, travailler à la réformation par de bons réglemens, et que le pape élu auparavant, quelque saint et bien intentionné qu'il fût, ne pourrait que se laisser lui-même entraîner par le torrent des abus, et rencontrerait des obstacles insurmontables à l'accomplissement des réformes. Cependant les cardinaux attirèrent les Anglais à leur parti, et les Allemands finirent eux-mêmes par s'y joindre, à condition que le pape serait obligé de travailler à la réformation aussitôt après son élection et de concert avec le concile. En conséquence, on publia dans la trente-huitième session et dans les deux suivantes, quelques décrets concernant l'élection du pape et les moyens d'assurer la réformation. D'abord, on ordonna qu'un autre concile général serait tenu cinq ans après celui-ci, puis un troisième sept ans plus tard, et un dans la suite tous les dix ans ; et de plus, qu'en cas de schisme le concile s'assemblera l'année suivante, et qu'aussitôt après son ouverture les deux prétendans demeureront suspens de tout pouvoir et de toute administration. Deux autres décrets portent que les translations ne pourront avoir lieu que pour des causes graves approuvées par les deux tiers des cardinaux, et que le pape ne pourrait se réserver ni les revenus des bénéfices vacans, ni les droits dus aux prélats pour les frais de visite. Ensuite on statua par un décret, publié dans la quarantième session, que le pape serait tenu, avant la dissolution du concile, de réformer l'Église dans le chef et dans les membres, de concert avec le concile ou les

députés choisis à cet effet, sur les articles déterminés précédemment dans l'assemblée des nations, savoir : 1° Sur le nombre, les qualités et la nation des cardinaux ; 2° sur les annates et autres droits pécuniaires ; 3° sur la collation des bénéfices, les réserves et les expectatives ; 4° sur la confirmation des élections ; 5° sur les causes à juger en cour de Rome ; 6° sur les appels à cette cour ; 7° sur les offices de la chancellerie et de la pénitencerie ; 8° sur les exemptions accordées pendant le schisme ; 9° sur les commendes ; 10° sur la perception des revenus pendant la vacance des bénéfices ; 11° sur l'aliénation des biens de l'Église romaine ; 12° sur les cas où le pape peut être corrigé ou déposé ; 13° sur l'extirpation de la simonie ; 14° sur les dispenses ; 15° sur les provisions pour le pape et les cardinaux ; 16° sur les indulgences ; 17° sur les décimes. Enfin, on ordonna que, pour cette fois seulement, six députés de chaque nation, c'est-à-dire trente en tout, seraient choisis pour procéder avec les cardinaux à l'élection du pape, et on prononça la peine d'excommunication, avec toutes ses suites les plus rigoureuses, contre quiconque troublerait l'élection pontificale.

Ces précautions prises, on publia dans la quarante et unième session, tenue le 8 novembre, quelques réglemens pour la sûreté du conclave ; après quoi on proclama les noms des députés choisis par les nations pour concourir à l'élection. Ils entrèrent aussitôt après en conclave avec les cardinaux au nombre de vingt-trois, et le 11 novembre, ils élurent le cardinal Othon Colonne, qui prit le nom de Martin V. Il était également distingué par sa science et ses vertus, surtout par sa modestie, sa douceur et par son habileté dans les affaires. Il fut intronisé le même jour, et couronné le 21 avec un appareil extraordinaire. Tous les princes et tous les états chrétiens le reconnurent comme pape légitime. Toutefois le roi de France ne jugea pas à propos de se déclarer avant d'avoir appris par le rapport de ses ambassadeurs que l'élection avait été libre



et canonique. Il y eut encore depuis l'élection du nouveau pape quatre sessions auxquelles il présida en personne. La quarante-deuxième, tenue le 28 décembre, n'eut guère d'objet que la publication d'une bulle qui déchargeait l'empereur et l'électeur palatin de la garde de Balthazar Cossa, à condition de le remettre entre les mains de ceux que le pape nommerait. On envoya quelque temps après une ambassade solennelle à Pierre de Lune pour le sommer de nouveau de renoncer au pontificat, et sur son refus, les députés firent publier partout l'excommunication et les autres peines prononcées contre lui. Deux des quatre cardinaux qui lui restaient venaient de l'abandonner pour adhérer au concile. Mais son parti reprit un peu de consistance par suite d'une brouillerie entre Martin V et le roi d'Aragon. Ce prince avait demandé au pape le droit de disposer à l'avenir des bénéfices de la Sicile et de la Sardaigne sans aucune redevance envers le saint-siège, et ne l'ayant pas obtenu, il rappela ses ambassadeurs de Constance, et favorisa ou permit du moins de soutenir le parti de Pierre de Lune.

La Bohême était en proie aux ravages et à la fureur des sectaires. Dès que la nouvelle du supplice de Jean Huss fut répandue à Prague, les partisans de cet hérésiarque s'assemblèrent en tumulte pour lui décerner les honneurs du martyre ; et ensuite, se répandant de tous côtés dans la ville et dans le royaume, ils pillèrent le palais de l'archevêque et les maisons des ecclésiastiques, et massacrèrent un grand nombre de personnes. Plusieurs seigneurs écrivirent en même temps au concile une lettre, où ils se plaignaient amèrement qu'on répandît des bruits calomnieux contre la foi des Bohémiens, et qu'on eût fait mourir un homme respectable, disaient-ils, par ses vertus, sans l'avoir convaincu d'aucune erreur. La mort de Jérôme de Prague ranima la fureur des sectaires, et fit naître la sédition, le pillage des églises et le massacre des prêtres. Le plus ardent défenseur de Jean Huss fut



Jean de Trosnow, surnommé Ziska ou le Borgne. Il était d'une famille noble mais pauvre, et après avoir été page de l'empereur Charles IV, il donna dans plusieurs occasions des preuves éclatantes de courage et d'habileté dans la guerre, et devint écuyer ou chambellan de Wenceslas. Les hussites le choisirent pour les commander, et bientôt il eut sous ses ordres plus de quarante mille paysans qu'il disciplina, et dont il fit une armée non moins redoutable par la valeur que par le fanatisme. Il fit dresser sur une montagne, à quelques lieues de Prague, une tente en forme de chapelle où les sectaires célébrèrent l'office divin, et donnèrent la communion sous les deux espèces. Ensuite il y fit bâtir une ville et une forteresse qui devint célèbre sous le nom de Thabor. L'université de Prague, infectée des erreurs de Jean Huss, publia un décret en faveur de la communion sous les deux espèces, et l'imbécile Wenceslas, dans l'espoir d'apaiser les troubles, accorda plusieurs églises aux hussites. Mais bientôt ils s'emparèrent de Prague, et se portèrent d'abord à l'hôtel de ville, d'où ils jetèrent les magistrats par les fenêtres sur les pointes des lances et des broches que tendait la populace ; après quoi ils mirent tout à feu et à sang dans les monastères, et massacrèrent un grand nombre de prêtres ou d'autres catholiques. Peu de temps après, d'autres sectaires, conduits par un nommé Picard dont ils prirent le nom, vinrent des Pays-Bas en Bohême, où ils renouvelèrent les erreurs des adamites. Le concile n'oublia rien pour arrêter les progrès de l'hérésie ; il fit composer par le célèbre Gerson un traité contre la nécessité de la communion sous les deux espèces, il cita les principaux sectaires à comparaître, publia contre eux plusieurs ordonnances, et invoqua l'autorité de l'empereur, qui de son côté leur écrivit une lettre où il se plaignait vivement de leurs violences contre le clergé ; mais tout fut inutile. Enfin le pape Martin V publia, le 20 février 1418, une bulle où il confirmait la condamnation des quarante-cinq articles de Wiclef

et des trente propositions de Jean Huss, avec les décrets publiés contre eux tant par Jean XXIII que par le concile, et ordonnait aux évêques et aux inquisiteurs de poursuivre comme hérétiques ceux qui soutiendraient quelques-unes de ces erreurs. Il est à remarquer que dans cette bulle, en spécifiant les nombreux articles sur lesquels on doit interroger ceux qui seront suspects, le pape prescrit de leur demander s'ils croient que tout concile général, et en particulier celui de Constance, représente l'Église universelle, et que tout ce qui a été décidé par le concile en faveur de la foi et pour le salut des âmes, doit être tenu et approuvé par tous les fidèles.

Cependant les nations pressaient vivement l'affaire de la réformation, et les Allemands présentèrent un mémoire où ils exposaient leurs demandes sur les articles proposés par le concile. Les Français s'adressèrent à l'empereur pour l'engager à presser le pape de travailler à cette affaire. Mais il leur répondit que puisqu'ils avaient voulu absolument l'élection d'un pape avant la réformation, maintenant qu'ils en avaient un, ils pouvaient aller le trouver eux-mêmes. Le pape nomma des commissaires pour délibérer à ce sujet avec les députés des nations, et leur remit un projet où il déclarait relativement à l'article concernant la déposition du pape, qu'il ne jugeait pas à propos de rien statuer sur ce point. La plupart des nations se rangèrent à cet avis. Ensuite, dans la quarante-troisième session, tenue le 21 mars, on publia un décret pontifical, contenant sept articles de réformation. Ils ont pour objet de révoquer les exemptions accordées depuis la mort de Grégoire XI; de casser les unions de bénéfices durant la même époque; de réprimer la simonie par la suspense et par l'excommunication encourue de fait, avec nullité des provisions ainsi obtenues; de ne plus appliquer désormais à la chambre apostolique ou au pape les fruits des bénéfices vacans; de rejeter comme abusives les dispenses accordées pour

posséder sans se faire ordonner des évêchés ou d'autres bénéfices exigeant les ordres sacrés, de ne plus lever sur les églises ni décimes ni aucun autre subside sans le consentement des prélats de la province; enfin, de confirmer les anciens canons sur la modestie des habits ecclésiastiques. Le pape régla les autres articles par des concordats particuliers avec les différentes nations; mais celui de la nation française fut rejeté par le parlement comme contraire aux libertés de l'Église gallicane, et le roi publia une ordonnance qui supprimait les annates, les réserves, les droits de visites et autres redevances perçues par la cour de Rome. Ce fut aussi dans le concile de Constance que le pape Martin V publia la fameuse bulle *Adevitanda scandala*, qui permet la communication avec les excommuniés non dénoncés, à l'exception de ceux qui sont notoirement coupables de violence envers des clercs.

La quarante-quatrième session, tenue le 19 avril, eut pour objet la publication d'une bulle qui désignait la ville de Pavie pour la réunion du prochain concile, qui, d'après les décrets qu'on a vus, devait avoir lieu dans cinq ans. Enfin, trois jours après, fut tenue la quarante-cinquième et dernière session pour la conclusion du concile. Ce fut dans cette session que le pape fit une déclaration portant qu'il voulait tenir et observer inviolablement tout ce qui avait été arrêté et défini conciliairement dans les matières de foi par le présent concile, et qu'il approuvait et ratifiait ce qui avait été fait ainsi, et non autrement. On ne peut guère douter que le terme *conciliairement* ne doive s'entendre de ce qui a été prononcé dans les sessions solennelles, et non pas simplement dans les congrégations, même générales. Mais les théologiens ultramontains prétendent que ces mots, *en matière de foi*, doivent se restreindre aux décisions contre les erreurs de Wiclef et des hussites, et qu'on ne doit pas les étendre au décret touchant la supériorité du con-

cile au-dessus du pape. On comprend que cette discussion ne saurait entrer dans le cadre de notre ouvrage ; mais nous devons, pour éclairer le lecteur, signaler les circonstances qui donnèrent lieu à la déclaration du pape. Les chevaliers teutoniques étaient en guerre avec le roi de Pologne, dont ils ne cessaient d'envahir les états sous prétexte des bulles pontificales qui leur accordaient la possession de tout ce qu'ils pourraient conquérir sur les infidèles. Le roi Ladislas fit remettre au concile, par ses ambassadeurs, un écrit où l'on montrait, par des raisons solides, qu'il n'était pas permis d'employer les armes pour contraindre les infidèles à se convertir, ni de s'emparer de leurs biens quand ils refusaient d'embrasser le christianisme. D'un autre côté, un dominicain nommé Jean de Falkenberg, pour complaire aux chevaliers teutoniques, composa un livre où il promettait la vie éternelle à ceux qui voudraient se liguier pour exterminer les Polonais, et ne craignait pas de soutenir que quiconque mettrait à mort leur roi, ferait une œuvre méritoire. Ce livre ayant été condamné dans une congrégation générale, les ambassadeurs polonais pressèrent le pape de faire publier cette condamnation dans une session publique, et ne pouvant l'obtenir, ils menacèrent d'appeler au prochain concile. Mais le pape dans un consistoire publia une bulle où il déclarait qu'il n'est permis à personne d'appeler du pontife romain, vicaire de Jésus-Christ, ni de décliner son jugement en matière de foi. Les ambassadeurs polonais renouvelèrent leurs instances dans la dernière session, et ce fut alors que le pape leur ayant imposé silence, fit la déclaration qu'on vient de voir ; ce qui semble montrer que son but était simplement de refuser son approbation à ce qui n'avait pas été publié dans les sessions solennelles. Ensuite on lut une bulle pontificale qui congédiait le concile, et accordait des indulgences à ceux qui y avaient assisté. Ainsi finit le concile de Constance, dont les décrets en matière de foi

ont été sanctionnés par l'approbation de toute l'Église.

Le célèbre Gerson, avec la plupart des Français, s'était uni aux Polonais pour demander la condamnation du livre de Falkenberg, dont la doctrine était au fond la même que celle de Jean Petit. Il publia bientôt après un écrit où combattant avec beaucoup de modération la bulle de Martin V sur les appels, il s'efforçait de montrer qu'on pouvait appeler du pape au concile général, et faisait valoir à l'appui de son opinion les décrets touchant la supériorité du concile, et en outre le privilège d'infailibilité accordée, dit-il, à l'Église universelle et au concile général, mais non au pape. N'osant revenir en France, où il craignait le duc de Bourgogne, il se réfugia d'abord en Bavière, puis à Lyon dans le couvent des célestins, dont son frère était prieur. Ce fut là qu'il passa le reste de ses jours dans la pratique de toutes les vertus et spécialement de l'humilité. Après avoir été l'oracle de la première école chrétienne, il employa les dernières années de sa vie à l'instruction des enfans. Il mourut en 1329, si renommé pour sa piété, que plusieurs écrivains lui ont attribué le livre incomparable de l'Imitation de Jésus-Christ. On a de lui un très-grand nombre d'ouvrages sur le dogme, sur la morale, sur l'Écriture sainte, et sur les affaires de son temps. Il se nommait Jean Charlier, et prit le nom de Gerson, d'un village près de Rhétel dans le diocèse de Reims, où il était né en 1363. Le cardinal Pierre d'Ailly, son maître, mourut en 1425. Il a aussi laissé plusieurs écrits remarquables par la précision et la force de raisonnement, entre autres des commentaires sur le livre des Sentences, des méditations sur l'Écriture sainte, et des traités sur l'autorité de l'Église et des conciles. On y trouve, comme dans ceux de Gerson, des opinions qui s'expliquent par l'état de schisme où l'on se trouvait alors, mais qui ne doivent pas s'entendre d'une manière absolue, ni s'appliquer aux circonstances ordinaires.

Le pape Martin V, après la conclusion du concile, quitta bientôt Constance pour aller à Genève, où il passa le reste de l'année ; ensuite il se rendit à Florence, et travailla par d'habiles négociations à pacifier l'Italie, déchirée par les guerres civiles, et à faire rentrer dans la soumission les villes de l'état ecclésiastique. Balthazar Cossa, sorti de sa prison de Manheim, et résistant aux suggestions de quelques seigneurs puissans qui le pressaient de reprendre les ornemens pontificaux, vint secrètement et sans escorte trouver le pape Martin V à Florence, et se jetant à ses pieds en pleine assemblée, il le reconnut hautement pour vicaire de Jésus-Christ. Le pape le reçut avec tendresse, le fit cardinal-évêque de Tusculum, avec le rang de doyen du sacré collège, et lui assigna une place d'honneur dans les cérémonies publiques sur un siège plus élevé que celui des autres cardinaux. Mais Cossa ne jouit pas longtemps de cette faible consolation. Il mourut six mois plus tard, le 22 décembre 1419, et fut enterré magnifiquement par les soins de Cosme de Médicis. Le pape demeura plus d'un an à Florence, et pour reconnaître le zèle et l'affection que les Florentins lui avaient témoignée, il érigea le siège de cette ville en archevêché. Ensuite, ayant recouvré Pérouse, Bologne, et le château Saint-Ange, il se rendit à Rome, où il fit son entrée le 22 septembre 1420, au milieu des acclamations publiques et de toutes les démonstrations d'une joie extraordinaire. Les guerres et les dissensions avaient produit dans cette ville les plus tristes effets, mais bientôt, grâce au génie réparateur du pontife, les églises, les palais, et les monumens ruinés ou dégradés se relevèrent ou s'embellirent, l'autorité des lois contint les factions, l'ordre se rétablit partout, et Rome reprit une face nouvelle.

Manuel Paléologue, empereur de Constantinople, cherchant à se procurer les secours des Latins contre les Turcs, avait envoyé, en 1418, au concile de Constance



l'archevêque de Kiovie pour négocier la réunion des deux Églises. Mais comme cet ambassadeur n'avait à présenter que des propositions vagues, cette démarche demeura sans résultat. Bientôt après, d'autres ambassadeurs vinrent à Florence témoigner au pape la disposition où étaient l'empereur et le patriarche d'embrasser la croyance des Latins. Le pape envoya en conséquence des légats à Constantinople pour traiter cette affaire, et régler de concert avec les Grecs le temps et le lieu d'un concile général dont l'empereur demandait la convocation. Ce prince écrivit ensuite que le seul moyen de procurer la réunion, c'était d'assembler le concile à Constantinople, et quoique l'exécution de ce projet fût à peu près impossible, à cause de l'établissement des Turcs dans les provinces de la Thrace, le pape, ne voulant pas paraître rejeter entièrement la proposition, répondit qu'il y consentait, pourvu que l'empereur fournit aux frais et à la dépense des prélats.

Vers ce même temps, mourut Wenceslas, roi de Bohême, dont les débauches et les cruautés ont rendu la mémoire justement odieuse. Nous devons signaler, entre une foule d'autres crimes, la mort de saint Jean Népomucène, chanoine de Prague, qui fut précipité dans la Moldave, le 16 mai 1383, par l'ordre de cet infâme tyran, pour n'avoir pas voulu lui révéler la confession de la reine. L'empereur Sigismond, frère de Wenceslas, fut appelé à lui succéder, malgré l'opposition des husites; mais il eut bientôt à soutenir la guerre contre ces sectaires, et n'essuya que des défaites. Ziska, devenu maître de Prague après le massacre des magistrats, y avait établi un gouverneur de son parti; après quoi il fit bâtir la forteresse de Thabor pour servir d'asile à ses partisans, qui prirent le nom de thaboristes. D'autres prirent le nom d'orebites, prétendant que leur doctrine était aussi sainte que la loi donnée à Moïse sur le mont Horeb, et ce qui les distinguait surtout, c'était un fana-

tisme plus furieux, et des cruautés plus atroces contre les religieux et les prêtres. Ils les brûlaient à petit feu, ou les exposaient tout nus, et liés deux à deux, sur des étangs glacés. Ziska après avoir exterminé la secte des adamites, aurait bien voulu détruire également celle des orebites ; mais craignant de faire voir la moindre division dans son parti, il traita avec eux, leur promit de ne faire aucun quartier aux prêtres catholiques, et les détermina ainsi à joindre leurs armes aux siennes. Enfin il y avait en plusieurs endroits, et surtout à Prague, un grand nombre d'autres sectaires qui admettaient presque en tout la doctrine de l'Église, excepté l'article touchant la communion sous les deux espèces, ou la participation au calice, ce qui leur fit donner le nom de calixtins. Mais, quoique divisés sur tout le reste avec les thaboristes, ils ne laissèrent pas de s'unir à eux pour combattre Sigismond. Ce prince avait gagné par des promesses le gouverneur de Prague, et s'était fait reconnaître dans cette capitale. Ensuite, comme il en était sorti pour rassembler des troupes, Ziska vint en former le siège. L'empereur, revenant avec une armée nombreuse, le contraignit à se retirer, puis il envoya un détachement attaquer le Thabor, et se porta lui-même avec le reste des troupes sur le camp de Ziska ; mais partout l'armée impériale fut battue et repoussée par les sectaires, qui après cette victoire s'emparèrent d'un faubourg de Prague, et de la forteresse de Wisrade, séparée de la ville par la Moldave. Sigismond après avoir perdu une autre bataille passa en Silésie, et Ziska, ravageant impunément la Bohême, prit plusieurs villes qu'il réduisit en cendres, et exerça partout d'horribles cruautés. Nous n'en rapporterons qu'un seul exemple qui fera juger des autres. S'étant rendu maître d'une petite ville, après une vigoureuse résistance, il fit renfermer les habitans, hommes, femmes et enfans, avec le clergé, dans une église, et y fit mettre le feu. Cependant le pape, à la

sollicitation de l'empereur, fit publier, en 1420, une croisade contre les hussites, et bientôt Sigismond fut en état de rentrer dans la Bohême avec une armée de plus de cent mille hommes. Mais ces troupes nouvelles et ramassées au hasard ne purent tenir contre une armée fanatique et aguerrie. Sigismond, battu cinq fois, fut réduit à quitter de nouveau la Bohême. Il tint l'année suivante une diète à Nuremberg, où les princes de l'empire s'engagèrent à lui fournir des troupes contre les hussites; mais Ziska, quoique devenu aveugle, prit si bien ses mesures, que cette nouvelle armée fut vaincue ou dissipée sans avoir rien fait. Vers le même temps les hussites tinrent une assemblée à Prague, d'où ils envoyèrent des lettres dans tout le royaume pour exposer leurs griefs contre Sigismond et menacer de poursuivre tous ceux qui n'adhéreraient pas aux quatre articles suivans: savoir, que la communion fût donnée sous les deux espèces; qu'il fût permis de prêcher librement sans la mission des évêques; que le clergé fût dépouillé de ses possessions temporelles, et surtout de ses seigneuries, enfin, qu'on détruisît par la réformation tout péché mortel. Ce quatrième article, quoique fort spécieux, ne pouvait être qu'une source de désordres et de séditions dans une secte qui attachait au péché mortel la privation de tout pouvoir spirituel ou temporel. Conrad, archevêque de Prague, ouvertement déclaré pour les hussites, fit proposer dans cette assemblée quelques autres articles de doctrine qui ne servirent qu'à faire éclater les divisions du parti. Ils furent adoptés par les calixtins, mais rejetés par les thaboristes, qui avaient adopté sans restriction toutes les erreurs de Wiclef. Cependant Sigismond, après avoir perdu jusqu'à onze batailles, désespérant de recouvrer la Bohême par la force des armes, fit proposer à Ziska un accommodement par lequel il consentait à lui céder le gouvernement du royaume avec tous les revenus, sous la condition de conserver seule-

ment le titre de roi, et d'être reconnu par les hussites. Ces propositions étaient trop avantageuses pour que Ziska les refusât. Mais il mourut bientôt après, en 1424, comme il allait trouver l'empereur pour lui prêter serment de fidélité. Sa mort amena de nouvelles divisions dans la secte. Une partie des thaboristes reconnut pour chef un prêtre nommé Procope, qui s'était signalé par son fanatisme et par ses talens militaires, et qui par ses victoires obtint des sectaires le surnom de Grand. Le reste des thaboristes ne jugeant personne digne de succéder à Ziska, prirent le nom d'orphelins, et se donnèrent des chefs annuels, dont le plus connu fut un autre Procope surnommé le Petit. Les orebites, formant une autre faction, prirent pour chef un prêtre libertin nommé Bédric, qui se maria publiquement. Enfin, les calixtins formèrent un quatrième parti qui finit par devenir le plus nombreux. Ces divisions n'empêchèrent pas les hussites de se réunir pour faire la guerre et piller les provinces catholiques voisines de la Bohême. Sigismond, pour se faire reconnaître, leur offrit, en 1427, de leur laisser provisoirement le libre exercice de leur culte, pourvu qu'ils promissent de se soumettre à ce qui serait décidé au concile qu'on devait tenir à Bâle, et les bourgeois de Prague et des autres villes n'hésitèrent pas à y consentir; mais l'armée, habituée à la licence et au pillage, rejeta ces propositions. Le pape fit prêcher, la même année, une nouvelle croisade contre ces sectaires, et ils se virent bientôt attaqués par une armée nombreuse, qu'ils mirent complètement en déroute. Une autre croisade publiée trois ans plus tard n'eut pas plus de succès. Les hussites, toujours victorieux, portèrent leurs ravages dans la Hongrie, la Pologne et l'Autriche, où ils commirent toutes sortes de profanations et de cruautés. Ce fut alors qu'un prêtre savant nommé Jean de Prézibram, ayant abjuré leur secte, combattit leurs erreurs par divers écrits où il signalait l'orgueil, la présomption et

l'impiété de leurs prêtres guerriers, notamment de Procope, et d'un certain Pelisimon qu'ils s'étaient donné pour évêque. Les erreurs de Wiclef et de Jean Huss furent aussi combattues vers le même temps par plusieurs autres auteurs, entre lesquels on distingue surtout un savant carme anglais nommé Thomas de Walden, qui s'était distingué aux conciles de Pise et de Constance (1).

Le concile général indiqué à Pavie dans celui de Constance s'ouvrit au mois de mai 1423, et dès le mois d'août suivant la peste qui menaçait Pavie força de le transférer à Sienne ; il ne s'y trouva que trois légats du pape, six députés de France, quatre d'Allemagne, et quelques-uns d'Angleterre ; ce qui ne permit pas d'y rien faire d'important. On y renouvela seulement les décrets contre Pierre de Lune et ses partisans, et la condamnation des erreurs de Wiclef et de Jean Huss, avec injonction de poursuivre selon la rigueur du droit les sectaires et leurs fauteurs, et de publier ce décret dans toutes les églises. Enfin, au commencement de l'année suivante, le concile fut dissous, et l'affaire de la réformation renvoyée au concile général qui devait se tenir sept ans après, et pour lequel on désigna la ville de Bâle. Plusieurs conciles particuliers, tenus vers le même temps, publièrent des réglemens pour la réforme des abus et le rétablissement de la discipline. Un concile de Salzbourg de l'an 1420 confirma quelques anciens statuts, et en publia de nouveaux, notamment contre les clercs concubinaires, contre la simonie, contre l'usurpation des biens de l'Eglise et la violation des privilèges du clergé. On ordonna que tout ecclésiastique avant de prendre possession d'un bénéfice ferait serment qu'il n'avait point commis de simonie pour l'obtenir. On défendit aux clercs l'entrée des cabarets, la chasse, les jeux de hasard, et on leur enjoignit de porter des habits mo-

(1) Cochl. *Hist. huss.* — Æn. Sylv. — Krantz.



destes, différens de ceux des laïques. On déclara les bâtards exclus du clergé. On défendit de rien exiger pour l'administration des sacremens, ou pour les sépultures. On ordonna de refuser la communion aux femmes vêtues d'une manière immodeste. Enfin un autre article porte que tous ceux qui sont admis aux ordres sacrés doivent se confesser avant de les recevoir. Un concile de Cologne, de l'an 1424, fit aussi des réglemens contre les clercs concubinaires, confirma les peines canoniques contre les seigneurs qui opprimaient le clergé, et accorda des indulgences à tous ceux qui aideraient les inquisiteurs dans la recherche des hussites et des wicléfistes. On prit également des mesures contre ces sectaires dans des conciles tenus la même année 1424 par les archevêques de Trèves et de Gnesne. Enfin, l'archevêque de Lunden publia l'année suivante, dans un concile tenu à Copenhague, plusieurs statuts contre les violences, les abus et les désordres que la guerre avait multipliés en Danemarck. Ce fut cette même année 1425 que fut établie par le duc de Brabant, et avec l'approbation du pape Martin V, l'université de Louvain, qui devint bientôt une des plus célèbres de l'Europe.

On vit aussi commencer à cette époque la réformation de plusieurs ordres religieux. Martin Vargas, docteur en théologie du monastère de la Pierre, en Aragon, fonda une nouvelle congrégation de Saint-Bernard dans le monastère de Sion, près de Tolède, où il rétablit les anciennes observances de Cîteaux. Un autre Espagnol, nommé Loup d'Olivet, général de la congrégation des hiéronymites fondée sous Grégoire XI, se retira dans le monastère de Saint-Alexis, à Rome, et obtint du pape Martin V la permission d'y établir, au lieu de la règle de saint Augustin, suivie jusqu'alors par les hiéronymites, une nouvelle règle tirée des épîtres de saint Jérôme. Cet ordre se répandit bientôt après dans toute l'Italie. La bienheureuse Colette fit refleurir l'esprit de



pauvreté et de pénitence dans le monastère de Sainte-Claire à Besançon, et ensuite dans un grand nombre d'autres maisons de la Franche-Comté et de la Belgique. Elle mourut en 1447 dans le monastère de Gand. Saint Bernardin de Sienna travailla aussi dans le même temps à rétablir dans l'ordre des frères mineurs la stricte observance de la règle primitive, successivement mitigée par l'effet des interprétations et des dispenses. Il était né à Massa dans la Toscane, en 1380, d'une famille noble originaire de Sienna, et après avoir fait de brillantes études, il s'engagea fort jeune encore au service des malades, et signala son héroïque charité pendant la peste qui désola l'Italie en 1400. Il entra ensuite à l'âge de vingt-deux ans dans l'ordre de Saint-François, se livra au ministère de la prédication, et devint bientôt célèbre par l'éclat de ses talens et de ses succès. Comme il distribuait au peuple des emblèmes où le nom de Jésus était représenté au milieu d'un soleil étincelant, on l'accusa de superstition, et on voulut même rendre sa doctrine suspecte. Mais le pape l'ayant lui-même examiné, le justifia pleinement, conçut pour lui la plus haute estime, et l'encouragea dans l'exercice de son zèle. On lui offrit plusieurs évêchés que son humilité lui fit refuser. Ayant été nommé vicaire-général de son ordre en Italie, il parvint à établir la réforme dans un grand nombre de couvens, et mourut consumé par ses austérités et ses travaux, en 1444. Les nombreux miracles opérés à son tombeau le firent canoniser six ans après, par Nicolas V. On a de ce saint des sermons, et plusieurs ouvrages de morale ou de piété.

Les intérêts politiques du roi Alphonse d'Aragon prolongèrent quelque temps le schisme de Pierre de Lune. Le pape Martin V, à l'exemple des conciles de Pise et de Constance, appuyait les droits de la maison d'Anjou au royaume de Naples ; et la reine Jeanne II, pour se maintenir, ayant adopté le roi d'Aragon, ce prince exigea que

le pape lui donnât le titre de roi de Naples, et pour l'y déterminer par la crainte, il menaça de faire reconnaître Benoît XIII dans ses états. Mais le pape répondit qu'il ne se rendrait jamais coupable d'une pareille injustice envers Louis d'Anjou, et que la reine par son adoption n'avait pu disposer du royaume. Alors le roi d'Aragon se déclara ouvertement ennemi de Martin V et fauteur de Pierre de Lune. Cependant la reine Jeanne, à qui il se rendit bientôt insupportable, révoqua son adoption, et prit le parti d'en faire une nouvelle en faveur de Louis d'Anjou, dont les succès forcèrent le roi d'Aragon à quitter l'Italie. Celui-ci prit et saccagea la ville de Marseille, d'où il emporta notamment les reliques de saint Louis de Toulouse; et de retour en Espagne, il n'oublia rien pour entretenir et étendre le schisme. Pierre de Lune mourut l'année suivante, le 29 novembre 1424. Il demeura jusqu'à sa mort tellement persuadé de son droit, qu'il ordonna, sous peine de la malédiction divine, aux deux cardinaux qui restaient à sa cour, d'élire un autre pape après lui. Ils entrèrent en effet en conclave, et élurent un chanoine de Barcelone, nommé Gilles Mugnos, qui prit le nom de Clément VIII. Le pape Martin V envoya, en 1425, le cardinal de Foix avec le titre de légat en Aragon, pour travailler à l'extinction du schisme; mais le roi refusa de recevoir ce légat, et fit publier un édit portant défense à tous les prélats de recevoir aucune bulle de Rome. Alors le pape Martin V prononça, au mois de juillet de l'année suivante, l'excommunication contre le roi d'Aragon et l'interdit sur ses états. Cependant le légat, après avoir passé deux ans chez son frère le comte de Foix, sur les frontières d'Aragon, fut invité enfin par le roi à venir le trouver à Valence, où il se rendit au mois d'août 1427, et fut reçu avec de grands honneurs. On dressa les articles d'un traité que le légat vint ensuite soumettre au pape; mais quand il retourna en Aragon pour le faire ratifier, le roi éleva des prétentions

nouvelles, et exigea notamment une bulle pontificale qui approuverait tout ce qu'il avait fait pendant le schisme. Le légat rejeta cette demande, et après bien des conférences inutiles, comme le succès de la négociation semblait désespéré, le roi, changé tout à coup par un discours pathétique du cardinal, consentit enfin à signer le traité. Gilles Mugnos, sur l'ordre du roi, n'hésita pas à se démettre de son prétendu pontificat; mais il voulut faire son abdication avec pompe et dans les formes. Il monta sur son trône, et déclara qu'il renonçait volontairement, et que ses cardinaux pouvaient procéder à une nouvelle élection. Ils entrèrent en conclave le même jour, 26 juillet 1429, et élurent immédiatement Othon Colonne, qu'ils déclarèrent pape sous le nom de Martin V. Ainsi fut entièrement terminé le schisme, qui durait depuis cinquante ans (1).

Après cette heureuse négociation, le cardinal de Foix tint un concile à Tortose avec les prélats d'Aragon, dans lequel on publia des réglemens pour la réforme du clergé et des moines, et sur quelques autres points de discipline. Nous remarquerons seulement la défense faite aux clercs de porter des habits de couleur, et un décret portant que les médecins ne devront pas rendre trois visites de suite aux malades qui ne se seront pas confessés. On trouve une ordonnance à peu près semblable dans un concile tenu la même année à Paris par l'archevêque de Sens. Les autres statuts contiennent de nombreux réglemens pour l'extirpation des vices et des abus dans le clergé comme parmi les laïques. C'est vers cette époque que les Portugais commencèrent le long des côtes d'Afrique ces expéditions et ces découvertes, qui donnèrent un tel accroissement à leur puissance maritime, et qui les conduisirent aux Indes, vers la fin du siècle, par le cap de Bonne-Espérance. Ils avaient pris possession de

(1) Bzov. *Ann. eccl.* — Platin. — Rainald.

l'île Madère en 1420, et on prétend que le pape Martin, pour les encourager dans ces entreprises favorables aux progrès de l'Évangile, leur accorda le droit de souveraineté sur toutes les terres qu'ils pourraient découvrir.

La France continuait d'être en proie aux discordes civiles et à l'invasion étrangère. Jean Sans-peur, duc de Bourgogne, assassin du duc d'Orléans, fut lui-même assassiné en 1419 dans une entrevue avec le dauphin, et son fils Philippe le Bon, pour le venger, unit ses armes à celles des Anglais. D'un autre côté, la reine Isabelle, indisposée contre le dauphin, conclut l'année suivante, avec Henri V, roi d'Angleterre, le traité de Troyes, par lequel elle donnait sa fille en mariage à ce prince, avec le droit de succéder à la couronne de France. Le roi Charles VI étant mort au mois d'octobre 1422, ce traité reçut son exécution ; et comme Henri V venait de mourir lui-même, son fils Henri VI, à peine âgé de neuf mois, fut déclaré roi de France sous la tutelle du duc de Bedford son oncle. Cependant le dauphin se fit proclamer en même temps sous le nom de Charles VII. Mais il se vit enlever bientôt la plus grande partie du royaume, et il était près de succomber, lorsque la Providence suscita pour le secourir la fameuse héroïne, Jeanne d'Arc, connue sous le nom de Pucelle d'Orléans. C'était une jeune paysanne, née à Domremi, près de Vaucouleurs, en Champagne. Elle avait montré dès l'enfance une grande piété ; et croyant avoir vu plusieurs fois en songe l'archange saint Michel, qui lui ordonnait de prendre les armes et d'aller délivrer Orléans et faire sacrer le roi à Reims, elle fut présentée au gouverneur de Vaucouleurs, nommé Baudricourt, à qui elle déclara que les Français venaient d'être battus près d'Orléans, et que si on ne l'envoyait auprès du roi, il leur arriverait de plus grands malheurs. Baudricourt, apprenant quelques jours après l'exactitude de cette nouvelle, n'hésita plus à envoyer Jeanne d'Arc auprès du roi. Elle le distingua au milieu d'une foule de seigneurs parmi

lesquels il avait voulu se cacher, et lui inspira une entière confiance en lui faisant connaître qu'elle était instruite de choses secrètes qu'il n'avait communiquées à personne. On la fit ensuite examiner par plusieurs docteurs, qui se montrèrent convaincus de sa mission divine; après quoi elle marcha avec quelques troupes vers Orléans, parvint à pénétrer dans la ville, et força bientôt après les Anglais à lever le siège. C'était le 8 mai 1429. Elle revint alors trouver le roi, et lui proposa de le conduire à Reims. Cette ville était au pouvoir des Anglais, qui d'ailleurs étaient maîtres de presque toutes les places sur la route; mais Jeanne d'Arc leur fit livrer une bataille où ils essuyèrent une déroute complète; plusieurs villes furent prises, d'autres ouvrirent leurs portes, et le roi fit son entrée à Reims, où il fut sacré le 17 juillet. Alors la Pucelle, ayant accompli sa mission, voulut se retirer; mais les instances du roi l'engagèrent à continuer ses services. Enfin, au mois de mai 1430, comme elle s'était jetée dans Compiègne assiégé par les Bourguignons, elle fut prise dans une sortie et livrée aux Anglais, qui voulurent venger leurs défaites par son supplice. L'évêque de Beauvais, assisté du vicaire général de l'inquisition et de quelques docteurs, se chargea de lui faire son procès, et la condamna comme sorcière et hérétique; après quoi elle fut livrée au juge séculier, qui la fit brûler vive. Elle subit son supplice, le 30 mai 1431, avec une courageuse résignation. Sa mémoire fut réhabilitée environ vingt-cinq ans après, par Callixte III, qui annula comme illégales et remplies de faussetés les procédures faites contre elle, et déclara qu'elle était morte innocente pour la défense de son roi et de sa partie. Quelques écrivains au lieu de voir dans Jeanne d'Arc une héroïne suscitée miraculeusement et inspirée du ciel, ont prétendu expliquer son intervention comme un ressort imaginé par les besoins de la politique, et ses succès comme l'effet naturel de ce nouveau ressort. Nous n'entrerons point dans cette discussion

étrangère à notre objet ; mais nous ferons remarquer que le simple exposé des faits qu'on vient de voir ne permet pas une telle explication, et qu'on ne peut l'admettre sans rejeter des faits et des circonstances attestés par les témoignages les plus irrécusables (1).

Le pape Martin V mourut le 20 février 1531, et douze jours après on lui donna pour successeur le cardinal Gabriel Condolmère, Vénitien, qui prit le nom d'Eugène IV. Il était petit-neveu de Grégoire XII, et recommandable par son zèle et sa piété. Comme on accusait les officiers et les parents du pape défunt d'avoir enlevé une partie du trésor pontifical, il fit faire à ce sujet des poursuites et des recherches sévères qui portèrent les Colonne à prendre les armes, et coûtèrent la vie à un grand nombre de personnes. Martin V, peu de jours avant sa mort, avait renouvelé, par une bulle, la convocation du concile de Bâle pour la réunion des Grecs et la réformation de l'Église, et nommé le cardinal Julien pour y présider en son nom, avec pouvoir de s'y faire remplacer, s'il jugeait sa présence encore nécessaire en Bohême, où il était alors à la tête d'une croisade contre les hussites. Cette nomination fut confirmée par Eugène IV, et le cardinal Julien envoya deux docteurs à Bâle, qui firent l'ouverture du concile le 23 juillet 1431. Mais comme il n'y avait encore qu'un très-petit nombre de prélats et de docteurs, on tint seulement quelques congrégations insignifiantes, en attendant l'arrivée du cardinal, et soit à raison de ce petit nombre, soit pour la commodité des Grecs, le pape forma le dessein de transférer le concile en Italie, et d'en ajourner l'ouverture à dix-huit mois. Il en écrivit même au cardinal Julien, qui était arrivé à Bâle au mois d'octobre. Ce cardinal venait d'adresser, de concert avec l'empereur, des lettres pressantes aux Bohémiens, pour les exhorter à envoyer des députés à Bâle, et par ce motif, regardant la

(1) Monstrel. — St. Anton. Chron.



lettre du pape moins comme un ordre que comme l'expression d'un simple projet, il crut opportun de continuer le concile, et en informa l'empereur, qui n'oublia rien pour l'encourager dans cette résolution.

En conséquence, on tint, le 14 décembre, une première session dans laquelle on indiqua l'objet du concile, et on prit pour les délibérations des mesures analogues à celles de Constance, c'est-à-dire qu'on ordonna la division des prélats en plusieurs classes ou nations. Quelques jours après, le pape Eugène publia une bulle qui déclarait positivement le concile dissous et transféré à Bologne. Mais le concile, au lieu de se soumettre à cette mesure, ne songea qu'aux moyens d'en prévenir l'effet. Il envoya des députés au pape pour le prier de la révoquer, et le cardinal Julien lui adressa pour le même objet des lettres également fortes et respectueuses, où il représentait que cette translation serait regardée comme un moyen d'ajourner indéfiniment la réformation de l'Église, et qu'on ne devait point sacrifier cette affaire importante, et l'extinction de l'hérésie en Allemagne, à l'espoir si frivole de la réunion des Grecs. On écrivit en même temps des lettres circulaires pour annoncer aux prélats que le concile ne se séparerait point avant d'avoir rempli l'objet de sa convocation, et leur enjoindre de s'y rendre promptement. Ensuite, on tint, le 15 février 1432, sans attendre le retour des députés envoyés au pape, une deuxième session dans laquelle on fit lecture des décrets publiés à Constance touchant la supériorité du concile au-dessus du pape, et la punition de quiconque refuserait d'obéir aux ordonnances de tout concile légitimement assemblé pour l'extirpation de l'hérésie ou du schisme, et pour la réformation de l'Église; et en conséquence de ces décrets et de celui qui ordonna la tenue des conciles généraux, on déclara que le concile de Bâle n'avait pu et ne pourrait être dissous, transféré ou prorogé, sans le consentement

de l'assemblée, et que tout ce que le pape pourrait faire contre le concile ou contre ses membres serait nul de plein droit. Vers le même temps, les prélats français réunis à Bourges, considérant la nécessité de pourvoir efficacement aux besoins de l'Église d'Allemagne, affligée tout à la fois par les progrès de l'hérésie et par la corruption du clergé, se déclara aussi pour la continuation du concile, et le cardinal Julien dans une seconde lettre au pape ne manqua pas de faire beaucoup valoir cet avis de l'Église gallicane, et insistant d'ailleurs sur l'autorité du concile de Constance.

Comme on apprit par le retour des députés envoyés à Rome, que leur démarche n'avait eu aucun succès, on publia dans la troisième session, tenue le 29 avril, une sommation au pape de se rendre au concile dans trois mois, ou d'y envoyer des légats, et aux cardinaux d'y venir dans le même délai, sous peine de voir procéder contre eux par les voies de droit. Ces mesures de la part d'une assemblée où se trouvaient à peine quatorze prélats tant abbés qu'évêques, doivent paraître au moins fort extraordinaires. Deux mois après, dans la quatrième session, on publia un décret portant que le pape ne pourrait faire aucune promotion de cardinaux durant le concile, ni empêcher les prélats et officiers de la cour romaine de s'y rendre, et que s'il venait à mourir, l'élection de son successeur devrait se faire à Bâle, et non ailleurs. Cependant le pape, d'après les instances de l'empereur, qui se trouvait alors en Italie, prit le parti d'envoyer des députés à Bâle pour essayer un accommodement avec le concile. Ils s'efforcèrent de justifier les motifs de la translation, et se plaignirent que le concile eût invité les Bohémiens à venir proposer leurs raisons, comme si c'eût été remettre en question ce qui avait été défini à Constance; mais on leur répondit qu'il avait toujours été permis de conférer avec des hérétiques pour les éclairer, et la négociation n'eut aucun

effet. La cinquième session n'eut d'autre objet que de nommer des commissaires pour examiner les matières de la foi et les autres causes dévolues au concile. Dans la sixième, tenue le 6 septembre, où se trouvèrent environ trente prélats, les promoteurs du concile, attendu que le pape Eugène et les cardinaux n'avaient point obéi à la sommation publiée précédemment, demandèrent qu'on les déclarât contumaces ; mais les députés du pape à force d'instances obtinrent un délai. Le cardinal Julien, qui avait interrompu ses fonctions de président du concile, les reprit à la session suivante, dans laquelle on fit un décret pour remettre à la disposition des collateurs ordinaires les bénéfices des cardinaux qui refuseraient de venir au concile. On publia dans la huitième session, tenue le 18 décembre, une sommation au pape de révoquer sa bulle de translation, dans un délai de soixante jours, faute de quoi, après ce terme, on procéderait contre lui par toutes les voies de droit, sans autre ajournement ni autre citation. On déclara nulles toutes les collations de bénéfices qu'il pourrait faire dans cet intervalle, et on enjoignit à tous les cardinaux et officiers de sa cour de s'en retirer vingt jours après le terme fixé, sous peine d'être privés de leurs bénéfices. Enfin, on fit un décret portant qu'il ne peut y avoir qu'un seul concile général, comme il n'y a qu'une seule Église catholique, avec défense à toute personne d'en reconnaître un autre tant que durerait celui de Bâle, légitimement convoqué suivant les décrets de Constance. Comme l'empereur Sigismond avait déclaré solennellement qu'il prenait le concile sous sa protection, on publia dans la neuvième session, tenue le 22 janvier 1433, un décret qui déclarait nulles toutes les procédures que le pape pourrait faire, soit contre ce prince, soit contre l'électeur de Bavière et les autres protecteurs du concile.

Les instances réitérées de l'empereur et du concile auprès des Bohémiens, pour les engager à des négocia-

tions, rencontrèrent d'abord une vive opposition de la part des orphelins et des thaboristes, c'est-à-dire de l'armée; mais enfin l'opinion de la noblesse et de la bourgeoisie l'emporta, et après avoir obtenu du concile un sauf-conduit portant les garanties les plus complètes, ils envoyèrent à Bâle des députés, dont les principaux étaient le fameux Procope, général des thaboristes, et un prêtre calixtin nommé Jean de Roquesane, distingué par ses talens et célèbre par ses intrigues et son ambition. Ces députés arrivèrent à Bâle au commencement de cette année 1433, avec une suite de trois cents cavaliers, et firent leurs propositions, réduites à quatre articles qu'on a déjà vus précédemment formulés par les hussites; savoir : 1° que la communion fût administrée dans la Bohême sous les deux espèces; 2° qu'il fût permis aux prêtres et aux autres ministres de prêcher librement la parole de Dieu; 3° que le clergé n'eût plus ni seigneuries, ni domaines; 4° enfin, que les péchés publics fussent réprimés et punis par ceux à qui il importe de le faire. On discuta ces propositions dans plusieurs conférences, sans pouvoir amener les Bohémiens à aucune conciliation. Alors le concile prit le parti d'envoyer en Bohême des députés dont le chef était l'évêque de Coutance, pour traiter sur les lieux avec le corps de la secte. Une immense multitude se réunit à Prague, et persista dans la proposition des quatre articles. Cependant la division se mit bientôt entre les thaboristes et les calixtins. Ce dernier parti, composé surtout de la bourgeoisie et de la noblesse, était fatigué de la prolongation des troubles, et ne tarda pas à se rapprocher des catholiques. Procope avec les thaboristes recommença la guerre; mais après quelques échecs, il perdit en 1434 une grande bataille où il resta parmi les morts. On fit un grand nombre de prisonniers, entre lesquels une foule de paysans qu'on mit en liberté, et on enferma les autres dans des granges, où ils furent brûlés vifs. Cette

victoire rendit la négociation plus facile. Les quatre articles furent discutés avec les députés du concile, qui rejetèrent ou modifièrent complètement les trois derniers, et quant à la communion sous les deux espèces, on permit qu'elle fût administrée dans la Bohême et la Moravie à ceux qui la demanderaient, mais à condition d'avertir chaque fois publiquement, que Jésus-Christ est tout entier sous chaque espèce. L'empereur, de son côté, promit de laisser les biens des églises à ceux qui en étaient en possession, jusqu'à ce qu'ils fussent retirés pour un certain prix. Enfin, après bien des négociations, pendant lesquelles il fallut encore recourir à Bâle, les Bohémiens, dans une assemblée tenue, en 1436, à Iglaw en Moravie, acceptèrent l'accommodement proposé, firent l'abjuration de leurs erreurs, et furent absous des censures par les députés du concile. Mais les thaboristes ne prirent aucune part à ce traité.

Cependant, le concile, continuant ses procédures contre le pape Eugène, tint, le 19 février 1433, sa dixième session, dans laquelle, attendu que le pape n'avait pas révoqué sa bulle de translation dans le délai de soixante jours, ni comparu au concile dans le terme fixé, les promoteurs demandèrent qu'il fût déclaré contumace; ce qui fut ajourné toutefois, d'après l'avis du cardinal Julien, dans l'espoir que l'empereur, alors en Italie, parviendrait à déterminer le pape. En attendant, on publia dans la session suivante, tenue le 27 avril, une décision portant que le pape ne pouvait s'opposer à la célébration des conciles ordonnés par le décret de Constance, et qu'il lui était interdit, par le même décret, de dissoudre ou de transférer le concile légitimement assemblé. Il n'y eut à ces deux sessions qu'environ cinquante prélats, tant abbés qu'évêques. Le pape Eugène, sur les instances de l'empereur Sigismond, consentit enfin que le concile se tint à Bâle, et envoya des légats pour y présider; mais le concile refusa de les recevoir parce que leurs lettres

supposaient en quelque sorte l'ouverture d'un nouveau concile, sans reconnaître la légitimité de celui qui se tenait actuellement, et que d'ailleurs, parmi les objets à traiter, elles ne mentionnaient pas celui qu'on regardait comme le principal, savoir, la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres. Ensuite, dans la douzième session, tenue le 13 juillet, le concile, en s'appuyant sur les décrets de Constance, publia une sommation au pape, de révoquer ses bulles, et d'adhérer au concile dans le délai de soixante jours, sous peine d'être alors par le fait suspens de toute autorité pontificale. On fit dans la même session un décret pour abolir les réserves, et maintenir les élections canoniques. Le pape, loin d'obéir à la sommation du concile, publia une bulle qui la déclarait nulle, ainsi que toutes les procédures faites contre lui et contre les cardinaux. Le délai de soixante jours expirait à peine, quand on proposa dans la treizième session, tenue le 11 septembre, de déclarer le pape contumace, et de prononcer la suspense; toutefois, sur les instances du duc de Bavière, on accorda un nouveau délai de trente jours, et le 7 novembre, dans la quatorzième session, l'empereur, par les espérances qu'il donna d'un accommodement, obtint encore une prorogation de trois mois. Mais le concile déclara que cette prorogation serait la dernière; puis il détermina la formule de la bulle d'adhésion qui devrait être souscrite et publiée par le pape. Ensuite, dans la quinzième session, tenue quelques jours après, on envoya au pape des ambassadeurs de Sigismond, du roi de France, et de quelques autres princes, pour lui demander la paix de l'Église. On y publia en outre de sages réglemens concernant la célébration des conciles provinciaux et des synodes diocésains. Enfin, le pape Eugène, cédant pour le bien de la paix, publia, le 15 décembre, une bulle d'adhésion selon la formule prescrite, révoqua sa bulle de translation, et les autres publiées depuis, déclara que le concile



avait été légitimement commencé et continué, et nomma des légats pour y présider, avec plein pouvoir d'adhérer à tout ce qui serait défini. Cette bulle fut lue et approuvée dans la seizième session, tenue le 5 janvier 1434.

Le concile, depuis l'adhésion du pape, devint plus nombreux, et il y eut cent prélats à la dix-septième session, tenue le 26 avril, dans laquelle les légats furent admis à présider avec le cardinal Julien, mais sans aucune autorité coactive, et à condition d'observer les réglemens déjà établis, de publier tous les décrets qui seraient arrêtés en congrégation générale, et de les expédier au nom du concile et avec son sceau. On les avait déjà obligés, dans une congrégation tenue deux jours auparavant, de prêter serment qu'ils ne s'éloigneraient point de Bâle sans la permission du concile, qu'ils travailleraient pour sa conservation, et qu'ils en maintiendraient fidèlement les décrets, notamment ceux qu'on avait renouvelés de Constance touchant la puissance coactive des conciles généraux sur les papes en ce qui regardait la foi, l'extinction du schisme et la réformation de l'Église dans son chef et dans ses membres. Mais ces précautions eurent peu d'effet ; car les légats refusèrent de se trouver à la dix-huitième session, tenue le 26 juin, où l'on confirma de nouveau les décrets de Constance. Comme l'empereur Jean Paléologue, de concert avec le patriarche de Constantinople, était en négociation avec le pape pour la célébration d'un concile en Italie, au sujet de la réunion des Grecs, le concile de Bâle envoya des députés à Constantinople pour traiter de cette affaire, qui était un des objets de sa convocation, et l'empereur, par suite de cette démarche, envoya lui-même des ambassadeurs au concile, avec lesquels on convint que si les Grecs ne voulaient pas venir à Bâle, ils choisiraient une ville maritime de l'Occident, et que le concile devrait s'y rendre dans un mois après leur arrivée, et fournir aux frais de leur voyage. Ce traité fut publié

le 7 septembre, dans la dix-neuvième session, puis envoyé au pape Eugène et confirmé par lui. Le pape était alors à Florence, où il venait de se retirer depuis quelques mois, après s'être sauvé de Rome à travers mille dangers, par suite d'une révolte des Romains, et dans l'effusion de sa douleur, il écrivit au concile une lettre touchante, pour lui déclarer qu'il voulait lui demeurer uni par les liens d'une charité inviolable, et qu'il ne conservait plus aucun souvenir des démêlés passés. Le concile, pour le consoler et le secourir, lui envoya deux cardinaux, dont l'un était Nicolas Albergati, ancien châtreux, qui jouissait d'une grande réputation de sainteté, et qui est même honoré dans quelques églises comme bienheureux. C'est pourquoi on le jugea propre à contenir ou à ramener les Italiens excités à la révolte par le duc de Milan, qui faisait la guerre au pape, et feignait d'être d'intelligence avec le concile, ce que l'on voulut surtout démentir par l'envoi de ces deux cardinaux.

Cependant l'harmonie qui semblait régner entre le pape et le concile fut troublée bientôt par des démêlés touchant la réformation. Le concile, dans la vingtième session, tenue le 23 janvier 1435, publia quatre décrets de discipline, dont le premier ordonne que les clercs publiquement concubinaires soient privés pendant trois mois de tous les fruits de leurs bénéfices, et si après ce terme ils retiennent leurs concubines, on les déclare privés de leurs bénéfices, et inhabiles à toutes dignités ecclésiastiques. Le second concerne les excommuniés, et porte qu'on n'est tenu d'éviter que ceux qui sont nommément dénoncés, ou si notoirement coupables d'un crime emportant l'excommunication, qu'il ne peut leur rester aucun moyen de s'en défendre. On voit que ce décret modifie la bulle *Ad evitanda scandala*, qui ne mentionne la notoriété qu'à l'égard des violences envers les clercs. Mais cette dérogation n'a point prévalu. Les deux autres décrets défendent les interdits généraux

pour des crimes particuliers, et les appels frivoles ou interjetés avant la sentence des premiers juges. On publia aussi dans la vingt et unième session, tenue le 9 juin, plusieurs réglemens dont le plus remarquable est celui qui concerne les annates, ou les fruits de la première année, exigés par le pape ou les prélats dans la collation des bénéfices. On défend absolument, sous les peines portées par les canons contre les simoniaques, d'exiger ou de payer ces premiers fruits, ni aucune autre redevance, même sous prétexte de droit de sceau, pour la collation ou la confirmation des bénéfices, pour l'institution canonique, pour la concession du pallium ou pour l'ordination, nonobstant toute coutume ou statut contraire. Il est permis seulement aux expéditionnaires de prendre un salaire modéré pour les écritures. Les autres réglemens concernent la célébration de l'office divin, ou proscrivent des réjouissances abusives qui avaient lieu en certains endroits les jours de fêtes, dans les églises et les cimetières. Les légats du pape et plusieurs autres prélats s'opposèrent vivement à la publication du décret touchant les annates, et le pape lui-même, à qui on ne tarda pas à le notifier, s'en plaignit comme d'une innovation qui blessait les droits du saint-siège, et fit représenter par ses légats qu'on lui ôtait ainsi les moyens de soutenir sa dignité, de combattre les hérésies et de subvenir aux différens besoins de l'Église universelle. Mais le cardinal Julien leur répondit que le concile ne refuserait pas, s'il le fallait, de pourvoir à la dignité et aux besoins du saint-siège par d'autres moyens plus convenables.

Vers le même temps, le pape et le concile employèrent leur médiation, et envoyèrent des légats pour rétablir la paix entre la France et l'Angleterre. Il y eut à cet effet une assemblée solennelle à Arras, où le roi Charles VII fit aux Anglais des propositions fort avantageuses ; mais ils refusèrent de les accepter. Le duc de Bourgogne prit

alors le parti de rompre avec eux et de se réconcilier avec Charles VII, ce qui amena bientôt après le rétablissement de l'autorité royale à Paris et la délivrance du royaume. Le concile voulut aussi prendre part à beaucoup d'autres affaires qu'il ne termina pas toujours aussi heureusement, et l'empereur lui-même, qui s'en était déclaré le protecteur, se plaignit plusieurs fois de son intervention dans les affaires de l'empire. Alphonse d'Aragon avait demandé au pape, en vertu de son adoption par la reine Jeanne, l'investiture du royaume de Naples dont il venait de s'emparer, et ne l'ayant pas obtenue, il écrivit au concile pour lui promettre son appui, et donna ordre à tous les prélats de son royaume de s'y rendre.

Le concile tint, le 15 octobre 1435, la vingt-deuxième session, où l'on condamna un livre d'Augustin de Rome, religieux, contenant diverses erreurs sur l'incarnation. L'année suivante, dans la vingt-troisième session, tenue le 25 mars, on publia plusieurs décrets, dont le premier contient des réglemens touchant l'élection et la conduite des papes. Le second fixe à vingt-quatre le nombre des cardinaux, et porte qu'ils devront être choisis dans toutes les nations et nommés au scrutin, et qu'on ne pourra élever à cette dignité ni les neveux du pape, ni ceux d'un cardinal vivant. Enfin, un troisième décret abolit les réserves et les expectatives. Ces décrets mécontentèrent vivement le pape Eugène, qui envoya partout des lettres ou des légats pour se plaindre des entreprises du concile sur les droits de l'autorité pontificale. L'affaire des Grecs vint encore augmenter la mésintelligence. Comme le concile avait pris l'engagement de fournir aux frais de leur voyage, il publia, le 14 avril, malgré l'opposition des légats, dans la vingt-quatrième session, du reste fort peu nombreuse, un décret qui accordait des indulgences plénières une fois pendant la vie et à l'article de la mort à tous ceux qui contribueraient de leurs aumônes pour cette bonne œuvre. Ensuite, on envoya des députés à

Constantinople pour convenir avec les Grecs du lieu où devrait se tenir le concile. Mais on ne put tomber d'accord, et le concile ne laissa pas de conclure avec les habitans d'Avignon un traité par lequel ils s'obligèrent à prêter une somme considérable, moyennant la promesse qu'on leur fit d'imposer une décime sur les biens ecclésiastiques, et de tenir le concile, soit à Bâle, soit à Avignon, soit dans une ville de la Savoie. Ces négociations remplirent la fin de cette année 1336 et une partie de la suivante. On envoya en même temps des députés au pape pour le prier de se rendre au concile, et de confirmer les indulgences et l'imposition des décimes. Mais il refusa d'y consentir, et demanda qu'avant tout l'on choisît, pour la tenue du concile, une ville d'Italie. Il fit même défendre aux habitans d'Avignon de livrer la somme qu'ils avaient promise. Enfin, il entama de son côté des négociations avec les Grecs, et parvint ainsi à mettre la division parmi les membres du concile, dont une partie voulaient qu'on eût égard à la demande du pape et au vœu des Grecs, tandis que les autres, craignant de voir le pape dominer dans un concile tenu en Italie, s'obstinaient à vouloir un autre lieu. Dans cet état de dissidence, on tint, le 7 mai 1437, la vingt-cinquième session, où la majorité adopta un décret qui indiquait, pour la tenue du concile, la ville de Bâle ou celle d'Avignon, ou enfin une des villes de la Savoie, avec imposition d'une décime pour contribuer à la dépense qu'exigerait l'affaire de l'union. Mais cette majorité fut surtout formée par les ecclésiastiques du second ordre, et le parti contraire, qui comprenait la plupart des prélats, publia de son côté un décret portant que le concile se tiendrait soit à Florence, soit à Udine, soit dans une autre ville d'Italie. Il y eut ensuite pendant plusieurs jours de vives contestations pour faire sceller ces décrets contradictoires. Les sceaux du concile étaient renfermés dans une boîte entre les mains du cardinal Julien, qui refusait de sceller



le décret de la majorité; et d'autre part les clefs de la boîte se trouvaient entre les mains de quatre personnes nommées par le concile et dont l'opinion différait de celle du cardinal Julien. Enfin, on prit le parti de nommer trois commissaires ou arbitres pour juger le différend. Mais les auteurs ne s'accordent pas sur la décision qu'ils adoptèrent. Ce qui est certain, c'est que le sceau du concile fut également apposé aux deux décrets, et il importe peu de savoir si ce fut par l'avis des commissaires ou par l'effet de quelque manœuvre clandestine (1).

Le concile envoya bientôt après des galères à Constantinople pour amener l'empereur et les prélats orientaux. Le pape, de son côté, ayant gagné les ambassadeurs grecs, fit équiper dans le même but plusieurs galères à Venise, et les envoya à Constantinople, sous les ordres du cardinal Condolmère, son neveu. Quand on eut appris cette démarche à Bâle, le concile, ou plutôt le parti opposé au pape, tint, le 31 juillet, une vingt-sixième session où l'on fit un décret pour le citer à comparaître en personne ou par procureur dans le délai de soixante jours. Mais le pape, bien loin d'y avoir égard, publia, le 18 septembre, une bulle qui indiquait un nouveau concile à Ferrare, avec défense à celui de Bâle de faire désormais aucun décret synodal et de s'occuper d'aucune affaire, excepté celle des Bohémiens. L'empereur fit lui-même des représentations au concile sur les suites funestes que pouvaient avoir ces divisions, et déclara que si l'on continuait les poursuites contre le pape Eugène, il était décidé à prendre sa défense. Mais ces remontrances produisirent peu d'effet. Comme le cardinal Julien, d'après la bulle du pape, cessa de prendre part aux délibérations, la présidence fut déferée au cardinal Louis Allemand, qu'on nommait le cardinal d'Arles. Il était recommandable par de grandes vertus qui lui ont fait décerner le titre de bien-

(1) August. Patric. — Æn. Sylv. — Panormit.



heureux, et s'il se laissa entraîner dans l'opposition schismatique du concile de Bâle, c'est qu'il fut égaré tout à la fois par son zèle pour la réforme et par le prétexte spécieux de la supériorité attribuée au concile par les décrets de Constance. C'est aussi par les mêmes motifs que le roi Charles VII fit défense aux prélats de son royaume d'aller à Ferrare, où le cardinal Julien et le plus grand nombre des prélats ne tardèrent pas à se rendre. Toutefois le concile de Bâle, c'est-à-dire le parti opposé au pape, ne laissa pas de poursuivre ses entreprises. Il cassa dans la vingt-septième session, tenue le 27 septembre, la nomination d'un cardinal faite en opposition à ses décrets, et trois jours après, dans la suivante, comme le pape n'avait point comparu, on le déclara contumace ; puis dans la vingt-neuvième, tenue le 12 octobre, on déclara nulle la convocation d'un concile à Ferrare, avec sommation au pape de la révoquer dans quatre mois, sous peine de suspense. Enfin, on publia, le 23 décembre, dans la trentième session, un décret analogue à celui de Constance touchant la communion sous les deux espèces.

Cependant le pape confirma, par une bulle du 1<sup>er</sup> janvier 1438, la translation du concile à Ferrare, et on y tint, le 10 du même mois, une première session dans laquelle on déclara nul tout ce qui se ferait à Bâle, excepté pour la réduction des Bohémiens ; puis dans une autre, tenue le 15 février et présidée par le pape, on publia un décret pontifical prononçant l'excommunication et la privation de toutes dignités et bénéfices contre tous ceux qui oseraient continuer le concile de Bâle ou qui n'en sortiraient pas dans trente jours, avec ordre, sous la même peine, aux magistrats et aux habitants de les chasser, et défense de porter dans cette ville aucune des choses nécessaires à la vie. L'empereur Paléologue, voyant la division dans le concile de Bâle, et ne voulant pas d'ailleurs consentir à la désignation qu'on avait faite d'un lieu hors de l'Italie, n'avait eu aucun égard aux instances des

députés de Bâle, et s'était embarqué, le 24 novembre, sur les galères du pape avec le patriarche de Constantinople et une suite de sept cents personnes, parmi lesquelles on comptait vingt archevêques ou évêques, entre autres le métropolitain de Russie et celui de Trébizonde, les députés des patriarches d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem, environ vingt autres députés, un grand nombre d'abbés et d'ecclésiastiques du second ordre, et les ambassadeurs de l'empereur de Trébizonde, du prince de Géorgie et des despotes de Servie et de Valachie. Ils arrivèrent à Venise le 8 février 1438, et dans les premiers jours de mars à Ferrare, où ils furent reçus avec les plus grands honneurs. Comme ils désiraient surtout obtenir des secours, ils furent déconcertés en voyant le concile aussi peu nombreux, et demandèrent qu'avant de rien faire on attendît l'arrivée des princes latins ou de leurs ambassadeurs. En conséquence, le pape Eugène envoya de nouvelles lettres de convocation, après quoi on fit avec les Grecs une seconde ouverture du concile le 9 avril, et l'on ajourna la première session à quatre mois; mais ce délai, qui fut encore prolongé de deux mois, n'eut pas grand effet; car les rois de France, de Castille, de Portugal, de Navarre, et les princes d'Allemagne, voulant travailler à rétablir l'accord entre le concile de Bâle et le pape Eugène, ne jugèrent pas à propos d'envoyer leurs ambassadeurs à Ferrare. Le pape proposa, en attendant la session, d'éclaircir par des conférences les points principaux qui divisaient les deux Églises, et après quelques difficultés, les Grecs consentirent à traiter la question du purgatoire. Ils admettaient le fond du dogme catholique, c'est-à-dire un lieu destiné à purifier les âmes des justes qui n'avaient pas entièrement satisfait à la justice divine, ou qui mouraient coupables de péchés véniels. Ils croyaient, en outre, qu'elles étaient soulagées et délivrées par les sacrifices, les prières et les bonnes œuvres des fidèles; mais ils prétendaient qu'elles ne souffraient d'autre peine que la tristesse et la

privation de Dieu, et non la peine du feu. On disputa longtemps sans aucun résultat.

Le concile de Bâle, ou l'assemblée qui continuait à prendre ce titre, tint cette année deux sessions; la trente et unième le 24 janvier, où l'on publia quelques réglemens concernant les causes réservées au saint-siège, les appels, les expectatives, la collation des bénéfices réguliers, et les privilèges des gradués; la trente-deuxième, le 24 mars, dans laquelle on déclara le pape Eugène suspens de toute juridiction spirituelle et temporelle; le concile de Ferrare schismatique et ses décrets nuls, avec injonction à tous ceux qui s'y trouvaient d'avoir à comparaître dans un mois. On résolut ensuite, malgré l'opposition d'une partie des prélats et les remontrances de presque tous les ambassadeurs des princes, de poursuivre les procédures contre le pape Eugène. L'empereur Sigismond était mort à la fin de l'année précédente, et son gendre, Albert, duc d'Autriche, fut élu roi des Romains le 18 mars de cette année 1438. Le nouvel empereur, dans l'assemblée tenue à Francfort pour son élection, proposa de se déclarer pour le concile de Bâle et d'en faire observer les décrets en Allemagne; mais les princes demandèrent la neutralité, et envoyèrent des ambassadeurs au pape et au concile de Bâle pour négocier un accommodement; après quoi on tint, dans le cours de l'année, deux assemblées à Nuremberg, où l'on essaya, sans succès, de faire agréer aux députés du pape et du concile quelques moyens de conciliation; puis, les ambassadeurs d'Allemagne s'étant rendus à Bâle, proposèrent, de concert avec ceux des autres princes, qu'on choisît une ville d'Allemagne pour le concile avec les Grecs, que le pape confirmât les décrets du concile de Bâle, et que le concile révoquât la suspension prononcée contre le pape. Mais ce projet fut également rejeté par le pape et par le concile. Enfin, au mois de mars de l'année suivante 1439, les princes d'Allemagne, dans une as-

semblée tenue à Mayence, résolurent de recevoir les décrets du concile de Bâle, excepté ceux qui étaient faits contre le pape Eugène.

Le roi Charles VII prit une détermination analogue. Il tint, au mois de juillet 1438, avec le clergé et les seigneurs du royaume, une assemblée à Bourges où l'on publia la fameuse ordonnance connue sous le titre de pragmatique sanction, dans laquelle on adopta avec quelques modifications les principaux décrets du concile de Bâle. Elle contient vingt-trois articles ayant pour objet l'approbation des décrets de Constance sur la supériorité du concile au-dessus du pape, et sur l'obligation de tenir des conciles généraux tous les dix ans; le rétablissement des élections canoniques; l'abolition des annates, des réserves et des expectatives; l'application du tiers des bénéfices aux gradués; la détermination des causes majeures réservées au pape; la défense d'appeler en cour de Rome avant la sentence du juge ordinaire, et l'obligation en cas d'appel de nommer des commissaires pour juger la cause dans le royaume; enfin, divers réglemens sur l'office divin et sur l'abus des censures, et spécialement des interdits. Le roi envoya cette ordonnance au concile de Bâle pour la faire approuver; mais il fit demander en même temps de surseoir aux procédures contre le pape Eugène. Toutefois, le concile, entraîné par le cardinal d'Arles, son président, se borna simplement à différer le jugement, et n'en continua pas moins l'audition des témoins, et les citations à comparaître.

Cependant les Grecs, après six mois d'attente, voyant les choses dans le même état, consentirent enfin à tenir les sessions solennelles du concile; mais comme ils craignaient que, si l'on en venait aux suffrages, les Latins ne prévalussent par leur nombre, il fut convenu que des deux côtés chacun se contenterait d'exposer et de défendre son opinion. En conséquence, on nomma pour soutenir la discussion plusieurs théologiens, dont les plus

célèbres furent , du côté des Latins, le cardinal Julien, André, archevêque de Rhodes, et Jean de Montenegro, provincial des dominicains en Lombardie, et du côté des Grecs, Bessarion, archevêque de Nicée, Isidore, métropolitain de Russie, Marc, archevêque d'Éphèse, et Georges Scholarius, sénateur très-versé dans la théologie. Il y eut quinze sessions, à commencer du 8 octobre 1438 jusqu'au 8 décembre. Les deux premières furent remplies par des discours de Bessarion et d'André de Rhodes sur les avantages et la nécessité de l'union. Les deux suivantes se passèrent en discours vagues ou en contestations sur les règles à observer et sur la méthode à suivre dans les discussions ; et les Grecs insistèrent pour que l'on commençât par lire les définitions des premiers conciles généraux sur les articles contestés, ce qui eut lieu dans la cinquième session ; mais on convint de ne rien citer des conciles tenus pour ou contre Photius. Les autres sessions n'eurent pour objet que l'addition du mot *filioque* faite au symbole par les Latins. André de Rhodes, dans les sixième et septième sessions, démontra par un long discours que cette addition était conforme à la doctrine de l'Évangile et des Pères, et qu'ainsi elle n'était pas un changement, mais seulement une explication du symbole. Le cardinal Julien appuya ce discours par plusieurs passages des pères grecs. Mais Bessarion répondit dans les huitième et neuvième sessions que le concile d'Éphèse avait expressément défendu toute addition au symbole, et que cette défense était absolue et devait s'entendre de toute explication comme de tout changement. Jean, évêque de Forli, et le cardinal Julien s'attachèrent dans les trois sessions suivantes à prouver que cette défense ne pouvait concerner que les particuliers et non pas l'Église, à qui il appartient toujours d'expliquer sa foi dans les termes qu'elle juge les plus convenables pour l'instruction des fidèles, et qu'ainsi le seul point à examiner était de savoir si la doctrine des Latins sur la procession du Saint-Esprit était vraie ou



fausse. Toutefois, Marc d'Éphèse prolongea les disputes sur cette addition, et comme les Grecs s'obstinaient à en demander le retranchement avant tout autre examen, le concile eût été probablement rompu, sans le zèle sincère de l'empereur et du patriarche pour l'extinction du schisme.

Sur ces entrefaites, la ville de Ferrare se trouva menacée de la peste, et le pape proposa à l'empereur de transférer le concile à Florence, ce qui fut accepté après quelques difficultés de la part des évêques grecs ; et la bulle de translation fut publiée dans une seizième session tenue le 10 janvier 1439. Il y eut encore à Florence dix sessions, dont la première, tenue le 26 février, fut remplie par des discours de l'empereur et du cardinal Julien sur les moyens d'opérer l'union. Les Grecs furent d'avis de continuer la voie des discussions, et proposèrent des conférences particulières. Mais le pape voulut qu'elles eussent lieu en session publique. On commença donc, dans la seconde session, la dispute sur la procession du Saint-Esprit, et Jean de Montenegro prouva la doctrine de l'Église romaine par une foule d'argumens tirés de l'Écriture et des pères grecs et latins. Il continua dans les sessions suivantes le développement de ses preuves avec tant de clarté et de force, que Marc d'Éphèse, qui entreprit de soutenir la dispute contre lui, demeura souvent sans réplique, et abandonna enfin la discussion. Jean de Montenegro le déconcerta surtout dans la quatrième session, à l'occasion d'un passage des livres de saint Basile contre Eunomius ; car il produisit d'anciens exemplaires apportés de la Grèce, dans lesquels ce père dit expressément que le Saint-Esprit procède du Père et du Fils ; ce qui montra la mauvaise foi des Grecs, qui, dans les exemplaires produits par eux, avaient supprimé le mot de fils. Il cita encore plusieurs autres passages de saint Basile, notamment un texte également formel tiré de l'homélie sur le Saint-Esprit. L'empereur, qui désirait vivement l'union, fit lire dans la septième session un passage où saint Maxime dit que les Latins reconnais-



sent que le Père est le seul principe du Fils et du Saint-Esprit, et qu'ils entendent seulement que le Saint-Esprit procède par le Fils parce qu'il est d'une même essence ; et après cette lecture, il déclara que cela étant ainsi, rien ne devait plus empêcher l'union. Il ordonna donc que l'on entendît, mais sans dispute, les derniers éclaircissemens de Jean de Montenegro, dont le discours remplit les deux sessions suivantes. On remit un précis de ce discours aux Grecs pour l'examiner dans leur assemblée particulière. Marc d'Éphèse et plusieurs autres persistèrent à combattre la doctrine des Latins ; mais Bessarion et Georges Scholarius prouvèrent par des discours solides qu'elle était entièrement conforme à celle des pères grecs, et qu'ainsi l'on ne pouvait plus sans crime repousser la vérité si clairement connue. Ils ajoutèrent qu'il était honteux d'être réduit, pour toute réponse, à dire avec Marc d'Éphèse que les ouvrages des pères grecs avaient été altérés par les Latins, comme si l'on ne voyait pas que les exemplaires produits étaient tirés de la Grèce et transcrits depuis plusieurs siècles par les Grecs eux-mêmes.

Enfin, après de nombreuses conférences et des négociations qui durèrent plus de deux mois, les Grecs approuvèrent la doctrine des Latins sur la procession du Saint-Esprit, et souscrivirent tous, à l'exception de Marc d'Éphèse, une formule de foi où ce dogme était défini. Joseph, patriarche de Constantinople, qui avait contribué de tout son pouvoir à ce résultat, mourut le lendemain 9 juin, laissant un écrit signé le même jour où il déclarait embrasser sans exception tous les points de la doctrine enseignée par l'Église romaine. Les autres articles contestés par les Grecs concernaient le purgatoire, l'usage du pain azyme dans l'eucharistie, et la primauté du saint-siège. Il n'y eut de difficultés que sur ce dernier point, ou plutôt sur quelques-unes de ses conséquences ; car les Grecs, pour maintenir les privilèges des patriarches, ne voulaient pas qu'on pût appeler de leur juge-

ment au pape; mais cette prétention fut repoussée, et l'on mit seulement dans le décret que l'on ne touchait point à leurs privilèges.

Comme on était tombé d'accord sur tous les points, on tint, le 6 juillet 1439, une dixième session, où l'on publia la définition de foi ou décret d'union. Ce décret porte et définit que le Saint-Esprit reçoit son être de toute éternité du Père et du Fils, et qu'il procède éternellement de l'un et de l'autre, comme d'un seul principe et par une seule spiration; que l'addition du mot *filioque* a été faite par de justes motifs au symbole pour mieux expliquer la vérité; que le corps de Jésus-Christ est véritablement consacré avec le pain de froment, soit azyme, soit levé, et que les prêtres doivent employer chacun celui qui est d'usage dans son Église, soit orientale, soit occidentale; que les âmes des vrais pénitens morts en état de grâce avant d'avoir entièrement expié leurs péchés, sont purifiées par les peines du purgatoire, et qu'elles sont soulagées par le sacrifice de la messe, les prières et les bonnes œuvres des fidèles; que les âmes entièrement purifiées entrent aussitôt dans le ciel, et que les âmes de ceux qui meurent dans le péché mortel actuel ou dans le seul péché originel, descendent aussitôt en enfer pour y être punies, mais par des peines différentes; enfin, que le saint-siège et le pontife romain a la primauté sur toute la terre; que ce pontife est le successeur de saint Pierre, prince des apôtres, le véritable vicaire de Jésus-Christ, le chef de toute l'Église, le père et le docteur de tous les chrétiens, et que Jésus-Christ lui a donné, dans la personne de saint Pierre, le plein pouvoir de paître, régir et gouverner l'Église universelle, ainsi qu'il est défini dans les actes des conciles œcuméniques et dans les saints canons. On confirme ensuite le rang des patriarches et on ajoute qu'on ne touche point à leurs privilèges. Ce décret fut signé du côté des Latins par le pape, huit cardinaux, soixante archevêques ou évêques, et un grand

nombre d'abbés, et du côté des Grecs par l'empereur et par les prélats qui l'avaient accompagné au concile. Mais on verra que cette réunion ne dura pas longtemps.

Les Grecs partirent vers la fin d'août, et le concile, depuis leur départ, tint encore cinq sessions. La première, tenue le 6 septembre, eut pour objet la publication d'un décret qui cassait de nouveau les actes schismatiques du concile de Bâle; ce qui fut encore renouvelé l'année suivante dans la troisième session. La seconde fut tenue le 22 novembre 1439, pour la réunion des Arméniens, dont le patriarche avait envoyé pour cet objet des députés qui venaient d'arriver depuis deux ou trois mois à Florence. Ils souscrivirent à la définition de foi du concile, et de plus à un décret particulier que le pape Eugène dressa pour leur instruction, et qui traite spécialement de l'incarnation et des sept sacrements. Le patriarche des jacobites ou eutychiens d'Égypte avait été aussi invité au concile de Florence comme tous les Orientaux par des lettres et des nonces du pape. Il y envoya l'abbé du monastère de Saint-Antoine, nommé André, pour adhérer aux décisions du concile et à la doctrine de l'Église romaine; ce qui fut l'objet de la quatrième session, tenue le 5 février 1441. Enfin, dans la cinquième, tenue au mois d'avril de l'année suivante, on publia la translation du concile à Rome, où se fit encore la réunion de quelques Orientaux; mais depuis cette translation le concile fut censé fini, et même depuis le départ des Grecs il était devenu si peu nombreux, que plusieurs théologiens cessent dès lors de le regarder comme œcuménique.

# TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PAPES, DES EMPEREURS, DES ROIS DE FRANCE, DES  
ÉCRIVAINS ECCLÉSIASTIQUES, DES PRINCIPAUX CONCILES, ET  
DES PRINCIPAUX SECTAIRES.

## PAPES.

NOMS.	DATE DE LEUR ÉLECTION.	DATE DE LEUR MORT.
Grégoire IX.	19 mars 1227	21 août 1241
Célestin IV.	octobre 1241	18 novembre 1241
Innocent IV.	25 juin 1243	7 décembre 1254
Alexandre IV.	12 décembre 1254	25 mai 1261
Urbain IV.	29 août 1261	2 octobre 1264
Clément IV.	5 février 1265	29 novembre 1268
Grégoire X.	1 <sup>er</sup> septembre 1271	10 janvier 1276
Innocent V.	21 février 1276	22 juin 1276
Adrien V.	11 juillet 1276	16 août 1276
Jean XXI.	13 septembre 1276	17 mai 1277
Nicolas III.	25 novembre 1277	22 août 1280
Martin IV.	22 février 1281	28 mars 1285
Honorius IV.	2 avril 1285	3 avril 1287
Nicolas IV.	15 février 1288	4 avril 1292
Célestin V.	5 juillet 1294	se démet, 1294
Boniface VIII.	24 décembre 1294	10 octobre 1303
Benoît XI.	22 octobre 1303	7 juillet 1304
Clément V.	5 juin 1305	20 avril 1314
Jean XXII.	7 août 1316	4 décembre 1334
Benoît XII.	20 décembre 1334	25 avril 1342
Clément VI.	7 mai 1342	6 décembre 1352
Innocent VI.	18 décembre 1352	12 septembre 1362
Urbain V.	28 septembre 1362	19 septembre 1370
Grégoire XI.	30 décembre 1370	27 mars 1378
Urbain VI.	9 avril 1378	18 octobre 1389
Boniface IX.	2 novembre 1389	6 octobre 1404
Innocent VII.	17 octobre 1404	6 novembre 1406
Grégoire XII.	30 novembre 1406	déposé en 1409
Alexandre V.	26 juin 1409	3 mai 1410
Jean XXIII.	17 mai 1410	déposé le 29 mai 1415
Martin V.	11 novembre 1417	20 février 1431
Eugène IV.	3 mars 1431	23 février 1447

## EMPEREURS.

## EMPEREURS D'ORIENT.

Jean de Brienne,	1237
Baudouin, dépouillé en	1261
Michel Paléologue,	1282
Andronic II,	1332
Andronic III,	1341
Jean Paléologue,	1391
Manuel,	1425
Jean Paléologue II,	1448

## EMPEREURS D'OCCIDENT.

Frédéric II, mort en	1250
Guillaume de Hollande,	1256
Rodolphe de Habsbourg,	1291
Adolphe de Nassau, déposé en	1298
Albert I d'Autriche,	1303
Henri VII de Luxembourg,	1313
Louis V de Bavière,	1347
Charles IV,	1378
Wenceslas, déposé en	1400
Robert, mort en	1410
Sigismond,	1437
Albert II,	1439

## ROIS DE FRANCE.

Louis IX, mort en	1270	Charles IV,	1328
Philippe III,	1287	Philippe VI,	1350
Philippe IV,	1314	Jean II,	1364
Louis X,	1316	Charles V,	1380
Jean I,	1316	Charles VI,	1422
Philippe V,	1322	Charles VII,	

## ÉCRIVAINS ECCLÉSIASTIQUES.

Saint Antoine de Padoue,		François de Maironis,	1325
mort en	1231	Augustin Triomphe,	1328
Jacques de Vitri,	1240	Durand de Saint-Pourçain,	1333
Alexandre de Hales,	1245	Guillaume Occam,	1337
Vincent de Beauvais,	1256	Nicolas de Lyra,	1340
Hugues de Saint-Cher,	1263	Nicéphore Calliste,	1340
Henri de Suze,	1271	Alvarez Pelage,	1344
Robert de Sorbon,	1271	Pierre Bertrandi,	1348
Guillaume de Saint-Amour,	1272	Jean Taulère.	
Saint Thomas d'Aquin,	1274	Sainte Brigitte,	1373
Saint Bonaventure,	1274	Sainte Catherine de Sienne,	1380
Saint Raymond de Pegua-		Jean Rusbrock,	1381
fort,	1275	Nicolas Eymeric,	1399
Albert le Grand,	1280	Saint Vincent Ferrier,	1419
Jean Veccus,	1298	Pierre d'Ailly,	1425
Jacques de Voragine,	1298	Jean Gerson,	1429
Jean Duns Scot,	1308	Thomas de Walden,	1430
Raimond Lulle,	1315	Saint Bernardin de Sienne,	1444
Gille de Rome,	1316		

## PRINCIPAUX CONCILES.

Concile de Toulouse contre les Albigeois,	1229	Concile général de Vienne,	1311
Concile de Rouen sur la discipline,	1231	Concile de Ravenne,	1317
Concile de Narbonne sur l'inquisition,	1235	Concile de Sens,	1320
Divers conciles tenus en France, de 1233 à 1237		Concile de Valladolid,	1324
Concile de Londres,	1237	Concile d'Avignon,	1326
Concile de Cognac,	1238	Autres conciles tenus en France, de 1326 à 1336	
Premier concile général de Lyon,	1245	Concile de Lambeth et autres tenus en Angleterre, de 1330 à 1342	
Concile de Valence,	1248	Concile de Tolède en	1339
Plusieurs autres conciles en France, de 1253 à 1258		Concile de Noyon en	1344
Concile de Cologne,	1260	Concile d'Angers,	1366
Concile de Vienne,	1267	Concile de Lavaur,	1368
Concile de Londres,	1268	Conciles de Londres contre les wicléfistes,	1382
Deuxième concile général de Lyon,	1274	Concile national tenu à Paris au sujet du schisme,	1395
Divers conciles en France sur la discipline, de 1276 à 1286		Concile de Pise,	1409
Concile de Wurzburg,	1287	Concile de Rome contre les erreurs de Wiclef,	1412
Divers conciles en Angleterre sur la discipline, de 1281 à 1292		Concile de Constance, de 1414 à 1418	
Concile de Saumur,	1294	Concile de Salzbourg,	1420
Concile de Tarragone,	1294	Concile de Pavie,	1423
Concile de Bude,	1309	Concile de Paris,	1429
Divers conciles, au sujet des templiers,	1310	Concile de Bâle, de 1431 à 1443	
		Concile général de Florence, de 1438 à 1442	

## PRINCIPAUX SECTAIRES.

Apostoliques, vers	1290	Palamites ou quiétistes du mont Athos,	1341
Bizques ou Fratricelles,	1296	Turlupins,	1373
Dulcin,	1308	Wiclef,	1378
Bégards et béguines,	1311	Jean Huss et Jérôme de Prague,	vers 1408
Prétendus spirituels.			
Lollards,	1322		
Marsile de Padoue,	1326		

FIN DU TOME SIXIÈME.











DATE DUE

[illegible]

